L'ATLANTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

« LE MONDE ATLANTIQUE »

Laurent Dubois, *Les Vengeurs du Nouveau Monde. Histoire de la Révolution haïtienne.*

Bernard Cottret (dir.), *Cosmopolitismes, patriotismes. Europe et Amériques 1773-1802.*

Randy J. Sparks, *Les Deux Princes du Calabar. Une odyssée transatlantique à la fin du XVIIIe siècle.*

Jean Crusol, *Les Îles à sucre. De la colonisation à la mondialisation.*

Cécile Vidal & François-Joseph Ruggiu (dir.), *Sociétés, colonisations et esclavages dans le monde atlantique.*

Jonathan R. Dull, *La Guerre de Sept ans. Histoire navale, politique et diplomatique.*

François Blancpain, *Étienne Polverel, libérateur des esclaves de Saint-Domingue.*

Audrey Bonnet, *Pocahontas, princesse des deux mondes. Histoire, mythe et représentations.*

Ada Ferrer, *La Guerre d'indépendance cubaine. Insurrection et émancipation à Cuba 1868-1898.*

Nicholas Canny, *Kingdom and Colony. L'Irlande dans le monde atlantique 1560-1800.*

Christopher Miller, *Le Triangle atlantique français. Littérature et culture de la traite négrière.*

Yves Clavaron (dir.), *Les Empires de l'Atlantique, XIXe-XXIe siècles*

Christopher Miller, *Le Triangle atlantique français. Littérature et culture de la traite négrière.*

Philippe Girard, *Ces esclaves qui ont vaincu Napoléon. Toussaint Louverture et la guerre d'indépendance haïtienne.*

Marcel Dorigny (dir.), *Couleurs, esclavages, libérations. Réorientation des empires, nouvelles colonisations (1804-1860).*

Sous la direction de
Clément Thibaud, Gabriel Entin,
Alajandro Gómez & Federica Morelli

L'ATLANTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

UNE PERSPECTIVE IBÉRO-AMÉRICAINE

LES PERSÉIDES
ÉDITIONS

Remerciements

Ce livre est le fruit d'un colloque intitulé *Les empires du monde atlantique en révolution. Une perspective transnationale, 1763-1898*, qui s'est tenu les 28-29 et 30 juin 2010 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, dans le cadre du laboratoire MOMA (Mondes Américains). En premier lieu, nous voudrions remercier les efforts, la patience et l'enthousiasme des participants à cette réunion. Cet ouvrage n'aurait pas été possible sans l'appui du laboratoire MOMA-UMR 8168, et de ses différentes composantes (CENA-EHESS, CERMA-EHESS, CRALMI-Université Paris 1, ESNA-Université Paris-Ouest). De nombreuses institutions nous ont apporté également un soutien décisif dans cette entreprise : la Casa de Velázquez (Madrid) ; le Centro de Estudios en Historia de l'Universidad Externado de Colombia (Bogotá) ; l'École des Hautes Études en Sciences Sociales; la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH-Paris) ; le Centre Nationale de la Recherche Scientifique (CNRS) ; la Mission Régionale pour les Pays Andins (Lima) ; l'Ambassade de la République Argentine en France; l'Institut français d'Afrique du sud (IFAS); le Centre d'Études mexicaines et centraméricaines (CEMCA), le Centre de Recherches en Histoire Atlantique et Internationale (Université de Nantes), le Colegio de España-Cité Internationale Universitaire de Paris.

À titre plus personnel, nous voudrions reconnaître notre dette vis-à-vis de la confiance et l'aide que nous a apportés sans compter Annick Lempérière, alors directrice du MOMA (ex MASCIPO). Stéphane Michonneau, de la Casa de Velázquez, Jean Vacher, de la Mission régionale de Lima et María Teresa Calderón, du CEHIS-Universidad Externado, nous ont apporté un soutien décisif aux moments difficiles, ainsi que Sophie Didier (IFAS), Adrien Delmas et Edgard Vidal. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

© Éditions Les Perséides
5 rue du Faubourg Bertault
35190 Bécherel

ISBN : 978-2-0000-00-0
Dépôt légal : août 2013

Retrouvez toutes nos publications sur le site *http://lesperseides.fr*

Sommaire

Gabriel Entin, Alejandro Gómez,
Federica Morelli et Clément Thibaud
Introduction 11

I
PARCOURS RÉVOLUTIONNAIRES
ATLANTIQUES EN AMÉRIQUE IBÉRIQUE

Johanna Von Grafenstein
« Revolucionarios americanos
en el circumcaribe hispano, 1810-1827 » 25

Vanessa Mongey
« "Aider et protéger l'indépendance de tout l'Univers" :
les réseaux révolutionnaires dans le Golfe du Mexique » 49

Monica Henry
« Les États-Unis et les révolutions
dans l'empire espagnol, 1810-1826 » 71

Matthew Brown
« The 1820s in Perspective:
The Bolivarian Decade » 95

Erika Pani
« Gentilhomme et révolutionnaire ;
citoyen et "étranger suspect". Orazio de Attellis,
marquis de Santangelo, et les républiques américaines » 119

II
LUMIÈRES, COMMERCE ET NOUVELLE MORALE IMPÉRIALE

Irene Fatacciu
« Atlantic Politics and Strategies of Commercialization: The role of Bourbon reformism in the diffusion of chocolate, 18th century » ... 137

Rossana Barragan
« Indios esclavos": en torno a la mita minera y la iguladad,1790-1812 » 157

Eric Schnackenbourg
« Dans les interstices des empires : les neutres du Nord et le commerce des Antilles dans la seconde moitié du XVIIIe siècle (1756-1783) »..... 185

III
IDÉES, CONCEPTS, MODÈLES ET MOMENT RÉVOLUTIONNAIRE ATLANTIQUE

Elias Palti
« La democracia como problema. La experiencia atlántica vista desde el laboratorio latinoamericano »..... 213

James Sanders
« Revolution and the Creation of an Atlantic Counter-Modernity: Popular and Elite Contestations of Republicanism and Progress in Mid-Nineteenth-Century Latin America »..... 243

Manuel Covo
« Une "colonie marchande et boutiquière" et la "ligue de la liberté". Approvisionner Saint-Domingue via les États-Unis (1791-1798) »..... 269

Joao Paulo Pimenta
« Las independencias cruzadas de Brasil e Hispanoamérica: el problema de las sincronías y las diacronías »..... 301

IV
LE RÔLE DES SECTEURS POPULAIRES

Sarah Chambers
« ¿Actoras políticas o ayudantes abnegadas?:
Repensando las actitudes hacia las mujeres durante
las guerras de independencia hispanoamericanas » 313

Dolores González-Ripoll
Pragmatismo y moderación entre la ilustración y el liberalismo:
Ideología y redes de intercambio en el mundo atlántico 345

Marixa Lasso
« Los grupos populares y la independencia:
¿un nuevo paradigma historiográfico? » 373

Cécilia Mendez
« El Estado en marcha o la Nación
vista desde el campo de batalla.
Razones para recordar una guerra olvidada (Perú, 1820-1824) » 395

V
ESCLAVES ET ESCLAVES DE L'ATLANTIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Nigel Worden
« Forgotten revolutionaries:
slave cultural resistance at the Cape, 1760-1808 » 439

Rafael Bivar Marquese et Tâmis Parron
« Revolta escrava e política da escravidão:
Brasil e Cuba, 1791-1825 » 467

Antonio Mendes
« Africains entre trois mondes-continents (XVIII^e^-XIX^e^ siècles) »..... 499

Tulio Halperin Donghi
Postface 525

Introduction

Depuis 2010, la plupart des nations hispano-américaines célèbrent le bicentenaire de leur création. Deux ans plus tard, l'Espagne faisait de même avec la constitution de Cadix et sa naissance à la politique moderne, libérale et démocratique. Ces commémorations, fondées sur une forme d'équivoque historique[1], offrent l'occasion d'approfondir la réflexion critique sur les indépendances des États nés de l'effondrement de la Monarchie espagnole, et au-delà, sur ce moment si particulier où tous les empires du monde atlantique — britannique, français, portugais, espagnol — font place à des républiques ou à des empires constitutionnels (comme le Mexique et, surtout, le Brésil). Depuis une dizaine d'années, des travaux novateurs ont en effet montré que le moment décisif allant du réformisme éclairé aux grandes réformes libérales (1750-1850) devait se déprendre de certains présupposés comme la prédominance du libéralisme ou la volonté de construire des États-nations tels que nous les entendons aujourd'hui[2]. Il faut au contraire éclairer l'effondrement des empires et la formation des républiques dans un contexte atlantique et global. Il s'agit en effet d'une période d'énormes transformations — économiques, sociales, et politiques — dans l'ensemble du monde atlantique. Celles-ci se produisirent simultanément, et se nourrirent dialectiquement les unes les autres par la circulation des idées, le partage des formes de socialisation et de consommation, ou la circulation d'acteurs (comme Paine ou Miranda).

1/ Cette équivoque vient du fait que 1810 ne marque en rien l'indépendance, comme l'allèguent les grands récits nationalistes hispano-américains. Les gouvernements créés à cette date revendiquaient l'autonomie, pas l'indépendance. Les indépendances commencent véritablement à être déclarées à partir de 1811.

2/ Adelman (2006).

Malgré leur importance, ces interconnexions ont été négligées par les différentes historiographies nationales. Celles-ci ont traditionnellement récusé les contextes globaux, rabattant leurs analyses dans le cadre anachronique des États devenus indépendants. Cette fermeture a toujours été forte dans le cas des révolutions hispano-américaines. Nul ne doit s'en étonner tant est grand le niveau de « fragmentation historiographique » parmi les diverses nations et aires culturelles euro-américaines[3]. Ces biais, hérités du passé, appellent aujourd'hui à la révision critique des processus révolutionnaires et de leurs origines dans une perspective chronologique différente, et, surtout, un contexte géohistorique plus ouvert, ouvrant largement sur l'Atlantique, et soucieux d'articuler les différentes expériences impériales. L'un des objectifs principaux de ce livre consiste ainsi à remettre en question la pertinence analytique du cadre national, à la fois anachronique et téléologique, pour réinscrire dans une perspective transnationale le moment de mutation décisive que connaissent les empires transatlantiques entre la guerre de Sept Ans et les grandes réformes libérales du XIX^e^ siècle (abolition de l'esclavage, destruction des dernières institutions de l'Ancien régime juridique en Amérique hispanique par ex.). Il s'agit également d'interroger l'approche impériale. Trop centrée sur l'Europe, celle-ci sous-estime les relations tissées entre les différents espaces de souveraineté monarchique et méconnaît l'importance de certaines régions d'échanges complexes comme les Caraïbes. Le contexte atlantique semble ainsi mieux à même de saisir les connexions abstraites (d'idées, de référence ou de modèles) et les circulations concrètes (de personnes ou de biens) qui marquèrent cet espace, des réformes de la seconde moitié du XVIII^e^ à la mutation révolutionnaire et la fondation des États indépendants.

En ce sens, les études ici rassemblées contribuent à la réflexion sur l'approche atlantique dans les espaces non anglophones. Celle-ci, en effet, est née et s'est développée aux États-Unis puis s'est disséminée avec grand succès dans les pays de langue anglaise. Elle a rencontré en revanche de nombreuses réticences dans le reste du monde[4]. En France, le débat s'est focalisé sur l'Atlantique français, dans une

3/ Ces remarques sont particulièrement valables pour l'historiographie caribéenne et qui, cependant, semble être en train de s'ouvrir au monde atlantique, divisé traditionnellement en britannique, français et ibérique. À ce sujet, voir notamment : BARROS, DIPTEE, TROTMAN et KNIGHT (2006) ; GREENE et MORGAN (2009) ; HIGMAN (1999).

4/ GÓMEZ et MORELLI (2006) ; VIDAL (2010)

perspective largement socio-économique, même si le concept de « révolutions atlantiques » est aujourd'hui repris par les spécialistes de la Révolution française[5]. Les historiens des révolutions hispano-américaines ont longtemps rejeté la perspective atlantique, si par là nous entendons un espace ouvert, débordant le cadre impérial espagnol ou ibérique[6]. C'est pourtant aux Amériques que les mutations induites par la connexion de cet océan furent les plus spectaculaires. Il faut considérer les sociétés coloniales américaines dans leurs relations avec celles d'Europe et d'Afrique, d'où provenaient les migrants volontaires ou forcés. Ceux-ci, mêlés aux autochtones permirent la construction de communautés nouvelles aux Amériques. Ajoutons que la dimension atlantique ne se cantonne pas au seul registre de l'histoire sociale, comme le montrent les indépendances hispano-américaines. Deux faits en témoignent. En premier lieu, les contextes américains, nord et sud, souffrent des évolutions parallèles depuis la guerre de Sept Ans et jusqu'à la fin de l'époque révolutionnaire et même au-delà ; en second lieu, les connexions et les transferts culturels entre les Amériques, l'Europe et l'Afrique qui, prenant forme au cours des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, se consolident de façon significative pendant cette période. Il faut ajouter que, dans le contexte hispano-américain, le recours à la perspective comparatiste et transnationale ne provient pas seulement de l'essor de l'histoire atlantique. Elle découle également d'une profonde révision historiographique à propos des indépendances. Beaucoup de travaux sur la région, au cours des deux dernières décennies, ont en effet critiqué la perspective nationale pour privilégier une vision euro-américaine des indépendances. La nouvelle histoire politique, qui s'est affirmée au cours des années 1990, a récusé les grands récits des histoires patriotiques qui présupposaient l'existence de nations ou d'identités protonationales bien avant les émancipations. Pour elle, la formation des nouveaux États de l'Amérique ibérique dérivait la fracture de la Monarchie catholique : les républiques procédaient de la crise impériale, et non l'inverse. François-Xavier Guerra fut le premier historien à formuler clairement cette thèse, démontrant que la formation des juntes, les déclarations d'indépendance, les guerres résultaient des événements péninsulaires entre 1808 et 1812 : invasion de la

5/ Serna (2009).

6/ Une exception significative est le livre édité par Calderón et Thibaud (2006). Sur l'Atlantique espagnol et ibérique, voir respectivement : Portillo Valdés (2006), Adelman (2006).

péninsule Ibérique par les armées françaises, abdications des Bourbons à Bayonne, formation de la Junte Centrale puis convocation des Cortes dans la ville assiégée de Cadix, d'où surgirait le principe de souveraineté nationale espagnole[7]. Cette interprétation, liant les processus américains à ceux de la péninsule Ibérique, imposait l'espace impérial comme le contexte fondamental qui expliquait le processus des indépendances hispano-américaines. Elle permit de surmonter le cadre national, encore prégnant dans la recherche, pour intégrer les indépendances dans une dimension plus large qui connectait l'Amérique ibérique à l'Europe. Guerra avait pour cela proposé la notion d'espace « euro-américain[8] ».

L'essor de l'histoire atlantique et des études sur la révolution haïtienne et ses conséquences dans la région caribéenne[9] ont contribué à élargir davantage les horizons en intégrant l'Afrique à cet espace euro-américain. Alors que les études sur les indépendances hispano-américaines avaient très tôt intégré les Indiens à l'analyse, en décrivant leur engagement actif dans la guerres, leur participation aux processus de représentation politique et à la construction des nouvelles structures institutionnelles et sociales[10], les esclaves et les *Pardos* — nom donné dans l'Amérique espagnole aux descendants des Africains libres — demeuraient invisibles. Des études récentes ont aujourd'hui intégré ces acteurs aux analyses portant sur les indépendances, soulignant le rôle important qu'ils ont joué aussi bien sur le plan militaire que politique[11].

Cette révision critique permet également de remettre en question les bornes chronologiques qui expliquent les indépendances ibériques à partir de 1808. En accord avec le rythme sociopolitique de l'histoire atlantique, nous proposons d'ouvrir l'ère des révolutions avec les profonds réaménagements impériaux qu'a supposés la guerre de Sept Ans. Du reste, cette chronologie avait été proposée dès 1985 par Tulio Halperín Donghi dans son ouvrage *Réforme et dissolution des empires ibériques, 1750-1850*[12]. L'historien argentin, qui nous propose dans ce volume une réflexion sur le métier d'historien, avait eu le double

---

7/ Guerra (1992).

8/ Guerra (2002).

9/ Geggus (2001) ; Geggus et Fiering (2009).

10/ Voir, par exemple, Guardino (1999) ; Walker (1999) ; Van Young (2001) ; Guarisco (2003).

11/ Blanchard (2008) ; Helg (2004) ; Thibaud (2006) ; Lasso (2007) ; Gómez (2008).

12/ Halperín Donghi (1985).

mérite de placer les indépendances de l'Amérique latine — avec le Brésil — dans un contexte impérial, et de dessiner un arc chronologique de grande amplitude allant des réformes bourboniennes jusqu'à la construction difficile et complexe des États nés de l'indépendance. La remise en question du cadre téléologique qui nous a permis de penser l'avènement de la « modernité » nous invite à retrouver l'unité d'un moment particulier, inassimilable au passé ni à ce qui allait s'affirmer à la fin du XIXe siècle. La cohérence de ce moment tient à ce que les quatre grands espaces impériaux vécurent le même type de bouleversement et de nouveautés : Lumières et révolutions, émancipations et constitutionnalisme, républicanisme et libéralisme, guerres internationales et abolitionnisme, mais aussi migrations civiles ou militaires, accélération, ralentissement ou arrêt du commerce transatlantique ou interaméricain, etc.

Nous avons choisi, pour aborder toutes ces questions (en particulier pour isoler comme unité discrète, au sens statistique, le moment allant du réformisme éclairé aux grandes réformes libérales), une chronologie qui commence avec la fin de la guerre de Sept ans (1756-1763) et s'achève avec la dernière abolition de l'esclavage au Brésil en 1888 et la guerre hispano-américaine de 1898. Ce choix chronologique conduit non seulement à ignorer les barrières artificielles entre histoire moderne et contemporaine mais aussi à relativiser la rupture entre l'ancien et le nouveau régime, en soulignant la cohabitation, l'interaction entre sociétés coloniales et postcoloniales. En ce sens, ce livre vise à mettre en question l'approche traditionnel du passage directe et transitif des empires aux nations en soulignant l'importance d'un « tiers » moment pendant lequel certains éléments hérités des anciens empire coloniaux s'articulent avec des nouvelles formes et institutions politiques qui ne coïncident pas encore avec les États-nations libéraux.

Cette chronologie ouvre sur une question très débattue récemment par l'historiographie : le problème des limites temporelles de l'histoire atlantique. Jusqu'à ces dernières années, les historiens acceptaient sans débat l'idée que les indépendances ibéro-américaines constituaient *grosso modo* la fin du « moment atlantique », inauguré par l'ouverture des circuits océaniques par les Ibériques aux XVe et XVIe siècles. Cependant, cette borne chronologique gêne aussi bien les spécialistes du fait colonial au XIXe siècle que ceux qui étudient l'abolition de l'esclavage. Au cours des dernières années, de nombreuses études ont remis en question ces limites temporelles en soulignant plusieurs points : l'indépendance de Cuba et des îles caraïbes à la fin

du siècle ; l'abolition tardive de l'esclavage ; la continuité des pratiques et des institutions coloniales dans les sociétés postcoloniales ; le renouveau de la traite au XIX^e siècle[13]. Les institutions et les pratiques propres aux empires atlantiques n'avaient pas disparu avec les révolutions d'indépendances et la formation des nations. En ce qui concerne l'Amérique espagnole (sauf Cuba et Puerto Rico), la limite appropriée semble correspondre au milieu du XIX^e siècle. Les années 1850-1880 voient en effet se renforcer les appareils étatiques, donnant lieu à une certaine stabilisation politique. Les pays hispano-américains peuvent s'insérer dans le système économique international, alors que disparaissent, un peu partout, les derniers héritages coloniaux, comme le tribut indien, l'esclavage et certains privilèges de l'Église.

Les contributions de ce volume multiplient les éclairages sur l'histoire atlantique des révolutions d'indépendance, introduisant des espaces et des acteurs négligés par l'historiographie, comme les Antilles scandinaves, l'Afrique du Sud ou encore les libres de couleur. Elles ont en commun de privilégier les articulations, qu'elles prennent la forme de connexions ou de confrontations, entre les différents espaces impériaux et les diverses nations qui en procédèrent. Elles privilégient les circulations transimpériales ou transnationales, de choses, d'idées, de personnes, dans un monde en mouvement, puis en révolution, dans lequel nous pouvons nous reconnaître, et qui reste, pourtant, si différent du nôtre. C'est surtout l'émergence de la démocratie, des valeurs républicaines et libérales, alliées au maintien de l'esclavage, des préjugés de races et des inégalités sociales, dans le contexte d'un monde structuré par les nations et lié par le commerce, qui est susceptible d'intéresser les lecteurs d'aujourd'hui. Ces éclairages originaux du moment atlantique des réformes impériales et des révolutions d'indépendances peuvent ainsi nous aider à mieux comprendre la globalisation et le rééquilibrage qu'elle opère, sous nos yeux, entre le Nord et le Sud.

La première section, intitulée « parcours révolutionnaires atlantiques », invite à insérer l'Amérique espagnole à l'ère des indépendances dans un contexte large, intégrant à la fois l'hémisphère septentrional et les puissances impériales européennes. Le carrefour de toutes ces rencontres et échanges est la Caraïbe, comme en témoignent les articles de cette partie. Cette méditerranée atlantique, avec ses ports, îles et côtes, devient, comme le souligne Johanna von Grafenstein, un espace très complexe et transnational où des individus de différentes

13/ Voir, par exemple, ROTSCHILD (2009). La dernière abolition de l'esclavage en Amérique se produit au Brésil en 1888.

nationalités construisirent des réseaux d'intérêts, alliances et intrigues dont la finalité commune était la défaite de l'hégémonie espagnole dans la région. L'effort révolutionnaire dans l'espace caribéen fut également soutenu par la diffusion de la presse « éphémère », comme l'appelle Vanessa Mongey. Il s'agissait d'humbles documents imprimés — proclamations, pamphlets, lettres, chansons — produits par des imprimeries mobiles, facilement transportables d'un lieu à un autre, et qui eurent une large diffusion grâce à leur réimpression dans des journaux internationaux. Les dynamiques de la région antillaise influencèrent également la position des États-Unis face à l'indépendance de l'Amérique espagnole. Monica Henry rappelle que si la jeune république refuse de reconnaître l'existence d'une nation noire en Haïti, elle adopte une politique attentiste à l'égard des révolutions hispano-américaines. Ce choix donne aux États-Unis la marge de manœuvre nécessaire face au processus sinueux des mouvements révolutionnaires hispaniques. Celles-ci, en outre, leur donnent l'occasion de réfléchir à leurs ambitions hémisphériques, et d'agir en conséquence. Un article de cette première section, qui étudie la biographie d'un Irlandais de la Nouvelle-Grenade, Thomas Murrey, confirme le rôle central que jouèrent les Caraïbes dans la politique impériale dans la période post-indépendantiste. La vie de cet Irlandais représente à la fois une facette de l'impérialisme britannique dans la Nouvelle-Grenade et la manière — inclusive — dont le concept de citoyenneté fut construit par la nouvelle nation indépendante. À travers Thomas Murrey, Matthew Brown révèle le maintien des connexions et des croisements entre politique impériale et politique locale après l'époque révolutionnaire. Le concept de citoyenneté est abordé aussi par l'article d'Erika Pani qui analyse les aventures d'un autre Européen, Santangelo, appartenant au réseau italien des bonapartistes radicaux en exil. Ceux-ci s'étaient mis à la tête des mouvements révolutionnaires entre 1790 et 1821. Après leur défaite, ils avaient abandonné l'Italie et s'étaient consacrés aux progrès de la cause libérale. Santangelo, comme d'autres, avait fui en Amérique. Ses expériences allèrent au-delà de la tragédie romantique pour ouvrir une fenêtre sur ces empires atlantiques en révolution entre la fin du XVIII^e^ et le début du XIX^e^ siècle. Elles illustrent les efforts des hommes de l'époque, sur les deux rives de l'Atlantique, pour construire un ordre nouveau sur les restes encore fumants de ce qu'ils appelleraient l'*Ancien Régime*. Les allers-retours de Santangelo entre le Mexique et les États-Unis dans les années 1820-1830, ses plaidoyers passionnés ou ses critiques virulentes esquissent une nouvelle vision du citoyen comme

sujet politique, alors que les réactions et les silences qu'il provoque, surtout dans ses conflits avec le gouvernement mexicain, dévoilent la complexité des engagements assumés par la génération révolutionnaire pour définir les attributions du pouvoir public et les caractéristiques de la communauté politique dans les nations engendrées par les convulsions transocéaniques.

Les articles de la seconde partie mettent en évidence le rôle joué par le commerce et la nouvelle morale impériale, fondée sur l'économie politique et nourrie par les Lumières, dans le développement d'une culture révolutionnaire. L'article d'Irene Fattacciu démontre l'importance de la politique économique de la Couronne espagnole dans la diffusion du chocolat au XVIII^e siècle. La réorganisation du commerce, contrôlé par la compagnie Guipuzcoana, et les réformes visant à encourager la consommation de ce produit dans la péninsule, déterminèrent la hausse en la demande et la diffusion du cacao. Ainsi, ce fut l'étroite relation entre politiques atlantiques et réformes nationales des années 1750 plutôt que le libre commerce de la fin du siècle qui explique la demande croissante du produit. Le poids des réformes bourboniennes est également souligné par Rossana Barragán, qui analyse le débat autour de la *mita* dans les colonies de l'empire espagnol, et surtout dans le district de Charcas — où se trouvaient les fameuses mines de Potosí. Cette discussion, à laquelle participèrent différents types d'acteurs — intellectuels, fonctionnaires, propriétaires de mines et des terres — témoigne non seulement de la nécessité de considérer la période bourbonienne pour comprendre les projets de l'indépendance, mais souligne également la profondeur des changements que favorisèrent les discours sur la réforme de l'empire. La nouvelle morale impériale, fondée sur le commerce et non sur l'esprit de conquête et la religion, imposait que la *mita* fût abolie non pour des raisons humanitaires mais plutôt parce que, selon la pensée des Lumières, les contributions devaient être conçues comme de libres apports des citoyens à la cause publique. Le cas des îles danoises et hollandaises de Saint-Eustache et Saint-Thomas, analysé par Eric Schnakenbourg, montre clairement la pertinence d'une lecture transversale et multinationale des rapports entre les acteurs politiques et économiques de l'espace caraïbe. Le commerce neutre, poursuivi par les nordiques lors des guerres de Sept Ans et d'Amérique, montre le profit qu'il était possible de tirer de l'enchevêtrement des souverainetés, de la souplesse des échanges maritimes, des solidarités personnelles et des habitudes marchandes pour établir des relations d'interdépendance débordant les frontières des États et des empires.

Les articles de la troisième partie mettent l'accent sur les idées, les concepts, les modèles qui caractérisent le moment révolutionnaire atlantique. Critiquant l'insistance de la récente historiographie des indépendances ibéro-américaines sur les continuités entre Ancien Régime et époque contemporaine, l'article d'Elías Palti propose de considérer les révolutions atlantiques à la lumière d'une transformation radicale qui se produisit entre les XVII^e^ et XVIII^e^ siècles : la découverte du politique, à savoir la découverte du caractère symbolique, expressif, représentatif du pouvoir — résultat de l'excès du social par rapport au politique —, et en même temps celle de son effectivité politique — l'excès du politique par rapport au social —. C'est cette prise de conscience qui fournit les catégories fondamentales pour détruire la monarchie. Poursuivant cette idée, l'article de Sanders illustre l'évolution et la diffusion d'une modernité alternative à celle de l'Europe dans l'opinion publique hispano-américaine, au cours du XIX^e^ siècle. Alors que cette dernière se basait essentiellement sur la civilisation, l'ordre et le progrès, tenant la révolution pour destructrice de ses valeurs, la conception républicaine développée en Amérique, analysée surtout à travers les régimes libéraux mexicain et colombien, soutenait que les révolutions n'affaiblissaient pas la civilisation : au contraire, elles soutenaient la modernité. L'un des cas les plus ambivalents de cette opposition entre ordre et révolution est sans doute le cas haïtien. Par le biais de l'analyse de l'historiographie française et nord-américaine sur la Révolution de Saint-Domingue, l'article de Manuel Covo montre comment celle-ci s'est transformée en un enjeu historiographique fondamental, interrogeant à la fois les relations internationales, la question coloniale et l'histoire nationale. En vingt ans, la Révolution haïtienne, grande oubliée de la mémoire et de l'histoire, est devenue l'un des thèmes de recherche les plus en vogue en raison de son importance pour comprendre les problématiques raciales dans les Amériques. L'article de João Pimenta illustre cette idée d'espace connecté et atlantique, soulignant l'articulation étroite entre le processus d'indépendance du Brésil et celui de l'Amérique espagnole. Même si les solutions aux problèmes engendrés par la crise de ces monarchies furent parfois différentes, les situations initiales étaient communes. Leurs relations ne doivent pas être pensées en termes d'influence ou de modèle mais plutôt de circulation d'exemples, d'expériences, d'avertissements et de pronostics entre l'Amérique espagnole et portugaise. Ces connexions conditionnent la formulation et la mise en application des projets politiques conduisant à l'indépendance et à la formation de l'État et de la nation brésilienne. Pour le cas de Cuba,

María Dolores González-Ripoll reconstruit un réseau atlantique de relations et d'intérêts politiques, économiques et culturels à l'intérieur de la Monarchie hispanique. Elle suit le parcours de trois membres de la famille Arango, composant l'élite sucrière et créole de l'île très fidèle, à une époque où se joue le passage de l'Ancien régime au libéralisme. L'analyse micro-historique de ce réseau familial dévoile comment fonctionnent les connexions entre La Havane et Madrid. Ces circulations sont traversés d'enjeux cruciaux pour l'époque, comme la question de l'esclavage, les réformes libérales, la représentation politique des territoires d'outre-mer, l'accumulation et la chute des fortunes, ou encore la tension entre un libéralisme radical de la Péninsule et celui, modéré, des Antilles.

La quatrième partie examine le rôle joué par les subalternes dans les révolutions hispano-américaines. La perspective atlantique a en effet souligné le poids des secteurs populaires dans les mouvements révolutionnaires, ce que l'historiographie sur les indépendances hispano-américaines avait toujours négligé. Contrairement aux études post-coloniales, les subalternes ne sont pas ici envisagés comme séparés ou opposés par nature aux élites. Sarah Chambers signale, dans le cas du Chili de l'indépendance, les hauts niveaux d'engagement et de politisation des femmes, contrastant avec ce que la mémoire officielle des États indépendants construisit, après coup, à propos de leur participation à l'émancipation. Les nouvelles nations les exaltèrent en tant qu'épouses sacrifiées, aidant leurs pères, maris, fils ou frères à lutter. Ces grands récits oublièrent que certaines tramèrent des conspirations républicaines et que d'autres se rangèrent dans le camp royaliste. Cette mémoire cantonna les femmes au rang de simples comparses, capables, au plus, de se sacrifier, mais en aucun cas de définir activement les événements. L'article de Marixa Lasso illustre, par exemple, l'importance de l'idéal d'égalité raciale pendant les guerres d'indépendance non seulement parmi les subalternes mais aussi parmi les élites politiques. L'ample participation des gens de couleur libres aux conflits contribua à diffuser ces valeurs dans certains pays de l'Amérique espagnole ; une idée qui d'ailleurs se répandit dans beaucoup d'écrits de l'époque. L'historiographie sur les indépendances a sous-estimé non seulement la participation des Noirs et des *Pardos* aux guerres, mais également la force de cet idéal. Ces faits appellent non seulement à redéfinir la modernité politique du monde hispano-américain, mais aussi à réinterpréter les relations atlantiques sur un mode bidirectionnel et non uniquement unidirectionnel, allant de l'Europe vers les Amériques. Le

texte de Cecilia Méndez aborde le thème des guerres civiles qui eurent lieu au Pérou au XIX^e^ siècle, et de leur oblitération dans la mémoire historique péruvienne. Il s'agit d'une thématique peu abordée par l'historiographie, et qui invite aux comparaisons avec des problématiques similaires dans d'autres lieux de l'espace atlantique.

Les articles de la cinquième partie sont consacrés à l'analyse des esclaves et de l'esclavage. L'article de Nigel Worden signale les connexions entre Afrique, Amériques et Europe en analysant une révolte d'esclaves dans la colonie du Cap, en 1808. Le langage, les gestes, l'utilisation de l'espace et la distribution des rôles genrés ne sont pas compréhensibles si on les examine seulement dans un contexte local de résistance. La révolte de 1808 résulte des changements culturels qui avaient commencé dès la fin des années 1790 parmi les esclaves, grâce à l'influence de la Révolution d'Haïti. Elle découle également des discours abolitionnistes et des échos de certains événements internationaux dans la colonie sud-africaine. Même si la révolte fut défaite, elle remit en question l'ordre social traditionnel et constitua le premier pas vers l'émancipation des esclaves en 1832. Rafael Marquese et Tâmis Parron analysent en revanche comment l'action collective des esclaves dans le monde atlantique a influencé les politiques et la structure institutionnelle de l'esclavage à Cuba et au Brésil. Alors que le poids des révoltes serviles dans la Caraïbe et sur le continent détermina le renforcement des liens entre l'Espagne et Cuba, ils montrent que, dans le cas brésilien, l'activisme des esclaves ne fut pas assez fort pour menacer la construction d'un État indépendant. António de Almeida Mendes, pour le Portugal, montre comment la macule de l'esclavage s'est transmise aux noirs dans la longue durée, cantonnant ces derniers dans des tâches subalternes. La conception de la « pureté de sang », inventée au Moyen Âge par les Ibériques pour reléguer les juifs et les maures à des conditions juridiques dégradées, s'est diffusée dans le monde atlantique avant de revenir en Europe. Manière de dire que l'histoire de l'Atlantique ne ressortit en rien à la catégorie de l'« exotique », ou que l'expérience ibérique ne concerne en rien les autres « aires culturelles ». Certains enjeux cruciaux, comme le phénomène de racialisation, s'y sont forgés dans une expérience multiséculaire, projetant son ombre sur l'Europe aux anciens parapets.

Bibliographie

ADELMAN Jeremy (2006), *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton, Princeton University Press.

BARROS J. D. et DIPTEE A. et TROTMAN D. V. et KNIGHT F. (2006), *Beyond Fragmentation: Perspectives on Caribbean History*, Markus Wiener Publishers.

BLANCHARD Peter (2008), *Under the flags of freedom: slave soldiers and the wars of independence in Spanish South America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press

CALDERÓN Maria Teresa et CLÉMENT Thibaud (2006), *Las Revoluciones en el Mundo Atlántico*, Bogotá, Taurus.

GÓMEZ ALEJANDRO E. (2008), « La Revolución de Caracas desde abajo. Impensando la primera independencia de Venezuela desde la perspectiva de los Libres de Color, y de las pugnas político-bélicas que se dieran en torno a su acceso a la ciudadanía, 1793-1815 », *Nuevo Mundo-Mundos Nuevos*, 8, 2008, p.accessed 10 february 2008, at http://nuevomundo.revues.org/document13303.html.

GÓMEZ ALEJANDRO E. et MORELLI Federica (2006), « La nueva Historia Atlántica: un asunto de escalas », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2006, coll. Bibliografías, p.accessed 3 september 2011, at http://nuevomundo.revues.org/2102.

GEGGUS David P. (dir.) (2001), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press.

GEGGUS David P. et Norman Fiering, dir. (2009), *The World of Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press.

GREENE J. P. et MORGAN P. D. (ed.) (2009), *Atlantic History: A Critical Appraisal*, Oxford, New York, Oxford University Press.

GUARDINO Peter (1996). *Peasants, Politics, and the Formation of Mexico's National State: Guerrero, 1800-1857*, Stanford, Stanford University Press.

GUARISCO Claudia (2003), *Los indios del valle de México y la construcción de una nueva sociabilidad política, 1770-1835*, Zinacantepec, Mexico, El Colegio Mexiquense.

GUERRA François-Xavier (2002), « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », in *Les civilisations dans le regard de l'autre*, Paris, Unesco, p. 183-192.

GUERRA François-Xavier (1992), *Modernidad e independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Mapfre.

HELG Aline (2004), *Liberty & Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.

HALPERÍN DONGHI Tulio (1985), *Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850*, Madrid, Alianza, 1985.

HIGMAN B. W. (1999), « The Development of Historical Disciplines in the Caribbean », *in* B. W. HIGMAN (dir.), *General History of the Caribbean:*

Methodology and historiography of the Caribbean, vol. VI, Hong Kong, Unesco Publishing, p. 3-18.

Portillo Valdés José María (2006), *Crisis atlántica. Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispana*, Madrid, Marcial Pons.

Lasso Marixa (2007), *Myths of Harmony: Race and Republicanism during the Age of Revolution, Colombia, 1795-1831*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Rotschild Emma (2009), « Late Atlantic History », N. Canny et P. Morgan (dir.), *The Oxford Handbook of the Atlantic World, 1450-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2009, pp. 634-648.

Serna Pierre (2009), *Républiques sœurs : le Directoire et la révolution atlantique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Thibaud Clément (2006), *Républiques en armes,* Rennes, PUR.

Van Young Eric (2001), *The Other Rebellion: Popular Violence, Ideology, and the Mexican Struggle for Independence, 1810-1821*, Stanford, Stanford University Press.

Vidal Cécile (2010), « La nouvelle histoire atlantique en France : Ignorance, réticence et reconnaissance tardive », *Nuevo Mundo-Mundos Nuevos*, 8, 2008, coll. « Journée d'études : L'histoire atlantique de part et d'autre de l'Atlantique (Paris, 24 mars 2006) », p.accessed 15 april 2010, at http://nuevomundo.revues.org/42513#tocto1n5.

Walker Charles F. (1999), *Smoldering Ashes: Cuzco and the Creation of Republican Peru, 1780-1840*, Durham, Duke University Press.

Johanna von Grafenstein

Revolucionarios americanos en el circuncaribe
1812-1820

Este trabajo[1] se propone contribuir a la comprensión de las amplias conexiones tejidas por los revolucionarios de México, Venezuela, Nueva Granada, Buenos Aires y sus simpatizantes multinacionales que hacían del golfo de México y mar Caribe, de sus puertos, islas y costas un importante espacio de operaciones, vinculado con puertos del este de Estados Unidos y de la Europa atlántica. Las dos cuencas marítimas constituyeron desde mediados del siglo XVI hasta las primeras décadas del XIX una zona de confluencias y confrontaciones de intereses europeos y crecientemente estadounidenses, que y estaban plenamente integradas al llamado sistema atlántico[2]. Las posesiones en el Caribe de España, Francia, Gran Bretaña, Países Bajos, Dinamarca y Suecia, participaban en este sistema como receptores de esclavos africanos y de capitales europeos y como consumidores de manufacturas y de alimentos provenientes del Viejo Continente. En el siglo XVIII, estos productos provenían también de las Trece Colonias y luego de los Estados Unidos. Las posesiones adquirieron además un rol destacado como productores de frutos tropicales, especialmente de azúcar, café, algodón, añil y cacao. Junto con lo que consumían y producían las islas, circulaban por las aguas del mar Caribe y golfo de México los metales preciosos exportados por Nueva España, Nueva Granada y Perú. En cuanto a este último virreinato, las rutas establecidas entre Cartagena de

1/ Realizado con el apoyo del Proyecto de Investigación Básica SEP-CONACYT 83711.

2/ Pietschmann (2002).

Indias, Portobelo y La Habana fueron en gran parte sustituidas por la conexión vía el Cabo de Hornos a partir de 1750, y vía Buenos Aires, oficialmente a partir de 1776. España mantuvo en la región fortificaciones y fuerzas de tierra y mar en puntos clave —como La Habana, San Juan de Puerto Rico, Santo Domingo, isla de Trinidad, Cartagena de Indias, Cumaná, varios puntos costeros de la Capitanía General de Guatemala, Veracruz, Nueva Orleans (entre 1763 y 1800, la Louisiana fue española), Móbila, Pensacola y San Agustín. Estas fortificaciones tenían como fin de defender las rutas de navegación de sus flotas mercantes y los puertos de entrada a sus posesiones continentales. Durante los conflictos bélicos entre las potencias durante los siglos XVII y XVIII este Gran Caribe, Golfo-Caribe o Circuncaribe fue frecuentemente escenario de guerra. Se trataba de una dinámica en que las potencias enfrentadas se apoderaban de posesiones del enemigo para después, en las respectivas negociaciones de paz, convenir su devolución o intercambio por otros territorios. Ejemplo de esto fue la toma de Jamaica por los ingleses en 1665 y, un siglo después, la ocupación temporal de La Habana. Otro caso con grandes consecuencias fue el asentamiento de súbditos de otras potencias, sobre todo de franceses, en la parte occidental de la isla Española, que se convertiría en la colonia más productiva de la región.

Dada la importancia de la región circuncaribeña en el contexto atlántico, no es sorprendente que alcanzara un papel relevante durante la crisis de la monarquía española y las guerras de independencia en las posesiones continentales de la corona. En sus puertos, costas y aguas se desarrollaran proyectos políticos animados por móviles y fines muy diversos, entre los que se incluían la práctica del corso, planes de invasión a las posesiones españolas, negocios de armas, acciones de contrabando y espionaje, y la creación de repúblicas y de espacios controlados por los revolucionarios americanos y por sus simpatizantes. La corona española, por otra parte, implementaba acciones de contrainsurgencia recurriendo a la fuerza militar o apoyándose en una amplia red de espías para frustrar los proyectos tramados por sus adversarios.

El presente trabajo busca dilucidar algunas de estas acciones que forman parte de un conjunto de actividades proindependentistas o a veces sólo asociadas a ellas[3], desarrolladas en este espacio crucial del

3/ El procurador de justicia de la Luisiana, John Dick se refiere a estas empresas, como una "ayuda a los revolucionarios" o que son "solamente depredatorias", en John Dick a James Monroe, Nueva Orleáns, 1. de marzo de 1816, en « Spain:

Atlántico, que es el Gran o Circuncaribe, crucial desde el punto de vista comercial y militar, de las comunicaciones y de la circulación de hombres, bienes e ideas, sobre todo desde el punto de vista de proyectos revolucionarios, posteriores a 1789. Este espacio ha sido estudiado a partir del interés sobre las repercusiones de la revolución francesa y de la haitiana en él[4]. También la historiografía venezolana y colombiana le han prestado atención por su importancia como región de retiro de los patriotas cartageneros y caraqueños, entre ellos, Simón Bolívar. En la historiografía mexicana, las conexiones atlánticas del proceso de independencia han sido consideradas en algunos trabajos de gran importancia como los de Ernesto Lemoine, José Refugio Guzmán, Enrique Cárdenas, de la Torre Villar, Guadalupe Jiménez Codinach, Jaime E. Rodríguez O. y Virginia Guedea, quienes abordan sólo tangencialmente abordan estas vinculaciones[5].

Sostenemos entonces que el papel protagónico del espacio Golfo-Caribe durante los procesos de independencia hispanoamericanos está relacionado con las facilidades de comunicación, el gran movimiento marítimo entre sus puertos, y con los de la Europa atlántica y del este de Estados Unidos; con el carácter multicolonial de la región y la presencia de individuos de procedencia muy diversa en ella, sobre todo después de las guerras revolucionarias y posrevolucionarias en Europa que arrojaron un gran número de exiliados a tierras americanas. Los intensos vínculos comerciales y redes creadas entre insurgentes-independentistas americanos y europeos de origen, comerciantes, capitanes y armadores de barcos, corsarios, emisarios oficiales y espías propiciaron actividades de muy diverso signo, palpables en una voluminosa correspondencia entre todos estos actores, y también entre autoridades coloniales y funcionarios de la corona asentados en puertos y capitales de la América española, de la Unión Americana y de Europa. En el intercambio epistolar intenso, cuyos puntos de origen y destino eran

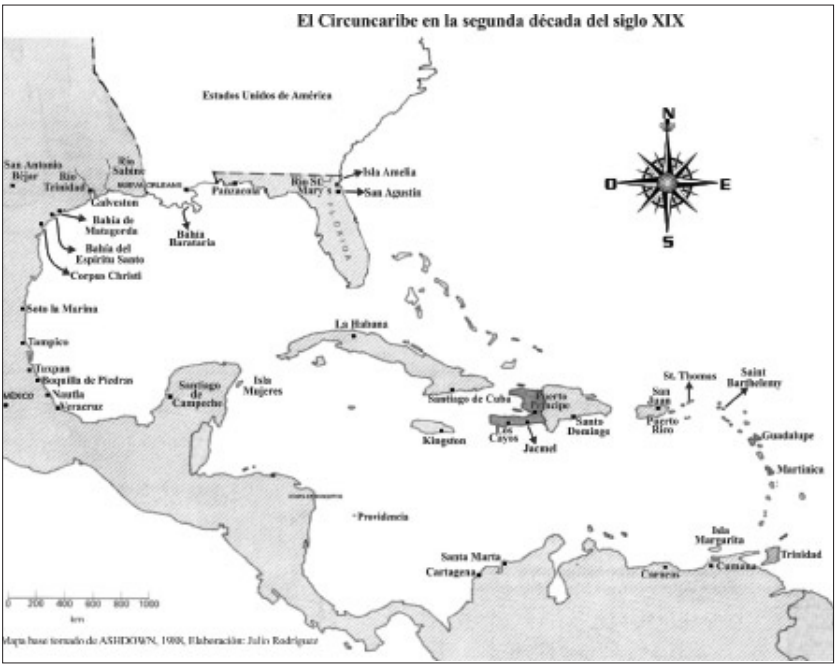
---

Indemnification-Limits-Florida » 22 de febrero de 1819, 15º Congreso, 2ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, n° 311, p. 422-740, en Congressional Masterfile, microfichas 4-11.

4/ Veánse las obras de autoría única o compartida de José Luciano Franco, Michel Héctor, David P. Geggus, Alejandro Gómez, Clément Thibaud, María Dolores González Ripoll, Ada Ferrer, Consuelo Naranjo, Anne Pérotin Dumon, entre otros.

5/ Lemoine Villicaña (1965); Torre Villar (1974); Cárdenas de la Peña (1973); las colecciones de documentos de Guzmán; *Pliegos de la Diplomacia Insurgente*, 1987; Jiménez Codinach (1991) y Jiménez Codinach (1995); Guedea y Rodríguez O. (1994).

precisamente todos estos lugares, queda plasmada información profusa sobre los actores y los proyectos mencionados.



Las condiciones geográficas y políticas de la región y sus múltiples nexos

El Golfo-Caribe, que queremos destacar aquí como importante zona de actividades revolucionarias en la segunda década del siglo XIX, ha sido percibido como región y zona geoestratégica desde el siglo XVIII. En este contexto quisiéramos rescatar tres percepciones. La primera es la de Bernardo de Ulloa quien concebía las dos cuencas marítimas como unión de los dos grandes virreinatos de América, de la Nueva España y del Perú y las dividía en dos "llaves o cordones" que "dispuso la naturaleza para el resguardo de las costas de Tierra Firme de uno y otro reino". Bien controlados y en manos de España, servirían, en opinión de Ulloa, para evitar los fraudes y el comercio ilícito, pero también "los insultos de los piratas nacionales y extranjeros". La primera llave era para Bernardo de Ulloa el Seno Mexicano cuyo círculo queda casi cerrado con las puntas de las penínsulas de Yucatán y de Florida y en medio de las cuales "se mete el cabo de San Antonio de la isla de Cuba […] como para guardar aquel Seno." "La segunda guarda es un cordón de islas grandes y pequeñas que se forma desde la punta de la

Florida a manera de medio círculo, que remata con la Trinidad" no muy distante de la provincia de Nueva Andalucía y desde allí "la tierra firme de ambos reinos forma el otro medio círculo que cierra con las tierras de Yucatán y Florida". En ambos círculos, afirma Ulloa, "están situados los más principales puertos, calas, bahías y abrigos de uno y otro reino […] que son la envidia de las naciones."[6]

También el conde de Floridablanca, ministro de estado de Carlos III, insistió en el valor geoestratégico de las cuencas marítimas del golfo de México y mar Caribe. El poblamiento y la fortificación de "las islas y puertos principales que ciñen las dos Américas", señala en la "Instrucción Reservada" de 1787, respondían no sólo a la necesidad de defensa de enemigos exteriores, sino que también servían para que "se tendrán en sujeción los espíritus inquietos y turbulentos de algunos de sus habitantes. De manera que cualquiera revolución interna podrá ser contenida, remediada o reducida a límites estrechos, si los puertos, islas y fronteras están bien fortificados en nuestras manos."[7]

Finalmente Alexander von Humboldt concibe la conjunción de mares del Golfo-Caribe de la siguiente manera: En el capítulo XII del *Viaje a las regiones equinocciales* el autor se refiere al mar de las Antillas como "un mar interior" […] "del que forma parte el golfo de México" y continúa: "Este Mediterráneo de América está formado por el litoral de Venezuela, Nueva Granada, México, los Estados Unidos y las islas Antillas."[8] En otro lugar, haciendo una comparación entre las elites de las capitales americanas que conoció en su viaje, escribe:

> […] en La Habana y Caracas [hay] mayor conocimiento de las relaciones políticas de las naciones, y miras más extensas sobre el estado de las colonias y de las metrópolis. La multiplicación de las comunicaciones con el comercio de Europa, y aquel mar de las Antillas que hemos descrito como un *mediterráneo con muchas bocas*, han influido poderosamente en el progreso de la sociedad en la Isla de Cuba y en las hermosas provincias de Venezuela; en ninguna parte de la América española ha tomado la civilización un aspecto más europeo[9].

Este mar de las Antillas, con sus varias entradas y salidas en su parte meridional, es señalado por Alexander von Humboldt como una

---

6/ Ulloa (1740).

7/ Ferrer del Río (1899), p. 229.

8/ Humboldt (1941), t. II, p. 302.

9/ *Ibid*., p. 330.

cuenca marítima con mayores ventajas que el mediterráneo sudeuropeo. Esta facilidad de comunicación que tienen puertos como La Habana y Caracas con Estados Unidos y Europa, hace de sus élites, en opinión del científico prusiano, las más europeas y cosmopolitas.

Los "espíritus inquietos y turbulentos" que menciona Floridablanca empezaron a atacar a la monarquía en este privilegiado espacio antillano al que alude Humboldt. Ocuparon islas deshabitadas o con débiles establecimientos como la "Isla Grande" de Barataria al oeste del delta del Mississippi, Galveston y Matagorda en la costa texana, Amelia en la desembocadura del río St. Mary's, isla Mujeres al este de Yucatán, Providencia al este de las costas de Nicaragua e isla Margarita en la proximidad de la costa de Nueva Andalucía en la parte oriental de la capitanía general de Venezuela. También establecieron puntos de contacto en el segundo país independiente de América que era Haití, así como en Jamaica y en las islas neutrales de Saint-Thomas y Saint-Barthélemy y finalmente aprovecharon la infraestructura y las redes comerciales de los puertos estadounidenses, Baltimore y Nueva Orleans en primer lugar, pero también Norfolk, Nueva York y Filadelfia.

Antes y durante la guerra anglo-americana de 1812-1814, Barataria fue un importante refugio y punto de reunión por su cercanía a Nueva Orleans desde donde se aprovisionaba la comunidad de piratas-corsarios, encabezados por los hermanos Lafitte, y donde encontraban un mercado ávido de mercancías de contrabando. Después de su expulsión en 1814 por fuerzas militares enviados por el presidente Madison, "los gentlemen de Barataria" se movieron más al sur y se instalaron en la isla de Galveston "un poco más lejos del alcance de la justicia", como advierte el recaudador de la aduana de Nueva Orleans"[10].

Entre 1815 y 1819 Galveston se convertiría en más que una simple guarida de piratas y contrabandistas. En ella, José Manuel Herrera, designado ministro plenipotenciario ante el gobierno de Estados Unidos por José María Morelos, estableció en 1816 un gobierno formal en nombre de la república de México y nombró como gobernador a Louis de Aury. Javier Mina estuvo en la isla entre diciembre de 1816

10/ El recaudador de la aduana de Nueva Orleans, Beverly Chew al Secretario de Tesoro, Crawford, 1. de agosto de 1817, en « Supression of Piratical Establishments », Washington, 10 de enero de 1818, 15º Congreso, 1ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, n° 290, p. 134, en Congressional Masterfile, microficha 3.

hasta abril del siguiente año. Galveston fue su última escala antes de tomar rumbo a Soto la Marina en la provincia del Nueva Santander.

La isla estaba rodeada por aguas bajas y bancos de arena que dificultaban la persecución de las embarcaciones corsarias por barcos de guerra de calado más profundo. Sobre Galveston circulaba la noticia de que "era una considerable y bien construida ciudad con cafés, tiendas, etc." mientras que otros aseguraban que la isla "era desértica [cuando fue tomada por el comodoro Aury], que se le conocía como isla de culebras" y que sólo había en ella algunas chozas "hechas de tablones y velas de barco"[11].

Otra plaza importante era Matagorda, con su bahía y península en la costa de Texas. En noviembre de 1815, el venezolano José María Picornell aseguró al vicecónsul español en Nueva Orleáns que:

> los rebeldes […] habían determinado ocuparse, desde ahora, con mucha actividad de la apertura de un nuevo puerto en las inmediaciones de Matagorda; que establecido y fortificado bien, éste será el punto de reunión, donde se juntarán todos los bandidos que se hallan en este país para, bajo el mando del traidor Toledo, invadir de nuevo las Provincias Internas; que de dicho puerto saldrán inmediatamente una multitud de piratas para destruir nuestro comercio y, con ellos, en la primavera, atacarán por mar a Tampico, mientras los rebeldes lo hacen por tierra; en fin, que según todas las apariencias, y personas que trabajan ya en ello, el tal puerto será una segunda Barataria[12].

En junio de 1817 el escocés Gregor Mac Gregor, quien había luchado en Venezuela y Nueva Granada junto a los republicanos, fundó la República de la Florida del Este en Fernandina, isla Amelia[13]. Con gente de Georgia y Carolina del Sur, y varios sudamericanos, Mac Gregor se proponía crear un primer bastión y, a partir de allí, lograr la independencia de las dos Floridas. La falta de recursos lo obligó a entregar el mando a Louis de Aury, cuando éste hizo su aparición en la isla en noviembre del mismo año e izó la bandera mexicana. Por decisión del presidente Monroe, Amelia fue tomada por tropas norteamericanas

---

11/ Testimonio de John Ducoing ante la corte de distrito de Luisiana, 7 de octubre de 1817, en « Supression of Piratical Establishments », Washington, 10 de enero de 1818, 15º Congreso, 1ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, n° 290, p. 132-144, consultado en Congressional Masterfile, microficha 3.

12/ Diego Murphy, vicecónsul español en Nueva Orleáns, a Apodaca, 2 de noviembre de 1815, Guzmán (1970), p. 408.

13/ Sobre Mac Gregor Brown (2005).

a fines de 1817[14]. Después de su expulsión, Louis de Aury se estableció en las islas de Providencia y Santa Catalina, abriendo campaña en contra de la Nueva Granada en nombre de las repúblicas confederadas de Buenos Aires y Chile[15].

Varios puertos de la República de Haití servían a revolucionarios venezolanos, neogranadinos y mexicanos, y a sus aliados, como sitios de repliegue, organización y equipamiento de expediciones, sobre todo Jacmel y Los Cayos de San Luis. Los defensores de la independencia incluso recibieron acogida y ayuda en la capital Puerto Príncipe por el presidente Alexandre Pétion y su sucesor Jean Pierre Boyer. Desafiando las protestas diplomáticas de funcionarios y autoridades coloniales españoles, los presidentes de Haití socorrían a los patriotas americanos con el argumento de que no podían negar el derecho de asilo a náufragos y refugiados, protestando al mismo tiempo la observancia de una estricta neutralidad política[16].

Los puntos de apoyo en el mar de las Antillas incluían otras islas, entre ellas Jamaica "el padrastro terrible a la entrada precisa del Seno Mexicano" como la llamó el conde de Floridablanca[17], Saint-Thomas y Saint-Barthélemy y la isla de Margarita cuyas comunidades mercantiles eran importantes intermediarios en la venta de mercancías obtenidas por medio del corso; mercancías debidamente "condenadas" y luego legalizadas.

Al igual que en las costas venezolanas y neogranadinas, en las novo grandes esfuerzos importantes por parte de insurgentes y realistas. El control realista de los dos puertos más importantes, Veracruz y Tampico, nunca estuvo seriamente amenazado, a pesar de los proyectos de invasión, y de la frecuente interrupción de las comunicaciones entre ellos por los insurgentes. Los realistas lograron detener entre 1812 y principios de 1817 varios pequeños desembarcaderos: en 1812 el gobernador de Veracruz reportó que las barras de Tecolutla, Nautla, Antigua y Coatzacoalcos se encontraban en posesión de los insurgentes.

14/ Mensaje de James Monroe del 13 de enero de 1818, en « Spain: Indemnification-Limits-Florida » 22 de febrero de 1819, 15º Congreso, 2ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, n° 311, p. 463, en Congressional Masterfile, microficha 7.

15/ Felipe Fatio al Duque de San Carlos, Nueva Orleáns, 13 de octubre de 1818, en Ribes Iborra (1982), documento número XXII, p. 61.

16/ Carta del presidente Pétion a Bernardo Gutiérrez de Lara, Puerto Príncipe, 14 de agosto de 1814, en Hernández y Dávalos (1985), p. 609.

17/ « Instrucción reservada », en Ferrer del Río (1899), p. 238.

Añadió que con suficientes recursos se les podría expulsar de estos lugares y "no tendrán que contar los enemigos domésticos ni los extranjeros con posesión alguna de esta gran porción del seno mexicano"[18]. De los puertos menores, sólo Tuxpan y Alvarado seguían incólumes en manos de los realistas, a pesar de los sitios y ataques a los que se veían expuestos ambas radas. Tuxpan constituía un dolor de cabeza para los insurgentes porque desde este puerto salían en repetidas ocasiones tropas para atacar a las pequeñas calas y barras ocupados por ellos, como ocurrió en 1813, cuando fue atacado Tecolutla. La pequeña rada de Boquilla de Piedras fue tomada por los insurgentes en 1814 y permaneció bajo su control hasta el 24 de noviembre de 1816, cuando el teniente coronel de milicias, José Antonio Rincón, atacó sorpresivamente por tierra con 300 hombres de caballería e infantería y se apoderó de este importante punto, dando muerte al comandante insurgente del fortín, José María Villapinto[19].

En el preámbulo que antecede el parte de guerra enviado por Rincón el 28 de noviembre de 1816 al gobernador de Veracruz, se encuentra una excelente caracterización de Boquilla de Piedras y de lo que significaba este puerto en la guerra entre insurgentes y realistas[20]. Por un lado, la conquista de Boquilla fue presentada como un evento glorioso de las armas del rey, es decir como la eliminación de un verdadero obstáculo para el dominio real en la provincia de Veracruz y aun en el reino. Por el otro lado, se creó la sensación de que la importancia de este puerto fue producto de la imaginación de los insurgentes y de sus aliados externos, y que en realidad se trataba de un miserable refugio que no merecía ni el nombre de puerto. Citamos a continuación la presentación del informe de Rincón sobre el real o imaginado papel de los puertos controlados por los insurgentes:

18/ El gobernador de Veracruz, Juan M. de Soto al virrey Francisco Xavier Venegas, Veracruz, 25 de agosto de 1812, en Ortíz Escamilla (2008), p. 79. El gobernador reporta también la presencia de "cabecillas sueltas en Naolinco que tratan de embarcarse por la costa de barlovento cayendo para ello al pueblo de Tamiahua con dirección a la Nueva Orleáns y el objeto de conferenciar con los americanos pidiéndoles auxilios."

19/ Rincón a Apodaca, Campo de Boquilla de Piedra, 25 de noviembre de 1816, en Guzmán (1972-1976), pp. 269-270. Rincón recibió por su hazaña militar una espada de oro del comercio de Veracruz. Apodaca al ministro de Guerra, México, 3 de septiembre de 1817, en Guzmán (1972-1976), p. 387.

20/ José Rincón al gobernador de Veracruz, campo de Boquilla de Piedras, 28 de noviembre de 1816, impreso en Veracruz, en Ortiz Escamilla (2008), pp. 426-429.

> Veracruz 11 de diciembre de 1816: Incesantemente asistidas de la divina protección, las vencedoras armas del rey nuestro señor […] han logrado la momentánea y gloriosa conquista de la memorable cala de Boquilla de Piedras, que se había hecho famosa por la importancia que le han pretendido dar las supercherías de los rebeldes y el delirio de algunos extranjeros, interesados en desterrar la paz de la sociedad, singularmente la de este suelo, objeto de su codicia, y en dar apariencias de legalidad a sus piraterías, fingiéndolas autorizadas por un gobierno legítimo y reconocido, y debidamente recibidas en un punto que han supuesto puerto. Lo han llamado independiente, y lo han figurado con almirantazgo, ordenanzas marítimas, tribunales y demás establecimientos civiles; no habiendo sido más que una madriguera de malhechores de todas las naciones, reducida a miserables chozas de caña y paja, últimamente defendidas por un fortín con trece cañones, que proclamaban inexpugnable por la impunidad con que existía […][21].

En la primavera de 1817, finalmente, los realistas lograron tomar Nautla y Misantla, cabecera de una importante zona de producción de vainilla, de manera que las costas a barlovento y sotavento de Veracruz quedaban "libres" de insurgentes[22].

Un análisis especial merecería Nueva Orleans, puerto en el cual confluían emisarios, agentes, espías, corsarios, comerciantes y armadores que tramaban toda clase de actividades pro y contrainsurgentes. Al juzgarse muy importante una mayor cercanía a Nueva Orleans entre los insurgentes mexicanos, que José María Morelos decidió mover el congreso de Uruapan a Tehuacán en 1815, pero en el largo camino cayó en manos de los realistas[23]. Hubo también denuncias sobre la complicidad del personal administrativo del puerto de Nueva Orleans, como lo comprueba el robo de fusiles del Arsenal de Marina en 1816, que fueron llevados a un corsario y vendidos en la costa de México. Las ganancias de la venta fueron repartidas entre los oficiales de marina y "algunos otros especuladores Americanos entre los cuales se hallaban el Administrador de la Aduana y el Asesor General de Distrito. Este suceso y el que los corsarios se hayan carenado en el Arsenal de Marina, se ignora quizá en el gobierno aunque sean notorios en Nueva Orleans," concluye un informe dirigido al intendente de La Habana[24].

21/ *Ibid*, pp. 426-427.

22/ Véase carta del virrey, Juan Ruiz de Apodaca al ministro de guerra, 30 de abril de 1817, en GUZMÁN (1972-1976), p. 363.

23/ LEMOINE VILLICAÑA (1965), p. 140.

24/ John Williams, intermediario de los hermanos Lafitte, a Alejandro Ramírez, 26 de marzo de 1817, en FRANCO (1961), p. 102.

Acciones y proyectos en "ayuda a los revolucionarios o solamente depredatorias"

De los muchos proyectos de invasión a tierra firme de la América española, la mayoría quedó sin ejecutarse y muchos terminaron en derrotas. Aparte de las muy estudiadas expediciones de Simón Bolívar, había muchos otros intentos de intervenir en la suerte de las armas desde bases antillanas, como las que comenta Paul Verna, todas ellas proyectados desde Haití: en 1815, los hermanos Carabaño salieron de Los Cayos rumbo a Cartagena, en cuyas costas fueron apresados por fuerzas realistas y ejecutados. El francés Pierre Labatut — al servicio de Miranda y posteriormente del presidente Rodríguez Torices en Cartagena, durante breve tiempo superior de Bolívar — organizó en Puerto Príncipe en 1816 y 1817 una expedición propia para liberar a Nueva Granada. Gregorio Mac Gregor, emprendió en 1819 dos expediciones con recursos haitianos, la primera para liberar a Nueva Granada, la segunda dirigida al Río Hacha[25].

El desembarco del general Jean Amable Humbert (Humberg o Embert, como aparece también en la documentación) en Nautla en junio de 1814 generó grandes expectativas en el campo insurgente de Nueva España. Según correspondencia que cayó en manos del cónsul español en Nueva Orleans, Diego Murphy, Humbert[26] estaba preparando la reunión de un ejército expedicionario en la isla de Barataria, que se compondría de 500 hombres — 280 hombres de diferentes nacionalidades, más las tripulaciones de cinco corsarios en los que se iban a embarcar estas tropas. Esta expedición tendría como destino a Tampico y Altamira "para hacer un saqueo general y con los fondos que se encontraran en dichos puertos se organizará un ejército capaz de conquistar las cuatro Provincias Internas."[27]

En la correspondencia incautada, Humbert hace gala de los contactos que había establecido con gobiernos constituidos en Centroamérica y América del Sur: con el presidente de la Junta de Caracas, el presidente de Santa Fe y con Manuel Rodríguez,

---

25/ Verna (1980), pp. 277-287; véase también la excelente obra de Brown (2006).

26/ Sobre la carrera militar de Jean Amable Humbert y sus actividades en los Estados Unidos, véase Warren (1942).

27/ Diego Murphy al capitán general de Cuba, Juan Ruiz de Apodaca, Nueva Orleáns, 10 de junio de 1814, documento número 9 con fecha del 31 de mayo de 1814, en Franco (1961), p. 36.

insurgente de la Intendencia de San Salvador, a los que pidió ayuda que sería recibida a título de empréstito a nombre de los Estados Mexicanos[28]. El francés proponía a las autoridades sud y centroamericanas formar una "preciosa alianza que nos hará dignos de la envidia de todas las potencias, por la perspectiva de un comercio ilimitado que nos ofrecen nuestros recursos mutuos." Humbert concluye su petición, diciendo que estaba ocupado "a organizar diversas expediciones destinadas a divertir [a los realistas], en la espera de que pueda organizar, con su ayuda, una acción conjunta con Rayón y penetrar a la capital para proclamar la independencia general."[29]

Sin embargo, los grandes planes de Humbert no tuvieron consecuencia alguna, su repentino regreso a Nautla, después de haberse internado al país, con el fin de reunirse con Ignacio López Rayón, decepcionó a los líderes insurgentes. El gobernador-intendente insurgente de Puebla quien estaba encargado de recibirlo y de conducirlo a Zacatlán donde se encontraban reunidos Rayón, Bustamante y Crespo para que presentara sus cartas credenciales como ministro plenipotenciario de los Estados Unidos, instó a las autoridades constituidas para que insistieran en que Humbert se presentara para explicar sus planes y tratados con el fin de establecer relaciones formales con el gobierno que representaba. También para disipar las sospechas de que quizá pudiera haber alguno entre sus objetivos "que, o se opusiese a nuestra felicidad por ser un mero explorador, o que denigrase nuestro concepto por ser sólo un corsario que haya venido a burlarse de nuestra credulidad […]"[30].

La expedición de Xavier Mina de 1816-1817, con sus apoyos ingleses, estadounidenses y haitianos y con destino novohispano, representa el prototipo de las empresas con redes de alcance atlántico. Vista por uno de sus tempranos estudiosos[31] se trataba de una expedición filibustera hasta que Mina tomó contacto con Pedro Moreno en el fuerte de Sombrero. A partir de allí, considera H.G. Warren, la empresa formaba parte de la lucha por la independencia desde adentro. La expulsión de los insurgentes de las costas del golfo de México en los

---

28/ "Au nom des États Mexicains", dice el texto original en francés, *ibid*., 1961, p. 37.

29/ General Humbert a Manuel Rodríguez, Nueva Orleáns, 26 de mayo de 1814, *Ibid*., 1961, p. 38.

30/ Mensaje del intendente de Puebla a Guadalupe Victoria, Mariano Rincón y Juan Pablo Anaya, Huatusco, 24 de julio de 1814, en ORTIZ (2008), pp. 178-179.

31/ WARREN (1943), pp. 52-76.

meses anteriores al arribo de Xavier Mina, la necesidad de desembarcar muy al norte del virreinato y de dividir sus fuerzas, las discrepancias con sus propios seguidores y con los líderes locales contribuyeron al fracaso de esta empresa sobre cuyos móviles y concepto de independencia existe abundante bibliografía[32]. La proclama que Mina imprimió y difundió desde Soto la Marina, revela algo al respecto: Mina declara en ella que se proponía poner fin al despotismo y monopolio ejercido en España por Fernando, sus cortesanos y unos cuantos comerciantes a costa de un pueblo oprimido; privarlos de los recursos de las posesiones de ultramar; unir su lucha contra la tiranía con la de los americanos, reconociéndose español "no degenerado", amigo de la libertad que actúa en favor del interés nacional. Este interés, sostiene Mina, se verá beneficiado con la independencia de América y "el establecimiento de gobiernos liberales en toda la extensión de la antigua monarquía"; la agricultura y la industria de España aumentarán cuando el comercio "pase a una clase más numerosa y más ilustrada."

En 1818 se presentó, con planes muy definidos, un grupo de franceses; entre ellos se encontraban Emmanuel de Grouchy, Bertrand Clausel, Charles Lallemand y su hermano Henry Dominique, Charles Lefebre-Desnouettes y Antoine Rigaud. Proyectaron invadir a la Nueva España con ayuda de ciudadanos norteamericanos y en alianza con los rebeldes de esta posesión española, pero con miras de crear un imperio francés con Napoleón Bonaparte como emperador, quien, se pensaba, podría liberarse de su cautiverio en Santa Elena, o con su hermano José, a quien se entregaría la corona.

Dado que los exiliados franceses actuaban bajo el manto de la asociación secreta llamada *Confédération Napoléenne,* sus objetivos nunca quedaron del todo claros y sólo dieron lugar a la circulación de los rumores más encontrados. Charles Lallemand logró reunir hombres, armas y municiones en cabo Gallardo, cerca del río Trinidad, desde donde se planeaba primero invadir Texas para después conquistar todo el virreinato. La delación del proyecto por Pierre Lafitte permitió a los realistas desalojar a los miembros de la *Confédération* que huyeron a Galveston y posteriormente se dispersaron. Varios de ellos se establecieron en los Estados Unidos, después de que todos sus intentos de crear un imperio americano para los Bonaparte habían fracasado, otros regresaron a Francia. Guadalupe Jiménez Codinach opina que la

32/ Véanse Guzmán (1990); varias obras de Manuel Ortuño Martínez; Torre Saavedra (1999).

confederación "no constituyó un proyecto aislado sino formaba parte de una vasta conspiración que abarcó todo el mundo atlántico en los años 1800-1825"[33]. La autora documenta los múltiples nexos existentes entre esta conspiración y otras que se estaban tramando en el momento. Como tantos conquistadores-filibusteros angloamericanos, también los franceses eran atraídos por las ricas minas de metales preciosos del virreinato novohispano.

El general Mariano Renovales, prestigiado combatiente de la guerra de liberación contra los franceses en la península, antifernandista y exiliado en Londres, inquietó a las autoridades coloniales de Cuba y de Nueva España en los años de 1818 y 1819. Encabezó una supuesta expedición armada con destino a algún puerto de la costa del Golfo de México. Los rumores de este plan, alentados por el propio Renovales, originaron una correspondencia voluminosa que muestra una credulidad sorprendente por parte del intendente de La Habana. Éste manda dinero a Nueva Orleáns para satisfacer las demandas de Renovales quien pide una suma exorbitante prometiendo a cambio la cancelación del proyecto. Renovales actuó en connivencia con el cónsul español en Nueva Orleáns, Felipe Fatio, con el fin de obtener recursos de la Real Hacienda, y efectivamente ambos lograron que se les pagaran 32 000 pesos en letras como adelanto del armamento con el que supuestamente estaba equipada la expedición y otros 12 000 pesos en efectivo para cubrir los sueldos del propio Renovales y de sus oficiales. Un comisionado enviado desde La Habana a Nueva Orleáns descubrió que Renovales nunca había encabezado expedición alguna en contra de las posesiones españolas en América, que "llegó sólo con un corto número de oficiales, en un barco mercante"[34]. Una vez descubierto el "traspantojo y enredo", se expidió una real orden para arrestar y procesar al primero, orden que quedó sin efecto a causa de fallecimiento del cónsul[35]. Renovales, en cambio, murió preso en el castillo de la Cabaña en La Habana, según indica fuente, a causa del vómito negro o fiebre amarilla[36].

Por falta de espacio y también por haber tratado el tema en otros trabajos, no comentaremos aquí con mayor detalle las empresas de corso

---

33/ JIMÉNEZ CODINACH (1995). p. 131.

34/ El intendente de La Habana, Alejandro Ramírez, a Juan Manuel de Cagigal, capitán general de la isla de Cuba , La Habana, 18 de octubre de 1819, en FRANCO (1961), pp. 228-230.

35/ Ramírez a Cagigal, La Habana, 17 de mayo de 1820, *ibid.,* pp. 234-235.

36/ Argüelles a Ramírez, Madrid, 17 de septiembre de 1820, *ibid.,* p. 236.

organizadas desde los lugares ubicados en el propio espacio circuncaribeño que hemos mencionado, así como desde varios puertos del este de Estados Unidos, especialmente Baltimore[37]. Tampoco nos referiremos a los negocios de armamento que florecieron durante las guerras hispanoamericanas de la segunda década de siglo xix y sobre los cuales existe una documentación extensa aunque dispersa. En cambio quisiéramos comentar dos aspectos más en este apartado dedicado a los proyectos y acciones promovidos por revolucionarios y sus simpatizantes en el Golfo-Caribe. En primer lugar añadir algunas reflexiones sobre los intentos de crear espacios controlados formalmente por los patriotas americanos, es decir, sobre "estos establecedores itinerantes de repúblicas", como se les llamaba en una fuente estadounidense[38]. La organización del establecimiento de Galveston en 1816 por José Manuel Herrera, dando "el gobierno político y militar al parisiense Luis Aury en nombre de la República Mexicana"[39], constituye una de estas empresas. Según el testimonio de un prisionero en Galveston que logró escapar, en el establecimiento de Galveston "tremolaba una [bandera] que llaman Mexicana compuesta de un cuadrilongo tricolor, orilla encarnada y en el centro pequeños cuadrados de azul y blanco, con un óvalo en que está una águila que lleva una culebra en el pico, y que tiene alrededor una inscripción castellana que dice: *Independencia de México, Año 1811*."[40] La creación de un gobierno formal en nombre de la "República Mexicana" en Galveston y más tarde en Amelia no debe verse como un hecho aislado sino que debe incluirse en el contexto más amplio de la coyuntura posterior a 1815, cuando los movimientos insurgentes en Hispanoamérica estaban a la defensiva, como sostiene Gerald E. Poyo. En opinión de este autor, también la toma de Amelia, era una de las empresas cuyo fin era "reinflamar" la causa de los insurgentes en contra de España"[41]. Charles H. Bowman Jr., por otra parte, opina que la gente que ocupó Amelia veía a las Floridas como "una parte integral

37/ Grafenstein (1998); Grafenstein (2004); Grafenstein (2006).

38/ Reporte del Comité de Relaciones Exteriores del Congreso relativo al mensaje del presidente Monroe del 15 de diciembre de 1817 sobre la introducción ilícita de esclavos de la isla de Amelia, 10 de enero de 1818, en « Supression of Piratical Establishments », Washington, 10 de enero de 1818, 15º Congreso, 1ª sesión**,** *American State Papers, Class I, Foreign Relations***,** vol. IV, no. 290, p. 133, en Congressional Masterfile, microficha 2.

39/ Parte de Matanzas, fechado el 9 de enero de 1817, en Franco (1961), p. 86.

40/ Arredondo a Apodaca, 8 de marzo de 1817, en Guzmán (1966), p. 913.

41/ Bushnell (1986), p. 35.

del gran Imperio que se encuentra en revolución", un concepto que está "en perfecta consonancia con las ideas de los patriotas más iluminados, cuyas miras no están limitadas por la política estrecha de regiones individuales"[42]. En este sentido se puede entender también la cooperación entre agentes sudamericanos y mexicanos; Pedro Gual por ejemplo creó una —aunque informal— junta de representantes de México, Nueva Granada y Buenos Aires[43]. La invitación que hizo Mina a Bolívar en Puerto Príncipe de unirse a la expedición a Nueva España, se inscribe también en este espíritu "americano" de colaboración, al igual que el plan del general Humbert que contemplaba la participación de líderes centro y sudamericanos.

En segundo lugar nos parece necesario considerar la importancia de una actividad clave, según la percepción de los actores, que consistía en influir favorablemente en la opinión pública respecto a las acciones en favor de los revolucionarios de América del Sur. En Londres y en las ciudades del este de Estados Unidos, residentes y emisarios hispanoamericanos publicaban folletos, artículos y obras formales para dar a conocer la causa de los patriotas e influenciaban a periodistas locales para que hicieran lo mismo. La labor del agente venezolano Pedro Gual a favor de la expedición de Xavier Mina, por ejemplo, fue decisiva para que éste consiguiera un amplio apoyo entre la comunidad mercantil en Filadelfia y Baltimore.

El Dr. John Hamilton Robinson fue uno de los propagandistas más activos de la revolución en México. A través de sus "incendiarios" discursos y escritos logró hacer popular la ayuda a los rebeldes. Describió el reino de la Nueva España como una tierra llena de riquezas que, como país independiente, permitiría a ciudadanos norteamericanos establecerse en él y hacer fortuna. En varias ocasiones reunió a grupos numerosos de personas que se comprometían a enrolarse en las filas insurgentes. Robinson era temido por las autoridades españolas; en 1814 el ministro plenipotenciario de España en los Estados Unidos entre 1809 y 1819 Luis de Onís logró una orden de aprehensión en su contra, pero Robinson consiguió escapar y proseguir sus actividades proinsurgentes, junto a figuras como Álvarez de Toledo y Pablo Anaya[44].

42/ *Ibid.*, p. 46.

43/ *Ibid.*

44/ Véanse numerosas cartas de Luis de Onís reunidas en GUZMÁN (1970), pp. 185-236.

En uno de los escritos cuyo objetivo era demostrar la invalidez de las acusaciones hechas por el ministro español de que el gobierno de Estados Unidos apoyaba las actividades proinsurgentes en territorio de la Unión, el procurador de justicia de la Luisiana, John Dick escribió a James Monroe lo siguiente (y muestra con ello la fuerza de la opinión pública favorable a los rebeldes: "Todo el mundo que está familiarizado con la opinión pública de las regiones del sur y oeste [de este país], sabe que si nuestro gobierno sólo hubiera manifestado la más ligera disposición de apoyar empresas en ayuda de los revolucionarios de la Nueva España, la condición de estas provincias sería dudosa"[45].

Por otra parte, la opinión favorable en el congreso estadoun idense se hace palpable en los debates del 3 al 8 de diciembr e de 1817[46]. Henry Clay, su presidente en turno, planteaba en estos debates la necesidad de cambiar la política de neutralidad que el gobierno de Estados Unidos había aplicado frente al conflicto entre España y sus colonias, con el fin de que éstas no se vieran perjudicadas por los principios de aquella. Clay cuestionaba varias medidas tomadas por las administraciones de Madison y Monroe que sólo beneficiaban a España, como la supresión del establecimiento en Amelia. En las discusiones entre los congresistas relativas a la política que debería seguir el gobierno estadounidense con respecto a las repúblicas de América del Sur y sus vínculos con los establecimientos piráticos de Amelia y Galveston, se puede ver el entusiasmo que existía entre los congresistas por la causa hispanoamericana; abundaban las alusiones a la propia lucha por la independencia, al gran ejemplo que constituían los Estados Unidos para las repúblicas en rebelión. Así, Henry Clay comparaba la situación de los rebeldes sudamericanos con la de los Estados Unidos en 1778-1779, cuando sus "Franklins y Jays estaban implorando en Europa legitimidad y ayuda para terminar la guerra que estaba afligiendo a la humanidad"[47].

45/ Beverly Chew a Crawford, 1. de agosto de 1817, en « Supression of Piratical Establishments », Washington, 10 de enero de 1818, 15º Congreso, 1ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, n° 290, p. 134, en Congressional Masterfile, microficha 3.

46/ *Anales del Congreso*, vol. XXXI, 15º Congreso, 1ª sesión, Casa de Representantes, debates del 3 al 8 de diciembre de 1817, p. 401-415.

47/ *Ibid.*, p. 403.

Rivalidades y lealtades inciertas

A pesar de que se puede hablar en ocasiones de grandes y amplios objetivos que guiaron a varias de las empresas que hemos mencionado aquí, en su ejecución predominaban las diferencias, rivalidades y muchas veces deslealtades. Sin duda la heterogeneidad de los grupos en acción fue una causa importante de las fricciones.

Para evidenciar la diversidad de las comunidades establecidas en los diferentes puntos del espacio circuncaribeño, presentamos a continuación algunos ejemplos: Louis Aury llegó en 1816 desde Haití con varias pequeñas goletas de Los Cayos, "tripulados en gran medida por negros de Barataria y mulatos." El establecimiento fue reforzado por marineros franceses o italianos "que andaban sin nada que hacer en los alrededores de Nueva Orleáns", después de la destrucción de Barataria en 1814. En esta nueva comunidad participaba también el coronel norteamericano Perry con 80 o 90 hombres (alistados como soldados en la jurisdicción de Nueva Orleáns) y "Mr. Herarra [*sic*, es decir, José Manuel Herrera], quien viene con algunos seguidores de Nueva Orleáns, cierra la marcha"[48].

Según fuentes diversas, el establecimiento de Amelia se dividió en dos partidos, el llamado "americano" —compuesto por los hombres que habían venido con Mac Gregor, en su mayoría marineros norteamericanos, ingleses e irlandeses— y el francés que "se dice eran oficiales de Bonaparte." Pero las principales fuerzas de Aury se componían —siguiendo la información que proporciona el propietario de una plantación en la cercanía del río St. Mary's, por "alrededor de 130 negros bandoleros […]"[49].

La heterogeneidad de los grupos y de sus líderes en acción llevó a rivalidades, disputas y traiciones. En este sentido están ampliamente documentados los frecuentes enfrentamientos entre las diferentes comunidades de la insurgencia externa: en Galveston se hostigaban las fuerzas de Luis Aury y los aliados angloamericanos y, a la llegada de Xavier Mina en diciembre de 1816, estalló un abierto conflicto por el mando entre

48/ Esta información y la que sigue la proporciona nuevamente el recolector de la aduana de Nueva Orleans, Beverly Chew, en «Supression of Piratical Establishments», Washington, 10 de enero de 1818, 15º Congreso, 1ª sesión, *American State Papers, Class I, Foreign Relations*, vol. IV, nº 290, p. 134, en Congressional Masterfile, microficha 3.

49/ *Ibid.*

éste y Aury; también en Amelia, existían rivalidades entre el "partido" americano, encabezado por Jared Irwin y Ruggles Hubbard, y el llamado partido francés compuesto de gente que había traído Aury —entre ellos el francés Maurice Persat y el italiano Agostino Codazzi— que comandaban los voluntarios haitianos.

Había también competencia por el liderazgo entre Bernardo de Gutiérrez y José Álvarez de Toledo durante la campaña por San Antonio Béjar en 1813, que llevó a la derrota del proyecto de establecer un gobierno autónomo en Texas. Las rivalidades entre los hombres cercanos a Simón Bolívar en Los Cayos de San Luis, Haití, fueron muy comentados en la historiografía . En la planeación de la primera de las dos expediciones, Aury, que abogaba por un mando compartido, discutía el mando único que pretendía reservarse Bolívar; tanto Aury como Mac Gregor resentían además la preferencia que daba Bolívar a Luis Brión, nombrado capitán de fragata y comandante de las fuerzas navales. Varios de los oficiales que traía Mina de Londres hicieron de la travesía del atlántico un infierno (según el testimonio de Fray Servando Teresa de Mier) por su insubordinación y falta de disciplina; llegados a Baltimore, se pusieron al servicio del cónsul y del ministro plenipotenciario.

La mayoría de los líderes de aventureros, conspiradores y corsarios que operaban en el Golfo-Caribe y espacios adyacentes, no actuaba de acuerdo con principios políticos definidos. Sólo algunos de ellos cumplieron misiones específicas para el campo insurgente, como Bernardo Gutiérrez de Lara, Pablo Anaya, Pedro Gual o el Dr. Robinson; otros se comprometían en repetidas ocasiones con empresas patriotas, sin descuidar sus propios negocios. Llama la atención la falta de lealtad de muchos de ellos. Desde el inicio de la insurgencia mexicana, José Álvarez de Toledo Toledo y Achart hicieron ofertas al ministro Onís "de coadyuvar a la entrega de este ejército revolucionario"[50]. En este mismo sentido se enmarcaban las ofertas de colaboración de los hermanos Lafitte. También eran frecuentes las luchas internas por el liderazgo que conllevaban la intriga y traición. Como se mencionó, Álvarez de Toledo consiguió en 1813, con la ayuda de Humbert, Achart y Picornell, arrebatar a Gutiérrez de Lara el mando de las tropas insurgentes de Texas. Luis de Onís caracteriza a todos ellos como muy peligrosos por su juego doble, del que era necesario:

50/ Luis de Onís a Pedro Labrador, Filadelfia, 20 de agosto de 1813, en Ribes Iborra (1982), p. 44.

> instruir a nuestros generales y jefes, que en caso de dirigirse a ellos procedan con toda cautela, sin despreciar, ni fiarse tampoco a sus ofertas, pues así Toledo como su compañero Picornell y el Jefe del Estado Mayor, Achart, son abonados para cualquiera traición en favor de una u otra parte, y el último aun para forjar papeles, pues me ha asegurado que tiene mis pasaportes y firma, los del Ministerio de Francia y aun del de Rusia e Inglaterra[51].

Bernardo Gutiérrez de Lara, después de haber sido víctima de las intrigas de Álvarez de Toledo, hizo recomendaciones similares a Guadalupe Victoria. Le advirtió que aquel buscaba acercársele para obtener algún puesto para él y sus seguidores. Para dar cuenta de lo peligroso que era Álvarez de Toledo, Gutiérrez se sirve de las palabras de un amigo quien le dijo: "y tengo dolor en decirle a usted que mientras el enredador de Toledo esté aquí, ni usted ni ningún otro patriota, podrán adelantar porque en mi vida he visto hombre más infame enredador que Toledo […][52].

Conclusiones

En las páginas anteriores se abordó el Golfo-Caribe como zona nodal del Atlántico en la que se desarrollaron durante la década de 1820 vínculos característicos de un momento de ruptura del orden político, en una época revolucionaria donde las lealtades, fronteras y ciudadanías estaban poco definidas. Se intentó mostrar cómo en esta región, en sus litorales y puertos, se formaron durante la coyuntura bélica independentista complejas redes de intereses, de alianzas y de intrigas, integradas por individuos de muchas nacionalidades. Nos referimos a las múltiples actividades de estos individuos, y a los estrechos nexos entre sí, en ocasiones fácilmente identificables, en otras, menos evidentes. También se argumentó que en estas redes no había un único objetivo que guiase los proyectos, sino intereses diversos inscriptos en un contexto común caracterizado por la guerra contra España y por el apoyo directo o indirecto a las colonias en rebelión, sin que se perdiese de vista la obtención de ventajas económicas propias. Finalmente, se especificaron los múltiples proyectos, sus objetivos, su ejecución y sus resultados.

51/ Luis de Onís al virrey de la Nueva España, Filadelfia, 20 de agosto de 1813, en Guzmán (1971), p. 216.

52/ Gutiérrez a Guadalupe Victoria, Nueva Orleans, 1. de agosto de 1815, en Guzmán (1970), p. 416.

En última instancia, con este trabajo se propuso demostrar que el enfoque de una historia atlántica, por encima de las parcelas nacionales, es el idóneo para estudiar la presencia en la región gran o circuncaribeña, de redes de comerciantes, corsarios, conspiradores, filibusteros y simpatizantes vinculados a los movimientos independentistas hispanoamericanos en la segunda década del siglo XIX.

Bibliografía

American State Papers, Class I, Foreign Relations, vol. IV, n° 311, p. 422-740, consultado en Congresional Masterfile, microfichas 4-11.

American State Papers, Class I, Foreign Relations, vol. IV, n° 290, p. 132-144, consultado en Congresional Masterfile, microfichas 2 y 3.

Anales del Congreso, vol. XXXI, Casa de Representantes, debates del 3 al 8 de diciembre de 1817, 15º Congreso, 1ª sesión, p. 401-515, microfilme n° 9.

Brown Matthew (2005), « Inca, Sailor, Soldier, King: Gregor MacGregor and the early nineteenth-century Caribbean », en *Bulletin of Latin American Research*, volumen 24, n° 1, enero, pp. 44-71.

Brown Matthew (2006), *Adventuring through Spanish Colonies: Simón Bolívar, Foreign Mercenaries and the Birth of New Nations*, Liverpool.

Bushnell, David (comp.) (1986), *La República de las Floridas: Texts and Documents,* México.

Cárdenas de la Peña, Enrique (1973), *Historia marítima de México*, México.

Ferrer del Río Antonio (ed.) (1899), *Obras originales del conde de Floridablanca*, Madrid.

Franco José Luciano (1961), *Documentos para la historia de México, existentes en el Archivo Nacional de Cuba*, La Habana.

Grafenstein Johanna von (1998), « Patriotas y piratas en un territorio en disputa, 1811-1819 », en Ana Rosa Suárez (coord.), *Pragmatismo y principios, la relación conflictiva entre México y Estados Unidos, 1810-1942*, México, pp. 13-70.

Grafenstein Johanna von (2004), « Corso y piratería en el Golfo-Caribe durante las guerras de independencia hispanoamericanas », en Micksaël Augeron y Mathias Tranchant, *La violence et la mer dans l'espace atlantique, XII^e^-XIX^e^ siècle*, Rennes, pp. 269-282.

Grafenstein Johanna von (2006), « Ports around the Caribbean and their Links during the Spanish American Wars of Independence », en Heather Cateau y Rita Pemberton, (ed.), *Beyond Tradition. Reinterpretating the Caribbean Historical Experience*, Kingston, pp. 113-142.

Guedea Virginia, Rodríguez O. Jaime E. (1994), « De cómo se iniciaron las relaciones entre México y los Estados Unidos », en Ma. Esther Schumacher, *Mitos en las relaciones México-Estados Unidos*, México, p. 11-46.

Guzmán José R. (1970), « Actividades corsarias en el Golfo de México », *Boletín del Archivo General de la Nación*, t. xi, n° 3-4, p. 357-452.

Guzmán José R. (1971), « Aventureros corsarios e insurgentes en el Golfo de México », *Boletín del Archivo General de la Nación*, t. xii, n° 1-2, p. 175-236.

Guzmán José R. (1972-1976), « Boquilla de Piedra, Misantla y Nautla en la guerra de Independencia », *Boletín de Archivo General de la Nación*, vol. XIII, p. 217-488.

Guzmán Martín Luis (1990), *Javier Mina Héroe de España y de México,* México.

Hernández y Dávalos J. E. (1985), *Historia de la guerra de independencia de México*, tomo V, México.

Humboldt Alejandro de (1941), *Viaje a las regiones equinocciales*, Caracas.

Humboldt Alejandro de (1960), *Ensayo político de la isla de Cuba*, La Habana.

Jiménez Codinach Guadalupe (1991), *La Gran Bretaña y la Independencia de México, 1808-1821*, México.

Jiménez Codinach Guadalupe (1995), « La Confédération Napoléenne. El Desempeño de los conspiradores militares y las sociedades secretas en la Independencia de México », en Virginia Guedea, (introducción y selección) *La Revolución de Independencia*, México, p. 130-155.

Lemoine Villicaña Ernesto (1965), *Morelos, su vida revolucionaria a través de sus escritos y de otros testimonios de la época,* México.

Ortiz Escamilla Juan (comp.) (2008), *Veracruz en armas. La guerra civil, 1810-1820*, México.

Pietschmann Horst (coord.) (2002), *Atlantic History, History of the Atlantic System, 1530-1830*, Hamburgo.

Pliegos de la Diplomacia Insurgente (1987), México (Introducción, notas y apéndices de Guadalupe Jiménez Codinach y Teresa Franco).

Ribes Iborra Vicente (1982), *Ambiciones estadounidenses sobre la provincia novohispana de Texas,* México.

Richardson J. D. (ed.) (1909), *Compilation of the Messages and Papers of the Presidents, 1789 to 1900*, New York, 11 vol.

Schumacher María Esther (comp.) (1994), *Mitos en las relaciones México-Estados Unidos*, México.

Torre Saavedra Ana Laura de la (1999), *La expedición de Xavier Mina a la Nueva España: una utopía liberal imperial*, México.

Torre Villar Ernesto de la (1974), *Labor diplomática de Tadeo Ortiz*, México.

Ulloa Bernardo de (1740), *Restablecimiento de las fábricas y comercio español*, Madrid.

Verna Paul (1980), *Pétion y Bolivar*, Caracas.

Warren Harris Gaylord (1972), *The Sword was their Passport, a History of American Filibustering in the Mexican Revolution*, Nueva York.

Warren Harris Gaylord (febrero de 1943), « Xavier Mina´s Invasion of Mexico », *Hispanic American Historical Review*, pp. 52-76.

Vanessa Mongey

The pen and the sword: print in the revolutionary Caribbean

Sévère Courtois saw his mission to "protect and … to establish Independence in all the Universe" he told his brother, Joseph, in October 1821.[1] At the time, Sévère had overthrown Spanish colonial rule at Providencia Island, in the western Caribbean, off the coast of Colombia. Sévère hoped that Joseph, who was a prominent journalist and an educator in Haiti, could use his leverage towards Haitian president Jean-Pierre Boyer to obtain some funds for the promotion of revolution in the Caribbean region. A free man of color from Saint Domingue, Sévère had left the French colony during the revolutionary upheavals in the 1790s and had successively fought for several American republics, including the United States during the Battle of New Orleans, Mexico, Cartagena, and Colombia, while acting more or less independently as a privateer.

Courtois was one of the nearly 10,000 foreigners who offered their services to the Spanish American independence movements. The vast majority of these volunteers, about 6,000 of them, came from England and headed to Colombia and Argentina (including the famous Lord Cochrane), others came from France, the United States, Haiti, and even Italy. While most of them joined the ranks of of Spanish American rebel forces, others, like Courtois, acted more or less independently and launched military expeditions against the regions controlled by Spain. The Caribbean region was a particularly fertile ground for the circulation of different ideologies, social theories, and political doctrines.

1/ Oct. 15, 1821, Archivo General de la Nación, Colombia, Secretario de Guerra y Marina.

In order to fulfill his mission, Courtois, like many of his contemporaries, believed not only in the power of the sword, but also in the power of the pen. In their attempts to "Establish Independence in all the Universe," itinerant revolutionaries like Courtois littered their paths with pamphlets, broadsides, proclamations, and newspapers. This essay therefore calls attention to the circulation of this ephemeral revolutionary print production in the early nineteenth century Atlantic World and to what Rodrigo Lazo describes the textual-military process of filibustering movements.[2] The importance of this particular function of print becomes clear through considering some relatively unknown revolutionary publications produced for a series of short-lived revolutionary projects in the Circum-Caribbean region between the 1790s and 1820s. Mostly engineered by foreigners who had joined the Latin American struggle for independence, these —often multilingual— publications and this vibrant human and print traffic testify to the existence of an international consciousness during the age of Revolutions. Like the men who wrote, translated, printed, and circulated them, these –often ephemeral— documents crisscrossed national and imperial borders. Through print, they created communities of editors, propagandists, translators, and readers that bucked national lines, loyalties, and affiliations. They believed that "Liberty" was a portable, exportable, and highly adaptable concept.

Revolutionaries fought the Spanish crown not only with swords, guns, and rifles but also with small printing presses with which they could easily travel from place to place, issuing proclamations, pamphlets, songs, laws, letters of marque, and commissions on the way. Recent studies and projects like Recovering the U.S. Hispanic Literary Heritage have successfully refuted the claim that there was no meaningful literary and cultural presence of Latinos or of the Spanish language in the United States before the middle of the twentieth century.[3] While most studies have focused on the U.S. northeast (mainly Philadelphia and New York) as the centers of pro-revolutionary literary production in the Americas in the early nineteenth century from which pamphlets and translations were sent down south, revolutionary propaganda in

2/ Lazo (2003), p. 87-106. See also Shields (2007), p. 233-260.

3/ In *Transamerican Literary Relations and the Nineteenth-Century Public*, Anna Brickhouse argues that a Hispanophone and a Francophone public sphere coexisted and overlapped with the Anglophone one in the Americas beginning in the 1820s.

the Circum-Caribbean region upends this circulatory map of literary production and encouraged us not only to think in terms of "fixed" urban print centers but of very mobile print centers that followed the peregrinations of the revolutionaries.[4]

Revolutionary expeditions carried with them small printing presses that produced and circulated propaganda very quickly, either by printing leaflets distributed by individuals, or by sending them to newspaper editors in North and South America. If we were to draw a map of revolutionary publications, we would realize that the center-periphery model of print culture does not hold. Philadelphia and New York would still be a major location for print production, with coming close behind, but there would be with a multitude of other smaller spots all around the Gulf of Mexico in Guadeloupe, San Antonio of Texas, Amelia island, Galveston island, or Boquilla de Piedras. Moreover, the influence of these "centers" radiated in both hemispheres thanks to the circulation of documents produced by the revolutionary movements through their reproductions and translations in newspapers. This mode of diffusion opens new questions about the circulation and reception of print in the Atlantic World and the process of translation, recycling, inspiration, and regeneration that they entailed.

Before discussing this print culture in more details, this essay explains how and why these productions came into existence. Portable printing presses, which could be easily carried on board ship or across tracts of land, played an important role in the revolutionary Caribbean, especially as military expeditions moved from one region to the next and worked to win the "hearts and minds" of local populations. Secondly, this essay turns to the contents of this revolutionary propaganda and how its authors recycled, adapted, and translated the concepts and idioms of other revolutions to foster their own agenda. This essay also investigates the circulation of these revolutionary prints both locally thanks to the aforementioned portable printing presses and internationally thanks to newspapers that reproduced these publications. Finally, this essay turns to the counter-revolutionary print produced by Spanish authorities around the Caribbean basin.

4/ Warren (1940), p. 311-333; Kanellos (2008), p. 83-100; Vogeley (2008), p. 337-350.

Convolutions and Revolutions

The leaders of these revolutionary expeditions hoped to create a revolutionary propaganda that would effectively win the hearts and minds of local populations. They deployed old and new political symbols, arguments and practices, to assert claims of political legitimacy. Revolutionary expeditions were equipped with small portable presses manned by printers often recruited in the United States. Highly portable, these printing presses could be carried on land and at sea and were used to produce broadsides and in pamphlets to be smuggled and disseminated. Francisco de Miranda, in his 1806 expedition against Venezuela, hired a young apprentice printer from Massachusetts, Henry Ingersoll, to work on the printing press Miranda had carried with him from England.[5] Another Spanish-born revolutionary, Xavier Mina, also brought a portable press from England and hired Samuel Bangs from Baltimore to serve as a printer in a 1817 expedition against Texas. En route to Mexico the expedition stopped on Galveston Island and then in Soto de la Marina, where, Samuel Bangs set up a printing center from which various manifestos, proclamations, and even songs were sent to the neighboring regions. Mina, as a Spaniard, had difficulties reassuring the population. He articulates his attempts to build a transatlantic republican fraternity appear in a proclamation printed in February 1817:

> Mexicans, allow me to participate in your glorious struggles, accept the services I offer to you in favor of your noble enterprise and count me among your patriots.
> O that I might merit this title by causing your liberty to be realized, or by sacrificing my own existence![6]

Copies of Mina's proclamations were sent along the Mexican coast along with the catchy tune of the *Canción patrotica* written by Joaquín Infante. Infante had been jailed after hatching a plot to revolutionize his native island of Cuba; he then joined the patriots in Colombia and Venezuela in 1811. Infante met Mina in Philadelphia and joined his revolutionary project. In *Canción patriotica,* Infante called an international republican brotherhood:

5/ "Diary and Letters of Henry Ingersoll, Prisoner at Cartagena, 1806-1809", *American Historical Review*, 3:4 (1898), p. 674-702

6/ "Boletín I de la División Auxiliar de la República Mexicana" Archivo General de las Indias, Cuba, legajo 1900.

Join, then, Mexicans
Out battalions
We will all be brothers
Under equal flags
We will form a nation[7].

The technical expertise of printers was highly valued by insurgents and royalists alike. When the Mina expedition was defeated, Samuel Bangs decided to work for the Royalists in Monterrey until the end of the War of Independence when he began printing for the new Mexican government.[8]

Spanish colonial authorities were understandably particularly suspicious of these small and highly portable printing presses. They instructed their consuls and other agents to keep an eye on who was selling and purchasing them.[9] Most revolutionary leaders acquired these printing presses in regions that had proclaimed their neutrality in the conflicts between Spain and its colonies, namely England, the United States, Saint Thomas and Saint Bartholomew. Royalist agents attempted to obtain information about the buyers, hoping to trace the destination of subversive propaganda through these transactions. These small printing presses were very portable and could be carried on land and at sea.

In 1812, José Bernardo Gutiérrez went to the United States as an envoy of the independent government of Mexico to convince the United States to support his cause. Failing to convince U.S. authorities, he formed the "Republican Army of the North," near New Orleans. Gutiérrez's army was a motley group of U.S.-Americans, European exiles, and even free men of color, mostly from St Domingue. He launched an extensive campaign of revolutionary propaganda.

Gutiérrez had bought a printing press during his travels along the U.S. eastern seaboard. His intention, according to the governor of Texas, was to "print proclamations and lies in order to provoke an insurrection." Gutiérrez was initially successful and declared Texas independent of Spain in San Antonio. In April 1813, he organized a provisional government and issued a constitution. Members of the Gutiérrez expedition relied on local newspapers to relay their printings. One of Gutiérrez's

---

7/ *Ibid*.

8/ Spell, (1931), p. 248-258.

9/ See for example the mention that a French man had come from St. Bartholomew to St. Thomas to buy a printing press in 1796, AGI, Caracas 432.

proclamations, for example, was printed in the *Herald Extra Alexandria* in Louisiana. In all likelihood, Gutiérrez hoped to recruit more volunteers and drum up support for his republic. These news clippings were then reproduced in other papers across the United States. The portable press was also used to print the *Gaceta de Texas,* considered the first newspaper in Texas. The creation of the *Gaceta* embodied one of the principles the revolutionaries fought for, the freedom of the press. The first issue proudly proclaimed,

> Mexico now has also freedom of the press: it is the strongest fortress against the violence and the tyranny of despots, and one of the most precious and sacred rights of man. The right to think and to communicate to his equals the principles and most sublime ideas of philosophy, can only be attained through the medium of the freedom of the press.[10]

Gutiérrez soon learned that freedom of the press also meant freedom of expression. His political opponents launched a campaign through papers and pamphlets in the Louisiana/Texas area to undermine his legitimacy. They seized control of the printing press and moved it to Nacogdoches, Louisiana, where they created the paper, *El Mexicano.* The articles and editorials of *El Mexicano* played on the fear that Gutiérrez's foreign followers (mostly French or free men of color) were "Napoleonic agents." Using *El Mexicano* as a weapon in their defamation campaign, the editors attracted allies, eventually forcing Gutiérrez de Lara to turn over the command of the Northern Republican Army to Alvarez de Toledo.

Among the foreign volunteers who helped Gutiérrez was a veteran of the French Revolution, Jean-Joseph Amable Humbert. Humbert had joined the army when the revolution broke out and had led a failed invasion of Ireland to assist the rebels in 1798. When Humbert's political opinions clashed with Napoléon's imperial ambitions, he departed for the United States. He soon became involved with the Mexican independence movement, and issued different proclamations to support the insurgent movements.

Mexicans, Humbert wrote in 1813, you used to be under your Tyrant's yoke, whimpering under your chains; now that they are broken, your destiny must be fulfilled.[11]

10/ Only one issue of the *Gaceta* was ever printed. GARRETT (1938), p. 21-27.

11/ Enclosed in Morphy to Apocada, June 10, 1814, FRANCO (1961), 41.

Written in French, the proclamation was probably intended for the French-speaking population in Louisiana. Humbert might also have it translated into Spanish. The tone and the imagery of these proclamations mirrored those Humbert wrote when he launched an expedition to liberate Ireland with French revolutionary forces back in 1798. In these proclamations, Humbert promised independence, careers open to merit, and religious freedom to local populations. The exact same promises Humbert would make thirteen years later in Texas. A product of the universal ambitions of the French Revolution, Humbert contended that the sacred cause of liberty thwarted national differences:

> Brave IRISHMEN, our cause is common. Like you we abhor the avaricious and blood-thirsty policy of an oppressive government. Like you we hold as indefeasible the right of all nations to liberty.[12]

In this proclamation, Humbert sketches a new Mexican *patria*, transforming it into a polymorphic and polyphonic multinational space. International cooperation is necessary for the ultimate success of republicanism:

> Welcome the foreigners who have espoused your cause: treat them like friends and brothers. They came to share your turmoils and fangers, they must also hare your glory.[13]

As a European who was fighting to liberate the Americas from European tyranny, Humbert found himself in an ambiguous position as he attempted to carve out a space for himself in the imagined Mexican republic. In a world where most people lacked an identifiable national or supranational consciousness and preferred local or regional tags, nomadic revolutionaries like Humbert constantly redefined the concept of *patria*, turning it into a capacious and exportable concept, linking foreigners and natives of different ethnic, cultural, and linguistic backgrounds against a common enemy. In that sense, any land could be transformed into a *patria*.

These revolutionary documents are evidence for the globalization of the revolutionary ideologies that promoted the notion of popular

---

12/ Cited in W. Benjamin Kennedy, "Too little, too late: the Humbert invasion of Ireland in 1798", *Journal of Georgia Association of Historians*, 15 (1994), 137.

13/ Humbert, "Proclamation", Texas as a Province and Republic, Boston Public Library.

sovereignty, constitutionalism, natural rights, civil and political freedoms, and self-determination by the "people," ideologies that were inaugurated with the success of U.S. independence in 1783 and the French Revolution in 1789. There is a material relationship between the text and the location of emergence. Humbert was part of a broader international movement that swept not only the Americas but also reached southeastern Europe with the Italian uprisings and Greece struggling for its independence, starting in the 1820s. Some of the foreigners who participated in the Spanish American wars of independence went on to fight in Greece and Italy.

Further evidence of these circuits of information and influence can be found in the careers of Juan Mariano Picornell and Manuel Cortés Campomanes. Before Juan Mariano Picornell and Manuel Cortés Campomanes came to Texas, the former as member of the Gutiérrez expedition, the latter as Mina's secretary, that had plotted revolutions in Madrid (1796) and then in La Guaira, Venezuela (1797).[14] Among the papers of Picornell and Cortés's co-conspirators in La Guaira was found a copy of the French National Assembly's "Instructions sur la constitution civile du clergé, par Mirabeau l'Ainé, 14 janvier 1791," a Spanish translation of the 1793 French National Convention as well as a translation of the U.S. Declaration of Independence.[15] While Picornell and Cortés Campomanes used the examples of the French and U.S. revolutions to frame their own political projects, they did not merely copy these examples; they reinterpreted and adapted these ideas and principles to local conditions and local audiences.

Both Picornell and Cortés Campomanes celebrated "Liberty" in the broadsides that accompanied both coups in Madrid in 1796 and in La Guaira in 1797, but the word had a very different meaning in each context. When the La Guaira plot was uncovered, Picornell and Cortés escaped to Guadeloupe where governor Victor Hugues gave them shelter. Picornell finished a translation of the *Rights of Man,* which was published in Guadeloupe in 1797. In Guadeloupe, Cortés wrote some songs to accompany Picornell's translation. Inspired by the French *Marseillaise* and the *Carmagnole*, Cortés' songs posited racial equality as a keystone for new American republics in which the slave

14/ Felipe Fatio to the Viceroy, September 15, 1817, Archivo General de la Nación, Mexico, Notas Diplomáticas, II, fol. 88.

15/ "Papeles encontrados en casas de Gual en Caracas y España en La Guayra", AGI, Caracas 434, fol. 156 and 161.

trade and slavery were destined to be abolished. The *Canción Americana* (1797) heralds this multiracial fraternal rhetoric:

> Let's get together
> Like good brothers
> Sweet fraternity
> Take between your arms
> The New Settlers
> Indians, Negroes, and Pardos[16].

The circulation of Juan Mariano Picornell's *Derechos del Hombre* etc. and Manuel Cortés Campomanes' songs reveals the convoluted trajectory of many of these revolutionary texts. About two thousand copies were anonymously printed in Guadeloupe in 1797 under a fake printing press, "Imprenta de la verdad, Madrid."[17] The following year, Spanish spies noted that they found copies of these documents scattered in Guyana, Cartagena, Puerto Rico, and Cuba.[18] Cortés Campomanes later worked with Francisco de Miranda in London on the pro-independence propaganda paper *El Colombiano* in 1810. A few years later, these texts received a second life —regeneration— when the Caracas junta convened in April 1810. The *Carmañola* was reportedly to have been played in Caracas and the *Canción americana* was reprinted in Caracas in January 1811.[19] The Congress of Caracas proclaimed the Rights of Man in its formal declaration of independence in July. Juan Picornell and Manuel Cortés Campomanes returned to Venezuela.[20] The Venezuelan Constitution in December 1811 recycled many of the principles put forward by Picornell and Cortés in the La Guaira conspiracy in 1797: racial equality, abolition of censorship, freedom of expression, among others. There were also some crucial differences between the two political projects: for example, if the Republic of Venezuela abolished the slave trade was abolished, slavery was left untouched.[21]

16/ AGI, Caracas 432, fol. 782-788.

17/ *Derechos del Hombre y del Ciudadano, con varias máximas republicanas; y un discurso preliminar, dirigido a los americanos*, Madrid, Imprenta de la Verdad, 1797. The songs are reproduced in the appendix of López (1967).

18/ AGI, Caracas, 432, fol. 909.

19/ Grases (1949), p. 157-159, 160-161.

20/ *Actas del Congreso Constituyente de Venezuela en 1811*, 320, cited in Grases (1949), p. 165, n. 1.

21/ On the question of abolition in Latin America, see Blackburn (1988)

The fall of the Republic of Venezuela did not put an end to Cortés Campomanes' connections to a transnational community of print. Although he did not put his songwriting skills to good use when he joined the Republic of Cartagena in 1814 and when he participated to Mina's expedition in Texas in 1817.[22] He continued his engagement with the transatlantic world of ideas and print that characterized the Age of Revolution. After Mina's expedition was crushed by the royalist army, Cortés Campomanes managed to escape to Argentina, and then came back to Venezuela. Turning into a chronicler and a historian, he sent a "Précis historique de la révolution de Vénézuela et Nouvelle Grenade" to the governor of Martinique in 1819. The fall of Napoleon probably convinced him to get back into the good graces of French authorities. The governor noted, "He is still attached to France." In exchange for the *Précis*, Cortés Campomanes received a letter of introduction to meet with officials in Paris.[23] He thereby returned to Europe where he recycled himself as a literary agent, working in Brussels and publishing the works of Venezuelan poet Andrés Bello.[24] Like Cortés Campomanes' constant transatlantic and transamerican travels, revolutionary print culture was ambulatory, multilingual, and multinational, circulating through networks that existed outside of, or in parallel with, European and American governments' scope of authority.

Translation

Picornell and Cortés Campomanes' political and literary productions also raised the question of the place of translation. Translation was an essential aspect of the circulation of revolutionary ideas in the

---

22/ "Oficio de Cortés Campomanes que me dirigió como director de la Flotilla de Cartagena", *Documentos y correspondencia del Almirante Aury*, Luis Ángel Arango Library, Bogotá. The junta of Cartagena declared its independence from Spain on November 11, 1811 and the president, Manuel Rodriguez Torrices, dispatched representatives to the West Indies and Louisiana who issued privateer commissions against Spanish shipping. The first Republic lasted until 1815 when royalist forces drove the rebels from Cartagena. Aury helped with the siege, see Sourdis De La Vega (1988)

23/ Donzelot to Comte Molé, Dec. 29, 1819, Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence (CAOM), Séries géographiques, Amériques 53: Espagne, Dossier "Emancipation des colonies espagnoles."

24/ Cortés Campomanes to Andrés Bello, April 24, 1826, in Bello (1984) t. XXV, p. 184.

Atlantic world, both in terms of the information disseminated and in the role played by editors.[25] Writing, printing, publishing, and communicating in French, Spanish, and English, these foreign volunteers reconfigured national allegiances with the shifting political winds of the Atlantic world. Translation presumes the crossing of borders, not only linguistic ones, but also cultural, social, and historical. Translation implies some form of interpretation. In *The Practice of Diaspora*, Brent Hayes Edwards calls his reader's attention to "the ways that discourses of internationalism travel, the ways they are translated, disseminated, reformulated, and debated in transnational contexts marked by difference."[26] Translation shaped the commonalities these revolutionaries shared in their nomadic experiences, and the challenges they faced in communicating their profound differences.

Revolutionaries not only translated documents, they also modified and appropriated them. For example, Picornell's translation of the *Rights of Man*, though faithful, omitted the preamble of the original text. On the other hand, with the *Carmañola americana*, Manuel Cortés Campomanes, far from translating, entirely reinterpreted the French revolutionary song, the *Carmagnole*. Although the title of the song as well as lines such as "The sans-culottes in France/Made the world shiver" left no ambiguity as to its inspiration, Cortés Campomanes's *Carmañola* differed from its French model. He replaced all the allusions to specific French events with allusions to the American context; he also purged the song from the bawdy puns and the radical calls for mob violence that characterized the *Carmagnole.* Like Picornell, Cortés Campomanes openly dissented from the French Revolution on the matter of religion: "God protects our cause/He directs our arm," Cortés wrote.[27]

Although translation was a central feature of the circulation of revolutionary thought and print culture in the early nineteenth-century Atlantic world, it was often invisible. Nowhere does the name of Juan Mariano Picornell appear in the printed text of the *Derechos del hombre*. Furthermore, the placement of the translation of the *Rights of Man* —inserted between two of his own writings, the *Discourse* and the *Republican Maxims*— further concealed his work as translator and interpreter. Since many of these traveling revolutionaries were not fully

25/ Bastin and Echeverri (2004), p. 562-575.

26/ Edwards (2003), p. 7.

27/ Grases (1949), p. 189.

fluent in Spanish (especially written Spain), they relied on translators who could communicate their ideas from one language to another. In 1821 while Sévère Courtois was in control of Providencia Island, he issued a proclamation to invite foreigners to join him. Courtois sent the invitation to be printed in the *Gaceta de Cartagena*. The proclamation was translated from the French by an interpreter working for the Colombian Navy, Marcos Bernin, an Italian merchant. Since Marcos Bernin had joined the Masonic lodge of Cartagena and since Courtois was also a Mason, freemasonry may have been how Courtois and Bernin came to know and work with each other.

Language was not the only medium through which the ideas about "liberty" were translated and adapted. Expedition leaders also used and recycled images and symbols. Another example can be found in the republic imagined and created by a French privateer, Louis-Michel Aury. Formerly in the French revolutionary navy, Aury had deserted and joined the insurgents in Cartagena (where he met Manuel Cortés Campomanes and Sévère Courtois as well as many other foreigners). Aury and Courtois left Bolívar and struck out on their own. After attacking Galveston Island, off the coast of Texas, Aury took control of Amelia island, off the Florida coast, in September 1817. He had with him a small printing press that he either brought from Galveston, or was brought from the United States. The press was used to print laws, proclamations, letters of marque, and calls for elections, as well as a constitution for the *República de las Floridas*.

Troubles had erupted between the U.S. nationals on the island and Aury's West Indian and European troops, and Aury proclaimed martial law. The proclamation —in English— evoked several symbols of previous revolutions. "Citizens, we are Republicans from principle, our fortunes have been spent, and our lives oft exposed for this most glorious cause," Aury insisted that his intention was "plant the tree of liberty, to foster free institutions, and to wage war against the tyrant of Spain, the oppressor of America, and the enemy to the rights of man."[28] For Aury, almost thirty years after the events, the U.S. and French revolutions were vivid symbols of popular support for individual liberties and political independence.

An eagle holding two ribbons in his claws was printed on top of the document: the first ribbon read "América libre," —also the name

28/ Fernandina, Nov. 5, 1817, Miscellaneous Manuscripts (Fl), 00,981, P. K. Yonge Library, University of Florida.

of the Venezuelan privateer that had brought 130 soldiers (many of them free blacks and European exiles) from U.S. ports. The slogan on the second ribbon, *Concordia res parvae crescunt*, —a reference to the United Provinces of Netherlands and their independence from Spain— was supposed to be part of the coat of arms of the Republic of Venezuela.[29] Similarly, the French translation of the motto, "l'union fait la force," could also be found on the coat of arms and the flag of Haiti in 1806. Aury's familiarity with Alexandre Pétion's government as he stayed there for a few months after the siege of Cartagena in 1816 was certainly reinforced by the presence of Haitians among his troops.

At Amelia, Aury also received the support of two Spanish American insurgents: Vicente Pazos, a former newspaper editor from Buenos Aires, and Pedro Gual, a native of Caracas who had been sent into exile in the United States after the fall of the first republic. These men adopted and adapted different Atlantic models and were able to bring together supporters from different horizons. Aury's proclamation concluded with a plea for international fraternity. "Men of all Nations" he wrote, "we are freemen; let us forever be united by the love of liberty and hatred to tyranny." Whether Aury knew enough English to write his proclamations in that language or whether he used an anonymous and invisible translator, his decision to use English shows he intended to reach out to the English-speaking population in Florida and neighboring Georgia, and, more broadly, U.S. opinion. Aury's proclamations were not only posted on buildings and houses at Amelia, they were also published and republished in local and national newspapers in the United States.

The business of reproduction

In a world where rumors were rampant, everyone was scrambling to control how information was broadcasted. When revolutionaries such as Aury seized Spanish ships and took possession of Spanish territories in the Caribbean, they tested the meaning of international legal rules when they attempted to conduct their own revolutionary expeditions and establish their own states in the regions they "liberated." In order to assert legitimacy and sovereignty, they deployed a

29/ The 1812 decree of the Constituent Assembly was never carried into effect," *Bulletin of the Pan American Union*, vol. XXXVII, 1913, p. 545.

sophisticated legal, intellectual, and political philosophy, drawing their insights from Enlightenment ideas, international law, the discourse on natural rights, and historical precedents like the North American and French revolutions. Part of Aury's legitimation strategy was to publicize his actions as widely as possible. He forwarded the constitution for the *República de las Floridas,* along with such other documents as the proclamation of martial law and the invitations to join the Republic, to various newspapers in the United States and in Venezuela: the *Aurora* in Philadelphia, the *Niles' Weekly Register* in Baltimore, and the *Correo del Orinoco* in Angostura.

The turn of the century saw the rise of cheap, readily available newspapers on both sides of the Atlantic Ocean. Newspapers shared, translated, and commented upon each other's stories. The extent to which newspapers molded public opinion is not easily determined but they certainly mirrored contemporary concerns. The U.S. public took great interest in what was happening in the southern hemisphere.[30] The press teemed with reports, commentaries, news items, and debates over these events. Newspapers were decidedly political organs, benefiting from partisan associations and rarely maintaining the guise of impartiality.

Revolutionary leaders took full advantage of this aspect of print culture. They scripted proclamations, decrees, and memorials to ensure that newspaper readers would read their arguments. Port cities like Philadelphia and New Orleans were bustling with men occupied in both business and politics, many of them prospered by funding revolutionary expeditions and arming privateers. Despite their sympathy for the insurgent cause, many editors were suspicious of foreign privateers —especially when they seized valuable territories. The editor of the *Niles' Weekly Register* decided to print Aury's proclamations and decrees while discrediting his political project, "Amelia seems to have degenerated into a mere asylum of privateers," he wrote, "The people of Florida do not appear to have any love for the 'patriots' and anxiously look for a transfer to the United States."[31]

The U.S. takeover of the Republic of the Floridas in December 1817 was well-publicized. Over a year later, the *Correo del Orinoco* in Venezuela published a series of editorials about the acquisition of Florida by the United States (the Adams-Onís Treaty of

30/ See for example Henry (2006), p. 83-95.

31/ *Niles' Weekly Register*, October 4, 1817.

1819) as part of the transamerican and transatlantic debates taking place at the time. The *Correo*'s editor reminded the readers how the U. S. government "disrespected the Law of Nations" when they took over the Republic set up by Aury. The Republic was legitimate, he argued, "Ya la Imprenta había empezado sus operaciones."[32] The presence of a press on Amelia was evidence of the legitimacy of Aury's republican attempt.

This appetite for information worked both ways. After the demise of the first Republic of Venezuela in July 1812, Manuel Cortés Campomanes and Juan Mariano Picornell were separated: the former took refuge in Cartagena while the latter settled in New Orleans. In their correspondence, Cortes asked Picornell to not only buy and send him guns but also begged Picornell to send him some military books since he lost his during his flight, "send me some [books] in any language for I have none."[33] This desire for military knowledge was not surprising: Cortés had been a university professor in Madrid before starting his revolutionary career. His expertise with armed forces was limited at best.

As a material object, the letter between Picornell and Cortés testifies of the multilayered circuits of information in the early nineteenth century Atlantic world. In order to secure royal pardon, Picornell gave the letter to the Spanish consul in New Orleans. The Spanish consul proceeded to send a copy to the captain general of Florida and Cuba and to the Spanish foreign minister to the United States, Luis de Onís, who then sent another copy to the Ministry in Madrid. Spanish authorities worked tirelessly to spin a web of spies and informants across the Americas and garnered any information they could about the insurgent movements. Representatives of neutral powers like France and the United States also tried to get their hands on any document that documented these expeditions, especially when their nationals were involved. This surveillance expressed their desire to control their nationals abroad but also their fear of being dragged into the war between Spain and their colonies. The itinerary of the letter between Picornell and Cortés, and the constant production and reproduction of revolutionary propaganda, characterized this interconnected world.

32/ C*orreo del Orinoco*, March 27, 1819.

33/ June 21, 1814, AGI, Indiferente General, fol. 1568.

The issue of reception

The conviction that the printing press could be mightier than the sword (or at least work alongside it) transpired in the petition Juan Mariano Picornell sent to the Spanish crown in 1814. He apologized for publishing the *Derechos del Hombre etc*., which, he confessed, was intended to incite Americans to "overthrow the yoke of Spanish despotism and achieve their independence."[34] Despite Picornell's *mea culpa*, it is difficult to assess how widely these ephemeral revolutionary prints were read, and by whom. An anecdote told by French traveler J.J. Dauxion-Lavaysse reveals the limits of the "damages" accomplished by this propaganda war for the hearts and minds of Caribbean populations. While in Cumaná, in eastern Venezuela, Dauxion-Lavaysse saw a grocer making cones and bags with copies of the Declaration of the Rights of Man, the Social Contract (presumably the one by Rousseau), and some papal bulls by Pie VI excommunicating the French nation.[35] There were also copies of a pamphlet by a Peruvian jesuit in London asking Americans to overthrow the "yoke of our king" and promising English help.[36] The grocer informed Dauxion-Lavaysse that he obtained these "wrapping papers" from a mysterious M… on a trip to Trinidad and that these writings were given to every interloper going through the ports of the British colony. Fully aware that he, and other local populations, were at the center of a geopolitical game played by European and American powers, the grocer complained that the British were now sending them some "democratic writings to inspire this spirit in us," while they had just finished waging war against France and its revolutionary government. The Creole grocer noted that: "Truthfully, they have to believe that we are quite a stupid race of men if they believe we are going to fall in such traps."[37] The reaction of the Venezuelan grocer reveals the competitiveness of the market to win the hearts and minds of the local populations.

34/ Juan Mariano Picornell, Feb. 12, 1814, AGI, Cuba 1815.

35/ Dauxion-Lavaysse (1813), p. 119. The papal bulls mentioned by Dauxion were probably Pie VI's. This Pope informed the king of France, 22 July 1790, that he opposed the project of civil constitution for the clergy and that he excommunicated the French Nation.

36/ This was without doubt the *Letter to Spanish Americans*, published for the first time in London in 1791, and originally written in French around 1791, by the exiled Peruvian Jesuit Juan Pablo Viscardo y Guzmán. The document describes the growing frustration of the Creoles in regard to the colonial system.

37/ Dauxion-Lavaysse (1813), 119.

A British participant in an insurgent expedition in 1819 against Portobelo on the Isthmus of Darien (at the time under the jurisdiction of Vice-Royalty of New Grenada), mentioned a rather unorthodox strategy to convert the local populations. After a Sunday mass, Scottish general Gregor MacGregor took advantage of the presence of farmers and blacks who had come to town for the occasion to deliver a speech to the crowd. Standing in front of the church, in the town's public square, he harangued the crowd, explaining that he had come to "liberate their country from their oppressive and despotic government," and called on them to take up arms and join the troops he had brought from Europe and the cause of "freedom, liberty, and glory." Proclamations in Spanish were distributed and the crowd was asked to circulate them as widely as possible. However, whether it was MacGregor's speech or his choice of location, this strategy backfired: a few days afterwards, most of the people in the audience had joined the Spanish side.[38]

Counter-revolutionary print culture

Revolutionaries were not the only ones who used the printed word to sway public opinion. If freedom of the press was still unprecedented in the Spanish empire before the Cádiz constitution, Spanish authorities abroad were quick to understand how the game was played. In Philadelphia, Spanish foreign minister Luis de Onís has managed to convince some editors to support the Spanish government, he was also contacted by the editor of a French journal, asking him for money to take up the Spanish cause. Onís had no illusion about the editor's ideological convictions: he insisted to the Spanish government that money should be given to this potential ally or he would switch to the other side.[39] Spanish agents demanded funds to their government to operate counter-revolutionary propaganda by setting up pro-Spanish and pro-royalist print community. At the time, New Orleans was bustling with revolutionary activities. Its location made it a privileged site for the preparation of expeditions against Spanish colonies and its cosmopolitan population tended to favor the insurgent cause. Furthermore, the U.S. government, technically neutral in the Spanish American wars

38/ Weatherhead (1836), 37.

39/ Luis de Onís to Viceroy of New Spain, June 20, 1810, Philadelphia, Newberry, transcripts from the Archivo General de la Nación de Mexico, Historia, vol. 161

of independence, often turned a blind eye to these activities, much to the chagrin of Spanish authorities. In 1815, Luis de Onís noted that "the revolutionary flags of Cartagena of the Indies and of the Mexican Republic" were a common sight in New Orleans.[40]

The Spanish consul José Vidal decided to work with a local editor to print the bilingual *El Misisipi* in 1809 to circulate proclamations and other imprints from Spain.[41] Ironically, *El Misisipí* was printed on the same press as other anti-Spanish propaganda (including, in 1808, a brochure with the evocative title, España *ensangrentada por el horrendo corzo, tirano de la Europa, auxiliado de su inicuo agente el vilísimo Godoy, (alias el Choricero*.)[42] The publication of *El Misisipí* was short-lived. In a letter to the Spanish minister in Washington, the consul lists all the papers of New Orleans and the parties they served: he explained that out of ten periodicals, four were pro-French, five were either neutral or pro-U.S., and only one was pro-Spanish: *El Misisipí,* the paper actively funded by the consul.[43]

These efforts prove fruitless: the local populations overwhelmingly supported the insurgents. Even after most Spanish American republics secured their independence in the early 1820s, Spanish authorities persisted in their efforts to win the hearts and minds of New Orleanians. A Real Order was adopted in 1829 to give thirty pesos a month to a local editor, Tiburcio Campe, to "protect the printing of a paper that he is redacting in New Orleans under the title *El Español*" with the instruction that no one should suspect that Spanish authorities were behind this enterprise.[44]

Conclusion

While we are all familiar with the now classic scholarship on the role of print culture on nineteenth century national identities and the transformation of subjects into citizens, the imagined communities

40/ Onís to Vicerey of New Spain, Philadelphia, May 1, 1815 *in* Lockey (1877-1946).

41/ Vidal to Onís, September 1, 1809, New Orleans, Archivo General de la Nación de Mexico, Historia, vol. 161, fol. 60- 75.

42/ MacCurdy (1954), p. 307-329.

43/ Vidal to Onís, September 1, 1809, New Orleans, AGNM, Historia, vol. 161, fls 60-76.

44/ Conde de Villanueva [*sic*] Capt. General, Avril 14, 1829, Havana, Archivo Nacional de Cuba, Historic New Orleans Collection, Reel 5, Asuntos Políticos, leg. 34, exp. 3.

created by these revolutionary expeditions spilled over old imperial and new national boundaries.[45] The authorship of some of these documents was often collective and reflected multiple authors and translators with various interests. Revolutionaries desired to express themselves and their ambitions, to have their voice —and their truth— heard. With all the distortions and rumors that circuits of information entailed at the beginning of the nineteenth century, they strove to control what information was circulated about them. News about these revolutionary expeditions and republics erratically traveled throughout the Atlantic, with newspaper articles copying and reproducing other articles. Lastly, the revolutionary wished to spread their propaganda and to mobilize followers. Revolutions not only had to be fought, they also had to be broadcasted. And yet, there was no guarantee that they would be heard in the cacophony of the revolutionary Atlantic.

Bibliography

ANDERSON Benedict (1983), *Imagined Communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres.

BAHBBA Homi (1994), *Location of Culture*, Londres.

BASTIN Georges and ESCHEVERRI Alvaro (2004), « Traduction et révolution à l'époque de l'indépendance hispano-américaine », *Meta*, 49:3, p. 562-575.

BELLO Andrés (1984), *Obras completa*s, Caracas.

BLACKBURN Robin (1988), *The overthrow of colonial slavery, 1776-1848,* New York, Verso.

BRICKHOUSE Anna (2004), *Transamerican Literary Relations and the Nineteenth-Century Public Sphere,* Cambridge.

DAUXION-LAVAYSSE J. J. (1813), *Voyage aux îles de Trinidad, de Tabago, de la Marguerite, et dans diverses parties de Venezuela dans l'Amérique méridionale*, vol. 2, Paris.

EDWARDS Brent Hayes (2003), *The Practice of Diaspora: Literature, Translation, and the Rise of Black Internationalism*, Cambridge.

FRANCO José Franco (1961), *Documentos para la Historia de Mexico existentes en el Archivo Nacional de Cuba*, La Habana.

GARRETT Kathryn (1938), "Gaceta de Texas: Translation of the First Number", *Southwestern Historical Quarterly,* 42:1, p. 21-27.

45/ Anderson (1983), also BHABBA (1994) and SOMMERS (1991). For a critique of Anderson and the contribution of transnational scholarship, see GRUESZ (2002), chapter 1.

GRASES Pedro (ed.) (1949), *La Conspiración de Gual y España y el ideario de la independencia*, Caracas.

HENRY Monica, "Les États-Unis et la reconnaissance des indépendances des républiques hispano-américaines, 1817-1822", Pierre MELANDRI and Serge RICARD (éd.), *Les États-Unis face aux révolutions : de la Révolution française à la victoire de Mao en Chine*, Paris.

INGERSOLL Henry (1898), "Diary and Letters of Henry Ingersoll, Prisoner at Cartaghena, 1806-1809", *American Historical Review*, 3:4, p. 674-702.

KANELLOS Nicolás (2008), "José Alvarez de Toledo y Dubois and the Origins of Hispanic Publishing in the Early American Republic", *Early American Literature* 43.1, p. 83-100.

KENNEDY Benjamin (1994), "Too little, too late: the Humbert invasion of Ireland in 1798", *Journal of Georgia Association of Historian*s, n. 15, p. 131-143.

LAZO Rodrigo J. (2003), "Los Filibusteros: Cuban Writers in the United States and Deterritorialized Print Culture", *American Literary History,* p. 87-106.

LOCKEY Joseph Byrne (1877-1946), *Select Documents Related to the History of Florida*, University of Florida.

LÓPEZ Casto Fulgencio (1967), *Juan Picornell y la conspiracion, de Gual y Espana*, Caracas, Academia Nacional de la Historia.

MACCURDY Raymond (1954), « A Tentative Bibliography of the Spanish-language Press in Louisiana, 1808-1871 », *The Americas* 10:3, p. 307-329.

SHIELDS David (2007), "We declare you independent whether you wish it or not", dans *Liberty/Égalité/Independencia: Print Culture, Enlightenment, and Revolution in the Americas*, *1776-1826*, *Proceedings of the American Antiquarian Society*, vol. 116, p. 233-260.

SILVA GRUESZ Kristen (2002), *Ambassadors of Culture: the Transamerican Origins of Latino Writing,* Princeton.

SOMMERS Doris (1991), *Foundational fictions: the national romances of Latin America*, Berkeley.

SOURDIS DE LA VEGA Adelaida (1988), *Cartagena de las Indias durante la primera república, 1810-1815,* Bogotá.

SPELL Lota M. (1931), "Samuel Bangs: The First Printer in Texas", *Hispanic American Historical Review*, n. 11:2, p. 248-258.

VOGELEY Nancy (2008), « Spanish-Language Masonic Books Printed in the Early United States », *Early American Literature*, 43: 2, p. 337-350.

WARREN Harris Gaylord (1940), "José Alvarez de Toledo's Initiation as a Filibuster, 1811-1813", *Hispanic American Historical Review*, n. 20, p. 311-333.

WEATHERHAD W. D. (1836), *An account of the late expedition against the Isthmus of Darien, under the command of sir Gregor McGregor*, London.

Monica Henry

Les États-Unis et les révolutions dans l'empire espagnol, 1810-1826

Dès le début du conflit entre l'Espagne et ses colonies américaines, les États-Unis — plus précisément la classe politique et des citoyens avertis — s'intéressent aux révolutions qui ébranlent le continent américain. Les hommes politiques des administrations Madison et Monroe, ainsi qu'au Congrès, et la presse nord-américaine, débattent sur la politique à adopter vis-à-vis des mouvements révolutionnaires dans l'empire espagnol. Ces discussions portent en particulier sur la reconnaissance des nouveaux gouvernements hispano-américains par les États-Unis, sur la participation des citoyens états-uniens aux guerres d'indépendance, sur l'envoi des représentants au Congrès de Panama de 1826, convoqué par Simon Bolivar.

À partir de la lecture attentive de ces débats, on constate d'abord que les États-uniens, en se comparant avec leurs voisins continentaux, prennent l'occasion d'exprimer unanimement leur confiance dans la société libérale des individus qui émerge de leur révolution « réussie ». Mais parallèlement à ce constat, évident à leurs yeux, ils réfléchissent à la place des États-Unis aux Amériques, où vont s'établir des républiques fédérales comme la leur. Ils discutent non seulement de politique étrangère, principalement sur leur position de pays neutre face à un conflit étranger, mais aussi de politique nationale, comme la stratégie économique à mettre en place afin de faire face à la forte concurrence de la Grande-Bretagne dans les marchés qui s'ouvrent dans l'hémisphère occidental.

Toutes ces questions sont évidemment imbriquées, et, dans une certaine mesure, dissociables. Néanmoins, il faut les différencier : d'une part, les débats que les révolutions hispano-américaines imposent aux

États-uniens, qui les traitent avec plus ou moins de réticence, ou d'enthousiasme ; d'autre part, les discussions déjà en cours aux États-Unis, auxquels les révolutions ajoutent un autre volet. Nous présenterons donc comment s'articulent et évoluent ces débats, au fur et à mesure que les indépendances hispano-américaines deviennent une réalité, en nous concentrant sur les discussions au sein de l'exécutif, et surtout au Congrès, qui montrent clairement les clivages non seulement idéologiques mais aussi régionaux des États-Unis du début du XIX^e siècle.

La politique de neutralité face aux révolutions

Aux débuts de la jeune République, les dirigeants états-uniens élaborent une politique étrangère axée sur le principe de neutralité, afin de maintenir la nation à l'écart des guerres européennes. Cette politique est rudement mise à l'épreuve en 1793, lors de la déclaration de guerre entre la France révolutionnaire et la Grande-Bretagne. Par le traité d'amitié, de commerce et d'alliance de 1778, les États-Unis étaient devenus officiellement des alliés de la France[1]. Cependant, en même temps, les échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne représentaient des revenus importants pour l'économie nord-américaine. Par conséquent, la neutralité à l'égard de l'Europe ne devait pas empêcher les États-uniens de commercer librement avec d'autres nations, surtout en temps de guerre entre les puissances européennes, ou entre une métropole et ses colonies. Les marchands nord-américains étendent donc leurs réseaux commerciaux aux colonies européennes des Amériques, notamment à la colonie française de Saint-Domingue, avec qui le commerce n'est pas suspendu durant la révolution haïtienne. Ce n'est qu'après l'indépendance d'Haïti, en 1804, que l'administration Jefferson coupe tout lien avec l'île, éludant ainsi le problème de la reconnaissance de l'émancipation de cette colonie européenne. Les

1/ Le 6 février 1778, la France et les envoyés des colonies américaines à Paris signent un traité d'alliance, qui comporte deux parties : d'une part, un « traité d'amitié et de commerce », qui protège les échanges maritimes entre les deux pays signataires ; d'autre part, un « traité d'alliance » par lequel les Américains et les Français s'engagent à coopérer militairement dans l'éventualité d'une guerre entre la France et la Grande-Bretagne. Chaque partie promet de ne pas signer un traité de paix avec les Britanniques sans l'accord de l'autre. Elles s'engagent, d'ailleurs, à ne pas se retirer de la guerre avant que l'indépendance des colonies américaines ne soit reconnue par la Grande-Bretagne. RIPPY, 1924, p. 75-78.

États-Unis respectent ainsi la politique de neutralité, et évitent par surcroît de reconnaître une république dirigée par des Noirs.

En 1810, lorsque les colonies espagnoles se rebellent, le président James Madison adhère à la politique de neutralité adoptée par les administrations précédentes. Les États-Unis ne prennent partie ouvertement ni pour l'Espagne ni pour ses colonies, tout en restant attentifs au progrès des révolutions. Mais, en même temps, le Département d'État envoie des agents commerciaux en Amérique hispanique, les laissant agir assez librement, et même s'ingérer dans les affaires coloniales. Il n'ignore pas non plus les activités des corsaires états-uniens agissant sous pavillon des gouvernements révolutionnaires hispano-américains contre la marine marchande espagnole. Certes, tous ces agents et ces aventuriers, en contact direct avec l'empire espagnol, tiennent leur gouvernement informé sur les événements révolutionnaires, mais ils mettent aussi en péril sa neutralité stricte et impartiale (*strict and impartial neutrality*). Autrement dit, la politique des États-Unis à l'égard des colonies insurgées devient une neutralité active et intéressée, voire laxiste et partiale.

Des « agents for seamen and commerce »

L'article XIX du traité de Pinckney, signé par les États-Unis et l'Espagne en 1795, prévoit l'échange réciproque de consuls[2]. Des Espagnols sont dorénavant reçus officiellement aux États-Unis. En revanche, l'Espagne refuse systématiquement de donner un statut diplomatique aux consuls états-uniens envoyés dans les colonies espagnoles. Le Département d'État continue toutefois à nommer des *agents for seamen and commerce*, pour s'occuper des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'empire espagnol. Aussi le président Madison demande-t-il à William Shaler, en 1810, d'entreprendre des missions à Cuba et

2/ Le 27 octobre 1795, le traité de Pinckney, nommé après le principal négociateur états-unien Thomas Pinckney, mais connu aussi comme le traité de San Lorenzo, met fin aux conflits entre les États-Unis et l'Espagne à propos des frontières territoriales entre les deux nations et la navigation du Mississippi. De par ce traité, les revendications nord-américaines sont satisfaites : les États-uniens obtiennent la démarcation de la frontière avec l'empire espagnol au 31° de latitude, l'évacuation de troupes espagnoles du territoire en litige, le droit de naviguer librement le Mississippi et d'entreposer leurs marchandises à la Nouvelle-Orléans, pour une durée de trois ans renouvelables. Rossignol (1994), p. 57 ; Weber (2009), p. 211-212.

au Mexique, à Robert Lowry de remplir la fonction d'agent à Caracas, et puis à Alexander Scott, en 1812, à Caracas également. Tous partent avec des instructions consistant non seulement à faire avancer les intérêts commerciaux des États-Unis dans la région, mais à être également attentifs à l'évolution de la situation militaire et politique en Amérique hispanique, et au positionnement de la Grande-Bretagne dans la guerre entre l'Espagne et ses colonies.

De tous les envoyés, Joel Poinsett fut l'agent qui s'est révélé le plus audacieux, voire le plus imprudent, lors de sa mission dans la vice-royauté du Rio de la Plata (l'Argentine, l'Uruguay, et le Paraguay aujourd'hui), et au Chili. Dès son arrivée à Buenos Aires, en février 1811, Poinsett s'emploie à défendre les intérêts commerciaux états-uniens, menacés par l'activité quasi-monopolistique des marchands britanniques sur place. À plusieurs reprises, il s'entretient avec des membres de la Junte gouvernementale révolutionnaire, qui lui expriment leur désir de cultiver des relations plus étroites avec les États-Unis. Cependant, Poinsett observe que les révolutionnaires ne s'émancipent pas complètement de l'Espagne par peur de la réaction de la Grande-Bretagne, l'alliée des Espagnols[3]. Il remarque par ailleurs que malgré cette méfiance des Britanniques, le gouvernement révolutionnaire les courtise.

Devant cette situation défavorable aux États-Unis, Poinsett, « dans la plus grande discrétion et par l'intermédiaire d'un créole », conseille au gouvernement de Buenos Aires de former une alliance de toute l'Amérique hispanique, sous la protection des États-Unis, afin de parer aux ambitions britanniques et européennes[4]. Le consul transpose ici la politique de non-engagement des États-Unis vis-à-vis du Vieux Continent, dans tout l'hémisphère occidental. Mais plus important encore : il avance l'idée que les États-Unis pourraient s'ériger en protecteurs des Hispano-Américains contre l'Espagne, la Grande-Bretagne et les autres puissances européennes. Poinsett va, de toute évidence, contre la politique de neutralité « stricte » adoptée par l'administration Madison, car s'agissant d'une guerre civile, les États-Unis n'ont pas le

3/ En mai 1810, la Junte révolutionnaire de Buenos Aires dépose le vice-roi et met en place un gouvernement créole au nom de l'autorité du roi emprisonné Ferdinand VII. En levant le « masque de Ferdinand », les patriotes espérait se prémunir contre une éventuelle contre-révolution de la part des Espagnols résidant dans la vice-royauté, mais en même temps, d'obtenir le soutien de la Grande-Bretagne, l'alliée de l'Espagne. Lynch John, 1986, p. 56.

4/ Poinsett à Monroe, le 24 octobre 1811, *Joel Roberts Poinsett Papers*.

droit d'intervenir. Ceci étant, selon les lois de nations (le droit international, tel que l'on le qualifiait à l'époque), dans une guerre civile, une nation étrangère avait le droit d'assister le parti dont la cause était considérée juste. L'exemple le plus récent était l'aide de la France aux colonies britanniques pendant leur guerre d'Indépendance[5]. Néanmoins, le gouvernement états-unien opte clairement pour la non-intervention, mais Poinsett juge qu'il existe encore une marge de manœuvre possible, sans pour autant transgresser les lois de neutralité votées par le Congrès[6].

Arrivé à Santiago du Chili quelques mois plus tard, Poinsett y est accueilli chaleureusement, surtout par José Miguel Carrera, un Créole distingué, avec qui il sympathise. Poinsett se range du côté du Chilien dans la campagne militaire qu'il mène contre les royalistes, non seulement mettant au service de Carrera ses connaissances en art militaire, mais aussi en participant directement aux opérations de guerre, qui aboutissent à la prise du port de Talcahuano, au sud de Santiago, par les forces patriotes. Poinsett viole ainsi les lois de neutralité, selon lesquelles les citoyens états-uniens ne peuvent pas participer à des expéditions militaires contre un pays ami des États-Unis. Cependant, il se justifie en alléguant que le vice-roi de Lima avait engagé des hostilités contre le commerce des États-Unis dans la région et commandé la saisie de biens états-uniens à Talcahuano[7]. En 1814, Poinsett retourne aux États-Unis, où il s'attend à des admonestations de la part du gouvernement[8]. Il reçoit, au contraire, non seulement les félicitations du secrétaire d'État James Monroe pour les services rendus, mais la demande

---

5/ Lang (1985), p. 30-31. À l'époque, la référence en matière de droit international était le diplomate suisse Emmerich de Vatel, dont *Les lois des nations* fut publié en 1758 et lu attentivement et cité profusément par les dirigeants états-uniens.

6/ La loi de 1794 interdit les citoyens états-uniens se trouvant à l'intérieur des limites du territoire national ainsi que des eaux territoriales, d'accepter des commissions d'une nation étrangère ; de se mettre au service des puissances étrangères ; d'équiper et d'armer des navires de guerre dans les ports nord-américains susceptibles d'être utilisés contre ses pays amis des États-Unis ; d'augmenter la force des navires armés appartenant à un pays belligérant vis-à-vis duquel les États-Unis se sont déclarés neutres ; d'organiser sur le sol nord-américain des expéditions militaires contre un pays ami. La loi de 1797 précise que ces mêmes restrictions concernent également les citoyens états-uniens en dehors de limites du territoire national et des eaux territoriales. *Annals of the Congress*, 14e Congrès, 2 , p. 718-719.

7/ Poinsett à Monroe, le 21 avril 1814, *Joel Poinsett Papers*.

8/ Dans une lettre à son ami Johnson, Poinsett exprime sa crainte d'être critiqué par Washington pour ne pas avoir respecté la politique états-unienne de neutralité. Poinsett à Johnson, le 2 septembre 1813, *ibid*.

aussi de continuer à le tenir informé sur les événements en Amérique espagnole[9]. Or le Département d'État ne versait pas de salaires aux consuls, qui étaient obligés de conduire des affaires localement, et donc invités presque inévitablement à se mêler de la vie économique, politique, et parfois militaire, des colonies. Par conséquent, vu leur statut de représentant « diplomatique non-officiel et non-rémunéré », ils enfreignaient souvent les lois de neutralité, que Washington pouvait difficilement leur faire respecter. En outre, le Rio de la Plata et le Chili se trouvant à l'autre bout du continent, loin du centre d'intérêt géopolitique et économique des États-Unis, l'administration Madison s'est permise d'être indulgente, voire complaisante, envers Poinsett. Mais elle montrera aussi de la complaisance pour des citoyens états-uniens qui s'engagent comme corsaires au service des gouvernements révolutionnaires hispano-américains, et qui agissent dans des eaux internationales, non loin des côtes nord-américaines.

L'activité corsaire

En 1815, les révolutionnaires obtiennent la permission d'amarrer leurs bateaux dans les ports états-uniens, un privilège considérable accordé par l'exécutif, sans consultation préalable avec le Congrès. Luis de Onis, le ministre espagnol à Washington, proteste auprès du Département d'État car cette mesure, selon lui, faciliterait non seulement le commerce entre les deux Amériques, mais aussi l'achat de matériel de guerre, aux États-Unis, par les insurgés[10]. Aussi demande-t-il au secrétaire d'État de donner l'ordre aux contrôleurs de douanes de ne pas autoriser les navires, dont la destination ne soit précisée, à quitter les ports[11]. Onis accuse ouvertement l'administration Madison de ne pas respecter ni les lois des nations ni celles de neutralité régissant les relations entre les nations amies.

Entretemps, les gouvernements révolutionnaires hispano-américains, sous la menace du projet de Ferdinand VII de reconquête de

9/ Monroe à Poinsett, le 16 juillet et le 16 novembre 1815, *ibid*.

10/ En octobre 1809, Luis de Onis est envoyé aux États-Unis comme ministre plénipotentiaire. Toutefois, le président James Madison ne le reçoit officiellement qu'en 1815, après le rétablissement du roi Ferdinand VII, en 1814. Brooks (1939) p. 13-14 ; Whitaker (1941), p. 197.

11/ Onis à Monroe, le 25 mars 1816. Manning (1925), 3, p. 1906.

son empire, redoublent d'efforts pour nuire au commerce espagnol dans l'Atlantique. Cependant, étant donné qu'ils ne disposent pas de flotte, ils recourent aux services de navires privés. Buenos Aires, ainsi que Caracas et Carthagène, commissionnent alors des corsaires pour attaquer les bateaux espagnols sur la route commerciale reliant Cadix à l'isthme de Panama, en passant par La Havane et Veracruz. Parallèlement, la fin de la guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, en décembre 1814, entraîne une perte importante d'affaires pour les propriétaires de navires nord-américains. Elle met aussi au chômage un nombre considérable de marins, auparavant employés dans le commerce de réexportation, et laisse sans occupation les corsaires, qui avaient agi contre la marine britannique. Des navires et des citoyens états-uniens sont donc disponibles. Les premiers corsaires commissionnés par Buenos Aires sont, en effet, originaires des États-Unis : David Jewett, qui équipe et arme, sur son propre compte, l'*Invencible* ; Thomas Taylor, qui navigue la corvette officielle de Buenos Aires, le *Zefir*. Dès 1816, s'instaure aussi la pratique de vente de licences autorisant l'équipement des navires corsaires dans des ports nord-américains comme Savannah, La Nouvelle-Orléans, et en particulier Baltimore, d'où partent et arrivent un nombre important de corsaires[12].

Informé des mouvements des corsaires par les consuls espagnols postés dans ces ports, Luis de Onis exige que les navires sous pavillon de Carthagène, de Buenos Aires et du Mexique, ou de toute autre colonie espagnole insurgée, ne puissent y accéder. À ses yeux, ni les collecteurs ni les procureurs généraux (*district attorneys*) ne faisaient véritablement preuve de détermination pour arrêter l'activité corsaire[13]. Certes, l'administration Madison n'avait pas vraiment intérêt à l'interdire. Au contraire, les déprédations contre le commerce espagnol affaiblissaient davantage l'empire du roi Ferdinand VII, permettant ainsi que les États-Unis renforcent leur position dans l'hémisphère. De plus, en agissant hors des eaux territoriales états-uniennes, les corsaires ne causaient pas de sérieux incidents diplomatiques. Par ailleurs, l'activité des armateurs redémarraient, et les officiers et les soldats de la marine, au chômage depuis la fin de la guerre de 1812, trouvaient plus

12/ Les informations sur l'activité corsaires proviennent du livre de Bealer (1937), chapitres 1, 2, 3 ; et de l'œuvre de Charles C. Griffin (1937), chapitre 4 ; et enfin de l'article du même auteur (1940).

13/ Onis à Monroe, le 30 décembre 1815 et le 22 février 1816. Manning (1925), 3, 1894.

facilement un emploi dans un service à l'étranger. Toutefois, le président Madison cède sous pression du ministre espagnol, peut-être pour désamorcer le conflit, ou simplement pour tranquilliser Onis, toujours très insistant. En décembre 1816, Madison demande donc au Congrès la révision des lois de neutralité puisque celles qui sont en vigueur ne lui permettaient plus de préserver la paix avec les nations étrangères.

La Chambre de représentants examine le projet sous trois angles. En premier lieu, les représentants revoient les lois de neutralité de 1794 et 1797 interdisant aux citoyens nord-américains d'équiper et d'armer des navires dont le but est d'attaquer une nation amie des États-Unis. Mais, en même temps, ils s'interrogent sur la nécessité d'une nouvelle loi de neutralité. Deuxièmement, ils débattent la gestion administrative des ports états-uniens et le droit qui serait octroyé aux contrôleurs d'interdire à tout navire, dont la cargaison consisterait essentiellement en matériel de guerre, de quitter le port. Les opposants à cette nouvelle loi protestent vivement car à leur avis, c'est donner trop de pouvoir aux contrôleurs. Enfin, le troisième point est celui de la politique des États-Unis à l'égard des révolutionnaires hispano-américains. À ce propos, deux positions se dégagent. Pour Henry Clay, le *Speaker* de la Chambre et sympathisant de la première heure des révolutionnaires, il ne s'agit pas simplement de l'application d'une nouvelle loi municipale régissant la gestion portuaire. Ses implications, selon lui, sont bien plus graves: elle dit au monde entier que les États-Unis refusent d'aider les insurgés de l'Amérique hispanique dans leur lutte contre la tyrannie espagnole. En revanche, John Randolph, représentant de la Virginie, en se prononçant pour le passage de cette loi, refuse de défendre la cause révolutionnaire hispano-américaine, qui, à ses yeux, n'en vaut pas la peine[14].

Les avis opposés de Clay et de Randolph reflètent bien les difficultés que rencontre le gouvernement au moment de définir la politique de neutralité à l'égard du conflit dans l'empire espagnol, et par conséquent, de tout conflit international. Les États-Unis pouvaient toujours rester à l'écart des révolutions hispano-américaines, une politique certainement moins risquée. Cependant, en s'aliénant les voisins hémisphériques, les États-Unis feraient difficilement avancer leurs intérêts, surtout économiques, dans l'hémisphère occidental. En revanche, s'ils favorisaient les révolutionnaires, par exemple, en autorisant la vente d'armes et l'ouverture des ports aux navires sous pavillon hispano-

14/ *Annals of the Congress*, 14e Congrès, 2, p. 719-742.

américain, ils obtiendraient l'amitié et la bonne disposition des voisins, mais au risque d'attirer sur eux la colère des Espagnols, avec qui de conflits territoriaux sur la frontière sud des États-Unis restaient encore à régler. En effet, les négociations entre le secrétaire d'État John Quincy Adams et le ministre espagnol Luis de Onis, qui devaient conduire, en 1819, à l'annexion des Florides au territoire nord-américain et à la démarcation de la frontière entre les États-Unis et l'empire espagnol de l'Atlantique jusqu'au Pacifique, n'étaient pas encore achevées.

En somme, le gouvernement états-unien se trouve dans une position délicate. Voulant montrer ses bonnes dispositions envers l'Espagne, il renforce la politique de neutralité en faisant voter une nouvelle loi de neutralité, le 3 mars 1817. Mais l'application de cette loi revient aux autorités portuaires, qui doivent aussi tenir compte des intérêts des habitants, liés à l'activité corsaire. Et force est de constater que le gouvernement fédéral ne fera pas preuve de détermination pour que les autorités locales fassent respecter la loi. Le débat sur la neutralité des États-Unis face aux révolutions dans l'empire espagnol ne s'arrêtera pourtant pas ici. Il reviendra, notamment en 1818, mais sous une autre forme.

La reconnaissance de nouveaux gouvernements hispano-américains et le système américain

Le 17 mars 1818, Henry Clay propose à la Chambre de représentants de réviser la loi de neutralité du 3 juillet 1817, qui, d'après lui, favorise le roi d'Espagne et pénalise les révolutionnaires. Le 24 mars, au cours du débat sur la loi du budget (*appropriation bill*), Clay y soumet un amendement relatif à l'octroi de 18 000 dollars pour l'envoi d'un ministre états-unien à Buenos Aires. Devant une Chambre remplie, Clay, dans un des discours les plus brillants de sa carrière, souligne, en se basant sur *Les lois des nations* d'Emmerich de Vattel, qu'il revient à tout État souverain le droit de reconnaître l'indépendance *de facto* d'une autre nation[15]. Ce droit est compatible, toujours d'après Clay, avec la politique de neutralité adoptée par Washington vis-à-vis de la guerre opposant l'Espagne à ses colonies. Et la reconnaissance ne signifie pas

15/ Henry Clay fait référence à Emmerich de Vattel, *The Law of the Nations; or, Principles of the Law of Nature; Applied to the Conduct and Affairs of Nations and Sovereigns* (1758).

nécessairement, souligne-t-il, participation dans la guerre[16]. Aussi le débat qui s'ensuit porte-t-il sur le fait de savoir si les États-Unis transgressaient les lois de neutralité au cas où ils reconnaîtraient le gouvernement de Buenos Aires. En même temps, une question plus pressante, et inquiétante, occupent les esprits : si les États-Unis reconnaissaient le gouvernement de Buenos Aires, l'Espagne, réagirait-elle ? Les représentants consacrent du temps à ce point délicat : en cas de reconnaissance, y aurait-il un danger de guerre avec l'Espagne ? Et la Grande-Bretagne, viendrait-elle en aide des Espagnols ? Si l'Espagne reprenait le contrôle militaire et politique dans les colonies, après avoir été reconnues, que risquaient les États-Unis ?

Dans ce débat, on lit en filigrane d'autres questions fondamentales qui se posent à l'administration. Premièrement, quand peut-on reconnaître ? Autrement dit, quand considère-t-on qu'une nation est devenue indépendante, et donc « reconnaisable » ? Au moment de la Déclaration de l'Indépendance ? Ou quand elle est reconnue par une autre puissance, ou bien lorsque la mère patrie reconnaît l'indépendance de ses colonies ? Voici des dates qui ne coïncident pas nécessairement. Deuxièmement, quelle est la forme appropriée de reconnaissance ? En signant un traité avec la nouvelle nation, en envoyant unilatéralement un ministre plénipotentiaire, ou enfin, en échangeant des ministres, décision qui revient à l'exécutif, et qui est approuvée par le Congrès ? Enfin, quels seraient les risques de reconnaître des gouvernements *de facto* — et non pas *de jure* — dont la légalité pourrait être contestée ? Ni les représentants ni les membres du gouvernement n'y ont des réponses faites, d'autant plus qu'ils ne peuvent pas se référer au cas haïtien.

D'autres arguments pour et contre la reconnaissance du gouvernement de Buenos Aires, sont exposés lors des débats. Les représentants discutent des avantages, et des inconvénients, qui découleraient des échanges commerciaux avec des voisins indépendants. Le libre commerce permettrait aux bateaux états-uniens de transporter des matières premières de l'Amérique espagnole vers l'Europe et des produits manufacturés européens ainsi que nord-américains vers les ports hispano-américains. La fin du monopole espagnol profiterait donc à l'activité du transport maritime, le *carrying trade*[17], en concluent-ils.

16/ Clay (1961), 2, p. 525.

17/ *Annals of the Congress*, 15e Congrès, 1, p. 1535. La concurrence entre les États-Unis et la Grande-Bretagne pour le contrôle du transport maritime (*carrying trade*) de produits provenant des anciennes colonies espagnoles était rude. L'une

Mais au-delà des considérations géopolitiques, commerciales et de jurisprudence internationale, Clay insiste sur l'importance de pouvoir témoigner de la sympathie à ces frères qui se battent pour leur liberté. D'après lui, les nouvelles républiques hispano-américaines allaient devenir le grand sanctuaire de liberté et d'asile contre toute persécution, comme l'étaient déjà les États-Unis. Elles seraient animées par l'esprit américain et guidées par la politique américaine — Clay y emploie le terme « américain » pour faire référence à tout le continent. Elles obéiraient aux lois du « système libéral de neutralité » du Nouveau Monde, un monde opposé à l'Europe[18]. Le représentant Floyd, de la Virginie, voit dans la reconnaissance l'occasion de systématiser une politique pour tout le continent américain — une politique américaine qui ferait contrepoids à l'européenne — et Robertson, de la Louisiane, la possibilité de consolider la position des États-Unis dans l'hémisphère occidental[19]. Finalement, au bout de cinq jours de débat, le résultat du vote donne 45 voix pour la motion, 115 contre : une défaite cuisante pour le *Speaker* Henry Clay. De toute évidence, l'éloquence et la variété d'arguments déployés par quelques représentants n'ont pas suffi pour convaincre une majorité silencieuse et prudente, qui ne s'est pas laissé impressionner par cette effervescence prorévolutionnaire. Quant au secrétaire d'État, il ne pouvait qu'être satisfait du vote. Dans le journal d'Adams, les critiques abondent envers les ambitions présidentielles de Clay, qui attaquait la politique de l'administration par dépit, selon le secrétaire. Le président Monroe avait en fait préféré Adams à Clay pour diriger le Département d'État. Adams va encore plus loin lorsqu'il soupçonne Clay d'avoir présenté la motion dans le seul but de déstabiliser le pouvoir exécutif[20].

Le 10 mai 1820, Henry Clay revient à la charge lorsqu'il présente à nouveau une motion proposant d'octroyer un salaire à tout ministre envoyé en Amérique hispanique auprès d'un gouvernement qui avait réussi à établir et maintenir son indépendance. Clay lance un avertissement : si le gouvernement états-unien persiste à ne pas vouloir reconnaître les indépendances des nouvelles républiques hispano-américaines, il sera devancé par les puissances européennes. Celles-ci ayant décidé,

---

voulait empêcher l'autre d'obtenir des privilèges des nouveaux gouvernements du continent dans le commerce ou dans le transport. Rippy (1964), p. 108.

18/ Clay Henry, 1961, 2, p. 520.

19/ *Annals of the Congress*, 15e Congrès, 1, p. 1553-1556.

20/ Adams (1970), 4, p. 48, 62-64, 70-71, 472 ; 5, p. 325-326.

lors du congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, de ne pas intervenir dans la guerre entre l'Espagne et ses colonies américaines, le moment était venu, à ses yeux, de rallier dans un « système » tous ceux qui croient en la liberté et rejettent le despotisme du Vieux Monde : « N'attendons plus l'assentiment d'un homme politique européen. Devenons de vrais Américains, et plaçons nous à la tête du système américain » (« Let us no longer watch the nod of any European politician; let us become real and true Americans, and place ourselves at the head of the American system[21]. ») Voici la première fois que Henry Clay emploie en public l'expression *American system*, qui restera pour toujours associé au *Speaker*, non pas dans le contexte de sa vision de la politique à l'égard de l'Amérique hispanique, mais celui de sa conception de la politique intérieure. Certes, en 1824, il présenta son 'système américain' dans un discours en faveur des tarifs douaniers, dont le but était de protéger l'économie états-unienne contre la concurrence de produits européens. Mais si l'on revient au discours du 10 mai, Clay s'explique clairement :

> Nous pouvons créer un système dans lequel nous serons le centre, et toute l'Amérique du Sud agira avec nous. Quant au commerce, nous en serons très bénéficiés : notre pays deviendrait l'entrepôt de tout le commerce mondial. Nos citoyens engagés dans le commerce extérieur jusqu'alors étaient découragés par les conditions présentes; ils doivent s'engager sur de nouvelles voies, et rien de plus avantageux que celles offertes par le commerce avec l'Amérique du Sud.
>
> [It is in our power to create a system of which we shall be the centre, and in which all South America will act with us. In respect to commerce, we shall be most benefited; this country would become the place of deposit of the commerce of the world. Our citizens engaged in foreign trade at present were disheartened by the condition of that trade; they must take new channels for it; and none so advantageous could be found, as those which the trade with South America could afford.[22]]

C'est ce lien entre l'économie états-unienne et l'Amérique hispanique ainsi établi, qui laisse penser que la lutte du *Speaker* pour le « système américain » est difficilement dissociable de son combat pour la reconnaissance des indépendances des colonies espagnoles, et pour un « système américain » pour les deux Amériques. Ce sont, en fait, deux composantes d'un seul et même système.

21/ Clay (1844), 1, p. 429-430.

22/ *Ibid*., 1, p. 429.

Quelques mois plus tard, l'expression revient dans les écrits d'Adams, dans un contexte pourtant différent. Le 19 septembre 1820, Adams s'entretient avec James Monroe, qui s'inquiète de la détérioration des relations entre les États-Unis et le Portugal, dû en grande partie, selon lui, à la mauvaise volonté du ministre portugais, l'abbé Correa. Il avait proposé la mise en place d'un système américain dans lequel les gouvernements états-unien et portugais, de concert avec les puissances européennes, s'accorderaient pour protéger les côtes du continent américain contre les agissements des corsaires. En échange, les Européens maintiendraient les eaux de la Méditerranée libre de pirates barbaresques. Pour James Monroe le projet de l'abbé Correa signifierait l'alliance des États-Unis avec le Portugal contre les nouvelles républiques hispano-américaines, ce qui serait contraire à la politique de neutralité de Washington. Et selon John Quincy Adams, ce n'était pas la première fois que le ministre portugais évoquait cette idée de système américain :

> Quant au système américain indépendant de l'Europe, le Portugal n'est ni Américain ni indépendant… Quant au système américain, nous en avons un ; nous en formons la totalité ; il n'existe pas d'intérêts ou de principes communs entre l'Amérique du Nord et du Sud.
>
> [… as to an American system independent of Europe, Portugal is neither American nor independent… As to an American system, we have it ; we constitute the whole of it ; there is no community of interests or of principles between North and South America[23].]

John Quincy Adams et Henry Clay sont d'accord sur le principe de la séparation du continent américain de l'Europe, mais ils diffèrent radicalement sur ce qu'ils entendent par « système américain ». Le *Speaker* conçoit un continent américain dans lequel le Nord et le Sud auraient des relations économiques, et politiques, plus étroites. Au cœur du système se trouveraient les États-Unis. Toujours en respectant la politique de neutralité adoptée par l'administration, Clay encourage donc ses concitoyens à développer davantage les rapports avec leurs voisins de l'Amérique hispanique. Et c'est précisément à cette vision large que s'oppose le secrétaire d'État, qui nie l'idée même de système américain. Et si « système » il y avait, il s'agirait, pour Adams, d'un système qui exclurait la partie méridional du continent américain.

23/ Adams (1970), 5, p. 176.

En 1821, les deux hommes politiques explicitent encore plus clairement leur vision de la place des États-Unis dans le continent américain, et dans le monde. Dans son discours aux électeurs du Kentucky, lors d'un dîner en son honneur, Clay propose la mise en place d'une alliance politique entre les Amériques du Nord et du Sud pour contrecarrer les intentions de l'Europe visant à imposer, à nouveau, le principe de légitimité monarchique au-delà de ses frontières[24]. Selon le secrétaire d'État, au contraire, une coopération avec les voisins du sud n'est pas souhaitable, car elle entraînerait la nation dans une voie dangereuse. Et voici un Adams pessimiste, voire alarmiste, dans son fameux discours à la Chambre, le 4 juillet 1821 :

> Où que l'étendard de la liberté et de l'indépendance ait été ou sera déployé, son [Amérique du Nord] cœur, sa bénédiction et ses prières y seront. Mais elle ne va pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire. Elle souhaite la liberté et l'indépendance de tous… Elle sait bien que lorsqu'elle s'engagera sous la bannière d'autres nations indépendantes, elle s'y immiscera, au-delà de toute possibilité de s'extraire de toutes les guerres d'intérêt et d'intrigue, de toute avarice, jalousie, et ambition individuelles, qui usurpent le drapeau de la liberté. Les principes fondamentaux de sa politique changeraient insensiblement de la liberté à la force… Elle risque de devenir la dictatrice du monde : elle ne serait plus la maîtresse de son propre esprit.
>
> [Whenever the standard of freedom and independence has been or shall be unfurled, there will be her heart, her benediction and her prayers be. But she does not go abroad in search of monsters to destroy. She is the well-wisher to the freedom and independence of all… She well knows that by once enlisting under other banners of foreign independence, she would involve herself, beyond the power of extrication, in all the wars of interest and intrigue, of individual avarice, envy, and ambition, which assume the colors and usurp the standard of freedom. The fundamental maxims of her policy would insensibly change from liberty to force… She might become the dictatress of the world: she would be no longer the ruler of her own spirit[25].]

L'isolationnisme du Discours d'adieu de Washington de 1796 résonne fort dans le discours d'Adams, où une Amérique du Nord vertueuse se dissocie, et se désolidarise, d'un monde corrompu. Il y anticipe également l'avenir des relations inter-américaines : la guerre

---

24/ *Richmond Enquirer*, le 26 juin 1821.

25/ Adams (1821), 32.

contre le Mexique (1846-1848) est le premier exemple de l'emploi de la force par les États-Unis contre une nation hispano-américaine. Depuis son siège de représentant de Massachusetts, John Quincy Adams s'opposera farouchement à cette guerre, dans laquelle il ne voit que des menaces à l'intégrité de la nation et les débuts d'une course impérialiste. Cependant, en 1825, lorsque le gouvernement états-unien reçoit une invitation au Congrès de Panama de 1826, qui réunira les républiques américaines pour la première fois, Adams accepte volontiers que les États-Unis y participent.

Le Congrès de Panama de 1826

En 1824, le secrétaire d'État Adams est élu sixième président des États-Unis, et à la tête du Département d'État est nommé l'ancien *Speaker* de la Chambre, Henry Clay, le champion de l'indépendance des colonies espagnoles, qui n'innove pourtant pas la politique hispano-américaine de son prédécesseur. Les deux hommes — les ennemis d'hier devenus désormais des collaborateurs — s'appliqueront à faire avancer les intérêts des États-Unis dans les Amériques. D'une part, l'administration Adams perpétue la politique de neutralité, mais en même temps, cherche, voire négocie, une issue à la guerre dans l'empire espagnol. D'autre part, elle se fixe comme objectif la promotion des régimes républicains hispano-américains, et surtout le développement du libre commerce.

La même année, sous l'impulsion de Simon Bolivar, les nouvelles républiques hispano-américaines sont invitées à se réunir pour la première fois à Panama. Les États-Unis, en revanche, doivent leur invitation au vice-président colombien Francisco de Paula Santander, qui s'y montre plus favorable que Bolivar, toujours méfiant à l'égard des intentions hégémoniques de Washington[26]. Certes, l'invitation arrive après la signature du traité Transcontinental de 1819, par lequel la frontière entre les États-Unis et l'empire espagnol, de l'Atlantique au Pacifique, est définitivement tracée, permettant à la jeune République de réaffirmer sa position dans le continent nord-américain. Elle arrive également après la reconnaissance de l'indépendance des républiques hispano-américaines par Washington, en 1822, et de la doctrine de Monroe de 1823, toutes deux une confirmation des aspirations continentale,

26/ Lockey (1920), p. 312-313. De La Reza (2006), p. 19-20.

et mondiale, des États-Unis. La participation au Congrès fait partie, évidemment, du projet d'être présents dans le *Western Hemisphere* et le monde. Le secrétaire d'État Clay y envoie donc des délégués, mais à condition que les sujets des débats, la nature des pouvoirs des délégués et enfin l'organisation du Congrès soient bien précisés[27].

Le Sénat approuve la nomination des deux délégués au Congrès, en décembre 1825, et demande ensuite à la Chambre de voter le crédit pour la mission. Les représentants s'engagent alors dans un long et âpre débat. Les Sudistes s'inquiètent de la possibilité qu'à Panama il soit question d'envisager l'abolition de l'esclavage dans tout le continent et de réfléchir aux bases sur lesquelles allaient s'établir des relations diplomatiques avec Haïti. Ils craignent l'impact que le débat sur Haïti aurait aux États-Unis, notamment dans le Sud esclavagiste. Ils redoutent également tout changement de statut de Cuba et de Porto Rico, notamment si les délégués à Panama donnaient leur accord au projet mexicain-colombien de libérer les deux colonies espagnoles. Enfin, ils s'opposent à l'idée de promouvoir l'économie des républiques hispano-américaines au détriment de la production de blé, de tabac et de coton des États du sud[28]. Les Nordistes, en revanche, y voient des opportunités commerciales à saisir vite, faute de quoi les Britanniques y étendraient davantage leur monopole.

Le crédit est voté tardivement, mais les États-Unis ne seront pas représentés à Panama car les délégués n'y arriveront pas à temps. Cependant, le Département d'État leur prépare des instructions très détaillées. D'abord, elles spécifient que les États-Unis n'acceptent pas de participer à une organisation supranationale investie du pouvoir de régler les conflits entre les États américains. En revanche, cette assemblée américaine pourrait débattre, et établir éventuellement, des principes généraux applicables à la paix et à la guerre, au commerce et à la navigation. Ainsi des traités jetant les bases d'une amitié durable et de bon voisinage (*good neighborhood*) pourraient être signés. Les délégués sont donc investis du pouvoir de traiter, avec les nations représentées au Congrès, des sujets concernant le commerce, la navigation, les lois maritimes, les droits de belligérants et de pays neutres. Les États-Unis s'opposent également au projet d'une alliance américaine défensive et offensive, proposée par Bolivar, puisque elle ne ferait que provoquer les nations européennes, notamment la Russie et ses alliés. Quant à

27/ Clay à Anderson, le 16 septembre 1825. Manning (1925), 1, p. 253.
28/ Whitaker (1941), p. 576-577.

Cuba, les délégués doivent se déclarer contre son indépendance, car elle risquerait de causer une guerre entre la population blanche et noire. Un conflit de ce type dégénérerait sûrement, selon Washington, en une crise à l'haïtienne[29]. À l'égard de l'ancienne colonie française, il n'y a aucune hésitation de la part de l'administration Adams : vu la manière dont les forces révolutionnaires s'étaient emparées du pouvoir, et comment les « autres races », outre la noire, avaient été traitées, le président des États-Unis n'était pas disposé à reconnaître l'indépendance d'Haïti[30]. Mais, par ailleurs, les États-Unis font preuve de bonne volonté en se proposant comme un éventuel arbitre des litiges territoriaux en Amérique hispanique. Enfin, l'administration Adams souhaite voir la mise en place de gouvernements républicains, mais elle s'abstient de toute ingérence dans les affaires intérieures des voisins[31].

Pour les États-Unis, l'intérêt de ce congrès réside principalement en la possibilité d'établir des relations plus rapprochées avec l'Amérique hispanique, de nature surtout commerciale, qui seront formalisées par des traités. Concernant les objectifs politiques, militaires et diplomatiques proposés par les autres pays participants, les États-uniens y sont moyennement intéressés. Force est de constater qu'ils ne veulent pas s'engager du côté des républiques hispano-américaines. Autrement dit, pour les États-Unis, les bases sur lesquelles s'appuieraient la construction de l'union et de la solidarité hémisphérique seraient finalement assez restreintes.

La question économique

Dès 1816, les journaux états-uniens commentent amplement les bénéfices et les inconvénients de développer davantage les relations commerciales avec l'Amérique hispanique. Dans un article du *Philadelphia Gazette*, repris le 30 avril 1816 par le *Philadelphia Aurora*, le journaliste est persuadé que la fin de la guerre entre l'Espagne et ses colonies entraînerait une augmentation de la consommation de produits manufacturés, coïncidant avec le développement de l'industrie manufacturière aux États-Unis. En outre, la position géographique des ports

29/ Instructions-General, le 8 mai 1826. *Register of Debates in Congress*, 1830, 5, p. 39-41.
30/ *Ibid*., 5, p. 47.
31/ *Ibid*., 5, p. 48.

hispano-américains sur la façade atlantique favoriserait l'échange libre de marchandises. Il était donc dans l'intérêt des marchands états-uniens, en particulier, et de l'économie nationale, en général, de privilégier le commerce avec le continent sud.

Aux États-Unis, jusqu'en 1815, l'économie est essentiellement agricole, mais parallèlement, le transport maritime de produits étrangers — notamment britanniques — et nationaux, quoique en moindre quantité, augmente. Après la guerre de 1812, les navires britanniques transportent à nouveau leurs produits, provoquant ainsi une baisse considérable des chiffres d'affaires du secteur de transport états-unien. Une solution pour compenser cette perte est l'augmentation du volume de produits manufacturés destinés à l'exportation. C'est alors qu'un groupe de riches commerçants installe une usine textile à Waltham, où le filage ainsi que le tissage sont réalisés. Les États-uniens commencent ainsi à se préparer pour concurrencer les manufacturiers britanniques. Néanmoins, entre 1815 et 1819, les États-Unis ne sont pas encore prêts. Les Britanniques profitent donc pour écouler leurs produits en surproduction dans le marché nord-américain, contribuant à déclencher ainsi la crise économique de 1819[32]. Ces transformations de l'économie nord-américaine renforcent le sentiment, dans le monde des affaires, que la Grande-Bretagne est une concurrente tenace, voire une menace aux intérêts nord-américains, non seulement sur le territoire nationale, mais aussi en Amérique hispanique[33].

Cette crainte des Britanniques est relevée par la presse. Dans un article publié en 1817, l'éditeur du *Philadelphia Aurora*, William Duane, soupçonne la Grande-Bretagne de promouvoir secrètement les révolutions dans l'empire espagnol. Elle y placerait ses agents, qui fourniraient au gouvernement britannique des rapports sur les richesses réelles du Nouveau Monde. Elle soutiendrait ensuite les mouvements révolutionnaires et le droit à la liberté des habitants des colonies espagnoles. Duane souligne que, par ailleurs, la Grande-Bretagne se rallie à l'Europe contre la cause révolutionnaire hispano-américaine. Elle ourdit, en fait, ce stratagème pour mieux accéder aux matières premières de l'Amérique hispanique, dont elle a besoin pour son industrie manufacturière. Le premier intérêt de la Grande-Bretagne est sa propre prospérité, en conclut Duane[34]. *Phocion*, l'auteur d'une série de lettres publiées dans

32/ Lafeber (1994), p. 71-72.

33/ *Philadelphia Aurora*, le 30 avril 1816.

34/ *Ibid.*, le 7 août et le 29 octobre 1817.

le journal officiel *National Intelligencer*, de Washington, partage cette méfiance. Il est persuadé que la Grande-Bretagne est en train de pousser les États-Unis à reconnaître les indépendances des Hispano-Américains pour ensuite récolter les bénéfices du commerce dans la région, libéré désormais du monopole espagnol. Ainsi la Grande-Bretagne non seulement ne courrait aucun risque diplomatique, mais elle profiterait également du libre commerce aux Amériques. Il est clair pour *Phocion* que les États-Unis n'ont rien à gagner de cette situation. Il signale, en outre, que l'économie étant encore agraire, elle ne peut concurrencer les produits manufacturés britanniques, et en conséquence, l'ouverture du commerce continental ne lui serait pas bénéfique[35].

En 1818, un homme d'affaires de Philadelphie fournit, dans un pamphlet, une analyse bien plus détaillée des relations commerciales avec les colonies espagnoles et du potentiel de ce commerce. D'abord, il évalue les effets probables qu'aurait une guerre avec l'Espagne sur le commerce extérieur états-unien. Si les États-Unis s'engageaient dans un conflit pareil, affirme-t-il, ils perdraient le commerce avec tous les ports espagnols de l'Europe, de Manille, de Porto Rico, de Cuba, ainsi qu'avec tous les ports du continent américain, encore sous contrôle espagnol. Jusqu'alors, les États-Unis avaient exporté, sans aucune restriction et dans leurs propres navires, de la farine, du riz, du maïs, du tabac, du poisson, du bois. Mais de toute l'Amérique espagnole, observe-t-il, c'est le commerce avec Cuba et Porto Rico qui est le plus profitable. D'après les statistiques les échanges commerciaux annuels avec Cuba sont dix fois plus importants qu'avec le Mexique. En cas de guerre, le risque serait donc de permettre à la Grande-Bretagne — qui s'est déclarée neutre vis-à-vis du conflit entre l'Espagne et ses colonies — de devancer les États-Unis et de prendre contrôle de Cuba et de Porto Rico[36].

L'auteur soupèse également la valeur commerciale de chaque région : le Panama devrait être l'entrepôt du commerce états-unien avec les Indes et la Chine ; le Mexique possède de l'argent en grandes quantités et une excellente position géographique, les côtes mexicaines du Pacifique étant essentielles non seulement pour le commerce

35/ *The Essays of Phocion*, Washington *in National Intelligencer*, 1er décembre 1817, p. 12.

36/ *Spanish America and the United States; on views of the actual commerce of the United States with the Spanish Colonies: and of the effects of a war with Spain on that Commerce,* 1818, p. 12-13, 23.

états-unien avec l'Orient, mais aussi pour l'industrie baleinière dans le Pacifique sud, et le commerce de fourrure dans le Nord-ouest. L'Amérique espagnole servirait de lien entre les États-Unis et la zone Pacifique, ou un lieu de passage vers l'Orient, et non pas la destination finale des produits nord-américains. Autrement dit, il doute du potentiel commercial de l'Amérique espagnole, à l'exception du bassin caraïbe, pour l'économie nord-américaine[37].

Les hommes politiques sont aussi partagés sur la question. En 1818, les exportations de l'empire espagnol vers les États-Unis s'élèvent à 81 millions de dollars, dont trois quarts en métaux précieux, le reste étant principalement du cacao, du café et du sucre. Selon Henry Clay, représentant du Kentucky, si la Grande-Bretagne persiste à interdire l'accès des bateaux marchands nord-américains à ses colonies antillaises, les États-Unis devraient alors compenser cette interdiction par le développement du commerce avec le Venezuela, la Nouvelle Grenade, ainsi qu'avec d'autres régions de l'Amérique du Sud et centrale. Son collègue Robertson explique que le libre commerce permettrait aux bateaux nord-américains de transporter des matières premières de l'Amérique hispanique vers l'Europe et des produits manufacturés européens et états-uniens vers les ports du continent sud. La demande croissante de produits nord-américains qui s'ensuivrait aurait ainsi un impact sur l'agriculture des États-Unis. Plus il y aura de la demande de matières premières pour fournir l'industrie manufacturière nord-américaine, plus le prix de ces matières augmentera. Robertson démontre ainsi l'interconnexion entre le transport maritime, l'agriculture et l'industrie aux États-Unis et leur lien avec l'économie mondiale[38].

Le principal opposant de Clay dans la Chambre, John Forsyth de Géorgie, déplore, au contraire, que l'industrie manufacturière puisse un jour être plus profitable que l'agriculture. Par ailleurs, si Washington reconnaissait les nouveaux gouvernements hispano-américains, l'Espagne pourrait riposter en autorisant la Grande-Bretagne à commercer librement avec le continent sud-américain, l'île de Cuba y compris[39]. Quant à Clay, surnommé *Gallant Harry of the West*, il souligne l'importance de l'indépendance des colonies espagnoles, notamment du Mexique, pour l'Ouest, région dont il représente les intérêts : le commerce du Mississippi et ses affluents, par voie de la

37/ *Ibid.*, p. 24-25.
38/ *Annals of the Congress*, 15e Congrès, 1, p. 1535.
39/ *Ibid.*, 1, p. 1515.

Nouvelle Orléans, serait mieux protégé dans un voisinage débarrassé de la présence européenne[40]. Le Mississippi constitue, en effet, l'artère vitale de l'Ouest, et Robertson, représentant de la Louisiane, ne peut qu'y adhérer pour défendre les intérêts de la Nouvelle-Orléans. C'est-à-dire que des différences régionales se trouvent au centre du débat sur les avantages et inconvénients du libre commerce avec les voisins hémisphériques. Mais le clivage est aussi idéologique : la classe politique diffère sur l'orientation économique de l'Amérique, désaccord qui remonte à la période jeffersonienne, entre les Fédéralistes et les Républicains. John Forsyth s'inscrit dans le courant jeffersonien des Républicains, défendant une économie agrarienne qui préserverait l'indépendance du fermier propriétaire, un niveau de vie élevé et une démocratie fondée sur la vertu des citoyens. Clay partage cette vision agrarienne, mais il croit également au développement de la production manufacturière et de l'industrie nationale, et à la protection des produits nationaux contre la concurrence mondiale, notamment britannique.

Pour conclure, il est évident que la discussion autour de la neutralité états-unienne vis-à-vis des mouvements révolutionnaires, et de la reconnaissance de nouveaux gouvernements hispano-américains, sont « imposés » aux États-uniens, vu les tergiversations des débats évoqués. Mais il est important également de noter qu'il ne s'agit pas non plus de nouveaux débats. En effet, la discussion sur la politique à adopter face aux mouvements d'émancipation américains s'est ouverte avec la révolution haïtienne. Dans l'ancienne colonie française, la donne est pourtant bien différente : une révolution menée par des esclaves, qui établissent un gouvernement dirigé par des Noirs. Par conséquent, pour l'administration Jefferson, la décision de ne pas reconnaître l'existence d'une nation noire, ce qui aurait mis en cause la société états-unienne esclavagiste, s'est imposée, en quelque sorte, d'elle-même. En revanche, à l'égard des révolutions hispano-américaines, dirigées par des Créoles blancs, les États-Unis adoptent une politique attentiste, le *watchful waiting*. Ils refusent, ou bien repoussent autant qu'ils peuvent, à prendre, sous pression, soit des Espagnols, ou bien des Hispano-Américains, des décisions hâtives, éventuellement défavorables à leurs intérêts dans l'hémisphère. Cette politique leur donne la marge de manœuvre nécessaire face au progrès non-linéaire des mouvements révolutionnaires dans l'empire espagnol. En outre, l'attentisme leur

40/ Clay (1961), 2, p. 525.

permet d'escamoter la question épineuse de l'esclavage dans les colonies espagnoles.

Quant aux questions qui s'insèrent dans les débats en cours, se trouve la place des États-Unis dans le *Western Hemisphere,* face à l'Europe. La guerre de 1812 contre la Grande-Bretagne permet à la jeune République d'affirmer son existence face aux nations européennes, bien que sur le plan militaire elle n'ait pas été une grande réussite états-unienne. Les États-Unis ont désormais une place dans le monde, qu'ils comptent garder. Les révolutions hispano-américaines leur donnent donc l'occasion de réfléchir à ses ambitions hémisphériques, et d'agir en conséquence. Enfin, la discussion à propos du libre commerce avec les anciennes colonies espagnoles s'inscrit clairement dans le débat national sur l'avenir économique des États-Unis. C'est le débat qu'ils abordent avec le plus d'intérêt et d'enthousiasme. En somme, les révolutions et les indépendances hispano-américaines offrent la possibilité aux États-uniens, notamment aux hommes politiques, d'ouvrir, et de rouvrir également, des débats essentiels à une nation en pleine expansion territoriale et économique, à une nation qui veut affirmer sa position dans l'hémisphère occidental, à une nation qui souhaite devenir un jour une puissance sur la scène internationale.

Bibliographie

Sources primaires

ADAMS John Quincy (1821), *An Address Delivered at the Request of the Committee of Arrangements for Celebrating the Anniversary of Independence at the City of Washington on the 4th of July, 1821,* Cambridge.

Memoirs of John Quincy Adams (1970), Charles Francis ADAMS (éd.), New York.

Annals of the Congress, 14e et 15e Congrès.

Joel Roberts Poinsett Papers, The Historical Society of Pennsylvania.

CLAY Henry (1844), *Life and Speeches of Henry Clay*, Daniel MALLORY (éd.), New York.

The Papers of Henry Clay (1961), James F. HOPKINS (éd), Lexington.

MANNING William R. (1925), *Diplomatic Correspondence of the United States concerning the Independence of the Latin-American Nations* (3 vol.), New York.

Philadelphia Aurora.

Register of Debates in Congress, 1830.

Richmond Enquirer.

Spanish America and the United States; on views of the actual commerce of the United States with the Spanish Colonies : and of the effects of a war with Spain on that Commerce (1818), Philadelphia.

« The Essays of Phocion », dans le *National Intelligencer*, Washington.

Sources secondaires

BEALER Lewis Winkler (1937), *Los Corsarios de Buenos Aires, sus actividades en las guerras hispano-americanas de la Independencia, 1815-1821*, Buenos Aires.

BROOKS Philip Coolidge (1939), *Diplomacy and the Borderlands. The Adams-Onis Treaty of 1819,* Berkeley.

DE LA REZA Germán (2006), *El Congreso de Panamá de 1826 y otros ensayos de integración latinoamericana en el siglo XIX,* México.

GRIFFIN Charles C. (1937), *The United States and the Disruption of the Spanish Empire,* New York.

GRIFFIN Charles C. (1940), « Privateering from Baltimore during the Spanish American Wars of Independence », *Maryland Historical Magazine*, 35.

LANG Daniel G. (1985), *Foreign Policy in the Early Republic. The Law of Nations and the Balance of Power,* Baton Rouge.

LAFEBER Walter (1994), *The American Age. U. S. Foreign Policy at Home and Abroad, 1750 to the Present*, New York.

LOCKEY Joseph (1920), *Pan-Americanism. Its Beginning,* New York.

LYNCH John (1986), *The Spanish American Revolutions 1808-1826*, New York.

RIPPY J. Fred (1924), « The Historical Background of the American Policy of Isolation », Smith College Studies, 9.

RIPPY J. Fred (1964), *Rivalry of the United States and Great Britain over Latin America (1808-1830)*, New York.

ROSSIGNOL Marie-Jeanne (1994), *Le Ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis : 1789-1812,* Paris.

WEBER David J. (2009), *The Spanish Frontier in North America (The Brief Edition)*, New Haven.

WHITAKER Arthur P. (1941), *The United States and the Independence of Latin America; 1800-1830*, New York.

Matthew Brown

The 1820s in Perspective: The Bolivarian Decade

The Atlantic world changed but did not end in the 1820s. Imperial relationships were reconfigured, and new political practices, such as the pronunciamiento, were born. The anti-colonial and international wars that shook the Atlantic world in the period 1790-1820 morphed into civil wars, where regional elites and popular groups struggled over the control and direction of new nations and colonial legacies. Metropolitan leaders reacted with propaganda, pragmatic realism or proud resistance. This was as true in Britain, with George Canning's imperial bluster in 1826, as it was in Spain with Fernando VII's refusal to recognise the loss of his continental American empire. In Spanish America, the surviving veterans of the wars of independence spent the 1820s positioning themselves for regional and then national power. The refugees of American royalism and loyalism assumed political protagonism elsewhere in Britain and Spain's empires, as Maya Jasanoff and Natalia Sobrevilla Perea have shown.[1]

From another perspective, the Atlantic world hardly changed at all in the 1820s. Despite all the words spoken and battles fought, Latin America remained in a position of some subservience to Europe. The imperial chairs had been moved, but the dining arrangements remained the same. Latin America provided the silver service and waited the tables whilst European diners feasted themselves on its riches. The flow of raw materials and specie was disrupted by the wars of independence, but was resumed with only a slight inflection of destination (from Seville and Lisbon to Amsterdam and London) in the 1830s. A comparative, continental perspective shows that, although

1/ Jasanoff (2011); Sobrevilla Perea (2011).

statistics remain cloudy because of the fragmented, far-flung nature of commercial archives for this war-torn period (so we can never be entirely certain of our conclusions), relations between Europe and Latin America during and immediately after the 1820s seem to have maintained a considerable degree of continuity with the colonial period of the late eighteenth century.

The 1820s was a paradoxical decade, where strengthened and ambitious empires overlapped and coexisted with newly independent and sovereign successor states. The overall conclusion encouraged by recent scholarship, is that the 1820s produced no outright winner: no European empire achieved hegemony in the Americas, no national political project proceeded untroubled, and no political ideology (monarchism, republicanism, or mixed constitution) was unequivocally ascendant. Simón Bolívar's own rise and fall neatly parallels this narrative: he declared victoriously on Mount Chimborazo in 1822 that "not even time could hold back freedom's march" whereas in 1830, on his way into exile, the Liberator lamented that "he who serves the revolution ploughs the sea".[2]

As a unit of study, the 1820s lend themselves to the study of imperfect beginnings and unfinished endings.[3] Radical new political projects floundered on old barriers shaped by geography, economics and geopolitics. Sometimes the leaders of independence were able to overcome them; on others they were tripped and less flailing. This point can be explored by tracing the rise to power, and fall from grace, of Simón Bolívar and his close associates during the first half of the nineteenth century. Their stories can illustrate the new mobility of the 1820s, and also indicate its limits. In geopolitical and imperial terms, it can be argued that the increasingly explicit British involvement in Hispanic- and Luso-America is a key development in the 1820s. The fulcrum of this change was the figure of Simón Bolívar, prompting David Brading to speculate that the 1820s were "the Bolivarian Decade".[4] Bolívar's trajectory through the 1820s, from "liberation to disappointment" as dreams of freedom crashed against the harsh reality of social and ethnic division, might seem an apt motif for the decade

2/ Bolívar, "My Delirium on Chimborazo", 1822, and "Letter to Juan José Flores", in Bushnell, ed., *Simón Bolívar: El Libertador, Writings of Simón Bolívar*, trans, Frederick Fornoff, Oxford, OUP, 2004, 135, 146.

3/ Brown and Paquette (2012).

4/ See also Brading (1983).

as a whole.[5] On another level, Bolívar's repeated flirtation with British "protection" and his quest for British military support and diplomatic recognition were far from unique. Throughout the Americas, the pressure Britain sought to exert in order to secure the abolition of the slave trade had important ramifications.[6] Republican elites perceived the spectre of British imperialism in this pressure, particularly those, such as in the River Plate, where British naval forces had actually attacked or invaded within living memory. In Imperial Brazil, frustrations with the terms of Brazil's trade treaty with Britain figured prominently in political debates in the late 1820s. But it remains far too simplistic to suggest that Iberian colonialism gave way effortlessly into British imperialism in the 1820s, and henceforth to U.S. neo-colonialism in the twentieth century. The rest of this chapter explores the intricacies of the process of the reconfiguration of national-imperial relations after independence.

Simón Bolívar's shadow dominates the 1820s on a variety of levels. The apex of his political career, his Presidency of the Republic of Gran Colombia (1819-30), spans the entire decade. Of course Bolívar is far from the only figure associated with the 1820s in this way: in Great Britain and Ireland King George IV reigned from 1820-1830, for example, and Bernardino Rivadavia's liberalism was dominant in Buenos Aires for most of the decade. Yet one of the factors that sets Bolívar apart was that he was already a global figure, a point of reference, during his own lifetime. In death, already in the 1830s and, especially in the 1840s, he became a symbol: first of Venezuelan nationalism, consecrated with the 1842 return of his remains from New Granada to Caracas; and then of continentalism, as in the resurrected dreams for pan-American unity. His growth into an all-purpose political symbol co-opted by all sides, along a transatlantic path being followed in the twenty-first century by Che Guevara, began only half a century after his death.[7]

There is a multiplicity of conflicting interpretations of Bolívar's political and social prominence in the Americas and in Europe. Historians have agreed on little beyond that his death in 1830 marked a turning-point and that in death he gradually became a memory, a

5/ Bushnell (2003).

6/ Bethell (1970); Murray (1980).

7/ Carrera Damas (1970).

reference point and a legend.[8] His name became synonymous with the liberation of Spain's American colonies. As David Bushnell has correctly observed, "the writings of the Libertador are so extensive and cover such a vast array of situations that by careful selection one can find passages to support even seemingly contradictory positions".[9] There are two particularly important considerations which continue to trigger debate amongst historians as well as contemporary politicians.[10] First is Bolívar's reputation as a republican, which is complicated by his unpopular decision to argue for a Life Presidency to replace the monarch's divinely-anointed power in the Americas (which is often ignored by present-day Bolivarians).[11] Second is Bolívar's reputation as an anti-imperialist, which is blurred somewhat by his sometimes secret, sometimes public but always pragmatic desire to replace Spanish authority with British protection in Latin America.

The two themes of monarchism and anti-imperialism are tied together in Bolívar's relationship with Great Britain. Bolívar's career perfectly illustrates the shift from Iberian towards British hegemony in the South Atlantic which became manifest in the 1820s. Bolívar was no mere observer of this change; he was one of its architects and one of its most effective engineers. Karen Racine has brilliantly captured this aspect of Bolívar's political make-up in her article "Simón Bolívar, Englishman".[12] Racine demonstrates how as Bolívar and his generation "surveyed both the ancient past and contemporary polities for models upon which to base their reform projects" they were "powerfully attracted to the example of Great Britain" as a peaceful alternative to the violent upheavals experienced in France and Haiti. Bolívar's time in England in 1810 was particularly influential, Racine argues, in that his "association with progressive members of the British aristocracy clearly influenced his understanding of the responsibilities that privilege incurred", through charitable work and educational projects.[13]

8/ Even this one fact has been questioned by revisionist historians in Venezuela, for example Jorge Mier Hoffman, *La carta que cambiará la historia*. The literature is summarised in Lynch (2009).

9/ Bushnell (2008), p. 135.

10/ Summarised in the epilogue to Lynch, *Simón Bolívar*. For more recent years, see my blog "Bolivarian Times": <www.bolivariantimes.blogspot.com>.

11/ The issue of race is another important factor; see Helg (2003).

12/ Racine (2008).

13/ *Ibid.*, p. 57-58. The point is made more broadly *in* Racine (2010), p. 423-454.

When he came to power in the early 1820s, therefore, Bolívar possessed what Racine called an "Anglophile social vision" (David Bushnell calls it his "well-known Anglocentrism") epitomised by the measures he passed in favour of a national Lancasterian school system. Like the elements of the British aristocracy who had inspired him, Bolívar tried to create structures which would further the common good: his rhetoric "assumed an instructive, tutelary guiding tone and abandoned the more egalitarian fervour that had initially fuelled [his] revolutionary fire".[14] "Inspired by England", Bolívar's social policies were based on a "paternalistic, aristocratic form of democracy that would allowed [the elite] to maintain their own privileged position while the rest of the population caught up".[15] Bolívar's political Anglophilia was paralleled by and informed by his geopolitical awareness of the unassailable might of the British Empire, and in particular the Royal Navy, which continued its rise in, and dominance of the Atlantic in the 1820s. As David Bushnell has observed, "there is no question but that he was entirely correct in thinking the goodwill of Great Britain was more important than that of the US in warding off the interference of other European powers" in Hispanic America.[16] But was Bolívar's courting of the British in the 1820s purely pragmatic and practical, part of the necessary manoeuvring to assure recognition and independence, as some historians claim, or can we detect longer-term changes in the relationship of Hispanic America to the Atlantic world, in which the 1820s marked a decisive sea-change? Was this the Axial Age, where Europe's imperial hold over the rest of the world was strengthened, even despite the apparent liberation of Independence from Spanish colonial rule?

*

The life and writings of Simón Bolívar are of little use in finding an answer to this question. If we want to assess the role of the 1820s in changing Atlantic and global history we must look beyond the decade and into the 1830s and 1840s. We cannot use Bolívar as a case study to analyse these changes because he was dead by the end of the 1820s. Instead we must follow the paths of those who accompanied Bolívar

14/ Racine (2008), p. 60-66 ; Bushnell (2008), p. 141.
15/ Racine (2008), p. 68.
16/ Bushnell (2008), p. 141.

through the 1820s and then struck out on their own in the years after his death. This is a more problematic exercise than repeating the well-trodden path of Bolivarian biography for, as John Lombardi has written, in comparison "history [has been] unkind to those like José Antonio Páez, who labour long. With time in the limelight, the chances of failure accelerate rapidly. Bolivar's brilliant decade of rise and fall gave us the romantic, the triumphant and the tragic elements essential to an effective legend".[17]

An analysis of the post-1830 careers of some of Bolívar's followers may help to illustrate this point. It is useful, for these purposes, to think of the Bolivarians as a family in the 1820s and beyond. Defenders of Spanish imperial rule in the Americas in the 1810s had long spoken of the Spanish national family. Bolívar himself took on this refrain and subverted it in the cause of independence, re-casting the beloved *madre patria* —the mother country— into the *madrastra,* the wicked-step-mother. As Catherine Davies has shown, Bolívar consciously presented himself as the *padre de la patria,* the father of the fatherland, who would replace Spain in the affections of their subject peoples. He imposed discipline on the *hijos de la patria,* the nation's sons who filled the army, though he was not beyond turning an indulgent blind eye to the misdemeanours of his favoured sons, his *hijos predilectos.*[18] He was certain that women had a clear role to play in national life, but it would have to be a subordinate, domesticated one which left national politics and public life to men. Bolívar's vision of the national family was not without contradictions, of course; he relied heavily on the economic and personal support of his sister, María Antonia Bolívar, and on the political nous and emotional warmth of his long-term lover, Manuela Sáenz.[19]

Simón Bolívar's political family in the 1820s was extensive and complicated, and it is not my purpose to trace it or analyse its composition here.[20] Instead I will use a comparative biographical treatment of two principal members of the Bolivarian family, José Antonio Páez from Venezuela and Tomás Cipriano de Mosquera from New Granada. Both spent part of the 1820s at Bolivar's side and outlived him into the second half of the nineteenth century. In what follows, I provide a biographical

17/ Lombardi (2008), p. 180.

18/ Davies (2005).

19/ Quintero (2003); Murray (2008).

20/ For the details of Bolívar's family and personal relations see Lynch (2009), and Polanco Alcántara (1994).

summary of each in turn, paying particular attention to their relations with the outside world in the 1820s and beyond. I conclude with some comparative and thematic observations on the transformative nature of the Atlantic 1820s.

Like other attempts to describe "colonial lives" through detailed biography, this story of the Bolivarian family cannot claim to be as representative or indeed as accurate as more depersonalised analyses adopted elsewhere.[21] However, it hopes to add a human dimension to attempts to "find ways of conceptualising [the] connected histories of revolution" in the first half of the nineteenth century.[22] As the works of Emma Rothschild and Maya Jasanoff on regions far away from those under study here have shown, the humdrum details of everyday life can often shed unexpected light on drier structural developments and inter-imperial relationships.[23] The subsequent sections seek to use their insights to place the Bolivarian Decade within its personal, revolutionary and Atlantic contexts.

*

José Antonio Páez (1790-1873) is usually seen as a classic "caudillo" of the type who rose to prominence after Independence in Hispanic America on the basis of their charisma and control of dependent manpower in their large landed estates.[24] Páez' political career survived numerous apparently fatal challenges. Like Antonio de Santa Anna in Mexico each failure appeared to make him stronger, and each defeat or dishonourable exit only served to increase the intensity of the calls for his return in the next political crisis.[25] However, his career also perhaps unexpectedly encapsulates the many challenges posed by the rising hegemony of the Anglo-American empires in nineteenth century Latin America, and also the legacies of slavery after Independence. Páez's relationship with Bolivar was a difficult one, which deteriorated after 1826. Nevertheless, it is useful to analyse Paez's career within a Bolivarian paradigm, judging both men as members of the same generation who grappled with the same dilemmas of constructing post-colonial nations within the revolutionary Atlantic context.

21/ Lambert and Lester (2006); also Boyer and Spurling (2000).

22/ Armitage and Subrahmanyam (2010), xxxi.

23/ Rothschild (2011); Jasanoff (2005).

24/ Lynch (1992).

25/ Fowler (2007).

Páez was born in Curpa in the Venezuelan llanos in 1790, the son of an official in the Spanish Royal Tobacco Monopoly. The quiet of his undistinguished education and early career was shattered when he killed a man in an altercation in 1807; Páez went on the run from the authorities and found work as a *peón* in rural Apure province. His physical strength, horsemanship and appetite for work gained him the respect of the llaneros he lived alongside; in the early rural conflict of the wars of independence in the llanos after 1811 Páez served on the Royalist side, before joining the republicans two years later. From then on his leadership of llanero lancers won him many victories, and he was incorporated into Bolívar's armies around 1816. After the Battle of Carabobo secured Venezuelan independence in 1821 Páez was established as the dominant figure in Venezuelan politics as Bolívar's trusted representative in the region. Páez occasionally made plain his difference from policies emanating out of the Colombian capital Bogotá, but until 1826 he was seen as a reliable mediator between Venezuelan and Gran Colombian interests. He gradually therefore came to be seen, both in Caracas and Bogotá, as somehow representative of national sovereignty in Venezuela. This growing sense that authority and sovereignty had become invested in his person led Páez to lead the rebellion known as *La Cosiata,* which was ultimately diffused by Bolívar's personal appeals to Páez to respect the national integrity of Colombia. Nevertheless, historians mark 1826 as the beginning of the end of Gran Colombia. The first of the many nails hammered into the republic's coffin in early 1830 was administered by Páez himself in Caracas in January that year. Reacting to news of José María Córdova's rebellion in Antioquia three months previously (to which he had been alerted by a personal letter from Córdova, urging him to join the insurrection), and responding to the pleading of the economic and social elite in Caracas who could no longer stand being ruled from Bogotá, Páez announced Venezuela's separation from Bolívar's republic.[26] Páez had also been heavily encouraged by the British Royal Navy officer in charge of the West India station, Admiral Charles Elphinstone Fleeming, who visited Caracas in the week preceding the announcement and held a series of poorly-concealed meetings with known secessionist conspirators, as well as with Páez himself.[27] Fleeming's

26/ Safford and Palacios (2002), p. 128-131.

27/ The gradual Venezuelan disentanglement from Gran Colombia is nicely captured in Ker Porter, *Diario*. Ker Porter (1966), translated by Teodosio Leal as Ker

wife gave birth to a daughter on her first day on Venezuelan soil, and she lived in Caracas as Páez's neighbour even after the departure of her Admiral husband, remaining there and raising the infant for the next three years.[28] From March 1830 the New Granadan provinces began to follow Venezuela's lead with increasingly frequent rebellions against Bolívar's Colombian state.

Páez served one term as president of independent Venezuela, from 1830 to 1834. In these years, Páez fostered intimate relations with Great Britain, particularly through the figure of the British Consul Sir Robert Ker Porter, with whom he dined regularly and who he described as his "dear friend".[29] Páez's defeat in the Revolución de las Reformas (1836) left him in exile in Curacao. In 1838 Páez returned to the presidency after an overwhelming electoral victory. He stacked his cabinet with former Bolivarians, such as Diego Bautista Urbaneja in Interior and Justice, Rafael Urdaneta in War and Marine, and Guillermo Smith as Minister of Finance. As the leader of a government representing what Venezuelan historians called "oligarchic conservatism", Páez and his ministers proposed and enacted measures that they thought would integrate the republic into the modern, prosperous world, for example private road-building schemes, national schools, encouraging immigration and paying the national debt. Tightly-linked to the dominant land- and slave-owners who had emerged newly-prosperous from the Wars of Independence (indeed, Páez himself became one of the biggest landowners in the country), the administration did not abolish slavery.

As Eduardo Mondolfi Gudat has shown and documented, Páez maintained the excellent reputation with British travellers and migrants that he had forged during the wars of independence. Writers queued up to exalt his charisma, endurance and common touch.[30] Drawing on their publications, in the early twentieth-century Robert Cunninghame-Graham wrote the first (and to this day, the last) full-length biography of Páez in English. He described Páez as "the most sympathetic character" of the wars of independence, with a "liberality

---

Porter (1997).

28/ Admiral Fleeming's daughter was the mother of the author Robert Cunninghame-Graham, who recounted the story of his mother's birth in an appendix to Cunninghame-Graham (1929), p. 310.

29/ Páez, cited in Pérez Vila (1957), p. 566-567.

30/ Mondolfi Gudat (2005).

of ideas surprising in a man who had passed his life on horseback with lance and lasso always in his hand".[31]

With Edinburgh-born Guillermo Smith in the Ministry of Finance (and later, also, Foreign Affairs) Ministry it was clear that Venezuela's progress was firmly tied to British power in these years. The Liberal opposition, grouped around the newspaper *El Venezolano*, criticised Smith's economic policies for undermining Venezuelan sovereignty. Páez's second presidency also witnessed the most long-lasting example of British hegemony in Venezuela. This was the inability of the Venezuelan state to resist growing British territorial incursions in Guayana. The unilateral boundary-marking expeditions led by Robert Schomburgk were denounced as a British imperialism, as "abusive and unilateral theft" of national territory. It was lamented that the Venezuelan Foreign Minister, Guillermo Smith, and the British Consul, Daniel O'Leary, could not have employed their excellent contacts and relationships with British imperial power in order to achieve a better settlement for Venezuela.[32]

Another example of the intimate links between Britain and Páez's government can be found in the nascent banking industry. In 1839 Páez gave the newly-established Banco Colonial Británico substantial operating privileges in the hope that it would efficiently service and pay Venezuela's external debts.[33] The cosy relationship between the close-knit governing clique and the representatives of British imperial power was noticed and criticised by opposition politicians. Indeed, the axis between Páez's successor as President, Carlos Soublette, his brother-in-law Daniel O'Leary (Bolivar's old aide-de-camp), and Leandro Miranda, London-born son of the early hero of Venezuelan independence, Francisco de Miranda (both of the last two were directors of the bank, and had close links to London financiers) catalysed national opinion and, as Nikita Harwich Vallenilla has shown, led directly in response to the foundation of the Banco Nacional de Venezuela in 1841.[34]

Despite these close links to the financial and military aspects of British imperialism, in the 1850s Páez went into exile not in Britain, but in New York. His sons had been educated in the United States, and

---

31/ Cunninghame-Graham (1929), p. x.

32/ Ojer (1969); also Graham Burnett (2000).

33/ Pérez Vila (1957), p. 586; Harwich Vallenilla (2000).

34/ Harwich Vallenilla (1986).

of course it was geographically closer to Venezuela than London. With Páez gone, some space for political change was opened. It was only after his departure that slavery was finally abolished and black Venezuelans fully entered the path to citizenship of the republic. Páez made some later incursions into Venezuelan politics in the 1860s, including a brief spell as an unelected stopgap leader, but spent most of the rest of his life in exile. In New York he wrote his autobiography and translated Napoleon's writings on the art of war into Spanish. In the late 1860s and early 1870s he undertook a lengthy tour of Latin America, where he was feted with honours. Páez died in New York in 1873.

*

The second life to be examined here is that of a Colombian. Tomás Cipriano de Mosquera (1798-1878) had such a long, complex and above all public life that any attempt to summarise it or generalise from it is doomed to failure. Nevertheless, after a brief biographical description I want to show how the 1820s were of profound importance in shaping Mosquera's political and career trajectory, in particular his subsequent role as a mediator between Liberal and Conservative factions, and between Colombia and the Anglophone world.

Born in Popayán in 1798 into a slave-owning, land-owning family, the bastion of the Creole elite in the Cauca Valley, Mosquera joined the forces of Independence as a teenager. Despite criticism of his limited military abilities from his contemporaries, Mosquera quickly ascended the ranks through service in his home region. As the 1820s opened, military campaigns dragged Mosquera out of the local politics in which he would otherwise have probably spent his whole life, and rocketed him out across Hispanic America. Remaining loyal to Bolívar in the late 1820s as others passed over into opposition, Mosquera was governor of various provinces in or around the Cauca Valley. Mosquera went to Peru as an emissary in the build-up to the Peru-Colombia war in 1828-1829. Here Mosquera developed the fiery Colombian nationalism that would characterise the rest of his career even as he slipped between and beneath the Conservative/Liberal divisions that marked national politics in the next half century. In the late 1820s, also, Mosquera began to correspond with a wide range of Anglo-American friends and contacts who started to shape his political ideas in favour of liberal, federalist ideas linked (but not slavishly) to those prevalent in the U.S.A. In January 1828, Belford Hinton

Wilson wrote to Mosquera from Bogotá, commenting approvingly on Mosquera's own words, stating that recent elections showed that "in a country [like Colombia] where the mass of the populace lacks virtue, political intrigue is valued much more than the national interest".[35]

During the 1830s Mosquera traversed a political trajectory that led him into open conflict with those who he saw as guilty of unpatriotic political intrigue. Mosquera would famously use any possible means in order to vanquish those who — he believed — did not act in the nation's best interests. In order to outflank two rebellious liberal generals in the Cauca region in the War of the Supremes (1839-1842), as Minister of War Mosquera was integral to the New Granadan invitation to Juan José Flores (at the time, President of Ecuador) to invade New Granadan territory. But of course Mosquera's actions were criticised for "selling the country and its honour so that a foreigner [Flores] can have his revenge upon his enemies [Obando and López]".[36] Mosquera's extremism fuelled an apparently perpetual cycle of rebellion against institutions, factionalism against legitimacy, violence against violence, and order against anarchy. All sides claimed, like Mosquera, that they were "against tyranny, against conspiracy and against the spilling of blood".[37] Mosquera's growing military talents contributed to Ministerial victory in the War of the Supremes.

Mosquera's offer to Flores allowed his opponents to characterise him as someone who was excessively, and unpatriotically, allied to foreign parties to the expense of the national interest. In March 1841 Colonel Salvador Córdova recurred to the threat of foreign intervention in New Granadan affairs. Arguing that "resistance is a duty and obedience a crime", Córdova stated that "the government in Bogotá has established the dreadful precedent of foreign intervention in domestic disputes, introducing in this way, in the land of liberty, the European Holy Alliance's international law". Córdova desperately evoked the language of national sovereignty against Mosquera, urging the population of Buenaventura and Cauca to "find a way to reorganise

35/ Wilson to Mosquera (17 January 1828), Bogotá, in Archivo Central del Cauca (Popayán), Sala Mosquera, Carpeta 52, d5147.

36/ Anon, *Boletin número V* (Medellín, M.A. Balcazar, 31 October 1840), Archivo General de la Nación, Colombia (Bogotá), AACH, Colección Abel Botero, Serie Papeles Varios, Asuntos Familiares S. Córdova, Caja 1, Carpeta 1, 28. On the Ecuadorian intervention see Earle (2000), p. 123-127 and Uribe de Hincapie and López Lopera (2006), p. 142-146.

37/ *Ibid.*, p. 129.

our patria, establishing a strong empire of democracy and liberty. If we work together, civil wars will no longer torment us, and aristocrats [such as Mosquera] will finally abandon the throne forever. Long live democracy! Long live liberty!"[38] We can see in Córdova's use of language ("aristocrats", "throne") that he was linking Mosquera back to his colonial and Bolivarian pasts. These legacies remained in historical and political memory, even as chameleon-figures like Mosquera shed their old skins to acquire new identities.

Just two months later, Salvador Córdova and his friend and ally Manuel Antonio Jaramillo were captured by General Mosquera. After a summary and, by all accounts, cursory trial, they stood side by side as they were executed by firing squad. Mosquera claimed that "those men could not be allowed to live without endangering the Republic's health".[39] Many contemporaries saw Mosquera to be eliminating potential competitors for regional and national power. For Córdova's supporters, the "treacherous murders… were events that cannot be described, that produce such indignation and anger that cannot be rendered".[40] Colombian historians María Teresa Uribe de Hincapie and Liliana López Lopera confirm that Córdova was executed "without any trial" in a "completely arbitrary act".[41] Investigation of Mosquera's correspondence from the period shows that his decision to eliminate potential rivals from national politics had been shaped by the public and private humiliations he had received during his first experience of civil conflict, the Bolivarian wars of the late 1820s.[42] Comparably, Mosquera's womanising and philandering of the 1830s and 1840s was catalysed by his unhappy — but politically strategic — marriage in the

38/ S. Córdova, *Habitantes del Cauca i Buenaventura* (Medellín, M.A. Balcazar, 12 March 1841), AGNC, AACH, Colección Abel Botero, Serie Papeles Varios, Asuntos Familiares S. Córdova, Caja 1, Carpeta 1, f. 26. Córdova made similar points in a letter to Joaquín Posada Gutierrez, reproduced in Posda Gutierrez, *Memorias histórico-políticas,* vol. 4, p. 69. The message was reinforced in Anon, *Honor al valiente General Córdova: Boletín número XIII*, Medellín, M.A. Balcazar, 11 April 1841), in UdA HS1 D1 F1.

39/ Cited in Uribe de Hincapié and López Lopera, *op. cit.,* 117.

40/ Anon, "Contestación al artículo publicado en el número 197 de *El Día*, suscrito por un Cartagueño," (1841, no publication details), in UdA, HS2 D195 F227.

41/ Uribe de Hincapie and López Lopera, *Las palabras de la guerra,* 90-92.

42/ Many of Mosquera's letters are published in Helguera and Davis (1978). His archive is in the Sala Mosquera of the Archivo Central del Cauca in his hometown of Popayán.

1820s.[43] In all aspects of his life, therefore — from politics and love to his memory of Bolívar and his relationship to the United States — it was events in the 1820s that had guided him towards his future actions.

As commander of forces in the New Granadan Caribbean during the War of the Supremes (1839-1842), Mosquera benefited from the convert assistance of British diplomats.[44] But Mosquera had learned at Bolívar's side during the 1820s, and he was astutely aware of the imperial reconfiguration that occurred across the North Atlantic in the subsequent decade. In 1845-1849, as President of New Granada, he approved the Bidlack-Mallarino treaty which guaranteed U.S. rights in Panama and which proved to be, with hindsight, the U.S. foot in the door which opened the "path to empire" followed by the U.S. in Panama and beyond in the second half of the nineteenth century.[45] Mosquera's relationship with the new British Minister in Bogota, Bolivar's former aide-de-camp Daniel O'Leary, was cold and he favoured ties with the U.S. Indeed, Mosquera relations with Anglo-Americans in Colombia in the 1820s had most certainly shaped his exchanges with North Americans in the 1840s and beyond. After leaving the presidency in 1849 he spent five years living in New York (1850-54), returning to serve as a General (most notably in leading the Liberals to victory in the 1861-63 civil war), regional governor, ambassador to France, and national President (1861-1864, 1866-1867). He died back at home in Popayán in 1878. Mosquera's path through life shows how ambitious men negotiated the treacherous changes occasioned by the 1820s rupture with the Spanish empire. The recourse to violence was one of the principal motors of Mosquera's continued grip on power; loyalty to any one ideological or partisan grouping was not. Like many other Latin-Americans, Mosquera's life was marked by profound continuities with the colonial period, and punctuated by new, radical upheavals of nation— and state-building. He was marked by the 1820s: connections after colonialism shaped his life, his travels and his political endeavours.

*

43/ Lofstrom (1996); also Murray (2009), p. 54-71.

44/ Deas (2008), p. 173-86.

45/ McGuinness (2008).

The biographical approach carries obvious limitations to the attempt to understanding a period of global history. As Todd, Jasanoff and Rothschild have shown, biography can cut to the heart of social and economic change. Robert Bickers demonstrated in *Empire Made Me* that the biographical approach allows the historian to tease out the personal and the political, the financial and the cultural, the imperial and the individual.[46] Each life is unique, and the lives of political leaders arguably even more so. But the colonial and postcolonial lives of Bolivar's associates do bring out the extent to which their world was changed during the 1820s. The circles in which Paez and Mosquera moved and rebelled against centralist power in the 1820s and 1830s, for example, were a whole new world away from previous Andean rebellions a generation earlier, from Túpac Amaru in 1780-1 or the 1808-1810 proclamations of independence. Then the intervention of the French or British had been sometimes feared, occasionally dreamed of. In Madrid, ministers like Godoy were consistently anxious that "Spain and its empire were [being] ground between English and French millstones".[47] Now, however, northern Europe had made its long-feared initial incursions into continental Hispanic America. The 1820s saw the flourishing of new relationships which had often been encouraged, not resisted, by Bolívar and his supporters. It was Bolívar's supporters, and people close to them, like Juan José Flores in Ecuador, Mosquera in Colombia and Páez in Venezuela, who won their spurs in the 1820s, and who used their political capital in the 1830s and 1840s to bring Latin America even closer to Europe and North America through the use of trade, liberal ideology and military force. The Bolivarians became the fixed points around which new transatlantic connections were negotiated.

We can see from these lives the growing volume of liberal ideology in the Americas after the 1820s. Mosquera and Páez both served Royalism in the early years of independence, just like other postcolonial leaders elsewhere in the Americas, such as Andres de Santa Cruz in Peru.[48] It was liberalism and its accompanying discourse of national citizenship that shaped their political careers in the 1830s and 1840s, even if both became closely associated with Conservative parties, their politics remained resolutely liberal in the classic Latin American

---

46/ Todd (2008); Rothschild (2011); Jasanoff (2011); Bickers (2003).

47/ Stein and Stein (2009), p. 423.

48/ Sobrevilla Perea (2010).

sense.[49] The lives, choices and experiences summarised here show that their ideologies changed under the influence of Liberalism, although we certainly cannot exclude simple opportunism and careerism from the explanation of their rises to power. The popular support that their armies received in civil warfare drew significantly on rural actors who were mobilised by state promises of the benefits and rights promised by citizenship but, as several of the contributors to this volume have shown, those promises were only infrequently fulfilled.

The location of the places of exile chosen by Páez and Mosquera is itself illustrative. Paez spent spells in Caribbean exile, in the Dutch colony of Curaçao, which was convenient for a return to Venezuelan politics. In the 1840s Mosquera sought exile in Ecuador and Peru. In the 1850s Páez settled finally in New York. Mosquera also had a second home in the United States. Neither of them sought permanent asylum in London or Kingston, Jamaica, the places which had so inspired Simón Bolívar during his own travels in 1810 and 1815. This seems as good an illustration as any of the fading influence of British power in the Andean region after the 1830s.

One final comparative point to take from these lives is that, for all the talk of "close relations" between the leaders and Great Britain in the 1820s and 1830s, neither Páez nor Mosquera married Anglophone wives. They were not pulled into the British imperial bed by what Ann Laura Stoler has identified as "geographies of intimacy".[50] Páez married Dominga Ortiz in Canaguá (Mérida, Venezuela) in 1809. Mosquera married his first wife Mariana Arboleda y Arroyo in Popayán in 1820. After her death in 1867 he married her sister, María Ignacia Arboleda Arboleda in 1872. Mosquera in particular is known to have had multiple affairs, and so not too much emphasis can be laid on the meanings of marriage. It is, however, a point worth noting that the Bolivarian family may have sought and exploited Atlantic relations during their political careers, but in their personal lives they sought love and stability much closer to home.

*

It may be hard to measure love, but trade can be tracked with much more reliability. In most literature up to now, the Bolivarian

---

49/ On the all-encompassing nature of small liberalism in the Andes, see Larson (2004).

50/ Stoler (2005).

Decade was marked in Latin America by a surge in British imports and loans followed, after the 1826 crash, by the rapid withdrawal of investment and the departure of speculative migrants and investors. However, a recent wave of economic history literature can be employed to support the more political and more social hypothesis of this volume. Adrian Pearce has argued that the apparently spectacular rise in British trade with Spanish America after independence appears to have been little more than the formalisation and legalisation of a rampant pre-existing contraband and "neutral" trade whose real expansion had taken place in the late eighteenth-century.[51] In this, Pearce's conclusions can be linked to Rory Miller's overview, who traced the steady increase in the volume of British trade with Latin America over the period 1800-1850. Although the value of trade fluctuated massively, dependent on international warfare and the costs of transatlantic transport, Miller showed how the volume of trade in cottons produced in Lancashire mills grew by over two and a half times between the 1820s and 1840s.[52] Manuel Llorca's recent doctoral research confirms this trend and supports it with compelling and original archival data for the British export of textiles to the Southern Cone between 1800 and 1850.[53] Taken together, the work of Miller, Pearce, Llorca and others suggests that after the 1826 London financial crisis the levels of growth, commerce and the amount of capital destined for Latin America returned pretty much to where they were before the beginnings of the wars of independence, despite all the British loans to Mexico, Central and Southern America in the first part of the 1820s, and the considerable investments and new commercial relations that they catalysed. This confirms the pattern of the endurance and reconfiguration of old patterns detected for political and intellectual links detailed elsewhere in this volume. Within this interpretation, the 1820s would be a crest rather than a blip, the wars of independence a momentary interruption of a long-term process of growth rather than a strange and momentary incursion.

*

In one of his many short periods of retirement from politics, in 1868, Tomás Cipriano de Mosquera wrote up his notes from the time

51/ Pearce (2007).
52/ Miller (1993), p. 74.
53/ Llorca (2008).

of Independence. Remembering Bolívar, Mosquera wrote that "the liberator was blessed with immortal genius, he created a republic out of nothing; and at the same time as he created and organised it, he directed the war and managed the armed forces, all without neglecting a single aspect of his great project".[54] Bolívar is often presented in this light: as the exceptional "Liberator" whose star shone and fell during his decade, the 1820s. In this essay I have tried to suggest that Bolívar was less unique, and more representative, than is often thought. Simón Bolívar's courting of Great Britain in the 1820s was not something peculiar to his life or his political outlook. Instead, this chapter has tried to show how Bolívar's political family continued this trajectory in the 1830s and 1840s, demonstrating how the 1820s witnessed a substantial reconfiguration of imperial relationships in the Iberian and British Atlantics, and their ever greater intersection. But neither were these relationships static: by the end of Mosquera and Páez's lives, it was the United States, not Great Britain, which had become the dominant imperial power shadowing Colombia and Venezuela.[55]

The transition from one imperial power to another returns us to the themes explored in the Introduction to this volume. The historical paradigms of Atlantic history and the Age of Revolutions both hang upon our still insufficient knowledge of the changes and continuities of the 1820s. The evidence and analysis presented within these covers has pushed back the boundaries of our ignorance, and facilitated new dialogues within a comparative framework across the Atlantic. But there still remains much work to be done. One of the traditional problems in studying imperialism in the Americas in the 1820s is that European policies — the standard subject of historical investigation until relatively recently — were rarely enacted and seldom successful in the 1820s. Spain, Britain and France all designed several strategies towards the new American republics in this period; most of these plans had little or no effect on the other side of the ocean. Imperial formations in the 1820s were shaped by factors that are particularly difficult for historians to pinpoint or describe, such as insufficient resources, a lack of trust, the paucity of effective institutions, or ideological ambivalence.[56] Many

54/ Tomás Cipriano de Mosquera, *Memoria sobre la vida del General Simón Bolívar,* Bogotá, Instituto Colombiano de la Cultura, 1978, 229.

55/ See Brown, "Introduction", *in* Brown (2008), p. 18-19.

56/ In the latter category, a key example is the ambivalence toward colonies and colonial trade in political economy in the 1820s and 1830s. Some writers, includ-

of these best-laid plans came to nothing in the 1820s, for example the settler communities planted in Poyais, Topo and across rural Brazil.[57]

However, the decade of the 1820s presents an array of encounters and mutual influences which highlight the centrality of international events and transnational actors in the collapse of the Iberian Atlantic empires.[58] In the case of Spanish America, the crucial role of the Napoleonic occupation and the abdications of Carlos IV and Ferdinand VII (1808), the polarising impact of Ferdinand's restoration and "reconquest" efforts (1814-16), the disorientating shock of Rafael Riego's revolt and the implementation of a constitutional monarchy during the *Trienio Liberal* (1820-23) are recognised as having had major, discernible effects on the trajectory of Hispanic American Independence.[59] British and Irish adventurers served in Bolívar's armies, played pivotal roles in the forging of new nations, and were integrated into post-independence local elites in remarkable, peculiar ways. In Brazil, Dom Pedro encouraged the recruitment of foreign (Irish-German-Swiss) mercenaries, disbanding these battalions in 1830 after a 1828 riot of foreign troops caused public outcry.[60] British diplomats mediated the war between the United Provinces of the River Plate and Brazil over the Banda Oriental, leading towards the creation of the independent state of Uruguay at the end of the decade.[61] A large British community was thriving by the 1820s, a harbinger of a growing cultural influence to come in the River Plate for much of the next century.[62] Other exiles from the turmoil of Europe's Revolutionary and Napoleonic Wars sought and found new occupations and new identities in unexpected parts of the New World.[63] Even the tortuous negotiations and showman-like fanfare that accompanied George Canning's recognition of

---

ing David Ricardo, were sceptical of the economic wisdom of colonies and colonial trade as opposed to free trade policy. See Winch (1965), p. 39-45 *passim*.

57/ Brown (2005); Rheinheimer (1988); Marshall (2005).

58/ As Rafe Blaufarb suggests, "the activities of foreign revolutionaries, mercenaries, spies and freebooters who lurked in the back alleys of Latin American independence furnish material for a transnational diplomatic history 'from below' in which states figure as just one among several types of actor", *in* Blaufarb (2007).

59/ For an analysis of the most recent literature see Paquette (2009), p. 175-212; see also Waddell (1985); for Brazil, see Nizza da Silva (1978-1979).

60/ Browne (1972), p. 77-88 *passim*.

61/ Winn (1976); also Vale (2000).

62/ Rock (2008).

63/ Blaufarb (2005).

the independence of parts of Hispanic America in 1825 were intimately linked to affairs in the Iberian Peninsula. Canning's famous declaration to "bring the New World into existence, to re-dress the balance of the Old", was made in a parliamentary debate over affairs in Iberia, not Latin America.[64]

The 1820s, therefore, may well have been the 'Bolivarian Decade'. Bolívar was typical of many leaders of his generation in that he was steeped in Enlightenment thought, and the scion of a wealthy planter family which was oriented towards the export economy. Bolívar, San Martín, Mosquera and others like them nevertheless dedicated themselves to leading independence movements inspired by revolutionary ideology which at first glance might be thought to threaten their traditional privileges. This was the paradox that unsurprisingly led Bolívar and others to flirt with centralism, monarchism and other symptoms of their distrust of very people they sought to liberate from colonial rule. The economic, social, political and intellectual shifts that occurred under his star had medium-term effects that had precious little to do with Bolívar, however, and everything to do with the Atlantic networks, convergences, aspirations and ambitions traced and analysed in this book. If the 1820s belong to anyone, therefore, it is to the future historians who take up the challenges laid down by the contributors to this book, whose painstaking and necessarily creative research in forgotten archives will help us to understand these slippery but unmistakable connections after colonialism.

Bibliography

Armitage David and Sanjay Subrahmanyam (2010), "Introduction: The Age of Revolutions, c. 1760-1840 — Global Causation, Connection and Comparison", Armitage David et Subrahmanyam Sanjay, *The age of revolutions in global context, c. 1760-1840*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York, Palgrave Macmillan.

Bethell Leslie (1970), *The Abolition of the Brazilian Slave Trade: Britain, Brazil and the slave trade question, 1807-1869,* Cambridge, CUP.

Bickers Robert (2003), *Empire Made Me: An Englishman Adrift in Shanghai,* London, Penguin.

Blaufarb Rafe (2007), "The Western Question: The Geopolitics of Latin American Independence", *American Historical Review,* 112:3, 712-741.

64/ Canning (1826).

Brading David A. (1983), *Classical Republicanism and Creole Patriotism: Simón Bolívar and the Spanish American Revolution (1783-1830)*, Cambridge, Centre of Latin American Studies.

Brown Matthew (2005), "Inca, Sailor, Soldier, King: Gregor MacGregor and the Revolutionary Caribbean", *Bulletin of Latin American Research,* 24:1, p. 44-71.

Brown Matthew and Gabriel Paquette ed. (2012), *Continuities after Colonialism: Europe and Latin America in the 1820s,* Tuscaloosa, University of Alabama Press.

Brown Matthew, ed. (2008), *Informal Empire in Latin America: Culture, Commerce and Capital,* Oxford, Blackwell.

Browne George P. (1972), "Government Immigration Policy in Imperial Brazil, 1822-1870", PhD Diss., Catholic University of America.

Bushnell David (2003), *Simón Bolívar: Liberation and Disappointment,* New York, Longman.

Bushnell David (2008), "The United States as seen by Simón Bolívar: Too Good a Neighbour", in David Bushnell and Lester Langley, ed., *Simón Bolívar: Essays on the Life and Legacy of the Liberator*, Lanham, Rowman and Littlefield, p. 135.

Canning (1826), *Corrected Report of Speeches delivered by the Right Hon. George Canning, in the House of Commons, December 12 1826, on the motion for an address to the king in answer to His Majesty's Message relative to the Affairs of Portugal*, 12 December 1826, London, 1826.

Carrera Damas, Germán (1970), *El culto a Bolívar*, Caracas, UCV.

Cipriano de Mosquera Tomás (1978), *Memoria sobre la vida del General Simón Bolívar,* Bogotá, Instituto Colombiano de la Cultura.

Cunninghame-Graham Robert (1929), *José Antonio Páez*, London, William Heinemann.

Davies Catherine (2005), "Colonial Dependence and Sexual Difference: Reading for Gender in the Writings of Simon Bolivar (1783-1830)", *Feminist Review,* 79, p. 5-19.

Deas Malcolm (2008), « Weapons of the Weak? Colombia and Foreign Powers in the Nineteenth Century », *in* Matthew Brown, ed., *Informal Empire in Latin America: Culture, Commerce and Capital,* Oxford, Blackwell, p. 173-186.

Earle Rebecca (2000), « The War of the Supremes: Border Conflict, Religious Crusade or Simply Politics by Other Means », en Earle, ed., *Rumours of Wars: Civil Conflict in Nineteenth Century Latin America,* Londres, Instituto de Estudios Latinoamericanos, p. 119-134.

Fowler Will (2007), *Santa Anna, of Mexico,* Lincoln, University of Nebraska Press.

Graham Burnett D. (2000), *Masters of All They Surveyed: Exploration, Geography and a British El Dorado*, Chicago, Chicago University Press.

Harwich Valenilla Nikita (2000), "Banco Central de Venezuela", in *Diccionario de historia de Venezuela* [cd-rom], Caracas, Fundación Polar.

Harwich Vallenilla Niñita, (1986) *Formación y crisis de un sistema financiero nacional. Banca y estado en Venezuela 1830-1940,* Caracas, Editorial BurIa; Editorial Antonio José de Sucre.

Helg Aline (2003), "Simón Bolívar and the Spectre of 'Pardocracia': José Padilla in Post-Independence Cartagena", *Journal of Latin American Studies,* 35, 3, p. 447-471.

Helguera and Davis (ed.) (1978), *Archivo epistolar de Tomás Cipriano de Mosquera,* 3 vol., Bogotá, Academia Colombiana de Historia.

Jasanoff Maya (2005), *Liberty's Exiles,* and Jasanoff, *Edge of Empire: Lives, Culture, and Conquest in the East, 1750-1850*, New York, Fourth Estate, 2005.

Jasanoff Maya (2011), *Liberty's Exiles: The Loss of America and the Remaking of the British Empire,* London, Harper Collins.

Jorge Mier Hoffman, *La carta que cambiará la historia*.

Ker Porter (1966), *Diario. Sir Robert Ker Porter's Caracas Diary, 1825-1842: A British Diplomat in a Newborn Nation* ed. Walter Dupouy, Caracas, Editorial Arte. Ker Porter (1997) *Diario de un diplomático británico en Venezuela,* Caracas, Fundación Polar.

Lambert David and Alan Lester, ed. (2006), *Colonial Lives across the British Empire: Imperial Careering in the Nineteenth Century,* Cambridge, Cambridge University Press.

Larson Brooke (2004), *Trials of Nation-Making: liberalism, race and ethnicity in the Andes, 1810-1910,* Cambridge, Cambridge, Cambridge University Press.

Llorca Manuel (2008), "British Textile Exports to the Southern Cone During the First Half of the Nineteenth Century: Growth, Structure and the Marketing Chain", unpublished PhD thesis, University of Leicester.

Lombardi John (2008), "Epilogue: History and Our Heroes: The Bolivarian Legend", *in* David Bushnell and Lester Langley.

Lynch John (1992), *Caudillos, 1800-1850,* Oxford, Clarendon Press.

Lynch John (2009), *Simón Bolívar, A Life*, New Haven, Yale University Press.

Marshall Oliver (2005), *English, Irish and Irish American Pioneer Settlers in Nineteenth-Century Brazil*, Oxford, Centre for Brazilian Studies.

McGuinness Aims (2008), *Path of Empire: Panama and the California Gold Rush,* Ithaca, Cornell University Press.

Miller Rory (1993), *Britain and Latin America in the Nineteenth and Twentieth Centuries,* London and New York, Pearson.

Mondolfi Gudat Edgardo (2005), *Páez visto por los ingleses*, Caracas, Biblioteca de la Academia Nacional de la Historia.

Murray David (1980), *Odious Commerce: Britain, Spain and the Abolition of the Cuban Slave Trade*, Cambridge, CUP.

Murray Pamela (2009), "Mujeres, género y política en la joven república colombiana: una mirada desde la correspondencia personal del General Tomás Cipriano de Mosquera, 1859-1862", *Historia Crítica,* 37, p. 54-71.

Murray Pamela, *For Glory and Bolivar: The Remarkable Life of Manuela Saenz*, Austin, University of Texas Press, 2008.

Nizza da Silva Maria Beatriz (1978-1979), "A Repercussão da Revolução de 1820 no Brasil", *Revista de História das Ideias*, 2.

Ojer Pablo (1969), *Robert H. Schomburgk, explorador de Guayana y sus líneas de frontera*, Caracas, Universidad Central de Venezuela.

Paquette Gabriel (2009), "The Dissolution of the Spanish Atlantic Monarchy", in *Historical Journal,* 52:1, 175-212.

Pearce Adrian (2007), British Trade with Spanish America*, 1763-1808,* Liverpool, Liverpool University Press.

Pérez Vila Manuel (1957), *Vida de Daniel Florencio O'Leary,* Caracas, Imprenta Nacional.

Polanco Alcántara Tomás (1994), *Simón Bolívar,* Caracas, Ediciones IG.

Quintero Inés (2003), *La criolla principal: María Antonia Bolívar, hermana del Libertador,* Caracas, Fundación Bigott.

Racine Karen (2008), "Simón Bolívar, Englishman: Elite Responsibility and Social Reform in Spanish American Independence", *in* David Bushnell and Lester Langley.

Racine Karen (2010), "This England, This Now': British Cultural Influence in Spanish America in the Independence-Era", *Hispanic American Historical Review* 90, 3, p. 423-454.

Rafe Blaufarb, *Bonapartists in the Borderlands: French Exiles and Refugees on the Gulf Coast, 1815-1835*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2005.

Rheinheimer Hans P. (1988), *Topo: The Story of a Scottish Colony near Caracas 1825-1827*, Edinburgh, Scottish Academic Press.

Richard Boyer and Geoffrey Spurling, ed. (2000), *Colonial Lives: Documents on Latin American history, 1550-1850,* Oxford, OUP.

Rock David (2008) "The British in Argentina: From Informal Empire to Postcolonialism", *in* Brown, ed., *Informal Empire in Latin America,* p. 49-77.

Rothschild Emma (2011), *The Inner Life of Empires: An Eighteenth Century History,* Princeton, Princeton University Press, 2011.

Safford Frank y Marco Palacios (2002), *Colombia: Fragmented Land, Divided Society,* Oxford, Oxford University Press.

Sobrevilla Perea Natalia (2010), *The Caudillo of the Andes: Andrés de Santa Cruz,* Cambridge, Cambridge University Press.

Sobrevilla Perea Natalia (2011), "From Europe to the Andes and Back: Becoming 'Los Ayacuchos'", *European History Quarterly*, 472-488.

Stein Barbara and Stanley Stein (2009), *Edge of Crisis: War and Trade in the Spanish Atlantic, 1789-1808*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Stoler Ann Laura, ed. (2005), *Haunted by Empire: Geographies of Intimacy in North American History,* Chapel Hill, Duke University Press.

Todd David (2008), "John Bowring and the Global Dissemination of Free Trade", *Historical Journal,* 51, p. 373-397.

Uribe de Hincapié María Teresa y Liliana María López Lopera (2006), *Las palabras de la guerra: metáforas, narraciones y lenguajes políticos. Un estudio sobre las memorias de las guerras civiles en Colombia,* Medellín, La Carreta Histórica.

Vale Brian (2000), *A War Betwixt Englishmen: Brazil Against Argentina on the River Plate 1825-1830*, London, New York, I. B. Tauris.

Waddell D. A. G. (1985), "International Politics and Latin American Independence", *in* Leslie Bethell, ed., *Cambridge History of Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press.

William Lofstrom (1996), *La vida íntima de Tomás Cipriano de Mosquera,* Bogotá, El Ancora Editores.

Winch Donald (1965), *Classical Political Economy and Colonies*, London, L. S. E. Press.

Winn Peter (1976), "British Informal Empire in Uruguay in the Nineteenth Century", *Past & Present,* 73, p. 100-126.

Erika Pani

Gentilhomme et révolutionnaire ; citoyen et « étranger suspect »
Orazio de Attellis, marquis de Santangelo, et les républiques américaines

En 1826, Andrés Pignatelli, ancien lieutenant aux ordres de Joachim Murat quand il était roi de Naples, écrivait dans la revue littéraire *El Iris*, publiée à Mexico. Il rapportait la vie de son ami, Orazio de Attelis, marquis de Santangelo (1774-1850), aristocrate napolitain devenu révolutionnaire, qui venait d'être victime de l'attaque du gouvernement :

> Dix campagnes militaires, deux blessures, cinq emprisonnements, quatre émigrations, deux sentences de mort, la perte volontaire de son titre de noblesse et des grosses rentes qui lui étaient associées, des croix chevaleresques gagnées sur le champ de bataille, des mentions honorables de chevalerie conférées par plusieurs armées, des productions littéraires et politiques du plus grand intérêt, des missions de la plus grande difficulté, des exploits intrépides et glorieux[1]…

Presque quinze ans plus tard, il aurait ajouté que son camarade avait perdu un fils et épousé une jeune Américaine, qu'il avait essayé de devenir citoyen dans deux républiques du Nouveau continent, qu'il avait fondé deux établissements éphémères pour l'éducation de la jeunesse et dirigé un journal polyglotte à Mexico ; qu'il avait été, par

1/ Je tiens à remercier les organisateurs du colloque « Les empires atlantiques en révolution » pour l'invitation à participer dans cette enrichissante conversation transatlantique et polyglotte, Caroline Heimo et Joëlle Chassin pour la lecture attentive, et Carlos Garriga pour sa générosite et les suggestifs commentaires faits à ce texte.
« Comunicado », 8 juillet, 1826, dans *El Iris.* 1986, vol. I, pp. 160-163. Toutes les traductions sont de l'A.

deux fois, banni par le gouvernement mexicain, et qu'il avait publié de nombreux pamphlets en espagnol et en anglais pour dénoncer les périls que représentait la Sainte-Alliance pour l'Amérique, pour défendre l'indépendance du Texas et avertir des risques de son annexion aux États-Unis, et, surtout, pour condamner la politique mexicaine et celle des *Whigs* américains.

À en croire Pignatelli, la vie mouvementée de Santangelo ferait l'étoffe d'un roman, d'une espèce de *Mouron rouge* en négatif. Comme cadet servant en Espagne, Santangelo avait fondé la société des *unionisti* pour libérer et unifier l'Italie. II avait conspiré pour la « républicanisation » de la Toscane. Emprisonné, il avait livré aux Français le château de Puerto Ferrayo, sur l'île d'Elbe, où il était enfermé. Avec Napoléon, il délivra l'Italie « du joug Bourbon », et l'aurait sauvée toute entière, si Murat avait écouté ses conseils. Fuyant l'Europe de la Restauration, il avait cherché à se rendre utile à la cause libérale dans le Nouveau Monde. En Amérique, malgré ses vertus et sa générosité il fut, selon son propre témoignage, dédaigné et maltraité. Les aventures de cet exilé italien prolixe étaient toujours dramatiques et la plupart du temps malheureuses, mais elles nous intéressent surtout parce qu'elles vont au-delà de la tragédie du héros romantique, pour ouvrir une fenêtre sur ces « empires atlantiques en révolution » entre la fin du XVIII^e^ et le début du XIX^e^ siècle. Elles illustrent les efforts des hommes de l'époque, sur les deux rives de l'Atlantique, pour construire un ordre nouveau sur les restes encore remuants de ce qu'ils appelleraient l'*Ancien Régime*. Les allers-retours de Santangelo entre le Mexique et les États-Unis dans les années 1820-1830, ses plaidoyers passionnés, ses critiques virulentes, esquissent une nouvelle vision du citoyen comme sujet politique, alors que les réactions et les silences qu'il provoque, surtout dans ses conflits avec le gouvernement mexicain, nous parlent des engagements complexes pris par la génération révolutionnaire pour définir les attributions du pouvoir public et les caractéristiques de la communauté politique, dans les nations engendrées par les convulsions transocéaniques, sur un quadrillage dont personne ne réussissait à fixer les coordonnées.

Santangelo appartenait à ce réseau d'Italiens en exil, bonapartistes radicalisés, qui s'étaient mis à la tête des mouvements révolutionnaires qui secouèrent l'Italie entre 1790 et 1821. Après leur défaite, ils abandonnèrent l'Italie, constituant une communauté intellectuelle et politique transnationale, une « république des lettres » vouée au progrès de la cause libérale, surtout dans ces pays « nouveaux », comme la Grèce et l'Amérique espagnole, qui échappaient à la réaction sauvage de la

Restauration, et où les objectifs révolutionnaires semblaient à la fois nécessaires et accessibles. De nombreux architectes du *Risorgimento,* au même temps patriotes et cosmopolites, prirent une part active à la construction polémique de ces nouvelles nations, souvent entre conspiration et débat public[2]. En 1824, las de ses « naufrages politiques », Santangelo décida de passer aux États-Unis dans l'espoir, disait-il, d'être utile à la cause de la liberté dans le Nouveau Monde. Âgé de cinquante ans, il espérait utiliser la plume plutôt que l'épée. Enthousiasmé par les institutions américaines — quoiqu'il ne les connût que vaguement —, il ne fit, selon son propre témoignage, que débarquer à New York pour aller enregistrer, dans un des tribunaux du port, son intention de devenir citoyen américain[3]. L'année suivante, il se dirigit vers le Mexique, avec son fils, qui avait été engagé par une entreprise mexicaine.

Installé dans la capitale mexicaine, la ville la plus peuplée d'Amérique, Santangelo prit vite contact avec ses compatriotes et ses coreligionnaires : le général napolitain Vicente Filisola qui, après avoir servi Fernando VII pendant la guerre d'Indépendance, avait intégré l'armée mexicaine ainsi que les journalistes et imprimeurs Florencio Galli et Claudio Linati, ce dernier venu au Mexique, engagé par le gouvernement, pour y introduire les techniques lithographiques et pour « civiliser ces semi-barbares » qu'étaient les Mexicains. Il se lia aussi à certains membres du parti politique dit « exalté », « populaire » ou « américain », érigé sus les bases des Loges maçonniques du rite de York — d'où l'étiquette de *yorkinos* qu'on leur attribuait —, parmi lesquels on comptait, notamment, Lorenzo de Zavala et l'ancien insurgent et futur président de la République, Vicente Guerrero. Santangelo ne pouvait qu'approuver le discours radical des *yorkinos*, leurs efforts pour démocratiser la vie publique mexicaine, et leur critique contre la survivance des privilèges hérités du régime colonial[4]. C'est par leurs instances qu'il décida de publier, en avril 1826, ses *Cuatro primeras discusiones del Congreso de Panamá* — dont seulement les deux premières furent diffusées — pour réfuter l'optimisme de l'abbé de Pradt, qui annonçait un futur souriant pour les nations américaines enfin libérées du fardeau colonial.

À la différence de l'évêque auvergnat, Santangelo était convaincu qu'une fois Napoléon vaincu, les « vieux renards » de la diplomatie européenne, résolus à ne permettre que pas le « moindre germe

2/ ISABELLA (2009), p. 9-23 ; pp. 42-64.
3/ SANTANGELO (1841), p. 7.
4/ Voir SOLÁ (1989).

de libéralisme ne pullule en Europe », avaient tourné leurs intrigues et leurs armes vers l'Amérique, pour éviter que cet « immense continent ne devienne un foyer de *liberté universelle*[5] ». Depuis la Révolution, l'Europe représentait un champ de bataille « moral, physique et politique » où s'affrontaient « rois et peuples, esclaves et citoyens, classes privilégiées et victimes des privilèges ». Les nations américaines — États-Unis inclus — étaient, malgré elles, impliquées dans cette grande conflagration. Elles devaient prendre au sérieux leur prochaine réunion au Panamá, préconisée par Bolívar, pour consolider une alliance défensive effective contre l'attaque imminente du despotisme européen. Le vieux Napolitain avait demandé la citoyenneté mexicaine deux mois auparavant, et proclamait n'écrire que pour démontrer que « l'amour pour une patrie adoptive pouvait être aussi ardent, et souvent bien plus, que celui qu'inspirait une patrie fortuite[6] ». Ses textes, traduits du français par Zavala — qui les saupoudra, en notes de pied de page, de ses propres critiques violentes contre l'héritage espagnol en Amérique —, visaient surtout à exposer la nature dangereuse de la nouvelle configuration diplomatique européenne, « qui n'avait rien en commun avec celles qui l'avaient précédée dans les annales de la civilisation ». La Sainte-Alliance avait juré « vengeance, guerre et despotisme *universel et éternel* », et transformé en « norme religieuse » son droit d'intervention armée dans les affaires de « toutes les nations du globe[7] ».

Les escarmouches rhétoriques de Santangelo agressaient « le prince schismatique, le calviniste et le protecteur de toutes les sectes hétérodoxes imaginables » qui formaient cette alliance — mal nommée « sainte » —, plutôt que les gouvernements américains en général, ou le mexicain en particulier. Il est vrai qu'on pouvait lire, dans ses efforts pour éveiller des « soupçons véhéments », et dans l'inclusion en tête de texte d'un épigraphe provocateur de Voltaire — « Le devoir le plus saint, la loi la plus chérie, c'est d'oublier la loi pour sauver la patrie » — une critique voilée à un gouvernement qui, endormi sur les lauriers de la conquête de l'indépendance et de la république, refusait de prendre des mesures d'urgence pour faire face à la menace du Vieux Monde[8].

5/ Santangelo (1826), p. 16, p. 32. Les italiques dans l'original.

6/ D'Orazio Attellis Santangelo au Président de la République, New York, 25 juillet, 1828, Archivo Histórico Genaro Estrada. Acervo Histórico Diplomático. Secretaría de Relaciones Exteriores (dorénavant AHGE-SRE), dossier 4-22-6732.

7/ Santangelo (1826), p. 15.

8/ Pour une analyse du discours jacobin international, voir Solá, *ibid*.

Néanmoins, la publication de son second pamphlet fut suivie d'un ordre du gouvernement de Guadalupe Victoria, qui exigeait que Santangelo, comme « étranger suspect », abandonnât au plus tôt le territoire national. Dans l'atmosphère politique de plus en plus étouffante de la jeune république, ses textes furent interprétés comme une attaque ouverte et malicieuse contre le gouvernement. Au beau milieu d'une crise économique, l'ancienne métropole ne reconnaissant pas l'indépendance du Mexique et préparant sa « *Reconquista* », la République était sur le point de renouveler les corps législatifs fédéral et locaux. L'opinion publique identifiait la confrontation envenimée entre factions — *yorkinos* et *escoceses*, issues toutes les deux des loges maçonniques — comme un des plus graves dangers menaçant la jeune nation. Au sein d'une culture politique qui condamnait les partis, face à la montée vertigineuse d'une opposition qui se montrait exceptionnellement forte pour les mobilisations populaires, l'administration « modérée » de Victoria lut dans le texte de Santangelo la preuve de l'existence de la dangereuse conspiration *yorkina* que de nombreux *escoceses* dénonçaient depuis des mois[9]. En fait, le contenu des textes ne fut presque pas remis en question. Comme on verra ci-dessous, le débat n'aborda pas les propositions de Santangelo, et tourna, immédiatement, sur ce qui était permis à un régime constitutionnel républicain.

Dans un pareil cadre, les appels de notre auteur au patriotisme, aux « devoirs de l'hospitalité », aux trente quatre ans qu'il avait voués au service de la liberté, les assurances que lui firent de nombreux notables qu'il n'y avait que des *pendejos* au gouvernement, les nombreuses publications qui dénonçaient son expulsion comme injuste et anticonstitutionnelle, et même l'absolution du tribunal chargé d'examiner son texte et l'intervention en sa faveur du Conseil de Gouvernement ne servirent à rien. En s'embarquant à Veracruz sous escorte militaire, il abandonna le pays. Son fils contracta la fièvre jaune et mourut en mer. Pour Santangelo, l'étiquette de « suspect » représentait « une blessure inguérissable » à son honneur, et la mort de son fils unique une tragédie incommensurable[10]. Aussi, les années suivantes, il allait plutôt essayer

9/ De leur côté, les *yorkinos* condamnaient ce qu'ils décrivaient comme la politique « d'amalgame » du gouvernement Victoria, à cause de la présence d'« Écossais » — accusés de monarchistes — entre ses ministres, et de la protection qu'il était censé donner aux Espagnols, alors que « le peuple » réclamait leur expulsion. Voir Costeloe (1975) ; Sims (1990), et Ávila (2004), pp. 35-64.

10/ Santangelo (1841), p. 16, p. 41.

d'obtenir un dédommagement pour les pertes auxquelles il pouvait mettre un prix. À cause de l'illégalité de son expulsion — à laquelle viendrait s'ajouter un second bannissement en 1835 —, il réclamait d'être indemnisé pour ce qu'il avait perdu. En 1828 et en 1835 il s'adressa au gouvernement mexicain, et en 1840 à la commission mixte de réclamations installée par la convention diplomatique entre les États-Unis et le Mexique de 1839. En 1841, constatant qu'il n'obtenait que des résultats décevants, il exigea que le gouvernement américain se charge de son dédommagement.

Pour fixer un prix à ses malheurs, don Orazio rédigea une longue liste où figuraient les cambriolages soufferts sur les routes mexicaines, la faillite de son journal *El Correo Atlántico* en 1835, les rentes qui lui auraient rapporté, dans le temps, les deux écoles qu'il avait installées, l'une à Mexico, l'autre à la Nouvelle-Orléans, et qu'il avait dues abandonner pour insister sur ses réclamations auprès des autorités fédérales — mexicaines, puis américaines —, les pertes dues à la vente pressée de ses meubles, les dépenses faites pour les toilettes de sa femme, pour acheter des articles — comme les *mantillas* — qu'elle ne pouvait porter qu'au Mexique. Il ajouta les droits d'auteur perdus à jamais quand, sur la route à Veracruz, tomba dans l'eau, par malice plutôt que par maladresse, le coffre contenant ses manuscrits sur les thèmes les plus divers — « le fruit de plus de trente ans de durs travaux littéraires » ; de nombreux textes en trois langues sur la liberté, la démocratie, Ovide et Virgile, les manœuvres de cavalerie et sur « les effets funestes de l'indissolubilité du mariage[11] ». C'est ainsi qu'il présenta, en 1840, des réclamations contre le gouvernement mexicain pour 100 000 dollars.

Les stratégies employées par Santangelo pour atteindre ses objectifs restèrent cependant inefficaces. En 1828, Santangelo réclamait de nouveau la citoyenneté mexicaine, pour pouvoir retourner dans le pays et présenter ses réclamations devant la justice. Comme il était identifié par les autorités comme une « personne trop bien connue au Mexique », celle-ci ne lui serait pas reconnue[12]. En 1835, il revenait à Mexico, croyant compter sur les sympathies du Président Antonio López de Santa Anna, pour qui il avait inséré des articles flatteurs dans le *Bee* de la Nouvelle-Orléans. Cette même année, il connut une

11/ Santangelo (1841), pp. 101-122.

12/ Le ministre de la légation mexicaine à Washington, déconseillant de donner une réponse à Santangelo. De Pablo Obregón au Secrétaire de Relations, Washington, Août 8, 1828, AHGE-SRE, dossier 4-22-6732.

nouvelle expulsion. Il protesta à plusieurs reprises contre la Convention de 1839 et sa commission mixte, qui ne le reconnut comme citoyen américain qu'à partir de 1828, quand il reçut ses papiers. Il trouva intolérable que la commission nommât un « étranger » — le roi de Prusse — comme arbitre final et qu'elle accordât au gouvernement mexicain de payer ses allocations en bons du Trésor, qui n'avaient presque aucune valeur sur le marché. Il détermina, finalement, que c'était le gouvernement des États-Unis qui était responsable de ses pertes, et qui devait le dédommager. Avec le temps, les tirades du patriote sexagénaire devenaient plus stridentes et moins raisonnables. Elles portent, cependant, les contradictions et complexités d'un ordre postrévolutionnaire où l'appartenance au corps politique n'était pas, en théorie, le produit de la nature, mais de décisions humaines, et où l'État était non seulement un acteur sur la scène internationale, mais aussi le garant des droits de ses concomitants et l'incarnation de leur volonté.

Les passions baroques que déchaîna la première expulsion de Santangelo reflètent surtout les antagonismes qui divisaient la classe politique mexicaine. Mais elles mettent aussi en valeur les différentes visions que les hommes de l'époque construisaient des liens politiques et des limites de l'autorité publique. C'est ainsi que, à Mexico en 1826, certains publicistes refusèrent d'identifier Santangelo à un « étranger ». Le curé José María Alpuche, ardent sénateur *yorkino*, soutenait que n'étaient étrangers dans la République que les hommes « serviles, dont les idées de liberté sont diamétralement opposées à l'indépendance absolue des peuples d'Amérique[13] ». Dans sa lettre au *Jefe político* de Jalapa en août 1826, comme dans sa lettre au président en juillet 1828, Santangelo semblait considérer qu'il suffisait de revendiquer la naturalisation pour devenir, en fait, citoyen[14]. De même, il affirma qu'il était citoyen américain du moment qu'il avait déclaré son désir de le devenir auprès du tribunal approprié. L'admission au corps politique « libéral » ne pouvait pas représenter une concession de l'autorité, accordée seulement sous certaines conditions fixées par la loi, mais le résultat, pratiquement automatique, de l'intention individuelle. Dans le schéma de Santangelo, la naturalisation n'était pas un privilège accordé par l'État, mais un droit qui pouvait être exigé[15].

13/ ALPUCHE (1826), p. 2.

14/ D'Orazio Attellis Santangelo au Président de la République, New York, 25 juillet, 1828, AHGE-SRE, dossier 4-22-6732 ; SANTANGELO (1841), p. 34.

15/ JORDAN (1826), p. 23.

Il s'agissait certainement d'un schéma qui servait ses intérêts, mais qui se fondait sur les principes que proclamaient les constructeurs du nouvel ordre. Dans les années 1840, la revendication du drapeau des États-Unis devint le recours préféré d'un Santangelo de plus en plus désespéré… et de plus en plus gênant. En effet, il invoqua alors, comme motivation première pour écrire ses *Cuatro primeras discusiones,* non son amour pour le Mexique et pour la liberté du Nouveau Monde, mais les services qu'il avait rendus aux États-Unis. En insistant sur l'inclusion de la République du Nord dans l'initiative de défense continentale, il cherchait surtout, prétextait-il, à sauvegarder les intérêts commerciaux des États-Unis, menacés par la méfiance des fonctionnaires mexicains et leurs sympathies envers les républiques de l'Amérique espagnole, qui les méritaient « bien moins » que sa « nouvelle patrie[16] ». Au-delà des effets larmoyants que cultivait l'Italien, ses arguments étaient à propos. Dans un monde divisé entre la révolution et la réaction, où les libéraux étaient souvent considérés comme des criminels, ne pas assumer les conséquences logiques de l'allégeance volontaire — selon laquelle appartenait au corps politique celui qui voulait en faire partie, et était prêt à exercer les droit et supporter les obligations qui en découlaient — pouvait être dangereux. L'« hospitalité » ne pouvait pas être « une générosité » que les nations accordaient selon leur volonté. C'était par contre le devoir sacré de toute « association humaine ». Les peuples libres étaient particulièrement contraints de recevoir et de protéger ceux qu'on persécutait à cause de leur amour pour la liberté[17].

C'est cette version radicale de l'appartenance politique qui aiguillonna l'indignation de Santangelo quand la commission mixte débouta une partie importante de ses réclamations en affirmant qu'en 1826 il n'était pas encore citoyen américain. Certes, il reconnaissait que son procès de naturalisation était alors incomplet, et qu'il avait abandonné le pays pour s'installer au Mexique, mais dès qu'il avait déclaré son intention de devenir citoyen américain, et qu'il avait renoncé, comme l'exigeait la formule légale, à « toute allégeance étrangère », ses droits civils ne pouvaient être, « *de facto* et *de jure* », que sous la protection des États-Unis. Peu importait que la loi de naturalisation exigeât cinq ans de résidence pour compléter le processus, qui ne concernait

16/ Santangelo (1841), pp. 13-14.
17/ Jordan (1826), p. 28

que les droits politiques[18]. Les normes qui réglaient l'accès à la citoyenneté ne pouvaient pas circonscrire les droits du citoyen. Ce serait « évidemment absurde de renoncer à la liberté pour être libre[19] ». La préservation des droits représentait le noyau dur de la citoyenneté, et par conséquent le devoir essentiel de l'État. Ni les considérations diplomatiques ou géopolitiques — ce que Santangelo appelait avec mépris la « courtoisie » entre nations —, ni « le bien-être de la société » ne justifiaient leur sacrifice. L'autorité qui privait — ou qui permettait qu'on ne prive — un citoyen « de ces choses dont la perte rendait la vie amère » ne méritait pas d'être obéie[20].

Cela explique que Santangelo ait condamné aussi bien la forme selon laquelle le gouvernement mexicain avait constitué la commission mixte — comme un corps diplomatique chargé de régler les différends que provoquaient les réclamations des citoyens américains dans la relation binationale — que la construction du gouvernement américain, qui voyait dans la commission un organisme judiciaire, qui devait décider en justice (et sans l'intervention du pouvoir exécutif) des conflits entre ses citoyens et les autorités mexicaines[21]. Pour Santangelo, les membres américains de la commission n'étaient pas là en juges, mais en défenseurs des plaignants américains, et le gouvernement national était censé intercéder — ce qui voulait dire manipuler, contraindre et menacer la République voisine — si leurs efforts s'avéraient vains.

Bien que contextualisée dans une vision politique complexe, les textes de Santangelo finissaient par renvoyer au personnage même: l'honnête homme bafoué, le révolutionnaire trahi. Pourtant, le débat que sa première expulsion souleva à Mexico ignora l'individu et ses particularités. Ses vertus — notamment son amour pour la liberté — furent à peine mentionnées, ses arguments ignorés. Santangelo n'était pas un interlocuteur, mais l'objet des actions d'une autorité politique dont les facultés n'étaient pas encore définies. La discussion dévoile, on l'a déjà dit, les tensions d'une lutte partisane acerbe en période d'élection, mais aussi les ambigüités d'un groupe politique qui voulait proscrire les actions de l'administration Victoria sans toucher à des

---

18/ Il s'agit de la loi d'avril 14, 1802, dans LeMay et Barkan (1999), p. 16-18. Cette loi avait même été reformulée en 1813, pour exiger que les cinq ans de résidence ne fussent pas interrompus.

19/ Santangelo (1841), p. 132.

20/ Santangelo (1841), p. 6 ; Santangelo (1842), p. 6.

21/ Voir, à ce propos, Dunn (1933).

institutions qu'il espérait bientôt contrôler. C'est ainsi que la *Gaceta oficial* fut durement critiquée pour avoir justifié l'expulsion d'un étranger qui « osait s'ingérer dans nos affaires ». Les journaux officiels, alléguaient les *yorkinos*, publiés avec des fonds publics, ne devaient divulguer que « les lois, les décrets, la littérature qui [faisaient] honneur au pays, même s'ils [excitaient] les spéculations […] de l'Europe, et non des sarcasmes et des médisances […] propres aux harengères et aux rustres[22] ». Dans un débat public de plus en plus tendu, le gouvernement ne pouvait se prononcer pour défendre ses actions : sa voix ne pouvait être que neutre.

D'autre part, le bannissement de Santangelo fut condamné comme illégal et anticonstitutionnel. L'« odieuse » loi de facultés extraordinaires du 23 décembre 1824, qui permettait au président l'expulsion des étrangers « s'il le jugeait convenable », avait été abrogée[23]. Surtout, l'article 112 de la constitution interdisait clairement au Pouvoir Exécutif d'arrêter qui que ce soit sans suivre les procédés de loi en livrant l'individu en question à un juge compétent dans moins de quarante-huit heures[24]. Le texte constitutionnel ne distinguait pas, dans ces cas, entre l'étranger et le citoyen. Le Président agissait donc comme un tyran[25]. Par contre, ceux qui défendaient l'expulsion pouvaient difficilement insister sur des principes de légalité. Ils développèrent alors une triple stratégie : ils s'appuyèrent, d'une part, sur une vision qu'on pourrait décrire comme traditionnelle de la nation comme une grande famille. Celle-ci n'avait néanmoins pas été la vision dominante dans la Monarchie Catholique, où avait primé, plutôt, celle de la nation comme rassemblement de communautés[26]. Si la nation était une grande unité domestique,

---

22/ Alpuche (1826), p. 1 ; Cañedo (1826), p. 3.

23/ « Decreto. Medidas para la seguridad de la República », 23 décembre 1824, dans Dublán et Lozano (éd.), *Colección*, n° 450, à http://biblioweb.dgsca.unam.mx/dublanylozano/

24/ « Art. 112 : Las restricciones de las facultades del presidente son las siguientes : […] 2) No podrá el presidente privar a ninguno de su libertad, ni imponerle pena alguna, pero cuando lo exija el bien y seguridad de la federación, podrá arrestar, debiendo poner las personas arrestadas en el término de cuarenta y ocho horas a disposición del tribunal o juez competente. » Constitutión de 1824, dans Tena Ramírez (2002), p. 184.

25/ Cañedo (1826) ; El procurador de la nación [Lorenzo de Zavala], « Comunicados », dans *El Sol*, 5 juillet, 1826.

26/ « La misma necesidad recíproca que obligó al principio del mundo a reunirse a diferentes familias para formar de ellas una población, no bastando ésta para todos los fines de la sociedad […] precisó con el tiempo confederarse con muchas

c'étaient les statuts de l'*œconomia*, réglant les droits et les obligations des personnes selon leurs rôles sociaux, qui devaient gouverner, et non pas les principes abstraits de l'ordre libéral[27]. Le président, comme père de la nation, avait le droit de chasser tout étranger qui ne lui inspirait pas assez de confiance, tout comme un chef de famille pouvait renvoyer un domestique, même si celui-ci ne commettait aucune infraction. De plus, ces auteurs invoquèrent les antécédents personnels de Victoria. Pendant la guerre d'indépendance, l'ancien insurgent avait « vécu entre des tigres et des serpents extrêmement dangereux », il avait mangé des vers de terre et d'autres « viscosités ». Il s'agissait d'un être supérieur qui ne pouvait prendre que des décisions prudentes, pour le bien de la patrie.

D'autre part, les auteurs de pamphlets qui défendaient l'expulsion, et prirent comme pseudonymes les adjectifs d'« ignorant » et de « têtu », se réfugièrent dans le langage de la rusticité et la xénophobie qui, selon eux, caractérisait les Mexicains. Ces écrivaillons faisaient ainsi parler les fils de la République :

> Nous n'avions d'autre foi que celle du charbonnier, et nos vieilleries, et notre caractère et nos poings fermés. En fait, si on [lisait], ce [n'était] que pour prendre des notes sur l'histoire ; ni nos idées, ni nos cœurs ne [changeaient], et on [s'occupait] bien moins du sort d'un étranger que du prestige de notre gouvernement.

Les « rustres » qui s'érigèrent en porte-parole de l'administration Victoria affirmèrent ainsi que la constitution avait été rédigée pour les Mexicains, et non pas pour les « Chinois ». Il était absurde d'affirmer que la Loi Fondamentale protégeait citoyens comme étrangers ; ces derniers ne demanderaient jamais alors à être naturalisés. De plus, inférer que « l'asile et l'hospitalité » étaient des droits, et insister sur des « garanties parfaites » pour les étrangers revenaient à affirmer qu'il fallait recevoir les bras ouverts « les Espagnols nos ennemis […] lorsqu'ils arriveront par milliers, habillés en pèlerins, mendiants et fugitifs ». Pour compléter, enfin, les arguments d'ordre paternaliste et ceux fondés sur le savoir et le sentiment populaires, ces pamphlétaires ajoutèrent un raisonnement plus sophistiqué, emprunté à la commission législative chargée de déterminer, deux ans auparavant, la légitimité de l'expulsion

---

poblaciones. » Dou y de Bassols, 1800-1803, vol. I, p. 169. Voir aussi Herzog (2003).

27/ Voir Clavero (2005), p. 15-22.

de quatre Français, considérés comme « pernicieux » et qui avait été largement applaudie. Les députés avaient affirmé que le gouvernement avait le droit intrinsèque de bannir tous ceux qui n'étaient pas citoyens. Il s'agissait d'un droit pré-constitutionnel, inhérent à la souveraineté. La déportation des « étrangers suspects » était, comme l'assignation des emplois militaires, une question de défense nationale. Pour la résoudre, le Président n'était guidé que par sa prudence[28].

Ce fut un des représentants de Jalisco au Congrès fédéral, Juan de Dios Cañedo, qui répondit le mieux à ces assertions. Quoiqu'en aient dit les défenseurs de Victoria, les étrangers — révolutionnaires ou pas — étaient nécessairement sauvegardés par la loi fondamentale : une constitution qui ne protégeait pas n'obligeait pas non plus. La « tranquillité publique » et le « salut de la patrie » n'étaient que des excuses, des « masques » que le pouvoir mettait pour cacher ses iniquités. De plus, on ne pouvait pas parler des facultés « naturelles » du pouvoir politique. La nature ne fabriquait pas les gouvernements. Ceux-ci étaient le produit de « l'art » de la société qui les créait en établissant leur forme et leurs limites[29]. Face à l'argumentation solide parce que générale de Cañedo, les autres champions de Santangelo semblaient moins résolus à innocenter l'Italien par principe, et n'essayèrent pas de démonter les bases philosophiques de la déportation sous un régime constitutionnel. Ils affirmèrent alors que si Santangelo avait commis un crime, il fallait entamer des procédures contre lui. Son bannissement « n'obéissait pas à l'opinion publique, n'était pas conforme aux lois du pays, n'augmentait pas son crédit […] n'assurait pas la sécurité publique et, enfin, nous faisait paraître aux yeux du monde tel qu'on nous avaient peints les Espagnols[30] ». Il était donc défectueux, mais pas impensable. D'autre part, l'exil de la « personne suspecte » empêchait qu'on puisse traquer ses complices. Aussi, la presse *yorkine* ne reconnaissait pas le droit des étrangers à faire, dire et écrire tout ce que la loi ne leur interdisait pas. L'affaire Santangelo ne devint pas une question de garantie de la liberté de presse. Il n'y eut qu'*El Iris*, revue fondée par deux Italiens et un Cubain, qui défendait non seulement la liberté d'expression, mais le fait que c'était les étrangers qui l'exerçaient :

28/ El ignorante, s. d.; *Para los necios* (1826); El amigo de la lógica, "Comunicados", dans *El Sol*, 29 juillet 1826. La défense personnelle de Victoria dans Carlos Ma. de Bustamante, « Comunicados », dans *El Sol*, 18 juillet 1826.

29/ Cañedo (1826), p. 11-12; p. 13; p. 8.

30/ Alpuche (1826), p. 6.

> Qui peut parler de politique mieux que l'étranger qui vient en Amérique […]? Sa supériorité dans des circonstances égales est palpable; il connaît un ou plusieurs des gouvernements du Vieux Monde, il est au courant des fréquentes transactions politiques et des intentions des projets en relation avec l'Amérique […] Il serait borné si, après avoir vécu pendant un an au centre des intrigues diplomatiques, en observant l'esprit public et en assimilant cette information, il n'avait pas réussi à se former une idée distincte et complète du pays où il est venu habiter[31].

Mais le cœur du problème n'était pas, on l'a déjà signalé, dans ce qu'avait dit cet étranger, mais dans le champ politique où il s'était rangé. En effet, ce fut un autre étranger, José María Heredia, ancien collaborateur d'*El Iris*, qui prit en charge la défense du gouvernement. Ainsi, c'était deux étrangers qui se mêlaient des affaires des Mexicains, mais selon des schémas très différents. Leurs actions seraient, elles aussi, jugées de forme antithétique. Au dire d'Alpuche :

> Santangelo a déclaré un amour excessif pour les libertés publiques, et aucun pour la poésie; l'étranger Heredia aucun pour les libertés publiques, et beaucoup pour les poèmes stériles et inutiles. Santangelo n'est pas venu au Mexique, comme Heredia, pour mendier des postes, en dépit des lois et des préjugés des Mexicains […]. On dirait qu'au Mexique il n'y a pas d'hommes qui sachent manier la plume et les muses mieux qu'Heredia[32].

Le célèbre publiciste José Joaquín Fernández de Lizardi alla encore plus loin. Il ne s'agissait pas d'identifier les droits des étrangers — qui ne comprenaient certainement pas celui d'occuper les espaces et d'exercer les fonctions des Mexicains —, mais de convenir sur ce qui les rendait dangereux. En chassant Santangelo, le gouvernement, composé en parts égales d'incompétents et de criminels, se trompait surtout sur le choix du déporté, et pas sur l'action même. Au Mexique, « les rois alliés avec Fernando [VII comptaient] parmi nous sur une nombreuse armée de réserves, qui [grandissait] grâce à la tolérance du gouvernement ». Les étrangers et les Espagnols, affirmait-il, « entrent, sortent et demeurent chez nous » à volonté. Les Mexicains allaient bientôt regretter cette « générosité[33] ».

31/ « Extranjeros », 8 juillet 1826, dans *El Iris*, pp. 155-158.

32/ Alpuche (1826), p. 3.

33/ Fernández de Lizardi (1826), p. 1-2

Aussi, les pamphlets qui soutenaient l'exil forcé du révolutionnaire italien insistèrent sur le caractère politique et intéressé de sa défense. Quand, en 1824, l'administration Victoria avait banni quatre Français — Prisset, Scmaz, LaMotte et Saint Clair — cette mesure n'avait provoqué aucune censure. Les hauts cris à l'illégalité, à l'anticonstitutionalité, et au despotisme que poussait alors l'opposition n'exprimaient que leurs ambitions politiques :

> Alerte, Mexicains ! Personne n'est intervenu [dans l'expulsion des Français], aujourd'hui, on voit la formation d'un parti Santangelo ! Réveillez-vous ! Il veut que le gouvernement soit à la merci de quelques hommes qui se prennent pour les propriétaires de l'opinion, des destinées, des élections ; qui se prennent, en un mot, pour les arbitres de la nation, afin de soumettre le gouvernement à leur tutelle, et à une soumission plus dégradante et avilie que celle de l'esclave romain[34].

Ainsi, malgré la polémique que l'affaire Santangelo provoqua au sein du conseil des ministres de Victoria[35], et les décisions du tribunal local et de Conseil de Gouvernement du corps législatif, l'administration préféra être perçue comme arbitraire que comme faible. L'ordre d'expulsion fut exécuté sans délai. L'année suivante, aiguisé par les craintes généralisées d'une reconquête espagnole, le Congrès fédéral, dominé par les *yorkinos*, promulgua une loi pour bannir tous les Espagnols du territoire national, sauf quelques exceptions — ceux qui avaient servi la cause de l'indépendance, ceux qui avaient épousé une Mexicaine. Ultérieurement, les efforts des architectes de l'État mexicain consistèrent à inscrire ces déploiements de force dans la légalité plutôt qu'à réduire leur caractère arbitraire. Depuis 1836 et jusqu'à nos jours, c'est une des attributions constitutionnelles du président de pouvoir exiler tout étranger lui paraissant « suspect » ou « pernicieux[36] ».

L'affaire Santangelo illustre les efforts, dans ce cas pas vraiment couronnés de succès, des hommes d'État qui, pendant la première république mexicaine, essayèrent de construire une machine à gouverner efficace, dans le cadre du constitutionalisme libéral et d'une lutte partisane mal digérée. Pour Santangelo, elle représenta la fin décevante d'une

---

34/ El Ignorante, s. d., p. 15.

35/ Voir le bilan pour et contre l'expulsion dressé par le Ministère de Relations, AHGE-SRE, dossier 9-4-3.

36/ Voir Siete Leyes, Ley Cuarta, art 15, XXXIII dans Tena Ramírez (2002), p. 227.

longue carrière révolutionnaire, pour défendre la « liberté », conçue non seulement comme un droit individuel mais personnel. Banni par le gouvernement mexicain, ignoré par celui des États-Unis, il ne lui restait plus qu'à se dresser en critique féroce de ces républiques « ingrates ». Dans ses derniers textes, on trouve certains thèmes typiques du discours jacobin, qu'auparavant il n'utilisait pas. Il condamna ainsi, dans des pamphlets dirigés à un public américain souvent anticatholique, la nature « théocratique » du Mexique indépendant, où le pouvoir ecclésiastique « se moquait » des autorités civiles et militaires, et manipulait « *ad libitum* touts les esprits individuels ». Il reprouva du caractère obséquieux de la diplomatie américaine, particulièrement envers ses deux voisins le Mexique et le Canada britannique, ce qui, entre 1825 et 1846 aurait surpris plus d'un fonctionnaire mexicain, habitués à faire face aux manipulations agressives des diplomates américains qui espéraient obtenir des cessions territoriales. Il trouva criminelle l'indifférence du gouvernement fédéral américain face aux efforts de William Dorr pour généraliser le droit de vote dans l'État de Rhode Island en 1842, sans se soucier pour autant de l'esclavage[37].

À la fin de sa vie, l'infatigable défenseur de l'idée républicaine la trouvait, en pratique, inférieure même à l'Ancien Régime. Les questions « d'esprit et d'honneur nationaux » rendaient les monarchies européennes plus efficaces dans la défense de leurs sujets que les Républiques, en dépit de leur arrogance, de leurs prétentions à créer un ordre politique nouveau et supérieur, de leur « jargon républicain ». Citoyen délaissé, il trouva l'idéal politique pour lequel il avait combattu « odieux chez lui et méprisable à l'extérieur[38] » .

Bibliographie

Alpuche José María (1826), *Grito contra la inhumanidad del gobierno*, Mexico.

Ávila Alfredo (2004), « El Partido Popular en México », *Historia y política. Ideas, procesos y movimientos sociales*, 11, pp. 35-64.

Cañedo Juan de Dios (1826), *Ecsamen de las facultades del gobierno sobre el destierro de extranjeros*, Mexico.

Clavero Bartolomé (2005), *Freedom's Law and Indigenous Rights. From Europe's œconomy to the Constitutionalism of the Americas*, Berkeley.

Costeloe Michael P. (1975), *La primera república federal de México : 1824-*

37/ Santangelo (1841), pp. 81-82 ; Santangelo (1842), p. 5, p. 29-31.

38/ Santangelo (1842), p. 51.

1835. Un estudio de los partidos políticos en el México independiente, Mexico.

Dou y de Bassols Ramón Latzer de (1800-1803), *Instituciones del derecho público general de España con noticia particular de Cataluña y de las principales reglas de gobierno en cualquier estado* (9 vol.), Madrid.

Dublán Manuel et Lozano, José María, éd. (1876-1904), *Legislación mexicana o colección completa de las disposiciones legislativas expedidas desdela independencia de la República, ordenadas por los licenciados…* (34 vol.), Mexico à http://biblioweb.dgsca.unam.mx/dublanylozano/

Dunn Frederick S. (1933), *The Diplomatic Protection of Americans in Mexico*, New York.

Fernández de Lizardi José Joaquín (1826), *Oiga el Señor Presidente verdades de un Insurgente*, Mexico.

Herzog Tamar (2003), *Defining Nations : Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven.

El ignorante (s. d.), *Caprichos de la Fortuna*, Mexico.

El Iris. Periódico crítico y literario. Por Linati, Galli y Heredia (1986), (2 vol.) Mexico.

Isabella Maurizio (2009), *Risorgimento in Exile : Italian Émigrés and the Liberal International*, Oxford.

Jordan John (1826), *Serious and Actual Dangers of Foreigners and Foreign Commerce in the Mexican States*, Philadelphia.

LeMay Michael et Barkan Elliot Robert (éd.) (1999), *US Immigration and Naturalization Laws and Issues. A Documentary History*, Westport.

Para los necios se queda el sostener al gobierno (1826), Mexico.

Santangelo Orazio de Attellis (1826), *Las cuatro primeras discusiones del Congreso de Panamá, tales como debieran ser, por Orazio de Attellis Santangelo, traducidas del autógrafo francés al español por Lorenzo de Zavala*, Mexico.

Santangelo Orazio de Attellis (1841), *Statement of Facts Relating to the Claim of Orazio de Attellis Santangelo, a Citizen of the United States on the Government of the Republic of Mexico, preceded by some explanatory remarks, and followed by a specified list of the accompanying documents*, Washington.

Santangelo Orazio de Attellis (1842), *The Honor of the United States of America, under the Administration of Tyler, Webster and Co.*, New York.

Sims Harold D. (1990), *The expulsión of Mexico's Spaniards, 1821-1836*, Pittsburg.

Solá Angels (1989), « Escocés, yorkinos y carbonarios (La obra de O. De Attellis, marqués de Santangelo Claudio Linati y Florencio Galli en México en 1826) » *Boletín Americanista*, 26 (34), p. 209-244.

Tena Ramírez Felipe (2002), *Leyes fundamentales de México. 1808-2002*, Mexico.

AHGE-SRE Archivo Histórico Genaro Estrada. Acervo Histórico Diplomático. Secretaría de Relaciones Exteriores.

El Sol, journal bihebdomadaire puis quotidien, 1823-1829.

Irene Fattacciu

Atlantic Politics and Strategies of Commercialization
The role of Bourbon reformism in the diffusion of chocolate, 18th century

When on 26 November 1723 a small group of *molenderos* in Madrid made their first request to create a *gremio*, claiming that more than 200 people were making and selling chocolate in town, their request was denied. The authorities considered their arguments (complaining of the fraudulent sale of chocolate made with almonds, pine nuts, flour, acorns, coffee, bread and cookie crumbs, pieces of orange rind and even soil[1]) invalid, arguing that the system of "licencias y posturas"[2] already in place since 1720[3] — renewable annually and obligatory for everyone — made the formation of such a guild superfluous.[4]

At that time, although cocoa was mainly being produced in the Spanish-owned province of Caracas, Spain depended on the flourishing Dutch black market for its cocoa supply and Amsterdam had became the most important center for the arrival and re-exportation of cocoa to various European countries.[5] This passage through Dutch

---

1/ Archivo Villa de Madrid (AVM), Madrid, *Secretaría* 2-245-1, *Fabricantes de chocolate, Pretensión de hacerce Gremio…* (1723).

2/ On the basis of this system each year a variable number of permissions for selling chocolate were released or renewed. Together with the license the *postura* was released, as to say the prices imposed by the authorities for that product.

3/ AVM, Madrid, *Secretaría* 2-245-1, *Posturas de Chocolate…* (1777). The obligation of "sacar postura" applied to everyone selling chocolate since 1720, as established by an *Executoria de los señores del Consejo.*

4/ *Ibid*., *Fabricantes de chocolate, Pretensión de hacerce Gremio…* (1723).

5/ Klooster (1998) p. 182-188. About Dutch trade and its relation with the Spanish empire see also : Israel (1997); Emmer, Piet (1998). About the crisis

trade channels involved a substantial increase in cocoa's price in Spain, where cocoa cost could range between 70 to 100 pesos per *fanega*, thus confining its consumption to aristocratic and ecclesiastical circles.[6]

Around fifty years later, in 1772, a homogeneous group of workers who considered and defined themselves as *chocolateros,* renewed their request and had them approved. By this time, chocolate consumption had penetrated Spaniards' private life and public sociability, especially in the Capital. Although the Spanish seemed to pay "no much attention to what they drank and ate",[7] the greatest gift they conceded themselves was exactly chocolate: as noted by a traveller, "you cannot imagine the use made of it in Spain. As you move into a bit distinguished house the first compliment is taking you the chocolate, presented in vessels with small coconut biscuits, of which they always have provision".[8]

Also the combined data available on Dutch and Spanish trade shows a constant growth of imports during the 18th century, with a sharp exponential increase coinciding with the free trade decree of 1778, increase which has long led historians to interpret chocolate's popularity — like that of other exotic luxury products — as solely linked to its wide availability.[9]

The importance of the free trade decree in facilitating the purchase of cocoa and thus its material availability is undeniable but an analysis of this branch of trade before 1778 shows how this product's wide availability encountered an already well-defined and growing market, especially in Spain. Free trade responded to a much stronger demand, rather than just fueling it. What had therefore changed during these fifty years? The foundations of this process had been laid in the preceding

---

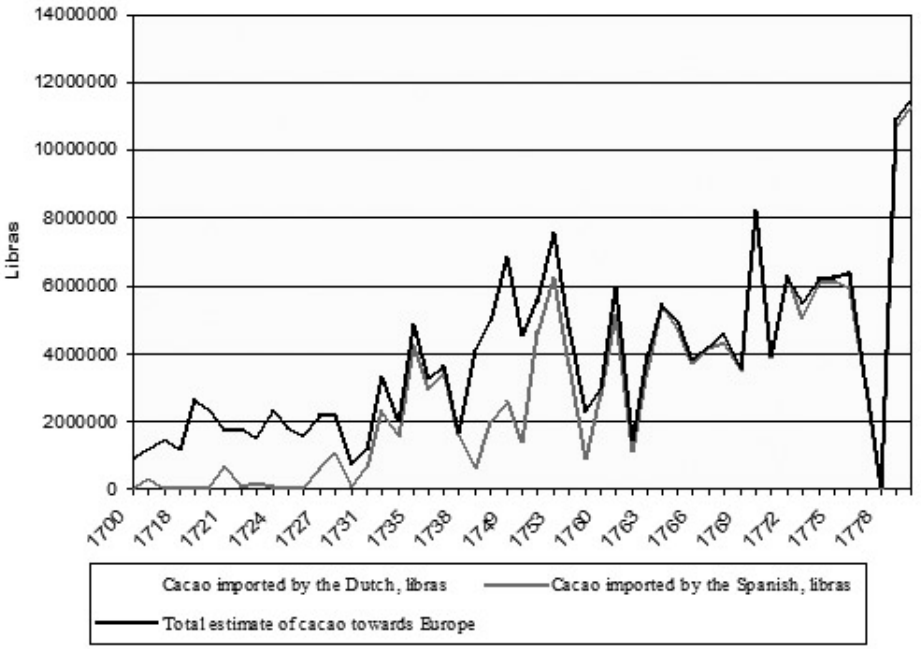
of the Spanish Atlantic trade see: Oliva Melgar (2004); García Fuentes (1980).

6/ De Olavarriaga Pedro José, *Instrucción General y Particular del estado presente de la provincia de Venezuela en los anos de 1720 y 1721*, 1965 (1721) Caracas, pp. 135-137. Also prices imposed by the authorities in the cities were very high (probably lower than the real ones). In 1692 in Madrid prices ranged between 12 and 17 reales per pound "de cacao no labrado siendo de buena calidad", and between 10 and 13 reales per pound "de chocolate labrado siendo de buena calidad", making absolutely impossible its consumption for the majority of the population. Archivo Historico Nacional (AHN), Madrid, *Consejos* 1.277 (1692).

7/ Anónimo (around 1700) *in* García Mercadal (1999), p. 462.

8/ *Ibid.*, p. 465.

9/ Fisher (1985); Cuenca Esteban (1981); Grivetti E./Yana Shapiro (2000); Coe (2000).



Pounds of cocoa imported by the Dutch, by the Spanish,
with an estimate of cocoa imported towards Europe[10]

decades not only by Atlantic policies but also by changes to the structure of national production, society and social life. But what had been the role played by the Spanish Crown in this process? What was the role of the Spanish Crown, heretofore confined to that of passive tax collector, in fuelling the differentiation of consumption and the diffusion of chocolate? How were its policies developed and implemented?

The Imperial political economy of consumption and its interaction with the competition among empires has been often eclipsed: on one hand the supposed complete inefficiency of the Spanish empire has prevented to understand the importance and the expected/unexpected consequences of the contradictory attempts to reform the Atlantic trade by the Bourbon kings. On the other one, the latest

10/ The graph is based on the processing of data from: García Fuentes, 1980; García-Baquero Gonzalez, A. (1976), p. 360-400; Archivo General de Indias (AGI), Seville, *Indiferente* leg. 2469; Fontana (1982), p. 234-249; Klooster (1998), p. 188 and 228-229; Postma/Enthoven (2003); Goslinga (1971).

trend of emphasizing the role of social-cultural national variables in the formation of demand, prevented to understand the impact on the market of the production structure and imperial political economies.

Especially in the case of exotic products, focusing on how mercantilist policies generated economic and also social policies to make money off them could in turn spark questions that would complicate previous interpretations of how these goods spread throughout Europe.[11] Indeed, the political, cultural and economic authorities had clearly become aware of the importance of private consumption and the penetration of products (as the chocolate-coffee-tea triad) that moderately altered the senses at the same time becoming increasingly tied to national rival consuming cultures. By considering the development of the Crown's reformist policies with regards to Atlantic trade as well as the promotion of consumption and industry in Spain we can see how colonial policies, the issue of taste and the promotion of the national economy combined to influence how cocoa was diffused. In order to understand how Bourbon reform policies were articulated in the 18th century with respect to cocoa's diffusion, we need to examine the main spheres of action-interaction between political and economic power. One of these action fronts was Atlantic trade.

The Atlantic Front: the Monopoly of the Guipuscoan Company, 1728-1778

Throughout the entire 18th century, colonial policies were aimed at reviving the Spanish empire's credibility by revitalizing its economy on both sides of the Atlantic. Yet continuous wars, nearsighted, excessively rigorous reforms and the impossibility of breaking away from the empire's traditional operational structures showed the limits of the Bourbons' reformist intents.[12]

With the end of the war of succession in 1714, Spain made its first attempts to turn the situation around and take Atlantic trade back from the English and the Dutch black markets by redesigning its structure to serve Spanish economic development. Cocoa played a central role in reformist intents to re-dominate the Atlantic, as did the company

11/ For notable exceptions see: Mintz (1985); Clarence-Smith (2000).

12/ About the Spanish Empire see: Stein/Stein (2003); Ringrose (1996); Delgado Ribas (2007).

that associated its name with this process, the Guipuzcoana Company of Caracas. In fact, the company's creation was a cardinal point of the Bourbon colonial policies since it represented Spain's attempt to develop new trade branches and to reconcile old structures with new needs.[13]

Even before the Guipuzcoana was founded, the Crown had already tried to contain the black market by modifying its system of calculating royal rights (originally based on the load's cubic measurements) in 1707. In 1720, a broader reform, though never adopted, introduced a different system of calculating taxes based on the load's real volume and weight[14] along with a decrease in taxes from 75 to 33 *maravedís* per quintal.[15] At the same time, two studies carried out by order of the Crown investigating the potential of the region showed that an intervention in the province of Caracas was urgently needed. The first study on the black market situation in the area of Venezuela (conducted in 1714, sent in 1715 and originally intended to cover all of Latin America) greatly irritated the Crown ministers.[16] In 1715, the viceroy of Nuevo Reino de Granada, D. Jorge Villalonga, therefore tasked Pedro José de Olavarriaga with describing the economic and organizational situation of the region. In his *Instrucción General y Particular del estado presente de la provincia de Venezuela en los anos de 1720 y 1721*, of 1721, Olavarriaga analyzed the geography; the state of the ports, fortifications and the Real Hacienda; the black market issue; and finally the possibilities for economic and trade growth. Though cocoa was not the region's only product, Olavarriaga likely emphasized it because the great success of tobacco and the popularity of sugar (in the hands of the French) had shown how much money such imports could net.[17]

The ambition to create privileged mercantile companies to improve the fate and profitability of American trade was nothing new, therefore in this attempt to regain control of Atlantic trade, Spain established a number of monopolistic companies in the style of the Dutch and English companies of the preceding century. Among these privileged

---

13/ Ringrose (1996), p. 97.

14/ Until then it had been calculated on the merchandise value, but E. Piñero doesn't find any evidence about the application of these new rules in Caracas. Piñero (1987), p. 118.

15/ The reform lasts until 1778, then the old system is re-established. This was also one of the reasons why Caracas cacao found itself at a disadvantage after the Free trade decree, slowly loosing competitiveness. *Ibid.*, p. 118.

16/ Borges (1964), p. 109-149.

17/ Olavarriaga (1965), p. 135-137.

companies was the Guipuzcoana Company of Caracas, which secured a monopoly in the trading of cocoa when it was founded on 25 September 1728.[18] The Guipuzcoana was not granted a total monopoly since it would have had to pay taxes according to the regulation of 1720 like everyone else.[19] However, after stopping at Cadiz upon its return for the calculation of duties (later no longer obligatory), it could transport its entire load to San Sebastián without reloading again.[20]

The Guipuzcoana's entry onto the scene had significant consequences on the economic and social life of the Venezuelan provinces, as well as on cocoa's trade equilibriums at both the interregional and the Atlantic level. The company's monopoly made it the only formal buyer of the region's main fruit products and the only seller of raw materials and consumer products (with the consequent freedom to fix prices and transaction conditions), not to mention conferring it with both military and supervisory roles. By stimulating production, regaining control —for the most part— of the black market, and reorienting exports, the company's efforts laid the essential material foundations for the product's availability in Europe.

After its arrival, the company re-oriented exports and modified economic equilibriums on two fronts: by acquiring a monopoly on cocoa entries and exits, thus replacing Dutch traders (heretofore the main interlocutors) and imposing prices and transaction conditions; and by changing the equilibriums of the interregional trade between Caracas, New Spain and Guayaquil, with great consequences for the cocoa economy of all the regions as well as the markets of Europe.

18/ The Basque Provinces were in a privileged position as they had suffered much less the general decadence of the Spanish naval forces and also had a firm series of commercial relations in Europe. About the reasons for which the Guipuzoan province succesfully created the monopolistic company see: Hussey, Ronald (1962), *La compañia Guipuzcoana de Caracas, 1728-1784,* Caracas, pp. 64-65. *Reales cedulas y ordenes pertenecientes a esta Compania, desde los anos de 1728 a 1784*, AGI, *Contratación* 41-4-1/3. *Compañía Guipuzcoana de Comercio*, AGI, *Arribadas* 315. On the *Compañía Guipuzcoana* see de Basterra (1925).

19/ Piñero (1987).

20/ The company was placed under the supervision of the governor of Caracas, *Juez Conservador*, who had total jurisdiction over everything that concerned it (with the *Consejo de Indias* as the only body to which the company could appeal). According to Hussey, the Spanish underwrote few of the company's shares, probably for lack of ready cash (though there is no proof of foreign backing either). In any case, funds were sufficient to begin trading by July 1730, and the first ships arrived in Spain with their loads of cocoa in 1731-1732. Hussey (1962), p. 76-79.

Once the Guipuzcoana Company came onto the scene, the prohibition against the entrance of Guayaquil cocoa into New Spain became more of a formality than anything else, involuntarily promoting the introduction of Guayaquil cocoa, which thus hijacked exports of Caracas cocoa to Europe. Moreover the presence of Guayaquil cocoa on the insatiable Novohispanic market indirectly promoted greater availability of the product in Europe because of the saturation of the Novohispanic market which kept prices low and because the wide availability of sugar determined a further decrease in the price of the final product (i.e. the chocolate).

As for the black market, the company had some success in regaining control of exports, as we can see from the data on the imports of its main competitors, the Dutch. Dutch imports peaked at the beginning of the 18th century, after which time they were in constant decline (except during the war between Spain and England in the 1740s).[21]

Although the company always maintained a strong monopoly on the cocoa going into Spain, the Guipuzcoana efficiency and organization went through various phases throughout its fifty-plus years in business. In particular by mid-century the company went through a moment of great crisis, as the protests of Caracas farmers and traders (accusing the Guipuzcoana of keeping cocoa's price low and barring them from the decent earnings they could make in a free market) culminated into the rebellion of Juan Francisco de León (*Teniente Cabo de Guerra* and *Juez de Comisos* in Panaquire) in 1749-1752, which led to a near total suspension of the company's operations before being suppressed. This moment marked a turning point in the affairs of the Guipuzcoana and its relations with both the Venezuelan province and the Crown, since it involved several consequences for the distribution and diffusion of cacao/chocolate.

The lack of documents on the first phase of the company's operations (lost in the destruction of San Sebastián in 1813) and the kinds of documents that are available (e.g. minutes of meetings taken by partners and pamphlets), make it very difficult to understand to what degree the Guipuzcoana's economic policy was determined by the interests and pressures of the Crown. However, if we look at the main objectives of the company's reform, which charted a new course for both the company

21/ Information provided the Spanish Consul tells 677.055 pounds in 1769, 642.730 pounds in 1770; from 1786 to 1791 only an average of 200 000 pounds exported from Curacao. Klooster (1992), p. 188.

and cocoa, it is clear how close such a relationship could have been. Moreover, the importance of direct and indirect American fiscal remittances for the Real Hacienda, and that of the taxes on chocolate consumption give a clear idea of how much the Crown counted on this trade.[22]

The Guipuzcoana was the only monopolist company to last for so long and it represented a unique entity, tied as it was to what would become the second most important Atlantic trade of the late 18th century and thus strongly connected to national reform projects. In my opinion, in light of the great social expansion of cocoa's consumption and the development of an artisanal production of chocolate at the local level, we can assume that the company's reforms of 1751 not only reflected the dissatisfaction of the colonial elite but also responded to a larger project.

The Guipuzcoana's reforms were carried out between 1750 and 1752, during which time the company managed to get back on its feet thanks to a series of substantial modifications.[23] Its headquarters were transferred to Madrid,[24] its system of managing exports and distribution within Spain was totally reorganized and its operations in the colonies, including its relations with producers/merchants, were streamlined, while the prohibition against its trading with New Spain was upheld. From 1751 on, the *Junta anual* de Caracas — formed by the governor of the province, the bailiff of the Guipuzcoana and a deputy of the Cabildo on behalf of the producers — would fix the

---

22/ The State was always more dependent on the taxes imposed on the products imported by the other side of the Atlantic. 12,4% in 1763-1783; 25,3% in 1784-1793; 26,1 % in 1794-1804. Comin/Hernandez (2002), p. 160. See also: Barbier (1988), p. 35-61; Brown/Klein/Tepaske (1982); Artola Gallego (1982); Pieper (1992). As concerning chocolate, it is enough to recall that in Madrid, where the great part of cocoa was sold, to the 1 real of *sisa* per pound of chocolate consumed, another 1 and a half real was added as *Real alcabala*, for a total pay-off in taxes of 2 reales and a half per pound. "Manifiesto que con incontestables echos prueba los grande beneficios que ha producido el establecimiento de la Real Compania Guipuzcoana de Caracas, y califica quan importante es su conservación al Estado, á la Real Hacienda, al bien público y a los verdaderos intereses de la misma provincia de Caracas" in *Real compañia Guipuzcoana de Caracas: noticias historiales practicas de los succesos, adelantamieentos de esta Compañia, desde su fundación año 1728 hasta el de 1764, por todos los ramos que comprende su negociación* (Madrid, 1765).

23/ *Real cedula de fundación de la Real Compania Guipuzcoana de Caracas, y reglas económicas de buen gobierno… con adición de las posteriores declaraciones de S. M. sobre varios puntos, hasta el ano 1753* (Madrid, 1765).

24/ *Real Compañia Guipuzcoana de Caracas. Junta General de la real Compañia Guipuzcoana de Caracas del año de 1772. Compendio de sus acuerdos, deliberaciones, como el estado de esta real compañia* (Madrid 1773).

price of cocoa and other colonial goods at the beginning of each year.[25] Finally, the protests of the colonists eventually led Guipuzcoana ships to begin reserving a sixth of their loads for the transportation of cocoa on behalf of the *cosecheros*, a load that would increase significantly from the 1760s onwards.[26]

However, reforms affecting relations between the Guipuzcoana and local economic actors were also accompanied by an attempt to consolidate distribution in Spain and make it more widespread, a task increasingly entrusted to the company rather than Spanish authorities. In addition to moving the company's headquarters to Madrid, a decision made by the king, other changes were made to expand the organization even more while at the same ensuring the king greater control. A new head office was opened in Caracas in 1752, for example, acting with that of San Sebastián in a subordinate way to the headquarters in Madrid, where the directors also began to meet daily rather than weekly.[27] The Crown granted the Guipuzcoana the right to supply all Spanish regions, allowing it to dock first at La Coruña[28] (to supply Galicia and adjoining regions) and letting it open more warehouses like those already present in San Sebastián, Cadiz and Madrid in other cities like Alicante, Barcelona and La Coruña.[29]

The company's transfer to Madrid and the subsequent spread in distribution testify to the Crown's growing awareness of the importance of consumption for the nation's economic development and its desire to influence the company, not only for the primary purpose of increasing

---

25/ The continuous abuses in the establishment of the selling-buying conditions kept contraband Venezuela-Curacao alive, pushing the Crown to establish in 1752 a list of products with fix price, in order to make them competitive on the market. Cabildo en relación a los acuerdos tomados por la Junta de precios sobre géneros que expende la Compañia Guipuzcoana in Nuñez (1972), p. 216.

26/ *Real Orden sobre el repartimiento de la sexta parte del buque en los navios de la Compañía*; *Real Orden por la que se concede a los cosecheros que si no les conviene vender sus cacaos a la Compañia, pueden embarcarlos por su proprio riesgo y venderlos en Nueva España* in Nuñez, 1972, pp. 185/220. Also E. Piñero registers different kinds of transactions: on one side the direct selling to the Company, on the other the use of the Company ships in order to transport cacao "at their own risk". Piñero (1987), p. 104.

27/ Hussey (1962), p. 164-166.

28/ Both Piñero and Hussey confirm that since 1753, with the new rules only about 41 % of the ships stopped in Cadiz, later even 21 %. Therefore the Guipuzcoan Company represents the first breach in the Gaditan monopoly.

29/ Price should have been the same than in Cadiz, with the addition of transportation cost. Hussey (1962), p. 164-166.

fiscal remittances to the detriment of the black market but also to revive the Spanish economy. The company's overhaul thus coincided with the influential entry of the king as a point of reference, for he had been the one to propose the changes in the company's organization, not the *Junta*, and from that moment on all appointments and decisions made by the *Junta General* had to be made with his approval. The unprecedented expansion of the Guipuzcoana's operations from the 1750s onwards confirms this assumption regarding the Crown's role in the growth of the market, prompting the question once again of whether that growth could be attributed to an increase in supply or demand.

The internal front
The expansion of chocolate consumption in Spain

The creation of an artisanal chocolate industry

The Spanish Crown's growing interest in cocoa as a potential driving force for the national economy influenced the company's organization and policies in order to increase fiscal remittances, fuel consumption and revitalize the economy. The 1750s unprecedented growth in both the Guipuzcoana's operations and the consumption of chocolate allowed the company to succeed without causing a price discrepancy to increase. The company focused on the Court in its efforts to create a market for cocoa, stimulating its distribution and promoting it in terms of price.[30]

With the exception of the war with England in 1762-1763, expansion continued and the 1770s were surely the best years yet for its trading business. This period coincided with the arrival of Charles III, who implemented a series of national reforms to fuel consumption, and especially favoured the development of a solid artisanal industry at the local level, testifying to the varied ways that Bourbon policies promoted the diffusion of chocolate consumption, however conflicting the results.

30/ Madrid market surely represented greater profits for the Guipuzcoana in terms of the extent of the demand, but the city could also count on a more constant supply thanks to its privileged relationship with Atlantic trade. The company marked its prices up more outside the Court, especially in the smaller cities, where it also practiced fraud and timed its release of the product onto the market. Its actions thus promoted a social growth of consumption in the capital while impeding the same process from taking place in the rest of Spain, which would witness a rapid and widespread democratization only after the company's close in 1784.

A battle over control of chocolate's manufacture and sale waged throughout the 18th century, since those who worked exclusively with chocolate started making the first attempts to form independent guilds in major cities as Madrid and Barcelona. Between the first request in 1723 and the Ordinances approved in 1772 in Madrid, the political climate of Spain was changing, and demand for chocolate was on the upswing. By the second half of the 18th century, French physiocracy and English liberalism had gained ground and people were starting to talk about reforming the guild system. Yet the lack of a precise plan made the process to dismantle the system very slow.[31] In fact, on the subject of the economy and the guild system, Bourbon reformism swung back and forth between struggling to free itself from a purely economic perspective closely tied to tax income and several policies that favored technological and trade development in a capitalist sense.

When, amid this climate of reform, the process to create the *Gremio de Maestros Molenderos de Chocolate* was undertaken again in 1771,[32] the Fiscal welcomed the request giving his reasons: "Chocolate is now daily food, especially for people of some class, and career […]", therefore everything possible had to be done to avoid harming such consumers. Moreover, for the first time it appeared the preoccupation of the authorities over the accessibility of chocolate consumption "para los pobres", and the policies proposed by the guild went in this direction.[33]

After a long querelle involving the *Gremio de Molenderos*, merchants, *confiteros* and *lonjistas*, a *postura* was finally agreed recognizing the three different qualities of chocolate as requested by the *chocolateros*. Chocolate was then divided into three classes, with the indication of ingredients.[34] This happened when in 1780 the guild made a winning strategic move by explicitly renouncing any claim to a monopoly on chocolate and acknowledging the license system. This shift was surely related to the recognition that fostering a relationship of trust with consumers was essential for dealing with the dynamic demand of a constantly growing market.

31/ The Spanish guild system ends in 1834.

32/ AHN, Madrid, *Consejo* 1.360, *Expediente instaurado por sujetos que se ocúpan en fabricar y vender chocolate en esta corte, pretendiendo incorporarse o unirse bajo de un cuerpo, o gremio…*

33/ *Ibid*.

34/ AVM, Madrid, *Secretaría* 2-245-1, *Licencias de Chocolate…* (1780); *Postura del 1795…* (1795).

Quality and price differentiation became key words and chocolate's *postura* was definitively changed to comply with the *gremio*'s initial proposals to create three brands with the ingredients identified, a distinction that remained in place until at least the beginning of the 19th century.[35]

The guild flexibility provoked a market diversification, thus allowing a growing number of people to access and consume chocolate, at least occasionally. Differentiating between qualities of chocolate not only allowed chocolate makers to respond to the demand, but it also encouraged business expansion while still keeping chocolate's status high through the "reinvention of luxury".

Evolving identity: public debate and the creation of new forms of consumption

What remains to be understood are the mechanisms that created the desire to sacrifice such a substantial part of one's wages on a luxury consumer item. While the Bourbons' contradictory Atlantic policies as well as the tension between the Crown's oppressive tax system and the entrepreneurship of the Guipuzcoana Company's monopoly changed the picture of the product's material availability, this only represents part of the process. The ability of retail chocolate producers to model, and model themselves on, the market, stand out as important and competing sources of the development of chocolate consumption, but also the agency of the different consumers played an important role.

Awareness of the malleability of taste permeated Bourbon reformism, thus becoming an axiom of its cultural and economic policies. The political, cultural and economic authorities had clearly become aware of the importance of private consumption and the penetration of products that moderately alter the senses and could create a proper sociability. The different powers, probably encouraged by tobacco's immediate success, began promoting the consumption of certain products (especially psychoactive substances) on the basis of material conditions and the possibility of controlling production and trade. This impulse was dictated by policy (understood in the widest sense, i.e. including public debates shaped by the political atmosphere of the moment) and the physical nature of the products more than by the preferences of European markets.

35/ *Ibid*., *Licencias de Chocolate…* (1780); *Postura del 1795…* (1795).

The key to understand the role of policy and the Crown in the spread and regulation of taste relies in the distinction between luxury of vanity and luxury of comfort, between proper and improper use. In the case of chocolate, it was medicine that tried to reconcile moderation, pleasure, economic interests and social order. The increasingly important medical distinction between use and abuse took center stage alongside the social distinction between luxury of vanity and luxury of comfort. The luxury debate intertwined with the concurrent medical debate in an attempt to formalize and codify consumption from a social point of view, thus increasing the diffusion through an interesting interplay between promotion and restriction.

Next to the debate about proper consumption uses, also a reform of public social spaces and sociability took place. As concerning the private space, the habit of drinking chocolate at breakfast was well established at Court already during the second half of the 17th century, but by the 1770s this habit was not limited to aristocrats: "Today, people prefer chocolate to tortillas, meat and bacon, liver etc, as it was formerly used when chocolate and cocoa were not as widespread".[36]

In the Capital several public spaces had been transformed into places of public sociability and had thus become quite lively. Modeled on Enlightenment ideals of beauty and civility, these renovations were mainly carried out as part of the reforms that characterized Charles III's reign. Not only did this impart a great impulse to Spanish society but it was also a reflection and an expression of social and economic change. The scholarship on consumption of recent years has stressed the importance of subjectivity in determining the forms through which exotic-luxury products were diffused. However, the Crown's intentions to modernize and develop a flourishing trade branch by shaping the taste of the nation played a fundamental role in this process. Determining the forms of public sociability also entailed a modification of private spaces, which contributed in turn to the profound penetration of these new consumer goods and a new culture of appearances.

During the afternoon *siesta*, high-society men and women would head off in their carriages for a *paseo* in one of Madrid's new social spaces. The Parque del Buen Retiro, previously only accessible to the Court, was now open to the public, and the Paseo del Prado had been rebuilt; in this refurbished context, men and women could walk along

36/ *Ibid*.

the Prado in the afternoon and sit in the cafés, *botillerías* and *alojerías* to eat pastries and drink chocolate or a refreshing beverage.[37] The space in the middle of the promenade, which led to a terrace with cafés and *botillerías*, was reserved for the upper-class carriages, usually surrounded by observers wishing they could imitate their luxury, while at the rear, a social space was reserved for those who could afford it.[38] The success of the *paseo* was closely tied to the parallel reappraisal of *botillerías* and *alojerías*, as well as to the creation of public meeting places like the café and of social gatherings like the famous *tertulias*.

These social gatherings provided an occasion for putting oneself and one's status on display, and not just for aristocrats, but they also fueled the diffusion of luxury and shaped the tastes of the lower classes. Indeed Bourbon policies were characterized by a duplicity of intentions. On the one hand, they encouraged the development of a middle class and the differentiation of consumption. On the other hand, they tried to maintain social stability by sanctioning the luxury of vanity and the "deviations" that these new spaces afforded their patrons.

For this reason, at the same time that such forms of entertainment and sociability increased in popularity the upper classes continued inventing new ways to distinguish themselves. In the case of the privately-hosted *tertulias*, those of the nobility began featuring new elements like dancing, which distinguished them from ordinary social gatherings and transformed them more into parties, as well as like the adoption of coffee as the privileged beverage.[39]

When it came to public establishments like cafés and theaters, however, the authorities were the ones who intervened to regulate the sociability according to class.[40] For example, an official ban enacted in 1787 to regulate client conduct in the refurbished and luxurious Café Caños del Peral, which was attached to the Teatro dell'Opera,

---

37/ Reference to this renewal of the city in Cruz (1994).

38/ *Ibid*.

39/ Towards the end of the century we find among the nobles the great novelty of ending a meal with coffee at banquets and weddings. Pérez Samper (1997).

40/ The theatres in Madrid wer the Coliseo de la Cruz and the Coliseo del Principe (already present since the end of the 17th century, although they were enlarged and restructured in the following century to match up with the other theatres in Europe) and the Caños del Peral (opera). For a limited number of years (1767-1773) the Conde de Aranda established the *enmascaradas* (masqued balls), loved by the population and which had an enormous success (until 300.000 people of every social class in the streets); here chocolate, coffee and tea were served.

established that only those who attended the theater could access the café, and that once inside patrons were to be divided among the eight available rooms according to their social status and gender.[41] Moreover, the price to consume a cup of chocolate there was 2 *reales* — much higher than the market price, since it included a kind of sociability that was the exclusive prerogative of the elite.[42] Therefore a sign of social distinction in terms of quality of the product and at the level of "performance" substituted the mere dynamic of access to the product.

Several scholars have interpreted these regulations as attempts to exclude the members of the population who were starting to have the means and the desire to access specific forms of socialization. According to this view, the government played a very clear role as an obstacle to the evolution of customs, which were being modernized thanks to the influence of foreign fashions. However, an overall evaluation of the measures and intentions of Bourbon reformism must take into account the important goal that was eventually achieved through this regulation of public sociability. The normativization of public life, however rigid, made acceptable what had been unthinkable up until a few decades earlier by allowing anyone who could afford it, not just the nobility, to access refined forms of sociability and the establishments in which these took place. The co-mingling of reformism and rigid control reflects the contrasting interests of Bourbon reformism and the difficult task these policies tried to carry out, i.e. encouraging the inclusion of a growing middle class while still maintaining social stability. Participation in public life and refined, respectable forms of sociability represented an important change with respect to access. The opening of new social spaces anticipated what has now become the norm for consumer societies, in which access to sumptuary consumption is acceptable and possible for large brackets of the population. At the same time, new forms of distinction were nevertheless built upon this basic access in order to perpetuate social divisions through the exhibition of different modes of consumption or use of services.

41/ *Reglas que se han de observar en las fondas, cafés y demás casas públicas de esta clase en la Corte* (Real Orden, 28 abril 1791), Madrid.

42/ *Instrucción para la concurrencia del los bailes de mascara, en el carnaval de Barcelona del ano 1798, de orden del gobierno* (Barcelona, 1798); Kany (1932), p. 335. It is a very high price, considering that the price for an *onza* of the best chocolate was in 1789 20 *maravedis*. AVM, Madrid, *Secretaría* 2.244-22.

Conclusion

Examining the Spanish imperial politics towards cocoa, focusing on how mercantilist policies generated economic and also social policies to make money off them, is a first step to complicate previous interpretations of how exotic goods spread throughout Europe. The Spanish Crown, through sometimes contradictory policies and thanks to unintended effects, did not acted only as passive tax collector, but rather fuelled the differentiation of consumption and the diffusion of chocolate.

Various factors influenced how and to what extent chocolate consumption spread during the 18th century. The social and cultural differentiation of demand affected supply and, even more so, how chocolate was appropriated. At the same time, the monopolistic reorganization of the chocolate trade promoted by the Spanish Crown through the Guipuzcoana Company made the product more available. The economic structure of the Crown's production-distribution network acted as both the product and the agent of chocolate's demand. This was particularly the case in the Spanish capital, whose privileged relationship with Atlantic trade provided it with a greater supply, which in turn affected the stabilization of the product's price.

Despite the Guipuzcoana's profit-fueling efforts to keep prices low at the source and constant in Spain, its presence undoubtedly contributed to making cocoa more accessible in Spain, thus not only creating a true market for this product (which, as we will see, was very important for the social diffusion of consumption) but also helping Spain regain control of New World exports. Beyond the evolution of cocoa prices, the company's efforts made chocolate more accessible by releasing it from the elite circulation network described in the previous chapter and making it a product of consumption.

The transition from a network composed of single merchants and royal privileges among nobles to a monopolistic distribution with greater outlets in the market had significant consequences not only on cocoa's price but also its perception. While cocoa's price may not have allowed for a total democratization of its consumption, the fact that its price was kept high while also on a downward course helped chocolate become a status symbol and succeed as a semi-luxury product. It therefore continued being perceived as a luxury item even while it also became increasingly accessible to everyone. In fact, its combined status as both a luxury and a national product made it one of the most desired and consumed goods in Spain.

For this reason, the interwoven relationship between Atlantic policies and national reforms regarding consumption make the middle decades of the 18th century a key moment for the creation of a demand for chocolate that was strong enough to resist the price crises of the late century and to influence the structure of local production. In this sense, while supply had played a key role in creating a market for cocoa in the preceding phase with the Guipuzcoana, thus promoting the social expansion of consumption, free trade responded to a much stronger demand, rather than fueling it.

While the Bourbons' contradictory Atlantic policies as well as the tension between the Crown's oppressive tax system and the entrepreneurship of the Guipuzcoana Company's monopoly changed the picture of the product's material availability, the agency of the different consumers and the ability of retail chocolate producers to model — and model themselves on — the market, all intertwined to determine the product's trajectory within Spanish culture and the development of its consumption.

Bibliography

Artola Gallego Miguel (1982), *La Hacienda del Antiguo Régimen,* Madrid.

Barbier Jacques A. (1988), « Recent trends in the Study of Spanish American Colonial Public Finance », in *Latin American Research Review*, n. 23/1.

Borges Analola (1964), *Una Real Instrucción de 1714, primer intento reformista de los jueces visitadores en Indias, y posible precedente del sistema de intendencias*, Caracas.

Brown Kendall/Klein Herbert/Tepaske, John Jay, ed. (1982), *Royal Treasuries of the Spanish Empire in America*, 3 vol., Durham.

Coe Sophie and Michael (2000), *The True History of Chocolate*, Thames and Hudson

Clarence-Smith William (2000), *Cocoa and Chocolate, 1765-1914*, London.

Comin Francisco/Hernandez Mauro ed. (2002), *Historia economica de Espana, x-xx siglos*, Barcelona.

Cuenca Esteban Javier (1981), « Statistics of Spain's Colonial Trade, 1792-1820: Consular Duties, Cargo Inventories, and Balances of Trade », in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 61, n° 3.

Cruz Jesus (1994), « Elites, merchants and consumption in Madrid at the end of the old regime », *in* Schurrman Anton J. and Walsh Lorena

ed., *Material Culture: Consumption, Life-style, Standard of Living, 1500-1900, B4 Proceedings Eleventh International Economic History Congress*, Milan, Sept. 1994, Milan, pp. 137-147.

Delgado Ribas, José Maria (2007), *Dinámicas imperiales, 1650-1796. Espana, America y Europa en el cambio institucional del sistema colonial espanol*, Edicions Bellaterra.

de Basterra Ramòn (1925), *Una empresa del siglo XVIII. Los navíos de la Ilustración*, Caracas.

De Olavarriaga Pedro José, *Instrucción General y Particular del estado presente de la provincia de Venezuela en los anos de 1720 y 1721*, 1965 (1721) Caracas.

Emmer Piet (1998), *The Dutch economy in the Atlantic Economy, 1580-1880*, Ashgate.

Fisher John (1985), *Commercial relations between Spain and Spanish America in the era of free trade, 1778-1796*, Liverpool.

Fontana Josep, ed. (1982), *La economia Española al final del antiguo regimen*, 3 vol., Madrid.

García-Baquero Gonzalez Antonio (1976), *Cádiz y el Atlántico* (1717-1778), 2 vol., Cadiz.

García Fuentes Lutgardo (1980), *El comercio español con América (1650-1700),* Seville.

García Mercadal José ed. (1999), *Viajes de extranjeros por España y Portugal*, 6 vols., Madrid.

Goslinga Cornelius (1971), *The Dutch in the Carribean and on the Wild Coast 1580-1680*, Van Gorcum.

Grivetti Louis E./Yana Shapiro Howard (2000), *Chocolate. History, Culture and Heritage*, Hoboken.

Hussey Ronald (1962), *La compañia Guipuzcoana de Caracas, 1728-1784,* Caracas.

Israel Jonathan (1997), *Conflicts of Empires: Spain, the Low Countries and the Struggle for World Supremacy, 1585-1713.*

Kany Charles (1932), *Life and Manners in Madrid-1750-1800*, Berkeley.

Klooster Wim (1998), *Illicit Riches. Dutch trade in the Caribbean, 1648-1795*, Leiden

Mintz Sidney (1985), *Sweetness and Power: the Place of Sugar in Modern History*, New York.

Nuñez Enrique Bernardo, ed. (1972), *Cacao*, Caracas.

Oliva Melgar José Maria (2004), *El monopolio de Indias en el siglo XVII y la economía andaluza: la oportunidad que nunca existió*, Huelva.

Pérez Samper María de los Angeles (1997), « Fiesta y alimentación en la España moderna: el banquete como imagen festiva de abundancia y refinamiento », in *Espacio, Tiempo y Forma*, Serie IV, t. 10.

Pieper Renate (1992), *La Real Hacienda bajo Fernando VII y Carlos III, 1753-1788,* Madrid.

PIÑERO Eugenio (1987), *Food of the gods: cacao and the economy of the province of Caracas, 1700-1770*, Phd Dissertation-University of Connecticut.

POSTMA Johannes/ENTHOVEN Victor ed. (2003), *Riches from Atlantic commerce. Dutch transatlantic trade and shipping, 1585-1817*, Boston.

Real cedula de fundación de la Real Compania Guipuzcoana de Caracas, y reglas económicas de buen gobierno… con adición de las posteriores declaraciones de S. M. sobre varios puntos, hasta el ano 1753, 1765, Madrid.

Real compañia Guipuzcoana de Caracas: noticias historiales practicas de los succesos, adelantamieentos de esta Compañia, desde su fundación año 1728 hasta el de 1764, por todos los ramos que comprende su negociación, 1765, Madrid.

Real Compañia Guipuzcoana de Caracas. Junta General de la real Compañia Guipuzcoana de Caracas del año de 1772. Compendio de sus acuerdos , deliberaciones, como el estado de esta real compañía, 1773, Madrid.

RINGROSE David (1996), *Spain, Europe and the "Spanish miracle", 1700-1900*, Cambridge.

STEIN Stanley J./BARBARA H. (2003), *Apogee of empire. Spain and New Spain in the age of the Charles III, 1759-89*, John Hopkins UP.

Rossana Barragán R.

« Indios esclavos »: en torno a la mita minera y la igualdad 1790-1812

En 1809, en los Campos Elíseos, región de las sombras bienaventuradas, el inca Atahuallpa comparó su suerte con la usurpación que Napoleón hizo al rey Fernando VII. Relató la desolación, terror y muerte en manos de los "bárbaros" españoles cuya codicia y consiguiente despojo de las riquezas no calmaban su "insaciable sed" buscando "tesoros en lo interno de los riscos y peñascos". Los indios morían en las entrañas de la tierra o deambulaban hambreando mientras que madres y padres desfilaban llorando la muerte de sus hijos…

Este retrato del trabajo obligatorio de la mita minera que se encuentra en el *Diálogo entre el Inca Atahuallpa y Fernando VII*[1] constituye uno de los argumentos más fuertes para cuestionar y deslegitimar el poder calificándolo de tirano y usurpador[2]. El autor retomó sin embargo

1/ La autoría del *Diálogo* se encuentra hasta ahora en disputa. Vásquez Machicado señaló que si bien se atribuía a Bernardo de Monteagudo, "la opinión general" era que correspondía a José Antonio Medina, Vasquez Machicado (1963), p. 79. Gabriel René Moreno consideró que la proclama de la Junta Tuitiva fue escrita por José Antonio Medina y dado que el *Diálogo* se asemeja a la Proclama, se empezó a pensar en el mismo autor. Castañón Barrientos, que dedicó dos artículos al *Diálogo de Atahuallpa*, asumió que el autor fue Bernardo Monteagudo, Castañón barrientos (1974), p. 9-10. En cuanto al documento, se sabe que el 2 de Diciembre de 1809, el Intendente Goyeneche remitió al presidente de la Audiencia de Charcas, un anónimo procedente de la Junta Tuitiva de La Paz. Se dijo que el autor era Monteagudo que "se jactava públicamente de que era el Autor de un Papel revolucionario intitulado Juicio Imparcial". José Luis Roca consultó una fotocopia del manuscrito en la Colección Ruck del Archivo y Biblioteca Nacionales de Bolivia, roca (1998). Just, por otra parte, hace entender que se encuentra y forma parte de un documento de Madrid, Just (1994).

2/ Otro argumento utilizado fue la "dominación de trescientos años" recordando que no eran suficientes para justificar la "usurpación" al igual que los 800 años de los

el tema que había sido abordado siete años antes por Mariano Moreno para su Disertación en la Academia Carolina[3] en 1802 y quince años antes por el famoso y conocido Fiscal Victorián de Villaba[4] quien calificó a la mita como "esclavitud temporal de los Yndios"[5] en medio de una polémica con Francisco Paula Sanz y Vicente Cañete[6]. En 1811, Castelli decretó la abolición del tributo[7] y en las Cortes de Cádiz se abolió el trabajo obligatorio en las minas tras la presentación de Florencio Castillo (de Costa Rica) y el largo alegato contra la mita de José Joaquín Olmedo.

---

moros no fueron suficientes para evitar que "la nación española" buscara sacudir "el yugo". Atahuallpa explica a Fernando que ve a los españoles como injustos, crueles y usurpadores del mismo modo que Fernando considera al francés en España pidiéndole declarar "que el trono… en orden a las Américas, estaba sustentado por la iniquidad y era el propio asiento de la iniquidad". El *Diálogo* retoma viejos temas y debates: la legitimidad/ilegitimidad del poder, los derechos o no de la cesión Papal, el vasallaje y la libertad natural. La injusticia, tiranía y usurpación se basan, en gran parte, en sus referencias a la mita, Barragán (2009) y Altuna (2002).

3/ Thibaud (1997).

4/ Victorián de Villaba provenía de una familia importante en Aragón, Profesor de Derecho de la Universidad de Huesca. En 1783 pidió una plaza en la Audiencia de Buenos Aires y en 1789 se le dio su nombramiento como Fiscal de la Audiencia de Charcas donde llegó en 1791 después de haber estado todo un año en Buenos Aires, Buechler (1989), t. I, p. 223-224. Fue designado como Fiscal de la Audiencia de Charcas en 1789. Además de los escritos sobre la mita es autor de *Apuntes para una Reforma de España sin trastorno del gobierno monárquico ni la religión*, en 1797. Ver sobre su vida y obra, Levene (1946) y más recientemente Portillo (2007) y Morelli (2006).

5/ "Discurso…", 1793, En: Levene (1946), p. XXX. Uno de los Virreyes, el Conde Alba sostuvo en el siglo xvii que las "piedras de Potosí y sus minerales están bañados con sangre de indios y que si se exprimiera el dinero que de ellos se saca había de brotar más sangre que plata", Levene (1946), Apéndice XLI.

6/ Este debate fue conocido gracias a Ricardo Levene para quien Villaba fue un precursor de la emancipación. Moreno y Villaba estuvieron ligados a través de Matías Terrazas, amigo de ambos, en cuya biblioteca el primero pudo leer a Raynal, Bossuet y Filangieri, (2007), p. 446. Moreno, siendo estudiante en Charcas, había leído también a Viscardo y su *Carta a los Americanos*, Brading (1993), p. 594. Caracterizar el trabajo mitayo como "esclavitud" temporal era, de hecho profundamente interpelador puesto que ya Vitoria había defendido la racionalidad de los indios atacando la teoría de su esclavitud, Brading (1991-1993, p. 108) y Las Casas desarrolló el argumento de que todos los hombres, incluso los bárbaros tenían los derechos de propiedad, autogobierno y libertad, *ibid*., p. 114.

7/ Según Mazzeo (2007), p. 135-139, Castelli anunció la libertad pero además y fundamentalmente la igualdad de los indios, devolviéndoles "libertades y propiedades usurpadas a los originarios" (afirmación que debe leerse metafóricamente y no como hecho en sí). Tenía la idea de "restituir la libertad civil a los pueblos que habían sido usurpados por la fuerza", *ibid*., p. 125.

La discusión en torno a la mita que resurgió en la década de 1790 y se extendió hasta por lo menos 1812 permite, por una parte, unificar la frecuente división cronológica con la consecuente especialización de autores entre el período colonial tardío del siglo XVIII y el que se inicia con las Juntas a partir de 1808-1809, reuniendo temas generalmente compartimentados en torno a las reformas borbónicas, las rebeliones, las juntas y las independencias. La figura de Victorián de Villaba, permite, por otra parte, analizar la influencia de un funcionario que al trasladarse de Aragón a América puso en circulación su bagaje ilustrado, constituído fundamentalmente a partir de la lectura de Filangieri y de los economistas políticos napolitanos (Morelli 2006 y Portillo, 2007). Hasta aquí tendríamos un muy interesante caso para analizar la circulación de las ideas en el contexto global imperial. Pero Villaba y la mita permiten mucho más. El tema involucró y desencadenó un debate que involucró a funcionarios de distintas instancias y ciudades (Charcas, Potosí, la intendencia y la Audiencia), pero también a productores como los mineros azogueros poniendo en el centro de la discusión, la "sangre del cuerpo político". Pero aún más importante es que Villaba generó una serie de averiguaciones sobre la mita en diferentes regiones y comunidades sujetas a ella; esto supuso una extensión del debate hacia otras instancias permitiendo conocer las voces de los directamente afectados, quienes, a su vez, recurrieron a argumentos de legitimidad/deslegitimidad sobre la mita. Finalmente, esta discusión planteó la similitud o no de los vasallos indios en relación a los vasallos españoles. En otras palabras, estamos frente a la posibilidad de pensar en el continente americano no sólo como elemento receptor, como lo ha señalado tan acertadamente Federica Morelli (Morelli, 2010), sino también como un escenario que contribuyó activamente a pensar reformulaciones políticas.

A pesar del uso que se hizo de la mita entre fines del siglo XVII y principios del XIX como símbolo de un poder tirano (Monteagudo), opresivo (Moreno) e injusto (Villaba y Olmedo), la mita fue abordada principalmente por especialistas de la minería potosina o por aquellos que trataron de ver en sus claros oponentes a los precursores de la emancipación. Ricardo Levene tuvo un rol fundamental en la difusión de varios trabajos, principalmente de Victorián de Villaba. Más allá de la necesidad que tuvo o no Potosí de trabajadores y más allá de los problemas precisos y concretos que significaba la mita para la minería, analizados y discutidos intensamente a fines del siglo XVIII, esta actividad constituye una ventana que de manera privilegiada permite analizar

su sustento, continuidades y transformaciones así como los múltiples sentidos existentes. Además, la discusión sobre el servicio personal y coactivo desencadenó una reflexión que se extendió en olas geográficas expansivas tanto en ese momento como a través del tiempo. Se cuestionaba el derecho a que se obligara o no a trabajar a una parte de la población, revelándose el problema de la igualdad de los hombres así como las razones y argumentos que habían llevado a la imposición de esa práctica.

En este trabajo, avance de una investigación mayor, abordaremos en una primera parte el temprano debate sobre la mita y desarrollaremos una importante reflexión "sobre" los indios posicionando en la mesa de las discusiones temas fundamentales que fueron planteados desde el "gobierno en el Perú" en el siglo XVI (Matienzo, 1567). La "naturaleza" de los indios, las razones que podían justificar o no el trabajo obligatorio, su libertad y su situación como vasallos; la necesidad del trabajo en las minas y las atribuciones y legitimidad para imponer servicios personales fueron algunos de los problemas planteados hasta fines del siglo XVIII siendo retomados y rediscutidos a principios del siglo XIX en Charcas pero también en Cádiz, con la profunda influencia que dejó y marcó el debate Villaba-Sanz.

En una segunda parte exploraremos la preocupación que significó la mita para las comunidades, su desarrollo particular y el contexto potosino en el que se dio el debate así como su desenlace. Nos interesa ilustrar cómo, a través de sucesivos acomodos y reacomodos, la experiencia y práctica de múltiples estrategias condujeron a que se tuvieran entre 2.000 y 4.000 personas en las minas a fines del siglo XVIII las que sin embargo no provenían necesaria y directamente de las comunidades y regiones adscritas al trabajo obligatorio[8]. Esto se debió a que la carga de la mita fue enfrentada a través de la conmutación en dinero obtenida por el comercio y granjerías en un mercado que estuvo en gran parte en manos indígenas. Esta situación nos ayuda a explicar la menor importancia que tuvo la queja contra la mita en relación a los repartos o las demandas contra la autoridad y legitimidad de los

8/ Se desconoce sin embargo su peso en relación a la población indígena y probablemente no fue tan alto. Al parecer, Cañete y Sanz y los que apoyaban la mita aludían que el incremento de los tributos que se vivía incluso en las provincias sujetas a la mita justificaba el incremento que se quería hacer de ella. Villaba consideraba que podía atribuirse también a las extorsiones de los revisitadores. Ver la oposición de Villaba al respecto en Contraréplica, en LEVENE (1946), p. XLIX.

caciques. Finalmente, concluimos retomando el entable que se dio en torno a los poderes locales en un contexto cambiante. La "renta mitaya" (Tandeter, 1992) explica el rendimiento de las minas potosinas y se ha constituido en símbolo de la explotación; sin embargo a fines del siglo XVIII estaba ya bien mermada como producto de transacciones de siglos siendo finalmente abolida en las Cortes de Cádiz.

Mitayos para los metales

A fines del siglo XVIII, se intentaron implementar una serie de reformas tecnológicas, jurídicas y de mano de obra. Entre 1783 y 1785, el primer Intendente de Potosí Juan del Pino Manrique inició el proceso secundado activamente por el asesor y teniente de gobernador Pedro Vicente Cañete (Tandeter, 1992, 217-128). Cañete trabajaría poco tiempo después con Francisco de Paula Sanz elegido como Intendente de Potosí a partir de 1788[9]. El fracaso tecnológico obtenido implicó que las reformas se limitaran al ordenamiento legal sobre la minería que incluía la regulación del trabajo de la mita. En este contexto se buscó reunir y sintetizar en un nuevo cuerpo jurídico las múltiples leyes y más de 1.000 ordenanzas contemplándose, además, un incremento de 5.000 mitayos aproximadamente por lo que se hablaba de la "mita nueva"[10]. En este contexto, una Real Cédula concedió un repartimiento de mitayos a Luis de Orueta después de las diligencias realizadas por Sanz que buscó lograr 3 mitas o 500 indios que habían solicitado dos años antes (Buechler, 1989, t. I, 232).

En este contexto, intervino el Protector de Naturales y fiscal de la Audiencia de Charcas, Victorián Villaba, quien presentó, en 1793,

---

9/ Tandeter (1992), p. 223-225. Para Paula Sanz, uno de los problemas centrales de la minería era regular las tasas de los arrendamientos, única manera de cambiar la relación que los mineros tenían con los mitayos, *ibid*., p. 228.

10/ El Intendente de Potosí, Juan del Pino Manrique (realizó un informe pormenorizado sin llegarse a tomar ninguna decisión, Buechler (1989), t. I, p. 155-156 y 167. El llamado Código Carolino, en manos del Teniente Asesor Pedro Vicente Cañete consistía en 1.000 ordenanzas recopiladas en 49 títulos en 4 secciones o libros (*ibid*.), t. I, p. 169 y 172) incluyendo reformas que plantearon un incremento de (*ibid*.), t. I, 187. El antecedente "inmediato" a la controversia sobre la mita se remonta a la autorización que obtuvo Francisco de Paula Sanz para destinar nuevos mitayos a favor de los azogueros Juan Bautista Jaúregui y Luis de Orueta para que pudieran compensar las altas inversiones realizadas por la tecnología introducida por el barón Nordenflicht, Arze (1978), p. 119.

su "Discurso sobre la mita de Potosí"[11]. Él mismo escribió que cuando supo que el gobierno de Potosí, con el apoyo de Buenos Aires, había planteado el aumento de la mita, se vio en la necesidad, por su propio oficio como Fiscal y Protector, de manifestarse[12]. El Discurso de Villaba fue contestado por Paula Sanz en 1794 a lo que vino la contraréplica del primero en 1795 y correspondencia sobre el tema entre diversas autoridades involucradas.

Villaba cuestionó, en sus intervenciones, particularmente en el Discurso sobre la Mita, dos argumentos e ideas generalizadas: que el dinero era la sangre del cuerpo político y como la mita se basaba y justificaba por el bien público por una parte, y que se podía obligar a los indígenas a trabajar forzadamente, por otra parte.

El dinero como sangre del cuerpo político o "las voces del interés"[13]

Sanz y Cañete consideraban que la mita constituía "el principal nervio y apoyo de la felicidad del Estado[14]" y que sin los "indios forzados" no era posible tener progresos (Sanz y Cañete, en Portillo, 2007, 451). Para Villaba, en cambio, el numerario y el dinero no hacían la felicidad de una nación y el propio Potosí era ejemplo de que "en los

---

11/ Buechler (1989), t. I, p. 220-221, 228 y Levene (1946), p. 21. El Código planteaba la ampliación de la mita propuesta por Cañete en el Código Carolino sobre la que Buechler señaló: "… paradójicamente, al paso que Cañete descubre 'la constitución permanente, científica y cuidadosamente premeditada' concebida… para perpetuar la mita, también inadvertidamente, proporciona una cantidad suficiente de pruebas contra aquel azote del indio altiplánico para construir una causa incontrovertible a favor de su abolición… y… comprobar sin dar lugar a dudas que 'leyenda' no es el vocablo adecuado para describir los 'negros' informes de opresión que los historiadores de vez en cuando han tratado de desechar…", Buechler, (1989), t. I, p. 174. Villaba fue conocido, hasta entonces y como señala Portillo, como traductor de autores italianos y por su trabajo para una Reforma de España, Portillo (2007), p. 432.

12/ Contraréplica, en Levene (1946), p. XL.

13/ Ver Villaba (1795-1946), p. XXX.

14/ En la Instrucción que se dio al Virrey del Perú en 1595 se decía: "… os encargo que tengáis mucha cuenta con la labor y beneficio de las minas descubiertas, y en procurar, que se busquen y labren otras de nuevo pues la riqueza de la tierra es el nervio principal para su conservación y de su misma prosperidad resulta al de estos Reynos…", Solórzano (s. f., p. 262).

países de minas, no se ve sino la opulencia de unos pocos con la miseria de infinitos" ("Discurso". En Levene, 1946, XXXII)[15].

Acusado de oponerse a la "explotación en el Perú", Villaba explicó que "era muy distinto hablar de la explotación en general que hablar de la del Cerro…; que era muy distinto hablar de la explotación con peones voluntarios o hablar de ella con trabajadores forzados"[16] y que existían otras minas en el Perú y México que producían mucho más sin mitayos[17]. Se preguntó si la propia naturaleza no había dispuesto que la mita terminara dado que las minas estaban a una profundidad desmedida y con metales de poca ley. Consideró, finalmente, que el "indio carga, el yndio muele, el Yndio ceba, el Yndio cierne, y el Yndio lo hace todo por poco dinero y esta es la utilidad del azoguero y no la falta de brazos" (Contraréplica. En Levene, 1946, XLVIII).

Estos argumentos de Villaba fueron reutilizados en 1802, también diez años después, esta vez en Cádiz. En 1802 Mariano Moreno rechazó las voces que convertían al trabajo de los mitayos en absoluta necesidad para las minas. El autor de la disertación se preguntó hasta qué punto había que apoyar unas minas que no lograban sufragar sus gastos (Moreno, 1802-1943, 33). Olmedo, por su parte, planteó en 1812 que era inadmisible que se sostuviera que las minas quedarían "sin el manantial de la riqueza" porque se debería entender de una vez por todas que "solo sin reglamentos, sin trabas… sin privilegios… pueden prosperar la industria y la agricultura" (Olmedo, 1812, 22). Para Olmedo la mita era un monstruo que devoraba y que había llegado a destruir la propia industria (*ibid*., 37).

Pero otros de los argumentos fundamentales presente en la época de Villaba y que nos interesa particularmente fue la relación entre naturaleza y trabajo coactivo.

15/ Villaba, como sostuvo Levene y Portillo, trató también de desbaratar el argumento de que el trabajo de las minas de Potosí era público, Villaba, Discurso, En: LEVENE (1946), p. XXXI, porque los productos que se obtenían no eran directamente de la Nación o del Soberano y como correspondían a dueños particulares, el trabajo forzado carecía de legitimidad y se asemejaba a "una forma mal disimulada de esclavitud", PORTILLO (2007), p. 454.

16/ "Contraréplica", en LEVENE (1946) p. L.

17/ Villaba, Contraréplica, en LEVENE (1946), p. XLVI.

Libertad, naturaleza servil e indolencia

Pedro Vicente Cañete, autor en 1787 de una obra monumental sobre Potosí explicó en ella que las minas no podrían ser trabajadas si se esperaba el "libre arbitrio de los indios" debido a su "abatimiento en la ociosidad, su repugnancia a todo servicio, por la costumbre en que nacieron y se criaron de andar errantes, sin propiedad". Viviendo de las escasas cosechas "silvestres", se alejaban de todo "ejercicio lucrativo y honesto". En este contexto explicó y justificó las medidas tomadas por el Virrey Toledo aprobadas por el Rey en enero de 1589 (Cañete, 1787-1952, 100). En este párrafo se condensan, por tanto, los argumentos para justificar el trabajo forzado: la naturalización de la ociosidad y el rechazo al trabajo vinculados a la ausencia de la propiedad.

La ociosidad y holgazanería de los indios, tan difundida a través del tiempo, fue descrita en el siglo XVI-XVII bajo términos similares. Matienzo[18], en su *Gobierno del Perú*, planteó en 1567 que los indios eran "pusilánimes e tímidos, que les viene de ser melancólicos naturalmente, que abundan de cólera adusta fría". Nos enfrentamos, por tanto, a los humores o temperamentos[19] que explicaban las contexturas humanas y, en este caso, la naturaleza servil de los indios[20]. Así, recordando a Aristóteles, Matienzo planteó que "los que este hábito o complesión tienen" son "muy temerosos, floxos e necios" y que habían nacido para servir por lo que tenían cuerpos más fuertes (Matienzo, 1567, 16-17). Para Matienzo eran por tanto "enemigos del trabaxo" y siendo la ociosidad "madre de todos los vicios" había que hacerlos trabajar (*Ibid*. 18-19) aconsejando se repartieran indios para las minas entre todos los repartimientos[21].

Casi medio siglo después, Solórzano planteó en 1647 en su *Política Indiana* que los Reyes y Príncipes tenían la potestad coercitiva sobre sus vasallos "siempre que entendieren que así conviene al bien público"

18/ El tratado de Matienzo fue utilizado por el Virrey Toledo.

19/ Cólera, flema, sangre y melancolía estaban relacionados con los cuatro elementos. El fuego ocasionaba la cólera o bilis amarilla; se caracterizaba por su calor o sequedad y representaba la edad de la viril madurez y el verano. El agua se relacionaba con la flema, húmeda y fría, que correspondía a la noche, el invierno y la ancianidad. El aire se vinculaba a la sangre, que era húmeda y caliente, y representaba la primavera, la mañana y la juventud.

20/ La melancolía o bilis negra, era seca y fría, hacía referencia a la tierra y se relacionaba con el otoño, el atardecer y la vejez.

21/ Según Brading, Matienzo expresa aquí su deuda hacia Sepúlveda y Gómara, BRADING (1993), p. 165.

citando las sagradas escrituras, los escritos de Matienzo y de varios autores que trataron de la obligación que existía para la guerra así como la necesidad que tenían los miembros de la República de ayudarse unos a otros como en el cuerpo humano (s.a., 267-268). El autor consideraba que los indios eran vasallos y pies de la República, pero no por ello tenían que trabajar en servicios intolerables (s.a., 273). Tanto en su libro como en su análisis sobre las minas de Huancavelica, expuso las razones a favor y en contra de la existencia de mitayos. En su *Política Indiana* sorprenden los innumerables puntos en contra del trabajo obligatorio (más de 83 puntos) y en el trabajo sobre Huancavelica no menciona la naturaleza servil de los indios entre las 13 causas por las que debería existir el trabajo obligatorio aunque pensaba que había hombres "mas a propósito" para el trabajo en las minas "quales son los indios". Se planteaba así una clara tensión entre la dureza del trabajo y la libertad, tensión reforzada porque el trabajo en las minas era aplicado como una pena para "atroces delitos" sin que las leyes y normas que favorecían a los indígenas se cumplieran (En Lohman Villena, 1950, 19-20, ver también Solórzano, s.a., 275).

Un siglo después, el Intendente de Potosí Paula Sanz, defensor de la mita junto con Cañete abogó por la necesidad de conservar la mita porque era conveniente para los propios indios el liberarlos de su pereza natural[22]. Esta visión sobre la indolencia como causa que justificaba el trabajo obligatorio se entrelazaba con la visión de vasallos libres ya presente en Matienzo. Éste afirmó que no era "quitarles la libertad compelerlos a trabajar pagándoselo pues nacieron para ello y para ser mandados…mayormente siendo para bien suyo propio… y para bien público, pues el compelellos a trabajar es en bien de todo el Reino y conservación dél" (*ibid*., 135).

Villaba sostuvo, sin embargo, que el indio no era "tan indolente" y aún siéndolo, no se tenía el derecho de obligarlo a trabajar[23]. Introduciendo la comparación con España, consideraba que la "holga-

22/ "… nno faltaba otra cosa que perfeccionar este arduo sistema con una legislación económica bien combinada con todas las relaciones escrupulosas y delicadas que tienen entre sí la libertad modificada del indio y su servicio forzado en las minas, uniendo en su alivio estos tres grandes objetos, a saber, seguridad, tranquilidad y comodidad… para que amparados en… sus privilegios y favorecidos en el método de su repartimiento, servicio y reducción de sus Tierras no quede agraviada la libertad del indio ni defraudado el bien público del Estado", Sanz a Arredondo, 1794, en Portillo (2007), p. 453.

23/ Villaba, 1793, en Levene (1946), p. XXXI.

zanería" existente en muchas provincias (nótese la diferenciación establecida) no llevaba a obligarlos a un trabajo que aborrecen de tal manera que "la maior indolencia de estos naturales" no constituye argumento para "esclavisarlos en las minas"[24].

Además, la indolencia para Villaba era, antes que natural y antes que causa justificadora del trabajo obligatorio, producto y resultado de la "quasi inevitable constitución moral de la America". Con ello se refería a que "el clima, la educación, la constitución de Gobierno… y las naciones… por ser una especie de educación Pública" formaban el carácter del hombre[25]. En consecuencia, ese carácter debía atribuirse a "alguna causa moral superior" identificando "al despotismo" como creador del carácter de los indios. Villaba sostuvo, finalmente, que quienes planteaban que los indios no querían trabajar debían también explicar por qué ellos trabajaban "para otro(s) y no para si" y que en todo caso "todo hombre es lo mismo en general sino lo contuvieran las leyes pues la aversión al trabajo es universal". Citando a Xavier Clavijero pensaba más bien que el indio trabajaba más que las otras castas y que se "confunde su tolerancia con su indolencia y su desconfianza con su ingratitud y que si no trabaja más es por el poco afecto que tiene a los que lo gobiernan"[26].

Si la indolencia fue considerada como producto y producción antes que como causa natural, el trabajo obligatorio en sí fue puesto también en cuestionamiento. Para Villaba, las primeras contribuciones del hombre en sociedad fueron los servicios personales entre los que situaba, en primer lugar, el de la guerra y la defensa de la patria[27]. La mita fue equiparada precisamente a las Quintas o sorteos en el ejército, un planteo que aparecía también en Matienzo y Solórzano (Ver Solorzano, s.a. Punto 32: 268), dando lugar a la corrupción porque liberaba a los que podían "cayendo la suerte sobre el Pobre". En el paralelismo entre la mita con las quintas y la guerra, Villaba se refirió también a cómo la agricultura se quedaba sin brazos y, sobre todo, cómo "eran arrancados de sus pueblos entre lágrimas de sus Padres, los lamentos de sus amigos, los gemidos de sus futuras esposas y la consternación de todo el lugar, siendo un aparato lúgubre el momento de su ausencia[28].

24/ *Ibid*., p. XXXVI-XXXVII.
25/ *Ibid*., p. XXXV.
26/ Contraréplica, en Levene (1947), p. XLIV-XLV.
27/ Villaba, en Levene (1947), p. XXXIII.
28/ *Ibid*., p. XXXIV-XXXV.

Además, Villaba planteó que "el destinado a travajar por fuerza" constituía un siervo de la pena y la pena suponía delito mientras que no trabajar o trabajar poco no constituía delito ninguno:

> Tan respetable a la libertad del hombre que aun con indicios de una ociosidad viciosa corrompida, perjudicial y efecto de la disolución… no quieren nuestros Legisladores atropellarla sino que se proceda con conocimiento de causa. Y diremos sin rubor que una indolencia rústica, desinteresada, inocente efecto de las escasísimas necesidades del campo, de la desconfianza en las Leyes, de la ninguna seguridad de los productos del trabajo o de otras mil casus inculpables en los mismos que la padecen, puede dar derecho a la corrección a la esclavitud de los hombres? Semejante doctrina no puede ser adaptada sino por corazones más duros que los mismos metales que codician, ni defendida sino por plumas venales que sacrifican la humanidad en las aras del Ynterés. (*ibid*., XXXVIII)

Aquí Villaba estaba muy cerca de Solórzano porque éste había utilizado la referencia al corazón recordando que el trabajo de labrar minas correspondía a la edad del "yerro" queriendo decir con ello que "eran de corazón tan duro como el hierro" (Solórzano, s. a.: 276). También hizo referencia al carácter servil del trabajo en las minas que correspondía desde los romanos a los delincuentes, fascinerosos y de "humilde y baxa condición" de tal manera que era una pena aún más grave que la muerte por los riesgos que tenía. De ahí que hubieran sido considerados "para todos los efectos del derecho no sólo por esclavos, sino por muertos, en tanto que si alguno se libraba de este castigo por perdón o indulgencia del Príncipe, le llamaban resucitado" (*ibid*., 274). Casi exactamente las mismas palabras utilizó posteriormente Mariano Moreno quien enfatizó el delito y la "pena" que significaba trabajar en las "cavernas" de las que ya habían hablado Plinio y Séneca constituyéndose en sepulcro, castigo e inmolación (1802-1943, 30). Para Moreno, a pesar de los cuidados que se habían tomado, se desarrollaron servicios "propios de unos verdaderos esclavos", incompatibles con su "privilegiada libertad" (*ibid*., 7). El mismo relato y los mismos términos utilizados por Villaba y Moreno serían citados por Olmedo que recordó a los escritores de la antigüedad, particularmente a Homero. Según Olmedo, este escritor había señalado que la labor y beneficio de los metales eran "una carga más que servil y una pena más grave que la muerte" por lo que afirmó que eran tenidos "no sólo como esclavos sino por muertos" considerándose a los que se libraban como resucitados (*ibid*., 23).

Otro de los argumentos importantes en disputa y con continuidad a través del tiempo fue el relacionado a la propiedad. Matienzo escribió a fines del siglo XVI que lo que incitaba a trabajar, siguiendo otra vez a Aristóteles, era el tener cosas propias y no en común. Los indios eran "naturalmente" holgazanes porque no les interesaba trabajar dado que no tenían nada porque todo lo que podían acumular en beneficio propio y privado, les era quitado por sus caciques tiranos. De ahí que "dexarlos en su libertad" es enseñarles y obligarlos a trabajar pues "les conviene… para aprender la pulicia y ser hombres" (Matienzo, 1567, 137-138). Cañete era del mismo parecer. Citando a los historiadores Acosta y Garcilaso afirmaba que los indios no tuvieron nunca propiedad absoluta porque los Reyes Incas distribuían las tierras en tres partes, una para los ministros y sacerdotes, otra para el Inca y la tercera para los indios (*ibid*., 121). Aunque Villaba no discutió el tema, dio por supuesto que los indios sólo tenían propiedad común (han demostrado "ser capaces de llevar una vida laboriosa no obstante de travajar para el común y de no esperar la mejora de su fortuna particular) y que por tanto cuando trabajaran para sí y sus hijos lo harían de mejor manera[29].

La existencia misma de la mita obligó a los diferentes autores a explicar cómo se había llegado a ella, lo que suponía también hacer referencia a su legalidad y legitimidad. Algunos autores se refirieron a la legislación como benigna y sabia o como producto casi indeseable. Para Vicente Cañete era "admirable" porque cuando se estaba discutiendo si los indios eran por naturaleza esclavos, como lo hicieron Quevedo y Sepúlveda, las leyes tuvieron un trato de "amor y benignidad" hacia los indios instaurando "no la servidumbre rigurosa de propiedad" sino la esclavitud política, civil y regia de Aristóteles aplicada a "aquel género de gentes que siendo tarados y estúpidos de ingenio, pero robustos y fuertes de cuerpo" fueron subordinados "económica y políticamente a otros hombres más ilustrados" por la naturaleza (1787-1952, 100).

Para Moreno, en cambio, la legislación sobre los servicios personales se desarrolló para "no descontentar" a quienes ayudaron a conservar

---

29/ Villaba, 1793, en LEVENE (1946), p. xxvi. Frente a los argumentos que planteaban que el Virrey Toledo habría tenido un Contrato con los caciques lo que convertiría a la mita en un convenio voluntario, Villaba consideró que suponiendo incluso que ese contrato hubiera existido, se basaba en un fundamento nulo: el que los caciques obligaran a los indios porque aunque tuvieran su consentimiento y "tratándose de una obligación personal tan pesada", debía intervenir la aceptación "particular de cada uno" apelando al principio del derecho de que "lo que a todos toca, por todos debe aprobarse" (*ibid*., XLVII).

las Indias (1802-1943, 12) porque no se podía permitir la "ociosidad" por su "propia conveniencia" y porque las repúblicas se basaban en miembros que se ayudan y "sobrellevan recíprocamente" dedicándose a actividades en función de "su naturaleza". Esta "naturaleza" era más bien una división del trabajo: labores del campo, negociaciones, artes liberales y mecánicas[30]. Entre los servicios personales analizados citó también a los yanaconas adscritos a las haciendas y a los mitayos. En ambos casos su posición era claramente contraria por la violencia que implicaba y "… nada debe estar más distante de un buen ciudadano que la criminal holgazanería, pero nada debe estar también más lejos de un hombre libre que la coacción y fuerza a unos servicios involuntarios y libres"[31].

Si la existencia de yanaconas fue explicada por la "conveniencia pública" que condujo a "aquella perjudicial y antiguada tolerancia", la mita minera fue atribuida a "fatales circunstancias" que llegaron a un "excesivo incendio" cuando se trató de la mita de fines del siglo XVIII. Moreno preguntaba tajantemente si ese involuntario y penoso trabajo era compatible con "la privilegiada libertad… declarada a los indios" como vasallos libres de Castilla[32]. Pero consideraba al mismo tiempo que el Príncipe había sido un verdadero padre que buscó la felicidad, cuidado y conservación de sus vasallos prohibiendo los servicios personales atribuidos a la "malicia" y la "maledicencia" que estaba en la base de la duda sobre la racionalidad de los naturales del Nuevo Mundo. Esto condujo, continuaba Moreno, a solicitar el despojarlos de "su natural libertad" llegándose incluso a que se sostuviera que eran "a natura siervos" basándose en la "extravagante doctrina de Aristóteles"[33].

Una década después, en 1812, la "opinión" de la ineptitud, indolencia y pereza de los indios provenía, según Olmedo, de la época de la conquista, de las encomiendas, mitas y repartimientos, consideradas todas, como "bárbaras reliquias de la conquista y gobierno feudal; fomento de la pereza y del orgullo de los nombres y de los ennoblecidos y esclavitud de los naturales paliada con el nombre de protección" (1812, 11). Remarcó también todo el sufrimiento que implicaba la mita que,

30/ MORENO (1802-1943), p. 15-16.
31/ *Ibid*., 21.
32/ *Ibid*., p. 23, 28 y 31 respectivamente.
33/ *Ibid*., p. 5-7.

señalaba, "por ser demasiado verdadera sería inverosímil"[34]. La suerte de los mitayos fue considerada peor que la de los siervos romanos porque ellos eran muertos civiles por delitos cometidos mientras que los indios mitayos no tuvieron otra culpa que su "humildad y mansedumbre" (*ibid*., 24). Olmedo planteó tajantemente que las leyes que fundamentaban la mita y los servicios personales eran injustas porque se oponían a que los indios fuesen "tan libres como los Reyes de España" sorprendiéndose más bien que hubieran existido razones "que aconsejen esta práctica de servidumbre y de muerte pero es más admirable que haya habido reyes que las manden, leyes que las protejan y pueblos que las sufran"[35]. Pero además, Olmedo sostuvo además que las leyes habían sido inútiles porque en más de 300 años no habían hecho de los indios seres más civiles, más morales o más virtuosos. No se podía permitir, por tanto, la "opresión" de los indios considerados "españoles" y aconsejaba abolir toda servidumbre personal que no buscara la felicidad de los pueblos. En nombre del "gobierno español, templado y liberal", en nombre de la "instrucción, la ilustración" y la necesidad de poner fin al mal gobierno, recomendó "reintegrarlos en su libertad" y en su "dignidad de ser hombres" reconociendo "los bienes que reciben de nosotros"[36].

Es necesario también pensar en las voces que provenían de las comunidades y en la magnitud de la mita cuando se desarrolló el debate.

"Decadencia" minera, desorden y *colque haques*

Las investigaciones sobre las comunidades involucradas en las rebeliones, que se han incrementado notoriamente en las últimas décadas, permiten acercarse a sus diferencias y particularidades en función de "los dispares modos de articulación de los pueblos nativos con la sociedad colonial" (Serulnikov, 2007, 383). Lo sorprendente es que sólo en el caso de Tupac Amaru se dio una explícita demanda contra la mita[37] mientras que en otras rebeliones estuvo ausente o, en algunos

34/ Aún así no pudo de dejar de referirse a los viajes penosos para lo cual debían vender sus tierras, ganados y sementeras obligando a llevar a su familia porque de lo contrario moriría abandonada de hambre y de frío. Una vez en las minas, describió a amos "orgullosos, avariciosos, intratables, crueles", Olmedo (1812), p. 14.

35/ *Ibid*., p. 23.

36/ *Ibid*., p. 40.

37/ Se trata de una carta escrita por Tupac Amaru en 1777 que hacía referencia a la distancia, viajes, cambio de temperamentos y también a la "granjería" que

casos, fue uno más de entre muchos reclamos. Por el contrario, el lugar de las autoridades nativas — caciques y curacas—, su autodeterminación y el peso fiscal de las reformas borbónicas fueron los principales temas que se cuestionaron en las rebeliones.

Frente a esta situación, decidimos realizar una exploración de los juicios presentados tanto en Charcas, sede de la Audiencia, como en La Paz, particularmente entre 1790 y 1810. Resulta sorprendente las escasas demandas contra la mita, con excepción de las que provenían del norte de Potosí de donde debía reclutarse la "mita nueva" planteada por Paula Sanz y Cañete y con excepción, también de las averiguaciones ligadas directamente a Francisco de Villaba.

¿Cómo explicar, entonces, que la mita no fuera *el motor* de alguno de los levantamientos entre 1730 y 1782 (ver O'Phelan, 1988)[38] y de las décadas posteriores? Creemos que la respuesta está por un lado, en los cambios en el número de contingentes asignados a la mita y en el desarrollo de los indios *colque haques,* por otro lado, en la estrategia desplegada y desarrollada a través del tiempo por la población indígena, que retomaremos más adelante.

En relación al primer aspecto, es preciso recordar que a fines del siglo XVIII llegaban a Potosí de 2.000 a 4.000 mitayos de los 12.000 a 14.000 planificados dos siglos antes. El descenso poblacional y las medidas subsiguientes explican en gran parte este cambio radical. La mita, junto con el tributo, generaron casi inmediatamente migraciones masivas (ya analizadas por Sánchez Albornoz, Sempat Assadourian y Thierry Saignes como parte de estrategias de parte de los indígenas[39].

---

hacían con los indios. Señalaba que los trataban como a esclavos. Pide que la Provincia de Canas y Canchis no estén obligadas a la mita de Potosí por "decadencia" en que se hallan y por otras causas. En Lewin (1967), p. 320-322.

38/ Es importante mencionar que José Gabriel Túpac Amaru tuvo una causa para que liberten a los naturales de su ayllu de la mita de Potosí. El mismo escribió quejándose de la distancia de más de 200 leguas, de la extinción de los pueblos y de la dolorosa despedida que hacían. Se refirió a cómo los mismos indios servían continuamente por la disminución poblacional, denunciando las "granjerías" que hacían los mineros alquilando a los indios. Denunció también las sevicias y los malos tratos. En Lewin, (1967), p. 321-323. En muchos de los documentos escritos por Tupac Amaru se hace referencia también a "pensiones" sin mayor explicitación de la mita.

39/ Saignes, en lugar de considerar el aspecto desestructurador planteó la posibilidad de comprender las migraciones en el contexto de movimientos de población pre existentes pero también y como estrategias para obtener recursos y enfrentar las demandas que surgían del sistema colonial sin que existiera necesariamente

Como los curacas y caciques no lograban reunir el contingente establecido, el Virrey Duque de La Palata buscó, a mediados del siglo XVII, ampliar la población sobre la que se extendía la mita hacia los forasteros y yanaconas. La oposición de los diversos actores involucrados fue tan grande que su fracaso condujo a que el siguiente Virrey, el conde de la Monclova, redujera en 1692 el contingente a 4.000 mitayos aproximadamente. En 1730 se volvieron a revisitar las provincias para establecer tributo y mitas (Tandeter, 1992, 55-57) aunque nuevamente no se lograron alcanzar las cuotas ya disminuidas.

Tandeter ha demostrado enérgicamente que "la mita no favorecía limitación alguna en la intensidad de explotación por parte del empresario minero" dado que los factores para proteger la mano de obra eran inexistentes[40]. El autor mostró también cómo se desarrollaron una serie de prácticas no contempladas en la legislación como las tareas que permitían una mayor productividad de la fuerza de trabajo (*Ibid*., 63-65), la disminución de las dos semanas de descanso obligando a la familia a participar del trabajo; la merma en los leguajes y salarios, los endeudamientos, etc. Estas condiciones laborales no dejaban por tanto de intensificarse. Paralelamente a todos estos cambios se desarrolló una práctica señalada por el propio Tandeter: la exención de la mita a cambio de un pago en moneda al cacique dando lugar a los indios denominados *colque haques o colque runa haques*[41]. De aquí que la mano de obra minera libre o minga representara aproximadamente un 50 % del total (*ibid*., 103) al que se sumaban los *kajchas* o mineros que se apropiaban directamente del mineral[42] cuyo número se estimaba en alrededor de 4.000 hacia 1762 trabajando en los trapiches levantados por curacas y capitanes de mitas[43].

Este contexto permite comprender también los intentos de reforma en la mano de obra mitaya a fines del siglo XVIII. Pedro Vicente Cañete describió la situación como "decadencia" atribuyendo el descenso poblacional a la mortandad y a las pestes que asolaron los pueblos (Cañete,

---

una ruptura entre los comunarios y sus comunidades de origen, Saignes, ver también TANDETER (1992), p. 51.

40/ TANDETER (1952), p. 61.

41/ TANDETER (1992), p. 88. Para 1801, Tandeter señaló, para algunas provincias, hasta el 75 % de conmutaciones, siendo las más bajas de 2 y 6 % (Pacajes, Chucuito).

42/ *Ibid*., p. 122-123.

43/ *Ibid*., p. 143.

1787-1952, p. 119) pero también a la huida de los indígenas que se refugiaban en las haciendas de españoles donde se mezclaban con ellos y con negros y mulatos, transformándose en "gentes exentas de la mita". Señaló, además, el poco interés y resistencia de los indios a trabajar en "minas pobres" donde no tenían "qué robar" de tal manera que sólo quedaban menos de 2.000 indios aconsejando, entonces, un nuevo repartimiento. El anhelo de Cañete fue, por tanto, un retorno a los viejos estándares y patrones, único medio y posibilidad para garantizar que se cumplieran todos los recaudos que Toledo había establecido. En otras palabras, para Cañete, todos los "abusos" se debían en gran parte a que no se cumplían con las séptimas exactas de todos los pueblos lo que redundaba en el perjuicio de los indios. Su ideal consistía fundamentalmente en controlar: el ocultamiento de los indios y la existencia de forasteros, el restituir a sus provincias y domicilios a los indios solteros e impedir las deserciones (*ibid.*, p. 116-119). Esto significaba terminar con todas las prácticas que habían sido desarrolladas por la propia población como parte de un largo proceso que implicaba el despliegue de estrategias para conseguir dinero y poder pagar por la mita.

En este mismo sentido, según la información que mandó levantar Francisco Paula Sanz, la mita era un total caos y desorden en todos los partidos que debían suministrar mano de obra. La mita de las comunidades del Partido de Porco era considerada "irregentable": no sólo no se cumplía con el cupo que debían dar sino que además, los que iban a trabajar huían y desertaban en las noches, llevándose hasta las herramientas del cerro. Pero más importante aún, informaron que pagaban por "rezago" para no ir. En las comunidades del Partido de Paria era aún peor: los pueblos de la región, considerados como acomodados, prácticamente no iban a la mita, pagando por no hacerlo. En cuanto a las comunidades del partido de Chayanta se decía que dejaban sin indios a los ingenios del cerro. La Provincia de Cochabamba daba indios pero, de acuerdo al informe de Paula Sanz, eran flojos. Algunos huían pero dada su pobreza no había posibilidad de que existieran mingados, dejando los ingenios desamparados. Finalmente, en cuanto a las comunidades del Partido de Sicasica, se informaba también su "desarreglo" causado por los enteradores y curacas quienes se dedicaban al comercio en la ciudad y sus alrededores. Cuando terminaban con esta actividad se volvían a sus pueblos y por ello entregaban "en dinero la más parte del servicio personal de su gente"[44].

44/ ABNB, ALP Min 129/5 5/12/1794/S. XVIII/Potosí — 25/1/1795/s. XVIII/ La Plata. 6 folios. Expediente instruido por don Francisco de Paula Sanz, gober-

Sanz y Cañete desearon retornar a un momento ideal y reconstituir, con el apoyo decisivo de la Corona, la mita, una tarea que en 1793 era imposible como quedaría comprobado por la intervención de Villaba y de la Audiencia, por la disputa entre los poderes locales ligados a la minería y a la iglesia, por el propio desarrollo de la mita y por el propio transcurso del tiempo. Ambos funcionarios expresaron sin embargo el temor de que si la situación continuaba como hasta entonces, la mita desaparecería totalmente[45]. Sans y cañete no hacían más que demostrar que los equilibrios locales alrededor del propio uso y acceso a la mano de obra indígena de las comunidades eran difíciles de alterar. En 1793, el Subdelegado de Chayanta, Pedro Francisco de Arizmendi recibió la orden de designar 184 indios sobrantes para la mita (Buechler, 1989, t. I, p. 235). Los nuevos mitayos incluían a personas que estaban en servicio eclesiástico ocasionando profundas desavenencias[46]. En este contexto, Marcelino Lupa, cacique de Moscarí anunció, en marzo de 1795, una rebelión indígena en contra de la mita que complicaría aún más el panorama. La más alta autoridad política de la provincia, Arizmendi, escribió que sus "provincianos" estaban "agobiados con la mita antigua, reagravados con los servicios personales que hacen los curas al público" lo que les causaba "melancolía, furor y desesperación". Pero que además estaban "irritados al infernal influjo de los que, fomentando aquellas contagiosas imposturas, soplan incesantemente el fuego de la discordia, de la independencia y de la rebelión" (Buechler, 1989, t. I, p. 248 y 250).

Sanz argumentó, por su parte, que los sacerdotes lograron que no se hiciera la Visita que se había planificado y que la Audiencia pudiera

---

nador intendente de Potosí, sobre los defectos con que hoy corre la mita del Cerro y la Ribera de dicha Villa en los distintos partidos que la contribuyen.

45/ "y si oportunamente no se remedian los apuntados males llegará a extremo tan decadente que no pueda jamás restablecerse; los mitayos vivirán cada vez más independientes… Negarán en adelante absolutamente sus servicios personales y costará otra nueva guerra civil volverlos a reducir", Portillo (2007), p. 451.

46/ Los sacerdotes de Chayanta y sus representantes pidieron ayuda a la Audiencia y al Arzobispo por haber sido despojados de los indios que legalmente habían sido destinados a los servicios parroquiales. La Audiencia, recelosa del nuevo Código de minería que se decía mermaba sus atribuciones, decidió expedir una orden que señalaba que no se hicieran innovaciones peligrosas, Buechler (1989), t. I, p. 236. Además de los argumentos desplegados en la "Contestación" de Sanz, éste esgrimió la legitimidad de la demanda y la intervención interesada de los sacerdotes, Buechler (1989), t. I, p. 239. Sanz buscó por tanto un control más estricto del clero, Buechler (1989), t. I, p. 242, y al principio hubo una respuesta relativamente favorable que se transformó luego en una clara oposición a Sanz y a sus demandas. El acuerdo consistió en realizar una visita entre las más dos altas autoridades.

también inmiscuirse en lo que era "dominio exclusivo" del gobierno de Potosí[47]. Aseguró al Tribunal "de la falsedad de las voces que se habían corrido con referencia a la rebelión" y culpó al Arzobispo, clero y, sobre todo al Fiscal Villaba, por los papeles, conversaciones y movimientos" contra el buen gobierno y contra las leyes del reino (*ibid*., p. 252).

Frente a esta complicada situación, el Virrey Pedro Melo de Portugal ordenó la suspensión inmediata de la mita nueva y ordenó que se hiciera una Visita de la que se excusó el Arzobispo; y por ello Sanz partió sólo a Chayanta. Cuando llegó a Pocoata despachó la mita de aquel año informando a sus superiores que los indios le habían pedido alivio "del servicio de los curas y fiestas". Sanz se apresuró también en congregar la gente para la mita nueva que no logró reunirla en su totalidad. Luego se dedicó a investigar la conducta de los sacerdotes concluyendo que el número de indios que servían en las Iglesias cada año llegaba a más de 1.000 excediendo incluso a los que servían en Potosí (*ibid*., p. 259-262). Cabe precisar también, que antes de su propia visita a Chayanta, Cañete culpó a los sacerdotes de mantener a los indios como bárbaros, rústicos y brutos para conservarlos como esclavos[48] (Arze, 1978, p. 120). En relación al motín se dijo que fue una farsa de los curas para oponerse a la mita (Buechler, 1989, t. I, 263). Se procedió entonces nombrando nuevos caciques mestizos y se empezó a regular la conducta del clero. Al poco tiempo, en Mayo de 1795 se recibió la Cédula que despojaba a los intendentes del Vice Patronato Real concediendo esos atributos al Presidente de la Audiencia de Charcas, lo que desautorizaba muchas de las decisiones de Sanz. El Arzobispo declaró además que se había vulnerado la jurisdicción eclesiástica. Cuando se le preguntó por qué había tomado ciertas medidas en torno a la mita señaló que el despacho de los propios mitayos regulares habría estado en peligro porque corría la voz de que "la mita había sido abolida por completo"[49]. El 3 de Agosto de 1796 se otorgó la cédula real que

47/ Sobre los sacerdotes y la mita ver ABNB, ALP Min 129/6- 10/2/1795/s. XVIII/ Asunción del Paraguay. 8 folios, Reflexiones sobre las diligencias obradas en la Intendencia de Potosí, acerca de la conducta de los curas de Chayanta con motivo del aumento de mita decretado en dicho partido, y auto en su razón proveído con remisión a los subdelegados de los partidos de dicha Intendencia para que se publique en forma de bando.

48/ Cañete había escrito que el servicio de los indios en casa de los curas era como una muerte civil, Arze (1978), p. 121.

49/ Buechler, 1989, t. I, p. 265-267. En diciembre de 1795, que el Virrey envió copias de las Ordenanzas del Duque de La Palata pero Villaba intervino sinteti-

suspendía la mita nueva y revocaba todas las decisiones del Intendente de Potosí (*ibid*., p. 273).

Pero el asunto no terminó ahí puesto que la segunda visita a Chayanta tanto de la parte eclesiástica como seglar estaba pendiente. El partido que abogaba a favor de Sanz declaró que una "teocracia" se apoderó de las provincias (*ibid*., p. 281-282) mientras que la parte eclesiástica informó sobre la gran oposición de los indígenas a la mita nueva[50].

Resulta interesante resaltar es que el representante del poder secular culpó directamente al Fiscal Villaba de la situación difícil que se vivía en el área rural de Potosí señalando que las autoridades estaban siendo acusadas de tiranía y despotismo:

> sabiendo estos mandones (los caciques) la contradicción del Fiscal a la Mita, se han coligado con él, y si no estuviera al frente el Subdelegado Arizmendi, sujeto de talento, instrucción y prudencia, se hallarían ya aquellos Pueblos sumergidos en la insurrección, y ciertamente que si el Fiscal y sus Aliados la deseasen, no pudieran haver empleado medios más eficaces para promoverla, quales son argüir de inhumano y barbaro el servicio de la mita, caracterizar de tiranos e insensibles a los Ministros que la sostiene: a los Mineros de Potosí de avaros e insaciables del sudor y sangre del Yndio, a cuia costa acopian sus riquezas; al Subdelegado de déspota que quita los caciques desafectos a este servicio y pone los addictos a sus ideas de aumentarlo; y no perdonar al Governador de la Provincia, atreviéndose a representar al Virrey que no hay que esperar de el justicia a favor del yndio contra un cobrador de tributos que contribuía al despacho de la mita… (Villaba, en Levene, 1946, LXVIII).

---

zando las razones por las que habían sido abrogadas en 1758, Buechler (1989), t. I, p. 272, por lo que la Audiencia ordenó suspenderlas.

50/ Matías Terrazas, amigo de Villaba, fue nombrado por el Arzobispo, Buechler (1989), t. I, p. 270 y se encontró, en 1797 con el secretario de la Intendencia Manuel José de Uclés que fungía como Juez Real Subdelegado *ad interim* por Sanz y también como comisionado del Vice Patrono (en lugar del Virrey). El conflicto en el que se involucraron entre ambos se dio entre la inmunidad eclesiástica y los derechos del Patronato Real, *ibid*., p. 274-275. De la parte de Terrazas y el poder eclesiástico se adujo que los caciques habían estado quitando el servicio existente de mayordomías para las iglesias por orden de Sanz de tal manera que ya no disponían de los servicios de antes desalentando también la realización de fiestas. En 1796, se había ordenado también que los reales sínodos o subvenciones pagados a los sacerdotes debían reducirse en función de las posibilidades de sus feligresías, *ibid.,* p. 277 y 279. De acuerdo a Uclés no sólo se debían eliminar muchos servicios sino que los curas debían devolver una suma cuantiosa.

En otras palabras, se responsabilizaba a Villaba por minar seriamente la legitimidad del orden político establecido. Lo que es claro es que los intereses contrapuestos de autoridades eclesiásticas, del gobierno de Potosí, de los caciques[51], de la Audiencia y de los representantes mineros favorecieron el *estatu quo*[52].

También es importante destacar que el desarrollo de los *colque haques* o el dinero obtenido para eximirse de la mita, se utilizaba también para otros fines. El mismo año en que se desenvolvía la discusión y el incremento de mitayos del norte de Potosí, se acusaba a un cacique en La Paz de utilizar el dinero para sostener un pleito sobre deslinde de tierras. A raíz de esta denuncia, se revela que el cacique de la comunidad de Sicasica tenía 19 indios Coquehaques y cada uno pagaba 60 pesos (ALP/EC/122 — E. 3/1795 f. 5-5v)[53], un monto seis veces más alto que el tributo (10 pesos). Pero además, de cada uno de los *ayllus* de la comunidad, algunos de sus integrantes pagaban en dinero mientras que otros realizaban servicios siendo fiscales de los curas, priostes, alféreces, regidores, etc. En otras palabras gran parte del dinero de los colque haques o el que debía ser utilizado para entregar a

51/ Los curas de Chayanta acusarona su vez a los caciques como "las fieras que los devoran, los lobos que se mantienen de sus carnes, los tiranos que los hostilizan, los impíos que los cautivan, en una palabras, de quienes experimentan todo mal imaginable espiritual y temporal" (Expediente seguido por los indios de Chayanta. ABNB, Minas, t. 129, 4-XVI, doc. 867-4, 1797-1799. En Arze (1978), p. 122.

52/ La Junta que debía dar su parecer, presidida por Jorge Escobedo dijo que los procedimientos de Sanz fueron imprudentes y poco diplomáticos y que se buscaría recompensar a Orueta pero sin incrementar la mita de Chayanta. Finalmente se trató de reemplazar tanto a Sanz como a Cañete. Villaba redactó en 1797 otro escrito contra la mita y el 11 de Agosto de ese mismo año, la Audiencia prohibió el despacho de la mita de Orueta. Entre tanto Melo de Portugal murió en abril de 1797 siendo reemplazado por los Virreyes Olaguer Feliú y Avilés. Feliú negó a Urzainqui, antiguo corregidor de Chayanta, que había pedido mitayos esperando recibirlos en compensación a los repartos que había hecho y que habían quedado sin efecto por las reformas realizadas, Buechler (1989), t. I, p. 288-290.

53/ "… Andres Calli hilacata que en el tiempo de Helguero confeso este de plano… que es cierto que en el tiempo que fue hilacata de los indios del ayllu collana saco sesenta y seis pesos de Rafael Ype yndio de su parcialidad para el Pleyto de las fincas de Santiago y que este mismo lo distribuyó en la forma siguiente. Al yndio Carlos Condori asegura le entregó treinta pesos para que con ellos vaya a Chuquisaca: más a el mismo quince pesos por su trabajo, y también que al juez comisionado que vino a este Pueblo o al que le atendió en la comida…" (*ibid.*, f. 9).

los mineros en Potosí no era utilizado tampoco para la minería potosina[54]. El informe de la autoridad era alarmante señalando que:

> "(de los destinados a la mita de Potosí)…se quedan consignados a otros destinos…y no siendo regular consentir el desprovisto con que la malicia a formado patrimonio… en solo este año, que apenas é podido averiguar… es evidente se extraen la cantidad de un mil quatrocientos noventa y un pesos…puede ver usted hasta donde alcanza esta imbencion causa de las quimeras y enredos del paiz, a más del fuerte perjuicio que redunda contra la mita" (*ibid*., f. 15).

Conclusión

Desde Matienzo hasta Olmedo, la mita fue un asunto de gobierno en el que las referencias a la autoridad y a la legitimidad se sustentaron en el pasado (con muchas alusiones al período romano), en juristas y en la legislación existente. Las referencias a la propia experiencia de los administrados y gobernados (nos referimos a las quejas o demandas de la población indígena) parecerían basarse en otros argumentos. El debate en el que se involucró Villaba, relacionado directamente a un incremento en la mita, fue principalmente una discusión de principios sobre el trabajo obligatorio, sobre la coacción y sobre el derecho a exigir el trabajo forzado indígena. Los argumentos de Villaba que muestran continuidades también expresan transformaciones radicales. Entre estos últimos, es preciso señalar el enorme cambio en la representación de la indolencia, que al considerarse como resultado (y ya no causa) de la obligación de trabajar instaurada desde el siglo XVI, alteró e invirtió

54/ En el documento se hallan bajo el término: "Lista de los indios que se extraen de la mita de Potosí y anualmente se derivan a diferentes ejercicios del pueblo capital de Sicasica". En el Ayllu Collana Ylura, dos personas pagaban 66 pesos, 1 servía de Alguacil, 1 de prioste en la fiesta de San Salvador del pueblo, 2 estaban con "el nombre de fuera de la dicha tierra para su solemnidad", 1 daba 66 pesos en dinero para el avío del capitán de la mita, 1 daba 50 pesos en dinero o debía cuidar su ganado, otro daba también 66 pesos para la mita debiendo además sacar el estandarte de viernes santo; en el Ayllu Maca Yluta, 2 personas pagaban 66 pesos, 4 debían ser priostes para la tierra del Santísimo Sacramento y así sucesivamente ayllu por ayllu. Pero además, se registraron 12 indígenas que se hacían cargo de las 3 postas del pueblo. De manera sintética se afirmaba que se tenían 54 indios de los que 20 aportaban 1 491 pesos en plata y 34 se ocupaban en otras funciones. Se aseguraba, finamente, que situación similar existía en los pueblos vecinos de Calamarca, Hayo Hayo e Ichoca (*ibid*., f. 13-15).

la percepción sobre el indio. Así la mita pudo concebirse como injusta y opresora. La comparación entre la situación de los indios con los vasallos en España fue fundamental porque permitió afirmar la "uniformidad" de los hombres ("todo hombre es lo mismo en general") y explicar algunas de sus acciones como resultado de la desconfianza "natural del oprimido" (Villaba, Contraréplica, en Levene, 1946, xliv). En otras palabras, lo que se estaba planteando era la igualdad de los hombres y los fundamentos que condujeron al establecimiento de la mita. Es posible pensar, también, que en el propio desarrollo del debate, Villaba adquirió, por lo menos en ciertos momentos, un discurso mucho más radical como éste:

> Desgraciados y miserables Yndios vosotros… Sois indolentes, embrutecidos, borrachos, ladrones, ya sin religión, ya supersticiosos, y no se cuenta con vosotros quando se trata de la Plata que se difunde por el Estado! Afortunados Azogueros pues… Sois Caballeros, sois Ylustres, sois humanos, sois benéficos, sois desinteresados y todo el bien del estado se atribuye a vuestras fatigas! (*ibid.*, LI)

Pero coexistían, al mismo tiempo, viejas representaciones: Villaba consideraba que los indios no eran finalmente "industriosos" como buscaban pintarlos algunos escritores[55]. La visión sobre la ausencia de propiedad, sobre la tiranía y despotismo de sus autoridades eran otras características de su discurso. No concebir la propiedad individual y familiar agraria significaba también carecer del interés, ese "móvil del corazón del hombre" que originaba "infinitas utilidades" en palabras de Belgrano (en Chiaramonte, 1997, p. 291). Esta representación permite también constatar que Garcilaso de la Vega y los primeros cronistas de Indias constituían a fines del siglo xviii y principios del siglo xix, las principales referencias sobre las comunidades indígenas. La ausencia de observaciones sobre los sistemas de tenencia de la tierra al interior de las comunidades podría ser expresión no sólo del desconocimiento y/o desinterés por ellas sino también de la estrategia indígena de mantener "la comunidad" como una entidad más allá de cuyo nombre no era posible atravesar huyendo así de la mirada, conocimiento y dominio. En una sociedad en la que la propiedad privada resulta fundamental, su ausencia podía convertirse en un rasgo estigmatizador. Así, cuando

55/ "lo desmienten los hechos, lo contradice el mismo Barbaro Gobierno de sus Yncas, y no lo testifican monumentos algunos de su antiguedad…", *ibid.* p. xxxvi.

Olmedo consideró en 1812 que la ineptitud fue producto del tiempo ("desde esa época se fue haciendo inepto") explicó también que "naturalmente" así devenía todo hombre "quando no tiene tierra propia que cultivar, quando no suda para sí, y quando ni aun participa del fruto de su trabajo" (1812, p. 12).

En cuanto a la situación en las comunidades, la existencia de los *colque haques* es una de las expresiones más claras de estrategias y tácticas logradas a través de largas y prolongadas luchas, acomodos y reacomodos durante siglos. Las reformas y las disputas entre los diferentes representantes de los poderes locales —como en el caso de la mita— podían también beneficiar a la población indígena con el *estatu quo*. Las tensiones internas entre las propias élites y grupos de poder desde fines del siglo XVIII fueron aprovechadas por la población indígena. Al mismo tiempo, nuevas representaciones sobre indios y comunidades introdujeron límites a su utilización como reservorio de mano de obra. La descomposición de la autoridad de los caciques, minada desde adentro y desde afuera con intermediarios que constituyeron el lazo entre las comunidades y la sociedad en la que se insertaban, fue otro elemento importante en el accionar de muchas de las comunidades.

Las representaciones sobre los indígenas cambiaron en el siglo XVIII. Sin embargo, no dejaron de ser discursos "sobre" los otros. Al lenguaje de la servidumbre natural se le podía oponer el argumento de la división del trabajo pero también un discurso de conmiseración, victimismo y paternalismo que sería ampliamente utilizado por los propios sujetos para legitimar o deslegitimar su relación jurídica y legal.

En estas circunstancias y dadas las características de las primeras juntas revolucionarias, y de los primeros movimientos militares, por el sur y el norte de los ejes adyacentes a las comunidades que estaban además en plena reconstitución (Thomson, 2006, p. 323), la estrategia más segura era posiblemente estar allí con una participación que no pusiera en riesgo la existencia misma de las comunidades[56]. El repliegue

56/ Es importante recordar que las tropas del virrey del Perú se instalaron en dos centros militares: Oruro al centro y Tupiza al sur, cuya ofensiva fue mucho más fuerte a partir de 1814. Entre 1816 y 1823, hubo un control realista del territorio altoperuano. Los grupos guerrilleros que habían estado ligados a los ejércitos auxiliares desaparecieron con excepción de Ayoapaya (sobre esta guerrilla ver Demelas (2007), Mamani (2008 y 2009). Finalmente, se tuvo la "guerra doméstica" entre algunas tropas del Comandante realista y absolutista Olañeta con las tropas leales al Virrey La Serna, Soux (2008), p. 76-77.

y/o la participación interesada estuvo a la orden del día en los largos años de guerra.

Finalizada la revolución, la perspectiva de que había hombres que por la división del trabajo debían encargarse de determinados trabajos para la República (aunque no hubieran nacido "serviles")[57] y vivir para la comunidad, marcaban enormes brechas entre la población indígena comunaria y rural y la población no indígena. La mita minera desapareció. Sin embargo, subsistirían otros servicios personales en la nueva República, prolongándose r epresentaciones y jerarquías antiguas en el nuevo orden.

Bibliografia

Altuna Elena (2002), "Un letrado de la Emancipación: Bernardo de Monteagudo", *Revista Andes 013*, Salta.

Arze Aguirre René (1979-1987), *Participación popular en la Independencia de Bolivia*, 2da. Edición, Fundación Cultural Quipus, La Paz.

Arze Aguirre René (1985), « "Las masas irrumpen en la guerra (1810-1821)" de José Luis Roca », *Historia y Cultura* n° 8, Sociedad Boliviana de Historia, Editorial Don Bosco, La Paz.

Arze Aguirre, René (1978), "Un documento inédito de Pedro Vicente Cañete en torno a la controversia de la nueva mita de Potosí", en *Estudios bolivianos en homenaje a Gunnar Mendoza Loza*, La Paz.

Barragan Rossana (2009), *La Junta de La Paz*, Honorable Alcaldía de La Paz, La Paz.

Brading David A. (1991-1993), *Orbe andino. De la monarquía católica a la república criolla, 1492-1867,* 2da. Ed., Fondo de Cultura Económica, México D. F.

Cañete y Domínguez Pedro Vicente (1952), *Guía histórica, geográfica, física, política, civil, y legal del gobierno e intendencia de la provincia de Potosí 1787,* Potosí.

Castañon Barrientos Carlos (1974), *El "diálogo" de Bernardo Monteagudo, Estudio literario seguido del texto de dicho diálogo*, La Paz.

Castañon Barrientos Carlos (1976), *Dos proclamas político-literarias. Literatura Comentada*, La Paz.

Chiaramonte José Carlos (1997), *Ciudades, provincias, Estados: Orígenes de la nación argentina (1800-1846)*, Biblioteca de Pensamiento Argentino, I. Aries Historia, Argentina.

Demelas Marie Daniele (2007), *Nacimiento de la guerra de guerrilla. El Diario de José Santos Vargas (1814-1825*), Plural-IFEA, La Paz.

57/ Según O'Phelan, en Cádiz se buscó excluir à los indígenas bajo el argumento de la minoría de edad de los indios (2007: 284).

GOLDMAN Noemí (2008), "Las experiencias de 1808 en el Río de la Plata en torno al depósito de la soberanía", en Avila ALFREDO, Pérez HERRERO PEDRO (comp.), *Las experiencias de 1808 en Iberoamérica*, Universidad de Alcalá, Universidad Autónoma de México, Madrid.

GOLDMAN Noemí (2000), *Historia y Lenguaje. Los discursos de la Revolución de Mayo*, Editores de América Latina, Buenos Aires.

JUST LLEÓ Estanislao (1986), "El Alto Perú a finales del siglo XVIII", en *Historia y Cultura* n° 9, Sociedad Boliviana de Historia, Editorial Don Bosco, La Paz.

JUST LLEÓ, Estanislao (1994), *Comienzo de la Independencia en El Alto Perú : Los sucesos de Chuquisaca. 1809*, Sucre, Editorial Judicial.

LEVENE Ricardo (1946), *Vida y Escritos de Victorían de Villava* Pruser, S.A., Buenos Aires.

LEWIN Boleslao (1967) La rebelión de Túpac Amaru y los orígenes de la Independencia en Hispanoamérica, SELA, Buenos Aires.

LOHMANN VILLENA, Guillermo (1950), "Un opúsculo desconocido de Solórzano Pereira sobre la mita", *Anuario de estudios americanos,* 7, Lima.

MAMANI Roger (2009), Tesis de Licenciatura, Carrera de Historia, La Paz.

MAMANI Roger (2008), "La participación indígena en la guerra de Independencia de Bolivia a través de la historiografía", en *Bicentenario 1*, La Paz.

MENDOZA Gunnar (2005), "El Doctor Don Pedro Vicente Cañete y su Historia Física y política de Potosí", en *Obras Completas*, vol. II, Fundación Cultural del Banco Central de Bolivia, Archivo y Biblioteca Nacionales de Bolivia.

MATIENZO (1567), *Gobierno del Perú*, IFEA, Lima.

MAZZEO Cristina (2007), "La fuerza de la palabra dicha: las proclamas de Juan José Castelli y su proyección continental", en MC EVOY y STUVEN, *La República Peregrina. Hombres de armas y letras en América del Sur*, 1800-1884, IFEA, Lima.

MENDOZA LOZA Gunnar (2005), *Obras completas* Fundación Cultural del Banco Central de Bolivia/Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia, Sucre.

MORELLI Federica (2006) "Tras las huellas perdidas de Filangieri: nuevas perspectivas sobre la cultura política constitucional en el Atlántico hispánico", *Historia Contemporánea*, 33, pp. 431-461.

MORELLI Federica (2010), "De la 'ciencia del comercio' a la 'ciencia de la legislación' : la ruta napolitana a la reforma de la monarquía (siglo XVIII)", Anne DUBET y José JAVIER RUIZ IBAÑEZ (ed.), *Las monarquias española y francesa (siglos XVI-XVIII), Dos modelos politicos?*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010, pp. 57-69.

MORENO Mariano (1802-1943), "Disertación Jurídica sobre el servicio personal de los indios", en *Escritos I*, Prólogo y Edición crítica de R. LEVENE, Ediciones Estrada, Buenos Aires.

OLMEDO Joaquín (1812), *Discurso sobre las mitas de América pronunciado en las Cortes en la sesión de Agosto de 1812 por Don Joaquín de Olmedo*, Londres.

O'PHELAN Scarlett (1988), *Un siglo de rebeliones anticoloniales : Perú y Bolivia 1700-1783*, Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de Las Casas, Cusco.

O'PHELAN Scarlett (2007), "Ciudadanía y Etnicidad en las Cortes de Cádiz", en Aljovin DE LOSADA y Nils JACOBSEN, *Cultura política en los Andes (1750-1950)*, IFEA, Lima.

PORTILLO VALDÉS José M. (2007), "Victorían de Villalva, fiscal de Charcas, Reforma de España y nueva moral imperial", en *ANUARIO de Estudios Bolivianos, Archivísticos y Bibliográficos* n° 13, Archivo y Bibliotecas Nacionales de Bolivia, Sucre.

ROCA José Luis (1990), "El Alto-Perú asediado desde Cuzco, Buenos Aires y Lima (1814-1815)", en Historia y Cultura, n° 2, Sociedad Boliviana de Historia, Editorial Don Bosco, La Paz.

ROCA José Luis (1998), *1809 La revolución de la Audiencia de Charcas en Chuquisaca y en La Paz*, Plural, La Paz.

SERULNIKOV Sergio (2006), *Conflictos sociales e insurrección en el mundo colonial andino. El norte de Potosí en el siglo XVIII,* Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

SERULNIKOV Sergio (2007), "La imaginación política andina en el siglo XVIII", en Aljovin DE LOSADA y Nils JACOBSEN, *Cultura política en los Andes (1750-1950)*, IFEA, Lima.

SOLORZANO Y PEREYRA, Juan De (s. a.), *Política Indiana*, Tomo Primero, Madrid, Compañía Americana de Publicaciones, Madrid y Buenos Aires.

SOUX María Luisa (2007), "Los discursos de Castelli y la sublevación indígena de 1810-1811", en Mc EVOY y STUVEN, *La República Peregrina. Hombres de armas y letras en América del Sur*, *1800-1884*, IFEA, Lima.

SOUX María Luisa (2008), "El proceso de independencia en el Alto Perú: periodización y perspectivas de análisis", en *Revista Bicentenario 1*, Honorable Alcaldía Municipal de la Paz, La Paz.

TANDETER Enrique (1992) *Coacción y Mercado. La minería de la plata en el Potosí colonial 1692-1826,* Centro de Estudios regionales andinos "Bartolomé de las Casas", Cusco.

THIBAUD Clément (1997), "La Academia Carolina de Charcas: una 'escuela de dirigentes'", en BARRAGÁN, Cajías y Qayum, *El Siglo XIX, Bolivia y América Latina,* Embajada de Francia, Historias, La Paz.

THOMSON Sinclair (2007), *Cuando sólo reinasen los indios. La política aymara en la era de la insurgencia*, Editorial Muela del Diablo, La Paz.

TODOROV Tzvetan (1987-1995), *La Conquista de América* 6ta. Ed., Siglo XXI, México.

Eric Schnakenbourg

Dans les interstices des empires
Les neutres du Nord et le commerce des Antilles dans la seconde moitié du XVIIIe siècle (1756-1783)

Au XVIIIe siècle, à côté des grandes puissances impériales (Angleterre, Espagne, France et Portugal) présentes en Amérique intertropicale, se trouvent d'autres États européens de moindre envergure qui ne possèdent que quelques îles généralement réduites et globalement peu fertiles. Ils viennent du nord de l'Europe. Ce sont les Hollandais établis au nord des Petites Antilles (Saint-Eustache, Saba, la moitié de Saint-Martin) ainsi qu'au large du Venezuela (Curaçao et Bonaire, Aruba), et les Danois dans les îles Vierges (Saint-Jean, Sainte-Croix et Saint-Thomas). Leurs productions limitées, leur faiblesse militaire et leur population modeste semblent condamner ces colonies à rester dans l'ombre des grands. Cependant, si l'on abandonne l'approche impériale pour adopter une lecture transversale et multinationale des rapports entre les acteurs politiques et économiques de l'espace caraïbe, le rôle des Nordiques apparaît sous un jour différent. Ils concourent en effet, de manière bien plus importante que leur présence discrète pourrait le laisser supposer, à établir et à fortifier des liens entre des habitants relevant de souverainetés différentes. Le développement du commerce colonial, les enjeux qu'il représente dans la rivalité franco-anglaise, ainsi que la neutralité hollandaise et danoise lors des guerres de Sept Ans et d'Indépendance américaine, permettent aux Nordiques d'apparaître sur l'avant-scène. Les liens qu'ils ont établis et les habitudes qu'ils ont contractées par l'interlope se révèlent être les supports d'échanges qui jouent un rôle essentiel pour les colonies françaises lors des conflits de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Ils concernent non seulement le commerce entre les Antilles et l'Europe, mais aussi

la circulation des produits et des hommes entre les différentes îles de la Caraïbe. Ces connexions reliant les empires européens, malgré la volonté des autorités métropolitaines, impliquent des individus, mobilisent des capitaux et investissent des lieux. Ils sont autant d'acteurs, de moyens et de pôles d'une géographie des flux qui contourne allègrement les lourdes législations administrant les rapports entre les métropoles et leurs colonies.

Les établissements hollandais et danois aux Antilles

Les Hollandais commencent à fréquenter la mer des Antilles dès la fin du XVI^e^ siècle et s'y établissent durablement au cours des années 1630 (1634 à Curaçao et 1636 à Saint-Eustache). Après plusieurs décennies chaotiques ponctuées par les guerres contre l'Angleterre et la France, les établissements hollandais entrent dans une période de stabilité propice au développement économique à partir de la paix d'Utrecht (1713). Curaçao et Saint-Eustache sont peu fertiles. Raynal précise que la première a « un sol stérile qui n'offre que quelques bestiaux, quelques maniocs, quelques légumes propres à la nourriture des esclaves, & qui n'a d'autre production qu'un peu de coton qui puisse entrer dans le commerce, Saint-Eustache vaut encore moins[1] ». Les habitants de ces îles n'ont d'autres véritables ressources que le *kleine vaart*, littéralement la petite navigation. Cette expression désigne le commerce entre les différentes îles antillaises, la Terre Ferme espagnole et les colonies anglaises d'Amérique du Nord[2]. Si le port de Willemstad, à Curaçao, est réputé excellent bien que difficile d'accès, celui de Saint-Eustache, Oranjestad, est peu commode puisque les bâtiments les plus importants ne peuvent accéder aux rivages et qu'il faut par conséquent recourir à des barques pour les charger et les décharger[3]. Les Danois quant à eux s'installent à Saint-Thomas en 1672, à Saint-Jean en 1716-1717, mais leur souveraineté sur cette île est contestée pendant trois décennies par les Anglais et les Espagnols, en outre ils achètent Sainte-Croix à la France en 1733. Le père Labat, de passage à Saint-Thomas en 1701, décrit son port comme « fort joli, & fort commode[4] », sûr et facile à

1/ Raynal (1780), p. 283 et 287.
2/ Goslinga (1985), p. 189.
3/ Klooster (1998), p. 91.
4/ Labat (1722), p. 314.

défendre mais, comme à Saint-Jean, l'île est peu fertile à la différence de Sainte-Croix. Cette dernière connaît une forte croissance lorsqu'elle passe, comme les autres îles danoises, de la tutelle de la *Vestindisk-guineisk kompagni* à celle du roi de Danemark en 1754. Grâce à l'action énergique du gouverneur von Pröck, le nombre de moulins est multiplié par plus de huit en 12 ans, alors que la production sucrière s'envole. Elle passe de 1/1,5 million de livres au début des années 1750 à 17 millions en 1770, et 25 au début des années 1780[5]. Dans ces conditions, une répartition des tâches économiques se met en place dans les îles danoises. Saint-Thomas se tourne vers le commerce des produits étrangers, alors que Sainte-Croix approvisionne le marché danois et, au-delà celui de la Baltique, avec ses propres productions.

L'autre grand point commun entre les îles hollandaises et danoises est le cosmopolitisme de leur population. Saint-Eustache se distingue par la forte attraction qu'elle exerce dans les années 1760 et 1770. La prospérité de son commerce attire surtout des Anglais et des Français des îles voisines souhaitant y développer leurs affaires. On trouve également à Willemstad et à Oranjestad une communauté juive assez importante généralement d'origine sépharade[6]. Le peuplement des colonies danoises se fait aussi par des apports extérieurs, plus encore que chez les Hollandais. Au tout début du XVIII^e siècle, le père Labat affirme avoir rencontré à Saint-Thomas plusieurs Français qui sont venus s'y installer après la révocation de l'édit de Nantes depuis les îles, voire même d'Europe[7]. Saint-Eustache accueille également des familles françaises protestantes qui conservent des relations avec leur lieu d'origine. Elles servent d'armature aux relations interlopes de la première moitié du XVIII^e siècle. Comme à Saint-Eustache, le peuplement de Saint-Thomas répond à une logique de bonnes occasions commerciales à saisir. Selon un contemporain qui visite l'île en 1765, les Hollandais forment le principal groupe de population et sont deux fois plus nombreux que les Danois, le reste étant composé de Français, d'Anglais, d'Allemands et d'Irlandais[8]. À Sainte-Croix, l'arrivée d'étrangers répond d'abord à l'incapacité de la *Vestindisk-guineisk kompagni* d'attirer des Danois métropolitains. Pour mettre l'île en valeur, la compagnie la divise en parcelles qu'elle vend, à défaut de Danois, à des Anglais,

5/ Westergaard (1917), p. 254-255.
6/ Klooster (1998), p. 89 et C. Goslinga (1985), p. 142 et 195.
7/ Labat (1722), p. 315 et 322.
8/ Westergaard, 1917, p. 247.

surtout, mais aussi à des Hollandais, et également à quelques Français attirés par de bonnes terres disponibles à des prix relativement bas[9]. Raynal observe que les Anglais y sont « les propriétaires des meilleures plantations[10] ». En effet, une étude des 75 familles des plus grands planteurs de Sainte-Croix révèle que 40 % d'entre elles sont d'origine anglaise ou irlandaise, et seulement 23 % d'extraction danoise, le reste étant surtout composé de Hollandais et de Français[11]. D'ailleurs, pendant le cours du XVIII^e siècle, les autorités danoises se montrent plutôt accueillantes envers ceux qui souhaitent s'installer dans leurs îles, d'autant plus que dans la seconde moitié du siècle encore, à en croire Raynal, elles ne sont pas exploitées autant qu'elles pourraient l'être[12]. La plupart des immigrants étrangers s'installant dans les îles danoises et hollandaises sont originaires de l'espace américain, soit d'autres îles des Antilles, soit des Treize Colonies.

Un cas emblématique est celui de la famille Chabert. En 1739, Charles Chabert, fils d'un marchand guadeloupéen, s'établit à Saint-Eustache. Il y épouse une hollandaise de Philadelphie dont il partage la nationalité et se livre à l'interlope avec l'île de son enfance. À sa mort en 1742, son fils Charles André est élevé par ses oncles de Guadeloupe. Après des études en France, il suit les traces paternelles en s'installant à Saint-Eustache en 1761, en épousant une hollandaise et en se livrant à la contrebande avec les colonies françaises. Il doit y être honorablement connu, puisqu'il devient gouverneur de Saint-Eustache pendant l'occupation française de 1781 à 1784. Deux ans plus tard, il part pour Sainte-Croix[13]. En deux générations, les Chabert se sont établis aux Antilles sous pas moins de trois souverainetés différentes et ont réussi à tisser des liens en France et aux États-Unis. Ce type de parcours illustre la manière dont les changements de domicile peuvent créer une vaste toile de relations personnelles et/ou d'affaires. Elle sert de support à une intense activité commerciale interlope qui ignore les frontières politiques et les souverainetés pour déborder la sévérité des dispositions législatives réservant aux seuls sujets d'un prince le commerce de ses colonies.

9/ Bregnsbo et Villads Jensen (2005), p. 163, et Andersen (2006), p. 295 et 301.

10/ Raynal, (1780), p. 323.

11/ Hall (1992), p. 15.

12/ « Les terres susceptibles de culture ne sont pas toutes mises en valeur dans îles danoises », Raynal (1780), p. 324.

13/ Rossignol (1990), p. 118-121.

Les Nordiques et l'interlope des temps de paix

Hollandais et Danois participent à cette grande dynamique de la contrebande qui caractérise les échanges dans l'espace américain en général, et dans les régions intertropicales en particulier. Il ne s'agit aucunement ici d'écrire cette histoire dont Jean Tarrade a souligné toute la complexité[14], mais simplement d'évoquer le rôle que peuvent y tenir les Nordiques. L'interlope est le cœur de la vie économique des Antilles hollandaises et danoises. Il concerne les îles de la Caraïbe, les relations avec l'Europe et, de plus en plus au cours du XVIII^e siècle, les treize colonies américaines. Saint-Eustache et Curaçao y étendent leur aire commerciale à partir des années 1730[15]. Les marchands new-yorkais développent des relations importantes avec les possessions danoises et hollandaises, Curaçao en particulier, qui est la destination d'un tiers du commerce du port de l'Hudson avec les Caraïbes dans les années 1760[16]. Par ce biais, les « Nouveaux Angleterriens » acquièrent une partie des productions des colonies françaises qu'ils fréquentent encore peu en droiture, et intègrent des réseaux marchands et financiers qui les relient à Amsterdam et Hambourg[17].

Les autorités hollandaises et danoises tâchent d'attirer le commerce étranger dans leurs îles par des taxes portuaires modiques et l'octroi du statut de port franc à Willemstad, sur l'île de Curaçao, dès les années 1670. Saint-Eustache ne bénéficie du même privilège qu'en 1757, au cœur de la guerre de Sept Ans, pour faire pièce à la concurrence de Saint-Thomas comme entrepôt neutre. Les autorités danoises sont par conséquent contraintes à la riposte et accordent le statut de port franc à Saint-Thomas (1764) et Saint-Jean (1767). La réputation de ces îles comme haut lieu de l'interlope dépasse largement le cercle

14/ « Les causes de la contrebande ou, comme l'on dit couramment au XVIII^e siècle, de l'interlope, sont extrêmement nombreuses et ont créé un enchevêtrement tel de traditions, d'habitudes, de moyens, que toutes les mesures répressives édictées par les métropoles se révèlent toujours inefficaces, d'autant plus que leur responsabilité dans cette conjoncture en est souvent un facteur déterminant. L'interlope est aux Antilles une tradition qui remonte aux origines de la colonisation […] cette tradition de l'interlope s'est maintenu d'autant plus facilement que les autorités, métropolitaines ou locales, n'hésitent pas à l'encourager quand elle leur paraît favorable aux intérêts nationaux », TARRADE (1972), p. 95-96.

15/ KLOOSTER (1998), p. 95.

16/ HARRINGTON (1935), p. 191-192.

17/ HURST (1996), p. 73.

des négociants antillais ou des grands ports de l'Ouest français. Ainsi l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert signale que Curaçao « est une des [îles sous le vent] plus renommées par son commerce avec les différentes nations qui fréquentent ces parages[18] ». L'un des trafics les plus importants et les plus réguliers concerne les exportations de sucre des îles françaises pour lesquelles Saint-Eustache est un débouché essentiel. Selon les administrateurs de la Guadeloupe, qui ne peuvent par définition que donner un ordre de grandeur de la contrebande, elle concernerait entre un tiers et la moitié de la production de l'île. En 1775, les autorités estiment ce commerce frauduleux entre 10 et 11 millions de livres par an (sur un total d'une trentaine de millions de livres) dont 7 à 8 s'effectue par la voie de Saint-Eustache, au grand dam des négociants métropolitains qui voient une partie du commerce de la Guadeloupe leur échapper[19]. La contrebande peut aussi se faire sous couvert de relations légales en abusant des permissions données par les gouverneurs qui sont détournées de leur objet initial, comme celles autorisant le commerce avec la Terre Ferme espagnole qui permettent d'aller à Curaçao.

La solidité des liens interlopes avec Saint-Eustache en particulier, vient de l'habitude qu'ont prise les colons français d'y vendre leur sucre et leur café à de meilleurs prix, et d'y écouler les sous-produits sucriers (sirop, tafias, mélasse) qui n'intéressent pas le commerce métropolitain. En retour, les îles hollandaises et danoises servent à l'approvisionnement des possessions françaises en proposant à des coûts inférieurs des esclaves, de la morue, et toute une gamme de produits comme, par exemple, les vins portugais qui transitent par Saint-Eustache et Saint-Thomas avant d'être redistribués[20]. En dehors des prix plus rémunérateurs à la vente et plus avantageux à l'achat, le succès de l'interlope hollandais en particulier s'explique aussi par sa souplesse et son organisation logistique. Il permet d'entretenir les échanges des Petites Antilles qui sont de plus en plus délaissées par le commerce de France au profit de Saint-Domingue pendant le XVIII^e siècle. Les capacités de

18/ *Encyclopédie*, « Isles de dessous le vent » (8 : 925), « Saint-Martin » et « Saint-Thomas » (14 : 525). Forbonnais signale également que les colonies hollandaises « sont peu importantes pour la culture, mais elles sont la source d'un grand commerce avec les colonies étrangères », « Commerce » (3 : 694).

19/ Ces chiffres confirment l'affirmation de Raynal (1780) selon laquelle Saint-Eustache fait « la plus grande partie du commerce [interlope] de la Guadeloupe & de la Martinique », Raynal (1780), p. 289 ; Schnakenbourg (1973), p. 114 et p. 118-119 ; Pares (1963), p. 390, et Pérotin-Dumon (2000), p. 151.

20/ Hancock (2006), p. 347.

transport et le réseau de relations des marchands hollandais permettent de distribuer les produits des colonies françaises dans l'espace caraïbe et de les acheminer vers les Treize Colonies ou l'Europe[21]. L'attractivité des ports neutres qui s'accroît pendant les guerres ne disparaît pas avec le retour de la paix, bien au contraire. Saint-Eustache tout particulièrement connaît une forte croissance de ses échanges avec la Martinique et la Guadeloupe dans les années qui suivent le traité de Paris[22].

L'ampleur de la contrebande varie selon les périodes en fonction de la détermination des autorités à lutter contre ce phénomène, et surtout de l'importance de la navigation métropolitaine qui, malgré tout, présente moins de risques et donc un moindre coût[23]. Il reste que les réseaux d'affaires interlopes entre les îles ne disparaissent jamais et renaissent à la première occasion. Ainsi, alors que dans les années 1770, sous l'effet d'un accroissement de la navigation métropolitaine et d'une surveillance renforcée, le gouverneur Nozières peut se féliciter du « bon effet des mesures prises pour empêcher le commerce des sucres entre la Guadeloupe et Saint-Eustache[24] », dès 1778 le contexte de la guerre d'Amérique permet à l'île hollandaise de connaître sa plus belle période de prospérité. Les profits tirés de la neutralité par les îles hollandaises et danoises pendant les guerres du XVIII^e siècle, ne sauraient être compris sans garder présent à l'esprit l'existence antérieure de circuits éprouvés les reliant aux possessions des belligérants. L'interlope repose avant tout sur la réciprocité bien comprise des intérêts des vendeurs et des acheteurs, et la complicité, active ou passive, de certains officiers coloniaux plus ou moins intégrés au milieu négociant. Ces facteurs fondamentaux de la contrebande ne disparaissent naturellement pas avec l'ouverture d'un conflit. Ce nouvel état des relations internationales confère au commerce des neutres du Nord un changement de degré, et non de nature, dans leurs relations avec leurs voisins en guerre.

21/ Klooster (2003 b), p. 376.

22/ Goslinga (1985), p. 204.

23/ Schnakenbourg (1973), p. 119.

24/ ANOM [Archives Nationales d'outre Mer, Aix en Provence], C8a72, fol. 181, Nozières à Bourgeois de Boynes, 22 décembre 1773. Voir la dépêche du commandant du navire *La Perle*, Chadeau de la Clocherie, qui écrit également au ministre pour lui rendre compte des croisières qu'il effectue pour intercepter le trafic des sucres vers Saint-Eustache, *ibid.*, C^8a73, fol. 308, 2 mai 1774.

L'appel aux neutres lors de la guerre de Sept Ans

« Autant il convient d'être attentif à se passer des vaisseaux neutres en temps de paix, autant faut-il s'en servir en temps de guerre » admet un négociant bordelais en août 1755[25]. Cette règle générale trouve une illustration singulière au début de la guerre de Sept Ans. Bien que le conflit ne commence officiellement qu'en 1756, dès l'année précédente on observe un tassement des expéditions de la métropole vers les colonies américaines. À la différence du conflit précédent, le ministre de la Marine, Machault, renonce à la formation de convois pour les colonies, au motif que le roi a davantage besoin de ses navires de guerre dans les eaux européennes. L'absence d'escorte pour protéger les échanges entre la France et ses colonies sonne comme une invitation pour le commerce neutre. Dès mars 1756, Machault autorise les sujets des États non-belligérants à se rendre dans les colonies françaises, et fait diffuser cette nouvelle dans les ports étrangers[26]. Les relations directes de la France avec ses colonies sont alors devenues fort difficiles à cause de la menace que fait peser la marine anglaise. Au début de l'année 1758, le Cap Français, à Saint-Domingue, n'a vu aucun navire arriver d'Europe depuis pratiquement six mois[27]. À partir de 1760, les relations sont pratiquement rompues entre la France et ses colonies américaines. La marine française, surclassée dès les premières campagnes, lâche prise, ouvrant la voie aux succès anglais en Amérique avec, notamment, la prise de la Guadeloupe en 1759 et celle de la Martinique en 1762.

La pression des navires anglais avant même le début officiel de la guerre, explique qu'une partie toujours croissante des productions coloniales françaises passe en Europe par le biais des Hollandais. À Amsterdam, le commissaire de la Marine Saint-Sauveur témoigne

---

25/ Cité par Butel (1973), p. 818.

26/ Saint-Sauveur, commissaire de la Marine à Amsterdam, adresse à Machault la copie d'un imprimé diffusé à Amsterdam à la fin du mois de mars 1756 selon lequel : « il est permis à toutes les nations alliées de la France d'aller trafiquer en victuailles et toutes autres marchandises à ses colonies […] et d'en rapporter les denrées soit en France soit dans les ports d'où les navires sont partis », A. N., [Archives Nationales, Paris] Marine, B7/402, non fol.

27/ En dehors de Bordeaux les autres ports français subissent également des pertes importantes. À la fin de 1758 ce sont 109 navires nantais qui ont été capturés alors que la moyenne d'armement dans les années précédentes était de 125. À la Rochelle 45 des 57 navires partis pour les îles sont interceptés par les Anglais, 34 sur 39 l'année suivante. En ce qui concerne Marseille, la part des pertes est de 18 sur 23, Frostin (1973), p. 587-588.

de l'intense activité de l'entrepôt hollandais aux Antilles. En avril 1756, soit deux mois avant le début officiel de la guerre, il atteste « qu'il ne revient presque plus de vaisseaux des colonies hollandaises de l'Amérique, et surtout de Saint-Eustache, qui ne soient chargés de denrées de nos îles, quatre de ces vaisseaux arrivés ici la semaine dernière ont apporté 1 700 barriques de sucre de Saint-Domingue, 400 milliers de café de la Martinique et 30 milliers de coton de la Guadeloupe et un cinquième vient d'arriver avec de semblables denrées[28] ». À la suite du début officiel de la guerre en juin 1756, la *Navy* établit le blocus autour des îles françaises. Avec le basculement dans l'état de guerre, la perspective des bénéfices à espérer de la neutralité s'élargit encore. Pour mieux en profiter, les Hollandais font de Oranjestad un port franc en 1757. Dès lors, Saint-Eustache devient « l'entrepôt de presque toutes les denrées des colonies françaises du Vent, le magasin général de leur approvisionnement » affirme Raynal[29]. L'un des points forts de Saint-Eustache, qui est la cause et la conséquence de son succès, est la diversité de sa population. Elle permet de monter des expéditions cosmopolites comme celle financée en 1762 par le négociant français établi sur place, Jean-Pierre Laisné, qui affrète un navire hollandais l'*Agathe-Marie*, avec un subrécargue de la même nationalité et un capitaine danois[30]. Dans les colonies françaises, les transferts des bâtiments sous bannière hollandaise sont tolérés moyennant le versement d'un droit dit de « hollandisation[31] ». Saint-Eustache rayonne dans toute la Caraïbe dont elle est, en quelque sorte, la porte d'entrée. C'est, par exemple, un relais pour des marchands irlandais qui font le commerce entre Antigua et Saint-Domingue. Leurs compatriotes de Cork, habitués aux exportations de bœuf salé vers les îles françaises, entretiennent des commissaires à Saint-Eustache. Ils assurent la redistribution des produits européens, l'achat de marchandises coloniales et sont aussi reliés au réseau bancaire d'Amsterdam[32].

Au fil du conflit, l'étau de la marine anglaise se resserre autour du commerce neutre. Les Hollandais, forts de leur expérience de l'interlope des temps de paix, continuent à fréquenter les colonies françaises. Ils

28/ A.N., Marine, B^7/402, Saint-Sauveur à Machault, 19 avril 1756, non fol.

29/ Raynal (1780), p. 289.

30/ ANOM, C8a64, fol. 51, La Rivière à Choiseul, 2 avril 1762 et fol. 305, 9 avril 1762.

31/ Pérotin-Dumon, 2000, p. 153.

32/ Butel (1986), p. 334.

se rendent dans les Treize Colonies pour y acheter de la farine qui est ensuite revendue aux Français *via* Saint-Eustache et Curaçao. Au départ de l'Europe, ils chargent du bœuf salé en Irlande, officiellement pour les colonies anglaises, mais qui, en réalité, transite par Saint-Eustache pour parvenir à la Martinique et à Saint-Domingue[33]. À la fin de l'année 1757, l'amiral anglais Moore prévient les gouverneurs des possessions hollandaises, espagnoles et danoises qu'il compte arrêter les bâtiments se dirigeant vers les îles françaises[34]. Les navires des non-belligérants sont amenés à la Jamaïque, puis déclarés de bonne prise ou obligés de vendre leur cargaison sur place. La pression anglaise commence véritablement à s'appesantir sur les neutres à l'été 1758. En octobre, le gouverneur de Saint-Domingue déplore la situation difficile dans laquelle se trouve la colonie qui « depuis longtemps ne s'est soutenue que par les neutres et surtout par les petits bateaux qui nous venaient de Curaçao et de Saint-Eustache avec des farines et des vins. Cette ressource est totalement supprimée aujourd'hui ; les Anglais prennent et confisquent depuis plus de quatre mois tous les navires hollandais sans aucune distinction[35] ». La vigilance accrue des Anglais et les arraisonnements qu'elle entraîne rendent plus difficiles les relations entre Saint-Eustache et les possessions françaises, au point que le prix du sucre augmente dans l'île hollandaise[36]. Pour se soustraire à la course anglaise, les négociants d'Amsterdam proposent aux Anglais de renoncer au commerce direct avec les colonies françaises en échange de la libération des navires déjà saisis et de la garantie de libre navigation avec Curaçao et Saint-Eustache. Cette proposition semble absolument légitime car, apparemment, elle ne porte que sur la circulation entre une métropole et ses colonies. Mais elle est pourtant rejetée par les Anglais qui veulent pouvoir fouiller les navires hollandais partout où ils se trouvent. Ils savent pertinemment que les îles hollandaises ne produisent que très peu de chose et que l'essentiel des cargaisons transportées vers les Provinces-Unies est d'origine française[37].

Le blocus anglais n'a pas toujours le même degré d'intensité. Il semble s'être relâché au cours de l'année 1759 pour repartir de plus

33/ Klooster (1998), p. 93.

34/ ANOM, C8a61, fol. 282, Beauharnais et Givry à Moras, 6 février 1758.

35/ Frostin (1973), p. 598. Également ANOM, C8a62, fol. 253, Rouillé de Raucourt, gouverneur de la Martinique, à Berryer, secrétaire d'État à la Marine, 30 janvier 1759.

36/ Pares (1975), p. 209.

37/ A. N., Marine, B7/413, Astier à Berryer, 1er mars 1759, non fol.

belle l'année suivante. Au début de 1760, Jacques Astier, commissaire de la Marine à Amsterdam, observant l'arrivée d'un convoi de 15 navires qui ne sont pas tous remplis, en déduit « que la communication entre les colonies françaises et hollandaises n'est plus aussi libre qu'autrefois[38] ». En 1761, les Anglais auraient saisi 221 navires se livrant au *kleine vaart*[39]. Cependant, l'escadre des *Leeward Island*, même secondée par des corsaires, n'est pas capable d'interrompre totalement le commerce hollandais avec les îles françaises. Afin de réduire les risques de prise, les Hollandais utilisent de petites embarcations pour échapper aux Anglais qui se concentrent davantage sur les navires de plus fort tonnage. Comme dans la guerre précédente, les négociants de Saint-Eustache fréquentent surtout la Martinique et la Guadeloupe, alors que ceux de Curaçao viennent plus volontiers faire du troc à Saint-Domingue[40]. Cette distribution des trafics entre les deux îles hollandaises et les possessions françaises reprend les circuits de la contrebande ordinaire des temps de paix. Même au plus fort du blocus anglais des navires hollandais chargés de vivres et de munitions viennent tout de même à la Martinique[41]. Il peut aussi arriver que la flotte de guerre française serve à escorter des bâtiments de commerce vers Saint-Eustache, comme avec la frégate *l'Améthyste* qui convoie 16 navires martiniquais chargés de sucre et de café jusqu'à l'île hollandaise en août 1759[42]. Comme les Hollandais sont les principaux convoyeurs neutres des colonies françaises, ils se trouvent être inévitablement les principales victimes de la course anglaise. C'est pourquoi il faut rechercher auprès d'autres pavillons les moyens d'assurer les échanges de Saint-Domingue, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Le recours à la neutralité danoise pour le commerce des colonies françaises a déjà été éprouvé lors des guerres de la fin du règne de Louis XIV. La présence danoise à Saint-Thomas et Sainte-Croix, peut

38/ A. N., Marine, B^{7}/415, Astier à Berryer, 24 janvier 1760, non fol.

39/ Goslinga (1985), p. 210.

40/ Begouen Demeaux (1951), p. 99.

41/ Par exemple, à la fin de l'année 1760, le gouverneur Beauharnais signale à Berryer l'arrivée à la Martinique de deux navires hollandais, ANOM, C8a62, fol. 497, 28 décembre 1760.

42/ ANOM, C8a62, fol. 316, Rouillé de Raucourt à Berryer, 29 août 1759 ; fol. 436, Mercier de la Rivière, intendant de la Martinique, au même, 20 janvier 1760. Si ce convoi est parvenu à bon port d'autres ne connaissent pas un sort aussi enviable, *ibid.*, fol. 384, Beauharnais, gouverneur de la Martinique, et Mercier de la Rivière, 13 février 1760.

constituer une alternative à la solution hollandaise. Avant la guerre de Sept Ans, les habitants des deux îles se sont constitués un réseau d'affaires avec les territoires hollandais, les différentes possessions anglaises d'Amérique et les colonies françaises. Charles Frostin remarque qu'il est parfois difficile de distinguer précisément les intérêts danois de ceux des « Nouveaux Angleterriens », tant ils peuvent être imbriqués à cause de la facilité des naturalisations à Saint-Thomas. Nombre de sujets anglais naturalisés danois tiennent boutiques dans l'île par lesquelles ils font transiter des produits de la Nouvelle-Angleterre vers les possessions françaises. C'est le cas, par exemple, d'un certain Peter Smith, propriétaire de magasins et de navires, qui fait régulièrement des allers-retours entre Saint-Thomas et Saint-Domingue[43]. Ce type de circuit commercial interlope perdure pendant la guerre. Il peut même sortir de la clandestinité grâce à l'octroi de passeports français permettant d'entrer en toute légalité à Saint-Domingue, à la Martinique ou à la Guadeloupe. Parallèlement, des négociants danois continuent à y venir même lorsqu'ils n'ont pas d'autorisation, notamment pour vendre des esclaves à partir de Saint-Thomas[44].

Le commerce transatlantique depuis Copenhague connaît une croissance significative. En 1753, pour sa dernière année d'activité, la *Vestindisk-guineisk kompagni* n'a envoyé que cinq navires aux Antilles, alors qu'en 1756 et en 1757 ce sont 16 bâtiments par an qui sont occupés à ce commerce, et 48 en 1758. Dans les trois années suivantes, le nombre reste compris entre 15 et 20, à la suite de l'ordre donné par le gouvernement danois à ses sujets de n'accepter à bord de leurs bâtiments que les productions de Sainte-Croix afin d'éviter toutes tensions avec l'Angleterre avant une dernière poussée importante en 1762[45]. Le dynamisme du commerce atlantique danois peut s'expliquer par la dissolution de la *Vestindisk-guineisk kompagni*, qui bénéficiait du monopole de ce trafic, mais surtout par le transport de productions françaises effectué à la faveur de la guerre. Pendant la guerre de Sept Ans, les Danois se révèlent comme de véritables acteurs commerciaux aux Antilles, même s'ils n'ont pas l'envergure des Hollandais. En dehors de

43/ Frostin (1973), p. 341.

44/ C'est le cas avec le navire *La couronne du prince Christian de Danemark*, arrêté à Saint-Domingue alors qu'il venait d'y vendre des esclaves, qui est finalement relâché. A. A. E. [Archives des Affaires étrangères, La Courneuve] C. P. [Correspondance politique], Danemark, vol. 133, fol. 458, Rouillé à Ogier, 29 avril 1757.

45/ Felbæk (1997), p. 46-47.

la navigation à proprement parler, ils développent une activité d'entrepôt pour des négociants de la Nouvelle-Angleterre[46]. Munis de faux certificats pour les îles anglaises, ils portent à Saint-Thomas des cargaisons qui sont destinées aux possessions françaises. La progression de la navigation danoise montre que ces Scandinaves profitent bel et bien de leur neutralité sans toutefois qu'elle serve à développer véritablement une navigation *ad hoc*. Cette caractéristique reflète le cosmopolitisme de la population de Saint-Thomas et de Sainte-Croix qui permet d'entretenir des liens familiaux et d'affaires avec les habitants des îles voisines et de l'Amérique du Nord. En revanche, le manque de capitaux et la rigidité de la législation danoise peut expliquer que Saint-Eustache reste privilégié pour les échanges avec l'Europe.

L'ouverture des ports français des Antilles aux neutres est au moins autant une nécessité politique qu'économique. La capacité à fournir aux colons les moyens de poursuivre leurs affaires est la condition indispensable à la conservation de leur loyauté. Les autorités doivent absolument leur permettre de s'approvisionner et d'écouler leurs productions comme le signale l'abbé Raynal : « les îles sont dans une dépendance entière de l'ancien monde […] le moindre retard dans l'approvisionnement des vivres, excite une désolation universelle, une sorte d'alarme, qui fait plutôt désirer que craindre l'approche de l'ennemi. Aussi passe-t-il en proverbe aux colonies, qu'elles ne manqueront jamais de capituler devant une escadre, qui, au lieu de barils de poudre à canon, armera ses vergues de barils de farine[47] ». L'intérêt du commerce neutre ne réside pas tant dans la fourniture de matériel militaire pour mettre les colonies en état de se défendre, que dans le maintien des échanges économiques. Ce sont d'ailleurs les pressions des colons confrontés à la destruction de leurs plantations par les troupes anglaises qui contraignent le gouverneur militaire de la Guadeloupe à rendre les armes en avril 1759[48]. De leur point de vue, la capitulation suivie de l'occupation anglaise présente l'avantage de mettre un terme au blocus et de développer les échanges directs avec la Nouvelle-Angleterre. Les colons de

46/ Truxes (2008), p. 62.

47/ Raynal (1780), p. 606.

48/ Dull (2009), *La guerre de Sept Ans. Histoire navale, politique et diplomatique*, Becherel, p. 209. Van der Hoeven, correspondant du secrétaire d'État à la Marine, Berryer, lui rapporte les discours qu'il a entendu à Rotterdam. On y assure qu'il faut attribuer aux entraves mises par la marine anglaise sur le commerce hollandais la conquête relativement facile de la Guadeloupe. A. N., Marine, B^{7}/417, 13 octobre 1761, non fol.

la Guadeloupe s'émancipent du commerce de la Martinique et reçoivent de nombreux navires américains qui viennent y charger le rhum et les mélasses que les colonies anglaises ne sont pas en mesure de leur fournir. La Guadeloupe sert aussi à l'approvisionnement des Américains en productions d'îles encore françaises[49]. Pour autant, pendant la période d'occupation anglaise, de 1759 à 1763, les négociants ne renoncent pas aux expéditions frauduleuses vers Saint-Eustache, comme les gouverneurs anglais le rapportent à Londres. En 1761, Campbell Dalrymple, estime à 15 000 la quantité de barils de sucre qui n'a pu être expédiée vers l'Europe avant la saison des cyclones. Trois mois après le départ du dernier navire, il concède : « *I fear a large part of that has since been run down to Sint Eustatius in a clandestine manner*[50]. » L'année suivante, le gouverneur doit se rendre à l'évidence : « *Old connections and bad habits being difficult to breake, Sint Eustatius still carrys away a great deal of our sugars by bearing an higher price there than here*[51]. »

À l'occasion de la guerre de Sept Ans, le commerce des non-belligérants prend des proportions encore inégalées pour permettre la continuité des échanges entre l'espace caraïbe, l'Amérique du Nord et l'Europe. Les structures qui se mettent en place durant ce conflit sont à l'origine de celles que l'on retrouve lors de la guerre d'Indépendance américaine qui est véritablement l'âge d'or du commerce neutre aux Antilles.

« Golden rock » et « florissante période » : l'âge d'or du commerce neutre aux Antilles, 1778-1783

La signature du traité de Paris en 1763, ne casse pas la dynamique du *kleine vaart* de Saint-Eustache. Un témoin français de passage en Guadeloupe en 1766, rapporte que les deux tiers des barriques de sucre produites en Grande-Terre passent par Saint-Eustache[52]. Si la proportion n'est pas confirmée par ailleurs, il est néanmoins certain que le commerce de l'île hollandaise reste très attractif pour l'ensemble des Îles françaises du Vent, car ses négociants proposent des prix d'achat du

49/ Pérotin-Dumon (2000), p. 160 Pares (1963), p. 487-488, et Butel (1986), p. 334.

50/ National Archives of England [Kew], Co 110/2, Dalrymple à Sackville, 29 octobre 1761.

51/ *Ibid.*, Dalrymple à Sackville, 16 février 1762.

52/ A. D. [Archives départementales], Loire Atlantique, C/737, n°13, capitaine Durocher à la Chambre de commerce de Nantes, 10 mars 1766.

sucre plus élevés que ceux offerts par les métropoles et qu'ils disposent de produits européens moins chers que dans le reste de la Caraïbe[53]. Lorsque la guerre d'Indépendance américaine éclate, et que les ports des Antilles françaises sont autorisés à s'ouvrir aux étrangers, Saint-Eustache accroît encore son activité devenant à la fois un centre pour le commerce avec leur métropole, mais aussi une plaque tournante générale des échanges des colonies révoltées. La prospérité qu'elle connaît alors lui vaut le surnom de « *golden rock* ». Les Danois profitent également de cette conjoncture pour développer leurs relations dans l'ensemble de l'espace antillais et vers le continent américain. C'est le début de ce que l'historiographie danoise appelle la « *florissante periode* » qui s'achève en 1807 avec le bombardement anglais de Copenhague.

Le début de la guerre d'Indépendance des Treize Colonies contre leur métropole à partir de 1775 crée un appel d'air commercial. Il devient désormais difficile pour les *Insurgents* de commercer directement avec les îles anglaises. Les flux sont détournés vers des lieux neutres, notamment la Martinique. Selon ses administrateurs, elle est devenue « l'entrepôt de la Nouvelle-Angleterre pour ces mêmes îles [anglaises], et cet office ne s'accomp(lit) pas sans de grands avantages pour la place de Saint-Pierre[54] ». Nombre de corsaires américains viennent y vendre leurs prises pour en repartir chargés de denrées tropicales et surtout de poudre. Cette matière est l'objet d'un intense trafic à partir des ports français et hollandais, au point qu'en 1776 des bâtiments anglais commencent à croiser au large de Saint-Eustache[55]. Dès le début de la guerre, Versailles consent à autoriser les étrangers à fréquenter les ports de ses îles antillaises. Sartine, secrétaire d'État à la Marine de Louis XVI, en informe les administrateurs coloniaux : « La loi impérieuse de la nécessité vous autorise donc à admettre indistinctement tous les neutres jusqu'à ce que vous voyiez les subsistances bien assurées […] Les puissances neutres ont été averties que leurs bâtiments seraient reçus et excités en même temps à multiplier leurs expéditions[56]. » Tout au long de la guerre, le commerce neutres ne faiblit pas, il est à la base de la réussite fulgurante, mais éphémère, de Saint-Eustache, ce « rocher stérile […] riche en magasins mais non en plantations[57] ».

53/ Goslinga (1985), p. 211.
54/ Cité par Tarrade (1996), p. 186.
55/ Klooster (2006), p. 405-406.
56/ Cité dans Tarrade (1972), p. 467.
57/ *Gazette de Leyde*, 6 avril 1781, p. 7

Dès le début de la révolte des Treize Colonies, Saint-Eustache devient un centre important du commerce des *Insurgents*. En mars 1776, l'État du Maryland y entretient un agent, Abraham van Bibber, dont le travail consiste à organiser la redistribution des cargaisons amenées depuis Baltimore et à préparer celles destinées au retour. Il a plusieurs partenaires d'affaires dans les îles françaises et anglaises voisines pour lesquels il sert d'intermédiaire avec ses frères demeurés aux États-Unis[58]. Le commerce de Saint-Eustache connaît un coup de fouet spectaculaire à la suite de l'entrée en guerre de la France en 1778. L'île devient une plateforme qui attire une grande partie du commerce de l'ensemble des Antilles avec l'Europe. Les colons des puissances belligérantes y trouvent des circuits permettant de contourner les effets de la guerre et la possibilité de poursuivre des échanges avec des partenaires habituels qui sont devenus des ennemis. Le cas de David Gradis est emblématique à cet égard. En 1780, le négociant Bordelais utilise les services d'une maison de commerce anglaise, George and Co, installée à Saint-Eustache pour ravitailler son habitation de Basse-Pointe à la Martinique en bœuf salé et farine qui sont achetés à Londres. En retour, George and Co expédie du sucre sur un navire hollandais en direction d'Amsterdam[59]. Il ne semble pas que le déclenchement de la guerre anglo-hollandaise ait beaucoup changé les choses, à ceci près que ce sont désormais les pavillons danois, d'Ostende et d'Emden, qui approvisionnent Amsterdam[60].

Certains Français exploitent la filière hollandaise avec l'espoir de profiter à plein de la conjoncture militaire qui perturbe les approvision-

---

58/ On trouve par exemple dans les minutes de maître Dupuch, notaire à Basse-Terre Guadeloupe, une procuration de Jean Duran, représentant de la société Duran et Cie, donnée aux Frères « Wambiber », négociants de Baltimore, pour qu'ils règlent toutes les affaires que la firme guadeloupéenne a faites à Saint-Eustache avec John Guin et Cie, également négociants à Baltimore, A.D. Guadeloupe, 2E2-15, minutes Dupuch, n°5, 25 septembre 1781. Voir également Jameson (1903), p. 685.

59/ Butel (1973), p. 146-147

60/ « Les entreprises excessives que les neutres ont embrassé dans le commerce pendant l'année dernière occasionnent depuis plusieurs mois, dans cette place principalement, une très vive crainte de faillite dans le Nord et une grande défiance de toutes les opérations de commerce et de banque de toute cette partie de l'Europe. Les magasins de cette place regorgent de toutes espèces de marchandises, surtout de produits des îles d'Amérique, importés par les neutres comme soldes ou comme gage des engagements et des avances qu'ils ont obtenu pendant la guerre », A. N., Affaires étrangères, B^{1}/165, fol. 259, Lironcourt à Castries, 26 juin 1783.

nements depuis l'Europe et fait monter les prix. En 1780, Jean Dubuc, colon de la Martinique et député du commerce de l'île, passe une commande de 1 200 000 livres de marchandises à Amsterdam. La cargaison est expédiée à Saint-Eustache, dans le but d'être ensuite revendue à la Martinique avec un bénéfice confortable[61]. Les marchands anglais des îles voisines, craignant une attaque française, viennent également mettre leurs produits à l'abri dans la colonie hollandaise, aussi bien ceux destinés à partir vers l'Europe ou les États-Unis, que ceux qu'ils doivent importer. Dans ce sens, tout un circuit se met en place depuis l'Angleterre, les assurances des navires prévoyant un trajet vers Saint-Christophe, puis un second volet vers Saint-Eustache s'effectuant sous pavillon hollandais[62]. L'île sert aussi au commerce des Danois dont les navires quittent Copenhague pour Saint-Eustache et reviennent dans la capitale danoise sans même toucher un port des Antilles danoises[63]. La neutralité hollandaise est exploitée de manière optimale par un réseau logistique sans égal fondé sur des capacités de transport et de redistribution dans la Caraïbe, en Amérique et en Europe. En septembre 1779, le Conseil de Saint-Eustache juge que l'île est devenue « un refuge, un centre de commerce et un entrepôt général des nations en guerre de cette région[64] ». Il arrive que jusqu'à 200 bâtiments viennent simultanément y jeter l'ancre. Les capacités d'entreposage sont rapidement dépassées et plusieurs témoins rapportent que des marchandises sont laissées à l'air libre sur les quais, faute de place pour pouvoir les stocker[65].

La prospérité insolente de Saint-Eustache et la bienveillance des autorités hollandaises pour les révoltés américains nourrissent le mécontentement du gouvernement de Londres et contribuent grandement à la déclaration de guerre qui est adressée à La Haye dans les derniers jours de décembre 1780. Aux Antilles, l'événement marquant de ce conflit est la prise de Saint-Eustache par l'amiral Rodney, commandant de l'escadre des *Leeward Island*, le 3 février 1781[66]. Les vainqueurs s'emparent de plus de 150 navires et pillent les entrepôts de

61/ L'investissement se révèle calamiteux, puisque Dubuc perd sa marchandise à la suite de l'intervention anglaise à Saint-Eustache en février 1781, Tarrade (1972), p. 478.

62/ Goslinga (1985), p. 146 et 225.

63/ Feldbæk (1971), p. 55.

64/ Goslinga (1985), p. 229.

65/ Jameson (1903), p. 700.

66/ Pour une description précise de cet épisode militaire voir Hurst (1996), p. 108-132.

l'île, dont beaucoup contenaient des marchandises appartenant à des négociants anglais[67].

La prise de Saint-Eustache provoque une grande inquiétude à la Guadeloupe qui perd son principal débouché étranger pour ses sucres[68], alors que le marquis de Bouillé, gouverneur des Îles du Vent, exprime sa crainte d'une rupture de l'approvisionnement des Petites Antilles françaises[69]. Très rapidement cependant les réseaux du commerce neutres se déplacent. Certains de ses acteurs choisissent les îles françaises, comme la firme hollandaise Duran & Cie, ou le négociant Louis Nicolas Ménard, qui viennent s'installer en Guadeloupe. Établi depuis une vingtaine d'années à Saint-Eustache, ce dernier y est associé à une maison de commerce hollandaise, mais se réfugie en Guadeloupe en 1781 d'où il continue à entretenir ses correspondances à Saint-Thomas[70]. Les possessions danoises, les derniers territoires neutres des Antilles, sont les bénéficiaires indirects de l'attaque de Saint-Eustache dont elles prennent partiellement le relais.

Demeurés longtemps dans l'ombre de leur voisin hollandais, les territoires danois des Antilles jouent un rôle d'une importance inédite à l'occasion de la guerre d'Indépendance américaine. Il faut d'abord rappeler qu'avant même le début de la révolte des Treize Colonies, l'île de Saint-Thomas est fréquentée par les bâtiments de la Nouvelle-Angleterre. L'importante communauté anglaise qui y réside et les liens avec Saint-Eustache ont intégré la possession danoise à l'ensemble du commerce du monde américain. À partir de 1776, les Américains viennent en nombre à Saint-Thomas y faire des échanges de produits européens ou passer sous couleurs danoises afin de pouvoir rallier l'Europe en toute sécurité. Pour profiter pleinement de la neutralité dans le commerce antillais, une société par actions est fondée à Copenhague le 6 mai 1776, la *Kongelige Danske octroyerede Vestindiske Handelsselskab*, à l'initiative des principales personnalités de la cour et du gouvernement qui perçoivent bien le profit à tirer de la conjoncture internationale[71].

67/ *Gazette de Leyde*, 6 avril 1781, p. 7. « Ils [les Anglais] se sont emparés de ce qui appartient indistinctement aux Français et aux Hollandais qui avaient des correspondances avec la nation française, on dit même qu'ils ont démoli les maisons en charpente de ces derniers pour les transporter à Sainte-Lucie », ANOM, C8a80, Bouillé à Castries, fol. 54, 27 février 1781.

68/ Schnakenbourg (1972), p. 114

69/ ANOM, C8a80, Bouillé à Castries, fol. 48, 19 février 1781.

70/ Pérotin-Dumon (2000), p. 175-176.

71/ Feldbæk (1971), p.56-57. Pour une étude plus détaillée voir Sveistrup (1942-1944), « Det Kongelige Danske octroyerede Vestindiske Handelsselskab

À la différence des Hollandais, les Danois ont une production coloniale propre à défendre, ce qui explique que Saint-Thomas et Saint-Jean, d'une part, et Sainte-Croix, de l'autre, ne pratiquent pas le même type de commerce. Les deux premières, qui sont peu productives, réexpédient des marchandises étrangères, alors que le gouverneur général des *Dansk Vestindien*, Peter Clausen, interdit le transit de marchandises étrangères par Sainte-Croix pour ne pas exposer les exportations de sucre de l'île au risque des saisies anglaises[72]. En 1781, les Danois font figure de seuls véritables neutres aux Antilles. Ils savent parfaitement exploiter cette situation avantageuse comme le montre l'évolution les recettes du port de Charlotte Amalie à Saint-Thomas. Alors que le produit des droits d'entrée est inférieur à 20 000 rixdales avant la guerre, il passe la barre des 45 000 en 1780, puis s'envole à plus de 148 000 en 1781 et atteint son maximum en 1782 avec 280 000 rixdales[73]. Cette évolution spectaculaire s'explique avant tout par le déménagement d'une partie des négociants de Saint-Eustache dès la déclaration de guerre anglaise. La guerre ne rompt pas les réseaux commerciaux mais les contraint à se délocaliser dans des endroits sûrs. Les négociants trouvent à Saint-Thomas un port franc et des conditions similaires à celles offertes à Saint-Eustache. L'île danoise devient à partir de 1781 un lieu important de redistribution des productions des États belligérants et des colonies révoltées vers les Antilles et vers l'Europe, mais aussi un centre d'approvisionnement[74].

Officiellement toutefois, les navires danois observent les règles d'une stricte neutralité. Leurs papiers de bord prévoient des trajets en droiture depuis Copenhague jusqu'aux ports danois des Antilles, mais en aucun cas vers les colonies des ennemis de l'Angleterre. En réalité, il y a bien des voyages directs vers les ports espagnols ou français de la Caraïbe sous couvert de passeports danois[75]. De son côté, le gouverneur Peter Clausen accepte de couvrir la navigation des belligérants. Le transfert sous pavillon danois et la production de papiers de bord peuvent se faire dans la journée. Les passeports, valables pour six mois, concernent les voyages au départ et à destination de Saint-Thomas, couvrant souvent

---

1778-85. En driftsøkonomisk Undersøgelse », *Historisk Tidsskrift*, vol. 10, n° 6, p. 386-427.

72/ Feldbæk (1971), p. 54.

73/ Les recettes du port retombent à 33 000 rixdales en 1784, Nathanson (1836), p. 483.

74/ Feldbæk (1971), p. 116.

75/ *Ibid.*, p. 52-53.

des destinations réelles qui demeurent masquées. En 1781, le *Fanny*, dont le propriétaire et le capitaine sont des Américains établis à Sainte-Croix, doit officiellement aller charger du sel aux Bahamas avant de revenir à Saint-Thomas, alors que son but est de se rendre en Caroline du Nord. Les Danois mettent au point tout un système de production de faux documents qui implique les autorités de leurs ports métropolitains, ainsi que les gouverneurs des colonies et les consuls présents dans les ports européens. C'est le cas pour le voyage de l'*Emperor* en 1782, officiellement domicilié à Sainte-Croix, qui est supposé se rendre à Ostende. En réalité, à l'aller, il doit passer prendre du café à la Martinique pour le transporter jusqu'au port flamand. Au retour, il doit officiellement regagner Charlotte Amalie, comme en atteste les documents fournis par le consul de Danemark à Ostende. En réalité, il lui faut mettre la voile vers la Martinique, puis vers Sainte-Croix avant d'arriver à Baltimore[76].

Cependant, il ne semble pas que Saint-Thomas ait pu tenir complètement le rôle autrefois dévolu à Saint-Eustache pour l'approvisionnement des Îles du Vent françaises. Les Danois ne s'y risquent qu'irrégulièrement en raison de la forte activité de la course anglaise dans les parages[77]. Cette présence dissuasive explique le constat dressé par les administrateurs de la région à leur ministre Castries : « Nous ne pouvons trop vous faire observer que depuis la prise de Saint-Eustache nous ne pouvons plus compter sur la ressource des neutres, les colonies danoises ne nous en procurant que de très faibles[78]. » En revanche, Saint-Domingue est régulièrement approvisionné par le pavillon danois qui apporte les esclaves nécessaires au fonctionnement de l'économie locale, emporte du sucre ou rapatrie les profits amassés dans les plantations[79]. La guerre d'Indépendance américaine est une aubaine pour le commerce et la navigation transatlantique des Danois qui leur permet d'engranger des profits importants et d'ouvrir de nouveaux horizons.

Sous l'effet conjugué de l'accueil de négociants hollandais à partir de 1781 et de la conscience des profits à tirer de la neutralité, les Danois commencent à regarder vers les colonies espagnoles du continent. L'état

---

76/ Felbæk (1997), p. 100-101.

77/ Peu après la prise de Saint-Eustache, Bouillé constatait : « la mer est couverte de vaisseaux et de bâtiments de guerre anglais de toutes espèces qui forment une chaîne depuis Saint-Eustache jusqu'à Sainte-Lucie », ANOM, C8a80, fol. 48, Bouillé à Castries, 27 février 1781.

78/ ANOM, C8a80, fol. 6, Bouillé et Peynier à Castries, 25 juin 1781.

79/ Tarrade (1972), p. 488 ; Villiers (1991), p. 684, et Butel (1986), p. 334.

de guerre entre de l'Angleterre, les Provinces-Unies et l'Espagne perturbe profondément le commerce du Venezuela. Alors que les productions locales s'entassent à Caracas et que la colonie commence à souffrir d'un manque de produits européens, les dirigeants de la *Compania Guipuzcoana de Caracas* cherchent à se procurer de nouveaux partenaires commerciaux. Au printemps 1781, des premiers contacts sont noués entre des négociants espagnols et le consul danois à Cadix sur la possibilité d'envoyer des navires gaditans à Saint-Thomas d'où ils reviendraient à Copenhague et à Altona. Cette sollicitation éveille l'intérêt du gouvernement danois sur la possibilité de participer au commerce de l'Empire espagnol et sur les perspectives de profits à en espérer. Pour y répondre, une compagnie par actions voit le jour, la *Handels og Kanalkompagni*, à la suite d'un accord signé à Hambourg entre les représentants espagnols et le ministre danois du commerce Schimmelmann. L'accord porte sur l'expédition de trois navires danois à Caracas, dont l'un partira d'Altona et les deux autres de Cadix[80]. On retrouve parmi les investisseurs des membres éminents du gouvernement : Ove Høegh-Guldberg, premier ministre, Christian Ludvig Stemann, ministre des Finances, et Heinrich Karl von Schimmelmann, ministre du Commerce et habitué aux investissements atlantiques. Ils sont associés à certains membres de l'élite marchande danoise comme le négociant d'Altona Christian Bruyn qui est possède le plus grand nombre d'actions de la compagnie[81]. Au début du mois de juillet 1782 le *Gehejmeråd von Gähler* quitte Altona en direction de Saint-Thomas. Le capitaine y reçoit de nouveaux ordres lui indiquant qu'il doit se rendre au Venezuela, il y prend également des attestations des autorités de Caracas et un passeport espagnol. Accompagné d'une frégate, il se rend à La Guaira, puis repasse à Saint-Thomas retrouver sa pleine qualité danoise, avant de mettre le cap sur Altona. Avec quelques semaines de décalage, deux autres navires effectuent le trajet mais reviennent à Cadix[82].

Cet épisode commercial, peu important en termes de volume, n'est pourtant pas sans conséquences, car il introduit le commerce danois dans des espaces qui lui étaient jusqu'alors inconnu. Il ne disparaît pas avec la paix, puisque dans les années 1785-1786, la navigation danoise représente encore 18% des départs de Curaçao, haut lieu de la contre-

80/ Feldbæk (1973), p. 163-164.
81/ Johansen (1987), p. 91.
82/ Feldbæk (1973), p. 168-170.

bande du Venezuela[83]. Malgré son caractère limité, l'expédition des trois bâtiments danois permet l'apparition d'un nouveau vecteur de circulation des produits et des hommes entre l'empire colonial espagnol, les Antilles et l'Europe.

Conclusion

En considérant le rôle tenu par Saint-Eustache pendant la guerre de Sept Ans, l'abbé Raynal écrit : « L'Anglais & le Français se réunissent dans la rade de cette île pour y conclure, à l'abri de sa neutralité, des marchés très importants. Un passeport qui coûte moins de trois cents livres couvre ces liaisons. Il est accordé, sans qu'on s'informe [de] quel pays a vu naître celui qui le demande. De cette grande liberté naissent des opérations sans nombre & d'une combinaison singulière. C'est ainsi que le commerce a trouvé l'art d'endormir & de tromper la discorde[84]. » Cet art s'exprime par la production de faux documents de bord, la prestation de serments insincères, la réalisation de ventes fictives, de brusques changements de domiciliation des affréteurs, des naturalisations de complaisance des capitaines et des équipages. Ce sont autant de pratiques obliques indissociables de la contrebande en période de paix qui se retrouvent à la base de l'essor du commerce neutre pendant les guerres. Ces contournements traduisent la puissance des réseaux marchands qui subsistent malgré les aléas de la conjoncture politique. Leur solidité repose avant tout sur les intérêts réciproques bien compris des négociants, parfois doublés de relations familiales. Bien que les réseaux du commerce neutre soient les mêmes que ceux de l'interlope, et que leurs premiers acteurs soient des colons, les autorités ne manquent pas de s'en servir en cas de besoin. C'est ainsi qu'en 1762, on trouve sous la plume du secrétaire du gouverneur des Îles du Vent, une confidence adressée à son frère, établi à Saint-Eustache, qui en dit long sur les arrangements que devaient prendre les administrateurs pour éviter la pénurie dans leur colonie : « vous connaissez qui nous gouverne, et je vous ai dit que les grands et petits arrangements étaient pris de longue main. Rien ne nous manque, nous avons des vivres à revendre et de la viande fraiche dans tous les camps, le prix de tout cela et de mille autres choses est le même qu'en temps de paix[85] ». Pendant la guerre d'Amérique, deux

83/ Klooster (2003 a), p. 206.
84/ Raynal (1780), p. 289.
85/ ANOM, C8a64, fol. 297, Laisné de Cambernon à son frère, 15 janvier 1762.

négociants de la Guadeloupe, Carrère et Casamajor, utilisent leurs relations personnelles pour approvisionner l'île et faire des avances à l'administration royale. Le premier est établi à Saint-Eustache, le second a surtout des rapports avec Saint-Thomas où il trouve des secours moins chers et de meilleure qualité[86]. Dans ces deux cas, le commerce neutre et l'interlope, qui sont deux expressions d'une même réalité pour les négociants, sont également confondus pour l'administration. On comprend aisément dans ces conditions que le rétablissement de la législation contraignante de l'Exclusif au lendemain de la guerre soit une entreprise difficile et qu'elle provoque des résistances chez les colons, mais aussi chez les administrateurs qui y mettent peu de zèle[87].

Les guerres de Sept Ans et de l'Indépendance américaine, si elles perturbent indéniablement les échanges, renforcent les connexions créées par l'interlope. L'ouverture des ports aux étrangers que les administrateurs coloniaux français autorisent lors de périodes de conflit stimule les circuits ordinaires de la contrebande. La réactivité du commerce neutre en période de conflit dépend dans une large mesure de la vigueur de la contrebande des temps de paix. Les partenaires commerciaux établis dans des îles étrangères qui se connaissent et se font confiance poursuivent des échanges qui passent, grâce à l'état de guerre, de l'ombre à la lumière. Les réseaux de l'interlope continuent à fonctionner, sortant de l'illégalité *via* les passeports qui sont distribués avec les mêmes acteurs, les mêmes circuits et les mêmes produits. L'apparition au grand jour d'une partie du commerce frauduleux révèle la force de ses relations marchandes et l'interdépendance existant entre les colonies des différentes puissances européennes au sein de l'espace caraïbe, mais aussi avec le continent américain. À ce titre, la fortune des neutres du Nord qui circulent au sein de l'espace antillais, entre les îles de la Caraïbe et le continent, et d'une rive à l'autre de l'Atlantique, donne la mesure de la porosité de structures impériales et de la puissance des relations transnationales dans le monde américain.

Acteurs *a priori* secondaires du commerce entre Antilles, Amérique et Europe, Hollandais et Danois utilisent leur neutralité pour jouer un rôle important dans les échanges entre les blocs impériaux au XVIII^e siècle. Saint-Eustache et Saint-Thomas, intrinsèquement pauvres, ne peuvent prospérer que par le commerce que les autres viennent y faire. La survie des habitants de ces îles les inscrit naturellement dans une perspective

86/ Pérotin-Dumon (2000), p. 108-181.
87/ Frostin (1973) p. 585.

transnationale dont le caractère cosmopolite de leur population est à la fois cause et conséquence. Les négociants qui y sont installés contribuent à la grande circulation atlantique et à la formation d'un espace commercial euro-américain, à la fois économique et humain, qui transcende les unités politiques, les souverainetés et les nationalités pour passer au travers des mailles de législations rigides destinées à un cadre national qui ne correspond pas à la réalité économique. La prospérité des neutres du Nord dans le commerce caraïbe lors des guerres du XVIII^e siècle, illustre la fluidité et la plasticité des circulations commerciales, autant que la puissance et la capacité d'adaptation des réseaux négociants. Déclinaison de la toile de l'échange interlope des périodes de paix, le commerce neutre pose inévitablement la question de la pertinence de la lecture nationale et du cadre impérial pour saisir la réalité de l'espace américain. À cet égard, le commerce neutre illustre le profit qu'il est possible de tirer de l'enchevêtrement des souverainetés, de la souplesse des échanges maritimes, des solidarités personnelles et des habitudes marchandes pour établir des relations d'interdépendance débordant les frontières des États.

Le commerce des neutres aux Antilles ne se résume pas pourtant à une affaire seulement économique. Les relations transnationales qu'il nourrit doivent être replacées dans le cadre de la mutation culturelle générale du XVIII^e siècle qui voit apparaître un nouveau type de colon, caractérisé par Charles Frostin comme un « voyageur du Nouveau Monde, homme actif et ouvert, éloigné des sujétions européennes et introduit dans les solidarités américaines[88] ». De plus en plus au cours du XVIII^e siècle, les colons qui ne connaissent pas l'Europe projettent leur activité au-delà de leur colonie, au sein d'un horizon véritablement régional, dépassant les frontières de l'empire auquel ils sont supposés appartenir. La primauté des intérêts particuliers l'emporte sur la fidélité à un roi bien lointain, dont les observateurs venus de la métropole sont effrayés en réalisant à quel point elle peut être ténue[89]. La distance autorise des accommodements avec les ordres donnés par le gouvernement central « [qui sont] envoyés de 2000 lieux [et] arrivent souvent trop tard ou sont quelquefois éludés sous des prétextes que la distance

88/ *Ibid.*, p. 554.

89/ En 1749, le marquis de Caylus, gouverneur des Iles du Vent, rapporte que les colons parlent du roi de France comme si « [il] n'était pas leur souverain, et ils en parlaient avec la même indifférence que d'un prince étranger », cité dans SCHNAKENBOURG (1972), p. 236. Pour Saint-Domingue voir en particulier FROSTIN (1967), p. 381-414.

autorise à proposer comme des motifs raisonnables[90] ». Comme pour les régions frontalières en Europe, ces constatations invitent à s'interroger sur la réalité de ce qu'est l'état de guerre vécu pour des populations ayant noués des relations d'intérêts réciproques avec les sujets d'autres princes.

Bibliographie

Andersen Dan (2006), « Denmark-Norway, Africa and the Caribbean, 1660-1917: Modernisation financed by Slaves and Sugar », dans Pieter Emmer, Olivier Pétré-Grenouilleau et Jessica Roitman (éd.), *A* Deus ex Machina. *Atlantic Colonial Trade and European Economic Development*, Leyde, p. 291-315.

Begouen Demeaux Maurice (1951), *Stanislas Foache, négociants de Saint-Domingue, 1737-1806*, Paris.

Bregnsbo Michael et Villads Jensen Kurt (2005), *Det danske Imperium*, Copenhague.

Butel Paul (1973), *La croissance commerciale bordelaise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, t. 2, Lille III.

Butel Paul, (1986), « Les Antilles pendant les guerres maritimes du XVIII^e siècle », *L'Europe, l'Alsace et la France. Problèmes intérieurs et relations internationales à l'époque moderne. Études réunies en l'honneur du doyen Georges Livet*, Colmar, p. 327-336.

Dull Jonathan (2009), *La guerre de Sept Ans. Histoire navale, politique et diplomatique*, trad. de l'américain par T. Van Ruymbeke, Bécherel, Les Perséides,

Feldbæk Ole (1971), *Dansk neutralitetspolitik under krigen 1778-1783. Studier i regeringens prioritering af politiske og økonomiske interesser*, Copenhague.

Feldbæk Ole (1973), « Caracas-spekulationen 1782-1783. Dansk neutralitetsudnyttelse under den amerikanske frihedskrig », *Historisk Tidsskrift*, vol. 12, n° 6, p. 159-176.

Felbæk Ole (1997), *Dansk Søfarts Historie,* vol. 3, *1720-1814: Storhandelens tid*, Copenhague.

Frostin Charles (1973), *Histoire de l'autonomisme colon de la partie française de Saint-Domingue aux XVII^e et XVIII^e siècles. Contribution à l'étude du sentiment américain d'indépendance*, Lille III.

Goslinga Cornelius (1985), *The Dutch in the Caribbean and in the Guianas,* vol. 2: *1680-1791*, Assen/Maastricht.

Hall Neville (1992), *Slave Society in the Danish West Indies: St. Thomas, St. John, and St. Croix*, Barry Higman (éd.), Mona.

Hancock David, (2006), « Guerre, vin et commerce (1750-1815) », dans Silvia Marzagalli et Bruno Marnot (éd.), *Guerre et économie dans l'espace atlantique du XVI^e au XX^e siècle*, Bordeaux, p. 331-373.

Harrington Virginia (1935), *The New York merchant on the eve of the Revolution*, New York.

90/ A. N., Affaires étrangères, B[1]/41, fol. 28, Ogier à Moras, 19 janvier 1758.

Hurst Ronald (1996), *The Golden Rock: an episode of the American war of Indepence, 1775-1783*, Londres.

Jameson Franklin (1903), « St Eustatius in the Americain revolution », *American Historical Review*, vol. VIII, n°4.

Klooster Wim (1998), *Illicite riches. Dutch Trade in the Caribbean, 1648-1795*, Leyde.

Klooster Wim (2003a), « Curaçao and the Carribean Transit Trade », dans Johannes Postma et Victor Enthoven (éd.), *Riches from Atlantic Commerce. Dutch Transatlantic Trade and shipping, 1585-1817*, Leyde, p. 203-218.

Klooster Wim (2003 b), « An Overview of Dutch Trade with the Americas », dans Johannes Postma et Victor Enthoven (éd.), *Riches from Atlantic Commerce. Dutch Transatlantic Trade and shipping, 1585-1817*, Leyde, p. 365-383.

Klooster, Wim (2006), « La relation complexe entre la guerre et la contrebande dans l'Amérique atlantique » dans Silvia Marzagalli et Bruno Marnot (éd.), *Guerre et économie dans l'espace atlantique du XVI^e^ au XX^e^ siècle*, Bordeaux, p. 392-408.

Labat, Père Jean-Baptiste (1722), *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique*, t. 5, Paris.

Nathanson Mendel Levin (1836) *Historisk statistik fremstilling of Danmarks national of Statshuusholding fra Frederic den fierdes tid intil nutiden*, Copenhague.

Pares Richard (1963), *War and trade in the West Indies, 1739-1763*, Londres.

Pares Richard (1975), *Colonial Blockade and Neutral Rights, 1739-1763*, Philadelphie.

Pérotin-Dumon Anne (2000), *La ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris.

Raynal Guillaume Thomas, (1780), *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce dans les deux Indes*, t. 3, Genève.

Rossignol Bernadette et Philippe (1990), « La famille Chabert et Saint-Eustache », *Généalogie et Histoire de la Caraïbe*, bulletin n°15, p. 118-121.

Schnakenbourg Christian (1973), *Les sucreries de la Guadeloupe dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle (1760-1790). Contribution à l'étude de la crise de l'économie coloniale à la fin de l'Ancien Régime*, thèse Paris II.

Tarrade Jean (1972), *Le commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien Régime. L'évolution du régime de « l'Exclusif » de 1763 à 1789*, Paris.

Tarrade Jean (1996), « Guerre et économie. Les Antilles françaises pendant la guerre des colonies anglaises américaines », dans Paul Butel et Bernard Lavallé (éd.), *L'espace caraïbe théâtre et enjeu des luttes impériales, XVI-XIX^e^ siècle*, Bordeaux, p. 183-196.

Truxes Thomas (2008), *Defying Empire: trading with the enemy in colonial New York*, New Haven/Londres.

Villiers Patrick (1991), *Marine royale, corsaires et trafic dans l'Atlantique de Louis XIV à Louis XVI*, Lille.

Westergaard Waldemar (1917), *The Danish West Indies under Company Rule (1671-1754)*, New York.

Elías José Palti

En los pliegues de lo sagrado
Una genealogía de lo político en el mundo hispano

Uno de los tópicos más recurrentes en la historiografía reciente sobre las revoluciones de independencia en América Latina enfatiza el tradicionalismo de los horizontes ideológicos del pensamiento revolucionario, e insiste en la idea que las colonias ultramarinas, aún luego de su independencia, seguirían aferradas a concepciones sociales premodernas (una idea holista de una sociedad jerárquicamente organizada en torno a cuerpos y estamentos). Ello explicaría las dificultades que encontrarían para afirmarse los nuevos estados fundados en una visión abstracta y genérica de la nación. Esta imagen que tiende a subrayar las continuidades entre la colonia y la independencia, si bien no es del todo desacertada, esconde, sin embargo, una vena normativa que conduce a perder de vista el sentido profundo de la transformación que entonces se produjo. Normalmente, se parte de un cierto presupuesto de lo que estos autores esperaban que debiera haber sido, o que quisieran que hubiera sido la independencia (una revolución democrática, o una revolución social, o lo que fuere), y, como ven que eso no se dio, terminan concluyendo que no pasó nada fundamental.

Algunos estudios recientes han intentado subsanar esta falencia. Retomando la afirmación de Tulio Halperín Donghi en *Tradición política hispana e ideología revolucionaria de Mayo* de que la revolución de independencia se trato, efectivamente, de una revolución, van a señalar el profundo quiebre que supuso la caída de la monarquía, hasta qué punto la vacancia real que se produce en 1808 hace que todo un orden largamente construido pierda su base y se derrumbe. Autores como María Teresa Calderón, Clément Thibaud o Isidro Vanegas, señalan la perplejidad con la que se enfrentan en las colonias a la caída de la

monarquía, y cómo para los sujetos de la época les era imposible pensar que podía articularse una comunidad política con independencia de lo que constituía el centro en torno al cual ella estaba organizada, la figura real. Ésta no era un aditamento del que pudiera prescindirse. El monarca aparecía como la encarnación misma del cuerpo místico de la república.

Partiendo de esta premisa, trazan entonces el recorrido histórico por el cual, lo que en 1808 aparecía como inconcebible, para 1810 se termina, sin embargo, produciendo. Así, analizan cómo a mediados de 1809 comienzan a aparecer los primeros síntomas autonomistas en América Latina que terminarían pronto llevando a la ruptura con la metrópoli. Esta interpretación viene de este modo a rescatar un aspecto crucial para comprender lo que entonces se produjo, y que los estudios llamados revisionistas recientes llevan a perder de vista: que la revolución de independencia fue mucho más que un hecho meramente político: fue todo un universo cultural que se derrumbó y que, desde ese momento, debería ya reconstruirse sobre otras bases, distintas de las tradicionales.

Ahora, si analizamos bien estas interpretaciones, vemos que es justamente este mismo intento por revelar la profundidad de la ruptura ocurrida lo que vuelve también implausible el tipo de relato que ofrecen del mismo. Está claro que semejante quiebre epocal no se pudo haber producido en el lapso de unos pocos meses. La pregunta que esta interpretación hace surgir es: ¿si los mismos hechos se hubiesen producido un siglo antes, la independencia podría haberse anticipado? Indudablemente, no. En verdad, crisis monárquicas ya habían ocurrido con anterioridad en Europa y en España (entre 1700 y 1711, por ejemplo, hubo una crisis dinástica en España que dio lugar a una guerra civil de once años), y, sin embargo, no pasó nada parecido a lo ocurrido en 1808; a nadie siquiera se le ocurrió entonces independizarse. Indudablemente, algo debió haber cambiado en el curso del siglo precedente que volviera eventualmente realizable aquello que hasta hacía muy poco aparecía como llanamente inconcebible.

Para entender cómo ese quiebre fue posible es necesario, pues, volver la mirada hacia atrás y analizar los cambios que se vinieron produciendo a lo largo del siglo precedente, cuando se van a establecer los términos del debate dentro de los cuales se va a desplegar el discurso político de la emancipación. De alguna forma, se va a dar esa paradoja: que va a ser el propio absolutismo el que va a sembrar la semilla de su propia destrucción. Va a ser el absolutismo el que va a proveer

todas las categorías políticas fundamentales sobre las cuales los revolucionarios se van a apoyar para destruir esas monarquías. Pero para poder comprender cómo es que se produjo dicha torsión político-conceptual, se necesita antes quebrar la imagen monolítica que se tiene hoy del antiguo régimen, como si se tratara de una totalidad homogénea y uniforme, que se mantuvo inmodificada a lo largo de tres siglos.

Uno de los grandes problemas de esta historiografía revisionista reciente es que, en su intento de recobrar la tradición política hispana, lo que resulta fundamental, tiene de ella, sin embargo, una imagen plana de ella. La propia antinomia tradicional/moderno lleva, de hecho, a agrupar bajo una misma categoría todo el pensamiento que va desde Aristóteles hasta el siglo XVIII, el cual se habría mantenido inalterado, en lo esencial, fundado siempre en una misma visión organicista de la sociedad. Si lo observamos a partir de esta matriz dicotómica, inevitablemente terminaremos concluyendo que los hispanos se habrían mantenido aferrados a un imaginario escolástico, católico, medieval, al idea premoderno de una sociedad holista, estamental, etc.; en fin, que en los tres siglos que van desde la conquista hasta la revolución no habría pasado nada, o nada relevante al menos. Y esto no permite tampoco comprender cómo es que se produjeron las revoluciones de independencia, las que vienen así a aparecer como meros resultados azarosos de una serie de circunstancias fortuitas. De este modo, terminan dislocando las visiones nacionalistas tradicionales, de cuño teleológico, que ven la independencia como el desenlace fatal de anhelos soberanos largamente madurados, pero sólo al precio de renunciar a toda explicación de cómo fue que ella se produjo. Como señalamos, para hacerlo resulta necesario, en primer lugar, dislocar la imagen plana del período colonial hoy dominante. El presente trabajo pretende, en fin, aportar algunos elementos para ello.

Las torsiones en la vieja teoría de las formas de gobierno

Volviendo a la pregunta anterior, lo que cambió entre 1700 (o 1650) y 1800 (y ésta la hipótesis fundamental para este trabajo) es, nada menos, que, para entonces *había emergido la política* en el mundo atlántico, o más precisamente, *lo político*. Y al imperio hispano le cupo un papel decisivo en este proceso. En lo que sigue nos concentraremos así en un aspecto particular del complejo de fenómenos que llevaron a la revolución de independencia, pero que resulta crucial, puesto que de

él se desprenderán todos los demás: cómo fue que se produjo en el siglo XVII esa ruptura fundamental que abrirá el horizonte a la emergencia de algo nuevo y peculiar en Occidente. Lo que abordaremos aquí, en fin, es lo que podemos llamar una genealogía de *lo político*.

Siguiendo a lo señalado por autores como Claude Lefort o Pierre Rosanvallon, distinguiremos aquí la política de *lo político*. Mientras la política sería una práctica más, relacionada con otras prácticas como la económica, la social, etc. Lo político (un concepto que remite al célebre escrito de Carl Schmitt de 1932, *El concepto de lo político*) referiría, en cambio, a un plano anterior, esto es, a los modos de articulación de esas mismas prácticas. Lo político sería el momento institutivo de una cierta topología: cómo se definen y relacionan entre sí esas esferas en cada contexto histórico determinado. Lo que se busca aquí, en fin, es comprender esta transformación que entonces se opera, en qué sentido supuso un giro crucial en los modos tradicionales de ejercicio del poder.

Para entender cuál es el sentido de esta inflexión que se produjo en el siglo XVII, tenemos que remitirnos a la recepción en Occidente de *La política* de Aristóteles, dado que todo el debate político, hasta incluso bien entrado el siglo XIX, va a estar encastrado dentro de la vieja teoría de las formas de gobierno, que llega a Occidente a través de Aristóteles.[1] El mismo es mandado a traducir al latín en 1269 por Tomás de Aquino, y va a ser él quien hace los comentarios a partir de los cuales establece la interpretación canónica de esta obra. Analizando este proceso de asimilación de la teoría aristotélica se puede observar, sin embargo, cómo se iría introduciendo en ella un elemento que le era ya por completo extraño; más precisamente, cómo es que emerge lo político en Occidente.

En efecto, lo político era un concepto ajeno al mundo antiguo. Y esto se puede observar analizando el propio texto de Aristóteles. Éste empieza con una crítica a Platón, en la que se va a enfatizar, justamente, la diferencia entre el ámbito de la política y el ámbito doméstico, diferencia que a Platón se le escaparía. La crítica fundamental que hace Aristóteles a Platón es que éste piensa la república como una especie de gran casa, y que el poder político no es nada más que el poder paternal expandido al conjunto de la ciudad. Lo que va a enfatizar Aristóteles,

1/ De hecho, en los textos de la revolución de independencia, toda la discusión se va a plantear en términos de cuál es la mejor forma de gobierno para cada país en particular.

en cambio, es que entre el ámbito doméstico y el ámbito político hay diferencias de naturaleza, no sólo de magnitud o de grado. Porque son distintos los bienes hacia los cuales se dirige cada uno, y eso define, para él, una diferencia de esencia. Según afirma:

> No han tenido razón pues, los autores para afirmar que los caracteres de rey, magistrado, padre de familia y dueño, se confunden. Esto equivale a suponer que toda la diferencia entre estos no consiste sino en el más y el menos, sin ser específica. El pequeño número de administrados constituiría el dueño; un número mayor, el padre de familia; uno más grande, el magistrado y el rey. He de suponer al fin, que una gran familia es un pequeño estado. Estos autores añaden, por lo que hace al magistrado y al rey, que el poder del uno es personal e independiente; y que el otro es, en parte, jefe y en parte súbdito; sirviéndose de las definiciones mismas de su pretendida ciencia.[2]

Aristóteles está enfatizando la especificidad de la política. Sin embargo, la idea de "política" resulta aquí algo complicada de traducir. Ésta se opone a la de *oikonomía*, la cual refiere al ámbito doméstico, y remite a aquellos bienes que son particulares de cada uno. La política, en cambio, remite a la *polis* y refiere a aquellos bienes que son comunes a todos sus miembros. En realidad, lo que Aristóteles está llamando "política" cabría traducirlo mejor como "lo social": lo que es común a todos. No remite a lo que nosotros entendemos hoy por "política": definitivamente, para Aristóteles, y para los antiguos, en general, les resultaba imposible distinguir lo político de lo social. Y esto se expresa en las dificultades que encuentra para definir la monarquía y el lugar ambiguo que ocupa la figura del monarca, "en parte jefe y en parte súbdito".

Aristóteles concluye que, de las tres formas de gobierno que se identifican tradicionalmente entre los antiguos (monarquía, aristocracia y democracia), sólo dos de ellas son primitivas: la aristocracia y la democracia. La monarquía, para él, no es nada más que una variante de la aristocracia:

> Parece que podrían admitirse dos especies principales en estas partes, a la manera que se reconocen dos clases de viento: los del norte y los del mediodía, de los cuales son los demás como derivaciones. En política tendremos la democracia y la oligarquía, porque supone que la monarquía no es más que una forma de la oligarquía con la cual

---

2/ Aristóteles, *La política*. Trad. Patricio de Azcárate (Espasa Calpe, Madrid, 1985), p. 21.

> se confunde, así como lo que se llama república, no es más que una forma de la democracia a manera que el viento del oeste deriva del viento del norte; y el del este del viento del mediodía. Algunos autores han llevado la comparación más lejos. En la armonía no se reconocen más que dos modos fundamentales: el dórico y el frigio y en ese sistema, todas las demás combinaciones se refieren a uno u otro de estos. Dejaremos aparte estas divisiones arbitrarias de los gobiernos que comúnmente se ha dado, prefiriendo la que nosotros hemos dado como más verdadera y exacta. Según nosotros no hay más que dos constituciones o, si se quiere, una sola bien combinada, de la cual todas las demás se derivan y son degeneraciones.[3]

La mejor forma de gobierno, asegura, es la que llama *politeia*, una combinación de democracia y aristocracia. Y ello es así porque, para Aristóteles, todo el arte de la política consiste en tratar de conjugar intereses sociales ("lo que hace que sean múltiples las constituciones", dice, "es precisamente la multiplicidad de los elementos que componen al Estado").[4] En última instancia, de lo que se trata es de evitar que los muchos y los pocos entren en contradicción, que entre ricos y pobres haya disenso, y que ninguno quede excluido de las decisiones públicas, porque eso amenazaría la estabilidad de la *polis*.

En este contexto, la monarquía no puede, de hecho, aparecer como un principio autónomo. Y ello es así porque, si de lo que se trata es de pensar términos de equilibrio social, la monarquía no expresa ningún principio social, no encarna ningún interés social específico, sino sólo, eventualmente, la preeminencia de un individuo particular. "O el reinado existe sólo en el nombre, sin tener ninguna realidad", afirma, "o descansa necesariamente en la absoluta superioridad del individuo que reina" (lo que dice que ya no ocurría ni podía ocurrir en el mundo clásico en el que él vivía).[5] En última instancia, si Aristóteles no puede pensar la monarquía más que como una variante peculiar de aristocracia, es porque no puede pensar el principio de lo político como tal. En tiempos de Tomás, sin embargo, esto empezaba ya a cambiar.

El surgimiento de pensamiento escolástico acompaña un quiebre que se produce en los siglos XIII y XIV en los regímenes de ejercicio del poder. Lo que podemos llamar la Edad Media tardía, o esa transición que se produce entre la Edad Media y el Renacimiento, tiene que

---

3/ Aristóteles, *La política*, p. 162.

4/ Aristóteles, *La política*, p. 161.

5/ Aristóteles, *La política*, p. 160.

ver con una serie de cambios en los modos de ejercicio del poder por los cuales las viejas monarquías feudo-vasalláticas empiezan a desintegrarse y a dar lugar al surgimiento de las monarquías estamentales corporativas.[6] En la viejas monarquías feudales habría una especie de continuidad entre el ámbito doméstico y el ámbito político. La autoridad monárquica no era nada más que la emanación de un sistema de jerarquías y subordinaciones presente en el propio cuerpo social, y que tenía su punto de partida en la autoridad paterna. El monarca era una especie de padre común. De hecho, no había una diferencia más que de grado entre el monarca y los Duques, Marqueses, Castellanos, etc.; quienes conservaban plenos poderes dentro de sus dominios, los cuales, a veces, eran aún mayores que los del propio rey. Éste no era más que un *Primus inter pares*.

Entre los siglos XIII y XV, en cambio, se afirman ya las monarquías nacionales, subordinando los poderes feudales a un principio de centralización de la autoridad. Junto con ella, surgirán también las primeras cortes y parlamentos, entidades donde van a estar representados los distintos estamentos que componen la sociedad. Y esto altera profundamente los modos de concebir el poder. El monarca va a aparecer ahora como desprendido de este cuerpo. Su función va a ser la de instituir la justicia; es decir, lograr la armonía entre todos estos estamentos. El presupuesto aquí es que no hay una ley única, sino una pluralidad de fuentes de derecho: cada cuerpo tiene potestad legislativa. Y la función del monarca es compatibilizar estas normativas plurales para instituir la justicia.[7] En este sentido, el monarca pasa a ocupar un lugar particular. Que es, en realidad, un lugar paradójico, puesto que no va a ser ni completamente externo, ni completamente interno a la sociedad, sino más bien intersticial: el monarca se ubicará en aquella tangente que une a los distintos estamentos entre sí y permite compatibilizarlos mutuamente.

El pensamiento escolástico surge en el contexto de esta transición política, y, más específicamente, de la lucha entre el papado y el

---

6/ Véase Otto Hintze, *Staat und Verfassung* (Gotinga, Vandenhoeck & Ruprecht, 1962).

7/ La justicia se entiende en el sentido de dar a cada uno lo que le corresponde según el lugar que ocupa en la sociedad. Como dice Tomás de Aquino, "la perfecta comunidad social se dará cuando cada uno guarde el orden debido en la actuación que corresponde qa su estado". Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", en *Tratado de la ley. Tratado de la justicia. Gobierno de los príncipes*, trad. Carlos Ignacio González (México, Porrúa, 1975), p. 509

imperio. En esta disputa, Tomás, obviamente, toma partido a favor del papado, pero su doctrina política forma parte integral de un proyecto filosófico mayor. Si Tomás vuelve a Aristóteles, es porque le va a servir para resolver el gran problema teológico cristiano, que no existía en el mundo antiguo: cómo un Dios, ahora ubicado en una relación de trascendencia respecto del mundo, podía gobernar el mismo desde su interior; cómo podía inscribir sus designios en el propio funcionamiento espontáneo de las cosas. En fin, cómo pensar la *oikonomía* divina. Es aquí que Tomás apela a Aristóteles, reinterpretando su concepto de naturaleza para asociarlo a la idea de Providencia divina (hay quienes dicen incluso que mediante dicha operación Tomás inventa el concepto de "Naturaleza", con mayúsculas). La naturaleza se vuelve, en él, el modo de operar de Dios en el mundo. Lo que se abre aquí es el campo a una *oikonomía* divina a partir de la distinción entre las causas primarias y las causas secundarias. Dios gobierna el mundo, pero lo gobierna a través de sus agentes, y esos agentes forman parte de la propia naturaleza de las cosas. El sistema de fines implantado por Dios en el mundo se encuentra grabado en ellas como un principio inmanente suyo.

En el plano político, el modo de operar de Dios, quien encarna ese principio divino en el mundo, es el monarca:

> Es necesario considerar lo que Dios hace en el mundo para deducir lo que conviene que haga el rey. Universalmente hablando, Dios realiza dos obras en el mundo: la primera, el crearlo; la segunda, el gobernarlo. Estos dos oficios ejerce también el alma en el cuerpo. Primero, es forma del cuerpo; segundo, lo rige y lo mueve. Y ambas cosas son propias del oficio real, ya que al rey toca gobernar, y por el régimen de dicho gobierno se llama rey.[8]

Este teleologismo aristotélico le va a servir así a Tomás también para justificar la subordinación de los bienes profanos a los bienes sagrados:

> Toda causa primaria influye más en el ser causado por la causa secundaria; y la causa primera es Dios. Luego si todas las cosas se mueven por virtud de la primera causa, y todo recibe la influencia del primer moviente, también el movimiento de los señores se dará en virtud de Dios, y de un Dios primer moviente.[9]

8/ Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 361.

9/ Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 408.

El fin de la comunidad, asegura, es alcanzar la virtud y, en ultima instancia, lograr una visión de Dios.[10] De allí que los monarcas terrenales no sean, para él, más que instrumentos de Dios, siendo que el único representante suyo en la tierra es el Papa. "En la ley de Cristo", concluye, "los reyes han de estar subordinados a los sacerdotes".[11] En cuanto al problema específico de las formas de gobierno, Tomás no le da demasiada importancia, ni se detiene en él. La teoría aristotélica al respecto le resulta, de hecho, demasiado complicada ("sería laborioso de escribir y aburrido de escuchar si nos pusiéramos a referir todas las diversas políticas, ya que cada ciudad tiene la suya").[12] Y si no le interesa demasiado es porque, si bien acepta la existencia de distintas formas de gobierno posible, para esa época la monarquía aparecía ya como la más natural, puesto que se identificaría con la idea de unidad de Dios, en el mundo, y del padre, en el ámbito doméstico:

> Por ello se llama rey por antonomasia quien rige toda una ciudad o provincia; mas quien dirige una familia no es rey sino padre. Mas por cierta semejanza entre ambos, se llama a veces a los reyes padres del pueblo. De todo lo dicho podemos concluir que rey es aquel que dirige toda la muchedumbre de una provincia o una ciudad hacia el bien común.
>
> Además, lo mejor es lo que proviene de la naturaleza misma, y la unidad natural es la de un hombre, y es la más perfecta, luego el gobierno ordinario más natural es el dirigido por un solo hombre.[13]

En este punto, Tomás introduce un aspecto fundamental, aunque,

---

10/ "El fin al que debe tender un rey tanto personalmente como en el gobierno de sus súbditos, es la bienaventuranza eterna, que consiste en la visión de Dios" (Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 410).

11/ Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 365.

12/ Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 487 Cabe aclarar, en *La política* de Aristételes aparecen infinidad de variantes constitucionales, más allá de las tres básicas.

13/ Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", pp. 333-334. En última instancia, para Tomás, y para todo el pensamiento de la época, el establecimiento de un orden supone la presencia de desigualdades entre los hombres. Sólo a través de ella, es que toma consistencia lo social. "Esto mismo demuestra", dice, "la noción de orden o de naturaleza, porque como dice Agustín en el lugar citado, el orden es la disposición de las cosas semejantes y desemejantes, de manera que cada una tenga lo que le corresponde. De aquí resulta claro que el orden supone una cierta desigualdad, y esto también pertenece al gobierno, por tanto según este principio, el gobierno de un hombre sobre los demás es natural" (Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 427).

en realidad, lo deja planteado sin desarrollar: que si bien la república, o las formas de gobierno civil, serían, para él, perfectamente legítimas, carecen, sin embargo, de la capacidad de reformular las leyes. Sólo el monarca tiene potestad legislativa. Los funcionarios civiles, en cambio, deben limitarse a observar la ley.[14] Y esto pronto se va a convertir en un punto central para pensar la especificidad de la monarquía como principio político.

Quien proveera una base para ello será, sin embargo, uno de los impugnadores de las tesis de Tomás: Dante Alighieri (un gibelino, que defendía la potestad del emperador por sobre la del Papa). Su texto al respecto, titulado *De la monarquía*, comienza con una afirmación en apariencia extraña y que ha llamado la atención de sus lectores. En el Libro Primero, que se titula: "Necesidad de la monarquía", afirma:

> Como entre las demás verdades ocultas, la noción de la monarquía temporal es la más útil y la más oculta, ya que por no dar motivo al lucro inmediato ha sido desdeñada por todos. Me propongo sacarla de las tinieblas, tanto para que el mundo aproveche de ella, cuanto para que la palma de haber sido el primero en la empresa que asumo en mi gloria.[15]

Tomada literalmente, esta afirmación es claramente falsa. Ya para cuando Dante escribe esto había toda una tratadística acerca de la monarquía, y él no la ignoraba. ¿Qué quiere decir, entonces, cuando dice que hasta ahora nadie habló de la monarquía? Esto tiene que ver con cómo define el problema teológico-político fundamental: entender el paso de la diversidad a la unidad:

> En todo género de cosas, será optima la que sea mayormente, según el filósofo [Aristóteles] lo muestra en el Libro del ser, donde se ver que se uno es la raíz de ser bueno, y ser múltiple es la raíz de lo malo. Que pecar, no es otra cosa que retrogradar de la despreciada unidad hacia la multiplicidad.[16]

14/ "Los gobernantes republicanos están regidos restringidos por la leyes políticas, y no pueden ir más allá de ellas en la prosecución de la justicia; en cambio los reyes y otros monarcas tienen la ley en su pecho, y pueden aplicarla según los casos. Y es ley lo que agrada al príncipe, como lo indica el derecho de los pueblos; pero no sucede así con los gobernantes políticos, porque no pueden introducir ninguna novedad no prevista por las leyes" (Tomás de Aquino, "Gobierno de los príncipes", p. 460).

15/ Dante Alighieri, *De la monarquía*. Trad. Ernesto Palacio (Buenos Aires, Losada, 2004), pp. 33-34.

16/ Dante Alighieri, *De la monarquía*, p. 55.

Y ello nos devuelve a la cuestión de la *oikonomía* divina: cómo Dios produce un mundo a partir de la pluralidad de seres creados. Aquí reaparece también la idea aristotélica de naturaleza:

> Siendo Dios la perfección suprema, y no careciendo su órgano, que es el Cielo, de ninguna conveniente perfección, como aparece en lo que estudiamos, resulta que cualquier defecto existente en las cosas inferiores debe atribuirse a la materia subyacente fuera de la intención de Dios natural y del Cielo. Mientras que, al contrario, todo lo que sea bueno en las cosas inferiores como puede provenir de dicha materia que es mera potencia, será obra de Dios, artífice y, secundariamente, de Cielo, que es el instrumento del arte divino, comúnmente llamado naturaleza.[17]

Dante sienta así un postulado que se convertirá en la base de todo el sistema de saber renacentista: la existencia de un principio invisible que recorre a los seres y a las cosas. A través de ellos se nos revela el designio oculto divino.

> La voluntad de Dios es invisible por sí misma, pero los intelectos ven lo invisible de Dios a través de las cosas creadas, pues, aunque esté oculto su sello, la imagen impresa en la cera nos da la evidencia de su forma. No es otra cosa de asombrar que la divina voluntad deba buscarse en los signos, cuando la misma voluntad humana sólo se conoce por los signos exteriores.[18]

Los seres y las cosas nos son más que signos que remiten a su causa última, que es Dios. De lo que se trata, pues, es de atravesar los signos externos para acceder a ese principio invisible que les da vida y los unifica. Llegado a este punto, Dante introduce un principio que nos devuelve a la cuestión inicial de por qué, para él, la monarquía no había sido hasta entonces tematizada:

> Siendo doble el orden que se encuentra en las cosas. A saber: el orden de las partes entre sí y el orden de las partes con respecto a lo que no es parte, como el orden de las partes de un ejército entre sí respecto al general. El orden de las partes con respecto a uno es mejor como fin del otro orden al que le es para éste, y no al contrario.[19]

17/ Dante Alighieri, *De la monarquía*, p. 61.
18/ Dante Alighieri, *De la monarquía*, p. 62.
19/ Dante Alighieri, *De la monarquía*, p. 41.

La figura del monarca emerge aquí como ocupando un lugar singular, como una parte que no es una parte. Y esto está ligado a ese cambio antes señalado que se está produciendo en los regímenes de ejercicio del poder. Con el paso de la monarquía feudo vasallática a la monarquía estamental corporativa, el monarca, si bien sigue apareciendo como un miembro constitutivo de la sociedad, al mismo tiempo, sin embargo, comienza a desprenderse de ella. Se empieza a ver, cada vez más claramente, que la relación entre el súbdito y el monarca no es de la misma naturaleza que la relación de los súbditos entre sí. Y esto le da a la monarquía un sentido que, como dice Dante, hasta entonces no había sido analizado. Simplemente, porque no existía. Es sólo a través de ella que la comunidad puede articularse como tal. La conclusión de Dante es que, mientras exista pluralidad de monarquías, siempre va a subsistir el peligro de la división. Así, llevado a sus últimas instancias, este principio conduce a la conclusión de que, para realizar el reino de Dios en la Tierra, debe haber necesariamente un único monarca universal, que es el Emperador.

Más allá de las consecuencias ideológicas que extrae Dante, lo interesante es cómo la teoría aristotélica de las formas de gobierno empieza a torsionarse para dar lugar al concepto (totalmente extraño a la misma) de la monarquía como expresando un principio que le es específico; y, en definitiva, cómo lo político empieza a emerger como algo distinto de lo social. Pero el paso decisivo en este sentido sólo se produce a fines del siglo XVI y comienzos del siglo XVII, acompañando un nuevo quiebre ocurrido en los regímenes de ejercicio del poder político, el cual se apartará ahora de su matriz estamental-corporativa renacentista.

La estructura del pensamiento del Barroco

Con el surgimiento de las monarquías absolutas, el rey dejará de ser un mero árbitro entre los distintos estamentos para colocarse ya en una relación de trascendencia respecto de la sociedad. Tendrá ahora una naturaleza completamente distinta al resto de los súbditos. En la medida en que participa inmediatamente de la esencia divina, que corta todo vínculo en común con el resto de los mortales, se coloca en situación de trascendencia y preeminencia respecto de aquellos sobre los que

ejerce su poder.[20] Y esto va a marcar un nuevo giro político crucial.

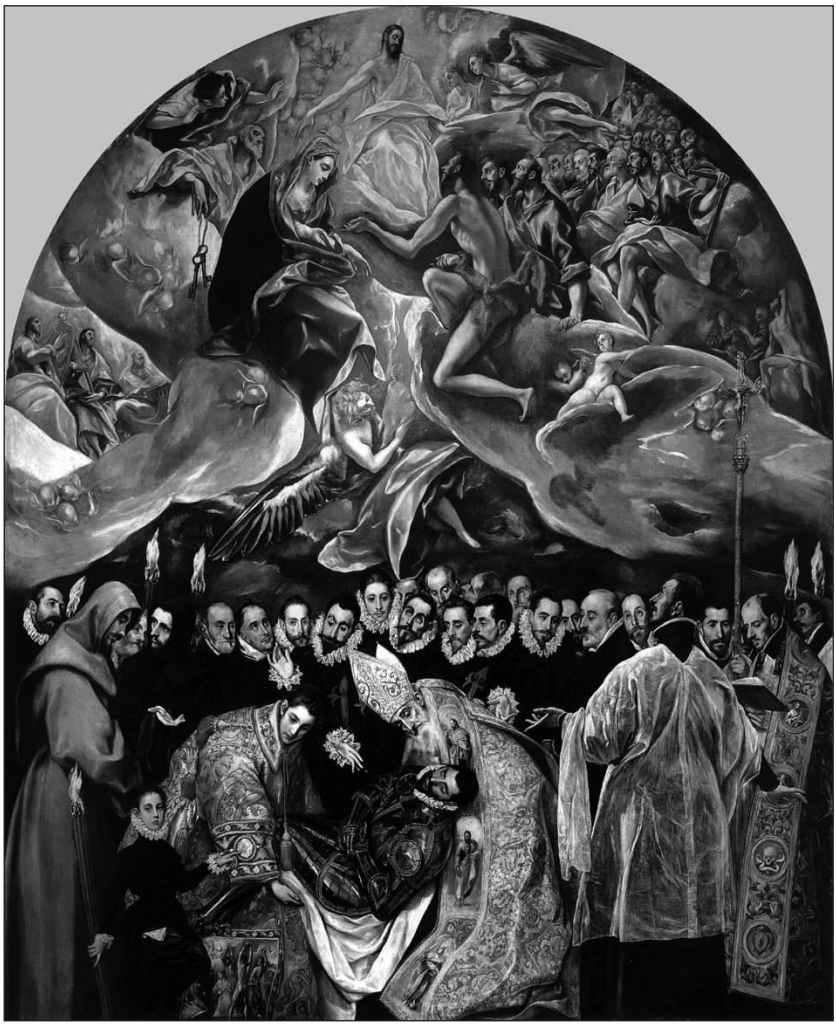
Ese tránsito que se opera acompaña, en España, la crisis imperial que se inicia hacia el final del reinado de Felipe II. Un hecho fundamental, en este sentido, lo marcó la pérdida de sus colonias europeas. Pero esto se liga a un fenómeno más general. Este transito hacia las monarquías absolutas coincide también con la disolución de los ideales universalistas de los viejos imperios y la afirmación en Europa de un sistema de monarquías nacionales. Esto lo podemos llamar, también, como el paso de la monarquía renacentista a la monarquía barroca. Hay un cuadro de El Greco, *El Entierro del Conde de Orgaz*, que expresa muy bien cuál es la estructura fundamental del pensamiento barroco. Quisiera aquí referirme brevemente al mismo para ver luego cómo se expresa esto en el plano más específicamente político.

En este cuadro, El Greco retoma un motivo sacro tradicional: la muerte del Conde y la elevación del alma al cielo. Hay un sentido de elevación tras la muerte, en la búsqueda de la comunión final del alma humana con lo divino. Pero acá aparece algo nuevo y llamativo, que es este corte que se produce en el medio del cuadro. Hay una línea que divide muy tajantemente lo inferior de lo superior, el ámbito divino del ámbito mundano. Ambos niveles, de hecho, responderían a lógicas muy distintas, lo que se expresa en la conocida tendencia de El Greco a estilizar las figuras, la cual aquí se desdobla también: mientras que los cuerpos que están por debajo se curvan hacia abajo vencidos por su propia materialidad, los que están ubicados en el plano superior, en cambio, a medida que se van aproximando hacia lo alto, se van torsionando y elevando para encontrar su principio de unidad en Dios.

Lo cierto es que la comunicación entre los dos planos se ha vuelto imposible. El abigarramiento de las figuras, ese impulso manierista propio del Barroco, hace que el corte en la sección media del cuadro se haga tajante, no deja abierta ninguna vía de acceso entre uno y otro. De

---

20/ La identificación del monarca con Dios ciertamente existía desde mucho antes, no es un invento de Jacobo I. Sin embargo, lo que cambió entonces es la idea misma de ese Dios con el que se va a identificar al monarca. Éste ya es un Dios nominalista, una pura voluntad incondicionada. Es esa idea de Dios la que se encuentra también en la base del concepto de Ley que Suárez elabora en *De legibus*. Para Suárez, a diferencia de Santo Tomás, si una ley obliga, no obliga porque sea justa; lo que convierte a una ley en una ley obligatoria y universal es la naturaleza de su fuente, de la autoridad de la que emana. Para que una ley sea ley, esto presupone un poder de coerción, alguien capaz de poder sancionarla y hacerla obedecer.



allí que los miembros del cortejo no puedan tener una visión directa de Dios. El único que está mirando hacia arriba y puede observarlo es aquel que se ha separado del cortejo, que es la figura que está abajo a la derecha, el sacerdote que preside el oficio religioso. Es en él en quien se reproducen los pliegues de lo sagrado (los mismos pliegues se encuentra en las vestiduras de Cristo y en las del sacerdote, y también en la mortaja que está por recibir el alma del difunto).

Este es un personaje fundamental, porque con él aparece algo nuevo: la figura del mediador como aquél que es ahora el único que puede comunicar los ámbitos de lo sagrado y lo profano y restituir al

mundo su unidad perdida. Si bien la figura del mediador en sí no es nueva, sí lo es la naturaleza de la función que le toca realizar. Desde el momento en que toda comunicación inmediata entre ambos planos se hubo quebrado, éstos podrán vincularse únicamente a través de la intervención de un tercer factor que no pertenezca completamente ni a uno ni a otro, pero que no sea tampoco totalmente ajenos a ellos, que participe de ambos dominios y de ninguno a la vez. Es, en fin, esa figura del mediador la que de ahora en más se va a colocar en el centro de la escena, y la que se va a volver también particularmente problemática. En ella va a venir a condensarse el trasfondo trágico que subyace y define al siglo XVII: una vez que Dios se ha retirado del mundo, esta figura se encontrará siempre desgarrada por esta doble naturaleza suya. Así, en ella se va a venir a hacer manifiesto ese desdoblamiento cósmico acaecido, va a reproducir en su interior esa escisión que atraviesa el cuadro.

Lo dicho permite comprender mejor lo señalado por Ernst Kantorowicz en su texto clásico acerca de los dos cuerpos del Rey. Según señala con motivo de la Revolución Británica, el argumento con el cual es ejecutado el monarca va a ser esta idea del doble cuerpo del monarca: su cuerpo místico, que no muere, y su cuerpo terrenal, que sí muere. La revolución no se habría dirigido contra la investidura del monarca sino sólo con su encarnación terrena deficiente. Lo cierto es que entre ambos cuerpos del rey se abrirá ya un abismo insalvable. Como lo muestra Kantorowicz en su análisis de *Ricardo II* de Shakespeare, el monarca, "esa especie de Dios que sufre más de los males mundanos que sus adoradores",[21] se encontrará irremediablemente escindido, y por eso se convierte en una figura trágica.

Toda la literatura trágica del siglo XVII reproduce una misma estructura. Ésta se desprende a partir de la conciencia de la existencia de una contradicción ineliminable entre el amor y el honor. El personaje trágico normalmente está desgarrado entre axiologías incompatibles

---

21/ Ernst Kantorowicz, *The King´s Two Bodies. A Study in Medieval Political Thought* (Princeton, Princeton U.P., 1981), p. 20. Como señala Kantorowicz, el Rey era tradicionalmente considerado como una *persona mixta*, que participaba simultáneamente de lo temporal y de lo eterno, que conjugaba en su persona una doble naturaleza. No es esto, sin embargo, lo que se señala con el motivo de "los dos *cuerpos* del Rey". La palabra clave aquí es la de *cuerpo*. "La duplicación expresada en el concepto de *persona mixta* refiere a las capacidades temporales y espirituales, pero no refiere a los cuerpos natural y político" (KANTOROWICZ, *The King´s Two Bodies*, p. 45).

como, por ejemplo, casarse con la mujer que realmente ama pero que no debe amar o bien seguir las convenciones sociales y casarse con quien debe casarse, aunque no la ame. Debe así optar entre seguir su voluntad, casarse por amor, realizar los principios de justicia, orientarse a valores superiores, universales, y así contravenir las normas sociales, o bien ser un buen ciudadano, observar los patrones establecidos, al precio, sin embargo, de tener que renunciar a los valores trascendentes, como el amor, la justicia, etc.

Esta antinomia expresa, en última instancia, aquella problemática eminentemente política que surge en esos años, la cual se condensa toda en el tópico del tiranicidio (Juan de Mariana, uno de los pensadores más importantes del siglo XVII español, incluso discute, en uno de sus libros, cuáles serían las formas más propiamente cristianas de asesinar a un rey).[22] La idea de pacto social a la que el pensamiento neoescolástico hispano le da su primera formulación sistemática en tiempos modernos está asociada estrechamente a este tópico: desde el momento en que impone la idea de la existencia de un límite al poder real, de la existencia de ciertos principios que el monarca no puede violar sin convertirse en un tirano, lleva ya implícita la idea de la legitimidad del tiranicidio; es decir, de desconocer como tal al monarca que hubiera violado supuestamente el pacto. Pero ello enfrenta a los sujetos a un dilema, que pronto, con las Guerras de Religión, se volvería acuciante. Frente a la existencia de un rey apóstata, un rey que ha violado la justicia, el sujeto no puede evitar preguntarse: ¿qué hago frente a esa situación?, ¿sigo fiel a mis valores y me levanto contra el tirano, es decir, voy en contra de todas mis obligaciones como ciudadano y destruyo la comunidad misma, o, por el contrario, soy un buen ciudadano, acepto la obediencia que le debo como tal al soberano, violentando con ello mi conciencia moral? Esa escisión que se observa entre las dos esferas del cuadro se traducirá así en un desgarramiento subjetivo.

La quiebra del principio renacentista de continuidad entre lo alto y lo bajo, de la idea de naturaleza como un fluido que recorre y unifica los seres, y los comunica, a su vez, inmediatamente con Dios, va a teñir a todo el pensamiento barroco. Toda la estructura de la cultura del Barroco estará determinada por la oposición entre lo externo y lo interno, lo superior y lo inferior y la imposible comunicación entre estos dos ámbitos. Las fachadas barrocas, y la proliferación de figuras

22/ Véase Juan de Mariana, *La dignidad real y la educación del Rey* (Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1981).

y formas que le es característica, tienen que ver con esta vocación por delimitar claramente los dos dominios. Pero, al mismo tiempo, es necesario que exista alguna comunicación entre ellos. El Barroco será un pensamiento de la escisión, y también de la mediación, la que se vuelve necesaria e imposible al mismo tiempo, y tanto más una cosa cuanto también la otra.

Una vez que Dios ha abandonado el mundo, nos encontramos atrapados en un mundo de meras apariencias, vacío de sentido. Esta nueva conciencia acerca de la radical insubstancialidad del mundo, que es un problema general del siglo XVII, en la España que ha iniciado ya su declinación se va a expresar de una manera particularmente acentuada, y se va a manifestar en un sentido peculiar. Es aquí que encontramos la segunda de las figuras problemáticas que aparecen en el cuadro de El Greco, además de la del mediador. Ésta es la del niño que se observa en el borde inferior izquierdo. Éste, en la realidad, era el hijo de El Greco. Aquí el artista retoma un motivo usual por entonces. En la plástica de esos años solían aparecer referencias al propio *métier* del artista, por las cuales se pondrá en cuestión la problemática de la representación.

Como vimos, se trata de una escena de un profundo dramatismo, en la que se pone en acto un evento de significación cosmológica (la comunión del alma humana con la substancia divina). Sin embargo, es llamativo que este niño permanezca completamente ajeno a todo lo que está ocurriendo. Él está jugando del todo inconsciente del drama que está transcurriendo a sus espaldas. Es él también el único que mira directamente a los ojos del observador, el único que apunta afuera del cuadro. Representa así otra figura del mediador, la que está poniendo ahora en comunicación el interior del cuadro con quien está fuera de él. Justamente éste que aparece ajeno al drama es al mismo tiempo quien invita al espectador a mirarlo: con la mano hace el gesto de invitar al espectador, a quien dirige su mirada, a observar el cuadro y lo que está ocurriendo en él.

Aquí se produce un efecto extraño. Uno no puede evitar mirar a los ojos a este personaje que lo mira, y lo invita a mirar, pero, desde el momento en que lo hace, nota que inmediatamente se disuelve el carácter dramático de la escena. El sentido trágico del cuadro se diluye en su mirada. Y esto tiene que ver con una problemática ya más específicamente hispana y del siglo XVII hispano, en particular: el problema de la re-presentación. No es casualidad que, en *Las palabras y las cosas*, Foucault, cuando comienza hablando de lo que denomina "la era de la

representación", del siglo XVII, se refiera a España (los dos ejemplos que cita al respecto son los dos españoles: *El Quijote* y *Las meninas* de Velázquez). Entonces es cuando se quiebra, dice, esa unión mística que existía entre lo invisible y lo visible, entre los signos externos y la esencia interior, que era propia del saber del Renacimiento.

Es interesante observar el giro que se produce al respecto en el curso del siglo XVI. Un ejemplo del modo en que opera lo que Foucault llama el sistema de las signaturas lo ofrece el caso de Colón. En *La conquista de América*, Tzevan Torodov muestra este afán casi compulsivo de Colón por designar las cosas que descubre, el cual se liga a su vocación por captar en el nombre la esencia de las cosas mismas designadas. Torodov cita al respecto un ejercicio que hace el padre Las Casas respecto del propio nombre de Colón. Según decía el fraile:

> Los nombres deberían acordar con las cualidades y usos de las cosas. Esto es por lo que se llamaba Cristóbal, que significa *Christum ferens*, que significa "portador de Cristo", y es así que firmaba su nombre, porque, en verdad, él fue el primero en abrir las puertas del mar océano a fin de portar nuestro salvador Jesús Cristo sobre las olas de aquellas remotas tierras y aquellos reinos hasta entonces desconocidos. Su sobre nombre fue Colón, que significa "repoblador": un nombre adecuado al hombre cuya empresa trajo el descubrimiento de estos pueblos.[23]

Como vemos, para Las Casas, el propio nombre de Colón tenía ya inscripto lo que él iba a hacer y cuál era su misión sobre la Tierra. Un siglo más tarde, esto ya había cambiado completamente. Producida la expansión ultramarina, los europeos habían descubierto la infinidad de culturas y lenguas que existían en la Tierra, y con ello aparecía un sentido nuevo de relatividad cultural, de que las formas de designar las cosas serían siempre convencionales e infinitamente variables. Para un Fray Luis de León (uno de los grandes místicos españoles de fines del siglo XVI), sigue siendo cierto que los nombres tienen inscriptos dentro de sí la esencia misma de las cosas, pero, para él, esto sería así sólo en la lengua edénica. Tras afirmar que a través del nombre Dios nos está presente, aclara inmediatamente:

> Pero así nos está presente que en esta vida nunca nos está presente. Quiero decir que está presente y junto con nuestro ser pero muy lejos

---

23/ Citado en Tzvetan Todorov, *The Conquest of America* (Nueva York: Harper & Row, 1984), p. 26.

> de nuestra vida y del conocimiento claro que nuestro entendimiento apetece. Por lo cual convino o por mejor decir fue necesario que entre tanto que andamos peregrinos del en estas tierras de lágrimas ya que no se nos manifiesta ni se junta con nuestra alma su cara tuviésemos en lugar de la en la boca algún nombre y palabra y en el entendimiento alguna figura suya como quiera que ella sea imperfecta y oscura y como san Pablo llama "enigmática."[24]

A diferencia de lo que era el estado edénico originario, donde Dios se nos presentaba inmediatamente ante nuestra vista, ahora sólo se nos puede revelar a través de figuras; pero toda figura es imperfecta y deficiente, ya no tiene inscripta dentro de sí su sentido último. Tras la Caída, el lenguaje pasó a ser una construcción artificial, apartada de todo sustento natural. Y entre lo natural y lo artificial no hay medida común. Por su carácter convencional nunca se encuentra presente en la misma palabra la esencia de la cosa designada. Si bien no se rompe aquí con ese esquema tomista, entre ambos órdenes, entre el reino de las causas primeras, que remite a Dios, y el de las causas segundas, que es el modo de operación en la Tierra de esa causas primeras, se ha abierto una brecha infranqueable.

Como señalamos anteriormente, ese problema de la re-presentación es el que se encuentra expresado en el cuadro de El Greco en la figura del niño, su hijo, la segunda de las figuras problemáticas que aparece en él. Ella viene ahora a encarnar la quiebra del vínculo natural entre las palabras y las cosas. Así como aquel que oficia de mediador entre lo alto y lo bajo se coloca por fuera del cortejo (la primera de las figuras problemáticas), aquél otro que viene a introducir al observador en el drama que se nos presenta deberá para ello situarse por fuera del sistema de la re-presentación, permanecer ajeno a ese drama en el cual nos introduce, con lo que, al mismo tiempo que lo hace, nos revela la artificialidad, convencionalidad de su modo de expresión, la radical ausencia en el sistema de la representación de aquello que se encuentra re-presentado. Y aquí también viene a encarnarse una problemática eminentemente política.

Lo que habría emergido entonces como problema es la cuestión de la naturaleza re-presentativa del poder político, en tanto que manifestación visible de la comunidad, el punto en que la misma se hace presente

---

24/ Fray Luis de León, *De los nombres de Cristo* (Madrid, PMI Ediciones, 1994), p. 38.

a sí misma y se constituye por su intermedio como tal. El pensamiento político de los neoescolásticos españolas, y de Francisco Suárez, en particular, nos ilustra el tipo de inflexión que se había producido en el siglo XVII que terminará finalmente abriendo un campo nuevo, que es lo que en el último siglo se designaría con el apelativo *lo político*.

El pensamiento neoescolástico y la emergencia de *lo político*

A medida que el monarca se identifica con Dios, que la figura del rey se convierte en una figura trascendente al mundo, resurgirá necesariamente la vieja problemática teológica, ahora retraducida en clave política: cómo ese monarca, ahora colocado por fuera de la sociedad, puede inscribir sus designios, puede hacer presente su autoridad en el interior de la misma. En definitiva, aparece ahora la cuestión de la *oikonomía* política; cómo el poder político se encarna y regula la sociedad desde su interior. Es entonces que el monarca emergerá como la figura (paradójica) del mediador: aquél que debe restituir la unidad a una comunidad que ya no contiene inmediatamente dentro de sí ese principio que la constituye como tal.

El texto de Francisco Suárez *Defensio fidei* (*Defensa de la fe*) nos ilustra la naturaleza de la inflexión producida entonces en los regímenes de ejercicio del poder y cómo ésta abrirá el campo a la emergencia en Occidente de *lo político*. Dicho texto surge por un encargo del cardenal Belarmino de refutar las tesis del rey "apóstata" de Inglaterra, Jacobo I, que es el primero que sistematiza en tiempos modernos la idea del derecho divino de los reyes: que la soberanía le fue trasmitida a los reyes directamente por Dios. Es frente a este postulado que los jesuitas, en tanto que agentes de un Papado abocado a combatir la Reforma, desarrollan la idea pactista, esto es, que la soberanía no le fue dada directamente por Dios a los monarcas sino por intercesión del pueblo: Dios le dio la soberanía al pueblo, y el pueblo se la transfirió luego a los monarcas.

Todo el pensamiento neoescolástico es un pensamiento de las mediaciones. Pero esta discusión asume, en un primer momento, el carácter de una cuestión gnoseológica o epistemológica. El primer argumento que usa Jacobo I para desconocer la autoridad papal es el derecho de los hombres de ejercer su razón natural en la lectura de los Textos Sagrados. Los Textos Sagrados están escritos, y cualquiera puede, pues,

acceder a ellos sin esperar que el Papa le diga lo que tiene que pensar. Para Suárez, este planteo hace resurgir, sin embargo, el problema teológico original que planteaba Dante. De esta forma, Jacobo I reabría la cuestión de cómo producir la reducción de la pluralidad a la unidad. Su planteo, en fin, nos arrojaba al reino de la diversidad, de las opiniones, destruyendo así cualquier criterio de autoridad y verdad:

> ¿Cómo en la interpretación de las Escrituras cada quien puede no sólo anteponerse ante los doctores de la Iglesia sino a su propio sentir por ciencia cierta, y todo lo que difiere de él dejarlo como opinión incierta de los hombres? El arte de las Escrituras es el único al que todos a cada paso se lo arrogan para sí: la anciana parlanchina, el viejo que chochea, el sofista palabrero; todo se lo apropian, lo destruyen, lo enseñan antes de aprenderlo. Estas palabras parecen una pintura de los sectarios actuales.[25]

De acuerdo con el planteo de Jacobo I, cada uno podría colocar su propia opinión personal en el lugar de la Verdad, lo que destruía su mismo concepto. En dicho caso, cuando surgen dos interpretaciones contradictorias, ya no habría forma de saldar esas diferencias: cada uno podría opinar lo que quisiera; sería el reino del capricho individual.

> Mayor es el peligro si cada uno de los creyentes pone como base de su fe su interpretación personal y su sentido humano. Así no sólo el Evangelio de Dios se convertiría en el Evangelio del hombre sino que además habrá tantos Evangelios y tantas Escrituras como cabezas.[26]

Como ocurre en el cuadro de El Greco entre lo bajo y lo alto, partiendo de las opiniones no se puede acceder nunca a una Verdad única. Para hacerlo se requiere la intercesión de un tercer factor externo que medie entre ambos y permita reducir la pluralidad a una unidad. En última instancia, nos reencontramos aquí con la idea de una *oikonomía* divina, con el misterio trinitario: entre Dios-padre y Dios-hijo se necesita un tercer término, el Espíritu Santo, que sirva de vínculo y los vuelva una sola y única sustancia. Ese tercer término, dice Suárez, que vincule pluralidad y unidad, que reduzca la Opinión a Verdad, no puede ser otro que la Fe.

25/ Francisco Suárez, *Defensa de la fe* (Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1970), Libro I, Cap. X, # 6.

26/ Suárez, *Defensa de la fe*, Libro I, Cap. X, # 7.

Suárez ofrece dos argumentos para demostrarlo. En primer lugar, dice a Jacobo I que, con su apelación a la pura razón natural para la interpretación de los textos sagrados, en realidad, entra en contradicción consigo mismo ("La exhortación del rey a los sectarios sobre la unidad de la fe lleva en sí mismo una contradicción", es, precisamente, el título del apartado 18 del libro I, capítulo XI). En la página 43 del prólogo a su documento, Jacobo I condena, de hecho, a los herejes (a los puritanos que desconocen su autoridad). Pero, con ello, dice, entra en contradicción consigo mismo: si juzga que la razón natural es la base de un conocimiento cierto, ¿por qué les niega a sus súbditos ese ejercicio que reclama para sí? ¿Con qué derecho les va ya a imponer su propia interpretación de las Escrituras y condenar aquellas que se aparten de la suya? Lo cierto, sin embargo, es que aún entonces Jacobo I no puede prescindir de un criterio al respecto, de imponer un cierto principio de autoridad puesto que, de lo contrario, cualquiera podría opinar lo que quiera, incluidos aquellos que cuestionan su legitimidad como tal, sin poder ya nunca, sin embargo, poder justificar dónde afinca ese principio. De allí la contradicción inevitable en la que incurre. En definitiva, con su postulado acerca del libre ejercicio de la razón natural había destruido todo principio de autoridad que permitiera fundar su propia opinión e imponerla por encima de las de los demás, minando así las bases de su poder. Y es acá que aparece el segundo argumento:

> ¿Acaso porque Cristo no está allí de una manera natural y visible y se esconde bajo las especies sacramentales no se le ha de adorar igual que si se presentase visible? Esto sólo se le puede ocurrir a aquellos que únicamente se fían de sus sentidos. Éstos no adorarían a Cristo ni aunque le viesen, porque no verían su divinidad.[27]

Lo que está diciendo Suárez en este párrafo es que no es a través del ejercicio de la razón que nosotros vamos a llegar a la Verdad de Cristo sino a la inversa. Aquél que no cree en Cristo, no lo podría reconocer ni aún cuando se le presentase él en persona. Para poder reconocerlo, es necesario primero creer en él, en su existencia, tener Fe. La fe, dice, precede a la razón como vía para alcanzar la verdad. Suárez no niega así el uso de la razón, pero afirma que ésta sólo puede funcionar en el interior del terreno establecido por la propia Fe. Sólo allí resulta efectiva. Toda la teoría del ejercicio de la razón natural que propone Jacobo I presupone ya una Fe, tiene implícita una Fe.

27/ Suárez, *Defensa de la fe*, Libro II, Cap. IV, # 2.

El argumento de Suárez es el siguiente. Jacobo I dice que quiere acceder a la verdad de las Sagradas Escrituras mediante su razonamiento. Esto quiere decir, para Suárez, que él, entonces, está presuponiendo ya que en las Escrituras se encuentra contenida una Verdad. Y eso es materia de Fe. No es el resultado del ejercicio de la razón natural sino su premisa. Si él quiere ejercer su razón natural para acceder esa Verdad depositada en los Textos Sagrados, es porque ya tiene Fe en ellos; si no, no sería tampoco posible el ejercicio de su razón natural, carecería de sentido. Éste tiene ya incorporada a la Fe como su presupuesto implícito y sólo en el interior de ella puede funcionar.

> Que en esos Libros se encuentra pura la palabra de Dios, o sea, que esos libros son canónicos, lo cree con fe divina, cierta e infalible. De nuevo nos preguntamos por qué lo cree. No porque se eso se haya escrito en ella. Lo primero, porque esa afirmación apenas encontrará alguna vez expresado en ellos. Lo segundo, porque, aunque se encontrara en esa misma afirmación, preguntaríamos por qué se la tenía por divina y bajo el influjo de inspiración de Dios. Luego, forzosamente ha de reconocer que la regla y base para creer al menos en esta verdad particular, a saber, que esos Libros son escritura divina, no es la misma escritura, que, en consecuencia, no es la palabra de Dios no escrita en los libros canónicos, que es lo que ahora llamamos tradición. Por tanto, no puede prometerse ni exigirse una ciencia propiamente dicha, es decir, evidente, como base para la fe.[28]

Vemos nuevamente el esquema trinitario reproducirse en el plano de la relación entre diversidad y unidad, entre opiniones y verdad. Lo que puede reducir esa pluralidad de opiniones a una única Verdad es la intercesión de este tercer término que actúe como elemento mediador entre ambos. Y esta misma estructura que se plantea en el plano gnoseológico es la que Suárez va a trasladar también al plano más estrictamente político.

Volviendo a la cuestión teológica, Suárez dice aquí, retomando la lectura de Tomás de Aristóteles, que hay dos formas de operar de Dios, pero le introduce un giro particular. Dice que hay un poder que está inmediatamente unido a las cosas y otro que actúa sobreañadiéndolo voluntariamente. ¿Qué quiere decir con ello? Cuando Dios opera directamente sobre el mundo, el fin es algo que está inscripto ya en la naturaleza de la cosa en cuestión, por lo que debe necesariamente ser así, no puede ser de otra forma. Podemos reconocer así los modos

---

28/ Suárez, *Defensa de la fe*, Libro I, Cap. IX, # 11.

inmediatos de operar de Dios porque su opuesto es simplemente autocontradictorio, se opone a su misma definición.

Ahora, junto con esas verdades autoevidentes, existen otras que no lo son, y abren el campo a la laxitud. Es acá donde Suárez retoma la teoría de las formas de gobierno de Aristóteles. Toda comunidad política presupone una autoridad: no existe como unidad si no hay relaciones de mando y obediencia. Sólo se constituye una sociedad cuando hay quienes mandan y quienes obedecen. Ahora, los modos de ejercer esa autoridad son variables. Acá entran las distintas formas de gobierno posible. La monarquía no es la única forma posible. Llegado a este punto, entramos en el reino de lo convencional. La existencia de una autoridad es de ley natural, es de orden natural: no puede ser de otra forma. En cambio, los modos en que se ejercita ese poder es convencional y admiten distintas variantes posibles. Éste, dice Suárez, es el axioma de toda teología:

> Ningún príncipe político tiene su autoridad inmediatamente de Dios. De esto finalmente se concluye que de ley ordinaria ningún rey o monarca tiene o tuvo la autoridad política inmediatamente de Dios o por institución divina sino mediante la voluntad o institución humana. Este es el gran axioma de la teología.[29]

Todo el pensamiento teológico político es justamente el pensamiento de las mediaciones. Entre Dios y el monarca se necesita un tercer término, que es la comunidad o pueblo que confiera la autoridad al monarca. ¿Qué es lo que dice Suárez? Dios no confirió el poder a ningún hombre en particular sino a la comunidad como un todo. La soberanía es de derecho natural, pero la figura del soberano es algo convencional: Dios no decidió que tal o cual sea el monarca. Incluso las formas de gobierno son cambiantes. Dios ni siquiera instituyó que tenga que haber un monarca. Y cuando entramos al reino de lo convencional, en que las cosas no operan de un modo determinable de antemano, se necesita siempre una instancia que medie entre la esencia y su manifestación y produzca un efecto determinado. En este caso, la comunidad como un todo es la que ocupa el lugar de la mediadora entre Dios y el monarca confiriéndole a éste la soberanía; porque el único portador de la soberanía es la comunidad como un todo y no un individuo particular.

29/ Suárez, *Defensa de la fe*, Libro III, Cap. II, # 10.

Esta necesidad de la mediación tiene implícita la idea de un exceso constitutivo de la soberanía respecto del soberano, un exceso de la comunidad respecto de la figura real. Cabe aclarar, cuando se habla acá de pueblo no se está refiriendo a ninguna realidad material. El pueblo al que se invoca es un puro principio político. El pueblo o la comunidad como un principio político encarna todo aquello de la soberanía que excede a la propia figura del soberano. De allí deriva la idea del pacto asociada al postulado de la existencia de límites metapositivos a la autoridad del soberano. La comunidad designa simplemente todo aquello que se coloca por encima del soberano, aquello que el propio soberano no puede trastocar sin volverse en su contrario, un tirano.

Jacobo I va a responder que esta doctrina del pacto, en realidad, va a sentar un principio anárquico; porque, si el pueblo le otorga la soberanía al monarca, entonces se la puede retirar en cualquier momento. Y así es imposible instituir cualquier autoridad. Si nadie va a obedecer al monarca siempre que se le ocurra no hacerlo, no hay soberanía ni soberano. ¿Cómo responde Suárez, a su vez, este argumento? Es cierto que todo el pensamiento neoescolástico está asociado a la legitimidad del tiranicidio. Sin embargo, no hay que olvidarlo, se trata ésta de una doctrina del poder, de la obediencia, no de la resistencia. Y acá encontramos el aspecto crucial del pensamiento de Suárez, que no está verdaderamente en la doctrina pactista, como suele interpretarse retrospectivamente (puesto que así puede vérselo como un antecesor de las ideas que luego desarrollarán los autores ilustrados). El verdadero núcleo del argumento de Suárez no está ahí sino en este otro aspecto.

En *De legibus*, Suárez ofrece una primera respuesta a la objeción de que su doctrina tenga consecuencias anárquicas, respuesta que es también la más conocida: que, una vez concedida la soberanía, el pacto sería irrevocable. Pero, así planteado, el argumento resulta precario. De hecho, Suárez no puede todavía prescindir del establecimiento de algún límite al poder real: el pueblo debe obedecer incondicionalmente a ese monarca siempre y cuando ese monarca siga siendo un monarca legítimo. Pero si viola la justicia y reniega de los valores sagrados establecidos por Dios, deja de ser monarca, y, por lo tanto, se vuelve legítimo destronarlo:

> Pero será preciso que de tal derecho conste suficientemente por los momentos antiguos y ciertos o por costumbre inmemorial. Por la misma razón, si el rey su legítimo poder lo convirtiere en tiranía, abusando de él en manifiesta ruina del Estado, el pueblo podría hacer uso de su poder natural de propia defensa, porque de este nunca se

> privó. Mas fuera de estos casos o de otros semejantes nunca le es lícito al pueblo rebelarse contra el poder legítimo apoyándose en su poder.[30]

Reconoce que, salvo en ese caso, el pueblo no puede rebelarse, pero, aún así, pone un límite. Cuando se convierte en tirano, desaparece toda obligación de obediencia. Quien revocaría el pacto no es el pueblo, sino el propio soberano, dando lugar al legítimo ejercicio del derecho de resistencia. Pero esto no altera la cuestión de fondo. Así planteada, no parece haberse avanzado demasiado, la conclusión no se distingue demasiado aún del punto de partida del que quería apartarse. Hay, sin embargo, un segundo argumento, mucho más importante, y menos percibido, que es el que le da a este primero su consistencia. El verdadero núcleo del problema, para Suárez, no es si es legítimo o no levantarse contra un rey tirano, lo que vimos que efectivamente es así, para él, y, en verdad, para todo el pensamiento de la época por el hecho de que la definición misma del rey como tirano lleva implícita ya su desconocimiento como tal. El verdadero problema no es ese sino *quién puede decidir cuando un rey se ha vuelto tirano*. Es acá donde surge el problema último que plantea toda la política moderna, el núcleo traumático y trágico que adopta la política a partir de ese momento.

El argumento de Suárez se completa así. Por un lado, el soberano requiere que la comunidad le trasmita la soberanía para constituirse como soberano, pero, inversamente, esa comunidad no existe como tal desprendida del cuerpo del propio soberano. Sin una autoridad, no existe la comunidad. Ambas nacen juntas, una presupone a la otra, porque es sólo en el cuerpo del monarca donde esa comunidad encuentra su principio de unidad:

> Este poder y la comunidad se forman mediante el consentimiento y la voluntad de cada uno. Luego de esas voluntades emana el poder. Antes que los hombres se reúnan en un cuerpo político, este poder, ni total ni parcialmente, se da en cada uno de ellos, más aún, ni siquiera se da en el mismo, llamémoslo así, rudo conjunto conglomerado de los hombres, según se ha explicado en el capítulo anterior. Luego nunca ese poder puede provenir inmediatamente de los mismos hombres.[31]
>
> Afirmo, en segundo lugar, que este poder en la naturaleza humana hasta que los hombres se juntan en la comunidad perfecta y se unen políticamente. Ese poder no se da en cada uno de los hombres

30 Suárez, *Defensa de la fe*, Libro III, Cap. III, # 3.

31/ Francisco Suárez, *De Legibus* (Madrid: CSIC, 1971), Libro II, Cap. III, # 1.

> tomados por separado ni en el conjunto multitud de ellos, como en confuso sin orden ni unión de los miembros en un cuerpo.[32]

Hay una simultaneidad de la institución del poder y la comunidad como tal. ¿Esto qué significa? De nuevo aparece el problema de la mediación. Así como entre Dios y el monarca se necesita la comunidad como ese tercer término que interceda, inversamente entre la pluralidad de sujetos y la institución de la comunidad como un todo se necesita la intercesión de una instancia que los articule, que no es otro que el propio soberano. Este soberano no es necesariamente el monarca, pero sí la existencia de una autoridad política que es la que haga posible la reducción de esa pluralidad a la unidad. Hasta que no hay una autoridad política, lo que tenemos es un simple conglomerado de seres, no existe una comunidad propiamente dicha.

Lo expuesto significa que la comunidad nunca es inmediatamente una respecto de sí misma. El principio de unidad que la constituye como tal le viene a ella desde fuera. Y esto cambia completamente lo que vimos acerca de la teoría de Aristóteles. No es un trabajo de la sociedad respecto de sí misma, la búsqueda de equilibrios entre sectores lo que designa la política. Se abre aquí un terreno nuevo que se encuentra por fuera de lo social y que es, al mismo tiempo, aquél que instituye lo social. Ese fuera de la comunidad no es sino el *principio de lo propiamente político*, que recién ahora aparece. Es, en fin, la emergencia de ese tercer término el que hace manifiesta la apertura de un nuevo horizonte en Occidente.

Éste se despliega a partir de un doble exceso. Por un lado, la comunidad, la cual indica todo aquello de la soberanía que excede a la figura del soberano (lo que podemos llamar el principio de lo social). Pero, en el otro extremo encontramos este exceso opuesto (el principio de lo político), que indica todo aquello del soberano que excede a la comunidad y que la constituye como tal. Es este doble exceso lo que abre ahora un campo nuevo en Occidente. Y ello nos permite comprender cómo han cambiado para entonces los regímenes de ejercicio de poder. Cómo se había producido una inflexión fundamental en Occidente por la cual lo político se desprenderá de lo social y aparecerá como un principio aparte de él y más primitivo. Es en ese horizonte de lo político en donde se va a inscribir en lo sucesivo todo el debate político. Y es esta figura del mediador, que se va a encarnar sucesivamente en diversas instancias (el monarca, el Congreso, la Ley, la Nación, el Partido, etc.), la que

---

32 Suárez, *De Legibus*, Libro II, Cap. III, # 6.

se va a colocar también una y otra vez en el centro de los debates, en quien vendrá a condensarse el núcleo traumático de la política moderna. Sea cual fuere la expresión que asuma, va a vivir siempre desgarrada por su propia doble naturaleza, divina y humana, particular y universal, mundana y sagrada. Aún así, nunca podrá prescindirse de ella, puesto que el problema que se había abierto entonces, o mejor dicho, aquello que ahora se había vuelto un problema (cómo reducir la pluralidad de voluntades particulares a una única voluntad general) ya no habrá de cerrarse. Rota la idea de comunión inmediata de la sociedad consigo mismo, su conformación como tal sólo podrá ser el resultado de un trabajo, que es el trabajo de la política. La sociedad no podrá realizarse sin apelar a un factor externo que suplemente esa carencia constitutiva suya. Pero, con ello, este tercer factor no hará más que internalizar, y reproducir en otro plano, esa escisión constitutiva de lo social. Una vez que se produjo esa escisión, cada sujeto se va a encontrar también desgarrado.

¿Cuál es, en suma, el gran descubrimiento, si cabe decirlo así, del siglo XVII, cuál el sentido último de las doctrinas pactistas que surgen entonces? Es lo que podemos llamar *la naturaleza simbólica del poder*, esto es, que el soberano es sólo el depositario de una fuerza que no emana de él sino que viene a inscribirse en él. El descubrimiento de este carácter expresivo, simbólico, re-presentativo del poder (el exceso de lo social respecto de lo político), va acompañado, inversamente, de otro igualmente crucial: el de su efectividad política como tal (el exceso de lo político respecto de lo social). En definitiva, lo que se descubre es la estructura del campo de *lo político*, el cual se despliega a partir de la diagonal trazada por un doble exceso: de la comunidad respecto del poder político y del poder político respecto de la comunidad, los cuales, en consecuencia, ya no serán inmediatamente uno respecto de sí mismos, se encontrarán siempre escindidos internamente.

Ésta inflexión, que, como vimos, se producirá entre los pliegues de lo sagrado, constituirá una problemática originalmente teológica-política. En esto va a ser fundamental toda una serie de dualismos que se van a instaurar con la afirmación de las monarquías absolutas. Y, paradójicamente, será también lo que las terminará llevando a su destrucción. Reconstruir este proceso escapa al alcance del presente trabajo. Pero lo visto hasta aquí ofrece el trasfondo imprescindible para ello. Como se señaló al comienzo, entender cómo se llegó a las revoluciones de independencia resulta imposible si antes no dislocamos la imagen uniforme y homogénea que se tiene del Antiguo Régimen colonial y situamos las mismas en el marco más amplio de esa inflexión fundamental que se produjo en el curso del siglo XVII.

James E. Sanders

Revolution and the Creation of an Atlantic Counter-Modernity: Popular and Elite Contestations of Republicanism and Progress in Mid-Nineteenth-Century Latin America

When the would-be Emperor of Mexico, Archduke Ferdinand Maximilian Joseph of Austria, embarked in Veracruz in 1864, he declared that Mexico "owed the rebirth of order and Peace" to the "civilizing banner of France, raised so high by its noble Emperor". Maximiliano claimed that with his rule, "partisan hatred' would end and Mexico would enjoy "the fruits of civilization and true Progress".[1] After the debacle of the French Intervention had culminated in Maximiliano's execution, a Brazilian paper praised him for having attempted to bring order and "civilization in political matters" to a country plagued by "anarchy".[2] In this vision of civilization, Europeans, by securing order through a progressive monarch, would bring modernity to Mexico. Yet, even before Maximiliano's arrival, a Guadalajarense paper rejected Europeans' and New World Conservatives' understanding of the locus and meaning of modernity, arguing that Mexico "represents the

1/ Speech of Maximiliano, Veracruz, 28 May 1864 reprinted as a broadside, DE Villar Y Bocanegra (1864), in Archivo Histórico del Museo Regional de Guanajuato — Alhondiga de Granaditos, Guanajuato (hereafter AHMRG), Fondo Bandos, Proclamas, Circulares, Manifiestos y Similares, n. 510. I would like to thank all the organizers and participants of the symposium "Les Empires de Monde Atlantique en Révolution" for their hospitality and intellectual stimulation, with special thanks to Clément Thibaud, with whom I have had the good fortune to discuss our corner of the nineteenth-century world in such varied places as Warwick, Champaign-Urbana, and Paris. Research for this essay was, in part, conducted under a Kluge Fellowship at the Library of Congress and faculty research grants from Utah State University.

2/ *Correio Mercantil* (Rio de Janeiro), 3 August 1867.

interests of the New World, land of democracy, combating the interests of the Old World, land of tyranny and human degradation".[3] Another paper from Morelia declared that the Americas, united together in common cause, "would save the world from ambitious monarchs' oppression". Once the American republican system had toppled these European thrones, "in their place will arrive the rule of Enlightenment and liberty, the happy reign of universal democracy. This is humanity's destiny".[4] Countering claims that modernity emanated from Europe and order was its central attribute, these Mexican writers declared civilization's home to be America and that democracy, republicanism, and liberty defined modernity. In this essay we will briefly explore, mostly for Colombia and Mexico, the centrality of revolution in this competing alternative modernity, especially compared to the dominant modernity of the North Atlantic. I argue that the public sphere's celebration of revolution's liberating effects for creating modernity sharply contrasted with dominant visions of civilization that denigrated such revolutions as mindless civil wars and stressed order above all else.[5] I then suggest how subalterns seized both the reality and discourse of mid-century revolutions to promote their own agendas in ways much more efficacious than under the North Atlantic visions of modernity. Finally, I briefly close with the decline of this alternative vision of modernity in the 1870s and 1880s, as Mexicans and Colombians once again embraced order as a way of obtaining a modernity defined above all by economic development.

Central to this alternative modernity—which I call American republican modernity to differentiate it from what would come to be called "Western" modernity—was the idea that revolutions did

---

3/ *El Voto del Pueblo* (Guadalajara), 29 June 1862 reprinted in *La Alianza de la Frontera-Suplemento* (Chihuahua), 29 July 1862.

4/ Juan González Urueña, "El verdadero objeto de la intervención", *La Guerra* (Morelia), 7 February 1862.

5/ I am not exploring the intellectual history of revolution as evidenced by the essays of *letrados*, but how the concept of revolution appeared in the public sphere of newspapers, speeches, and political debates. In any study of ideas in the nineteenth century, care must be taken between the *letrado* discourse in essays, treatises, and salons and the public sphere discourse of newspapers, public speeches, and taverns (although the agent of production may have been the same person). For the development of the public sphere, see Guerra and Lempérière (1998). I am also more interested in the social and political consequences of the changing meaning of revolution, than in simply mapping its intellectual history. See Palti (2009), pp. 13-28.

not destroy and weaken civilization, but, rather, fomented modernity.[6] I use revolution here in the epic manner of nineteenth-century Latin America, as any great disturbance, be it a civil war or foreign invasion, which lead to a change in governance.[7] Certainly, many of the standard works surveying nineteenth-century Latin American or world history view Spanish American revolutions after independence as nothing but meaningless civil wars, brute and corrupt contests for power.[8] Bernard Bailyn in his treatise on Atlantic History notes Latin America's late joining of the Age of Revolution would end in the "collapse of Latin America's new republics into despotic fiefdoms and anarchic city-states".[9] David Landes mocks the new republics of Latin America as "a penny-dreadful of conspiracies, cabals, coups and countercoups—with all that these entailed in insecurity, bad government, corruption, and economic retardation". These societies, Landes asserts, "were not 'modern' political units'.[10] So different politically than Landes, Hobsbawm makes a similar, if more careful, point concerning nineteenth-century revolutions in world history:

> The most frequent, those of Latin America, appeared to consist mainly of pronunciamentos [military coups] or regional secessions which did not noticeably change the complexion of their countries, so much so that the social component in some of them was generally overlooked.[11]

For Paul Johnson, Latin American revolutions only lead to "mass killings and unbridled tyranny", and certainly did not create the conditions of modernity.[12] Even for Latin Americanists, it is still something of the conventional wisdom (if fading) that nineteenth-century political struggles in Latin America were an elite affair, and that most subalterns in the nineteenth-century were pre-political, simple "folk" protecting historic life ways from the outside world, or only conscripted into

---

6/ I use "Western" here to signify the dominant notions of modernity accepted by North Atlantic social scientists. Taylor (2004).

7/ Fuentes and Fernández Sebastián (2002), p. 635.

8/ Morse (1989); Wiarda (1992).

9/ Bailyn (2005), p. 110.

10/ Landes (1999), p. 313. See also Huntington (1999), pp. 279-311.

11/ Hobsbawm (1975), 166.

12/ Johnson (1991), p. 628.

politics as cannon fodder or clients of powerful patrons.[13] The nation, republicanism, revolutions, all meant nothing to subalterns, except as it disrupted the world of their *patria chica*. Perhaps this view is best summed up by Conrad's canonical novel *Nostromo* (so influential in defining the "West"). Referring to a revolution in the fictional Spanish American state of Costaguana, the expatriate Englishwomen Mrs. Gould wonders at how the local gentry takes public life so seriously, given their politics were really just "a puerile and bloodthirsty game of murder and rapine played with terrible earnestness by depraved children".[14] Her husband similarly mocked the:

> Liberals, as they call themselves. Liberals! The words one knows so well have a nightmarish meaning in this country. Liberty, democracy, patriotism, government—all of them have a flavour of folly and murder.[15]

Of course, for many *letrados*, especially early and late in the century, this was the dominant view. By the later 1820s, the chaotic political situation had dashed any early hopes engendered by the wars for independence.[16] In the public sphere of daily political discourse, Mexican newspapers fretted that "the apostles of anarchy, sedition and disorder' had corrupted the *pueblo* with their demagoguery to the extent Mexico risked a "total degeneration of society".[17] Due to the deterioration of the respect for property and individual liberties, papers warned of the "ruin of the republic" and the "horrors of barbarous despotism".[18] Mexicans hardly considered themselves alone. As the young state faced yet another armed uprising in 1832, a writer warned that if such chaos continued, "we would succumb to a military anarchy, perhaps more pernicious than that in Colombia".[19] While they had been optimistic

---

13/ Thurner (2003), pp. 21-22. For independence, see Anderson (1991). For "folk", see Burns (1980). For patron-client relations, see Chasteen (1995). For pre-political, see Bushnell and Macaulay (1988) and Lynch (1986).

14/ Conrad (1904), p. 73.

15/ *Ibid*., p. 344.

16/ For Independence, see Guerra (1992). For subalterns use of independence revolutions, see Lasso (2007. Of course, many were pessimistic during the wars. Adelman (2006), p. 266.

17/ *El Observador de la República Mexicana* (México), 6 June 1827.

18/ *El Observador de la República Mexicana* (México), 5 September 1827.

19/ *Los Amigos del Pueblo* (México), 8 February 1832; see also *El Genio de la Libertad* (Veracruz), 8 June 1832.

in 1825, by 1827 the editors of *El Observador de la República Mexicana* did not think the nation moved forward towards modernity, but experienced a "fatal retrogression".[20] By the mid-1840s, many found Latin America's situation little improved. In still-colonial Cuba, *El Diario de la Marina*, surveyed the whole of the Americas, noting the looming war between Mexico and the United States, the continued coups in Central America, the rule of caudillos in Peru, the conflict between Buenos Aires and Montevideo and concluded "such is the sad state of the American continent".[21] This condemnation echoed Sarmiento's denunciation of rural caudillos' disorderly barbarism and many other *letrados*' pleas for order.[22] The sense that Latin Americans had only created "republics in form", but not in reality mounted.[23] The politician and diplomat José Fernando Ramírez mocked the clubs and societies forming in Mexico in the 1840s as "no more than a farce and a parody of the meetings held by the English and the people of the United States".[24] Increasingly common were exhortations of failure and collapse. *El Comercio de la Plata* declared "anarchy" and "despotism" thrived in Latin America under the rule of "false republics", which existed only as "words" and not as a 'system'.[25] Due to this sense of republican failure, Conservatives found the 1848 revolutions in France particularly distressing, since they seemed to destroy the bedrock of civilization in its heartland. The *Gaceta de Guatemala* argued that it hardly mattered that France had been a monarchy, since it had an "admirable government". For progress, it mattered less how a nation-state administered power, than that it fomented civilization, citing as a cautionary tale the Caste War of the Yucatán: "the elements of civilization are few and feeble; if these make war amongst themselves, they will weaken and have to succumb to the weight of the forces of barbarism".[26] Republicanism and revolution could become a threat to civilization;

20/ *El Observador de la República Mexicana* (México), 7 November 1827.

21/ *El Diario de la Marina* (La Habana) reprinted in *El Constitucional* (Montevideo), 8 May 1845.

22/ Adelman (2007), pp. 95-97; Halperín Donghi (1973); Brading (1991), pp. 623-628.

23/ Echeverría (1847), p. 43.

24/ José Fernando Ramírez to Francisco Elorriaga, México, 16 September 1846 in Ramírez (1950), p. 75.

25/ *Comercio del Plata* (Montevideo), 18 May 1846.

26/ *Gaceta de Guatemala* (Guatemala), 26 April 1848 reprinted in *El Monitor Republicano* (México), 31 May 1848.

they mattered less than the preservation of order and elite society. For the both the public sphere and the privileged intellectual discourse of *letrados* (and for many twentieth-century historians and political scientists) order was the central problem of the nineteenth century and disorder the greatest detriment to establishing modern civilization.[27] After the disastrous U.S. invasion, *El Siglo Diez y Nueve* encapsulated this view, declaring that in "modern times" there was no better mark of "civilization" than achieving "political order" over "turbulent anarchy".[28]

Around mid-century, upon Liberals' assumption of power in Mexico and Colombia, a different vision of revolution became omnipresent in the public sphere (certain elements of this vision already had been percolating for some time).[29] This conception of revolution was part of a broader reconceptualization of modernity that occurred around mid-century across much of Spanish America. A new vision of civilization emerged that I call American republican modernity, as it privileged republicanism and rights as markers of modernity over older visions of European high culture and wealth and competing North Atlantic visions of state power, industrialization and technological prowess. American republican modernity also imagined the locus of modernity not in monarchical Europe, but envisioned the future as occurring in the republican Americas. For this essay, I will only focus on one aspect of American republican modernity: the efficacy and importance of revolution in creating, promoting, or defending republicanism and rights, thus engendering modernity.[30]

After the War of the Reform, while Mexican writers looked forward to a new dawn of peace and prosperity they did not regret the violence and war necessary to impel modernity forward. In 1861, in a speech in Hidalgo de Parral celebrating the Liberals' triumph, José María Camarena declared that the past revolution had been a "step on the road to civilization". Revolution was the path to "the future" and "in order to follow the path correctly, it is necessary to call upon the true principle of republicanism". Liberals did not just celebrate revolution

---

27/ Halperín Donghi (1973), pp. 113-115; Posada-Carbó (1998); Safford (1992).

28/ *El Siglo Diez y Nueve* (México), 7 June 1848; see also 15 December 1848.

29/ The intense fear of indigenous majorities probably debilitated a similar reinterpretation of revolution, at least with similar efficacy, in the Andes. Larson (2004). Although this should not be overstated, see Méndez (2005).

30/ For a general overview of the alternative modernity I call American republican modernity see Sanders (2011).

for revolution's sake, but only if they advanced societies toward republicanism and "liberty, equality [and] fraternity". Camarena argued that while the war had caused much destruction, it also had paved "the way of human progress". He claimed that "in order to establish ourselves we have needed a true renewal, and renewal is almost always destruction, and if the world is to march forward, he who forges the path, and destroys in order to progress, cannot be considered subversive". Indeed, it was revolution's necessity to achieve modernity that excused the inevitable disorder and devastation that had ensued. Camarena's vision was not only abstract, but directly spoke to subalterns as well. Camarena saw revolution as a contest between those promoting human liberation and those defending the *ancien régime* of aristocrats and the idle rich, a discourse that subalterns could turn to their own ends. Camarena understood that the progress the war had secured could be measured by the spread of democracy and equality. He mixed his very nineteenth-century fetishization of progress and civilization with a much older justification that would also have resonated with many of the lower class; almost as if a forerunner of liberation theology, he declared Jesus Christ an "artisan" who was the "father of democracy" and who had "proclaimed equality of men and had to fight against the power of kings". Meanwhile, he referred to Conservatives as "vampires" who wanted to repeat the atrocities of Cortés.[31] Camarena was just one politician speaking in one small town in northern Mexico, but the tropes of his discourse on revolution and modernity—the necessity of revolution to secure progress, the valuation of republicanism and democracy over order as markers of modernity, and the rhetorical celebration of the popular over the wealthy—resonated across the Americas around mid-century.

The celebration of revolution's modernizing force helped Latin Americans define the current state of the Atlantic World and their place in it. While this discourse's influence would increase dramatically after mid-century, even in the 1840s when most *letrados* saw civil wars as dooming Spanish America to barbarism, some writing for the public sphere began to rethink the meaning and nature of revolutions. *El Compás* of Montevideo suspected that Europe was not becoming more modern, but due to its autocratic politics, that had recently crushed revolutions in Poland and Italy, was actually moving backwards: "Under

31/ Speech of José María Camarena, Hidalgo de Parral, no date in *La Alianza de la Frontera (Suplemento)* (Chihuahua), 20 April 1861.

the rule of absolute power, who doubts that the human species regresses in Europe?"[32] In this discourse, order was not an absolute good, but a mark of the failure of revolution to bring modernity to Europe. In Mexico, *El Republicano* criticized the editors of *El Tiempo* for promoting monarchism as being adopted by "the most civilized and liberal countries of Europe". *El Republicano* argued that the New World had its own destiny and that its republics were the future. Those that discredited the republican system hoped to re-introduce monarchy, and thus served European interests as "the thrones that exist there do not want to see even one flourishing republic in the world", as this might serve as a lesson for their own people to foment a revolution against the aristocracy.[33] Spanish America's revolutions and wars were not a negative in this reading; instead the lack of revolution only marked Europe as backward.

By the 1860s, revolutions were no longer markers of barbarism; some argued that more revolutions were needed, in Latin America, the United States, and especially Europe. *La República* of Chihuahua celebrated 1866 as marking a great year in human progress, with "Europe in particular" learning many lessons. Slavery had been abolished in the United States, Mexico was victorious in its struggle, and in Europe "the pueblos […] told their sovereigns: enough oppression, enough of armies. When will you allow us to enjoy our liberties and rights?"[34] While disorder, anarchy and civil wars had so distressed the public sphere early in the century, now some, such as the Peruvian Federico Flores, celebrated civil wars as a necessary step to secure progress. Flores argued civil wars were the response of peoples trying to secure a liberal government and "democratic principles". Worse, was to be like Europe, perhaps with more order, but stuck in the past with monarchs blocking the road to modernity.[35] *El Ferrocarril* of Chile asserted that the New World had already progressed further down the road of modernity and civilization than had Europe: "America, throwing off the iron collar of colonialism, already has completed the great revolution, the great transformation, the grand execution of the past" while Europe still suffered monarchs and *caudillos*. Finally, the essayist asserted that

32/ *El Compás* (Montevideo), 12 May 1841.

33/ *El Republicano* (México), 28 March 1846; for debates on monarchy, see Palti (1998).

34/ *La República* (Chihuahua), 15 February 1867.

35/ Federico Flores, "La América se salvará", *El Comercio* (Lima), 13 July 1864.

the influence of America would spread to Europe, as "democracy will destroy current European society".[36] The problem of modernity was not too much revolution, but not enough.

Indeed, all the disorders of the past were required to establish this republican future; civil wars were an unfortunate necessity to overcome the Old World inheritance of colonialism and religious fanaticism.[37] In a speech to celebrate independence on 16 September 1861 in Chihuahua, Manuel Ojinaga stressed the struggle and even violence of the independence era, but noted the struggle was necessary to obtain "liberty" and thus, "civilization".[38] Civil wars were due to those who had not given up on the past, those who:

> have conspired by every excessive means to implant in our young nation the anguished and invalid institutions of Old Europe, who wanting to shackle its feared rival, America, has launched frequent attempts to monarchize this continent.[39]

In 1861, President Juárez remarked that while the War of the Reform had caused much destruction, it was a "progressive revolution" that had inspired the *pueblo* to demand "democratic institutions" and to institute "radical reforms".[40] Unlike under North Atlantic or Western visions of modernity, order was desirable, of course, but not reified. As European powers invaded Mexico, Gabino Ortiz declared, "I prefer the dangerous storms of liberty to the ignominious peace of slavery".[41] In an 1862 speech in Villa del Paso, Mariano Samaniego surveyed the world and saw an immense international conflict (such as in Italy, the United States, and Mexico), a series of revolutions that pitted the forces of "progress" and "civilization" against those of "retrogression". He noted people feared the word revolution, but argued that the recently

---

36/ *El Ferrocarril* (Santiago) reprinted in *La Nación* (Montevideo), 19 December 1860.

37/ Arias, 1867, 238-240; *La República* (Chihuahua), 9 August 1867. For Colombia as well, the role of religion in civil wars was key, see Ortiz Mesa (2005).

38/ Speech of Manuel Ojinaga, Chihuahua, 16 September 1861 in *La Alianza de la Frontera-Suplemento* (Chihuahua), 5 October 1861.

39/ *La República* (Chihuahua), 18 September 1868.

40/ Speech of President Juárez to Congress, México, 13 June 1861 in *La Alianza de la Frontera* (Chihuahua), 13 June 1861.

41/ Speech of Gabino Ortiz to National Guard, Morelia, 5 January 1862 in *La Guerra* (Morelia), 10 January 1862.

ended civil war had been an 'indispensable revolution' as it had resulted in "the triumph of liberty and of civilization".[42] *La República* compared revolutions to the great volcanoes of Vesuvius, Etna, Popocatepetl and Chimborazo, an explosive force that would not stop until the world was transformed.[43] *El Estandarte Nacional* imagined revolution not as any particular war, but as an omnipotent force that swept across societies, the "work of modern times".[44]

In Colombia, Santos Gutiérrez, assuming the presidency after Tomás Mosquera was ousted in 1867, justified the coup by claiming, with some merit, that Mosquera had been assuming dictatorial power. He argued that "only barbarians" support "the domination of one man" and that by undermining the representative system, Mosquera had attacked the very foundation of "the modern liberties" Colombia enjoyed. Mosquera had made such actions necessary by ignoring Colombian political principles, "principles that are the envy of even the happiest pueblos and the hope of liberals across the world".[45] Gutiérrez thus equated modernity not with order, he was justifying a coup after all, but with maintaining republican institutions and liberties against dictatorial usurpation. Self-justifying or no, it nevertheless helped reify a certain vision of modernity in the public sphere.

What defined a revolution as either mindless destruction or an instigator of progress were the political changes it allowed. If revolutions increased liberty, they moved a society toward modernity; if they suppressed it, the society regressed to a more primitive stage of civilization. *La Nación* of Montevideo lamented that Europeans only saw the disorder of revolutions in Latin America, without recognizing how these disturbances, by securing political liberties, laid the groundwork for other forms of progress.[46] Key was the type of modernity revolution would engender. The Mexican physician Carlos Santa María directly rejected "European progress"—defined for him by steamship, canals, railroads, industry, arts and sciences—arguing instead the "that the true happiness of social life consists in enjoying liberty and independence".

42/ Speech of Mariano Samaniego, Villa del Paso, 16 September 1862, *La Alianza de la Frontera* (Chihuahua), 13 November 1862.

43/ *La República* (Chihuahua), 8 November 1867.

44/ *El Estandarte Nacional* (México), 14 April 1857.

45/ "Santos Gutiérrez á los Colombianos", on board *El Danuvio*, 7 August 1867, *El Boyacense* (Tunja), 7 September 1867.

46/ *La Nación* (Montevideo), 25-26 December 1860.

"The comforts of material life", order, and "respect for property" that Europe offered bore too high of price: "degrading slavery".[47]

Thus, for Liberals, the nature of the revolution in question mattered a great a deal. *La Opinión Nacional* in 1868 defined "progress" as "the definitive conquests of learning, well-being, liberty, and order", but the most important marker was "the sovereignty of the pueblo" which all "modern constitutions" had as their base. The paper exulted that Mexico was one of the few nations who had moved forward during a civil war. The paper certainly recognized the value of peace, but also emphasized that more important were successful resolutions of political questions in favor of a democratic republicanism.[48] Progress could be made during times of disorder, and order alone did not signify modernity or civilization. Critically for subalterns, many Liberals defined a successful 'political and social revolution' that impels society along "the path of progress and reform, of civilization and liberty", as one that codified "the dogma of the sovereignty of the pueblo".[49] While historians may point out Liberals did not mean the lower classes when referring to the *pueblo*, contemporary Conservatives did not doubt the danger and power of this language; subalterns proved Conservatives correct, as we will see below, as the popular classes did not hesitate to appropriate the identity of the *pueblo* and to confront elites with this exact discourse.[50]

To return to the French Intervention, as the invasion loomed, *La Chinaca* defended the Americas and democracy against European accusations of anarchy. The paper began by noting how "calls for liberty" and "democracy" had been crushed in Europe by monarchs so thoroughly that many European peoples "almost do not feel their chains". Thus, the "banner of liberty" had passed to America, whose

---

47/ Carlos Santa María, "Ultimas Noticias de México", *La Independencia* (Durango), 8 April 1862 reprinted in *La Alianza de la Frontera* (Chihuahua), 17 April 1862.

48/ *La Opinión Nacional* (México), 1 April 1868.

49/ León Guzmán, Isidoro Olvera and José Antonio Gamboa, "El Congreso Constituyente á la Nación", 5 February 1857 in *Constitución Federal de los Estados-Unidos Mexicanos, sancionada y jurada por el Congreso General Constituyente* (México, Imprenta de Ignacio Cumplido, 1857), 16, 21, 22. Competing notions of sovereignty emerged after Independence, due to the early malleability of nation and state; see Adelman (2006), p. 397. Letrados engaged in complex debates over the meanings and, especially, limits of the pueblo's sovereignty. See Palti (2009), pp. 36-44.

50/ For Conservatives' critique, see Palti (1998), pp. 23-29.

revolutions had indeed created disorder, but also happiness for the vast majority who were now freed from their former masters. The paper warned, "This example was dangerous". Europe needed to employ its "iron rod" to crush "American anarchy", or risk the New World example inspiring people of the Old: "It was necessary that there be order and that the citizens become slaves".[51] Under early nineteenth-century visions of modernity, anarchy had been proof of America's barbarism, and order necessary to imitate Europe. Under late nineteenth-century visions of modernity, order would be the prime pre-condition of civilization, without which societies were doomed to barbarism. Yet, under American republicanism around mid-century, order, while a fervent desire, was secondary to democratic liberty. As a Colombian Liberal paper asserted, when confronted with "an oligarchic circle" and with the state repressing their rights as if under 'monstrous feudalism', the *pueblo* had 'the right" to rebel.[52] Anarchy, while lamentable, was still preferable to slavery. Order would be the justification for persecuting and excluding subalterns under Western modernity. Since under American republicanism liberty weighed more than order in the public sphere, subalterns gained valuable discursive space they would lose as the century progressed.

Was this just an elite discourse? As we have seen, American republican modernity certainly invoked a language of class that privileged the popular. Ojinaga's speech celebrating Independence in 1861 equated Conservatives with the army, the clergy and "wealthy landholders" who enjoyed "ill-gotten riches"; all of these groups were "cannibals who fed themselves on human blood".[53] A justifiable revolution might not only be defense against foreign invasion or civil war against Conservatives, but even the poor attacking Conservatives' persons and property. Ramón Mercado, a Colombian Liberal politician, celebrated Liberals' taking power (electorally) in 1849 as a "social revolution".[54] In 1850 and 1851, while Mercado served as Cali's governor, a popular uprising against Conservative *hacendados* and slaveholders erupted in the Cauca Valley. Poor men and women attacked prominent Conservatives, destroyed fences enclosing commons, and invaded

51/ *La Chinaca* (México), 30 June 1862.

52/ *El Núcleo* (Bogotá), no date [1857].

53/ Speech of Manuel Ojinaga, Chihuahua, 16 September 1861 in *La Alianza de la Frontera-Suplemento* (Chihuahua), 5 October 1861.

54/ MERCADO (1853), p. xviii.

and torched a couple of *haciendas*. While all Conservatives and many Liberals condemned the attacks, Mercado sought to explain them as resulting from the continuation of slavery and the domination of landholding by a small group of "oligarchs" and "pseudo-nobles" who exploited the poor.[55] The poor simply could not endure the situation any longer, now that "the star of equality shined in their eyes".[56] While the disorder was regrettable, it was an understandable part of the "democratic revolution".[57]

Certainly, subalterns were not isolated from this discourse; poor men and women heard public speeches, often made during festivals, and were also exposed to this language through the public readings of newspapers in taverns and town squares. They also participated, at least as signatories (although assuming they only signed presupposes a level of elite power for which there is little evidence) in petitions and protests. In 1862 Manuel Muñiz, the local authorities, the National Guard, and 198 residents of the small town of San Felipe near Guanajuato met at a public meeting to decide the town's response to the French invasion. Their protest shows the extent to which the tropes of American republicanism had extended into provincial life and the power of this language to bridge class divides while still serving as a tool of popular groups to claim a place at the table of the nation. While *letrados* so often fretted over the penetration of national life into the countryside, these provincials had no doubt that the "nation" would triumph over a "foreign power". The meeting rejected the "ridiculous idea of establishing a monarchy in Mexico" and promised to defend the nation against the French at all costs. As with American republicanism, this battle was not just of concern to Mexico, but "all nations are watching us […] waiting anxiously the dénouement of this struggle in which humanity, civilization, and progress are so interested".[58] Even this small town thought the world was watching, and the fate of civilization rested with them; they imagined a modernity based on independent national life, popular sovereignty, republicanism, and liberty against a retrograde aristocracy, monarchy, and colonialism.

55/ *Ibid*., p. liii.

56/ *Ibid*.

57/ *Ibid*., p. lxv.

58/ Muñiz (1862), broadside found in AHMRG, Fondo Imprenta e impresos, number 530.

The broadside created out of the meeting also recasts Mexican history to reflect this worldview. The broadside depicts Mexicans as heirs to pre-Conquest Indians who had been conquered and exploited by Spanish colonialism, "the most oppressive slavery". However, the Independence period allowed the "enslaved race" to overthrow their tormenters, as part of "the progressive emancipation of humanity". Since this time, the "retrograde men" had been struggling to roll back the changes engendered by Independence. Of course, this fight now continued with the French replacing the Spanish, joined by traitorous Mexicans. While almost surely written by a local intellectual of the middle or even provincial upper class, the protest has a surprisingly popular cast. While the town represented the "sovereignty of the pueblo", their enemies were "the privileged classes" who invoked the monarchy of the "Old World", a "degraded and vile" class.[59] The *pueblo* is here cast as humble natives, struggling against slavery, against the abuses of the foreign invaders and Mexico's own wealthy who hoped to retain their colonial prerogatives. This discourse made clear to whom Mexico truly belonged, who was really part of the imagined community of the nation. Once unleashed, it would be very hard to rein in again. By the 1870s and 1880s, elites would eventually realize the dangerous threat the language of American republicanism posed and how little they controlled it.

Subalterns appropriated a discourse of modernity that celebrated revolution to justify their own demands. If Liberal elites celebrated revolutions as creating modern societies, defined by the sovereignty of the people, republicanism, democracy and rights, it became much harder to simply ignore subalterns' claims. E.P. Thompson has noted that in general, the wealthy and powerful had no qualms in hypocritically ignoring their own justifications for rule, except in moments when they felt insecure in their positions.[60] The problem for the ruling class in nineteenth-century Spanish America was that they always felt insecure governing their new nations and weak states.

In Mexico and Colombia, subalterns made the language of democratic revolution and popular sovereignty their own. In 1866 a petition from over 600 Caleños, most of whom could not sign their names and many Afro-Colombian, demanded the State President immediately suspend a law taxing the production and sale of *aguardiente* (cane liquor). Afro-Colombians, especially many Afro-Colombian women,

---

59/ *Ibid.*

60/ THOMPSON (1991), p. 55.

owed their livelihoods to small-scale distillation and sale of *aguardiente*, and the tax crippled their ability to survive. The local Democratic Society, led by the Afro-Colombian scholar and soldier David Peña, took up their cause, urging the State President to act, even though they acknowledged he had no legal authorization to suspend the law. More important than legislative niceties and division of powers, however, was the "popular will" that demanded the law's derogation. The Democratic Society argued that in "republican countries" the executive must act in moments when the *pueblo* demanded succor, and the State President needed to prove he was a "magistrate fit to lead a free people". If the Legislature expressed outrage at his bypassing its authority, he could comfort himself knowing he enjoyed "an approbation that is more valuable, that of the sovereign pueblo".[61] Here, the *pueblo* asserted that ultimately direct democratic action, in this case a petition, mattered more than the legislative process of republicanism. As we have seen, politicians and writers regularly referred to the *pueblo* as sovereign. These Colombians now claimed sovereignty and insisted the political class follow through on its rhetoric.

After the Revolution of Ayutla, Mexican villages eagerly adopted its discourse. A number of villages in Chiapas petitioned the new national government to remove various officials who had served Santa Anna's regime. The villagers declared that these officials had served "the dictator", were in league with *agiotistas*, had created "misery for a multitude of Citizens", and were therefore unfit to serve a government with "revolutionary legitimacy".[62] Another letter to the national state complained that Santa Anna's officials only represented "aristocrats" who had an "insatiable lust for gold". They argued that their village had signed on to the Plan de Ayutla with the hope that "misery would turn into abundance, oppression into liberty". They closed by demanding the state fulfill "the promises made to the Nation".[63] Local concerns were mirrored in the rhetoric of powerful Liberal politicians, who claimed that the corrupt officials in question represented an elite clan that "has become

---

61/ The undersigned members of the Democratic Society (over 600 names, most signed for by another) to State President, Cali, 14 October 1866, Archivo Central del Cauca, Popayán (hereafter ACC), Archivo Muerto, Paquete 65, Legajo 67, no page number.

62/ Angel Camas to President, Chiapa, 29 December 1855 in *La Voz del Pueblo* (San Cristobal), 5 January 1856.

63/ Manuel Lopez to Ayuntamiento, no place listed, 5 January 1856 in *Alcance al número cinco de La Voz del Pueblo* (San Cristóbal), 5 January 1856.

tyrants over the pueblos of Indians of this state". The pueblo of Chiapa had adopted the Plan de Ayutla and, thus, now had a right to demand satisfaction, as guaranteed in the plan. This letter went further than the others, threatening a new uprising if the state were to ignore the "promises of the revolution".[64] If the national state justified itself via a revolution based on principles of popular sovereignty and rights, villages and provincial politicians expected they had the right to call upon the state to fulfill its promises (and if not, they too could rebel). If the state claimed legitimacy through revolution, it remained legitimate in subalterns' eyes only as long as it maintained revolutionary promises.

If Liberal elites used a discourse of revolution to legitimize their rule and claim the mantle of modernity, subalterns could then question the viability of the revolution. A petition from over forty residents of Paso del Bobo, Veracruz, most of whom could not sign their names, demanded the Liberal state allow them to keep renting—at the same rate—some land from which the owners had evicted them. The petitioners claimed the *hacendados* wanted "to live by the sweat of the pueblo" but, with a new government, they hoped the state would look after the rights of "citizens". The citizens continued, "we expect that neither your Excellency nor the law will permit that the pueblo lives under oppression, as it would be, for us, as if the fight in which our poor *Patria* is now engaged in order to enjoy Liberty had been lost".[65] These illiterate citizens thus made a direct connection between revolutions for liberty and their need for land. If there concerns were not heard, then the revolution, regardless of the outcome of battles, was already lost.

Cali's Democratic Society and the Chiapaneco villagers could claim the attention of the Liberal state not just because they adroitly employed the language of republican modernity, but also because they had participated as Liberal soldiers in many of the civil wars that had wracked Colombia and Mexico. Liberal elites celebrated citizen soldiers and their role in the body politic. Colombian President Santos Gutiérrez, justifying his revolt against ousted President Tomás Mosquera, called the national guards 'soldiers of democracy' and

64/ Angel Corzo to Minister of Justice, Chiapa, 28 December 1855, Archivo General de la Nación (Mexico), Instituciones Gubernamentales: Epoca Moderna, Administración Pública Federal Siglo XIX (hereafter AGN-M, IG, XIX), Fondo Justicia, Justicia, vol. 585, p. 15.

65/ The undersigned residents of Paso del Bobo to [President], Paso del Bobo, 1 October 1859, AGN-M, IG, XIX, Fondo Justicia, Justicia, vol. 621, p. 155.

declared they had a duty not just to obey executive orders blindly, but must only follow if those orders supported the law. The National Guard "always serves the Republic, never the ambition or caprice of a man".[66] While Gutiérrez no doubt was thinking about officers, he does not declare this, thus allowing soldiers to claim they served not as automatons, but as thinkers, not as servants, but as citizens. More simply, Ramón Mercado called the poor of Cali who supported him "armed citizens".[67] The rhetoric of politicians such as Gutiérrez and Mercado further strengthened the citizen-soldier *persona*, a *persona* subalterns claimed and put to use in both Colombia and Mexico.

Thus, subalterns not only appropriated the language of revolution, but also soldiered in revolutions and claimed the rewards for their sacrifices.[68] Indians from the village Teremendo, Michoacán, petitioned President Juárez to return land to them that had been usurped by a neighboring *hacienda*. They claimed this *hacendado* had allied with the "French forces" that had persecuted the Indians due to "our firm adhesion to the national cause". They justified their demands by noting many of their fellows had been gunned down during the war.[69] National Guard soldiers from the small village of Tetela de Ocampo refused to surrender their weapons after a rebellion in 1868, reminding the state that they still enjoyed "rights as free men" whose fellows "were sacrificed while defending republican institutions".[70] In Colombia, the residents of the village of Quilcacé, many former slaves or descendents of slaves, demanded help from the Liberal state in a land dispute. The petitioners justified their request by reminding Liberal officials of "the services the village made to the cause of the federation [in the 1860-1862 war] and due to the bloody sufferings that it endured because of its adhesion to that cause".[71] Soldiering gave even those with little traditional status in

---

66/ "Santos Gutiérrez á los Colombianos", on board *El Danuvio*, 7 August 1867, *El Boyacense* (Tunja), 7 September 1867.

67/ Mercado (1853), p. xc.

68/ Of course, this process began in the colonial era and accelerated during the Independence wars. Thibaud (2003); Lasso (2007).

69/ Bonifacio Loria, representing the community of Indians of Teremendo, México, 4 December 1867, AGN-M, IG, XIX, Fondo Justicia, Secretaría de Justicia, Vol. 3, expediente 668.

70/ Mallon (1995), p. 114.

71/ By the 1860s, the cause of federalism was more or less synonymous with liberalism in Colombia. Residents of Quilcacé Aldea (over 80 names) to Municipal Vocales, Quilcacé, 14 February 1864, ACC, Archivo Muerto, Paquete 88, Legajo

the eyes of elite Liberals—in this case poor and largely illiterate Afro-Colombians—a powerful identity as citizen soldiers from which to make their demands. The Palmira Democratic Society petitioned the President for access to commons and public lands that haciendas had enclosed. The Society reminded the Colombian President that "the poor class" has made "the very valuable contribution of their blood in order to defend our institutions, public order, and national independence and integrity […] These individuals have, at the very least, an unquestionable right to be protected by a liberal government".[72] States ignore their subaltern subjects all the time, but it is a little harder to do if those states had legitimized themselves via revolution, subalterns fought in those revolutions, and still had their rifles and machetes from the revolution.

Returning to Cali's Democratic Society once more, we see the power of this language of revolution and subalterns' status as citizen soldiers. We also see the impetus for an elite reaction, of Conservatives and Liberals, against subaltern claims. In 1877, the members of Cali's Democratic Society, after having just defeated Conservatives in the 1876-1877 civil war, demanded their back pay, pensions, and most importantly, the distribution of land as a reward for service. The veterans claimed they had fought for "liberty" against the Conservative "feudal lords". This war had been a "revolution" of those who enjoyed "great wealth and immense landholdings" against "the poor masses". Now soldiers demanded payment from a Liberal state that claimed to rule in the name of liberty and republican democracy. They demanded land so that they could fully be "citizens of a free people".[73] The Democratic Society's claims sum up the power revolutions offered subalterns: it gave them an opportunity to be indispensable to the state

54, no page number. For status as ex-slaves, see José M. Castro, Treasurer of the Colejio Mayor to Jefe Municipal, Popayán, 14 September 1867, ACC, Archivo Muerto, Paquete 97, Legajo 8, no page number.

72/ The undersigned Colombian citizens and active members of the Sovereign State of Cauca and the Democratic Society of Palmira (over 65 names) to Citizen President of the United States of Colombia, Palmira, 21 June 1868, Archivo del Instituto Colombiano de la Reforma Agraria, Bogotá, Bienes Nacionales, Tomo 7, p. 492.

73/ The undersigned members of the Democratic Society (over 180 names, many with very rough handwriting or signed for by others) to Citizen President of the State, Cali, 1 June 1877, ACC, Archivo Muerto, Paquete 137, Legajo 7, no page number.

(Liberals would have lost the war without the Democratic Society's support) and a discourse of republican and democratic rights with which to make their demands resonate with the dominant *ethos* of state and nation.

By the 1870s, however, many elites in both Colombia and Mexico, due to demands such as the Democratic Society's, realized they must change the dominant legitimizing discourse of modernity and revolution. Conservatives had long rejected radical republicans' approbation and reification of revolution. The arch-conservative Colombian Sergio Arboleda, explaining why the United States enjoyed more progress than Colombia, declared that 'the United States did not have a revolution but a simple political transformation', while Colombia had suffered a revolution "more complete than any pueblo had suffered on the face of the earth".[74] Conservatives also feared liberal revolutions' attacks on religion, the basis of societal order. In 1860 Mexico, Conservatives warned that the true goals of "the revolution" of *La Reforma* would destroy the "fundamental bedrock of society", religion, which would lead to immorality and socialism: "The Pope, in his role of temporal sovereign, represents property and public power; on these two bases society rests".[75] Thus religion did not just improve the morality and order of the lower classes, but a state religion explicitly would protect property and increase state power. Of course, with Maximiliano, Mexican Conservatives looked to Europe and monarchy "to elevate us to the level of the most civilized pueblos" by bringing "the peace and order indispensable for our true regeneration", in the words of Juan Almonte and José Mariano de Salas.[76] Also, many *letrados*, writing for an intellectual or explicitly European audience and not for the broader public sphere, had never abandoned their Eurocentric views of order. Alberdi, writing from Europe around 1864, condemned Latin Americans for undermining "order in the name of liberty', thereby "distancing themselves more and more from European civilization".[77] While Conservatives and many *letrados* of both parties had long held a more Eurocentric and ordered vision of modernity, in the 1870s many Liberals abandoned their assertion of an American republican modernity to embrace visions of civilization dominant in the North Atlantic.

74/ Arboleda (1858), p. 6.

75/ Pelagio Antonio de Labastida, *La Sociedad* (México), 6 July 1860.

76/ Almonte and De salas (1864), 1 broadside found in AHMRG, Fondo Gobierno, number 511.

77/ Alberdi (1970), p. 192.

These visions elevated industrialization, commercial expansion, state (and especially imperial) power, and technological and scientific innovation (including scientific racism) as the central markers of modernity, as exemplified by Europe and the United States.[78] To achieve these ends, especially capitalist economic development, required order, and for our purposes, a changing view on the importance of order and the efficacy of revolution. As early as 1871 in Mexico, we see Liberals abandoning their praise of revolution; those supporting the candidacy of Sebastián Lerdo de Tejada claimed only he "could crush the hydra of revolution"[79]; that same phrase, "revolutionary hydra" was used by the French to justify their intervention only a few years earlier.[80] By the 1880s, this language dominated the public sphere. In 1884 a newspaper editorial criticized old attempts to reform Mexico via revolution:

> The disrepute of the old revolutionary utopias increases daily. Those who still pursue an unrealizable democracy, fight with arms whose point has been broken by the iron-plated armor of reality. The worn-out hot air of speeches that could seduce in a moment the gullible, now does not exercise any sway over people's feelings.[81]

El Lampacense in 1891 argued that "modern pueblos" took pride in their order and morality, which best marked their level of "civilization".[82] A Colombian paper directly disparaged American republicanism's political path to modernity, arguing 'the presumption of being the most free nation in the world' had reduced Colombia "almost to the level of barbarians".[83] *El Taller* of Bogotá celebrated restrictions on the "revolutionary" press, arguing 'it is now time that we live the life of civilized pueblos'.[84] Now securing order, not fomenting liberty, became the central goal of government. As Colombian President José Otálora remarked in 1883, "Conserving the peace, and the security that emanates from it, constitutes, in my opinion and in that of

78/ For science and Euro-centrism, see Tenorio-Trillo (1996).

79/ *El Escolar* (Guanajuato), 25 June 1871.

80/ Letter of Mathis de Dalmstad to General Escobedo, Querétaro, 26 April 1867 in Arias, 1867, 723.

81/ *La Libertad* (México), 27 December 1884.

82/ *El Lampacense* (Lampazos de Naranjo), 20 December 1891.

83/ *El Conservador* (Bogotá), 21 March 1882.

84/ *El Taller* (Bogotá), 11 February 1890.

all sensible men, the principle mission of honorable governments". Otálora particularly singled out regional revolutions as movements that must be suppressed.[85] Rafael Núñez in 1891 also noted the necessity of suppressing disturbances in order to foment progress, noting "civil war is barbarism".[86] Revolutions had been markers of Latin America's modernity compared to monarchical Europe, but by the late nineteenth century civil wars again became the impediments to progress that *letrados* had imagined doomed Latin America to barbarism in the immediate post-independence era.

To achieve the Regeneration desired in both Colombia and Mexico by reformed Liberals and Conservatives meant a rethinking of popular sovereignty, the nature of the state, and the relation of the pueblo to the nation. More important than the nation's legitimacy and popular sovereignty was to increase the state's abilities and power. The rise of state power was closely tied to the decline of democratic and republican pressures from both subalterns and the public sphere.[87] As the editors of *La Gaceta Comercial* argued:

> The truth is that certain words are losing their magic. Men of experience care little or nothing if governments are republican or monarchical; what is important is that, under one name or the other, in this or that form, that they *realize the ends of the State-security and justice, progress through order*.[88]

A Spanish writer living in Mexico urged his neighbors to abandon their republican experiments: "Political science does know anything more lamentable than those Republics where everyone leads and no one obeys". If necessary to secure order and develop the economy, "a healthy dictatorship' would suit Mexico fine.[89] Justo Sierra applauded Díaz's dictatorship—although not naming it such—for ending rural revolts via "fear, the ultimate resort of government".[90] In Colombia,

---

85/ Address of José E. Otálora to Congress, Bogotá, 24 September 1883, Archivo del Congreso, Bogotá, Senado, 1883, Correspondencia Oficial VI, p. 33.

86/ Posada-Carbó (1998), p. 6.

87/ For an extensive letrado justification of this process in Venezuela, see Vallenilla Lanz (1991).

88/ *La Gaceta Comercial* (México), 2 March 1900. Emphasis in original.

89/ José Ramón Leal, "Cartas íntimas á mi amigo Don Emilio Castelar: Sétima", *El Siglo Diez y Nueve* (México), 15 September 1884.

90/ Sierra (1900-1902).

one Independent (Liberals aligning with Conservatives) wrote in 1878 the necessity of a government that would "only attend to the salvation of order, even at the cost of a dictatorship".[91] The Caucano politician Eliseo Payán, a former progressive Liberal, by 1880 declared that disorder had reached such extremes, economic prostration had sunk to such depths, "that the path of the dictator is considered justifiable as the way to obtain order and peace".[92] A discourse of order necessary for economic growth became a way to justify the restriction of popular political action and influence in both Colombia and Mexico. A heal thy dictatorship was now a legitimate path to the future, while revolutions—even if promoting republicanism and rights—only doomed Latin America to barbarism.

While republican modernity had rhetorically celebrated the people and the nation, Mexican Regenerators sought to elevate the state above the nation: "The State is not a servant of the nation to whom it owes services in exchange for taxes. The State does not offer services, but, rather, exercises its own functions, since it is a special body with society and superior to society". The state, in this vision, was independent of society and thus of republican or democratic constraints, and exercised 'functions that its nature imposed', rather than functions chosen by the pueblo.[93] There is very little in this vision workers could appropriate, as citizens, rights, and even the nation as a whole had no call on the state. In the same issue of the newspaper in which this conception of the state appeared, the consequences of such an ideology for labor was made clear in another article concerning a labor strike in Puebla. The workers had been on strike for four weeks and had dared to petition the national government for aid, arguing that they had a right to assemble peacefully. The paper rejected such rights, instead arguing other weavers had a 'right to work' and that the state could not interfere in what industrialists paid their workers. However, this did not mean the state should not interfere, as the paper reminded the governor of Puebla that, "The supreme law is public security, and therefore you should punish the promoters of the

91/ Foción Mantilla to Salvador Camacho Roldán, Popayán, 4 December 1878, Archivo General de la Nación, Bogotá (hereafter AGN-C), Sección Academia Colombiana de Historia, Fondo Salvador Camacho Roldán, Caja 9, Carpeta 104, p. 1. [18b].

92/ *Rejistro Oficial* (Popayán), 1 May 1880. See also, Martínez (2001), pp. 434-7, 493-494.

93/ *La Libertad* (México), 2 October 1884.

strike".[94] The state was not beholden to rights, but to a higher call for order, necessary for industrial progress.

In Colombia, the politician Juan Ulloa exhorted that to achieve these changes "there is much work to be done in order to make the masses understand what real and true liberty and democracy are".[95] Of course, as we have seen, the masses had their own understandings of liberty and democracy, developed in a dialogue and contentious, often violent, negotiation with middle and elite classes. For the Regenerators, the privileging of liberty and democracy as the essence of modernity must come to an end. If the public sphere envisioned modernity as marked by republicanism, liberty, and rights subalterns appeals carried much discursive weight. However, by the 1870s and 1880s, the public sphere celebrated a modernity denoted by technology, economic development, and order; therefore, subalterns' appeals as rights-bearing citizens of the nation carried little weight. Subalterns claiming status as citizens-soldiers of a past revolution were no longer the standard bearers of modernity, but demons of disorder and anarchy who must be suppressed if Mexico or Colombia could obtain a civilization now defined not in Cali's Democratic Societies or Chihuahua's village *zócalos*, but in Pittsburgh's furnaces, London's counting houses, and Paris' Algerian imperial outposts.

Bibliography

ADELMAN Jeremy (2006), *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic,* Princeton.

ADELMAN Jeremy (2007), "Between Order and Liberty: Juan Bautista Alberdi and the Intellectual Origins of Argentine Constitutionalism", *Latin American Research Review,* 42 (2), pp. 86-110.

ALBERDI Juan Bautista (1970), *La monarquía como mejor forma del gobierno en Sud América, estudio preliminar y notas de Juan Pablo Oliver,* Juan Pablo Oliver (ed.), Buenos Aires.

ALMONTE Juan N. and DE SALAS José Mariano (1864), *Mexicanos,* México.

ANDERSON Benedict (1991), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* London.

94/ *Ibid.*

95/ Juan E. Ulloa to Salvador Camacho Roldán, Palmira, 19 June 1879, AGN-C, Sección Academia Colombiana de Historia, Fondo Salvador Camacho Roldán, caja 13, carpeta 166, p. 6.

ARBOLEDA Sergio (1858), *El clero puede salvarnos i nadie puede salvarnos sino el clero*, Popayán.

ARIAS Juan de Dios (1867), *Reseña histórica de la formación y operaciones del cuerpo de Ejército del Norte durante la intervención francesa,* México.

BAILYN Bernard (2005), *Atlantic History: Concept and Contours*, Cambridge.

BRADING D. A. (1991), *The First America: The Spanish Monarchy, Creole Patriots, and the Liberal State, 1492-1867*, Cambridge.

BURNS E. Bradford (1980), *The Poverty of Progress: Latin America in the Nineteenth Century,* Berkeley.

BUSHNELL David and MACAULAY Neill (1988), *The Emergence of Latin America in the Nineteenth-Century,* Oxford.

CHASTEEN John Charles (1995), *Heroes on Horseback: The Life and Times of the Last Gaucho Caudillos*, Albuquerque.

CONRAD Joseph (1904), *Nostromo: A Tale of the Seaboard,* New York (1rst ed. New York, 1904).

ECHEVERRÍA Estevan (1847), *Cartas a D. Pedro de Angelis, Editor del Archivo Americano por el autor del Dogma Socíaslista, y de la ojeada sobre el movimiento intelectual en el Plata desde el año* 37, Montevideo.

FUENTES Juan Francisco and FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier (2002), "Revolución", in Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN and Juan Francisco FUENTES (ed.), *Diccionario político y social del siglo XIX español,* Madrid.

GUERRA François-Xavier (1992), *Modernidad e independencias: Ensayos sobre las revoluciones hispánicas,* Madrid.

GUERRA François-Xavier and LEMPÉRIÈRE Annick (ed.) (1998), *Los espacios públicos en Iberoamérica: Ambigüedades y problemas, siglos XVIII-XIX*, México.

HALPERÍN DONGHI Tulio (1973), *The Aftermath of Revolution in Latin America*, New York.

HOBSBAWM Eric (1975), *The Age of Capital, 1848-1875*, New York.

HUNTINGTON Samuel P. (1999), "Political Modernization: America vs. Europe", *in* Malcolm WATERS (ed.), *Modernity: Critical Concepts*, vol. 3, *Modern Systems,* London, p. 279-311.

JOHNSON Paul (1991), *The Birth of the Modern: World Society, 1815-1830*, New York.

LANDES David S. (1999), *The Wealth and Poverty of Nations: Why Some Are So Rich and Some So Poor*, New York.

LARSON Brooke (2004), *Trials of Nation Making: Liberalism, Race, and Ethnicity in the Andes, 1810-1910*, Cambridge.

LASSO Marixa (2007), *Myths of Harmony: Race and Republicanism During the Age of Revolution, Colombia, 1795-1831*, Pittsburgh.

LYNCH John (1986), *The Spanish American Revolutions, 1808-1826*, New York.

MALLON Florencia E. (1995), *Peasant and Nation: The Making of Post-Colonial Mexico and Peru,* Berkeley.

MARTÍNEZ Frédéric (2001), *El nacionalismo cosmopolita: La referencia europea en la construcción nacional en Colombia, 1845-1900*, Bogotá.

MÉNDEZ Cecilia (2005), *The Plebeian Republic: The Huanta Rebellion and the Making of the Peruvian State, 1820-1850,* Durham.

MERCADO Ramón, *Memorias sobre los acontecimientos del Sur, especialmente en la Provincia de Buenaventura, durante la administración del 7 de marzo de 1849*, Cali, 1996 (1rst ed. Bogotá, 1853).

MORSE Richard M. (1989), *New World Soundings: Culture and Ideology in the Americas*, Baltimore.

MUÑIZ Manuel (1862), *Protesta,* no place of publication given.

ORTIZ MESA Luis Javier (2005), "Guerras civiles e Iglesia católica en Colombia en la segunda mitad del siglo XIX", in *Ganarse el cielo defendiendo la religión: Guerras civiles en Colombia, 1840-1902*, Bogotá, p. 47-85.

PALTI Elías José (ed.) (1998), *La política del disenso: La "polémica en torno al monarquismo" (México, 1848-1850) […] y las aporías del liberalismo*, México.

PALTI Elías José (2009), *El momento romántico: Nación, historia y lenguajes políticos en la Argentina del siglo XIX,* Buenos Aires.

POSADA-CARBÓ Eduardo (ed.) (1998), *In Search of a New Order: Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America,* London.

RAMÍREZ José Fernando (1950), *Mexico During the War with the United States*, Elliot B. SCHERR (trans.), Columbia.

SAFFORD Frank (1992), "The Problem of Political Order in Early Republican Spanish America", *Journal of Latin American Studies,* 24 (Quincentenary Supplement), p. 83-97.

SANDERS James E. (2011), "The Vanguard of the Atlantic World: Contesting Modernity in Nineteenth-Century Latin America", *Latin American Research Review,* 46 (2), forthcoming.

SIERRA Justo (1rst ed. México, 1900-1902), *Obras completas XII: Evolución política del pueblo mexicano,* Edmundo O'GORMAN (ed.), México,1977.

TAYLOR Charles (2004), *Modern Social Imaginaries,* Durham.

TENORIO-TRILLO Mauricio (1996), *Mexico at the World's Fairs: Crafting a Modern Nation,* Berkeley.

THIBAUD Clément (2003), *Repúblicas en armas: Los ejércitos bolivarianos en la guerra de independencia en Colombia y Venezuela*, Bogotá.

THOMPSON E. P. (1991), *Customs in Common*, New York.

THURNER Mark (2003), "After Spanish Rule: Writing Another After", *in* Mark THURNER and Andrés GUERRERO (ed.), *After Spanish Rule: Post-Colonial Predicaments of the Americas*, Durham.

VALLENILLA LANZ Laureano (1991), *Cesarismo democrático y otros textos*, Nikita HARWICH VALLENILLA (ed.), Caracas.

DE VILLAR Y BOCANEGRA José de Villar (1864), *El prefecto político del Departamento del Valle de México, á sus habitantes,* México.

WIARDA Howard J. (ed.) (1992), *Politics and Social Change in Latin America: Still a Distinct Tradition* (3rd edition), Boulder.

Manuel Covo

La Révolution haïtienne entre études révolutionnaires et *Atlantic History*

Alors que l'histoire « globale », « comparée » ou « connectée », suscite un nombre toujours croissant de colloques et de publications de part et d'autre de l'Atlantique, assiste-t-on parallèlement à la constitution d'une historiographie internationale pleinement intégrée[1]? Le présent ouvrage plurilingue, auquel contribuent des chercheurs venus de tous horizons, constitue l'une des nombreuses briques dans l'édification d'un tel forum. Pour autant, on peut s'interroger sur l'existence d'un décalage entre l'histoire globale, comme objet historique, et l'historiographie internationale, comme pratique scientifique, inscrite dans une grande variété de contextes — institutionnels, intellectuels, politiques etc. Malgré le développement des moyens de transport à bas coût, des outils de numérisation, d'internet et des sites web visant aux échanges internationaux[2], les débats historiographiques sur l'histoire globale et une de ses variantes régionales, l'histoire atlantique, restent en effet lestés du poids du national[3]. À ce titre, l'opposition du type modèle/repoussoir qui est parfois établie entre les historiographies française

1/ Une première version d'une partie de cet article fut présentée lors de la journée d'étude « Le bicentenaire, vingt ans après : nouvelles perspectives de recherches en histoire de la Révolution française » qui eut lieu le 19 juin 2010 à l'Institut d'histoire de la Révolution française, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Je remercie tout particulièrement Virginie Martin et Pierre Serna, les organisateurs, ainsi que Michel Vovelle, les autres participants et Cécile Vidal pour leurs remarques et suggestions.

2/ Il faut songer en particulier aux sites et aux listes de diffusion de la série H- tels qu'*H-France*, *H-Frenchcolonial*, *H-Atlantic*, *H-Caribbean,* etc.

3/ Deux présentations synthétiques de l'histoire globale et de l'histoire connectée : Douki et Minard (2007); Bertrand (2010).

et étatsunienne (qualifiée dans le pire des cas, d'« anglo-saxonne »), présente un exemple particulièrement emblématique de ces divergences. Dans une tribune publiée dans *le Monde* du 15 octobre 2011, Pierre Nora, qui concluait les « Rendez-vous de l'Histoire de Blois » consacrés à l'Orient, soulignait l'avance de la recherche étatsunienne dans le champ de la « *world history* » alors que la France, « ancienne capitale de l'Histoire », aurait été, selon lui, bien peu préparée à ce changement d'échelle[4]. À ses yeux, la question coloniale et son rapport à l'histoire nationale permettraient d'expliquer en partie ces différences : d'une part « les premiers décolonisés de l'histoire » auraient « une forte raison de s'identifier au refus de l'européocentrisme »; d'autre part, la « difficulté d'assumer son passé colonial sans hypertension » contribuerait à paralyser la recherche historique française[5]. L'auteur des *Lieux de mémoire* insistait ainsi sur le rôle joué par la politisation du colonial dans le développement asymétrique des champs scientifiques en France et aux États-Unis, ce qui le conduisait à présupposer l'existence de deux « consciences historiographiques » contradictoires — celle de colonisateurs et celle de (dé-)colonisés.

Une telle interprétation n'a rien d'évident, tant l'exceptionnalisme américain, gommant la colonialité de la période prérévolutionnaire, contribua à cristalliser le roman national des États-Unis[6]. Pour éviter de verser dans un schématisme essentialisant ou de souscrire à l'évidence de continuités historiques établies *a priori*, il convient de problématiser l'articulation d'historiographies nationales à un champ de recherches en voie d'internationalisation. Dans cette perspective, la Révolution haïtienne constitue un cas d'étude particulièrement éclairant, car ses enjeux interrogent à la fois les relations internationales, la question coloniale et l'histoire nationale, ce qui explique en partie l'ascension fulgurante de ce sujet historique. En vingt ans, la Révolution haïtienne, de grande oubliée de la mémoire et de l'histoire, est devenue l'un des thèmes de recherche les plus en vogue. En 1995, Michel Rolph Trouillot publiait *Silencing the Past,* dans lequel il montrait

4/ P. Nora citait également l'ouvrage nostalgique de Jean-François Sirinelli selon lequel les historiens français auraient été « mis en quarantaine », voir Sirinelli (2011).

5/ Les *Lieux de mémoire* sous la direction de P. Nora ont suscité d'importantes critiques pour la place quasi-inexistante accordée à l'empire colonial. Blanchard, Bancel et Lemaire (2005).

6/ Chaplin (2003); Greene (2007).

que la Révolution haïtienne avait été effacée de la mémoire occidentale, parce que ses implications, trop subversives, la rendaient impensable[7]. En France particulièrement, l'oubli d'Haïti est longtemps resté « solidement ancré dans l'inconscient national », au point que Jacques Chirac déclara en 2000 : « Haïti n'a pas été, à proprement parler, une colonie française[8]. » Depuis lors cependant, Saint-Domingue/Haïti a surgi aussi bien dans les travaux scientifiques que dans l'espace public : colloques, publications, événements mémoriels se sont multipliés au point de faire passer les Révolutions américaine ou française pour des sujets rebattus, sinon conservateurs (phénomène sans doute amplifié aux États-Unis par le mouvement *Tea Party*). « Seule révolte d'esclaves réussie dans le monde », la Révolution haïtienne qui donna naissance au « deuxième État indépendant des Amériques » et à la « première République noire », est donc devenue un « moment-clef de l'histoire de l'humanité » : tel fut l'angle choisi par exemple lors du grand colloque international de Port-au-Prince d'août 2009[9]. La portée universaliste de cette Révolution devait dépasser les clivages nationaux : la légitime réévaluation historiographique de l'événement ne manqua d'ailleurs pas d'engendrer un certain nombre de formules toutes faites, chargées de replacer Haïti au cœur des enjeux démocratiques de la période, mais aussi du temps présent.

L'histoire de la Révolution en contexte : difficultés haïtiennes et émergence médiatique internationale

La Révolution haïtienne présente un cas relativement atypique si on la compare aux « grandes » révolutions nationales du XVIII^e^ siècle, dans la mesure où Haïti n'a pas pu être le centre d'impulsion de ce renouvellement historiographique majeur — au risque de se voir approprier, sinon voler, son histoire, pour reprendre l'expression polé-

7/ TROUILLOT (1995). L'ouvrage, toujours présent dans les programmes des cours destinés aux étudiants en master/doctorat aux États-Unis, est en revanche relativement méconnu en France.

8/ DORIGNY (2005), p. 47.

9/ Le colloque, « Révolution haïtienne et universalité des droits de l'homme », financé par l'UNESCO, qui mobilisa non seulement des chercheurs haïtiens, européens et américains, avait une fonction scientifique mais aussi mémorielle et politique.

mique de Jack Goody[10]. Or, l'événement est sans doute au fondement de la mémoire collective haïtienne, postcoloniale, mais n'y bénéficie pas d'un traitement scientifique à la mesure de son « usage public ». Les contributions de l'historien Vertus Saint-Louis, du philosophe Laënnec Hurbon et d'autres ont participé à ce développement[11] ; mais les universités haïtiennes n'ont pas pu jouer de rôle moteur dans ce mouvement international. Plusieurs raisons permettent de l'expliquer. La plus évidente d'entre elles est géopolitique et économique : le faible poids d'Haïti dans le concert des nations transparaît également dans les recherches historiques, comme le prouve le faible impact des publications haïtiennes. La Bibliothèque nationale de France, par exemple, n'achète pas systématiquement les ouvrages parus en Haïti. Ainsi les actes d'un grand colloque tenu à Port-au-Prince au moment du bicentenaire de la Révolution française en Haïti sont-ils introuvables dans les bibliothèques de France métropolitaine[12]. La quasi-absence de sources primaires accessibles dans les archives publiques haïtiennes constitue de surcroît un obstacle majeur. Pour éviter un travail de seconde main, il faut se rendre en France, en Espagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou dans d'autres îles des Caraïbes[13]. Les difficultés économiques et financières de l'État haïtien ne permettent pas de financer de telles missions à un grand nombre de chercheurs : il faut en effet recourir à la coopération internationale, via l'UNESCO ou des partenariats universitaires. En outre, d'après Dominique Rogers, les étudiants haïtiens qui viennent préparer leur master à l'université des Antilles-Guyane, s'engagent à traiter d'un sujet de la période nationale postérieur à la décolonisation[14]. Enfin, le contexte politique particulièrement troublé de 2004 a considérablement nui à l'organisation du bicentenaire de la naissance d'Haïti, qui aurait pu catalyser les énergies. Le président Jean-Baptiste Aristide avait du reste essayé d'instrumentaliser l'événement, en réclamant notamment de la France le remboursement de l'indemnité versée par Haïti au XIX^e^ siècle afin d'être officiellement reconnue comme État

10/ Voir Goody (2010). Cependant, l'expression s'appliquerait dans un sens bien différent de celui qui est défendu par J. Goody, dans la mesure où l'évocation de la Révolution haïtienne vise notamment à contrer le récit « européocentrique ».

11/ Saint-Louis, 2000 ; Hurbon (2007).

12/ Hector (1995). Le catalogue général du SUDOC le localise uniquement à la bibliothèque universitaire de Pointe-à-Pitre.

13/ Geggus (2002), pp. 43-51.

14/ Rogers (2009), p. 246.

indépendant. Nombre d'historiens avaient boycotté l'organisation des manifestations, par ailleurs perturbées par le renversement d'Aristide, à la place duquel les gouvernements américain, canadien et français imposèrent le président René Préval — ce qui laissait affleurer le prolongement de relations coloniales ou néocoloniales[15].

En ce sens, on peut déceler certaines analogies entre les enjeux géopolitiques et la façon dont les historiographies française et américaine ont mis au premier plan la Révolution haïtienne. À la suite du tremblement de terre qui frappa Haïti en janvier 2010, quand Barack Obama et Nicolas Sarkozy organisèrent l'aide humanitaire, la coopération n'alla pas sans frictions et frustrations, notamment autour du contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince. Le président américain tenait à se placer aux avant-gardes, pour répondre peut-être aux demandes d'une diaspora haïtienne particulièrement importante en Floride (un État clef dans le processus électoral américain), mais aussi pour signifier que l'ère Katrina était désormais révolue[16]. La France quant à elle réaffirmait les liens qui l'unissaient à un État membre de la francophonie, comme elle l'avait d'ailleurs fait vis-à-vis de la Nouvelle-Orléans en 2005 : les secours laissaient percevoir les faibles échos d'une Amérique française disparue. La mobilisation des artistes et des populations via une campagne de dons inédite mettaient Haïti sur le devant de la scène, de telle sorte que les recherches historiographiques les plus récentes rencontrèrent l'opinion publique dans les médias. L'histoire de la « Perle des Antilles » fit l'objet d'articles, d'émissions télévisées et d'ouvrages collectifs destinés au grand public[17], si bien que la découverte du texte de la déclaration d'indépendance de 1804 par Julia Gaffield, une doctorante canadienne de Duke, fut quelques mois plus tard un événement médiatique[18]. Aussi bien en France qu'aux États-Unis, la question des responsabilités internationales dans les difficultés contemporaines d'Haïti fut également soulevée — notamment pour contrecarrer le mythe de la « malédiction », ce qui contribua par ailleurs à

15/ Bongie (2008).

16/ Sur Katrina dans une perspective générale, voir : Huret (2010).

17/ Voir notamment l'ouvrage collectif publié à la suite du tremblement de terre, réunissant artistes, intellectuels et historiens spécialistes de la Révolution haïtienne (dont Laurent Dubois et John Garrigus) : Munro (2010).

18/ Sa notoriété lui valut même un portrait dans *Libération*, 22 mai 2010.

réassigner le rôle de juge à l'historien[19]. Au lendemain du tremblement de terre, Alyssa Goldstein Sepinwall, spécialiste de l'abbé Grégoire et des questions coloniales à l'ère révolutionnaire, lança une discussion sur internet autour de la place d'Haïti dans les programmes des universités américaines. En réponse, Lawrence A. Clayton, professeur à l'université d'Alabama, posa alors la question suivante : « What is it that caused Haiti to be what it is today ? Can it be laid at the doorstep of the U. S. ? The French ? The Africans[20] ? »

« Révolution haïtienne », « révolution coloniale », « révolution de Saint-Domingue »

Bien sûr, les historiographies ne sont pas le simple reflet du temps présent, et la recherche universitaire bénéficie d'un espace d'autonomie. Ce contexte permet cependant de mieux cerner à la fois les analogies et les divergences de traitement entre la France et les États-Unis — des historiographies que l'on peut appréhender avec les outils de l'histoire comparée et ceux de l'histoire croisée ou connectée. Arrêtons-nous d'abord sur l'expression « révolution haïtienne » : cette dernière met d'emblée en lumière une première source de malentendus. Si elle semble aller de soi dans les ouvrages anglophones, elle n'est pas dépourvue d'une forte connotation téléologique puisqu'elle insiste sur l'aboutissement logique que serait l'indépendance. Or, la première Révolution, celle qui abolit l'esclavage, ne devait pas nécessairement aboutir à l'indépendance, tandis que le mot Haïti lui-même ne s'imposa que tardivement, en 1804. On peut supposer que le terme est notamment employé afin d'éviter au lecteur tout risque de confusion avec la République dominicaine/Santo-Domingo. D'un point de vue historique cependant, intituler « Révolution haïtienne » un livre portant sur l'incendie du Cap-Français et l'abolition de 1793-1794, relève

19/ En France, la prise de parole la plus entendue fut celle de l'écrivain Dany Laferrière, reprise dans *Le Monde*, le *Nouvel Observateur* et *le Temps* en janvier 2010 : « Cessez de parler d'une malédiction sur Haïti ! ». Aux États-Unis, en réponse au télévangéliste Pat Robertson selon lequel les esclaves avaient conclu un pacte avec le diable dans leur lutte contre Napoléon, Henry Louis Gates écrivit : « The Curse on Haiti. It wasn't the devil that hurt Haiti ; it was Thomas Jefferson », *The Root*, 25 janvier 2010.

20/ http://h-net.msu.edu/cgi-bin/logbrowse.pl?trx=vx&list=h-atlantic&month=1001&week=c&msg=QHi0oetnBi5NFwGUWG5wtw&user=&pw=

quasiment du contre-sens[21]. À l'inverse, l'historiographie française a jusqu'à récemment négligé cette désignation, qui ne se diffuse qu'à la faveur de l'influence historiographique américaine. Est en revanche privilégiée l'expression de « Révolution dans les colonies » : c'est le cas par exemple dans les manuels destinés aux étudiants de premier cycle[22]. Cette qualification inclut donc les autres colonies des Antilles, voire les Mascareignes, et souligne les liens entre la Révolution française et les phénomènes révolutionnaires dans la colonie. Cette expression ancienne était en réalité déjà en usage dans la première moitié du vingtième siècle, avant la décolonisation[23]. Yves Bénot contribua à la populariser en la transformant en « révolution coloniale », dans son ouvrage majeur, tandis que, de l'autre côté de la Manche, l'historien marxiste Robin Blackburn insistait également sur la dimension coloniale de l'événement, tout en dépassant le cas français, pour intégrer la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Amérique du Sud dans une perspective impériale — ce qui pose d'emblée la question de l'échelle pertinente de réflexion[24]. Cependant, une telle désignation prête également le flanc aux critiques, dans la mesure où les spécificités de la Révolution sont par là-même occultées, la réduisant presque à l'appendice d'une révolution métropolitaine. Ce fut pourtant bien le seul territoire où la rupture avec l'esclavage fut consommée dans la création d'un nouvel État-nation — au terme d'un processus d'une grande complexité. Alors que l'historiographie américaine souligne l'horizon « indépendantiste », l'historiographie française, européenne, insiste davantage sur le « passé colonial », au risque d'oublier, comme le rappelle Emmanuelle Saada, « qu'il n'appartient pas qu'aux anciennes métropoles[25] ».

D'autres désignations cependant auraient été possibles. En premier lieu, celle des contemporains, « révolution de Saint-Domingue », a le mérite de rester relativement neutre, même si elle nous parle mal aujourd'hui : elle n'a pas été complètement ignorée par des historiens français qui suivaient sans doute Gabriel Debien, dont les écrits proli-

21/ Popkin (2010). L'extrême rigueur de l'ouvrage par ailleurs laisse supposer que les enjeux éditoriaux ont certainement dû compter dans ce choix.

22/ Voir par exemple : Biard et Dupuy (2008). Au moins est-elle présente, ce qui est loin d'être toujours le cas.

23/ Deschamps (1898) ; Saintoyant (1930).

24/ Bénot (1989) ; Blackburn (1988).

25/ Saada (2010).

fiques nourrissent encore aujourd'hui la réflexion[26]. Penser en termes de révolution antillaise ou caribéenne permettraient de recontextualiser les événements dans l'environnement régional, par-delà la fragmentation liée à l'insularité ou à la diversité des souverainetés. Enfin, on aurait pu également employer l'expression « révolution impériale » — à l'instar des Révolutions ibéro-américaines[27], mais on se heurte en l'occurrence au vide historiographique entourant le premier Empire colonial français[28]. Afin de comprendre pourquoi la « Révolution dans les colonies » s'est imposée en France, tandis que la « Haitian Revolution » émergeait aux États-Unis, il faut retrouver les origines contrastées de ce renouvellement historiographique.

Dans le sillage du bicentenaire de la Révolution française

En France, le bicentenaire de la Révolution française fit véritablement émerger la question coloniale dans l'histoire révolutionnaire. Cette dernière s'était en effet illustrée par son absence dans les récits des Alphonse Aulard, Albert Mathiez et autres titulaires de la chaire de la Sorbonne, mais aussi dans l'histoire révisionniste de François Furet[29]. Dans les années 1989-1992, Jean Tarrade, Jacques Adélaïde-Merlande, Jacques de Cauna et Lucien Abenon — les spécialistes de l'histoire coloniale de la période moderne — dirigèrent des ouvrages collectifs inscrivant les Antilles françaises dans la dynamique révolutionnaire[30],

26/ Le nombre de références monographiques se rapportant à G. Debien rend vaine toute tentative d'exhaustivité. L'historien fut pendant plus de vingt ans (années 1950-1970) le fer-de-lance de la recherche française sur les Antilles françaises de la période moderne, et le meilleur connaisseur de la « Révolution de Saint-Domingue ». Florence Gauthier, par exemple, emploie l'expression.

27/ Adelman (2008).

28/ Il est par exemple quasi-absent de Morelli, Thibaud, et Verdo (2009).

29/ Parmi les ouvrages classiques traitant de l'histoire générale de la Révolution, l'œuvre de Jaurès fait exception, car elle intègre les problématiques coloniales à travers l'étude des débats d'Assemblée (même si la révolution à Saint-Domingue reste globalement hors-champ). À ce titre, la biographie de Toussaint-Louverture écrite par Aimé Césaire dans les années 1960 était aussi un ouvrage militant visant à bousculer l'institution et la version officielle de la Révolution française, en montrant les limites de l'événement : Jaurès (1983-1989) ; Césaire (2000). Pour une présentation détaillée de l'historiographie antérieure au bicentenaire, se reporter à : Goldstein-Sepinwall (2009).

30/ Tarrade (1989) ; Abénon et Cauna (1989) ; Adélaïde-Merlande (1992).

tandis que Pierre Pluchon publiait une biographie iconoclaste et controversée de Toussaint Louverture[31]. Ces ouvrages relevaient toutefois de l'historiographie coloniale classique, qui en quelque sorte isolait ces territoires de l'histoire nationale : la notion de « ghetto colonial » inventée par Marc Ferro pour qualifier cette déconnexion pourrait ainsi s'appliquer à ce corpus[32]. Or, au milieu des années 1980, à côté de ces historiens, se constitua un petit groupe de chercheurs qui entendait désenclaver l'histoire antillaise. Il s'agissait pour eux d'intégrer la question coloniale aux débats et aux manifestations du bicentenaire, dans une perspective peut-être moins locale et surtout moins périphérique. À terme, l'objectif consistait à opérer un croisement entre la « Révolution des droits de l'homme » et les questions coloniales. Ce groupe se forma autour d'Yves Bénot, historien au parcours atypique : journaliste, militant engagé pour la décolonisation, Y. Bénot s'était intéressé à l'anticolonialisme de Diderot, avant d'élargir son propos à la Révolution dans les colonies. Ses ouvrages font encore aujourd'hui figure de référence[33]. Il entraîna avec lui de jeunes historiens, spécialistes du « droit naturel », tels que Marcel Dorigny, Florence Gauthier, Bernard Gainot et d'autres, qui orientèrent leurs travaux vers ces questions. Le soutien de l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF) rattaché à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et de son directeur, Michel Vovelle, contribua vigoureusement à l'émergence de ce nouvel axe de recherche. En février 1989, un très grand colloque intitulé « Esclavage, colonisation, libérations nationales de 1789 à nos jours » fut organisé à Paris 8, Saint-Denis, et publié en 1990[34]. Les manifestations de Saint-Denis enclenchèrent une dynamique qui donna lieu à un deuxième colloque en 1991 et, surtout, à un numéro spécial des *Annales historiques de la révolution française* en juillet-décembre 1993, consacré à la « Révolution aux colonies » et préfacé par M. Vovelle.

Par la suite, les travaux se sont poursuivis dans le cadre d'une association formelle, créée en 1993 : l'APECE, l'Association pour l'étude de la colonisation européenne, qui place la focale sur la période dite intermédiaire — 1750-1850 — entre les deux grandes phases d'expansion coloniale. L'originalité de cette association hybride réside

31/ Pluchon (1989).

32/ Ferro (2005).

33/ Benot (1988); Benot (2006).

34/ Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique et Comité 89 en 93 (1990).

notamment dans la grande diversité de ses membres : universitaires, passionnés, militants et généalogistes (parfois descendants de planteurs ou d'esclaves) participent régulièrement. L'activité de l'APECE s'est traduite par l'organisation de colloques dont les actes ont été publiés afin de marquer deux autres bicentenaires : en 1994, la première abolition de l'esclavage, et en 2002, son rétablissement par Bonaparte[35]. Ses efforts sont venus s'ajouter à ceux de la « Société française d'histoire d'outre-mer » permettant à J. de Cauna d'éditer un ouvrage consacré à la mémoire de Toussaint Louverture en 2004[36] ; et ils ont été relayés par l'UNESCO : une table ronde sur l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue fut par exemple organisée en 1997 au Port-au-Prince[37]. En outre, chaque mois, des conférenciers, professeurs reconnus, jeunes chercheurs et étudiants, continuent d'y présenter leurs travaux — ce qui offre un remarquable panorama sur l'historiographie française de cette période coloniale et un aperçu des recherches internationales. Plus de cent communications y ont été présentées, dont un quart par des étudiants, et 10% par des chercheurs étrangers. M. Dorigny souligne à ce titre que l'inflexion majeure concerne le nombre croissant d'interventions sur l'histoire d'Haïti, de la guerre d'indépendance aux années 1830 : Saint-Domingue/Haïti concernait 22 présentations entre 1993 et 2009[38] ; 5 présentations sur 15 en 2010-2011. Or, jusqu'à ces dernières années, la Révolution dans les colonies qui sont restées dans le giron français — ce qu'on appelle aujourd'hui « la France des Outre-Mers » — a fait l'objet de davantage de travaux. La Guadeloupe, où l'esclavage fut provisoirement aboli à la différence de la Martinique — occupée par les Anglais, avait, en particulier, tiré son épingle du jeu[39].

Réintégrée à cet ensemble, la Révolution de Saint-Domingue se voit incluse dans le mouvement révolutionnaire affectant l'ensemble des Antilles françaises, mais surtout elle est de plus en plus connectée à la politique de la métropole, et en particulier à celle qui concerne

35/ Dorigny (1995) ; Benot et Dorigny (2003).

36/ Cauna (2004). Fondée en 1912, cette société a en outre toujours joué un rôle primordial en publiant la *Revue d'Histoire des colonies françaises* (1913-1932), la *Revue d'Histoire des colonies* (1932-1958), et aujourd'hui la *Revue française d'histoire d'outre-mer*.

37/ Hurbon (2000).

38/ Chiffres fondés sur la brochure « Association pour l'étude de la colonisation européenne, bref aperçu de ses origines et de ses objectifs par Marcel Dorigny, septembre 2009. »

39/ Pérotin-Dumon (1985) ; Pérotin-Dumon (2001) ; Régent (2004).

l'application des droits de l'homme dans le monde colonial. De ce fait, l'intérêt porté au sujet s'inscrit aussi dans un jeu mémoriel qui dépasse le seul cadre universitaire. Les controverses liées à l'intervention du politique et du judiciaire via la loi du 10 mai 2001 (dite Taubira) et la loi du 23 février 2005 (« sur le rôle positif de la colonisation »), l'affaire Pétré-Grenouilleau et la polémique autour du pamphlet le *Crime de Napoléon* de Claude Ribbe en 2005 — autrement dit les « usages publics de l'histoire » — constituent l'arrière-plan des travaux scientifiques[40] : M. Dorigny par exemple a pris des positions publiques lors de ces débats. À cette lumière, on comprend mieux les enjeux de travaux qui interrogent l'universalisme de la Révolution française. Les recherches ont porté sur la société des amis des Noirs, les luttes politiques des libres de couleur, la deuxième commission civile de Sonthonax et Polverel, l'abolitionnisme républicain ou encore les officiers de couleur[41]. Les effets de retour en métropole galvanisent aujourd'hui les énergies : un grand colloque réunissant historiens et historiens du droit a récemment été organisé à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour mesurer l'impact juridique de la révolution coloniale[42]. Le débat entre spécificité et assimilation fut le centre d'une réflexion interrogeant l'unité de Révolution(s) embrassant métropole et colonies. Le

---

40/ Ces lois dites « mémorielles » suscitèrent d'importantes controverses. La loi Taubira qualifie de délit la contestation des traites et de l'esclavage comme crimes contre l'humanité, dans la lignée de la loi Gayssot de 1990. L'alinéa 2 de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés », précisant que les « programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outremer », provoqua un grand débat et fut finalement supprimé par voie réglementaire en janvier 2006. Un entretien donné par l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau au *Journal du Dimanche* provoqua le dépôt d'une plainte par le « Collectif antillais, guyanais, réunionnais » contre l'historien pour contestation de crime contre l'humanité — plainte qui fut finalement abandonnée en 2007. Enfin le texte de Claude Ribbe qui voyait dans Napoléon un précurseur d'Adolphe Hitler, provoqua des remous médiatiques, ainsi que la publication par des spécialistes du Premier Empire d'un ouvrage destiné à le réfuter. Voir : Lentz et Branda (2006) ; Cottias (2010).

41/ Dorigny (1997) ; Dorigny et Gainot (1998) ; Piquet (2002) ; Gauthier (2007) ; Gainot (2007) ; Blancpain (2010).

42/ « Les colonies, la Révolution française, la loi », IHRF, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 23-24 septembre 2011. Le groupe de recherches et d'études en histoire du droit et des institutions d'outre-mer (GREHDIOM) et son directeur, Jean-François Niort, jouent un rôle particulièrement important. Il faut également noter l'activité de l'association des historiens du droit colonial, via son site internet notamment.

livre-manifeste, *Pour quoi faire la Révolution*, publié par les membres de l'IHRF, témoigne exemplairement de ce changement de perspective : les deux premiers chapitres invitent ainsi à replacer le colonial au cœur du processus révolutionnaire[43]. À travers les colonies, ce sont les contours du républicanisme français qu'il faut redessiner, en évitant d'imposer le point de vue métropolitain et de simplifier une complexe interaction.

S'il s'agit d'un champ en pleine expansion, sa diffusion au-delà de cercles mentionnés ne va cependant pas sans heurt. Les cours portant spécifiquement sur les colonies françaises de la période moderne et *a fortiori* sur Saint-Domingue restent rares dans les universités métropolitaines, à quelques exceptions notables près[44]. Le plus souvent, les colonies sont reléguées au statut d'appendice et occupent un faible espace horaire dans les enseignements. Les décennies d'oubli, la place très marginale d'Haïti aujourd'hui, tout comme le spectacle de sa misère, occultent l'importance d'un événement qui peine à s'intégrer à l'histoire nationale. Pour l'historienne américaine A. Goldstein-Sepinwall, la raison épistémologique serait encore plus générale : elle tiendrait aux difficultés éprouvées par la communauté scientifique française de penser la « race », terme qui suscite des réticences très vives au nom des idéaux républicains[45]. C'est souligner le contraste majeur dans l'interprétation de la Révolution de Saint-Domingue entre la recherche française et la recherche américaine — contraste dans les concepts employés mais aussi dans les cadres de réflexion.

43/ Le premier chapitre, de Pierre Serna, s'intitule « Toute révolution est guerre d'indépendance » et le deuxième, de Frédéric Régent, « Pourquoi faire l'histoire de la Révolution française par les colonies ?» : Chappey, Gainot, Mazeau, Régent et Serna (2012).

44/ Il faut cependant mentionner les cours et séminaires de Licence 3 et de master à Paris 1, Paris 7 et Paris 8, le parcours de spécialité en Master « histoire du fait colonial et impérial » à l'École des hautes études en sciences sociales, ou encore les séminaires de Master sur les empires et les situations coloniales à Paris 4, à l'INALCO, à Sciences-Po, qui intègrent également ces questions. L'université Paris 8 fait encore figure d'avant-poste : la brochure destinée aux étudiants de Licence en histoire (2011-2012) a pour couverture le portrait de Toussaint Louverture. Voir http://www2.univ-paris8.fr/histoire/wp-content/uploads/2011/08/Livret-Licence-11-12-version-impression.pdf.

45/ Goldstein-Sepinwall (2009).

La Révolution haïtienne dans *l'Atlantic History*

Aux États-Unis, l'historiographie de la Révolution haïtienne se développa dans les années 1980 avec les ouvrages pionniers de David Geggus, puis de Carolyn Fick, qui plaçait le point de vue des esclaves au centre[46]. Avant même ces ouvrages, Haïti était peut-être cependant moins absent de l'historiographie américaine que de l'historiographie française[47]. Jusqu'alors trois thèmes y avaient en effet orienté la recherche. Le premier axe, qui est le plus anciennement développé, concerne l'histoire diplomatique entre Saint-Domingue/Haïti et les États-Unis. Il s'agissait d'abord de retrouver les origines de la doctrine Monroe avant sa formulation officielle de 1823 : les relations entre Saint-Domingue/Haïti et les États-Unis pendant la Révolution étaient alors comprises comme le premier acte du néo-colonialisme ou de l'impérialisme américain dans les Caraïbes et en Amérique latine[48]. Cette interprétation s'est focalisée sur l'alliance nouée en 1799 entre John Adams, président fédéraliste, et Toussaint Louverture, au détriment de la métropole. L'interventionnisme américain mettait une nouvelle marine de guerre au service d'intérêts commerciaux bien compris. Le deuxième axe de recherche concernait l'histoire de l'abolitionnisme, autour de deux questions connexes : la Révolution haïtienne a-t-elle fait progresser le mouvement abolitionniste en Grande Bretagne et aux États-Unis ou au contraire l'a-t-elle freiné ? les violences révolutionnaires ont-elles incité à réformer le système esclavagiste ou à le renforcer ? Tandis que Robin Blackburn maintenait l'impact positif de la Révolution, David Brion Davis soulignait l'ambiguïté de son influence sur les mouvements abolitionnistes[49]. L'exemplarité haïtienne comme force inspiratrice dans la contagion des révoltes caribéennes fut également sujette à débat[50]. Enfin, la troisième entrée, qui combinait les deux

46/ Geggus (1982) ; Fick (1990).

47/ Pour un panorama plus détaillé, voir : Goldstein-Sepinwall (2003).

48/ Treudley (1916) ; Tansill (1938) ; Montague (1940) ; Logan (1941).

49/ Blackburn (1988) ; Davis (1999). Le débat est plus clairement présenté dans l'ouvrage collectif dirigé par D. Geggus qui confronte les points de vue de R. Blackburn, D. Brion Davis et Seymour Drescher — ce dernier étant le plus critique : Geggus (2001).

50/ Le débat a surtout opposé Eugene Genovese, partisan de la première thèse, à D. Geggus. Voir : Genovese (1992) ; Geggus (2002), pp. 55-68. Sur le thème de la contagion, voir les travaux sur la révolte servile de Gabriel en Virginie : Sidbury (1997).

axes précédents, concernait l'attitude des « pères fondateurs » vis-à-vis de la Révolution haïtienne et surtout de la question raciale. Un thème particulièrement développé fut celui de Toussaint Louverture comme « Washington noir[51] ». Il faut noter que l'historiographie américaine s'organise encore aujourd'hui autour de ces « pères fondateurs » qui sont autant de marqueurs politiques — les conservateurs se plaçant du côté de John Adams et d'Alexander Hamilton, les progressistes autour de Thomas Jefferson et de James Madison. La reconnaissance tardive d'Haïti et les divergences entre les premiers présidents américains ont focalisé les débats[52]. Les États-Unis ne reconnurent la « première République noire » qu'en 1862 pendant la guerre de sécession, autrement dit au point névralgique de leur histoire. Plus précisément, c'est la politique de Jefferson qui a déchaîné les passions. Le troisième président américain non seulement refusa de reconnaître Haïti, mais décida de décréter l'embargo général pour isoler le nouvel État. Les motivations de Jefferson furent particulièrement discutées : solidarité avec les planteurs du Sud, racisme ou *realpolitik* chargée de complaire à Napoléon[53] ?

Si le décollage historiographique de la Révolution haïtienne aux États-Unis ne se produisit pas en terres vierges, il fut néanmoins lié à son inscription dans la nouvelle histoire atlantique[54]. Ces études atlantiques, qui parviennent désormais à maturité mais demeurent en pleine effervescence, ne sauraient être réduites à une sous-catégorie de l'histoire mondiale. Certes, l'histoire atlantique emploie des outils méthodologiques analogues, en matière d'histoire croisée ou connectée; elle insiste également sur le caractère perméable des frontières impériales, sur l'importance des migrations, trafics et flux, et relativise le cadre national[55]. Empruntant aussi des concepts à l'histoire subalterniste ou postcoloniale, fondé sur la multiplication des points de vue et les jeux d'échelle, le « paradigme atlantique consiste à considérer que les relations de toutes sortes animant le monde atlantique jouèrent un rôle fondamental dans l'évolution des sociétés de part et d'autre de

51/ Hunt (1988).

52/ Matthewson (2003).

53/ Zuckerman (1993); Matthewson (1995); Onuf (1998).

54/ Geggus (2011).

55/ Il existe désormais une très importante bibliographie portant sur la définition de l'histoire atlantique. Parmi d'autres, deux points de vue divergents : Bailyn (2005); Games (2006).

l'océan éponyme[56] ». La nature des liens entre cette historiographie et la notion de « Révolution atlantique[57] » développée dans les années 1950 par Jacques Godechot et Robert R. Palmer ne fait pas consensus, dans la mesure où les Caraïbes et l'Afrique sont replacées au centre d'une analyse dont elles avaient été exclues auparavant. Or, la Révolution haïtienne permet désormais de croiser ces deux historiographies ; autrement dit, la Révolution atlantique peut être relue à la lumière de Saint-Domingue[58]. De fait, la Révolution haïtienne est devenue un sujet noble, central, connecté à sa prestigieuse consœur d'Amérique du Nord. En effet, deux historiens majeurs de la Révolution américaine, Bernard Bailyn et Jack Greene, en promouvant l'histoire atlantique, ont indirectement contribué à la mise au premier plan de la Révolution haïtienne[59]. L'implication de la bibliothèque John Carter Brown à Providence, grâce au soutien de ses directeurs successifs, Norman Fiering et Ted Widmer, a débouché sur un vaste projet d'achats et de numérisation de collections concernant Saint-Domingue/Haïti[60].

Si la Révolution haïtienne a profité de cette révolution historiographique, elle a aussi fortement contribué à la façonner. Avant même *l'Atlantique noir* de Paul Gilroy sur le mouvement rasta et les liens culturels entre l'Afrique, les Caraïbes et les Africains-Américains[61], Julius Scott terminait en 1986 une thèse qui fit date : « The common wind : currents of Afro-American Communication in the Era of the Haitian Revolution[62]. » Ce travail mettait en lumière un espace de circulation, un réseau parallèle au cadre colonial, qui favorisait la diffusion des nouvelles politiques et des rumeurs dans les Caraïbes, notamment par l'intermédiaire de marins noirs. Il devint dès lors possible de suivre finement la réception de la Révolution haïtienne dans un envi-

---

56/ Vidal (2009), p. 9.

57/ L'expression proposée en pleine guerre froide, avait valu à R. Palmer et à J. Godechot le soupçon d'avoir été subventionnés par la CIA : Palmer (1959) ; Godechot (1963).

58/ Blackburn (2006).

59/ Cette institutionnalisation se traduisit par l'instauration d'un colloque annuel réunissant les jeunes spécialistes du champ, dans l'université *Ivy League* la plus prestigieuse, Harvard, sous la houlette de B. Bailyn.

60/ Voir en particulier « Remember Haiti » : http://www.brown.edu/Facilities/John_Carter_Brown_Library/remember_haiti/index.php.

61/ La première édition date de 1993 : 10 ans plus tard paraissait une traduction française qui vient d'être rééditée : Gilroy (2010).

62/ Scott (1986).

ronnement élargi. Si Julius Scott fut en quelque sorte le père fondateur de l'histoire atlantique de la Révolution haïtienne, la publication du livre de Laurent Dubois, *Avengers of the new World* en 2004 (traduit en français dès 2005), changea radicalement la place de Saint-Domingue dans l'ère des Révolutions[63]. L'ouvrage rencontra en effet un succès retentissant auprès du grand public, peut-être déjà « préparé » par les romans historiques de Madison Smartt Bell[64]. Faisant suite à un travail précurseur sur la Révolution en Guadeloupe[65], le livre de L. Dubois inscrivait en outre la Révolution dans son contexte atlantique, montrant par exemple l'hybridation des revendications des esclaves, dont le répertoire politique empruntait autant aux droits de l'homme qu'à celui des monarchies africaines[66].

Depuis le début des années 2000, les répercussions de la Révolution ont fait l'objet de nombreuses enquêtes, sous la forme de thèses de doctorat, d'actes de colloques ou d'articles. Les ouvrages dirigés par D. Geggus interrogeaient l'impact de la Révolution dans le monde atlantique[67]. L'histoire des réfugiés de Saint-Domingue en métropole et aux États-Unis, les trajectoires atlantiques des libres de couleur et les problématiques raciales, la circulation du café dominguois comme objet de consommation et sujet de controverses politiques, la rôle de la Révolution dans la cession de la Louisiane et sa réception dans la jeune République ou encore à Cuba, à Santo Domingo, en Amérique du Sud, à Curaçao constituent quelques-uns des nouveaux domaines explorés[68]. La micro-histoire également a été mise à l'honneur, comme le prouve l'enquête menée par Rebecca Scott et Jean Hébrard sur la

63/ Dubois (2005).

64/ Le romancier avait rassemblé une importante masse documentaire avant d'écrire une trilogie haïtienne qui remporta un grand succès. La « trilogie haïtienne » a été rapidement traduite en français : Bell (1996); Bell (2007a); Bell (2007b).

65/ La version américaine et la version française de l'ouvrage sont relativement différentes : Dubois (2004a); Dubois (2004b).

66/ L. Dubois s'appuyait sur les travaux de John Thornton : Thornton (1993).

67/ Gaspar et Geggus (1997); Geggus (2001).

68/ L'exhaustivité n'est désormais plus possible. Citons sur les réfugiés : Meadows (2000) et White (2010); sur les libres de couleur : Garrigus (2006) et Landers (2010); sur la question louisianaise et la réception politique aux États-Unis : Dun (2005); Dubois (2009b); sur le café dominguois : McDonald (2005); sur l'impact à Cuba : Ferrer (2003) et Childs (2006); à Santo-Domingo : Nessler (2011) et Eller (2011); à Curaçao : Klooster et Oostindie (2011).

circulation atlantique d'une famille qui, sur cinq générations, connut l'esclavage puis la liberté : la Révolution haïtienne constitue le pivot du récit[69]. L'impact des événements de Saint-Domingue sur d'autres parties du monde confère ainsi une portée universelle à l'événement. Deux grands colloques organisés pour le bicentenaire de la naissance d'Haïti aux États-Unis, à Brown et Northwestern, ont donné lieu à la publication d'ouvrages collectifs importants[70]. Des manuels destinés aux étudiants de premier cycle tâchent désormais de synthétiser une production historiographique qu'il est devenu difficile de maîtriser dans toute son ampleur[71]. Le mouvement est tel que N. Fiering en vient à écrire : « Indeed, the current fashion of "Atlantic history" brings Haiti to the forefront with renewed urgency. If the newly imagined domain of the "Atlantic World" in the early modern era has a capital, it is surely Saint-Domingue[72]. »

Partant, mettre la Révolution haïtienne au centre revenait à nuancer la portée de la Révolution américaine, de son exceptionnalisme. Dans les enseignements également, l'histoire des États-Unis ne pouvait dès lors plus se comprendre sans en passer au préalable par Saint-Domingue/Haïti. Emily Clark, spécialiste de la Louisiane à l'université Tulane, enseigne par exemple le séminaire « American Revolutions », connectant l'histoire des « Treize colonies » et celle de Saint-Domingue. Ada Ferrer, à la New York University, consacre à la Révolution haïtienne et à ses répercussions dans les Amériques un séminaire spécifique ; tandis que le programme atlantique de l'université Michigan est quasiment organisé autour de Saint-Domingue. Le champ se caractérise en outre par une très forte interdisciplinarité : les départements d'anglais et de français y trouvent leur place à travers l'étude des littératures postcoloniales[73] ; les *Caribbean Studies*, les *African-American Studies*, les *Latin American Studies* sont également à l'avant-garde d'un champ marqué par de forts enjeux identitaires : la Révolution haïtienne est devenue le laboratoire par excellence pour comprendre les problématiques

69/ Hébrard et Scott (2012). Les questions juridiques que posait cette circulation sont également traitées dans l'étude de Martha Jones sur une famille de planteurs dominguois, confrontée à différents régimes de liberté dans un monde atlantique en révolution : Jones (2011).

70/ Garraway (2008) ; Geggus et Fiering (2009).

71/ Popkin (2012) ; Goldstein-Sepinwall (2012).

72/ Geggus et Fiering (2009), p. vii.

73/ Relèvent de ce champ : Fischer (2004) ; Garraway (2005) ; Nesbitt (2008) ; Dobie (2010).

raciales dans les Amériques. Au-delà, Haïti devient une grille de lecture pertinente afin d'appréhender la guerre de sécession : Matthew Clavin a publié un livre étudiant la mémoire de Toussaint Louverture et de Saint-Domingue dans les années 1860, au risque de bousculer l'historiographie de la période[74]. Steven Hahn, spécialiste reconnu de la reconstruction, mettait néanmoins en garde contre les risques de surinterprétation, conférant à la Révolution haïtienne une place hégémonique : « In exploring those connections and comparing what happened in the South and what happened on the island of Saint-Domingue between 1791 and 1804 (in what is known as the Haitian Revolution and currently understood as the greatest and only successful slave revolt in modern history), I believe a case may be made for a much larger and perhaps even more successful slave rebellion in the United States, since the slave population of the United States was 10 times the size of that in Saint-Domingue, and, once liberated, African-Americans won unprecedented civil and political rights[75]. » De même, D. Geggus, dont le rôle pionnier a été fondamental dans le développement du champ, invite à ne pas procéder à la mythification de l'événement : il souligne les limites de ses apports juridiques (il questionne notamment le « républicanisme » des esclaves insurgés) et nuance son impact mondial en la mettant en miroir des conséquences de l'abolition britannique de 1833[76].

Échanges historiographiques et malentendus transatlantiques

Aussi bien en France qu'aux États-Unis, le retour de la « Révolution atlantique » vise à contester une histoire exceptionnaliste ; en témoigne la parution en 2004 de l'ouvrage d'Annie Jourdan, dont le titre était on ne peut plus clair : *la Révolution, une exception française ?*[77]. Le programme du CAPES/agrégation de 2005-2006, un concours de recrutement des enseignants du secondaire qui a également pour fonction de produire l'inventaire historiographique des recherches en cours,

74/ Clavin (2010).

75/ Hahn, « On History, A Rebellious Take in African-American History », *The Chronicle Review*, 3 août 2009.

76/ Geggus (2010).

77/ Jourdan (2004).

portait sur « Révoltes et révolutions (1776-1802) ». Ce programme intégrait la Révolution française à un mouvement qui dépassait très largement le seul hexagone. Adoptant une démarche analogue, Pierre Serna et l'IHRF ont organisé un grand colloque international dont les actes ont été publiés en 2009 sous le titre *Le Directoire et les Républiques-sœurs, la question de la Révolution atlantique*[78]. Cependant, on peut se demander si le cadre conceptuel est similaire de part et d'autre de l'Atlantique. A. Goldstein Sepinwall, a en effet écrit un article au vitriol contre le programme d'agrégation dans lequel elle critique la date finale retenue : 1802 — ce qui réduisait l'indépendance haïtienne de 1804 à un non-événement. Analysant les manuels d'agrégation, elle a souligné le caractère extrêmement périphérique des questions coloniales dans ces derniers, à quelques exceptions notables près (notamment ceux de M. Dorigny et B. Gainot[79]). La Révolution haïtienne devenue centrale dans l'historiographie américaine apparaissait *in fine* marginale dans l'historiographie française. L'ouvrage dirigé par P. Serna ne consacrait que 5 articles sur 21 à l'Amérique, et un seul à Saint-Domingue. Il faut également souligner que les autorités sous lesquelles se placent les historiographies françaises et américaines divergent : aux États-Unis, la référence incontournable est *Les Jacobins noirs* de C. R. L. James[80], tandis qu'en France, c'est J. Godechot qui est mis en avant. Dans cette dernière perspective, l'emploi de l'expression « Révolution atlantique » vise avant tout à élargir la réflexion au continent européen, ce que revendique explicitement l'ouvrage codirigé par les historiens italiens Manuela Albertone et Antonino de Francesco, chercheurs associés de l'IHRF[81]. Dans la même veine, A. Jourdan, recensant un ouvrage collectif portant sur l'impact atlantique de l'Empire napoléonien, regrette que le passage d'une histoire nationale à une histoire mondiale en vienne à négliger l'histoire intereuropéenne au nom du refus de l'européocentrisme, car « l'impact révolutionnaire et napoléonien sur les divers pays européens n'est pas encore réellement connu dans ses nombreux détails[82] ».

78/ Serna (2009).

79/ Goldstein-Sepinwall (2006).

80/ L. Dubois écrit dans la préface figurant dans la dernière édition française de l'ouvrage : « Bien qu'il n'utilise jamais le terme, James a contribué, avec cette œuvre, à poser les fondations du champ de recherche connu aujourd'hui sous le nom "d'histoire atlantique" » : James (2008), p. 11.

81/ Albertone et de Francesco (2009).

82/ L'ouvrage recensé est : Belaubre, Dym et Savage (2010). La recension d'Annie Jourdan est publiée par H-France : http://www.h-france.net/vol11re-

Sans doute ce jugement n'est-il pas si éloigné des réticences éprouvées pendant longtemps par les historiens français vis-à-vis de l'histoire atlantique, comme l'a montré Cécile Vidal[83]. Plus fondamentalement encore, Annie Jourdan met ainsi le doigt sur l'inconscient postcolonial qui peut sembler motiver en partie la mise à l'honneur de la Révolution haïtienne : « provincialiser l'Europe[84] ». Aux États-Unis, l'histoire atlantique était chargée de désenclaver l'histoire locale propre à chaque colonie ou à chaque grande ville, mais aussi de rompre avec une certaine histoire impériale britannique. On peut dès lors se demander si la dimension atlantique n'a pas tendu à couper les liens avec l'Europe et plus précisément avec les anciennes métropoles. Ainsi se développe une historiographie hémisphérique qui souligne la chaîne des indépendances panaméricaines. L'ouvrage qui en est le plus significatif est celui de Peter Langley[85]. Divisé en trois chapitres, on peut lire successivement trois synthèses successives sur la Révolution américaine, puis la Révolution haïtienne et enfin les Révolutions sud-américaines — parcours synthétisé par une couverture qui fait figurer les portraits de « pères fondateurs » justifiant les analogies entre Washington, Toussaint et Bolivar. Dans ce cycle, la Révolution française se voit rejetée hors champ, la Révolution américaine étant désormais considérée comme originaire. Suivant une structure analogue, l'ouvrage de Wim Klooster réintroduit cependant la Révolution française, intercalant ainsi un quatrième chapitre entre le moment des « Treize colonies » et la phase haïtienne[86]. Mais la critique d'Annie Jourdan tient toujours : qu'en est-il de l'Europe dans ce nouveau modèle ?

Plus concrètement, la question de la coopération entre chercheurs européens et chercheurs américains ne va pas toujours de soi. Le politiste Gaïdz Minassian, dans une tribune du *Monde* du 19 octobre 2011, intitulée « L'histoire globale peine encore à supplanter le roman national en France », répondant au texte de P. Nora cité en introduction, affirme que l'européocentrisme « ne transpire pas que dans les approches scientifiques, il se mesure aussi à l'identité des invités ». Un tel argument pourrait être retourné : il est par exemple frappant que le

---

views/vol11no223Jourdan.pdf.

83/ Vidal (2008).

84/ Que la référence soit explicitée ou non, l'ouvrage de Dipesh Chakrabarty pose en quelque sorte les termes du débat : Chakrabarty (2007).

85/ Langley (1996).

86/ Klooster (2009).

livre dirigé par David Armitage sur l'ère des Révolutions en contexte global ne fasse intervenir que des chercheurs affiliés à des universités américaines — à l'exception de Christopher Bayly qui enseigne à Cambridge[87]. À l'inverse cependant, les principaux ouvrages traitant des enjeux globaux de la Révolution haïtienne impliquent des chercheurs de plusieurs continents. Le « compagnon de l'histoire atlantique » publié par Oxford University Press, qui apparaît comme une sorte de dictionnaire du champ (et la Révolution haïtienne y figure en bonne place), a eu le souci de regarder au-delà des frontières universitaires étatsuniennes[88]. En outre, raisonner en termes de nationalité présente un certain nombre de limites — d'ailleurs bien mises en évidence par l'histoire atlantique — d'autant que les carrières et les parcours individuels ne sont pas réductibles aux papiers d'identité du chercheur : Philippe Girard, auteur d'un ouvrage en anglais sur l'expédition de 1802 à Saint-Domingue[89], enseigne à l'université McNeese, tandis que J. Hébrard est rattaché à la fois à l'université du Michigan et à l'EHESS. De nombreux autres facteurs, et en particulier les frictions interdisciplinaires, peuvent contribuer bien davantage aux incompréhensions. L'ouvrage de J. Popkin sur l'incendie du Cap et ses conséquences conteste autant les interprétations de F. Gauthier que celles de Nick Nesbitt postulant le radicalisme de la Révolution dès 1791[90]. Le contentieux est à la fois méthodologique et conceptuel : d'une part, l'historien adopte une approche reposant sur un minutieux travail d'archives pour reconstituer le détail des inflexions chronologiques ; d'autre part, le littéraire pose le problème en termes de « modernité » et dans une optique généalogique. Recensant le livre de J. Popkin, Chris Bongie qui emploie les outils des *postcolonial studies,* se montre assez critique. Outre un désaccord politique, il reproche notamment à l'auteur de ne pas préciser qui sont ses destinataires et à quel débat il contribue[91].

Incitant les historiens à décrypter le surgissement des malentendus lorsqu'intervient un changement d'échelle, Jean-Clément

87/ Armitage et Subrahmanyam (2010).

88/ Canny et Morgan (2011).

89/ Girard (2011).

90/ Popkin (2010).

91/ https://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=31431. J. Popkin, spécialiste de la presse révolutionnaire française et du genre autobiographique, se situe à l'interface de deux champs disciplinaires, ce qui l'avait conduit à éditer une anthologie de textes concernant la Révolution haïtienne : Popkin (2007).

Martin souligne les complexités des échanges et des itinéraires dans les circulations de tout ordre qui caractérisèrent l'ère révolutionnaire[92]. Un tel conseil vaut également pour comprendre une historiographie travaillée par l'internationalisation et les jeux disciplinaires. La notion d'« intermédiaire » ou de « cultural broker » peut s'appliquer à certains historiens qui tâchent de connecter les champs historiographiques. L'impact de la Révolution haïtienne sur la France métropolitaine avait été peu exploré aux États-Unis : la parution bienvenue d'une édition remaniée de la thèse de Malick Ghachem, qui interroge l'Ancien Régime sous l'angle de la relation juridique avec Saint-Domingue, se produit sur un terrain désolé[93] jusqu'à il y a peu. Mais, outre les travaux de J. Popkin et A. Goldstein Sepinwall déjà mentionnés, il faut noter l'intérêt croissant des historiens américains de la Révolution française pour Saint-Domingue. Leur arrivée, relativement tardive, contribue encore davantage à renégocier les frontières des « aires culturelles », ce que réclamait par exemple L. Dubois soucieux d'« atlanticiser » la Révolution française[94]. Rafe Blaufarb, Elizabeth Colvill, Paul Cheney, John Shovlin et d'autres adoptent désormais une perspective coloniale ou impériale dans leurs travaux[95], tandis que Lynn Hunt et ses anciens étudiants, Gene Ogle et Max Nelson, ont orienté leurs recherches vers de la notion de « Lumières coloniales » — centrées sur Saint-Domingue[96]. Le premier *webinar* d'*H-France*, organisé le 6 octobre 2011 par Charles Walton traitait de « The Age of Revolutions in a global context » : sur les trois articles à commenter, deux concernaient principalement Saint-Domingue[97]. En outre, les transferts historiographiques peuvent également emprunter des voies de traverse. Citons par exemple la coopération internationale impulsée par les chercheuses

92/ Martin (2011).

93/ Ghachem (2012). Voir aussi : Spieler (2009). Notons également que Sue Peabody a étendu ses recherches au-delà de la frontière — 1789 : Peabody (1996) ; Peabody (2009).

94/ Dubois (2009a).

95/ Des historiens qui se situent *a priori* sur des terrains très différents : R. Blaufarb en histoire militaire et napoléonienne, E. Colvill en histoire du genre et de la famille, P. Cheney et J. Shovlin dans le domaine de l'économie politique : Blaufarb (2005) ; Colvill (2009) ; Shovlin (2010) ; Cheney (2010).

96/ Ogle (2003) ; Hunt (2010) ; Nelson (2010).

97/ Il faut constater cependant qu'il n'y eut quasiment que des participants américains, en raison peut-être de la barrière linguistique et sans doute aussi du caractère expérimental de ce premier « séminaire global ».

Anja Bandau et Rebekka von Mallinckrodt rattachées à des universités allemandes[98]. En France, des chercheurs enseignant dans des départements d'anglais, tels que Nathalie Dessens, Marie-Jeanne Rossignol ou Allan Potofsky, inscrivent leurs recherches dans une démarche atlantique[99]. La rencontre entre les spécialistes de la Révolution française et ceux des Empires ibériques, dans le contexte du bicentenaire des indépendances en Amérique du Sud, replace Saint-Domingue/Haïti au centre[100]. En témoigne le colloque « couleurs, esclavages, libérations nationales » tenu à l'université Paris 1, en juin 2011. La Révolution haïtienne devient un point de contact qui exige désormais un positionnement historiographique multiple. À cet égard, la thèse d'Alejandro Gómez-Pernía sur les conséquences internationales du « syndrome de Saint-Domingue », se situe bien à la croisée des chemins[101].

Articuler les différentes échelles d'analyse afin de problématiser les transformations impériales et les constructions nationales de l'ère révolutionnaire suppose un véritable jonglage historiographique. Il ne suffit pas même de démêler l'écheveau de mémoires nationales, qui ne sont jamais totalement hermétiques les unes aux autres. Pour s'inscrire dans un champ historiographique international, il est donc indispensable de clarifier le lieu d'énonciation et l'horizon d'attente, sous peine de se condamner à de stériles malentendus. Les outils de l'histoire comparée et de l'histoire connectée s'avèrent particulièrement utiles à cet égard. Dans cette perspective, la « Révolution haïtienne » ou « Révolution de Saint-Domingue » ou « Révolution coloniale », qui émerge à la faveur de la coopération mais aussi de la concurrence scientifique internationale, permet d'interroger les implicites — sinon les inconscients — historiographiques nationaux, européens, américains, occidentaux, postcoloniaux etc. Histoire oubliée, histoire en voie de surexposition, le cycle révolutionnaire de 1791-1804 ne doit cependant pas devenir une « histoire volée », fût-ce sous l'égide d'un universalisme proclamé.

98/ Bandau, Dorigny, et Mallinckrodt (2010).

99/ Dessens (2007) ; Burnard et Potofsky (2011).

100/ Les connexions avec les colonies espagnoles ont été mises en lumière dès le bicentenaire de la naissance d'Haïti : Yacou (2004) ; Renault (2007).

101/ Gomez Pernia (2010).

Bibliographie

Abénon Lucien-René et de Cauna Jacques (1989), *La Révolution aux Caraïbes*, Paris.

Adélaïde-Merlande Jacques (1992), *La Caraïbe et la Guyane au temps de la Révolution et de l'Empire : 1789-1804*, Paris.

Adelman Jeremy (2008), « An Age of Imperial Revolutions », *The American Historical Review*, 113 (2), pp. 319-340.

Albertone Manuela et De Francesco Antonino (éd.) (2009), *Rethinking the Atlantic World : Europe and America in the Age of Democratic Revolutions*, Basingstoke.

Armitage David et Subrahmanyam Sanjay (éd.) (2010), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Basingstoke, New York.

Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, et Comité 89 en 93 (éd.) (1990), *Esclavage, colonisation, libérations nationales, de 1789 à nos jours*, Paris.

Bailyn Bernard (2005), *Atlantic History : Concept and Contours*, Cambridge.

Bandau Anja, Dorigny, Marcel et Mallinckrodt Rebekka von (éd.) (2010), *Les mondes coloniaux à Paris au XVIII^e siècle : circulation et enchevêtrement des savoirs*, Paris.

Belaubre Christophe, Dym Jordana et Savage, John (éd.) (2010), *Napoleon's Atlantic : The Impact of Napoleonic Empire in the Atlantic World*, Leiden, Boston.

Bell Madison Smartt (2007 ; 1re éd. en anglais New York, 2000), *Le maître des carrefours*, Arles.

Bell Madison Smartt (2007 ; 1re éd. en anglais New York, 2004), *La pierre du bâtisseur,* Arles.

Bell Madison Smartt (1996 ; 1re éd. en anglais New York, 1995), *Le soulèvement des âmes*, Arles.

Benot Yves (2006 ; 1re éd. Paris, 1992), *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris.

Benot Yves (2004), *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris (1re éd. Paris, 1988).

Benot Yves et Dorigny Marcel (éd.) (2003), *1802, rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises : aux origines d'Haïti. Ruptures et continuités de la politique coloniale française, 1800-1830,* Paris.

Bertrand Romain (2010), « Histoire globale, histoire connectée » dans Christian Delacroix François Dosse Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (éd.), *Historiographies, I. Concepts et débats*, Paris, pp. 366-377.

Biard Michel et Dupuy, Pascal (2008), *La Révolution française: dynamique et ruptures, 1787-1804*, Paris.

Blackburn Robin (2006), « Haiti, Slavery, and the Age of the Democratic Revolution », *The William and Mary Quarterly*, 63 (4), pp. 643-674.

Blackburn Robin (1988), *The Overthrow of Colonial Slavery, 1776-1848*, Londres, New York.

Blanchard Pascal, Bancel, Nicolas et Lemaire Sandrine (éd.) (2005), *La fracture coloniale : la société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris.

Blancpain François (2010), *Étienne de Polverel, 1738-1795: libérateur des esclaves de Saint-Domingue*, Bécherel.

Blaufarb Rafe (2005), *Bonapartists in the Borderlands : French Exiles and Refugees on the Gulf Coast, 1815-1835*, Tuscaloosa.

Bongie Chris (2008), « Chroniques de la francophonie triomphante: Haiti, France and the Debray Report (2004) », dans Doris Lorraine Garraway (éd.), *Tree of Liberty: Cultural Legacies of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Charlottesville, pp. 153-178.

Burnard Trevor et Potofsky Allan (éd.) (2011), *The French Atlantic and the Caribbean, 1600-1800. Special Issue*, *French History*, 25 (1).

Canny Nicholas et Morgan Philip (éd.) (2011), *The Oxford Handbook of the Atlantic World : 1450-1850*, Oxford.

Cauna Jacques de (éd.) (2004), *Toussaint Louverture et l'indépendance d'Haïti : témoignages pour un bicentenaire*, Paris.

Césaire Aimé (2000), *Toussaint Louverture : la Révolution française et le problème colonial*, Paris (1re éd., 1960).

Chakrabarty Dipesh (2007), *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton.

Chappey Jean-Luc, Gainot Bernard, Mazeau Guillaume, Régent Frédéric et Serna Pierre, *Pour quoi faire la Révolution*, Paris, 2012.

Chaplin Joyce E. (2003), « Expansion and Exceptionalism in Early American History », *The Journal of American History*, 89 (4), pp. 1431-1455.

Cheney Paul (2010), *Revolutionary Commerce : Globalization and the French Monarchy*, Cambridge.

Childs Matt D (2006), *The 1812 Aponte Rebellion in Cuba and the Struggle Against Atlantic Slavery*, Chapel Hill.

Clavin Matthew J. (2010), *Toussaint Louverture and the American Civil War : The Promise and Peril of a Second Haitian Revolution*, Philadelphie.

Colvill Elizabeth (2009), « "Fêtes de l'hymen, fêtes de la liberté" : Marriage, Manhood, and Emancipation in Revolutionary Saint-Domingue », dans David Patrick Geggus et Norman Fiering (éd.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, pp. 125-155.

Cottias Myriam (2010), « Esclavage : enjeux et débats », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (éd.), *Historiographies, II. Concepts et débats*, Paris, pp. 1011-1026.

Davis David Brion (1999), *The Problem of Slavery in the Age of Revolution, 1770-1823*, New York, Oxford.

Deschamps Léon (1898), *Les colonies pendant la Révolution : la Constituante et la réforme coloniale*, Paris.

Dessens Nathalie (2007), *From Saint-Domingue to New Orleans: Migration and Influences*, Gainesville.

Dobie Madeleine (2010), *Trading Places : Colonization and Slavery in Eighteenth-Century French Culture*, Ithaca.

Dorigny Marcel (2005), « Aux origines : l'indépendance d'Haïti et son occultation », dans Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (éd.),

La fracture coloniale : la société française au prisme de l'héritage colonial, La Découverte, Paris, pp. 45-55.

Dorigny Marcel (éd.) (2004), *Haïti première république noire*, Paris.

Dorigny Marcel (éd.) (1995), *Les abolitions de l'esclavage : de L. F. Sonthonax à V. Schoelcher 1793-1794-1848*, Saint-Denis, Paris.

Dorigny Marcel et Gainot Bernard (1998), *La Société des amis des noirs, 1788-1799 : contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris.

Dorigny Marcel (éd.) (1997), *Léger-Félicité Sonthonax : la première abolition de l'esclavage la Révolution française et la Révolution de Saint-Domingue,* Saint-Denis, Paris.

Douki Caroline et Minard Philippe (éd.) (2007), *Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? Numéro spécial*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4 bis, suppl.).

Dubois Laurent (2009a), « An Atlantic Revolution », *French Historical Studies*, 32 (4), pp. 655-661.

Dubois Laurent (2005), *Les vengeurs du Nouveau monde : histoire de la révolution haïtienne*, Paris (1re éd. en anglais Cambridge, Londres, 2004).

Dubois Laurent (2004a), *A Colony of Citizens: Revolution and Slave Emancipation in the French Caribbean, 1787-1804*, Chapel Hill.

Dubois Laurent (2004b), *Les esclaves de la République : l'histoire oubliée de la première émancipation, 1789-1794*.

Dubois Laurent (2009b), « The Haitian Revolution and the Sale of Louisiana », dans Peter J. Kastor et François Weil (éd.), *Empires of the Imagination : Transatlantic Histories of the Louisiana Purchase*, Charlottesville, Londres, pp. 93-116.

Dun James Alexander (2005), « "What Avenues of Commerce, Will You, Americans, Not Explore !" : Commercial Philadelphia's Vantage onto the Early Haitian Revolution », *The William and Mary Quarterly*, 62 (3), pp. 473-504.

Eller Anne (2011), « All Would Be Equal in the Effort : Santo Domingo's Italian Revolution, Independence, and Haiti, 1809-1822 », *Journal of Early American History*, 1 (2), pp. 105-141.

Ferrer Ada (2003), « La société esclavagiste cubaine et la révolution haïtienne », *Annales. Histoire, sciences sociales,* 58 (2), pp. 333-356.

Ferro Marc (2005), « La colonisation française : une histoire inaudible » dans Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (éd.), *La fracture coloniale : la société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris.

Fick Carolyn E. (1990), *The Making of Haiti: the Saint-Domingue Revolution from Below*, Knoxville.

Fischer Sibylle (2004), *Modernity Disavowed: Haiti and the Cultures of Slavery in the Age of Revolution*, Durham.

Gainot Bernard (2007), *Les officiers de couleur dans les armées de la République et de l'Empire, 1792-1815 : de l'esclavage à la condition militaire dans les Antilles françaises*, Paris.

Games Alison (2006), « Atlantic History : Definitions, Challenges, and Opportunities », *The American Historical Review*, 111 (3), pp. 741-757.

GARRAWAY Doris Lorraine (2005), *The Libertine Colony : Creolization in the Early French Caribbean*, Durham.

GARRAWAY Doris Lorraine (2008) (éd.), *Tree of Liberty : Cultural Legacies of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Charlottesville.

GARRIGUS John D. (2006), *Before Haiti: Race and Citizenship in French Saint-Domingue*, New York.

GASPAR David Barry et GEGGUS David Patrick (éd.) (1997), *A Turbulent Time: the French Revolution and the Greater Caribbean*, Bloomington.

GAUTHIER Florence (2007), *L'aristocratie de l'épiderme : le combat de la Société des citoyens de couleur, 1789-1791*, Paris.

GEGGUS David Patrick (2002), *Haitian Revolutionary Studies*, Bloomington.

GEGGUS David Patrick (1982), *Slavery, War, and Revolution : the British Occupation of Saint Domingue, 1793-1798*, Oxford, New York.

GEGGUS David Patrick et FIERING Norman (éd.) (2009), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington.

GEGGUS David Patrick (2010), « The Caribbean in the Age of Revolution », dans David ARMITAGE et Sanjay SUBRAHMANYAM (éd.) (2010), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Basingstoke, New York, pp. 83-100.

GEGGUS David Patrick (éd.) (2001), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia.

GEGGUS David Patrick (2011), « The Haitian Revolution in Atlantic Perspective », dans Nicholas CANNY et Philip MORGAN (éd.), *The Oxford Handbook of the Atlantic World : 1450-1850*, Oxford, pp. 533-549.

GHACHEM Malick W. (2012), *The Old Regime and the Haitian Revolution*, Cambridge.

GILROY Paul (2010; 1re éd. en anglais 1993, Cambridge), *L'Atlantique noir : modernité et double conscience*, Paris.

GIRARD Philippe R. (2011), *Ces esclaves qui ont vaincu Napoleon. Toussaint Louverture et la guerre d'indépendance haïtienne, 1801-1804*, Bécherel (1re éd. en anglais Tuscaloosa, 2011).

GODECHOT Jacques (1963), *Les Révolutions : 1770-1799*, Paris.

GOLDSTEIN-SEPINWALL Alyssa (2012), *Haitian History : New Perspectives*, New York.

GOLDSTEIN-SEPINWALL Alyssa (2009), « The Specter of Saint-Domingue: American and French Reactions to the Haitian Revolution », dans David Patrick GEGGUS et Norman FIERING (éd.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, pp. 317-338.

GOLDSTEIN-SEPINWALL Alyssa (2006), « Atlantic Amnesia : French Historians, the Haitian Revolution and the 2004-6 CAPES Exam », *Proceedings of the Western Society for French History*, 36, pp. 300-314.

GOLDSTEIN-SEPINWALL Alyssa (2003), « La révolution haïtienne et les États-Unis : étude historiographique », dans Marcel DORIGNY et Yves BENOT (éd.), *1802. Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises : aux origines de Haïti*, Paris, pp. 387-401.

GOMEZ PERNIA Alejandro (2010), « Le syndrome de Saint-Domingue. Perceptions et représentations de la Révolution haïtienne dans le Monde

Atlantique, 1790-1886 », thèse de doctorat, Paris.

Greene Jack P. (2007), « Colonial History and National History : Reflections on a Continuing Problem », *The William and Mary Quarterly*, 64 (2), pp. 235-250.

Hector Michel (éd.) (1995), *La Révolution française et Haïti: filiations, ruptures, nouvelles dimensions*, Port-au-Prince.

Hunt Alfred N. (1988), *Haiti's Influence on Antebellum America: Slumbering Volcano in the Caribbean*, Baton Rouge.

Hunt Lynn (2010), « The French Revolution in a Global Context », dans Armitage David et Subrahmanyam Sanjay (éd.), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Basingstoke, New York.

Hurbon Laënnec (2007), « La révolution haïtienne : une avancée postcoloniale », *Rue Descartes*, 4 (58), pp. 56-66.

Hurbon Laënnec (éd.) (2000), *L'insurrection des esclaves de Saint-Domingue: 22-23 août 1791*, Paris.

Huret Romain (2010), *Katrina, 2005: l'ouragan, l'État et les pauvres aux États-Unis*, Paris.

James C. L. R. (2008 ; 1re éd. en anglais New York, 1938), *Les Jacobins noirs: Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue*, Paris.

Jaurès Jean (1983-1989 ; 1re éd., 1922-1923), *Histoire socialiste de la Révolution française. Édition revue et annotée par A. Soboul*, Paris.

Jones Martha (2011), « Time, Space and Jurisdiction in Atlantic World Slavery : the Volunbrun Household in Gradual Emancipation New York », *Law and History Review*, 29 (4), pp. 1031-1060.

Jourdan Annie (2004), *La Révolution, une exception française ?*, Paris.

Klooster Wim (2009), *Revolutions in the Atlantic world: a comparative history*, New York.

Klooster Wim et Oostindie Gert (éd.) (2011), *Curacao in the Age of Revolutions, 1795-1800*, Leyde.

Landers Jane (2010), *Atlantic Creoles in the Age of Revolutions*, Cambridge.

Langley Lester D. (1996), *The Americas in the Age of Revolution, 1750-1850*, New Haven.

Lentz Thierry et Branda Pierre (2006), *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, Paris, Fayard, 2006.

Logan Rayford W. (1941), *The Diplomatic Relations of the United States with Haiti, 1776-1891,* Chapel Hill.

Martin Jean-Clément (2011), « Du bon usage des malentendus », *Annales historiques de la Révolution française*, 363 (1), pp. 151-160.

Matthewson Tim (2003), *A Proslavery Foreign Policy: Haitian-American Relations during the Early Republic*, Westport.

Matthewson Tim (1995), « Jefferson and Haiti », *The Journal of Southern History*, 61 (2), pp. 209-248.

McDonald Michelle Craig (2005), « The Chance of the Moment : Coffee and the New West Indies Commodities Trade », *The William and Mary Quarterly*, 62 (3), pp. 441-472.

Meadows R. Darrell (2000), « Engineering Exile : Social Networks and the

French Atlantic Community, 1789-1809 », *French Historical Studies*, 23 (1), pp. 67-102.

Montague Ludwell Lee (1940), *Haiti and the United States, 1714-1938*, Durham.

Morelli Federica, Thibaud, Clément et Verdo Geneviève (éd.) (2009), *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme, 1763-1865*, Rennes.

Munro Martin (éd.) (2010), *Haiti Rising : Haitian History, Culture and the Earthquake of 2010*, Liverpool.

Nelson William Max (2010), « Making Men : Enlightenment Ideas of Racial Engineering », *The American Historical Review*, 115 (5), pp. 1364-1394.

Nesbitt Nick (2008), *Universal Emancipation: The Haitian Revolution and the Radical Enlightenment*, Charlottesville.

Nessler Graham T. (2011), « "They always knew her to be free": Emancipation and Re-Enslavement in French Santo Domingo, 1804-1809 », *Slavery & Abolition*, pp. 1-17.

Ogle Gene E. (2003), « The Eternal Power of Reason and The Superiority of Whites : Hilliard d'Auberteuil's Colonial Enlightenment », *French Colonial History*, 3 (1), pp. 35-50.

Onuf Peter S. (1998), « "To Declare Them a Free and Independant People": Race, Slavery, and National Identity in Jefferson's Thought », *Journal of the Early Republic*, 18 (1), pp. 1-46.

Palmer Robert R. (1959), *The Age of the Democratic Revolution, a Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton.

Peabody Sue (2009), « "Free upon higher ground" : Saint Domingue Slaves' Suits for Freedom in U. S. Courts, 1792-1830 », dans David Patrick Geggus et Norman Fiering, (éd.) (2009), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, pp. 261-283.

Peabody Sue (1996), *« There are no Slaves in France » : the Political Culture of Race and Slavery in the Ancien Régime* », New York Oxford.

Pérotin-Dumon Anne (2001), *La ville aux îles, la ville dans l'île : Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris.

Pérotin-Dumon Anne (1985), *Être patriote sous les tropiques : la Guadeloupe, la colonisation et la Révolution 1789-1794*, Basse-Terre.

Piquet Jean-Daniel (2002), *L'émancipation des noirs dans la Révolution française : 1789-1795*, Paris.

Pluchon Pierre (1989), *Toussaint Louverture : un révolutionnaire noir d'Ancien régime*, Paris.

Popkin Jeremy D. (2007), *Facing Racial Revolution : Eyewitness Accounts of the Haitian Insurrection*, Chicago.

Popkin Jeremy D. (2010), *You are All Free : the Haitian Revolution and the Abolition of Slavery*, Cambridge.

Popkin Jeremy D. (2012), *A Concise History of the Haitian Revolution*, Malden.

Régent Frédéric (2004), *Esclavage, métissage, liberté : la Révolution française en Guadeloupe, 1789-1802*, Paris.

Renault Agnès (2007), « La communauté française à Santiago de Cuba entre 1791 et 1825 », thèse de doctorat, Le Havre.

Rogers Dominique (2009), « Les Antilles à l'époque moderne : tendances et perspectives de la recherche francophone et anglophone depuis un demi-siècle », dans François-Joseph Ruggiu et Cécile Vidal (éd.), *Société, colonisation et esclavage. Historiographies des sociétés coloniales américaines, 1492-1898*, Rennes, pp. 243-282.

Saada Emmanuelle, « Passé colonial » (2010), dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (éd.), *Historiographies, II. Concepts et débats*, Paris, pp. 1150-1161.

Saint-Louis Vertus (2000), *Le nombre et le défi maritime: St Domingue : 1789-1794. L'avènement de la liberté dans une société coloniale et esclavagiste*, Guyane.

Saintoyant Jules François (1930), *La colonisation française pendant la Révolution (1789-1799)*, Paris.

Scott Julius S. (1986), « The common wind : currents of Afro-American communication in the era of the Haitian Revolution », thèse de doctorat, Durham.

Scott Rebecca et Hebrard Jean (2012), *Freedom Papers: An Atlantic Odyssey in the Age of Emancipation*, Cambridge.

Serna Pierre (éd.) (2009), *Républiques sœurs : le Directoire et la révolution atlantique*, Rennes.

Shovlin John (2010), « Selling American Empire on the Eve of the Seven Years War : The French Propaganda Campaign of 1755-1756 », *Past & Present*, 206 (1), pp. 121-149.

Sidbury James (1997), *Ploughshares into Swords : Race, Rebellion, and Identity in Gabriel's Virginia, 1730-1810*, New York.

Sirinelli Jean-François (2011), *L'Histoire est-elle encore française ?*, Paris.

Spieler Miranda F. (2009), « The Legal Structure of Colonial Rule during the French Revolution », *The William and Mary Quarterly*, 66 (2), pp. 365-408.

Tansill Charles C. (1938), *The United States and Santo Domingo, 1798-1873; a chapter in Caribbean diplomacy*, Gloucester.

Tarrade Jean (éd.) (1989), *La Révolution française et les colonies*, Paris.

Thornton John K. (1993), « "I Am the Subject of the King of Congo": African Political Ideology and the Haitian Revolution », *Journal of World History*, 4 (2), pp. 181-214.

Treudley Mary Bosworth (1916), *The United States and Santo Domingo, 1789-1866*, Worcester.

Vidal Cécile (2008), « La nouvelle histoire atlantique en France : ignorance, réticence et reconnaissance tardive », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*.

Vidal Cécile (2009), « Le(s) monde(s) atlantique(s), l'Atlantique français, l'empire atlantique français », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 97 (362-363), pp. 7-37.

White Ashli (2010), *Encountering Revolution : Haiti and the Making of the Early Republic*, Baltimore.

Yacou Alain (éd.) (2007), *Saint-Domingue espagnol et la révolution nègre d'Haïti : 1790-1822 commémoration du bicentenaire de la naissance de l'État d'Haïti, 1804-2004*, Paris.

Zuckerman Michael (1993), « The Power of Blackness : Thomas Jefferson and the Revolution in Saint-Domingue », dans *Almost Chosen People : Oblique Biographies in the American Grain*, Berkeley, pp. 175-218.

João Paulo G. Pimenta

Las independencias cruzadas de Brasil e Hispanoamérica: el problema de las sincronías y las diacronías[1]

Definición del problema

La discusión en torno a los alcances espaciales y temporales de los procesos de independencia de las colonias ibéricas de América es clásica y persistente. Actualmente, parece existir cierto consenso en torno al reconocimiento que cada uno de esos procesos no pueden ser debidamente comprendidos separados de los otros; lo que, además, se articula perfectamente con algunas condiciones evidentes que el tiempo en que vivimos impone a nuestro oficio, sea en términos de selección de temas y enfoques, o por una creciente internacionalización de experiencias académicas que, en algunos casos, resultan en consistentes interlocuciones, o también en la internacionalización en el tratamiento de temas que no son, claro, de naturaleza nacional.

En otras ocasiones, sostuve la idea de que los procesos de independencia de Brasil y de la América española se articularon de un modo preciso; esto es, que se influenciaron unos a los otros, de muchas y variadas maneras, a tal punto que algunas de sus especificidades son iluminadas justamente cuando consideradas como soluciones propias que cada contexto formuló para situaciones comunes. Esas situaciones comunes implicaron, a su vez, desarrollos posteriores desiguales, que acabaron por crear padrones de encuentro y de determinación recíproca entre trayectorias distintas[2].

1/ Traducción realizada por Oscar Javier Castro. Agradezco las críticas y observaciones que me hicieron Javier Fernández Sebastián, María Dolores González-Ripoll y Alejandro Gómez.

2/ Una síntesis sobre el tema se encuentra en João Paulo G. Pimenta (2007).

Esa idea comenzó a despojarse de su carácter puramente hipotético con la demostración parcial de cómo funcionó uno de los vectores de ese movimiento general de determinaciones recíprocas: es decir, cómo la América española *enseñó a Brasil a ser independiente*; no con la oferta de un modelo a ser reproducido, pero sí con la de ejemplos, paradigmas positivos o negativos, advertencias y pronósticos que, una vez recibidos por la política lusoamericana, moldearon varias de las modalidades aquí atribuidas en la formulación y concretización de proyectos políticos, los cuales llevaron a la independencia y a la formación del Estado y la nación brasileña.

La categoría-clave de este análisis es *experiencia*. Por ésta, entiendo una doble dimensión de la realidad observada: en primer lugar, como un conjunto de ejemplos de situaciones tomadas del pasado, con capacidad de formulación presente, con el propósito de administrar un futuro incierto que creaba, por lo tanto, una necesidad de pronósticos; en segundo lugar y al mismo tiempo, como un conjunto de situaciones concretas que, en la medida en que se tornaban de reconocida importancia para el manejo de situaciones críticas de las que dependía la tentativa de administrar aquel futuro incierto, imponía pronta movilización colectiva delante de esas situaciones presentes.

Experiencia, por lo tanto, como *lectura* y *acción*, siempre conduciendo a un *aprendizaje*. Una categoría que pasaría, entonces, por una imbricación de dimensiones temporales diversas, unificadas en torno a un atributo común a todas ellas: su conversión en contenidos históricos, leídos bajo la óptica de necesidades políticas direccionadas a un futuro abierto. En el camino abierto por Koselleck[3], caractericé las marcas esenciales y el desarrollo histórico, en una perspectiva razonablemente corta, de una *experiencia hispanoamericana fundamental —pero no por ello exclusiva— en la configuración de la independencia de Brasil*.

La tesis sería insostenible, sin embargo, si es limitada a sólo uno de los muchos vectores de aquello que se concibe como un gran "espacio de experiencia revolucionario moderno"[4]. Esto se debe a una razón muy simple: ¿cómo las cosas en el mundo lusoamericano podrían ser explicables por enseñanzas que son incapaces de amoldar otras cosas también en los propios espacios de donde las lecciones de ese

3/ KOSELLECK (1993); *Id.* (2001).

4/ He intentado definir este "espacio de experiencia revolucionario moderno" en: "Brasil en la experiencia revolucionaria moderna, siglos XVIII y XIX", en *20/10 — El mundo atlántico y la Modernidad iberoamericana*, 2011 (en prensa).

aprendizaje provienen? Si sólo algún o algunos de los cuadrantes que componen aquello que se pretende sea una unidad histórica es capaz de enseñar y/o aprender, entonces estamos al frente de fenómenos históricos de naturaleza plural, irreductibles a un mismo modelo; lo que, además, confrontaría cierta tendencia actual de la historiografía consistente en recomponer aquello que es ampliamente aceptado como una unidad histórica[5].

Se trata, aún y evidentemente, de una propuesta analítica integrada a la tendencia también actual de superar visiones excesivamente nacionalistas de procesos históricos que, como los de independencia y formación de Estados y naciones en la América del siglo XIX, no son reductibles a recortes de ese tipo. En el caso específico de Brasil, esa tendencia refuerza la crítica[6] a la tradicional y aún persistente visión idealizadora de una supuesta "excepcionalidad brasileña" en el mundo americano.

De esta manera, si la propuesta analítica no se sostiene sola desde el punto de vista de una observación enfocada en las influencias de la América española sobre Brasil, hay que investigar, igualmente, otros vectores del mismo movimiento general; asimismo considerar, por lo tanto, las valiosas contribuciones de obras que, principalmente en los últimos años, vienen iluminando aspectos todavía poco conocidos de importancia integral de la realidad lusoamericana en la configuración de otras realidades políticas a ella contemporáneas, que eventualmente podrán recomendar la concepción de una "experiencia lusoamericana", que de muchas maneras habría sido importante para el mundo hispánico (eventualmente también para los francófilos, británicos, etc.). No tengo, por el momento, condiciones de realizar tal balance y no es este mi objetivo.

Lo que pretendo es sólo un esbozo de un problema de implicación fuertemente teórica. Parto del presupuesto de que, si las varias dimensiones temporales implicadas en la concepción de una *experiencia revolucionaria moderna* son unificadas en términos de su encaminamiento a un futuro abierto, en otro sentido esas dimensiones se separan. Puesto que, para que haya un "aprendizaje político" en los términos aquí propuestos, es necesario el encuentro de realidades distintas, cuya articulación sólo es posible a partir de sus ritmos propios de desarrollo histórico. Intentando

---

5/ Novais (1979); Halperín Donghi (1985); Jancsó (1996); Van Young (2001), p. 219-246; Breña (2010); Mäder (2008).

6/ Rohloff de Mattos (2005).

ser más preciso: es necesario que tales realidades posean diferencias que pauten no la configuración inmediata de una misma y más amplia realidad unificadora, sino que permitan la formulación intelectual de situaciones percibidas como aún alejadas, y cuyo encuentro pase a ser deseable. Diferencias, por lo tanto, que son (pero no exclusivamente) de naturaleza temporal.

La cuestión no es reflexionar en torno a proposiciones abstractas previstas de antemano por un modelo de interpretación, sino retomar algunas situaciones históricas concretas y que, leídas a la luz de un problema de orden temporal como el aquí propuesto, se pueden revelar dotadas de significados importantes. Es por eso que la trivialidad de la constatación de que cada fenómeno histórico ocurre, simplemente, en su debido tiempo, no es obscurecida por la tentativa de dotar algunos de esos fenómenos de dimensiones temporales específicas, *sincrónicas y diacrónicas*, *unos en función de los otros*, de acuerdo con sus ritmos de desarrollo propios.

Señalaré, por el momento, sólo situaciones presentes en el universo de las independencias iberoamericanas, tanto del lado lusoamericano como del hispanoamericano, bastante conocidas por todo estudioso de cada una de estas realidades: *juntas de gobierno, constitucionalismos y declaraciones de independencias*. Al cabo de esta exposición, me habré contentado con el establecimiento de relaciones entre éstas, de las cuales pueden surgir sugestiones de complementos interpretativos poco usuales.

Juntas, constitucionalismos e independencias

La diferencia de soluciones encontradas por las monarquías ibéricas, al confrontarse, entre 1807 y 1808, con el clímax de una crisis política y militar común a ambas, es elocuente. El traslado de la Corte portuguesa a Brasil, entre noviembre de 1807 y enero de 1808, preservó la integridad física y simbólica de la monarquía y de sus dominios, mientras que la conducción de la familia real española al cautiverio creó, rápidamente, condiciones inmediatas para la desagregación de aquella autoridad real. Como todos sabemos, la formación de juntas de gobierno por todo el territorio hispánico, desde 1808 en adelante, constituyó un fenómeno de gran importancia en el desarrollo de las

independencias americanas[7]. Sin embargo, merece atención el ritmo de las experiencias de gobiernos locales, regionales y nacionales que, no obstante, en muchos momentos revisten de toda la legitimidad continuista posible, eran fundamentalmente innovadores en términos de su naturaleza política. Esa atención puede ser reforzada respecto a la apreciación de esos ritmos en relación a lo que acontecía, simultáneamente, en el Imperio Portugués[8].

La formación de juntas peninsulares y americanas fue seguida con gran interés por la alta política imperial portuguesa, casi toda establecida en América desde 1808. De ahí, la inequívoca afirmación del periódico oficial de la Corte de Río de Janeiro, la *Gazeta do Rio de Janeiro*, de que ese seguimiento sería hecho, en público, "por ser muy interesante para todo buen vasallo portugués conocer el espíritu público de la Nación española en la presente crisis, pues del Estado de esa Nación depende en gran parte la suerte de la Nuestra"[9]. No había en el mundo portugués nada semejante a lo que acontecía en el mundo hispánico; pero se trataba de conocer todo lo que fuera posible, por ser políticamente útil.

No en vano, las noticias de los decisivos acontecimientos de Aranjuez (marzo de 1808), Bayona (abril del mismo año) y Madrid (primeros días de mayo), por ejemplo, fueron conocidos antes en Río de Janeiro que en importantes centros político-administrativos del Imperio Español. Si en el Caribe, Venezuela y Nueva España las noticias demoraban en arribar,, en promedio, dos meses, en Chile y en Perú llegaban generalmente de cuatro a cinco meses después de sucedidos los acontecimientos[10]. En Río de Janeiro y Bahía ese tiempo no sobrepasaba los tres meses, luego las noticias se expandían hacia Montevideo y Buenos Aires, en el Río de la Plata.

Tempranamente, por tanto, Brasil integró el embrollo que comenzaba a formarse con el procesamiento de noticias, rumores, temores y pronósticos. Procurando una política dirigida con especial interés para

---

7/ Manuel Chust (org.) (2008); Alfredo Ávila & Pedro Pérez Herrero, 2008.

8/ Para los hechos de 1808 en Portugal y Brasil: Alexandre (1993); Gouvêa (2005); Schultz (2006).

9/ *Gazeta do Rio de Janeiro* extra n° 1, de 22/02/1810. La *Gazeta* sabía silenciar muy bien los acontecimientos que fueran considerados como ejemplos perniciosos. Traté sobre el tema en Pimenta, *op. cit*., cap. III.

10/ Collier (1967); Kuethe (1986); Ávila (1999); Landavazo (2001); Peralta Ruiz (2002) y Quintero (2002).

el continente de su nueva sede, la Corte de Río de Janeiro procesaría tales elementos, que además rápidamente penetrarían en la escena pública que, por aquella época, se alargaba y adensaba con nuevos contenidos políticos[11]. Desde entonces, lo que ocurriese en la América española no sería ignorado, o tratado con frialdad, por la alta cúpula imperial portuguesa, o por los más empeñados agentes políticos que tejían redes de intereses políticos y económicos en un contexto de incertidumbre respecto al futuro. La posibilidad de quiebra de la legitimidad dinástica, evidente en el mundo hispánico, principalmente en América, se presentaba también como una posibilidad en la monarquía portuguesa; un componente fundamental de ese escenario era precisamente la enseñanza abierta con el colapso de la monarquía española *antes* que la portuguesa.

La creación del Reino Unido de Portugal, Brasil y Algarve, en diciembre de 1815, de acuerdo con las recomendaciones de las potencias legitimistas europeas reunidas en el Congreso de Viena, principalmente aquellas que componían la Santa Alianza, puede ser leída como reconocimiento de la equiparación política formal de Brasil con respecto a Portugal (condición adquirida *de facto* ya en 1808)[12]; esta creación puede ser tomada, además, como tentativa de fortalecimiento de un bastión realista en medio de una coyuntura en la que las tentativas de "reconquista" de la América española, llevadas adelante por Fernando VII desde su regreso al trono en 1814, parecían crear un clima favorable al tradicionalismo político, en un contexto en que los conflictos internos se agudizaban en virreinatos y capitanías de América que, desde entonces, como es conocido, pasarían a establecer proyectos cada vez más claros de independencia.

Hay que destacar, también, que desde el inicio de la década de 1810, el mundo hispánico conocía ensayos de constitucionalismo de tipo moderno, fuera en la propia América —con las cartas y Constituciones promulgadas en Nueva Granada y Venezuela a partir de 1811, o las proyectadas también en otras partes— fuese en España, con la reunión de las Cortes que, en Cádiz, elaborarían una Constitución supuestamente válida para todos los dominios de la monarquía. Cuando Brasil fue elevado a la condición de Reino, los constitucionalismos hispánicos se encontraban en dificultades, sin embargo, los hechos luego mostrarían que la restauración borbónica no los haría desaparecer. Esa

11/ JANCSÓ (1996); MOREL (1998); NEVES (2003); SLEMIAN (2006).
12/ ARAÚJO (1992); NOGUEIRA DA SILVA (2009).

permanencia de experiencias constitucionales ejercería fuerte influencia en Portugal y en Brasil.

De esta manera, es significativo que el mundo portugués conociera un movimiento contestatario tan radical como el que surgió en la capitanía americana de Pernambuco, en 1817, lleno de influencias estadounidenses, francesas hispánicas e hispanoamericanas[13]. En aquella ocasión fue evidente el grado de contención que la Corte de Río de Janeiro era capaz de imprimir a las demandas políticas alternativas, radicalizadas por el contexto global occidental, que buscaban sintonía con lo que ocurría en otros lugares. En Pernambuco, fue creada una junta de gobierno, al mismo tiempo en que se esbozaba la elaboración de una Constitución republicana[14]. Así, con signos de su inserción en el contexto iberoamericano, aquel movimiento procesaba, simultáneamente, dos fenómenos históricos que, en el mundo hispánico, habían surgido por separado.

En un ambiente como el lusoamericano, que conocía el generalizado empeño por mantenerse lo más realista posible, la articulación simultanea de elementos políticos radicales, surgidos de la reciente trayectoria del mundo hispánico sería capaz de aproximar y distinguir las dos trayectorias. El surgimiento del constitucionalismo portugués, en agosto de 1820, fue precipitado, entre otros, factores, por la lectura de lo que aconteció en España en enero de aquel mismo año, que, de cierta manera, reeditaba el constitucionalismo gaditano de años anteriores. Sólo que ese constitucionalismo, monárquico y reformista, encontraría en la América portuguesa un ambiente específico[15], puesto que ahí se conoció, desde antes, constituciones republicanas y revolucionarias, tanto en los vecinos de Brasil como en su propio interior. Es por eso que la generalización de juntas de gobierno, a ejemplo de lo que ocurrió en el mundo hispánico a partir de 1809, y de lo que fue ensayado en el mundo portugués en 1817, tendrá en 1821 un componente innovador, determinado, nuevamente, por la compresión de dos elementos surgidos del mundo hispánico. Sólo que aquí, constitucionalismo y juntas caminaron fuertemente integrados, fundamentando incluso el proyecto, inclusive, de independencia de Brasil bajo el amparo de una monarquía constitucional, y no de una orden republicana.

13/ Silva & Pimenta (2011).

14/ Bernardes (2006); Geraldo (2006).

15/ Berbel (1999).

En el mundo hispánico, con pocas excepciones (Venezuela y la "insurgencia" en Nueva España), hay un intervalo de algunos años entre el surgimiento de juntas de gobierno y el constitucionalismo; ese intervalo puede variar al depender de los casos iniciales (Charcas y Quito, en 1809; reinos europeos, virreinatos y capitanías americanas, en 1810; Nueva Granada y Venezuela, en 1811; Chile, Quito, Cádiz en 1812).. También allí se observa una separación entre contenidos políticos (monarquía en las juntas, monarquía o república en los constitucionalismos; variables grados de tradicionalismo y innovación en ambas). Mientras tanto, en el mundo luso, hay una simultaneidad entre los dos fenómenos, ya sea en el malogrado ensayo nítidamente revolucionario de Pernambuco, en 1817, o en la gestación de la fórmula reformista (pero en última instancia también revolucionaria) de las juntas constitucionales que surgieron en Brasil a partir de enero de 1821.

Esta observación preliminar puede ser completada con la inclusión de la eclosión de las declaraciones formales de independencia[16]. En este punto, la tendencia es nítida: en todo el mundo iberoamericano, la formalización de ruptura de colonias con sus respectivas metrópolis (exitosas o no), ocurrió, generalmente, después del surgimiento de juntas y constituciones. Algunas de las razones para esto son obvias; cabe sólo enfatizar que, en Brasil, la conjugación entre juntismo y constitucionalismo creó, rápidamente, las condiciones para su independencia. En la América española, con pocas excepciones, ese movimiento tendió a actuar de modo más lento, fundamentado en una trayectoria errática que, por el contrario, que la presencia de la Corte portuguesa en Río de Janeiro fue capaz de evitar.

¿Un tiempo revolucionario?

Creo que aquello que, en un primer instante, podríamos llamar de "rapidez" con que la trayectoria política lusoamericana procesó elementos oriundos de la América española (con un ritmo más lento en ésta), puede entenderse mejor de dos maneras: en primer lugar, como resultado de la oportunidad abierta por las diferencias de circunstancias creadas entre 1807 y 1808, que permitieron al Imperio portugués "aprender" con el español; en segundo lugar, como demostración de una dimensión concreta de aquello que, genéricamente, ha sido referido por

16/ Estudiadas de modo específico por David Armitage, 2011.

varios estudiosos como una "aceleración del tiempo histórico" al fundamentar los procesos de independencia de la América ibérica[17]; esto es, el establecimiento de ritmos de desarrollo desiguales, precipitados no necesariamente por un movimiento general de aceleración, sino por la dinámica de los propios acontecimientos históricos y, principalmente, por la relación recíproca entre éstos.

¿Sería esta, precisamente, la característica más acentuada de un *tiempo revolucionario*, establecido por la simultaneidad de ritmos acelerados de desarrollos históricos, volcados a un futuro concebido como abierto y recreados por los propios eventos, que se superpondrían los unos con los otros, fijando sincronías y diacronías? No obstante, esta discusión ya ha sido esbozada anteriormente por varios autores, en contextos historiográficos distintos, creo que su renovación, teniendo como fundamento la apreciación de los procesos de independencia iberoamericanos, puede ser todavía bastante útil para la comprensión de los mismos.

Bibliografía

Alexandre Valentim (1993), *Os sentidos do império: questão nacional e questão colonial na crise do Antigo Regime português*, Porto, Afrontamento.

Araújo, Ana Cristina B. de (1992), "O Reino Unido de Portugal, Brasil e Algarves", 1815/1822, *Revista de História das Idéias*, n. 14.

Araújo Valdei Lopes de (2008), *A experiência do tempo :* conceitos e narrativas na formação nacional brasileira (1813-1845), São Paulo, Hucitec.

Armitage David (2011), *Declaração de independência: uma história global*. Companhia das Letras.

Ávila Alfredo (1999), *En nombre de la nación. La formación del gobierno representativo en México (1808-1824)*, México, Taurus/Cide.

Ávila Alfredo & Herrero Pedro Pérez (org.) (2008), *Las experiencias de 1808 en Iberoamérica*, México/Madrid, UNAM/ Universidad de Alcalá.

Berbel Márcia Regina (1999), *A nação como artefato,* deputados do Brasil nas Cortes portuguesas, 1821-1822, São Paulo, Hucitec/Fapesp.

Bernardes Denis de M. (2006), *O patriotismo constitucional,* Pernambuco, 1820-1822, São Paulo/Recife, Hucitec/Editora UFPE.

17/ Para el contexto occidental general: Koselleck (1993); para el tópico específico de la América ibérica: Fernández Sebastián (2011); Zermeño Padilla (2008); varias contribuciones en Fernández S. (2009); para Brasil, Araújo (2008). Afirmaciones semejantes, pero no tributarias de Koselleck, se encuentran en Jancsó (1997); Novais (1979).

BREÑA Roberto (2010), "Los procesos emancipadores americanos y la revolución hispánica hoy: revisionismos y debates", *20/10 — Memoria de las revoluciones en México,* 9, p. 80-97.

CHUST Manuel (org.) (2008), *La eclosión juntera en el mundo hispánico*, México, FCE.

COLLIER Simon (1967), *Ideas and Politics of Chilean Independence, 1808-1833*, Cambridge, Cambridge University Press.

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier (dir.) (2009), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Fundación Carolina/Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier (2011), "'Riding the Devil's Steed': Politics and Historical Acceleration in an Age of Revolutions", *Political Concepts and Time*, Santander, Cantabria University Press/McGraw-Hill, p. 369-411.

GOUVÊA Maria de Fátima (2005a), "As bases institucionais da construção da unidade. Dos poderes do Rio de Janeiro joanino: administração e governabilidade no Império luso-brasileiro", JANCSÓ I. (org.), *Independência: história e historiografia*, São Paulo, Hucitec/Fapesp, p. 707-752.

HALPERIN DONGHI, Tulio (1985), *Reforma y disolución de los imperios ibéricos (1750-1850)*, Madrid, Alianza.

JANCSÓ István (1996), "A construção dos Estados nacionais na América Latina: apontamentos para o estudo do Império como projeto", en SZMRECSÁNYI T. & LAPA J. R. do Amaral (org.), *História econômica da independência e do império*, São Paulo, Hucitec, p. 3-26.

JANCSÓ István (1997), "A sedução da liberdade: cotidiano e contestação política no final do século XVIII", NOVAIS F. (dir.), *História da vida privada no Brasil v. I,* cotidiano e vida privada na América portuguesa, São Paulo, Companhia das Letras, p. 388-437.

KOSELLECK Reinhart (1993), *Futuro pasado,* para una semántica de los tiempos históricos. Barcelona, Paidós.

KOSELLECK Reinhart (2000), *Los estratos del tiempo,* estudios sobre la historia, Barcelona, Paidós.

KUETHE Allan J. (1986), *Cuba, 1753-1815,* Crown, Military, and Society. Knoxville, The University of Tennesse Press.

LANDAVAZO Marco Antonio (2001), *La máscara de Fernando VII,* discurso e imaginário monárquicos em uma época de crisis. Nueva España, 1808-1822, México, El Colegio de México/Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo/El Colegio de Michoacán.

MÄDER Maria Elisa de Sá (2008), "Revoluções de independência na América hispânica: uma reflexão historiográfica". *Revista de História* n. 159, 2e semestre, p. 225-241.

MATTOS Ilmar Rohloff de (2005), "Construtores e Herdeiros : a trama dos interesses da construção da unidade política", *Almanack Braziliense* n° 1, maio.

MOREL Marco (1998), "La génesis de la opinión pública moderna y el proceso de independencia (Río de Janeiro, 1820-1840), GUERRA F. X. & LEMPÉRIÈRE A. (*et al.*), *Los espacios públicos em Iberoamerica: ambiguedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*. México D. F., F. C. E., p. 300-320.

NEVES Lúcia Pereira das (2003). *Corcundas e constitucionais*: a cultura política da Independência. Rio de Janeiro, Revan/Faperj.

NOVAIS Fernando (1979), *Portugal e Brasil na crise do Antigo Sistema Colonial*. São Paulo, Hucitec.

PERALTA RUIZ Victor (2002), *En defensa de la autoridad. Política y cultura bajo el gobierno del virrey Abascal. Perú 1806-1816*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas/Instituto de Historia.

PIMENTA João Paulo (2007), *Brasil y las independencias de Hispanoamérica*. Castelón, Publicacions de la Universitat Jaume I.

PIMENTA João Paulo (2011), "Brasil en la experiencia revolucionaria moderna, siglos XVIII y XIX", *20/10 — El mundo atlántico y la Modernidad iberoamericana* (en prensa).

QUINTERO Inés (2002), *La Conjura de los Mantuanos* Caracas, Universidad Católica Andrés Bello.

SCHULTZ Kirsten (2006), "A era das revoluções e a transferência da Corte portuguesa para o Rio de Janeiro (1790-1821)", en MALERBA J. (org.), *A Independência brasileira,* novas dimensões, Rio de Janeiro, Editora FGV, p. 125-151.

SILVA Cristina Nogueira da (2009), "Nação federal ou Nação bi-hemisférica? O Reino Unido de Portugal, Brasil e Algarves e o 'modelo' colonial português do século XIX". *Almanack Braziliense* n. 9, maio.

SILVA Luiz Geraldo (2006), "O avesso da independência : Pernambuco (1817-24)". MALERBA J. (org.), *A Independência brasileira:* novas dimensões, Rio de Janeiro, Editora FGV, p. 343-384.

SILVA Luiz Geraldo & PIMENTA, João Paulo (2011), "Pernambuco, Rio da Prata e a crise do Antigo Regime na América ibérica : o "caso" de Félix José Tavares Lira", *Estudos ibero-Americanos*, v. 23, n° 2, jul.-dez, p. 312-342.

SLEMIAN Andréa (2006), *Vida política em tempo de crise,* Rio de Janeiro (1808-1824), São Paulo, Hucitec.

VAN YOUNG, Eric (2001), "Was There an Age of Revolution in Spanish America?" URIBE-URÁN Victor (ed.), *State and Society in Spanish America during the Age Of Revolution*, Wilmington, Scholarly Resources, p. 219-246.

ZERMEÑO PADILLA, Guillermo (2008), "História, experiência e modernidade na América ibérica", *Almanack Braziliense* n° 7, maio.

Sarah C. Chambers

¿Actoras políticas o ayudantes abnegadas? Repensando las actitudes hacia las mujeres durante las guerras de independencia hispanoamericanas

Con el comienzo de las conmemoraciones bicentenarias en Hispanoamérica han resurgido los nombres de varias heroínas de los movimientos de la independencia. Así, la presidenta argentina Cristina Fernández ascendió al grado de generala a la teniente coronela Juana Azurduy, que había luchado en la emancipación del Alto Perú, y el presidente ecuatoriano Rafael Correa ascendió a generala a Manuela Sáenz, compañera de Simón Bolívar y coronela del ejército libertador. "Eso es política, no es historia", ha comentado sin embargo la historiadora venezolana Inés Quintero. "No se revaloriza el papel de la mujer en el proceso de independencia otorgándole un título más a una de ellas[1]." Como indican tales iniciativas o la emisión por parte del gobierno de Colombia de una serie de estampillas con las imágenes de diez heroínas, las mujeres de la independencia no han sido olvidadas por completo, si bien se las recuerda de una manera estereotipada. En general, las heroínas son conmemoradas como ayudantes de los protagonistas principales o bien como víctimas de los realistas crueles. La mayoría provienen de las capas principales de la sociedad y se destacan como madres, esposas o amantes de los hombres más famosos. Las mujeres más humildes que lucharon se mencionan en grupo en vez de nombrarlas de manera individualizada. Las mujeres partidarias de los realistas se pasan completamente por alto[2]. Así, las mujeres de las historias oficiales aman y se sacrifican, pero no aparecen como protagonistas con opiniones políticas propias.

1/ *Los Tiempos* (2009), p. 1.

2/ Chambers y Norling (2008).

Este trabajo propone explorar las complejidades en torno a la movilización de las mujeres y las actitudes hacia ellas durante las guerras de independencia. Tras revisar la historiografía sobre el tema, consideraremos el caso de Chile a fondo. En particular, analizaremos la participación de las mujeres en la escritura y transmisión de cartas como medio de comunicación entre los conspiradores. Por un lado, se ha considerado que esta actividad complementaba el papel femenino de mantener las redes sociales y por lo tanto las autoridades no sospechaban de las mujeres. Sin embargo, pese a que se ha asumido que las mujeres no tenían intereses políticos, muchas fueron detenidas y juzgadas por el crimen de mantener correspondencia con el enemigo. El caso de Chile no sólo nos proporciona ejemplos de la actuación de las heroínas patrióticas, sino también pone de manifiesto el tratamiento otorgado por el ejército libertador a las supuestas enemigas del nuevo régimen. Este análisis trata de averiguar si las mujeres fueron protegidas durante esta época en razón de la ideología patriarcal dominante que no las consideraba como actores políticos. Cuando actuaban en pro o en contra de la independencia, ¿las autoridades las hacían responsables o las excusaban, considerándolas dependientes de otro agente? La respuesta tendría consecuencias críticas en las transformaciones políticas de la época pues según el pensamiento republicano, sólo las personas que podía pensar y actuar independientemente de la influencia de otros se calificaban como ciudadanos. El problema de la fidelidad era especialmente complicado para las mujeres porque tanto las autoridades patriarcales como políticas les exigían la lealtad. Aunque finalmente las nuevas naciones hispanoamericanas no concedieran la ciudadanía a las mujeres, durante las guerras de independencia existió una ambigüedad sobre su autonomía para pensar y actuar mayor de lo que hemos supuesto.

Historiografía Sobre Las Mujeres en la Época de la Independencia

El número de trabajos sobre cuestiones de género en la historiografía sobre América Latina ha crecido considerablemente en las últimas décadas. No obstante, la época de la independencia ha recibido aún poca atención. Por supuesto, los estudios biográficos sobre las heroínas forman parte de la historiografía nacional de cada país. Sin embargo puede resultar sorprendente que, en comparación con los trabajos del siglo XX, los intelectuales y líderes del siglo XIX brindaran

frecuentemente un tratamiento más serio a sus aliadas femeninas, cuyo apoyo e ideas apreciaban. José Joaquín Fernández Lizardi publicó posiblemente el primer ensayo, titulado "Heroínas Mexicanas", en el *Calendario para el año de 1825*. Destaca cuatro protagonistas a quienes identifica en la primera línea con el título de "ciudadana"; si después nombra un esposo o padre, es como dato secundario y no para destacar su relación con un hombre famoso. Además las cuatro aparecen como protagonistas fuertes, motivadas por sus opiniones y por la razón en vez del sentimiento. A veces compara a estas mujeres con los hombres, sin que aparezcan como el sexo débil. Afirma, por ejemplo, que Mariana Rodríguez no confesó hasta que sus colaboradores masculinos fueron sometidos: "Digan ahora los necios si las mujeres son incapaces de valor, secreto y constancia[3]." Leona Vicario fue detenida y juzgada por su participación en el movimiento de 1810 en México. Aunque Lucas Alamán insinuó después que su actuación había estado motivada más por el amor de Andrés Quintana Roo que por el amor de la patria, Vicario se defendió en la prensa como una patriota desinteresada y muchos políticos de la época elogiaron su autonomía de acción[4].

A mediados del siglo XIX, las lectoras femeninas del *Panorama de las Señoritas* debieron de encontrarse ante un mensaje contradictorio. En la introducción, el editor indica que lejos de ser una obra de ciencia o sobre asuntos públicos, "se procura solamente representar á las Señoritas como hermosas, como madres, como amantes ó esposas, como amigas y consoladoras"[5]. Varios artículos afirman el papel doméstico de la mujer, que ejercía el dominio sobre otros por el sentimiento y no por las ideas[6]. Sin embargo otros ensayos representan a las heroínas como figuras activas en vez de pasivas. En "Las republicanas de la América del Sur" las contribuciones significativas de las mujeres viajan (posiblemente con la historia escrita en 1816 por el cura patriota Gregorio Funes) primero a París y de allá son retraducidas al español para las lectoras del *Panorama*[7]. Un obituario de María de la Luz Uraga y Gutiérrez elogia tanto su

3/ Fernández de Lizardi (1955 [1824]), p. 23.

4/ García (1910); Tecuanhuey (2003), 79-81; Tuñón (1991), pp. 74-75.

5/ *Panorama* (1842), p. 2.

6/ Por ejemplo, "De la influencia del bello sexo" y "De la influencia de las mugeres en la política" en *ibid.*, p. 35-40 y 99-102.

7/ *Ibid.*, p. 478-485. En "Las Mugeres de los Césares", el autor elogiaba la sociedad romana en contraste con la griega: "la matrona [romana] no estaba encerrada, embrutecida, desterrada de la sociedad de los hombres como la ateniense"; *ibid.*, p. 3-4.

conocimiento del latín como su "alma eminentemente sensible y apasionada", tanto sus acciones a favor de la independencia como su dedicación a la beneficencia y "las obligaciones domésticas[8]". Este artículo es representativo del romanticismo, el cual reconocía la capacidad de la mujer para acciones heroicas aunque atribuyéndosela a su sensibilidad: "una vez acalorada su imaginación con algún objeto bello, olvidan la debilidad de su sexo, se sienten animadas de una fuerza que ellas mismas ignoraban, y ardiendo su alma en la llama del entusiasmo, se entregan sin tasa á los fogosos arrebatos de la mas pura inspiración[9]".

No resulta sorprendente que en la década del centenario de la independencia, de 1910 a 1920, existiera un auge de las publicaciones y reediciones sobre las heroínas. Algunas reflejaban fundamentalmente el sentimiento nacionalista de la época, pero también en este periodo surgieron los inicios de los movimientos feministas fundados en una ideología de la maternidad cívica. Las heroínas destacadas solían ser las más activas y autónomas —Leona Vicario de México, Policarpa Salvarietta de Colombia, Juana Izurduy de Bolivia— y no tanto las víctimas ni las esposas y madres abnegadas. Además, aunque sus narraciones adquirieran una forma de drama literario, muchos autores (la gran mayoría todavía hombres) buscaron también sus huellas en los archivos[10]. José Macedonio Urquidi en una larga nota preliminar a su estudio sobre las heroínas bolivianas, critica a los que no consideran a las mujeres como iguales a los hombres en un plano intelectual: "No es justo, no es racional el limitar las aptitudes femeninas a los deberes y trabajos del hogar[11]."

Irónicamente, las biografías publicadas a lo largo del siglo XX no avanzaron mucho sobre los trabajos del siglo anterior. *América Mágica: Las mujeres y las horas* por Germán Arciniegas narra la historia de doce mujeres (incluyendo a Policarpa Salavarrieta y "Manuelita" Sáenz) en un estilo lírico, continuando con la tradición del romanticismo sin una búsqueda de fuentes[12]. Carmen Perdomo Escalona en sus *Heroínas y Mártires Venezolanas*, aún más que sus predecesores del siglo XIX, enfatiza el papel de las mujeres como esposas leales victimizadas por los oficiales realistas, y aunque su discurso es patriótico, Filiberto Ruiz

8/ "Artículo Necrológico", *ibid.*, p. 470-472.

9/ *Ibid.*, p. 471.

10/ Ver especialmente García (1910). García también se dedicó a publicar documentos de la época de la independencia. Ver también Gaitán (1911).

11/ Urquidi (1918), p. 16.

12/ Arciniegas (1961).

Hernández en el prólogo expresa una nota religiosa: "… a la mujer en cada jornada la presenta como el alma hechizada, bebiendo mística en la copa de Dios[13]".

Las historias de las heroínas forman parte de la obra nacionalista de cada país en Hispanoamérica, pero también han influido en los primeros trabajos publicados en los Estados Unidos sobre la historia de la mujer latinoamericana. En los años setenta algunas norteamericanas escribieron sus tesis doctorales basadas en las biografías y las colecciones de fuentes editadas; además de narrar las vidas, trataron de analizar el papel específico de la mujer en las guerras y su posición inmediatamente después de la independencia[14]. Janet Kentner, por ejemplo, estudió el destino de las mujeres a través de las distintas fases de la guerra en México, indicando su importancia como mensajeras y "seductoras" en los primeros años y la política realista de tomar represalias contra las parientes de los insurgentes a partir de 1814. Evelyn Cherpak realizó un análisis más temático que cronológico para el caso de la Gran Colombia, afirmando que, aunque las motivaciones de las mujeres tuvieran poca relación con su sexo, la forma de su participación sí que se vio influida por las expectativas de género: la gran mayoría de las mujeres servían en funciones de apoyo o aprovechándose de su sexo para encubrir sus actividades. Puesto que no lucharon para reclamar los derechos femeninos, Cherpak concluyó que después de la crisis de la guerra la posición de la mujer no solamente no había cambiado, sino que incluso había empeorado[15].

La historiografía desde 1980 ha seguido dos tendencias. La primera ha sido la de realizar un balance de las continuidades y los cambios en el estatus de la mujer a largo plazo, a lo largo de los siglos XVIII y XIX. En *Las mujeres de la Ciudad de México, 1790-1857,* Silvia Arrom dedica un capítulo a la movilización política de la mujer dentro de un estudio más amplio sobre su participación en la familia, la economía, la educación y la beneficencia. Estos temas se relacionan con la política por el concepto que Arrom identifica como "la utilidad

---

13/ Perdomo Escalona (1994), p. 7. Perdomo cita muy pocas fuentes, pero buena parte de las biografías se basan en el libro anterior de Clemente Travieso (1964). Para un trabajo más reciente sobre Venezuela, ver Troconis de Veracoechea (1994).

14/ Cherpak (1973), y Kentner (1975).

15/ Cherpak (1978), traducido al español en Lavrin (1985). Para otras consideraciones sobre la participación femenina que van más allá de la biografía, ver Troconis de Veracoechea (1990), y Brewster (2005).

social de la mujer", y ella afirma que las mujeres ejercían su influencia hasta por lo menos mediados del siglo XIX antes del surgimiento de la ideología del "marianismo[16]". Christine Hünefeldt y Arlene Díaz investigaron a fondo los archivos judiciales en Perú y Venezuela respectivamente y concluyeron que las mujeres trataron de apelar a las nuevas ideas sobre la ciudadanía y el liberalismo para defender sus intereses a lo largo del siglo XIX con resultados variados[17]. Por un lado, en el caso peruano, el aumento de la participación de las mujeres en el trabajo asalariado les abrió un espacio de autonomía y pudieron usar el discurso de libertades individuales para justificar el control de su propiedad. Pero esta definición de los derechos individuales se realizó a cambio de renunciar a la protección especial que otorgaba la dote en el periodo anterior. Como Hünefeldt, Díaz demostró que las mujeres del siglo XIX utilizaron el lenguaje liberal, especialmente el concepto de la igualdad ante la ley, en defensa de sus derechos e incluso se titularon como ciudadanas. Sin embargo, estos argumentos tuvieron poco éxito en los tribunales republicanos; en general los jueces afirmaron el dominio del padre y marido aunque también les hicieron cumplir con sus responsabilidades.

La segunda tendencia ha sido la de analizar el lenguaje de la época de independencia desde una perspectiva de género. La mayoría de estos estudios identifica la ansiedad que experimentaron los líderes masculinos ante la participación de las mujeres en los movimientos políticos. Esto produjo imágenes contradictorias de la mujer como una víctima débil que necesitaba protección, por un lado, y como una posible amenaza al orden social, por el otro[18]. En un estudio sobre el apresamiento por Iturbide de las esposas y otros familiares de los insurgentes en Pénjamo, María José Garrido Asperó ha analizado el lenguaje tanto de sus perseguidores como de sus defensores. Aunque la política de apresar a las mujeres tuvo su origen en la amenaza que planteaba su apoyo a las guerrillas, la retórica realista las representó como prostitutas y así "sus acciones fueron valoradas en términos morales y no atendiendo a su preferencia política[19]". El defensor de las mujeres, el

16/ Arrom (1976) publicó un trabajo en español antes de la tesis doctoral en los EE.UU., Arrom (1978). Después publicó libros en inglés y español: Arrom (1985) y Arrom (1988).

17/ Hünefeldt (2000), y Díaz (2004). Ver también Chambers (1999).

18/ Earle (2000), Davies (2005), Brown, (2005), Brown (2006), y Chambers (2006).

19/ Garrido Asperó (2003), p. 172.

cura de Guanajuato, también las representó como no políticas y por lo tanto inocentes, un lenguaje que utilizaron las mujeres en su propia defensa, probablemente por razones estratégicas: "Por falta de conocimiento en los asuntos serios, las leyes mismas de España dan por nulos los crímenes de palabra que cometen las mujeres[20]." Erika Pani, en una reseña de decretos y panfletos de la época, llega a la misma conclusión; en su mayoría, las mujeres eran consideradas como dependientes de sus padres y maridos, y por lo tanto incapaces de tomar decisiones políticas independientes[21].

Estas dos tendencias han contribuido de manera significativa a la historia de género en la transición entre colonia y república. Sin embargo existe una tensión entre el discurso político que tiende a acentuar la representación negativa o pasiva de la mujer, por un lado, y por el otro la imagen de las patriotas independientes de Lizardi y las posibilidades que brindaba la ideología liberal a las mujeres para defender sus derechos judicialmente en las décadas después de la independencia. Por lo tanto debemos tener en cuenta tanto el discurso como la práctica durante un periodo en el que varias ideas sobre el género estaban en juego. Parece casi seguro que ya para la segunda mitad del siglo llegó a dominar una ideología que domesticaba a la mujer, pero no por ello debemos interpretar los hechos anteriores únicamente desde este postulado. Por supuesto la generación que vivió esos años no consideraba a los sexos como iguales, pero no necesariamente identificaba de manera sistemática a la mujer respecto a su relación familiar antes que en función de otras relaciones de clase, raza, calidad etc. Alabar a las heroínas varoniles, como hicieron algunos de sus contemporáneos, suponía destacar simultáneamente la diferencia de género y la posibilidad de superarla.

Los estudios sobre otras revoluciones del siglo XVIII nos ofrecen una metodología para evaluar hasta qué punto las autoridades consideraron a las mujeres como responsables de sus actos. Para el caso de los Estados Unidos, Linda Kerber ha arrojado luz sobre las ideas de género y ciudadanía en la república a través de una demanda de James Martin realizada en 1801 y cuyo objetivo era recuperar la propiedad materna confiscada por el nuevo gobierno. Anna Martin había huido de Boston con su esposo, un oficial militar inglés, cuando salieron las tropas británicos en 1776. Su propiedad fue secuestrada por el estado

20/ *Ibid.*, 185.
21/ Pani (2006).

de Massachusetts bajo una ley que definía como exentas sólo la dote de las mujeres que se quedaron dentro del territorio. Veinticinco años más tarde, los fiscales de Massachusetts opinaron que las leyes exigían la lealtad tanto de las mujeres como de los hombres, un principio que podía haber establecido la autonomía de la mujer aún dentro del estado matrimonial. Los jueces, sin embargo, decidieron a favor del argumento de los abogados de Martin que la esposa no podía desobedecer a la voluntad de su marido y por lo tanto tuvo que seguirlo a pesar de su opinión política. Este precedente judicial provocó la pérdida de la nacionalidad para las mujeres que se hubieran casado con extranjeros e influyó en el estatus de la mujer casada hasta el siglo XX[22].

Jennifer Heuer ha examinado el caso de Francia, donde una ley de 1793 ordenó que se confiscara la propiedad de cualquier emigrado huyendo de la revolución, en contra de los que abogaban por la indulgencia hacia las mujeres que seguían a sus padres o esposos[23]. Con la legalización posterior del divorcio se llegó al punto sorprendente de que el estado revolucionario presionaba a las esposas residentes en el país para que se separaran de sus maridos emigrados o a vivir bajo vigilancia, pues se sospechaba de ellas[24]. Después del "terror", sin embargo, los defensores de los emigrados llamaron de nuevo la atención sobre la difícil situación de las mujeres e hijos que habían salido de la patria por el temor de la autoridad patriarcal y que además no tenían que cumplir con las obligaciones de ciudadanos, como el servicio militar. En 1800, Napoleón emitió una amnistía para que las emigradas volvieran a Francia, y poco después su código civil reforzó la autoridad de los maridos y estableció el principio de que una mujer debía tomar la nacionalidad de su esposo al casarse[25].

Los debates y los cambios legales sobre la cuestión de la responsabilidad por parte de las mujeres de mantenerse leales o no a los nuevos gobiernos de los Estados Unidos y Francia, revelan las contradicciones dentro de los conceptos de la ciudadanía republicana. En momentos críticos, cuando el éxito de las revoluciones resultaba incierto, las autoridades exigieron la lealtad de todos los que residían dentro de las fronteras que reclamaban para las nuevas naciones. No obstante, una vez estabilizada la situación, los estados no condujeron hasta su conclusión

22/ Kerber (1998), p. 3-46.
23/ Heuer (2005), p. 33-39.
24/ Heuer (2005), p. 40-42.
25/ Heuer (2005), p. 99-117 y 127-132.

lógica el hecho de que todos aquellos que habían cumplido con sus obligaciones, incluídas las mujeres, habían ganado los derechos de ciudadanos. El caso de México, analizado por Pani y Garrido Asperó, demuestra contradicciones similares. Sin embargo faltan estudios para los otros países latinoamericanos[26]. En lo que sigue, exploraremos estas cuestiones para Chile.

Lealtades a la Corona y a la Patria en Chile

Chile nos ofrece un caso interesante sobre las actitudes ambivalentes hacia las lealtades femeninas y la memoria oficial de sus acciones en el imaginario nacional. Como en otras partes de América, el sur de Chile fue el escenario de combates intensos y prolongados en los cuales se enfrentaron no solamente españoles con americanos, sino también chilenos realistas contra sus hermanos insurgentes y entre los separatistas mismos. Además, como en los Estados Unidos y Francia, surgieron debates y pleitos sobre si el secuestro de los bienes de los emigrados debía castigar también a las esposas y los hijos.

Los vecinos de Santiago, como los de otras ciudades hispanoamericanas, erigieron una junta en 1810 que juró fidelidad al cautivo Fernando VII, y al año siguiente se eligió un congreso. En noviembre de 1811, José Miguel Carrera y sus seguidores, entre los cuales se encontraban sus hermanos Juan José y Luis, tomaron el poder ejecutivo y comenzaron a establecer instituciones nacionales, aunque sin declarar explícitamente la independencia. Javiera Carrera, viuda y casada en segundas nupcias, servió de primera dama en el gobierno puesto que su hermano se hallaba todavía soltero. En 1813 el virrey del Perú envió tropas para sofocar la rebelión. Restaurado en el trono al año siguiente, Fernando VII se comprometió a retomar el control de América. La rivalidad entre Bernardo O'Higgins y los Carrera debilitaba a los autonomistas chilenos, y en octubre de 1814 las fuerzas realistas restablecieron el poder por tres años. En nombre del capitán general se juzgó a los que habían apoyado a la junta o al congreso, incluyendo al padre de los Carrera, don Ignacio, y se secuestraron sus bienes, confinándolos en el presidio de la isla Juan Fernández. Algunos pudieron escapar a través de los Andes a las Provincias Unidas del Río de la Plata, entre ellos O'Higgins, los tres hermanos Carrera, las esposas de dos de ellos, y su hermana Javiera.

26/ Para un nuevo estudio del tema para Colombia, ver Lux (2012).

Las divisiones entre los chilenos continuaron al otro lado de los Andes. O'Higgins forjó una alianza con el gobierno en Buenos Aires, y en 1817 José de San Martin comandaba un ejército unido de chilenos y platenses que cruzó de nuevo los Andes y tomó Santiago y el valle central. Sin embargo, durante ocho años estas fuerzas continuaron luchando contra los realistas en el sur mientras también se enviaron tropas para ayudar a la emancipación del Perú. Entretanto, los Carrera en exilio trataron de recuperar el poder. José Miguel viajó a los Estados Unidos en busca de financiación y se alió con las facciones platenses de la banda oriental para oponerse al gobierno en Buenos Aires. O'Higgins y San Martín los consideraban enemigos igual de peligrosos que los realistas, y cuando Juan José y Luis intentaron entrar en Chile, las autoridades en Santiago y Mendoza cooperaron para juzgarlos y ejecutarlos en abril de 1818. A José Miguel también lo capturaron y lo condenaron a la pena capital en 1821. A pesar de haber vencido por fin a sus rivales principales, O'Higgins tenía otros adversarios y en 1823 se vio obligado a renunciar al poder. Fue tan sólo cuando O'Higgins se hallaba en el exilio en el Perú, cuando se consintió que Javiera Carrera regresara a Chile en 1824.

La historia oficial de la independencia chilena se centra en la época entre el establecimiento de la junta en 1810 y la Batalla de Chacabuco en 1817, casi pasando por alto la década posterior hasta la derrota final de los realistas en Chiloé en 1826. No obstante, el ejército español encontró un refugio entre los mapuche en el territorio al sur del río Biobío, desde donde lanzaron expediciones con las que casi tomaron Santiago por lo menos en dos ocasiones. Durante estos años de "una guerra a muerte" los chilenos no sabían quién saldría triunfante. La guerra tuvo un gran impacto sobre la población del sur: ambos ejércitos, por turnos, ocuparon los pueblos, quemaron los cultivos y forzaron a los residentes a emigrar con las tropas. Los patriotas denunciaron el maltrato y aún la matanza de mujeres y niños por parte de la guerrilla realista y sus aliados indígenas, aunque en buena medida estas denuncias estaban encaminadas a justificar sus propias ejecuciones de prisioneros y de supuestos espías, fueran hombres o mujeres.

En su esfuerzo por combatir "la subversión" dentro de Chile (tanto los realistas como los carreristas), las nuevas autoridades consideraban que las mujeres podían ser adversarias peligrosas. Poco después de su regreso a Chile en 1817, O'Higgins ordenó la detención de las personas sospechosas de haber apoyado al gobierno español durante la época de su "reconquista". Entre ellos, había muchas

mujeres. Se confinaron a algunas esposas de oficiales realistas en un monasterio donde se remplazaron a la abadesa y sus asistentes con "monjas patriotas". Aunque O'Higgins mostraba una preocupación especial por las mujeres "que por matrimonio u otros respectos estén relacionadas con los enemigos", dio orden de detener "a todas las godas perjudiciales" (se empleaban los términos infamantes de godos y sarracenos para nombrar a los realistas)[27]. En septiembre de 1817, mientras las fuerzas patriotas en Concepción sitiaban a los realistas en el puerto de Talcahuano, O'Higgins ordenó que se evacuara a los habitantes de la región, expresando su inquietud por "las familias de los revoltosos[28]". En una lista de sospechosos en Chillán se identificó a doce mujeres, sin indicación alguna de que fueran parientes de oficiales realistas, y solamente a cuatro hombres[29]. Así, los patriotas consideraban que las mujeres, a pesar de su parentesco, podían constituir una amenaza para la nación.

Por el mismo motivo, los artículos del periódico oficial del nuevo gobierno en los que se elogiaba a las damas patriotas, destacaron las relaciones de estas mujeres con sus familiares masculinos, que arriesgaban sus vidas en la lucha para la independencia, al mismo tiempo que se daba a entender que ellas podían elegir su partido. Mercedes Rosales de Solar, al donar unos textiles para el hospital militar, supuestamente declaró: "Madre, hermana y esposa de chilenos dispuestos a derramar su sangre en defensa de la Libertad de su PATRIA, yo he creído un deber, concurrir a auxiliarla en la forma que pueda, por que mi sexo no me dispensa de las obligaciones de chilena[30]." Sus palabras se publicaron en el periódico con la esperanza de los editores que "la heroicidad y virtuosos sentimientos que manifiesta esta distinguida ciudadana, sirvan como un perfecto modelo de las virtudes cívicas, de que debe estar penetrado todo el bello sexo[31]". La combinación de los términos de madre, hermana, esposa y el bello sexo con los conceptos de la ciudadanía, el heroísmo y las virtudes cívicas nos da una idea de la ambigüedad sobre la voluntad de las mujeres: ¿solamente apoyaban a los hombres en sus vidas o también estaban motivadas por la conciencia y el amor a la patria?

27/ *Archivo de don Bernardo O'Higgins*, vol. 18 (1958), p. 155-156.

28/ *Archivo de don Bernardo O'Higgins*, vol. 28 (1970), p. 258.

29/ *Archivo de don Bernardo O'Higgins*, vol. 21 (1960), p. 117-118.

30/ *Gazeta de Santiago de Chile* (1951), n°30 (24 enero 1818) en *Archivo de don Bernardo O'Higgins*, vol. 10, p. 312.

31/ *Ibid*., 313. Para otros ejemplos, ver *ibid.*, 150 and 369-370.

Al otorgar pensiones a los dependientes de los héroes que habían hecho el último sacrificio por la independencia, las autoridades dieron a entender que las mujeres habían elegido la misma causa. Al anunciar la pensión concedida a la viuda Catalina Silva, en compensación por la muerte de su hijo, el periódico declaró que ella era "una decidida adicta a nuestra causa y ha dado, aún en el tiempo mismo de la tiranía, pruebas de su valor para sostenerla y de su constancia para esperar, segura de nuestra libertad[32]". La declaración de Silva, según los editores, que ella y sus hijas llevarían las armas si fuera necesario, afirmó su voluntad. Además, algunas mujeres obtuvieron pensiones en recompensa por sus propios servicios en vez de por la pérdida de un hijo o esposo. Carmen Ureta recibió unos terrenos secuestrados a un oficial real por su trabajo como espía y "para estímulo de las virtudes patrióticas[33]". A Rafaela Riesco se la premió "al mérito que ha contraído esta ciudadana en obsequio de la libertad y restauración del Estado de Chile, tanto más apreciable y digna de la consideración de este Supremo Gobierno, cuanto por la naturaleza de su sexo se eleva al grado de una virtud heroica[34]". Es notable que el periódico la identificara como ciudadana. Además, al indicar que la recompensa no debía contar como parte de su herencia ni le servía de obstáculo para demandar los alimentos a su padre, el decreto insinuó que ella había desafiado la autoridad paterna.

Las ambigüedades en las representaciones tanto de las realistas como de las patriotas, indican que las autoridades chilenas esperaban que las mujeres actuaran en sus papeles de buenas esposas, hermanas e hijas, pero reconocían también que eran capaces de tomar sus propias decisiones políticas. En lo que sigue, profundizaremos en el análisis de estas lealtades ambiguas y sus consecuecias para las mujeres bajo la república. Veremos dos casos: la correspondencia conspiratoria entre los Carrera y las acciones de mensajeras más humildes en la guerra en el sur de Chile.

32/ *Archivo de don Bernardo O'Higgins* (1960), vol. 21, p. 124-125.

33/ *Gazeta de Santiago de Chile* (1951), nº 12 (6 septiembre 1817) en *Archivo de don Bernardo O'Higgins*, vol. 10, p. 113.

34/ *Gazeta de Santiago de Chile* (23 agosto 1817), n°10 en *Archivo de don Bernardo O'Higgins* (1951), vol. 10, p. 86-87.

El Epistolario entre los Carrera

Aunque tanto las mujeres como los hombres participaron en la política de la independencia y los inicios de la república, sus papeles fueron distintos[35]. Al igual que otros hombres, los hermanos Carrera se ocuparon de los asuntos de gobierno y de las fuerzas armadas, mientras que Javiera y sus cuñadas trabajaron "entre bastidores", apoyando los planes de sus familiares y suplicando clemencia cuando ellos fueron detenidos. Las huellas de sus acciones y actitudes son visibles en su amplio epistolario. Ana María Cotapos solía agradecerle a su cuñada Javiera "como la madre más amante" por cuidar de su esposo Juan José mientras se hallaban desterrados en Río de la Plata[36]. Cotapos por su parte, se ocupaba en Santiago del padre de Javiera. Cuando varios amigos y parientes de los Carreras fueron detenidos en Santiago en septiembre de 1817 por conspirar en contra del gobierno de O'Higgins, Ana María le informó a Javiera que ella y su madre visitarían a todos los oficiales del gobierno para tratar de interceder por los prisioneros. Las redes femeninas también incorporaban a las amigas. Cuando Luis y Juan José fueron detenidos en Mendoza, Javiera se comunicó con Tomasa Alonso Gamero, quien hizo todo lo posible por favorecer a los hermanos. Es de reseñar que Gamero le prometió a Javiera: "Haré la visita a la señora de Luzuriaga [el gobernador] y pondré en su noticia sus expresiones y la reconvendré por sus ofertas[37]." Gamero también les envió comida y cigarros a los Carrera, aunque se quejó de que los guardias robaban mucho.

Así, en cierta medida, el papel femenino de ocuparse de los demás se extendió al ámbito político. No obstante su imposibilidad de servir en los destinos públicos ni comandar las tropas, las mujeres tomaron medidas más allá de lo doméstico. Las chilenas escribían misivas en las que comunicaban avisos políticos confidenciales y muchas veces también llevaban la correspondencia a pesar de los riesgos que esto

---

35/ Para otro análisis de esta correspondencia, ver Davies, Brewster y Owen (2006), p. 159-82.

36/ *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1914), vol. 9, n°3, p. 434. También *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1913), vol. 7, n°11, p. 220.

37/ Carta, 8 octubre 1817, en *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1914), vol. 11, n°15, 61; también 57-67. Tras la muerte de José Miguel, Javiera le pidió a Juana Pino de Rivadavia que interviniera ante su esposo Bernardino Rivadavia en Argentina; carta de Pino de Rivadavia, 12 diciembre1821, en Vergara Quiroz (1987), p. 112.

comportaba. Con la correspodencia, tanto como con las visitas y la participación en las tertulias, las mujeres contribuyeron a la construcción y el mantenimiento de las alianzas partidarias. A pesar de la perspectiva de algunos que tales mujeres actuaban como un poder (ilícito) "detrás del trono", las estudiosas feministas han propuesto, en cambio, que las cartas existían en un campo de sociabilidad entre las esferas pública y privada, rechazando por tanto una división rígida entre lo político y lo doméstico[38].

Mientras los hermanos Carrera atravesaban un territorio amplio para llevar a cabo sus planes políticos, dependieron de sus parientes, tanto femeninos como masculinos, para mantenerse en contacto. En 1817, por ejemplo, José Miguel huyó a Montevideo desde Buenos Aires, donde lo perseguían las autoridades. Envió cartas a su hermana Javiera, que se quedaba en la ciudad porteña, dándole instrucciones para que sirviera como intermediario en una correspondencia cifrada con sus aliados en el Río de la Plata. Él le avisó de una fuerza expedicionaria española, y le pidió que ella le escribiera con todas las noticias que pudiera recoger[39]. Las cartas contenían instrucciones sobre la manera más segura de corresponder, a quién se podía confiar la tarea de llevar las misivas y qué seudónimos debían ponerse en los sobres. Además, para los avisos más secretos, inventaron una clave sustituyendo unas letras por otras o bien por números. Sus adversarios fueron conscientes de la importancia de esta comunicación e intentaron interceptar las cartas. Cuando podían pillar algún miembro de la red, lo mantenían incomunicado.

Los juicios en contra de quienes escribieron o llevaron las comunicaciones partidarias, demuestran la gravedad del asunto. En noviembre de 1818, después del enjuiciamiento de Juan José y Luis, pero con José Miguel todavía conspirando para volver al poder, las autoridades chilenas interceptaron algunas cartas, la mayoría escritas por este último. Su esposa Mercedes Fontecilla había agregado notas al pie en varias de ellas antes de enviárselas a la próxima corresponsal, entre las que encontraba su madre Rosa Valdivieso y su cuñada Ana María Cotapos. (Otras mujeres evitaron caer en la trampa después del comienzo del juicio, rehusando las cartas y entregando el mensajero a la policía.) Los

38/ Goodman (1989), y Chambers (2003).

39/ Ver, por ejemplo, las cartas de julio de 1817 en *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1913), vol. 7, n°12, p. 423-28, 432, y 434; y las cartas de agosto de 1817 en *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1914), vol. 9, n° 3, p. 454-60.

oficiales alegaron que algunos pasajes cifrados incitaban al asesinato de O'Higgins y San Martín con el objetivo de vengar las muertes de los hermanos Carrera. Con el fin de juzgar esta traición de una manera sumaria, el congreso eximió al gobierno de O'Higgins de las formalidades judiciales[40]. Aunque Cotapos insistió que la correspondencia con su cuñado era meramente personal, el juez la interrogó sobre el hecho de que las cartas estuvieran en cifra. Ella negó conocer la clave, si bien confesó haberse comunicado con su marido (ya difunto) en otro código:

> por ser cosa vergonzosa se leyesen cosas de cariño, y afectos entre marido y mujer, cuya clave rompió cuando sucedió la derrota de la Cancha Rayada, porque le habían prometido la libertad de él y su reunión, y por tanto rompió igualmente toda la correspondencia, que hasta ahora la llora, y el no tener ese consuelo[41].

Cotapos apeló a la honestidad femenina, pero el fiscal rechazó tales excusas como "las más increíbles, fútiles y frívolas[42]".

Considerando el estado de guerra contra unos enemigos domésticos, el fiscal opinó en enero de 1819 que estaba justificado confinar y/o desterrar a los reos por mera presunción (como el parentesco con los Carrera) en vez de por una probanza plena[43]. Al día siguiente los reos fueron desterrados a distintos lugares, con penas menores para las mujeres que fueron confinadas a Valdivieso en un monasterio de Mendoza (con órdenes a la abadesa para que vigilara todas sus visitas y cartas) y a Cotapos la confinaron en su casa. Considerando su estado dependiente como mujeres, el gobierno les pagaría el costo de su manutención[44]. La clemencia tenía que ver con la clase social tanto como el género; si las madres y esposas de la élite hubieran sido tratadas con

---

40/ "Proceso por correspondencia subversiva contra doña Ana María Cotapos, doña Rosa Valdivieso, Pbro. don José de la Peña, don Tomás José de Urra y José Conde, 1817-1818", *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1918), vol. 8, n°29, p. 249-79; vol. 8, n° 30, p. 91-124; y vol. 8, n° 31, p. 93-151.

41/ *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1918), vol. 8, n°29, p. 272. En 18 de marzo de 1818, el ejército real venció a las tropas de O'Higgins en la batalla de Cancha Rayada cerca de Santiago, pero en abril se retiró de nuevo después de la Batalla de Maipú.

42/ *Revista Chilena de Historia y Geografía* (1918), vol. 8, n° 30, p. 114.

43/ La opinión del fiscal Argomedo en 16 de enero de 1819, *Revista Chilena de Historia y Geografía*, vol. 8, n° 31 (1918), p. 142.

44/ *Ibid.,* p. 150-151.

excesiva dureza, esto podría haber provocado una reacción en contra del gobierno. En Buenos Aires, las autoridades también sospechaban de Javiera. El presidente consultó a San Martín y O'Higgins sobre si "les mande a chile o eche del país a esta mujer funesta[45]". Decidieron confinarla, pero pudo huir a Montevideo. El trato de la familia Carrera demuestra la ambigüedad del papel de la mujer en la independencia: hasta cierto punto cumplían con su deber de cuidar de los suyos, pero las autoridades consideraron sus acciones conspiratorias como acto de traición. Como veremos, las mensajeras femeninas sin la protección de un estatus privilegiado, fueron castigadas con latigazos, la confinación y, en algunos casos, con la muerte.

Las mensajeras en la guerra a muerte

Mientras el régimen de O'Higgins seguía los movimientos de los Carrera y sus aliados, los realistas también luchaban en el sur de Chile. Entre 1817 y 1820, el dominio de la ciudad de Concepción y su puerto de Talcahuano cambió cinco veces de manos, y el mando de los pueblos como Chillán y Los Ángeles mudó con aún mayor frecuencia. En enero de 1818, después de un sitio prolongado de Talcahuano, donde se había atrincherado el ejército real, las fuerzas patriotas se retiraron de Concepción al valle central. O'Higgins mandó que unos 50,000 paisanos les acompañaran después de prender fuego al campo: "El enemigo no debe hallar en su transito mas que un desierto, casas sin pobladores, campos sin sembrados y sin ganados[46]." Al final del año, las tornas habían cambiado y los realistas, temiendo que los patriotas atacaran por el mar, se retiraron de Talcahuano a Los Ángeles, primero, y después a Arauco. Muchos paisanos que se habían resistido a la orden de O'Higgins para seguir bajo el mando realista, incluyendo a las monjas trinitarias de Concepción, les acompañaron por miedo a las represalias patriotas[47].

Según varios historiadores castrenses, el ejército patriota no supo aprovecharse de los triunfos en el campo de batalla, de modo que los realistas pudieron hacerse fuertes al sur del Biobío, donde contaban con el apoyo de la población indígena[48]. Diego Barros Arana, el más promi-

45/ Cita en Ondarza O. (1967), p. 76.
46/ Cita en Barros Arana (1890), vol. 11, p. 325.
47/ Barros Arana (1892), vol. 12, p. 88-109.
48/ Arroyo Alvarado (1918).

nente historiador chileno del siglo XIX, reconoció también que gran parte de la población criolla y mestiza apoyaba a los realistas, aprovisionando a las tropas y dándoles noticias del enemigo además de alistándose en la guerrilla; de hecho, enfatizó que los realistas tenían una red de espías superior a la de los patriotas. O'Higgins y sus oficiales eran conscientes de ello y por lo tanto desconfiaron de la gente de la región. Al comienzo del sitio de Talcahuano en abril de 1817, el comandante emitió un bando amenazando con la muerte a las personas que suministraran alimentos o información al enemigo, y en septiembre O'Higgins aseguró a San Martín que estaba patrullando la línea entre los dos ejércitos para evitar cualquier comunicación[49]. Entre las personas sospechosas de auxiliar a los realistas había muchas mujeres. Catorce de los diecisiete vecinos de Talca, Parral, San Carlos y Linares identificados en un oficio militar como conspiradores, por ejemplo, eran mujeres[50]. Antes de la evacuación general de la población de Concepción, el oficial patriota Ramón Freire mandó trasladar a las familias de la supuesta guerrilla realista para evitar que ampararan al enemigo[51]. Gracias a las inquietudes patriotas conservamos fuentes que nos revelan las acciones de las mujeres durante la guerra y las actitudes hacia ellas: los juicios contra los que llevaban la correspondencia realista junto con las cartas interceptadas.

Las cartas, muchas en una letra casi ilegible y una ortografía irregular, siguen ciertos modelos. La nota que sigue revela en pocas palabras las características comunes:

> Mi Estimado Cruz selebro tu perfeta salud y la de todos los de su casa y en particular la de mi padre y carmelita y rosita y Jose Maria y Siriaco por aca no hai nobeda solo si muy afligidos con hesta maldita patria que no hes patria sino ynfierno y no beyo las oras de hestar con los ijos mandame unas libras de asucar y tabaco y mandame desir como hesta heso hilemanda la Josefa me dio libra de yerba a mi ermana carmen. —[firmada] Ya tu sabes[52].

49/ AHNCh [Archivo Nacional Histórico de Chile], Ministerio de Guerra, vol. 49, Reclamos de Jefes en la Campaña del Sur, folio 10; y ARROYO ALVARADO (1918), p. 59-60.

50/ AHNCh, Ministerio de Guerra, vol. 23, Intendencia de Concepción (1817-34), fol. 192, oficio 8 julio 1817 de Ramón Arriagada.

51/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 48, Intendencia de Concepción, Ejército del Sur (1817-1819), fol. 341, carta de Freire a O'Higgins, 4 diciembre 1819.

52/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 6, Sumarios y Procesos, 29 junio 1817, Causa criminal seguida contra las Garcías y demas comprendidos por la corres-

El objetivo principal de las cartas era restablecer el contacto con los parientes, incluídas las monjas que trataban de comunicarse con sus hermanas o padres espirituales. Siempre comienzan con unos saludos expresivos —padre (hermana, señora) de mi corazón o de mi afecto —y se despiden— de su hija, hermana, esposa "que desea verte". Los autores cuentan el estado de la familia presente y preguntan por la situación de los receptores: aquí estamos bien (o enfermos o afligidos) y esperamos que ustedes se hallan en buena salud.

Muchas veces mencionan cartas anteriores de las cuales no han recibido respuesta y expresan gran ansiedad por recibir noticias, como por ejemplo: "Mi querido Taytita [padre] no se como tomo la pluma en la mano por todas partes desconsolada sin poder tener consuelo de saber de Vuestra Reverencia ya dos barcos han venido y no he podido saber de su salud ni si ha vivo o muerto[53]." Tenían que superar muchas dificultades para enviar las cartas y es evidente que muchas nunca llegaron a su destino. Varias monjas explicaron que escribirían con prisa, al enterarse de la llegada de una nave sin esperar el recibo de las cartas que pudiera llevar, para no perder así la oportunidad de enviar las suyas antes de que se hiciera a la vela, como les había pasado en ocasiones anteriores. Con menor frecuencia, expresan el alivio de haber recibido una carta o noticias como: "la ña Mercedes sabemos que esta biba en los Angeles[54]".

Aunque generalmente es una persona que escribe, casi siempre representa a una comunidad—su madre, las amigas, la Manuelita etc. te mandan memorias:

> Me he alegrado mucho de la noticia que mandas de la Manuelita que yo no se de ella desde que nos apartamos en Concepción. Darás memorias á la Panchita quien no se olvidará de encomendarme á Dios y á la Chepita Martinita Juana Rosa y a Jose Ramón y tu las tomarás de mi parte a medida de tu deseo también las darás a mi comadre Nicolasita[55].

A veces, más allá de las palabras, tratan de establecer una conexión física: Te mando unos pesos para mi madre, un poco de polvillo: "se que

---

pondencia que se les ha descubierto con los Enemigos de Talcaguano [*sic*]. Citamos las cartas y los testimonios sin corregir la ortografía ni la gramática.

53/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 101, fol. 23.

54/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 101, fol. 92.

55/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 101, fol. 2.

la sucar esta mui escasa i le mando una livra[56]". Es evidente que con la guerra todo escaseaba y así tales cosas eran necesarias, aunque también parece una manera de llegar más concretamente a los seres amados.

Además de enviar saludos para y de parte de una multitud de familiares y amigos dentro del texto de las cartas, sus autoras tejieron redes de mujeres para escribir y enviar las cartas. Las personas que deseaban comunicarse con sus familiares entre "los enemigos", se enteraban de quiénes viajaban entre los dos campos, por ejemplo entre Concepción y el puerto de Talcahuano. La mayoría de los portadores de misivas eran mujeres que las escondían entre sus polleras o en sus senos (según los informes de los soldados que las registraron). Al capturar una portadora, a veces los jueces castrenses pudieron seguir el hilo hasta descubrir una red de familiares, amigos, y sirvientes. María Josefa Ponse, presa en 1817, confesó que al enterarse don Josef Ordoñez, jefe de las fuerzas realistas en Talcahuano, que ella quería ir a Concepción, le dio una carta para entregar a la señora Antonia Andariena, cuyo hijo también estaba con el ejército español. Dijo Ponse que conocía a la señora Andariena porque era amiga de su patrón. Al llegar a la casa, habló con la hija de Andariena y ella la mandó esconder donde una doña Rita. Juliana, la criada de Andariena, testificó después que Ponce había venido a la casa en varias ocasiones con recados de los oficiales reales, y que su patrona le dijo que callara sobre esas visitas. También dijo que no sabían escribir ni la Andariena ni su hija, pero les solía visitar una amiga doña Nieves. La hija y Nieves insistieron que ignoraban todo sobre las cartas, pero las autoridades tenían otra esquela firmada por Nieves en la misma letra. Andariena confesó sus propias comunicaciones con el enemigo, pero al principio negó la participación de las otras mujeres. Sin embargo, cuando sus interrogadores le preguntaron directamente, respondió:

> Que por respetos a la amistad y buena armonía que tiene con Doña Nieves havia tratado de no expresar su nombre, deseando evitarle todo motibo de perjudicarle; pero ya que el echo se alla descuvierto y que su negatiba sobre ser inutil la haría criminal, en obsequio de la verdad, y juramento que ha prestado confiesa ha ver sido la Doña Nieves quien lo escrivió, dictándolo entre hambas[57].

56/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 7, fol. 2.

57/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 6, Sumarios y Procesos, Julio 3 de 1817, Causa criminal seguida contra Antonia Andamiena por tener correspondencia con los Enemigos de Talcahuan.

Como ya hemos dicho, el objetivo principal de estas cartas era comunicar las noticias personales, pero muchas también hacían referencia a la guerra y la política. En su mayoría, tales referencias son muy generales —ha llegado tal General al puerto, los patriotas están sitiando a Talcahuano, nos hicieron emigrar para tal lugar (a veces "entre los infieles"), están avanzando las fuerzas realistas etc.: "… los patriotas an ganado a talcaguano con todas las familias y el general los tiene sitiado que se allan vien afligidos sin tener consuelo ni por mar ni tierra[58]…" A veces toman posición con uno u otro ejercito y se quejan amargamente de los abusos de los enemigos:

> Merceditas te aseguro que está este infelis pueblo en la maior desolasion que cabe ya no es ni su sombra de lo que hera no se asta cuando Nuestro Señor lebantara el braso de su Justisia que tan Justamente a descargado sobre nosotros. Las casas quemadas las desiseron los insurgentes para trabajar las suias las Donde usted las an dejado en los simientos[59].

Muchas veces tales frases se encuentran subrayadas en las cartas, probablemente por los oficiales que las consideraban pruebas de traición, aunque no revelaran información secreta. Rara vez comunicaron noticias muy específicas sobre los movimientos y números de tropas, el despacho de armas o la llegada de una flota con el objetivo de ayudar a su partido y motivar la resistencia.

El temor de las autoridades sobre este tipo de contenido dio lugar a la confiscación de la correspondencia y el enjuiciamiento de las personas que la llevaban. Las mujeres figuraban tanto como autoras como portadoras de tales cartas. Un alto oficial destacó que "… hay experiencia en toda la Revolución que el Enemigo ha sostenido el Expionaje infiriendo males incalculables a la República por medio de las mujeres, Vuestra Señoría no lo ignora y no basta la piedad y la lenidad con que se les a mirado, pues aun percisten en su obstinada opinión[60]". En el calor de la guerra, persiguieron con celo a tales mujeres sin considerar "la debilidad de su sexo" ni muchas veces el contenido personal de las cartas. En 1817, por ejemplo, Carmen Belmar fue apresada durante

---

58/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 101, fol. 17.

59/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 101, fol. 92.

60/ Comunicación del Sargento Mayor de Plaza en el 16 de agosto de 1821 en ANHCh, Ministerio de Guerra, Sumarios y Procesos, vol. 123, n° 3, Proceso formado contra Josefa Garrido por infidencia i espionaje (1821).

el sitio de Talcahuano cuando regresaba a Concepción de ese puerto trayendo cartas. Cuando se le preguntó si entendía la seriedad del crimen, respondió: "que sabia que era malo el irse al enemigo pero no tenia otro medio como ber á su unico hermano suyo que para benirse del enemigo despues que supo la muerte de su hermano le fue presiso el admitir cartas para conseguir su salida[61]."

Una de las cartas que llevaba Belmar fue escrita por el oficial real José Sirilio Retamal a su esposa y trataba sólo de noticias familiares:

> Mi mas querida y estimada Esposa de todo mi corason en compañia de mis queridos ijos y mi estimada Da Maria Balencuela y mi querida Madre Da Maugricia de Opaso:
> Manuelita te comunico como me allo en este fuerte de talcaguano con una salud conpleta y tamvien te digo que te ahai escrito tantas cartas y no ahai tenido contestacion ninguno Manuela te remito una onsa de polvillo y un medio maso de tavaco: para vos me le daras a mi madre en seña de que me acuerdo de ella 2 pesos y asi no te participo de la ida por que no conviene ya sino ofreciendose otra cosa mande a su mas estimado esposo que servirle desea. —Jose Sirilo Retamal[62]

No relataba datos militares ni mensajes políticos, pero en medio de la guerra, todo lo personal era político y lo supuestamente privado, público. El abogado defensor alegaba que "¿Y estas podrán acusarse de Delito? . . . ¡No: diremos que las leyes de la naturaleza, de la amistad, y amor conyugal, no tienen quien las contengan, quando proseden de buena fe y sin incluir malicia[63]!" El Fiscal, sin embargo, pidió la máxima pena según los bandos que habían publicado las fuerzas patriotas:

> … y estando provado el crimen, y en virtud a su sexo: concluyo por la Patria a que sean condenadas Carmen Belmar, y Carmen Valdes a sufrir la pena ordinaria de muerte para que de este modo se corte la escandalosa comunicacion con el enemigo y sirva de freno a otro que lo intente: Maria Fajardo, y Manuela Nuñes presencien el castigo de sus compañeras, y sean espatriada a algun precidio[64].

El presidente del tribunal estaba de acuerdo con el fiscal, pero

---

61/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 7, Sumarios y Procesos, Criminal contra Carmen Vernal, María Gajardo y otras por mantener correspondencia con el enemigo, 19 agosto 1817, fol. 5-6.

62/ *Ibid.*, fol. 1.

63/ *Ibid.*, fol. 13.

64/ *Ibid.*, fol. 12.

los otros vocales comutaron la pena a cien azotes para Belmar (quien llevaba las cartas) y expatriación de las otras mujeres (quienes enviaron y recibieron correspondencia) a un hospicio durante la guerra[65].

En algunos casos, no cabía duda que la intención de la correspondencia era política. En Valdivia en 1820 existía una conspiración de hombres y mujeres para motivar y ayudar a los montoneros realistas con el objetivo de que atacaran la ciudad. Enviaron cartas a sus familiares (hijos y hermanos) que estaban escondidos en el monte; la emisora principal era la hermana de uno de ellos, y aún algunos hombres le dictaron sus misivas. Una carta declaró:

> Mi estimado y querido selebrare ynfinito al recivo de esta te alles sinobedad. Desta sereduse adesirte como sete presenta una proporsion mui buena para sacudir este pesado yugo que tanto nos atormenta. Hesta proporcion selograra el domingo ques mi Señora de Mersedes y estos tienen unballon mui grande lestaran todos vorachos y asi lograremos labictoria con fasilidad tomandolos de suspresa. Animate baliente canpion adefende la justa causa que todos los Valdibianos estan prontos aiudarte a tomar armas y ponerte enbarcasiones[66].

El tribunal castrense condenó cuatro hombres a ser fusilados, pero el Auditor de Guerra en Santiago opinó que:

> La misma suerte ha debido tocar a Micaela Ocaña, y Dolores Moreno como convictas, y confesas de ser unas auxiliadoras, y verdaderas espias de los montoneros y traidores de San José. Es necesario escarmentar a los de semejantes cooperaciones con los enemigos del orden. Asi deben morir estas dos perfidas mugeres, a no ser que la alta bondad de V. E. quiera comutarles el castigo en un encierro decenal, en donde dia a dia se les haga sentir la enormidad de sus traiciones[67].

No conocemos la suerte de esas mujeres, pero en otro juicio sí condenaron a Josefa Garrido por espía y la fusilaron al cabo de 24 horas. Ella trató de excusarse insistiendo que había cruzado la frontera entre los dos campos (el rio Biobío) sólo para buscar víveres para alimentar

---

65/ *Ibid.*, fol. 16.

66/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 109, Sumarios y Procesos, n°11, Causa criminal seguida de oficio contra los Individuos de esta Plaza [Valdivia] que mantienen correspondencia con el faccioso Andrés Palacios (1820), fol. 52.

67/ *Ibid.*, fol. 45.

a su familia. La carta que llevaba, de un José Antonio Roas para su primo hermano, era una que mezclaba la preocupación por el estado de su familia, con algunas noticias generales sobre la guerra y la política. Dígale a mi madre, escribió:

> no se olbide de su hijo nasido de sus dentrañas que no piense que la olbidado que algun dia que dira Dios que le sirba y le asista con honor ello al fin madre no tengo mas que desirle a mis hermanos que no anden caberiando ni disperdisando nada y que no piredan [*sic*] su onor de ser hombres de bien pues yotoy hasiendo lo mismo[68].

A pesar de sus protestas de inocencia, al ser interrogada, Garrido reveló muchos detalles específicos sobre la llegada del general español Benavides, el número de tropas y armas que llevaba, y sus planes de ataque. Así que con sólo su confesión, el sargento mayor denunció: "que no ha mirado sacrificio personal con el solo fin de satisfacer el odio implacable que abriga contra el sistema de su mismo paiz; y aci es que sin conciderasion alguna debe sufrir la pena señalada para exemplar castigo de otras de su sexso[69]". Al día siguiente fue ajusticiada.

Conciliación y memoria después de las guerras

Al denunciar a las mujeres realistas como traidoras, los líderes chilenos implícitamente habían reconocido también su capacidad e iniciativa política. Sin embargo, tras la independencia resultaba más adecuado presentarlas como mujeres débiles que no pudieron resistir ni a los comandantes españoles ni a sus padres o esposos realistas. Tratar con clemencia a sus antiguas enemigas, convertidas en víctimas, les permitía demostrar la benevolencia de la república y facilitar la conciliación nacional. Especialmente en el caso de las chilenas abandonadas por sus esposos españoles emigrados, se podía transformar su identidad de esposas en madres, madres que por supuesto debían arrepentirse, siendo así capaces de criar a los futuros ciudadanos útiles para la patria. Las suplicantes femeninas, necesitadas de

68/ Carta de José Antonio Roas en ANHCh, Ministerio de Guerra, Sumarios y Procesos, vol. 123, n° 3, Proceso formado contra Josefa Garrido por infidencia i espionaje (1821), sin fol.

69/ Opinión del Sargento Mayor de Plaza, 16 agosto, 1821 en *ibid*., sin fol.

socorro, aceptaron gustosamente el papel de víctima[70].

Los oficiales separatistas presumían que toda persona que huyera de las tropas de la patria era partidaria de los españoles y por lo tanto, el secuestro de sus bienes estaba justificado. Con el embargo de las mercancías y las propiedades de los emigrados, las esposas de estos apelaron a las nuevas autoridades para proteger sus dotes y poder mantener a sus hijos. Ya en abril de 1817, el fiscal José Gregorio Argomedo esbozó algunas reglas para atender tales peticiones. Pensando en la reconquista virreinal de Chile tan reciente y en la guerra todavía activa en el sur, denunció las multas y los secuestros impuestos por las autoridades reales que según él habían violado "toda moralidad, toda relación social y todo género de justicia, con las hijas, esposas y familia del infeliz contribuyente[71]". Aunque no estaba dispuesto a olvidar tales acciones y perdonar a los realistas, Argomedo recomendó una política orientada a demostrar la mayor justicia y benevolencia de los oficiales americanos. Opinó que la ley permitía el secuestro de los bienes dotados, pero propuso utilizar una parte de los fondos para pagar pensiones alimenticias a las familias afectadas: "¿qué hemos de hacer con mujeres e hijos chilenos?", preguntó retóricamente, "Es preciso protegerlos[72]."

A las peticiones de algunas madres que se lamentaban ante su incapacidad de dar de comer a sus familias, Argomedo ofrecía el socorro pero con la amonestación de fomentar en sus hijos el amor de la patria como prueba de su lealtad al nuevo régimen. María de los Dolores Araos insistió en la inocencia de su esposo porque había salido para España para atender a sus negocios antes de la batalla de Chacabuco, y lamentó que el secuestro de sus bienes la redujo "á la infelis y deplorable situacion en que me hallo, y al estado infelis de no tener absolutamente como dar el pan a mis innocentes, y pobres hijos[73]." Argomedo por su parte denunció a su marido como "ingrato", pero le concedió a Araos una pensión con tal que criara a sus hijos "vajo los principios de adhesion á nuestra Sistema[74]". Como durante la revolu-

---

70/ Para un análisis más amplio del tema de las mujeres y la memoria, ver Chambers (2010).

71/ Informe de José Gregorio Argomedo, 30 abril 1817, en *Archivo de don Bernardo O'Higgins* (1964), vol. 24, p. 45.

72/ *Ibid.*, p. 48.

73/ ANHCh, Fondo Varios, vol. 237, n° 4470, "Doña María de los Dolores Araos pide alimentos".

74/ *Ibid.*

ción francesa, ordenaron a las suplicantes que dejaran de obedecer a los maridos españoles "ingrato[s] al suelo que se la[s] dio", y que trasladaran su amor y fidelidad a la república, la cual asumiría el papel de padre para sus hijos americanos[75]. Tales órdenes reflejan una transición todavía incompleta en la representación de la mujer en la retórica republicana: eran representadas principalmente según una identidad dentro de la familia, si bien ellas tenían que elegir entre sus esposos y sus nuevos padres simbólicos.

En el sur, algunas mujeres no sólo eran esposas de emigrados, sino que ellas también habían acompañado al ejército español al Arauco, desde donde las tropas lanzaron ataques a las fuerzas nacionales. Ya en 1819, Ramón Freire, como gobernador intendente de Concepción, emitió algunas amnistías para los que regresaran de territorio realista[76]. Sin embargo, muchos no pudieron o no quisieron acatar esta amnistía y sólo regresaron a la provincia de Concepción después del fin de plazo. Petrona Mantega recurrió a las leyes de patria potestad —tanto familiar como estatal— para excusarse por haber emigrado. Alegó que se había quedado en Concepción cuando el comandante español José Ordóñez se retiró al puerto de Talcahuano en 1817, y posteriormente había querido permanecer cuando el sucesor de este, Juan Francisco Sánchez, mandó que la población se trasladara al sur del Biobío en 1818. No obstante, insistió en que tuvo que seguir a su marido, un cirujano español con el ejército real, tanto por obedecer a la autoridad patriarcal como al derecho natural de conservar la existencia porque amenazaron con la muerte a todos aquellos que no participaran en la evacuación. Cuando el oficial realista Vicente Benavides retomó por un tiempo Concepción en 1820, Mantega regresó y se quedó en la ciudad, donde enviudó, aún después de la derrota de los realistas[77]. Suplicó al nuevo gobierno como "Padre benéfico, puede usar un rajo de la generosidad que le caracterisa en aucilio de los inosentes que me claman por los diarios alimentos[78]". Su argumento fue persuasivo: las autoridades le devolvieron su hacienda secuestrada.

El ejemplo de Mantega se parece mucho al de Martin en los Estados Unidos, donde finalmente los jueces determinaron que una mujer estaba obligada a seguir a su marido a pesar de su opinión. Pero

---

75/ Archivo de don Bernardo O'Higgins (1968), vol. 26, p. 167.

76/ ANHCh, Intendencia de Concepción, vol. 6, Oficios enviados (1818-1823).

77/ ANHCh, Expediente iniciado por doña Petrona Mantega sobre la entrega de la Hacienda del Manzano.

78/ *Ibid.*, fol. 1v.

otro caso indica que en Chile la autoridad política pudo sobreseer a la patria potestad. Emigrada, María Jesús Arregui no volvió a Concepción antes del fin de plazo de la amnistía, pero en 1826 pidió que se le devolvieran sus bienes secuestrados. Para justificar su reclamo, describió a su esposo, un comerciante español, en términos más femeninos que masculinos: "Su genio pasivo y el odio que profesaba a todo lo que tenia el colorido de guerra, le hiso mantenerse durante el tiempo de esta contraido solo a sus atenciones domesticas, sin tener la menor intervencion en ninguna clase de asuntos políticos[79]." Por supuesto, también insistía en que ella, por su edad, sexo y (después de 1816) condición de viuda, tampoco pudo servir a la causa del Rey a pesar de haber huido cuando se acercaron las tropas de la patria:

> Pero si se considera que esta fue general como causada por el Bando de terror que mandó publicar Sanchez al efecto, y por que esta ciudad quedó sin ningun abitante y amenasada de ser destruida por los Yndios Barbaros, no debe creerseme culpable por aquel hecho, pues me hallaba en el caso de temer la muerte sino seguia el destino de las demas gentes[80].

El hecho de que Arregui se retirara del territorio bajo el poder de las fuerzas nacionales durante una década entera indica que sí eligió ser súbdita de España, y sólo cuando el ejército real fue derrotado definitivamente, decidió desempeñar el papel de la mujer como víctima indefensa. Acción sincera o fingida, tal estrategia era eficaz. Su solicitud de restitución de bienes, como las de otras, fue aprobada.

Al representar a sus antiguas antagonistas como mujeres indefensas, el nuevo estado chileno podía proyectar una imagen benévola y facilitar la reconciliación después de la guerra; además no existía razón para recordar a los chilenos (y las chilenas) que se habían opuesto a la independencia. Al contrario, conmemorar algunas mujeres patrióticas junto con los héroes masculinos más prominentes, podía promover la causa nacionalista. Elogiando las contribuciones femeninas a la causa *durante* la guerra, los líderes de la patria habían a la vez reconocido en parte las decisiones políticas tomadas por las mujeres. Conmemorándolas posteriormente, sin embargo, reinscribieron su identidad como esposas, fieles tanto a sus esposos como a su patria. Al recordar la época de la

---

79/ ANHCh, Judiciales de Concepción-Civiles, leg. 28, pza. 3, "Doña María Jesús Arregui sobre devolución de casa y sitio secuestrados", fol. 1.

80/ *Ibid.*

reconquista (1814-1817), la historia oficial alababa a las damas —especialmente Luisa Recabarren and Teresa Larraín— quienes pidieron con lágrimas al capitán general la clemencia por sus maridos detenidos o desterrados[81]. De hecho, la imagen de las esposas abnegadas se había apoderado tanto del imaginario público que después de Chacabuco un partidario de la independencia acusó a su esposa de la traición por sus acciones durante un pleito de divorcio en 1814:

> Si en Chile que há sido el modelo de las virtudes conyugales de las Mugeres se debe dejar inpune un exemplo de inmoralidad tan orrible, y una fria crueldad á quien no movieron las lagrimas y las mas eroicas tribulaciones de las demas Esposas que arrastradas por los pies de los tiranos imploraban la misericordia y clamaban la inocencia de sus perseguidos maridos[82].

El énfasis en la fidelidad conyugal también influyó en la manera de retratar a los Carrera. Mercedes Fontecilla y Ana María Cotapos podían alinear sus opiniones políticas con sus deberes como madres y esposas. Bajo el régimen de O'Higgins, los oficiales no consideraban que las lealtades familiares excusaran las actividades partidarias como escribir y llevar la correspondencia conspiratoria. Pasada la crisis, sin embargo, perdonaron a las mujeres que habían auxiliado a sus maridos. Unos meses después de que José Miguel Carrera fuera ajusticiado, se concedió salvoconducto a su viuda e hijos para volver a Chile. "Para mí la mayor recomendación que tiene es haber sido mujer de un enemigo", escribió un oficial, "El amor propio bien dirigido se ofende de extender el odio más allá del sepulcro"[83]. Cuando habían pasado siete años más, y el gobierno chileno trataba de reunificar la población, se rehabilitó a los Carrera, se repatriaron sus restos mortales, y se concedió a los hijos de José Miguel y Mercedes Fontecilla la pensión "que les ganó la espada de su padre[84]". Javiera Carrera, por el contrario, confrontada al dilema de lealtades divididas, eligió la causa de la independencia en vez de sus obligaciones como esposa y madre. Partió al exilio con sus compatriotas durante la época de la reconquista, dejando en Chile a su

---

81/ Para retratos de ellas y de otras mujeres de la época, ver Grez (1966).

82/ ANHCh, Judiciales de Santiago-Civiles, leg. 192, pza. 1, "Don Felipe Calderón contra su Mujer doña Mercedes Fontecilla sobre perjuicios", fol. 31.

83/ Cita en Ondarza (1967), p. 110.

84/ ANHCh, Ministerio de Guerra, vol. 150, Montepíos, doña Mercedes Fuentecilla, viuda del Brigadier don José Miguel Carrera (1828), fol. 248.

marido español y la mayoría de sus hijos. Posteriormente, uno de sus nietos la criticó alegando que había abandonado a su hija (la madre del denunciante) en un convento sin la manutención necesaria[85]. En su elogio funerario para Javiera Carrera, Benjamín Vicuña Mackenna retrató a una mujer que empujó a sus hermanos al escenario político en vez de seguirlos y trató de excusar su aparente preferencia por la esfera pública en vez de la doméstica[86]. Sus biógrafos posteriores han expresado la misma ambivalencia. Mientras generalmente se recuerdan a Fontecilla y a Cotapos como esposas bellas y abnegadas en vez de militantes, se identifica a Javiera Carrera junto con sus hermanos por su participación decisiva en el movimiento por la independencia. Por la misma razón, sin embargo, se representa a Javiera como demasiado ambiciosa y dominante para ser una dama chilena respetable[87].

Bibliografía

Adams Jerome R. (1995), *Notable Latin American Women*, Jefferson, N. C., McFarland and Company.

Archivo de don Bernardo O'Higgins (1946-[2005]), 36 vol., Santiago.

Arciniegas Germán (1961), *América mágica: las mujeres y las horas*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.

Arrom Silvia Marina (1988), *Las mujeres de la ciudad de méxico, 1790-1857*, México, D. F., Siglo Veintiuno Editores.

Arrom Silvia Marina (1976), *La mujer mexicana ante el divorcio eclesiástico (1800-1857)*, México, D. F., Sepsentas, 1976.

Arrom Silvia Marina (1978), "Women and the Family in Mexico City, 1800-1857", tesis doctoral, Stanford University.

Arrom Silvia Marina (1985), *The Women of Mexico City, 1790-1857*, Stanford, Stanford University Press.

Arroyo Alvarado Guillermo (1918), *Historia de Chile: Campaña de 1817-1818*, Santiago-Valparaíso, Sociedad Imprenta-Litografia "Barcelona".

Barros Arana Diego (1884-1902), *Historia Jeneral de Chile,* 16 vol., Santiago.

Brewster Claire (2005), "Women and the Spanish-American Wars of Independence : an overview", *feminist review* nº 79, p. 20-35.

Brown Matthew (2005), "Adventurers, foreign women and masculinity in the Colombian Wars of Independence", *feminist review*, nº 79, p. 36-51.

85/ ANHCh, Judiciales de Santiago-Civiles, leg. 1059, pza 15, "Don Domingo Aldunate y Lastra con Doña Javiera de la Carrera sobre alimentos" (1855), fol. 86.

86/ Vicuña Mackenna (1904).

87/ Grez (1966), y Adams (1995), p. 123-132. Sobre la ambivalencia de los historiadores hacia Manuela Sáenz, ver Murray (2001).

BROWN Matthew (2006), "Soldier Heroes in the Wars of Independence in Gran Colombia", *Hispanic Research Journal*, vol. 7, nº 1, p. 41-56.

CHAMBERS Sarah C. (2010), "'Drying Their Tears': Women's Petitions, National Reconciliation, and Commemoration in Post-Independence Chile", en Karen HAGEMANN, Jane RENDALL y Gisela METTELE (ed.), *Gender, War and Politics: The Wars of Revolution and Liberation — Transatlantic Comparisons, 1775-1820,* New York, Palgrave MacMillan, p. 343-360.

CHAMBERS Sarah C. (1999), *From Subjects to Citizens: Honor, Gender and Politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*, University Park, Pennsylvania State University Press.

CHAMBERS Sarah C. (2003), "Letters and Salons: Women Reading and Writing the Nation in the Nineteenth Century", en John C. CHASTEEN y Sara CASTRO-KLAREN (ed.), *Beyond Imagined Communities: Reading and Writing the Nation in Nineteenth-Century Latin America*, Washington, D. C., Baltimore y London, Woodrow Wilson Center Press and Johns Hopkins University Press, p. 54-83.

CHAMBERS Sarah C. (2006), "Masculine Virtues and Feminine Passions: Gender and Race in the Republicanism of Simón Bolívar", *Hispanic Research Journal,* vol. 7, nº 1, p. 21-40.

CHAMBERS Sarah y Lisa NORLING (2008), "Choosing to be a Subject: Loyalist Women in the Revolutionary Atlantic World", *Journal of Women's History*, vol. XX, nº 1, p. 39-62.

CHERPAK Evelyn (1978), "The Participation of Women in the Independence Movement in Gran Colombia, 1780-1830", en Asunción LAVRIN (ed.), *Latin American Women: Historical Perspectives*, Westport, CT y London, Greenwood Press, p. 219-134.

CHERPAK Evelyn (1973), "Women and the Independence of Gran Colombia, 1780-1830", tesis doctoral, University of North Carolina at Chapel Hill.

CLEMENTE TRAVIESO Carmen (1964), *Mujeres de la independencia: Seis biografías de mujeres venezolanas*, México, D.F., Talleres Gráficos de México.

DAVIES Catherine (2005), "Colonial dependence and sexual difference: reading for gender in the writings of Simón Bolívar", *feminist review* n° 79, p. 5-19.

DAVIES Catherine, Claire BREWSTER y Hilary OWEN (2006), *South American Independence: Gender, Politics, Text,* Liverpool, Liverpool University Press.

DÍAZ Arlene J. (2004), *Female Citizens, Patriarchs, and the Law in Venezuela, 1786-1904*, Lincoln y London, University of Nebraska Press, 2004.

EARLE, Rebecca (2000), "Rape and the Anxious Republic: Revolutionary Colombia, 1810-1830", en Elizabeth DORE y Maxine MOLYNEUX (ed.), *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America,* Durham y London, Duke University Press, p. 127-46.

FERNÁNDEZ DE LIZARDI José Joaquín (1955 [1824]), *Calendario para el año de 1825,* México, D. F., Biblioteca de Historiadores Mexicanos.

GAITÁN Jorge Eliécer (1911), *Biografía de Policarpa Salabarrieta*, Bogotá, Imp. La Civilización.

García Genaro (1910), *Leona Vicario: Heroina insurgente*, México, D.F., Museo Nacional de Arqueología, Historia y Ethnología.

Garrido Asperó, María José (2003), "Entre hombres te veas: las mujeres de Pénjamo y la revolución de la independencia", en Felipe Castro y Marcela Terrazas (ed.), *Disidencia y disidentes en la historia de México*, México, D. F., Universidad Nacional Autónoma de México.

Grez Vicente (1966 [1878]), *Las mujeres de la independencia*, ed. Raúl Silva Castro, Santiago, Editora Zig-Zag.

Kentner Janet R. (1975), "The Socio-Political Role of Women in the Mexican Wars of Independence, 1810-1821", tesis doctoral, Loyola University.

Kerber Linda K. (1998), *No Constitutional Right to be Ladies: Women and the Obligations of Citizenship*, New York, Hill and Wang.

Goodman Dena (1989), "Enlightenment Salons: the Convergence of Female and Philosophic Ambitions", *Eighteenth-Century Studies*, vol. 22, n° 3, p. 329-350.

Heuer Jennifer Ngaire (2005), *The Family and the Nation: Gender and Citizenship in Revolutionary France, 1789-1830*, Ithaca and London: Cornell University Press.

Hünefeldt Christine (2000), *Liberalism in the Bedroom : Quarreling Spouses in Nineteenth-Century Lima*, University Park, Pennsylvania State University Press.

Lavrin Asunción (ed.) (1985), *Las mujeres latinoamericanas: perspectivas históricas*, México, D. F., Fondo de Cultura Económica.

Lux Martelo Martha (2012), "Mujeres patriotas y realistas entre dos órdenes: la casa, la plaza, el comercio y la guerra (Nueva Granada 1790-1830)", tesis doctoral, Universidad de los Andes, Bogotá.

Murray Pamela S. (2001), "'Loca' or 'Libertadora'?: Manuela Saenz in the Eyes of History and Historians, 1900-c.1990", *Journal of Latin American Studies* vol. 33, n° 2, p. 291-310.

Ondarza O. Antonio (1967), *Javiera Carrera V.: Heroína de la patria vieja*, Santiago: Editorial Neupert.

Pani Erika (2006), "'Ciudadana y muy ciudadana'?: Women and the State in Independent Mexico, 1810-1830", *Gender & History,* vol. 18, n° 1, p. 5-19.

Panorama de las Señoritas: Periódico pintoresco, científico y literario (1842), México, D. F., Imprenta de Vicente García Torres.

Perdomo Escalona, Carmen (1994), *Heroínas y Mártires Venezolanas*, Caracas, Ediciones Librería Destino.

Tecuanhuey Alicia (2003), "La imagen de las heroínas mexicanas", en Manuel Chust and Víctor Mínguez (ed.), *La construcción del héroe en España y México (1789-1847),* Valencia, Universitat de València, p. 71-90.

Los tiempos (2009), "¿Y las heroínas del Bicentenario?", *Los Tiempos*, 13 septiembre 2009, http://www.lostiempos.com/oh/actualidad/actualidad/20090913/y-las-heroinas-del-bicentenario_36016_59255.html (accedido 22 febrero 2012).

Troconis de Veracoechea Ermila (1990), *Indias, esclavas, mantuanas y*

primeras damas, Caracas, Academia Nacional de la Historia y Alfadil Ediciones.

TROCONIS DE VERACOECHEA Ermila (1998), *Gobernadoras, cimarronas, conspiradoras y barraganas*, Caracas, Alfadil Ediciones.

TUÑÓN Julia (1991), *El álbum de la mujer: antología ilustrada de las mexicanas*, vol. 3, *El siglo XIX (1821-1880),* México D. F., Instituto Nacional de Antropología e Historia.

URQUIDI José Macedonio (1918), *Bolivianas ilustres: Las guerrilleras de la independencia*, La Paz, José Camarlinghi.

VERGARA QUIROZ Sergio (1987), *Cartas de mujeres en Chile, 1630-1885*. Santiago, Editorial Andres Bello.

VICUÑA MACKENNA Benjamín (1904), *Doña Javiera de Carrera: Rasgo Biográfico Leido en el Círculo de Amigos de las Letras*, en *Biblioteca de Autores Chilenos*, vol. 23, Santiago, Guillermo E. Miranda, Editor.

Dolores González-Ripoll

Pragmatismo y moderación entre la ilustración y el liberalismo: Ideología y redes de intercambio en el mundo atlántico[1]

Desde que comencé a indagar en la historia de la América hispánica me interesé por el espacio antillano y en quienes ayudaron a configurarlo a finales del siglo XVIII, entre ellos, marinos de comisiones cartográficas destinadas a levantar planos de costas y señalar derroteros seguros, militares trasladados a las islas como representantes de la corona fácilmente integrados en las sociedades receptoras, criollos ligados estrechamente al poder colonial e, incluso, algún jesuita expulso muerto de nostalgia[2]. Mucho tenían en común protagonistas y secundarios de estas historias tejidas casi simultáneamente en el tiempo, cuyos destinos pudieron, además, entrecruzarse en una u otra orilla del Atlántico, coincidir en proyectos de similar alcance o, simplemente, gozar de una formación y posición de elite equiparables. En todo caso, si no en sus propias vidas, han terminado confluyendo en la mía a través de documentos de archivo y textos de multitud de especialistas; asimismo, por la sensación que me embargaba, enseguida corroborada por la certidumbre de los datos, de hallarme ante una "comunidad humana" forjadora de una tan extensa como intrincada red de intereses y relaciones dentro de la monarquía hispánica y fuera de ella que, como ya habían verificado los pioneros de la historia atlántica, resultaba más dinámica y real que las instituciones existentes creadas a golpe de decreto[3].

1/ Este trabajo ha sido realizado en el marco del proyecto HAR2009-09844 del MICINN.

2/ Algunos de los trabajos referidos son: González-ripoll, 1995, 1999, 2000, 2007b y González-ripoll y Álvarez Cuartero, 2009.

3/ Bailyn, 2005.

Esta perspectiva más humana de aproximación al poder ha conllevado el análisis del comportamiento de las elites —principales usuarios, practicantes y beneficiarios de ese poder— en clave de sistemas de redes a partir de la premisa de sus numerosos, frecuentes e intensos elementos de relación; una labor basada en la comparación, transformación, conexión, transferencia y circulación entre el Viejo y el Nuevo Mundo cercana a la de muchos de nosotros, aún sin plena conciencia de estar contribuyendo a esa "historia atlántica" de tan amplias miras conceptuales y metodológicas como difusos y ambiciosos contornos geográficos e intelectuales.

Si en verdad, como ha señalado Enma Rothschild, el mundo atlántico del siglo XVIII se extendió "al interior y a las provincias y al interior de la existencia individual[4]", ello fue a causa del dinamismo y permanente circulación de objetos, ideas y personas entre una y otra orilla creadores de un universo distinto alimentado de cambios, novedades y también persistencias. Así, es posible vislumbrar tanto de forma sincrónica como diacrónica, experiencias simultáneas y expectativas compartidas de personas que vivieron ligadas entre sí y fueron, al mismo tiempo, agentes de conexión entre espacios y épocas diversas.

Conexión y circulación, dos términos inherentes al mundo Atlántico y conformadores del mismo, cuyos significados en el contexto español de los siglos XVIII y XIX expresan muchas de las realidades pergeñadas. Si en el diccionario de 1803 "circular" aludía solamente a "la moneda que circula por medio del comercio", en 1843 se añadirán las noticias y rumores que corren de boca en boca para, más de dos décadas después (1869), señalar al envío de órdenes, avisos e instrucciones iguales a muchas personas y al hecho de "andar, pasar, moverse de una parte a otra[5]".

Respecto a la voz conexión, si bien se parte en 1783 de la idea de "enlace, atadura, trabazón, concatenación de una cosa con otra" y que lo conexo es "la cosa que está entrelazada o unida con otras o va agregada y dependiente de esta principal" (1780), a la altura de 1843 resulta de gran interés su identificación con el concepto "amistades[6]". Por tanto, movimiento (de gentes y productos) y relación (dependiente o de igualdad) van a constituir acciones complementarias y su combinación se consagrará en fórmula imprescindible de supervivencia, tanto en el Antiguo Régimen como en la posterior deriva revolucionaria y liberal de las potencias europeas y los territorios ultramarinos.

4/ Bailyn, 2005, p. 32.

5/ *Diccionario usual de la Academia de la lengua española*, 1869, p. 175, 173.

6/ *Diccionario usual de la Academia de la lengua española*, 1843, p. 183, 2.

Como ejemplo de algunos de estos elementos definitorios del mundo atlántico presento el esbozo de una investigación mayor que, con el título aproximado de "Los Arango, de La Habana a Chamberí. Genealogía de una tradición política y cultural entre la ilustración y el liberalismo" o, simplemente, "una familia en las dos orillas", aborda la circulación, conexiones, actividades e ideario de algunos componentes de la amplia "comunidad humana", hispánica en este caso, radicados en/entre Cuba y España y pertenecientes a un mismo ámbito familiar y de poder a lo largo de más de una centuria. Sin ponderar el peso de las elites cubanas en los foros gubernamentales de la península, pretendo focalizar el grupo familiar y afin a los Arango, trazando una genealogía de sus intereses en el campo político, económico y cultural en Madrid y La Habana[7]; intereses fundados en el avance de la agricultura, la educación y el ejercicio de la política en clave moderada, principalmente. Unos Arango que concibo alrededor de tres "egos" o actores —como señala la nomenclatura del análisis de redes— o "ejes" en la mía propia, siendo el primero el habanero Francisco Arango y Parreño (1765-1837), en segundo lugar su primo hermano Andrés Arango y Núñez del Castillo (1773-1865) también oriundo de La Habana y el último, Alejandro Oliván (1796-1878), peninsular nacido en Aragón, perteneciente a la familia por vínculo matrimonial y por participar en negocios de índole científico-cultural junto a los dos cubanos.

El cuarto protagonista será el espacio Atlántico en que se mueven, a cuyo estrechamiento contribuyen y forjador, de algún modo, de una cierta "cultura familiar" expresada en los ámbitos señalados con el trasfondo común de una Cuba que los tres actores —si bien en muy distinta medida— conocieron y apreciaron. A través de los universos en que modularon sus estrategias en relación con la agricultura, la economía, la política, ámbitos de influencias, de movimientos, las afinidades y los conflictos, creo posible configurar la impronta "atlántica" de intereses, valores, modelos, pervivencias y rupturas.

Hombres y contextos atlánticos

El primer Arango que cruzó el Atlántico en el último cuarto del siglo XVII y se afincó en La Habana provenía de Bayona, en la "raya de Francia". Este espacio fronterizo le impidió obtener la naturaleza

7/ Véase Silva, 2002.

española que hubo de litigar ya desde su flamante puesto de Contador de Cuentas de Cuba y de las islas de Barlovento mediante la falsificación de documentos para probar su nacimiento en las islas Canarias. La pronta integración en la sociedad habanera del todavía "monsieur" Pedro Arango y Monroy —como le señalaría con sorna su amigo el gobernador Diego Antonio de Viana— se debió a sus recursos para comprar cargos e indultos pero también embarcaciones y molinos de tabaco, además de la realización de un ventajoso matrimonio con una mujer de la elite criolla[8].

Un siglo después, un joven Francisco Arango y Parreño perteneciente ya a la tercera generación de origen americano, podía vanagloriarse de haber nacido en una familia notable, bien situada, prolífica y cuyos numerosos miembros venían desempeñando cargos distinguidos en el cabildo de la ciudad, la iglesia y la milicia colonial. Su propia vida es, además, representativa de un tiempo de cambio político e ideológico en el seno de la monarquía hispánica. También de la singular evolución de la isla de Cuba, una sociedad que optó por no desgajarse de su matriz europea convertida en centro productor de caña de azúcar para el mercado mundial en sustitución de Saint Domingue. Formado en derecho, hombre de talento y hábil negociador, Francisco Arango tuvo mucha responsabilidad en la entrada masiva de esclavos en la isla desde 1789, uno de los medios que allanaron el camino del gran ciclo de prosperidad del azúcar cubano. Principal portavoz de la clase hacendada y con gran influencia en los foros metropolitanos gracias a una extensa red de amigos y familiares instalados en Madrid, Arango fue partidario e instigador de una mayor liberalización del comercio de ultramar, el fomento de la educación, el avance tecnológico y la defensa de instituciones en las que la elite azucarera de Cuba dejara oír su voz.

Como bienhechor y gloria de su patria, hombre generoso y estadista de grandes y nobles ideas, su figura ha venido suscitando loables comentarios. También críticas por los recelos que suscitaban sus logros, atribuciones y sintonía con autoridades en la isla y la península; las sospechas de independentismo a propósito del intento frustrado de formación de una junta de gobierno (1808); y por el alcance de su compromiso en la carrera mono-cultivadora esclavista azucarera y dependiente de Cuba

8/ Testamento de Pedro Arango, Archivo Histórico Nacional (Madrid), Carlos 3°, exp. 1742, fol. 22. Indulto a Pedro Arango. Madrid, 28 de junio de 1689. Archivo General de Indias (Sevilla), Santo Domingo, n° 142, doc. n° 97-c (Colección Levi Marrero, 61, Florida International University). Sobre la actividad comercial y corsaria de Pedro Arango, ver MORALES PADRÓN, 1955; CASTILLO MELÉNDEZ, 1986 y GARCÍA DEL PINO, 2001.

(posible origen, a su vez, del susceptible retraso en el surgimiento de la nacionalidad y del anhelo de separación de España[9]).

La presencia de Francisco Arango en Madrid en 1787 para culminar sus estudios de derecho en la academia de jurisprudencia de Santa Bárbara dirigida por Miguel de Gálvez respondió a la idea ya extendida en los círculos de gobierno de "retener aquellos países bajo el suave dominio de Su Majestad" mediante el envío de jóvenes criollos a estudiar a la península y la reservación de puestos en la administración española a fin de convertirlos en "rehenes" [*sic*] del sistema[10]. Numerosas autoridades del momento implicadas en el gobierno ultramarino estaban de acuerdo en la conveniencia de vincular más estrechamente a los criollos a la política metropolitana. Francisco de Saavedra, funcionario de la secretaría de Indias a las órdenes de José de Gálvez era uno de ellos; en 1782 se hallaba en La Habana como comisario regio para unas operaciones en el Caribe donde pudo tratar a militares peninsulares como Bernardo de Gálvez y a vecinos ilustres de la capital cubana a los que instó a enviar a sus vástagos a formarse en los centros educativos de la península. Ya en la corte madrileña, Saavedra sería siempre un prestigioso avalista de los distintos proyectos de Francisco Arango para el fomento azucarero de Cuba[11], inaugurándose una etapa de complicidad plena de intereses y juegos políticos entre los grupos de poder de Madrid y La Habana. Esta etapa culminó con el título de la "siempre fiel" otorgada a Cuba al hilo de las guerras emancipadoras del continente y la concesión a Arango del marquesado de la Gratitud en 1834. Arango supo forjar una red de relaciones y amistades en las altas instancias del poder en la capital de la monarquía que le fueron útiles aún residiendo la mayor parte de su vida en la isla antillana.

Como ya señalé en otro trabajo dedicado a explorar dichos vínculos[12] un elemento a destacar en la familia Arango, común entre

---

9/ González-Ripoll y Álvarez Cuartero (ed.), 2009, especialmente la introducción, pp. 15-26.

10/ 5 de marzo de 1768, en Konetzke, 1950, pp. 31-54, citado por Elliot, 2006, p. 471. Para Covarrubias, miembro de la academia de Santa Bárbara, la abogacía era "una profesión que debiera escoger con absoluta autoridad los mejores sujetos de la sociedad", véase Risco, 1979, 2 vol., vol. I, p. 201.

11/ Informe de Francisco Saavedra a Diego Gardoqui en el que se valida el proyecto presentado por Francisco de Arango para formar una Junta de Agricultura y realizar un viaje al extranjero. Madrid, 23 de septiembre de 1793. Fondo Saavedra (Facultad de Teología de la Universidad de Granada), caja 51.

12/ González-Ripoll, 2001.

los componentes de la elite habanera de finales del siglo XVIII, era la tendencia a la separación espacial de sus miembros, convirtiéndose en un conjunto de parientes y aliados cooperantes que actuaban en pos de la cohesión y supervivencia colectiva. Por ello, surge en nuestro estudio la figura de Andrés Arango[13], instalado permanentemente en Madrid tras llegar de Cuba para proseguir la carrera militar en la que llegó a coronel de artillería; con posterioridad obtuvo un puesto de oficial en el ministerio de Indias, trabajó en otras dependencias relacionadas con ultramar y realizó diversas actividades empresariales hasta recibir el nombramiento de comisario regio de agricultura en 1857 y el de senador del reino dos años después. La distancia no fue óbice para mantener a lo largo de los años una relación estrecha con su primo Francisco Arango, a quien apoderó en diversas gestiones de índole privada y profesional ya que fue un hombre clave en los intercambios de información y favores entre Cuba y España gracias a los contactos establecidos en los ambientes políticos, financieros y periodísticos de la península. Además, Andrés Arango tuvo a su cargo la representación del Real Consulado de Agricultura y Comercio de La Habana en la capital española, con la idea de "ser útil al país en que nací; procurando satisfacer en parte con los escasos medios de mis alcances la inmensa deuda que con él tengo contraída[14]". De este modo, colaboró en los planes de investigación sobre producción azucarera promovidos por este organismo cubano facilitando la incorporación de Alejandro Oliván[15], también proveniente del mundo castrense y con formación de naturalista, al que debió conocer en alguna dependencia oficial, además de ser uno de sus socios en una empresa teatral y terminar convirtiéndose en su sobrino político. Arango y Oliván compartieron muchas inquietudes: desde el periodismo al progreso agrícola y, especialmente, la visión de unas Antillas necesitadas de reformas y cierto margen de libertad pero siempre en el marco de la monarquía hispana. La filiación liberal moderada de ambos en tiempos de restauración absolutista les

13/ Andrés Arango y Núñez del Castillo se casó con Dolores Quesada y Vial, también ligada con los Arango a través de la estirpe de los Quesada como el marqués de Moncayo, Vicente Quesada y Arango, militar habanero afincado en España, gobernador de Madrid y Capitán General de Castilla la Nueva en 1835. Sobre la figura y actividades de Andrés Arango véase González-Ripoll, 2005.

14/ Contestación de Andrés Arango al Real Consulado de Agricultura y Comercio de La Habana., Madrid, 24 de abril de 1829. Archivo Nacional de Cuba, sección Real Consulado de Agricultura y Comercio, leg. 209, nº 9453.

15/ González-Ripoll, 2002.

hizo sufrir el exilio al igual que otros muchos españoles. Estas estancias obligadas (otras eran voluntarias) lejos de la península fomentarían la curiosidad intelectual y científica de Arango y Oliván, y darían forma a sus idearios.

Los viajes y las esperas

Si la propia historia de la humanidad es la historia de un continuo desplazamiento y de su plasmación en conciencias, imágenes y escritos, desde finales del siglo XVIII y aún más en el transcurso del XIX, asistimos a la consolidación del viajero como testigo autorizado merced a los presupuestos del empirismo y la ciencia moderna, así como a la continua mejora de los medios de transporte y comunicación como vías imprescindibles para el "viaje" del conocimiento y la necesidad[16]. Los cambios económicos, sociales, políticos y culturales perceptibles en las sociedades atlánticas de esta época contribuyeron al aumento de la circulación de hombres y mujeres entre el viejo y el nuevo continente, a la vez que a la sofisticación de los motivos individuales y las dinámicas colectivas. De este modo, el proceso modernizador se revela también en las variantes del viaje que ejemplifican, entre otros, los Arango. Ya sea con el fin de realizar reclamaciones judiciales en la audiencia de rigor, perseguir la captación de criollos mediante su formación en instituciones europeas o asegurar la presencia como requisito para poder influir en los ámbitos de poder metropolitanos. Otras variantes de viajes son: la pesquisa de mejores fórmulas de producción y avanzada tecnología fuera de las fronteras nacionales, el examen de territorios vecinos para seguridad del comercio, la asistencia a novedosos foros parlamentarios del constitucionalismo en ciernes, los traslados forzosos inaugurados por la intransigencia política y hasta el placer proporcionado por el cambio de aires.

Nuestros tres protagonistas ilustran estos cambios cualitativos en la circulación atlántica entre el siglo ilustrado y las revoluciones liberales, época en la que Cuba será espacio de llegada y partida, continuo frontón de distintas iniciativas y actividades, transformada asimismo por este vaivén. Francisco Arango ejemplifica el viaje de Cuba —como origen y problema— a España —como medio y solución— y de regreso

16/ Entre la copiosa literatura sobre viajes véase: Pimentel, 2003; Lucena Giraldo y Pimentel (ed.), 2006; Oliver *et al* (ed.), 2007.

a Cuba —destino y objetivo. Andrés Arango protagonizará un único viaje de ida a la península y en ella se desenvuelve desplegando diversos elementos de poder con fortuna y moderación imbricados en su raigambre ultramarina. Mientras que Oliván proyecta el viaje inverso al realizado por Francisco Arango, esta vez de España a Cuba como campo de prueba y de la isla a la península para terminar expresando los límites de la política colonial desde su puesto de presidente de la malograda Junta de Información de las Antillas (1868).

Además de la isla como meca de peregrinación y desvelos, otros lugares de América y Europa servirán a las distintas coyunturas y propósitos económicos, científicos y/o políticos de los Arango: los más frecuentados serán los centros de producción, avance tecnológico y comercialización del azúcar a uno y otro lado del Atlántico como Barbados, Jamaica, Gran Bretaña, Francia, Países Bajos, Portugal, además de Alemania y, una vez más, Francia por razones de vecindad y obligado exilio. También hay que señalar los viajes a la isla Española realizados por Francisco Arango, tanto a la parte hispana como a la vecina Saint-Domingue en lucha por su independencia del país galo, así como los traslados hacia zonas del interior tanto en la propia península, caso de Cádiz durante las Cortes constituyentes, Sevilla o Málaga y Vuelta Arriba, Güines, Trinidad y Cienfuegos, en la isla de Cuba.

Viajes impelidos por circunstancias familiares, económicas y gubernamentales, viajes de reconocimiento y debate, viajes de confirmación y aprendizaje… todos ellos fueron conformando un espacio de relación e intercambio. Sus detalles, prosaicos algunos, había que tenerlos siempre en cuenta. Entre ellos, el riesgo del transporte, la duración del trayecto y de la estancia (provisional o permanente) en el lugar de destino, así como la información en forma oral y escrita suministrada por cada protagonista. Los viajes diseñan así una febril circulación de hombres e ideas que superaron distancias e inseguridades.

Seis meses estuvo Francisco Arango en Santo Domingo para resolver en la audiencia un litigio familiar, ocasión de conocer en la práctica la materia que había estudiado, el derecho, y poder estrechar lazos con distintas figuras de la justicia colonial como el abogado Manuel Coimbra a quien, pasados los años, Arango propondría como asesor del Real Consulado de Agricultura y Comercio. También debió resultar interesante a Arango tratar al clérigo Agustín Ignacio Emparán y Orbe, autor de un código normativo para los esclavos a imitación de los franceses donde, más allá de abordar la sujeción de los africanos y la represión del cimarronaje, proponía la reforma socioeconómica de

la colonia española para asemejarla a Saint-Domingue. En la idea ya generalizada de preparar a las nuevas generaciones de criollos en la península bastaron las "numerosas cualidades" del joven Arango (aplicación, recogimiento y virtud pero también sagacidad y astucia, según la opinión del regente de la Audiencia dominicana Francisco Javier de Gamboa) para señalar la "lástima de confinarlo en La Habana" y el interés de que fuera enviado "a España a cursar sus estudios, para que después de formado, sea un digno Ministro del Rey, Corona de su familia y gloria de La Habana[17]".

El traslado a Europa se verificó muy pronto y Madrid se convirtió, a su vez, en punto de partida de uno de los viajes más decisivos en la vida de Arango, que realizó con fines de investigación bajo permiso real pero de forma privada junto a su amigo, el también habanero conde de casa Montalvo. A lo largo de once meses, Arango y Montalvo viajaron por la península, Portugal, Gran Bretaña y, cruzando el Atlántico, por las ricas islas inglesas del azúcar para luego regresar a Cuba. Otros hombres, relaciones y conocimientos figuran en la nómina de este desplazamiento: por ejemplo, el yerno de Montalvo Joaquín Beltrán de Santa Cruz —conde de Jaruco—, nacido en Cuba pero radicado en Madrid desde 1789 y con quien Arango mantuvo asidua correspondencia para seguir al tanto de lo que se gestaba en la corte; el mismo Jaruco en marcha a La Habana señalaría a su amigo el interés no exento de secretismo de sendas recaladas en París y Londres: "muchísimo me conviene este viajecito, amigo mío, y créelo que por ahora nada más te puedo decir[18]". El ingeniero Agustín de Betancourt —comisionado en Londres por el gobierno español para "conocer" los últimos avances tecnológicos— es otra de las figuras importantes con quien contactaron los dos habaneros, sin menoscabo del encuentro con gentes diversas directamente implicadas en la producción azucarera como algunos hacendados cubanos a quienes hallaron en Jamaica y técnicos que terminaron acompañándoles a Cuba para poner en marcha trapiches de nuevo cuño.

Las siguientes salidas de Francisco Arango tuvieron un carácter más político. En 1803 realizó un viaje de sólo cuarenta días al vecino Saint Domingue —desde 1791 sumido en una revolución continua y

17/ En carta al marqués Jústiz de Santa Ana, Ponte Domínguez, 1937, p. 21.

18/ San Ildefonso, 16 de septiembre de 1795, Cartas del Conde de Jaruco D. Joaquín de Santa Cruz y Cárdenas a D. Francisco Arango y Parreño. Vallellano, 2 vol., t. II. Apéndice G. pp. 134-135.

con el ejército francés tomando posiciones— para tratar varios asuntos relacionados con el tráfico ilícito de negros y la recuperación de cierta cantidad de dinero. Tras sus contactos con las nuevas autoridades y la devastación del territorio observada, creyó conveniente para la seguridad de Cuba ayudar al ejército galo[19]. De un cariz distinto fue el segundo y último viaje de Francisco Arango a la península entre 1814 y 1817 con estancias en el Cádiz constitucional, Sevilla, Valencia, Barcelona y ya el Madrid de la restauración absolutista, además de pasar una temporada en Francia para reponer fuerzas. Convertido en consejero de indias, Arango persistió en la defensa de la liberalización del comercio azucarero y salió al paso de las nuevas disposiciones internacionales en materia de tráfico de esclavos[20]. Tras contraer matrimonio —hecho propiciado por su primo Andrés Arango—, viajó a Burdeos desde donde se embarcó con destino a La Habana para no volver a surcar el océano y permanecer en Cuba a pesar de ser reclamado desde el gobierno en otra ocasión. "Su ausencia —escribía al Consulado de La Habana Francisco Antonio Rucabado, apoderado de Francisco Arango en Madrid— nos ha dejado aquí un gran vacío que no llenará nadie, ni en el Consejo de Indias, ni en el Ministerio, ni en ninguna otra parte[21]".

Los viajes de Andrés Arango cubrieron solamente el espacio europeo aunque sus conexiones se ampliaron especialmente gracias, por un lado, a la mejora de los medios de transporte que facilitaron el intercambio epistolar, las nuevas formas de sociabilidad, actividad y concepción de lo público —como las tertulias—. Por otro lado, a la proliferación de la prensa como medio de influencia y propaganda. La inevitable lejanía de España para salvaguardarse del absolutismo obligó a Andrés Arango a residir en Francia y Alemania teniendo ocasión de aprender otros idiomas, adquirir conocimientos más profundos en ciencias de su interés (la agronomía, en particular) e impregnarse del sentido burgués de la existencia, y de sus prácticas económicas y culturales. Al regresar, intentó llevar a cabo mucho de lo aprendido a través de distintos negocios emprendidos y del desempeño de actividades

19/ Véase Ferrer, 2009.

20/ "Representación que Arango, como diputado a las Cortes ordinarias, elevó a la Diputación Provincial el 1º de julio de 1813, participando su próxima salida para Cádiz". Ya en las Cortes, Arango censuró intervenciones en favor de la abolición de la esclavitud y los derechos individuales. "Documentos que atañen a la representación de 20 de julio de 1811", n° 7, Arango y parreño, 1952, II, pp. 267-270 y 236-237 respectivamente.

21/ Ponte Domínguez, 1937, pp. 266-267.

filantrópicas y educativas y será un activo importante en la red tejida entre La Habana y Madrid en el marco de la sociedad liberal y sus nuevas estructuras de funcionamiento. Su intercambio epistolar —uso cada vez más habitual en la época y fuente de conocimiento de actitudes, contactos, animosidades y preferencias— revela el gusto de Andrés Arango por la literatura, su interés por el periodismo, los inicios del asociacionismo político, las estrategias de presión para obtener favores y beneficios y las fórmulas de integración de nuevos sujetos —tanto en la sociedad madrileña como en la habanera— a través de familiares y amigos comunes; así, en marzo de 1838, Andrés Arango solicitaba a Domingo del Monte que presentara a un recomendado suyo que iba a instalar una librería en La Habana a hermanos, amigos, sobrinos y primos "para que todos le ayuden[22]".

También a partir de las cartas conocemos otros hábitos novedosos relacionados con el ocio y el cuidado personal practicados por la burguesía en eclosión de la que Andrés Arango era ejemplo como los frecuentes viajes a lugares de la costa peninsular para que su esposa tomara baños de mar. La lejanía de la capital siempre perturbaba la inquietud del habanero que buscaba conocer lo que se fraguaba sobre Cuba. Desde Cádiz escribía: "aunque esté aquí apenas consideren mis compatriotas que mi presencia puede ser útil en la corte allá me trasladaré volando[23]".

Finalmente, el carácter de los viajes de Alejandro Oliván parece situarse entre los de uno y otro Arango y los más relevantes, además, llevándose a cabo al amparo de ambos. Si a la vuelta del absolutismo fernandino en 1823 Oliván se hallaba como Andrés Arango exiliado en París, a finales de la década emprendería la aventura americana al trasladarse a Cuba llamado por Francisco Arango (mediante la intervención de su primo Andrés) para llevar a cabo un viaje de contenido similar al que éste realizó en 1794 (la mejora de la tecnología azucarera) aunque de recorrido inverso (ingenios de Matanzas, Güines, Trinidad y Cienfuegos en Cuba, Jamaica, Gran Bretaña, Bélgica, Holanda y Francia) y con especial interés en el rendimiento de la producción del dulce a partir de la remolacha[24]. Durante dos años Oliván visitó fábricas y contactó con especialistas en agricultura, química e ingeniería de la talla de los científicos Gay-Lussac y Humboldt, y con hombres de

22/ Madrid, 3 de marzo de 1838, Monte, 2002, vol. II, pp. 148-149.

23/ Carta de Andrés Arango a Domingo del Monte, Cádiz, 16 de diciembre de 1837, *ibid*., p. 129.

24/ González-Ripoll, 2002.

negocios y financieros encargados de distintos trámites en Francia y Gran Bretaña. Concluido el viaje, la estancia en Cuba hasta 1834 permitió a Oliván integrarse plenamente en la sociedad habanera hacendada y comercial, y conocer de primera mano las necesidades de los distintos sectores de la isla. Respecto de ésta señalaría de regreso de su segunda y más breve estancia: "conservo numerosas relaciones, en cuya tranquilidad estoy particularmente interesado y cuyas necesidades he estudiado con algún esmero[25]". La experiencia cubana de Oliván, consecuencia de las conexiones con los Arango y reforzada al contraer matrimonio en el seno de dicha familia, se convertiría en elemento trascendental para su pensamiento y acción en instancias políticas relativas a ultramar.

Discursos sobre la tierra

Uno de los asuntos vertebrales del pensamiento y acción de los Arango aquí contemplados es el relativo a la agricultura y sus posibilidades de desarrollo, incremento científico-tecnológico y comercialización. Como eje de múltiples intereses económicos e intelectuales, fuente de riqueza, objeto de explotación y estudio, la tierra está presente de muy diversas maneras y con distintos enfoques en este tiempo largo entre la ilustración y el liberalismo en el que prevalecen varios elementos: la búsqueda de la rentabilidad de los cultivos, el valor concedido a la mejora de las técnicas agrícolas y la importancia de la formación de los cultivadores, desde propietarios hasta encargados de haciendas y labradores sencillos, todo ello desde la perspectiva abarcadora del espacio ultramarino.

La isla de Cuba "impregnada de guarapo[26]" y en permanente comparación con otras tierras antillanas, americanas y hasta de la España peninsular, será el referente de los dos primos Arango y de Oliván en muchas de sus iniciativas vinculadas al cultivo de la tierra: informes económicos, traducciones de textos científicos, elaboración de cartillas y manuales agrícolas, viajes de investigación, creación de instituciones, fundaciones filantrópicas, desempeño de cargos de responsabilidad, títulos honoríficos, etc.

Si Francisco Arango fue uno de los responsables de la pujanza de la producción y comercialización del azúcar cubano en sustitución de la

25/ Oliván, 1838, p. 1.

26/ Naranjo Orovio, 2009.

colonia francesa de Saint Domingue a finales del siglo XVIII, participaba ya de una idea previa generalizada en la isla por criollos como José Martín Félix de Arrate y Nicolás José de Ribera a favor de la mejora agrícola y el aumento de población con la introducción de esclavos de África[27]. Además, pesarán en el pensamiento de Francisco Arango desde el neomercantilismo de italianos y españoles como Genovesi, Filangeri y Jovellanos, a nociones de corte fisiocrático (Quesnay), ideas de viajeros (Ignacio Gala) y hasta postulados antimonopolistas de Adam Smith[28]. Lo que parece evidente es que, como señaló Johanna von Grafenstein, los sucesivos proyectos de Arango revelan un pleno conocimiento de las políticas internacionales y de los intereses económicos ligados al comercio de esclavos en el área atlántica, tanto en las metrópolis europeas como en Estados Unidos, la América colonial y el occidente africano[29]. Así, las cuestiones relativas a la mano de obra, supresión de trabas en los intercambios, compra de utensilios y ampliación de mercados, se privilegian en la mayor parte de los informes, solicitudes y discursos de Francisco Arango y Parreño por sobre temas de índole más técnica: tipos de cultivos y otros asuntos tangenciales a la producción azucarera (ganado, financiación, maquinaria, transporte, combustible, etc.), o por completo ajena a ella como la introducción del hielo.

Francisco Arango también estimuló la creación de instituciones en La Habana, émulas de las existentes en la península (Sociedades Patrióticas) y en otros lugares de América (Consulados), aunque fuera consciente de su insuficiencia respecto a los intereses y ambiciones de los hacendados. Consideró de importancia la propagación de conocimientos e información a través de publicaciones como las *Memorias* de la Sociedad Económica de La Habana y el *Papel Periódico* en los que aparecían trabajos sobre agricultura procedentes del extranjero, traducciones que interesaban e incluso, textos de vecinos más versados en cuestiones científicas (química y botánica[30]). Las noticias sobre ideas y métodos practicados en otras islas del Caribe, Brasil, Estados Unidos y Europa se propagaron fácilmente entre los productores cubanos, tanto por estos medios como por los viajes de unos y otros en este amplio

27/ Arrate, 1964 y Ribera, 1973.

28/ Méndez Rodríguez, 1943; Smith, 1794; Gala, 1787, en la biblioteca de Arango. Véase González-Ripoll, 2007a.

29/ Von Grafenstein, 2005.

30/ Álvarez Cuartero, 2000 y González-Ripoll, 1999; Véanse García González, 2009 y Puig-Samper, 2009.

espacio atlántico. Así, a principios del siglo XIX visitarían en dos ocasiones La Habana el naturalista alemán Alejandro de Humboldt y el médico botánico Aimé Bonpland durante su periplo científico por territorios americanos de la corona española. La ciudad tendría la oportunidad de "gozar la confianza de personas que, por sus talentos y por su situación, como administradores, propietarios o comerciantes" suministraron información sobre "el aumento de la prosperidad pública[31]". Efectivamente, el viajero alemán contactó buena parte de los integrantes de la elite cubana, quienes le abrieron sus residencias y archivos y le facilitaron el acceso a documentos. La élite le proporcionó además datos de primera mano ya sea en conversaciones varias en los paseos por la ciudad o durante las excursiones organizadas a los ingenios y haciendas (incluido el ingenio "La Ninfa" propiedad de Francisco Arango) de la provincia habanera como Güines, donde Humboldt observó de cerca el sistema esclavista y la agricultura[32].

La Sociedad Económica habanera y el Real Consulado de Agricultura y Comercio, en las que Arango fue director y síndico vitalicio, se convirtieron en foros de debate, influencia y poder. El alcance de estas instituciones más allá de la isla se debió a la estrecha conexión con criollos habaneros residentes en Madrid como Andrés Arango: en 1829, tras gestionar la incorporación de especialistas a los viajes de inspección de la producción azucarera promovidos por el Real Consulado, Andrés Arango fue nombrado apoderado para actuar, según él mismo señaló, en "favor de los intereses del Comercio de mi querida Patria, que con su floreciente agricultura constituyen los elementos de prosperidad[33]".

Desde Madrid y en consonancia con las inquietudes pedagógicas y productoras de su grupo familiar, Andrés Arango colaboró con Alejandro Oliván en el *Semanario industrial* (1840-1841), una publicación destinada a propagar información útil a "labradores, artesanos y demás clases industriosas de la sociedad[34]". Tras ser designado comisario regio de agricultura y vocal del Jurado de la exposición agrícola de 1857, Andrés Arango vertió sus conocimientos en una traducción del

---

31/ Humboldt, 1840, p. 7. Véase Puig-Samper, Naranjo Orovio y García González (ed.), 1998.

32/ Quiroz, 2009.

33/ Andrés Arango al Real Consulado de Agricultura y Comercio de La Habana., Madrid, 24 de abril de 1829. ANC, sección Real Consulado de Agricultura y Comercio, leg. 209, n° 9453.

34/ *Semanario Industrial,* Hemeroteca Municipal de Madrid, A.H.7/2 (n° 1362).

Catecismo de agricultura del alemán Hipólito Hamm, que publicó en 1858 con un interesante añadido de su cosecha: un diccionario de palabras técnicas y la reducción de medidas tradicionales al sistema métrico que dedicó a los labradores españoles de ambos mundos para "contribuir al bienestar de las clases de los pueblos en que se halla nuestro idioma[35]".

A juicio de Arango, pese a las bondades del trabajo del alemán, era necesario incluir "algunas observaciones adecuadas al clima de la península y al americano" porque "el cultivo del Nuevo Mundo se diferencia bastante del antiguo Continente[36]". En relación con la práctica agrícola, el habanero adquirió tres haciendas en pueblos de la provincia de Madrid[37] "donde somos propietarios, ganaderos y labradores" y, partiendo de "pensamientos esencialmente filantrópicos", quiso establecer escuelas prácticas de Agricultura. A su muerte dejó dispuesto: "sin dilación se plantee nuestra idea comenzando por un ensayo en cada una de las escuelas públicas de las dos citadas señalando una gratificación a los Directoras de ellas, para que enseñen a cuantos concurran los principios de la agricultura por la cartilla más acreditada que se señalará de texto y se repartirá gratis a los niños pobres que acrediten su deseo de instrucción. Además se señalarán premios a los labradores y moros que justifiquen más honradez, suficiencia y constancia para el desempeño de sus respectivos cargos, para lo cual se formará con anticipación un reglamento[38]".

Andrés Arango también se interesó por el agua como elemento de salubridad e higiene e invirtió primero en un centro de hidroterapia en la capital para asociarse después en la explotación de aguas medicinales en una empresa dirigida en el aspecto científico por Manuel González de Jonte quien, precisamente, terminaría viviendo en Cuba "floreciente Antilla, emporio de riqueza", en palabras suyas. En la isla publicó varios textos sobre métodos paliativos de dolencias propios de climas tropicales como la fiebre amarilla y el cólera morbo[39].

Otro de los intereses de Arango relacionado con la tierra fue el de su representación cartográfica; en su testamento aludía a la obra de gran éxito

---

35/ *Catecismo de agricultura,* 1858.

36/ *Ibid*., Introducción.

37/ Lope Zaravillo, 1993, pp. 64-73, señala la casa de propiedad de Andrés Arango en la calle Tercia de Loeches, varias fundaciones (cementerio, ermita de San Blas, escuelas de niños y niñas) y la aldea de Arango en el término de Velada (Toledo), con capilla, cementerio, etc.

38/ Testamento de Andrés Arango y Núñez del Castillo, 1865. Archivo Histórico de Protocolos Notariales (Madrid), P. 28.674, f. 3.373.

39/ González de Jonte, 1865 y 1866.

editorial del conde de Las Cases conocida a partir del seudónimo del autor (Lesage, Le Sage o A. Lesage) "que [señalaba Andrés Arango] traduje en París, refundí y aumenté con el título de Atlas Histórico y Geográfico de Lesage" con el fin de que sus herederos lo completaran con información adquirida en París y Estados Unidos para lograr "un resultado feliz en todas las Provincias donde se habla nuestro idioma" pudiendo servir de "testo [*sic*] para las escuelas[40]".

Por su parte, las experiencias de Alejandro Oliván en relación al ámbito del estudio, cuidado y producción de la tierra partieron de su formación e intereses tempranos en la historia natural tras ser seleccionado para cursar estudios superiores en el estudio Físico-químico fundado por el infante don Carlos en el Palacio real al que asistían profesores de medicina, cirugía, farmacia y facultativos del ejército y la armada. Oliván concurrió a las clases de 1816 a 1818, años en los que tradujo una obra de su director Juan Mieg[41] y como secretario de la sociedad matritense realizó informes sobre cuestiones agrícolas, temas de botánica, molinos harineros y máquinas de elevar agua. Su formación como naturalista continuó en el Jardín Botánico de Madrid en cuya cátedra de agricultura escribió una memoria sobre prados artificiales (1820)[42] y fue llamado desde Cuba por Francisco Arango para que "por sus conocimientos químicos y su arreglada conducta" se le confiriese la cátedra de química[43]. Tras el viaje azucarero realizado a instancias del mismo Arango y del Consulado habanero, Oliván publicaría un informe (y su extracto) (premiados por la Real Sociedad Patriótica de La Habana) "sobre las fábricas que recorrí, de los trenes que comparé, de las combinaciones que hice y deshice […] de las luces que adquirí […] y de tantos profesores y fabricantes con quienes me puse en comunicación[44]". Oliván también escribió una *Cartilla para gobierno de los maestros de azúcar*[45] integrada en el denodado esfuerzo de los dirigentes del jardín botánico habanero

40/ Testamento de Andrés Arango. f. 3.318. La obra original es: Las cases, 1804. La traducida por Arango: Las Casas, conde de (1826).

41/ "Instrucción sobre el arte de conservar los objetos de Historia Natural, precedida de algunas reflexiones sobre el estudio de las ciencias naturales".

42/ Véase Vicente y Guerrero, 1997.

43/ La Habana, 25 de noviembre de 1825. AHN (Madrid), Ultramar, leg. 126, n° 13.

44/ *Informe a la Junta de gobierno del Real Consulado de Agricultura y Comercio* 1831, p. 3. El extracto lleva por título "Informe de investigación a Jamaica para mejorar la elaboración del azúcar".

45/ Oliván, 1832, "dedicada al Real Consulado de la isla de Cuba, y publicada bajo sus respetables auspicios".

—Ramón de la Sagra principalmente— por difundir los más novedosos métodos y aplicaciones de la botánica a la medicina y la agricultura; corrigió junto a Domingo del Monte y José de la Luz y Caballero la traducción al español de una obra capital sobre el cultivo de la caña y elaboración del dulce realizada por José Mª Dau, médico del ingenio La Ninfa a instancias de su dueño Francisco Arango[46]. Otras comisiones sobre cultivos le serían encomendadas a Oliván[47], quien no dejo de solicitar distintos privilegios de importación de fórmulas y maquinaria[48].

Ya de regreso en la península, su inquietud pedagógica y formativa prosiguió desde las páginas del *Semanario Industrial*, defensor de una nueva agricultura de fomento, publicado los domingos y dirigido por Oliván junto a otros "amigos del bien público" como rezaba la portada (entre ellos, Andrés Arango). En los escasos diez meses que estuvo en vigor[49] —aunque con cierto éxito a juzgar por las reiteradas quejas de plagio de algunos textos— sobresale como tema el azúcar con referencias concretas al elaborado a partir de castañas y calabaza, así como artículos dedicados al café "cuyos dueños lo ponen en disposición de competir con el bueno de cualquier otra parte"[50], los pozos artesianos y los tintes naturales. En ellos resultan reveladoras las continuas alusiones a Cuba, desde periódicos de la isla como la *Cartera Cubana* de los que se extraen noticias, la visita de Humboldt, la existencia de fuentes de agua en la bahía de Jagua, el valor de algunas plantas tintóreas o el curtido de pieles, tarea de excepción en un lugar como "las Antillas, [donde] tanto españoles como extranjeros son esencialmente agricultores [y] las artes fabriles no se conocen en ellas, […] porque es allí muy cara la mano de obra[51]".

El afán formativo de las nuevas generaciones de agricultores prosiguió con la publicación por Alejandro Oliván de un *Manual de agricultura*

46/ Expediente promovido por Arango para que traduzca la obra de Richardson sobre cultivo de la caña y elaboración del azúcar. 1831. ANC, Fondo Real Agricultura y Comercio. Leg. 94, n° 3970.

47/ *Comisión a D. Alejandro Oliván para el análisis de la posible implantación del cultivo de la remolacha en Ceuta (1830-1833),* Archivo General de Simancas, leg. 8269.

48/ Por ejemplo, "Expediente sobre el privilegio solicitado por D. Alejandro Oliván para introducir un método de preparar betunes minerales", 1837 y "Expediente relativo al privilegio solicitado por Alejandro Oliván para introducir un tren de fabricar azúcar que ha de traer de Europa", ANC, Fondo Real Consulado de Agricultura y Comercio, legs 205, n° 9073 y 204, n° 9018, respectivamente.

49/ Se publicó desde agosto de 1840 a mayo de 1841.

50/ *Semanario industrial*, n° 15, 11 de abril de 1841, t. II, p. 177.

51/ "Tenerías en la isla de Cuba", *Semanario industrial*, nº 5, 30 de agosto de 1840, t. I, p. 59.

en 1849 que se convirtió en texto de referencia y se reeditó en numerosas ocasiones, incluyendo una también exitosa síntesis titulada *Cartilla agraria* en 1856[52]. Ya en los últimos años de su vida y coincidiendo con la restauración borbónica, Oliván sería nombrado presidente de la Sección de agricultura del Real Consejo de Agricultura, Industria y Comercio.

Políticas en penumbra

Francisco Arango murió en 1837, año en que a los diputados antillanos y filipinos no les fue permitido tomar asiento en el congreso y momento a partir del que se decidió gestionar una política específica para los territorios que restaban bajo soberanía española una vez consumadas las independencias continentales. Aunque Arango había recibido poco antes el muy expresivo título de marqués de la Gratitud, empezaban a quedar atrás los tiempos de estrecha connivencia —por interés y necesidad— entre las autoridades peninsulares y los criollos de Cuba. Los Arango, como los Montalvo, los Peñalver[53] y otras distinguidas familias criollas habaneras, habían contribuido al éxito del objetivo dieciochesco de retener territorios mediante la cooptación de sus jóvenes vástagos, conformando un "segundo ciclo de fortunas[54]" que fue perdiendo poder económico e influencia en la península para ser luego relevado por peninsulares dedicados al comercio y mejor situados en los ámbitos de la política liberal.

La estrategia basada en el pacto y la complicidad entre las elites insulares y las autoridades enviadas por la corona a ultramar en el absolutismo habría llegado a su fin con la centralidad descarnada de las políticas liberales, interesadas en controlar los réditos derivados de la producción, intercambio y fiscalidad antillana para resolver problemas internos y asegurar ambiciones partidistas. En origen, la propia "sacarocracia" cubana había agudizado su pensamiento reaccionario a causa del liberalismo gaditano en la medida en que contemplaba derechos para un espectro social demasiado amplio en una sociedad esclavista[55].

52/ Oliván, 1849; Oliván, 1856 (la última reedición en 1997 a cargo de la Escuela de Estudios Empresariales de la Universidad de Zaragoza es una edición facsímil de la correspondiente a 1912).

53/ Goncalvés, 2008 y 2010.

54/ Bahamonde y Cayuela, 1992.

55/ Tornero Tinajero, 1989, pp. 145-148. Véase González-Ripoll *et al.*, 2004.

Se creaba así la situación paradójica de partidarios de ideas liberales (productores de azúcar, cultivadores de café y tabaco) convertidos en aliados del absolutismo[56].

Con el tiempo, la incapacidad peninsular de extender las mismas fórmulas de representación en su espacio atlántico condujo a los criollos a buscar distintas alternativas políticas (del reformismo al autonomismo) que les asegurara su supervivencia como clase. De este modo, puede explicarse la aparente incongruencia de que alguien como Alejandro Oliván, perteneciente a la ya debilitada familia Arango en el ámbito productivo azucarero de Cuba, presidiera un organismo encargado de formular su nuevo (¿?) estatus para la isla: la inoperante —por tardía y difusa— Junta de Información de 1866[57], antesala de la primera guerra de independencia (1868-1878).

El profundo recorrido intelectual y político-ideológico que supuso la transición del régimen absolutista al liberal en el ámbito atlántico en general, e hispánico en particular, implicó rupturas y continuidades. En el caso entre Cuba y España y en el grupo familiar abordado, las segundas son preponderantes. Si Francisco Arango "podía haber sido un Bolívar pero murió como burócrata real" según señaló Allan J. Kuethe[58], también compartió un moderado liberalismo (sobre todo de carácter económico) con amigos y colaboradores como su hermano José Arango y el conde de O'Reilly. Entre todos ellos lograron afianzar esta modalidad templada de liberalismo en contra de un sector liberal exaltado. Este sector fue sofocado a través de, paradójicamente, la masonería, que en Cuba representó un instrumento de la elite criolla para alejarse de conflictos que alteraran la "paz pública y el delicado equilibrio social[59]". Por su parte, Andrés Arango desde su residencia madrileña fungió como representante de un moderantismo reformista respecto a la realidad cubana mientras que Alejandro Oliván persistió en esta visión defensora de la ligazón con España aunque asegurando a la isla cierto margen de libertad.

La impronta atlántica del pensamiento y acción de los Arango viene enmarcada por la realidad perdurable de la esclavitud en Cuba, elemento crucial para la riqueza productiva de la isla y, al mismo tiempo, factor condicionante de los procesos sociales y políticos a lo

56/ Opatrný, 1986.
57/ Sedano y Cruzat, 1873.
58/ Kuethe, 1986, p. 176.
59/ Hernández González, 1995.

largo del siglo XIX (la esclavitud no se abolió hasta 1886). Sin embargo, desde Cuba o España, los Arango no pudieron sustraerse a la inevitable aceptación de elementos de índole liberal-burgués que animaban a constreñir el sistema de mano de obra forzosa junto a otros relacionados con la modernización conceptual en el ámbito político, nuevas dinámicas de relación social y difusión de los escritos.

En la evolución político-ideológica de Francisco Arango destaca, sobre todo, su pragmatismo en constante cambio y su capacidad de asimilación de ideas y prácticas ajenas sin "traspasar jamás los límites que nos señalan la experiencia y el bueno juicio[60]". Mezcla de "tradición y modernidad", en opinión de Gloria García[61], Arango se inició en la corte con la obtención del permiso de importación de esclavos (1789) cuyas sucesivas prórrogas facilitaron la llegada al puerto de La Habana de cantidades inusitadas de hombres y mujeres a bordo de atiborrados barcos negreros. El estímulo definitivo para animar esta iniciativa fue la revolución de Saint Domingue que Arango examinó "con ojos políticos" a fin de "aprovechar por entero el tiempo de inacción del vecino"en beneficio de la agricultura de Cuba[62].

En el ámbito económico Arango ejerció cierta modernidad como precursor del liberalismo económico en todos los foros y fue animador de la prensa naciente y de otras iniciativas del nuevo tiempo como la creación de escuelas. Pero los límites políticos de su pensamiento le convirtieron en un reformista en todo atento a mantener los beneficios que propiciaba el sistema imperante. Como manifestó su primo e íntimo colaborador José Arango "el más estúpido propietario tiene finísimo el instinto de la conservación de sus bienes como de su vida misma y sabe que en las cien probabilidades o suertes de cualquier revolución, las noventa y nueve y media son de perder su fortuna. Estamos ligados por pacto social mientras la Nación nos cumpla, como nos cumple, el goce de nuestros derechos[63]". Rodeado, pues, de una extensa red de parientes, socios y amigos —gobernadores, intendentes, hacendados y comerciantes— Francisco Arango también recibió las críticas

60/ "Representación al Rey sobre la extinción del tráfico de negros y medios de mejorar la suerte de los esclavos coloniales", 1832. ARANGO Y PARREÑO, 1952, t. II, pp. 529-536.

61/ GARCÍA RODRÍGUEZ, 2005, t. I, pp. 1-56.

62/ "Representación... con motivo de la sublevación de esclavos...", 1791. ARANGO Y PARREÑO, 1952, I, p. 112.

63/ SEVILLA SOLER, 1986, p. 56.

enconadas de opositores celosos de su prestigio y poder que aprovecharon su actuación en el intento frustrado de crear una junta en La Habana en 1808 para conceptuarlo de independentista. Precisamente, su condición de servil para unos y de proto-independentista para otros, contribuye a la consideración de Francisco Arango como figura clave en la transición del Antiguo régimen al liberalismo en las Antillas.

Su primo en la corte, Andrés Arango, participó más intensamente del clima liberal y fue figura importante en el intercambio de información y favores que implicaba la actividad política: formó parte de una sociedad secreta fundada en Cádiz en 1811 conocida como "Caballeros racionales" que agrupaba a algunos patriotas americanos. Desde 1820 perteneció a la Sociedad Patriótica de Amantes del Orden Constitucional, vivió en el exilio durante buena parte de los años de la restauración absolutista (1823-1833) y, anclado en el partido moderado, fue nombrado senador vitalicio, una categoría instituida en 1845 para servir de elemento estabilizador e intermediario entre el Rey y la Cámara Popular (el propio Francisco Arango había sido incluido en el estamento de próceres del senado en 1834).

En el prefacio *al Elogio histórico de Francisco Arango*, Andrés Arango señalaba que el hecho de sentarse en el Senado no significaba su olvido de Cuba y que era su estrecha relación y colaboración con su famoso pariente habanero la que le había aportado un conocimiento continuado de la realidad de la isla antillana, cuya asombrosa progresión e impulso reformista quedó paralizado, en su opinión, desde que en 1837 se privó injustamente a las provincias de Ultramar de sus derechos políticos y de la representación que hasta entonces habían tenido en todas las Cortes españolas[64]. La última intervención pública de Andrés Arango fue justamente en relación con la situación cubana, al asistir a la primera reunión preparatoria de la creación de la Sociedad Abolicionista Española, cuyo propósito era incentivar a la opinión pública metropolitana contra la esclavitud (convocatoria que se celebró en la residencia madrileña del puertorriqueño Julio Vizcarrondo en 1864[65]).

Andrés Arango vivió en permanente contacto con gentes de la isla como el círculo de literatos e intelectuales que se reunía en torno a Domingo del Monte. Conocemos, por ejemplo, su intercambio

64/ Carrillo y Arango, 1862.

65/ Otros cubanos presentes junto a Andrés Arango fueron Antonio Angulo y Calixto Bernal. En Marrero, 15 vol., 1972-1992, t. 15, p. 243.

epistolar entre 1832 y 1845[66]: más de cincuenta cartas entre España y Cuba en las que priman cuestiones de literatura, intercambio de libros e información sobre distintas iniciativas culturales, y sobre periodismo y política. En las cartas, Arango señala las publicaciones afines al reformismo constitucional moderado y reclama a Del Monte la fundación de "un periódico que sirva de órgano a los deseos de la mayoría sensata […] pues según mi modo de ver mientras no adquiramos alguna práctica en el camino de la verdadera libertad para conocer sus límites, yo no quisiera periódicos diarios sino censura previa[67]".

En cierto modo recogedor del testigo político (y periodístico) de Andrés Arango y colaborador suyo, Alejandro Oliván señalaría su "manifiesta oposición contra todo tipo de extremismos que pudieran conducir tanto a la reinstauración absolutista como a la revolución popular[68]"; también presente en la génesis de la Sociedad Patriótica de Amantes del Orden Constitucional[69] (1820), fue autor (bajo seudónimo) de distintos opúsculos[70] y defensor en el aspecto cubano de la idea de la atracción de la isla y no de su sometimiento. Por ello, Oliván denunció la política férrea y discriminatoria impuesta en Cuba con gobiernos como el del general Tacón, cuya gestión privilegió a los comerciantes peninsulares en detrimento de los productores criollos, el sector al que Oliván pertenecía[71].

Como antes Francisco y Andrés Arango, Oliván parece tener en común en el aspecto político la dilación como fórmula de actuación en la toma de posiciones, la exigencia de contar con tiempo suficiente para la resolución ventajosa del problema de la esclavitud y la defensa de una libertad en orden y verdadero progreso.

Bibliografía

Álvarez Cuartero Izaskun (2000), *Memorias de la Ilustración: las Sociedades de Amigos del País en Cuba (1783-1832)*, Madrid.

Arango y Parreño, Francisco de (1952), *Obras del Excmo. Sr. D. Francisco de Arango y Parreño*, 2 tomos, La Habana.

66/ González-Ripoll, 2006.

67/ Carta de Andrés Arango a Domingo del Monte, Cádiz, 2 de enero de 1838. Monte, 2002, II, p. 202

68/ Vicente y Guerrero, 2003, p. 56.

69/ Oliván, 1820.

70/ Oliván, 1823 y 1824.

71/ Oliván, 1838, p. 3.

ARRATE José Martín Félix de (1964), *Llave del Nuevo Mundo. Antemural de las Indias Occidentales. La Habana descripta: noticias de su fundación, aumentos y estados (1761)*, La Habana.

BAHAMONDE Ángel y CAYUELA, José G. (1992), *Hacer las Américas: las élites coloniales españolas en el siglo XIX*, Madrid.

BAILYN Bernard (2005), *Atlantic history: Concept and contours*, London.

CARRILLO Y ARANGO Anastasio (1862), *Elogio histórico del Excmo. Sr. D. Francisco de Arango y Parreño*, Madrid.

CASTILLO MELÉNDEZ Francisco (1986), *La defensa de la isla de Cuba en la segunda mitad del siglo XVII,* Sevilla.

CONDE VALLELLANO, *Nobiliario Cubano*. *Las grandes familias isleñas*, 2 tomos, Madrid.

ELLIOT John H. (2006), *Imperios del mundo atlántico. España y Gran Bretaña en América*, *1492-1830*, Madrid.

FERRER Ada (2009), "El mundo cubano del azúcar frente a la revolución haitiana", en GONZÁLEZ-RIPOLL, Mª Dolores et ÁLVAREZ CUARTERO, Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, pp. 105-116.

GALA Ignacio (1787), *Memorias de la colonia francesa de Santo Domingo, con algunas reflexiones relativas a la isla de Cuba, por un viajero español*, Madrid.

GARCÍA GONZÁLEZ Armando (2009), "Francisco de Arango y Parreño y la modernización de la enseñanza científica en Cuba", en GONZÁLEZ-RIPOLL, Mª Dolores et ÁLVAREZ CUARTERO, Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, pp. 301-324.

GARCÍA DEL PINO César (2001), *El Corso en Cuba. Siglo XVII*, La Habana.

GARCÍA RODRÍGUEZ Gloria (2005), "Tradición y modernidad en Arango y Parreño", *Obras de Francisco Arango y* Parreño, 2 vol., La Habana, 2005, vol. I, pp. 1-56.

GONÇALVÉS Dominique (2008), *Le planteur et le Roi. L'aristocratie havanaise et la couronne d'Espagne (1763-1838)*, Madrid.

GONÇALVÉS Dominique (2010), "Les Peñalver de la Havane, XVII^e^-XIX^e^ siècle », en *Liens de sang, liens de pouvoir. Les élites dirigeantes urbaines en Europe occidentale et dans les colonies européennes (fin XV^e^-fin XIX^e^ siècle),* Rennes, pp. 289-308.

GONZÁLEZ DE JONTE Manuel (1865), *Nuevo tratamiento preventivo y curativo del vómito negro o sea la fiebre amarilla y fiebres paludéas inventado, ensayado, comprobado y dedicado a los peninsulares*, Habana.

GONZÁLEZ DE JONTE Manuel (1866), *Memoria sobre el cólera morbo asiático o sea método higiénico preservativo y curativo al alcance de todos*, Habana.

GONZÁLEZ-RIPOLL Mª Dolores (1995), *A las órdenes de las estrellas. La vida del marino Cosme de Churruca y sus expediciones a América*, Madrid.

GONZÁLEZ-RIPOLL Mª Dolores (1999), *Cuba, la isla de los ensayos. Sociedad y Cultura (1790-1815)*, Madrid.

GONZÁLEZ-RIPOLL Mª Dolores (2000), *Bajo pólvora y estrellas. Churruca y otros marinos vascos de la Ilustración*, San Sebastián.

González-Ripoll Mª Dolores (2001), "Vínculos y redes de poder entre Madrid y La Habana: Francisco Arango y Parreño (1765-1837), ideólogo y mediador", *Revista de Indias*, vol. LXI, núm. 222, pp. 298-305.

González-Ripoll Mª Dolores (2002), "Dos viajes, una intención: Francisco Arango y Alejandro Oliván en Europa y las Antillas azucareras (1794 y 1829)", *Revista de Indias*, vol. LXII, núm. 224, pp. 85-102.

González-Ripoll Mª Dolores *et al*. (2004), *El rumor de Haití en Cuba. Temor, raza y rebeldía, 1789-1844,* Madrid.

González-Ripoll Mª Dolores (2005), "Entre la adhesión y el exilio: trayectoria de dos cubanos en una España segmentada", en José A. Piqueras (comp.), *Las Antillas en la era de las luces y la revolución (1790-1837)*, Madrid, pp. 343-363.

González-Ripoll Mª Dolores (2006), "Unión, juicio y actividad": la correspondencia de Andrés Arango a Domingo Delmonte (1832-1845)", *Nación y cultura nacional en el Caribe hispano*, Praga, pp. 59-72.

González-Ripoll Mª Dolores (2007 a), "Au propos de la revolution: Memoirs de Saint Domingue (1787) par un voyageur bien informé", *Espace Caraïbe-Amériques nº 3,* Monográfico Alain Yacou (dir.), *Saint-Domingue espagnol et la Révolution nègre d'Haïti (1789-1822),* París, pp. 81-103.

González-Ripoll Mª Dolores (2007 b), *Vida de José Julián Parreño, un jesuita habanero*, Madrid.

González-Ripoll Mª Dolores et Álvarez cuartero, Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca.

von Grafenstein Johanna (2005), « The Atlantic World at the Time of the Haitian Revolution: the Point of View of Francisco de Arango y Parreño », Renate Pieper y Peer Schmidt (ed.), *Latin America and the Atlantic World/ El mundo atlántico y América Latina (1500-1850)*, *Essays in honor of Horst Pietschmann*, Colonia, pp. 351-366.

Hernández González Manuel (1995), "El liberalismo exaltado en el trienio liberal cubano", *Iberoamericana Pragensia, Supplementum 7*, *Monográfico Cuba. Algunos problemas de su historia*, Praga, pp. 67-79

Humboldt Alejandro de (1840), *Ensayo político de la isla de Cuba,* París (1ª edición publicada en español traducida por José López de Bustamante).

Konetzke Richard (1950), "La condición legal de los criollo y las causas de la independencia", *Estudios Americanos* (Sevilla), vol. 2, núm. 5, pp. 31-54.

Kuethe Allan J. (1986), *Cuba, 1753-1815. Crown, Military and Society*, Knoxville.

Las Cases comte de (Emmanuel Augustin Dieudonné, seudónimo A. Lesage) (1804), *Atlas historique, généalogique, chronologique et géographique*, París.

Las Casas conde de (1826), *Atlas histórico, genealógico, cronológico, geográfico y estadístico de Lesage*, traducido, corregido y aumentado por un Español Americano, París.

Lope Zaravillo Felipe de (1993), *Loeches y su historia compendiada,* s/l.

Lucena Giraldo Manuel y Pimentel, Juan (ed.) (2006), *Diez estudios sobre literatura de* viajes, Madrid.

Marrero, Leví (1972-1992), *Cuba, economía y sociedad*, 15 vol., Río Piedras (Puerto Rico) Madrid.

MÉNDEZ RODRÍGUEZ, Manuel Isidro (1943), *Relaciones de Francisco Arango y Parreño con Gaspar Melchor de Jovellanos y con Alejandro Ramírez*, La Habana.

MONTE Domingo del (2002), *Centón epistolario*, 4 vol., La Habana.

MORALES PADRÓN Francisco (1955), *El comercio canario-americano (siglos XVI, XVII y XVIII)*, Sevilla.

NARANJO OROVIO Consuelo (2009), "Cuba, una isla impregnada de guarapo", en GONZÁLEZ-RIPOLL Mª Dolores et ÁLVAREZ CUARTERO Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, pp. 27-40.

OLIVÁN Alejandro (1820), *Examen del papel intitulado: el ciudadano despreocupado que se dice impreso nen Sevilla y Córdoba y que aparece reimpreso en Toledo en la imprenta nacional hecho por la Sociedad Patriótica de Amantes del Orden Constitucional*, Madrid.

OLIVÁN Alejandro (1823), *Sobre modificar la Constitución*, Madrid.

OLIVÁN, Alejandro (1824), *Ensayo imparcial sobre el reinado del rey don Fernando VII*, París.

OLIVÁN Alejandro (1832), *Cartilla para gobierno de los maestros de azúcar* "dedicada al Real Consulado de la isla de Cuba, y publicada bajo sus respetables auspicios", La Habana.

OLIVÁN, Alejandro (1838), *Opúsculo que contiene el discurso que pronunció el señor don Alejandro Oliván diputado por la provincia de Huesca en la sesión del nueve de diciembre y diferentes documentos concernientes al relevo y partida del excelentísimo señor Don Miguel Tacón, caballero de la insigne orden del Toisón de oro y capitán general que fue de esta isla*, Habana.

OLIVÁN Y BORRUEL Alejandro (1849), *Manual de Agricultura*, Madrid.

OLIVÁN Y BORRUEL Alejandro (1856), *Cartilla Agraria,* Madrid, (la última reedición en 1997 a cargo de la Escuela de Estudios Empresariales de la Universidad de Zaragoza es una edición facsímil de la correspondiente a 1912).

OLIVER José M., CURELL Clara, URIARTE Cristina G. y PICO Berta (ed.) (2007), *Escrituras y reescrituras del viaje. Miradas plurales a través del tiempo y de las culturas*, Bern.

OPATRNÝ Josef (1986), *Antecedentes históricos de la formación de la nación cubana*, Praga.

PIMENTEL Juan (2003), *Testigos del mundo. Ciencia, literatura y viajes en la Ilustración*, Madrid.

PONTE DOMINGUEZ Francisco J. (1937), *Arango Parreño. El estadista colonial*, La Habana.

PUIG-SAMPER Miguel Ángel, NARANJO OROVIO, Consuelo y GARCÍA GONZÁLEZ, Armando (ed.) (1998), *Ensayo político sobre la isla de Cuba. Alejandro de Humboldt*, Madrid-Aranjuez.

PUIG-SAMPER, Miguel Ángel (2009), "Un Edén ilustrado bajo el cielo de los trópicos", en GONZÁLEZ-RIPOLL, Mª Dolores et ÁLVAREZ CUARTERO, Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, pp. 325-336.

QUIROZ Alfonso (2009), "Cambio en Güines en la era de Arango y Humboldt", en GONZÁLEZ-RIPOLL, Mª Dolores et ÁLVAREZ CUARTERO, Izaskun (ed.) (2009), *Francisco de Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, pp. 229-243.

RIBERA Nicolás José de (1973), *Descripción de la Isla de Cuba y algunas consideraciones sobre su población y comercios* (1767), La Habana.

RISCO Antonio (1979), *La Real Academia de Santa Bárbara de Madrid (1730-1808). Naissaance et formation d'une elite dans l'Espagne du XVIII^e siècle*, 2 vol., Toulousse.

SEDANO Y CRUZAT Carlos (1873), *Cuba desde 1850 a 1873. Colección de informes, memorias, proyectos y antecedentes sobre el gobierno de la isla de Cuba relativos al citado periodo y un apéndice con las conferencias de la junta informativa de Ultramar celebradas en la capital en los años de 1866 y 1867*, Madrid.

SEVILLA SOLER, Rosario (1986), *Las Antillas y la independencia de la América española (1808-1826)*, Sevilla.

SILVA Renán José (2002), *Los ilustrados de Nueva Granada (1760-1808). Genealogía de una comunidad de interpretación*, Medellín.

SMITH Adam (1794), *Investigación de la naturaleza y causas de la riqueza de las naciones*, traducción de José Alonso Ortiz, 4 vols., Valladolid.

TORNERO TINAJERO Pablo (1989),"La reacción del "poder" cubano ante el fenómeno liberal en España y América, 1790-1814", *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas*, Hamburg, Band 26, pp. 145-148.

VICENTE Y GUERRERO Guillermo (1997), *Alejandro Oliván y Borruel. Vida y obra de un ilustrado altoaragonés*, Zaragoza.

VICENTE Y GUERRERO Guillermo (2003), *El pensamiento político-jurídico de Alejandro Oliván en los inicios del moderantismo (1820-1843)*, Huesca.

Marixa Lasso

Los grupos afro-descendientes y la independencia: ¿un nuevo paradigma historiográfico?

"Es, sin duda, aquí, en la ausencia de una movilización popular moderna y de fenómenos de tipo jacobino, donde reside la especificidad mayor de las revoluciones hispánicas[1]." Con esta oración, la obra magistral de François-Xavier Guerra da nueva fuerza a una vieja tradición histórica que desconecta a las clases populares de Hispanoamérica de la ideología política popular y jacobina de las revoluciones del Mundo Atlántico.[2] Este ensayo utiliza esa oración como punto de partida para preguntar cómo cambia la historiografía de las guerras de independencia cuando se incorporan los resultados de las investigaciones de los últimos veinte años, los cuales indican que la movilización popular moderna de tipo jacobino fue mucho más común de los que se pensaba. ¿Cómo cambian los resúmenes e interpretaciones generales de las guerras de independencia cuando se altera esa oración, y se consideran a los afro-descendientes como actores políticos modernos?[3]

1/ Guerra (1993), p. 36.

2/ El estudio de John Lynch sobre las revoluciones hispanoamericanas provee un excelente resumen de los trabajos monográficos escritos durante las décadas de los años 1950 y 1960. Lynch (1986). Muchos de estos excelentes trabajos enfatizaban la importancia de la participación popular en las guerras al mismo tiempo que recalcaban su naturaleza apolítica. Esta perspectiva continúa dominando los resúmenes y narrativas generales de las guerras de independencia. Algunos ejemplos representativos son los trabajos de Chasteen (2008) y Rodríguez (1997); Langley (1996), pp. 147-212.

3/ Para la participación de los negros y mulatos durante las guerras de independencia, ver Reid Andrews (1980); Guardino (1996); Múnera (1998); Helg (2004); Meisel (2003); Lasso (2007); Gómez (2006, 2008); Blanchard (2008); Kraay (2001). No todos estos autores están de acuerdo sobre el nivel de partici-

Los Afro-descendientes y la modernidad política

Si consideramos el ideal de la igualdad política y legal, y la aspiración a un futuro con una sociedad mejor y más justa, como características de la modernidad política la lucha de los Afro-descendientes por la igualdad racial representa uno de los aspectos más modernos de las guerras de independencia en Hispanoamérica y en el Mundo Atlántico. A pesar de la enorme importancia histórica de las declaraciones de los patriotas de México, Venezuela y Colombia sobre la igualdad de la humanidad independientemente de su color u origen, la gran narrativa de la Era de las Revoluciones tiende a darle al tema de la raza un papel segundario.[4] Incluso ahora que varias generaciones de historiadores han subrayado la importancia de la Revolución Haitiana,[5] las historias de Hispanoamérica continúan considerando la igualdad racial como un tema periférico en la historia general de la guerra de independencia.[6] Sin embargo, la raza fue un tema central. Fue durante este periodo que la democracia fue asociada por primera vez con el ideal de igualdad racial. Este importante cambio político e ideológico no hubiera sucedido sin la participación política de los grupos afro-descendientes. Ignorar esta historia no sólo borra la contribución de los negros y mulatos a la creación de la modernidad política, sino que también perpetúa construcciones históricas que desconectan a América Latina de la producción de la modernidad. Ignorar el papel central que jugó la igualdad racial durante las guerras de independencia también obscurece

---

pación de los negros y mulatos y sobre el grado de modernidad de sus aspiraciones políticas. Algunos estudios sobre la participación de los grupos populares en el desarrollo de politico de Hispanoamerica durante el siglo XIX, SANDERS (2004); THURNER (1997); MENDEZ (2005); SALVATORE (2003); MALLON (1995). La mayoría de los resúmenes sobre las guerras de independencia Hispanoamericanas mencionan las declaraciones de igualdad racial solo brevemente. Debido a su énfasis en el nacionalismo, Benedict Anderson le da a este tema un análisis excepcionalmente detallado. ANDERSON (1991).

4/ He tratado este tema brevemente en LASSO (2006), pp. 336-340.

5/ Para la importancia que jugó la revolución haitiana en la historia de la Era de las Revoluciones, ver TROUILLOT (1996); JAMES (1989); DUBOIS (2004); GEGGUS (2001). Para la influencia de la revolución haitiana en Hispanoamérica, ver SCOTT (1986); GASPAR y David P. GEGGUS (1997); CHILDS (2001); LASSO (2001); THIBAUD (2003).

6/ La mayoría de los resúmenes sobre las guerras de independencia Hispanoamericanas mencionan las declaraciones de igualdad racial solo brevemente. Debido a su énfasis en el nacionalismo, Benedict Anderson le da a este tema un análisis excepcionalmente detallado. ANDERSON (1991).

la que tal vez fuera una las contribuciones más originales de América Latina al pensamiento político moderno.

En otros trabajos he analizado como se silenció la participación de los negros y mulatos en las guerras; aquí solo quiero mencionar el papel crucial que jugaron los escritos de Simón Bolívar en este proceso. Bolívar fue uno de los primeros autores en desconectar la democracia de la realidad hispanoamericana. Son bien conocidos sus ataques a los abogados, demagogos y otros idealistas por no entender que la política moderna no podía ser transferida a Hispanoamérica sin prestar atención a sus peculiaridades geográficas y culturales.[7] Menos conocida es la influencia de Bolívar en el desarrollo de una tradición intelectual que borra la contribución de las clases populares hispanoamericanas a la historia de la democracia moderna, a través de una narrativa que convierte a la modernidad en una mera ilusión de las elites ilustradas. La retórica de Bolívar se oponía a los que él consideraba como excesos democráticos a través de una dicotomía que distinguía entre los Norteamericanos con sus virtudes políticas, y los Sur Americanos cuyo "carácter, costumbre y luces" no se adecuaba a "las instituciones perfectamente representativas."[8] Según él, "los sistemas enteramente populares, lejos de sernos favorables, temo que sean nuestra ruina."[9] En su discurso al congreso de Angostura, Bolívar criticó la constitución existente recordando a los legisladores que no "todos los ojos son capaces de soportar la luz celestial de la perfección."[10] La democracia representativa podía existir en el Paraíso, pero no en Suramérica. Parte de la retorica de Bolívar era presentar las demandas locales de representación popular como la ilusión de unos pocos abogados ilustrados. Al convertir a la democracia representativa en la aspiración de unos pocos abogados ilusos, Bolívar desconectó a los nuevos gobiernos constitucionales de las sociedades que los habían creado. El legado de esta narrativa fue eliminar de la memoria histórica los debates y aspiraciones locales sobre los sistemas de representación del nuevo sistema político.

7/ Algunos análisis importantes del legado intelecutal de Simón Bolívar son Carrera Damas (1969); Lynch (2006), pp. 119-22; Brading (1991), pp. 603-20; Castro-Leiva (1985); Pagden (1990), pp. 133-153.

8/ Bolívar (1950, I), p. 168.

9/ *Ibid*.

10/ "Discurso Pronunciado por el Libertador ante el Congreso de Angostura el 15 de Febrero de 1819, día de su instalación," Bolívar (1950, III), pp. 681-682.

Sin embargo, si Bolívar criticaba a los abogados por su incapacidad de entender que las instituciones perfectamente liberales no se adecuaban a la geografía Colombiana, no era porque él temía que las clases populares se mantuvieran distanciadas de la política moderna, sino porque temía que participaran demasiado. Como ha estudiado Germán Carrera Damas, Bolívar temía que la democracia en América Latina acabara con el dominio de las elites.[11] El acusaba a los abogados de no lanzar sus miradas "sobre los Caribes del Orinoco, sobre los pastores de Apure, sobre los marineros de Maracaibo, sobre los bogas del Magdalena, sobre los bandidos del Patía […] y sobre todas las hordas salvajes de África y América" que llevarían Colombia a la ruina y tal vez a un segundo Haití.[12] En su famosa *Carta de Jamaica*, Bolívar también asocia la democracia con los grupos populares cuando nota que "en Lima no tolerarán los ricos la democracia, ni los esclavos y pardos libertos la aristocracia."[13] Años después, le advertiría a José Antonio Páez, en contra de la imprudencia de cambiar el sistema republicano en Colombia debido a su popularidad con los Pardos. Según Bolívar, "un trono espantaría tanto por su altura como por su brillo. La igualdad sería rota y los colores verían perdidos todos sus derechos por una nueva aristocracia."[14] Las interpretaciones posteriores del pensamiento de Bolívar tenderían a olvidar la conexión entre los pardos y la democracia que revelan sus escritos. Recordarán en cambio sus ataques a los abogados por su supuesta incapacidad de entender las sociedades locales.

Esta versión de la historia de las guerras de independencia continuó dominando la historiografía hasta la década de 1990, cuando algunos trabajos sobre la participación de los grupos negros, mulatos e indígenas empezaron a cuestionar la supuesta ausencia de movimientos populares de cariz moderno en las guerras de independencia. Gracias a los trabajos de Alejandro Gómez sobre los pardos de Caracas, de Peter Guardino sobre los pardos de Guerrero, y a los trabajos sobre los pardos de Cartagena de Alfonso Múnera y de Marixa Lasso, ahora es posible

---

11/ Carrera Damas (1986), pp. 130-133.

12/ "Simón Bolívar a Francisco de Paula Santander," San Carlos, Junio 13, 1821, Bolívar (1950, I), pp. 565-566.

13/ "Contestación de un Americano Meridional a un caballero de esta isla," Kingston, 6 de septiembre de 1815, Bolívar (1950, I), p. 172.

14/ Simón Bolívar a Antonio Páez, 6 de Marzo de 1826, Bolívar (1950, II), pp. 322-323.

notar algunos patrones que caracterizaron la participación de negros y mulatos en las guerras de independencia.[15]

Cuando se comparan movimientos independentistas de Guerrero, Cartagena y Caracas en conjunto, se vuelve evidente la estrecha relación que había entre la activa participación política de los negros y mulatos, la fuerza política de los grupos radicales republicanos e independentistas, y la evolución del ideal de igualdad racial que caracterizan a los tres movimientos. Estas tres regiones se distinguieron por su temprana legislación sobre la igualdad racial, y por su identidad como regiones o ciudades patriotas. Una lectura cercana a los eventos señala que ésto no fue un accidente. Las instrucciones electorales de la Junta de Cartagena de Diciembre de 1810 llamaban a votar a "todos los vecinos de los distritos de las parroquias, blancos, indios, mestizos, mulatos, zambos y negros, con tal que sean padres de familia, o tengan casa poblada y que vivan de su trabajo."[16] En forma similar, las instrucciones electorales de la Junta de Caracas para el congreso general de Venezuela publicadas en Junio de 1810, incluían a todos los hombres libres sin distinción de color, mientras que no fueran asalariados o dependientes, lo que incluía a muchos artesanos.[17] El 17 de noviembre de 1810, José María Morelos declaraba en Guerrero que "a excepción de los Europeos, todos los demás habitantes no se nombrarán en calidad de indios, mulatos ni otras castas, sino todos generalmente Americanos[18]." Más que ser el producto de una simple cooptación de la elite de los sectores negros y mulatos como fuerza militar, estas leyes parecen ser el resultado de la alianza entre los criollos más radicales y los grupos negros y mulatos. En Cartagena esta alianza se dio entre los artesanos negros y mulatos y el partido republicano radical de la elite criolla, los piñeristas; en Caracas esta alianza se daría entre el grupo criollo más radical, la Sociedad Patriótica y los negros y mulatos libres; y en Guerrero entre el movimiento independentista de Morelos y los negros y mulatos de la Tierra Caliente. No es accidente que los grupos radicales que contaban con el apoyo de los pardos fueran también los grupos

15/ Múnera (1998); Gomez (2006, 2008); Lasso (2007); y Guardino (2005). Para una perspectiva diferente, ver Helg (2005).

16/ "Instrucciones que deberán observarse en las elecciones parroquiales, en las de partido y en las capitulares, para el nombramiento de diputados en la Suprema Junta de la provincia de Cartagena, 11 de diciembre de 1810," Corrales (1889, II), p. 48.

17/ Gómez (2008).

18/ Lemoine Villicaña (1991), p. 162.

que mas favorecían la independencia. En la región de Guerrero y en el Caribe Venezolano fueron las guerrillas patriotas bajo líderes negros y mulatos quienes mantuvieron el movimiento patriota cuando las fuerzas realistas dominaban la mayor parte del territorio.[19] En Cartagena y Caracas, estas alianzas no sólo excluían a los grupos moderados o conservadores de la elite criolla, sino que también excluían a algunos pardos beneméritos quienes prefirieron aliarse con los grupos moderados de la elite.[20] Estas alianzas no solamente garantizarían la creación de las leyes de igualdad racial, sino que también explican la fuerza que adquirió el movimiento patriota republicano en estas regiones y su supervivencia durante la reacción realista. En las ciudades de Cartagena y Caracas fueron los patriotas negros y mulatos quienes defendieron a los gobiernos juntistas en contra de las insurrecciones realistas. Cuando el Batallón Español del regimiento fijo se sublevó en febrero de 1811, fueron los pardos quienes tomaron la iniciativa de defender la junta de Cartagena. Igualmente fue el teniente de las milicias pardas, Manuel Caballero, quien lideró la defensa patriota de Caracas cuando un grupo de españoles de las islas canarias atacaron su independencia.[21] En la ciudad de realista de Honda fue un patriota pardo quien buscó aliarse con los criollos patriotas de Ambalema, después de que el cabildo expulsara a algunos criollos de la elite con tendencias patriotas. El artesano zambo Buenaventura Pérez decidió tomar la iniciativa en contra del cabildo de Honda, al que consideraba como un "satélite de los chapetones," e invitar a otros artesanos a organizar una "juntica contra los blancos," porque "si no lo hacían así éstos se cagaban."[22] Los movimientos de estas regiones parecen indicar que las alianzas multirraciales, además de llevar la bandera de la independencia, también desarrollaron las formulaciones de igualdad más radicales del movimiento independentista. En Cartagena, una canción en contra del obispo realista declamaba "respecto a que el Obispo es Fernandino, que salga jacobino"[23]; mientras que los panfletos piñeristas denunciaban el comportamiento aristocrático de los criollos independentistas moderados del grupo toledista. Uno de estos panfletos acusaba al presidente

19/ Guardino (2005), pp. 45-80; Vincent (1994), pp 257-276.

20/ Langue (1997); Lasso (2007).

21/ Gómez (2008).

22/ Para las citas y un análisis más detallado de este caso, ver Lasso (2007), pp. 92-96.

23/ Citado por Lasso (2007), p. 78.

de la junta de Cartagena, José María de Toledo, de tener tendencias aristocráticas.[24] Este se vio obligado a escuchar que "en los gobiernos populares no debía haber un hombre superior a otro; que yo tenía demasiado crédito y estimación, y que era necesario ponerme al nivel de los demás."[25] El movimiento de Morelos, al igual que el de Cartagena, se proponía inaugurar una era en la que "la cobardía y la ociosidad será la única que infame al ciudadano, y el templo del honor abrirá indistintamente las puertas del merito y la virtud."[26] Con frecuencia se olvida que el origen de este ideario, que eventualmente se convertirá en un lugar común del lenguaje republicano, surge y se institucionaliza por primera vez en el seno de las alianzas de los radicales criollos con los negros y mulatos.

La alianza entre los negros y mulatos libres y los radicales republicanos continuó hasta finalizar las guerras, y en Colombia —el caso que conozco mejor— continuaría por varias décadas. En México las guerrillas de Vicente Guerrero sólo aceptaron el gobierno de Iturbide bajo la condición de que se modificara la constitución para que incluyera la igualdad racial. En la convención de Ocaña de 1828 en Colombia, la alianza de los veteranos negros y mulatos con los republicanos radicales presionó para que se aplicara la igualdad racial garantizada por la ley, y para que las leyes electorales fueran más inclusivas. Aunque el Partido Liberal aun no había sido fundado, ya en la convención de Ocaña el sector anti-bolivariano se autodenominaba liberal. En 1828, el país y la convención estaban divididos entre los bloques santanderistas y bolivarianos. La división entre estos bloques sobre cómo reestructurar el gobierno colombiano eran profundas, y abarcaban varios aspectos. Sin embargo, al fondo yacía el problema fundamental del grado de poder del estado central. El sector bolivariano favorecía una presidencia fuerte y un estado centralista.[27] Aunque a favor de extender la franquicia electoral, los bolivarianos querían controlarla disminuyendo el número de colegios electorales. Ellos se consideraban el partido del orden y de la estabilidad, y veían en la anarquía y el desorden social el más grave de

---

24/ "El honor vindicado" y Bravísima exposición de los motivos que han obligado al pueblo de Cartagena a rechazar el nombramiento de gobernador del señor García de Toledo."

25/ Documentos para la historia de la provincial de Cartagena, 369.

26/ "Elementos de la Constitución," 7 de noviembre de 1812, Lemoine Villicaña (1991), p. 226.

27/ Bushnell (1954), pp. 332-359.

los problemas políticos. Ellos llamaban a sus oponentes exaltados, jacobinos, demagogos y anárquicos. En contraste, el sector santanderista desconfiaba de un estado central fuerte, el cual, según ellos, tendía hacia la tiranía. Por eso favorecían el federalismo, una presidencia electiva y rotativa, y un congreso fuerte e influyente. También estaban a favor de ampliar la franquicia electoral, pero a diferencia del bloque bolivariano, su proyecto constitucional bajaba los requisitos de propiedad y aumentaba le numero de colegios electorales.[28] Ellos se autodenominaban liberales y daban a sus oponentes los epítetos de aristócratas, godos, serviles y déspotas.[29] La política de la época codificaba las diferencias entre estos bloques utilizando la oposición aristócrata/jacobino que dominaba gran parte del discurso republicano de principios del siglo diecinueve. En la convención de Ocaña, los liberales a menudo utilizaban la carta anti-aristocrática para combatir a sus oponentes, táctica que ganó a Santander el epíteto de *Mr. Égalite* y a sus seguidores el de *sans-culottes*.[30] Probablemente lo que atraía a los pardos al sector liberal era su vigorosa retórica anti-aristocrática, la cual había sido asociada con la igualdad racial desde los días de la primera republica. Esta retórica equiparaba las jerarquías raciales que privilegiaban el nacimiento sobre el merito y la virtud, con el carácter aristocrático del antiguo régimen.[31] Al igual que otros liberales, los veteranos pardos debían su preeminencia política y social a su participación en la causa patriota durante las guerras de independencia. Los santanderistas solían derivar su influencia política de su participación durante las guerras, y solían tener impecables credenciales patriotas, mientras que muchos de sus oponentes,

---

28/ La constitución de 1821 otorgaba el voto a todos los colombianos que poseían mas de 100 pesos en bienes raíces, o practicaran una profesión o arte útil, o mantuvieran almacén o taller, lo que incluía a muchos artesanos. Los dependientes estaban excluidos. La constitución conservadora de 1830 seguía un criterio similar pero incrementó los requisitos de propiedad a 300 pesos en bienes raíces o tener una profesión o una renta que dieran 150 pesos anuales. La constitución liberal de 1832 también distinguía entre granadinos con derecho a votar y sin derecho a votar, pero elimino todos los requisitos de propiedad limitando la exclusión a los dependientes. Uribe Vargas (N.d., II), pp. 710-712, 748-749, 790-792.

29/ Restrepo (1974, VI), pp. 86-92. Daniel F. O'Leary a Simón Bolívar, Ocaña, 22 de marzo de 1828; Daniel O'Leary a Simón Bolívar, Ocaña, 22 de mayo de 1828; y 27 de mayo de 1828, O'Leary (1884, XXIX), pp. 179-180, 306-309.

30/ Daniel O'Leary a Simón Bolívar, 22 de marzo de 1828 y 25 de abril 1828, O'Leary (1884, XXIX), pp. 180, 248.

31/ Bolívar a José Antonio Páez, Magdalena, 6 de marzo de 1826, Bolivar (1950, N. d.).

quienes pertenecían al sector social que perdía más con el rompimiento de las jerarquías sociales y raciales de la colonia, habían sido patriotas indiferentes, si no realistas, que habían alcanzado posiciones de poder debido a su educación, riqueza y prestigio.[32] Finalmente, los artesanos pardos tendrían mayor influencia política si el numero de colegios electorales era expandido y los requisitos de propiedad disminuidos.

En Ocaña, los diputados liberales más de una vez acusaron a sus oponentes de discriminación racial. En los casos concretos en los que la convención cuestionó la posición y las acciones de hombres pardos, los liberales solían defenderlos. Cuando la convención debatió si Antonio Baena, un diputado de Cartagena, llenaba los requisitos de propiedad para ser admitido en la asamblea, los liberales lo apoyaron. Francisco del Real, su defensor más fervoroso, hablo largo y tendido a favor de Baena. Según el testimonio de Daniel O'leary, Del Real "no satisfecho con palabras, *lloró*," y en su discurso "atacó muy particularmente a los aristócratas que se oponían a su admisión" sólo "porque pertenecía a cierta clase[33]." Igualmente, cuando la convención debatió la revuelta del general pardo José Prudencio Padilla de 1828, los liberales lo apoyaron. Estos leyeron a la convención la autodefensa de Padilla. Soto, un liberal, a quien Restrepo describía como el más terrible demagogo, no sólo solicitó que la convención agradeciera formalmente a Padilla por su defensa de las instituciones republicanas, sino que también propuso la erección de una estatua en su honor.[34] La franqueza de los liberales en el tema de la discriminación racial contrastaba dramáticamente con la posición de los bolivarianos, quienes consideraban imprudente cualquier discusión pública de discriminación o conflictos raciales.[35]

En 1831 y 1832, los pardos nuevamente se aliaron con los liberales más radicales. Las circunstancias nacionales y locales habían cambiado. El grupo pro-Bolívar había sido derrotado en Bogotá, y sus representantes en Cartagena habían sido destituidos en Abril de 1831

32/ Uribe-Uran prevé un excelente análisis de las diferencias sociales entre los aristócratas y los liberales — él prefiere llamarlos provinciales. URIBE-URAN (2000), pp. 71-102.

33/ Daniel O'Leary to Simón Bolívar, 9 de abril de 1828, O'LEARY (1884, XXIX), p. 199.

34/ RESTREPO (1954, I), p. 377; Daniel O'Leary a Simón Bolívar," 20 de marzo de 1828, O'LEARY (1884, XXIX), pp. 166-167.

35/ O'Leary to Bolívar, 9 de Abril de 1828 y O'Leary a Bolívar, 20 de marzo de 1828, O'LEARY (1884, XXIX), pp.170, 199.

después de una insurrección regional.[36] Animados por esos cambios, un grupo de liberales de Cartagena organizaron la sociedad de *Veteranos Defensores de la Libertad*, la que incluía entre sus miembros a pardos reconocidos como Juan José Nieto, Calixto Noguera y Juan Madiedo.[37] El gobierno local no tardó en ver las actividades de los *Veteranos*, particularmente las de sus miembros pardos, como una amenaza al orden social. Ya en septiembre de 1831 la nueva autoridad civil de la ciudad, Manuel Romay, escribía que:

> la sociedad de los veteranos se instaló en esta plaza sin conocimiento del gobierno y sin que se haya podido hacerla conformar con la ley en la materia […] los principales de sus miembros se han encargado de redactar casi todos los periódicos de esta ciudad, y ellos dan bien a conocer sus intenciones y aspiraciones. Se teme bastamente que de la sociedad resulte la subversión del orden.[38]

Sin embargo, él y el comandante general de la región decidieron inicialmente ser prudentes ya que la sociedad gozaba de protección en la ciudad, un apoyo que probablemente se debía la larga trayectoria liberal de sus miembros. Aunque aún queda mucho por aprender acerca de las "intenciones y aspiraciones" de los veteranos liberales, una cosa es clara: ellos querían jugar un activo papel político. No temían publicar escritos en los que denunciaban las fallas del gobierno local en llenar las aspiraciones liberales y donde, además, no dudaban en urgir al gobierno a tener mano dura con los "déspotas y oligarcas" que habían apoyado al gobierno anterior.[39]

El nuevo gobierno llevaba sólo dos meses en el poder cuando el gobernador Vicente García del Real ya había encarcelado al veterano Francisco Correa por sedición basado solamente en un testigo. Este supuestamente había oído hablar a Correa sobre "el peligro en que estaba la patria y la necesidad que había de una conmoción popular para poner el mando de la provincia en otras manos por la mucha apatía que

---

36/ Lemaitre (1983, IV), pp. 63-75.

37/ "Sociedad de "Veteranos Defensores de la Libertad," Corrales (n. d., III), pp. 104-105.

38/ Manuel Romay a Vice-Presidente Domingo Caycedo, Cartagena, 2 se septiembre de1831, Caycedo (1943, III), pp. 160-161.

39/ Archivo General de la Nación [en lo sucesivo AGN], República, Ministerio de Interior, 1, fol. 121-124. Sobre la activa participación de los Veteranos en la prensa, Helg (2004), p. 231.

observaba en el actual Gobernador Vicente García del Real."[40] Aunque Correa fue liberado por falta de pruebas, el gobernador continuó con sus acusaciones en contra de los veteranos. Poco después acuso a Juan Madiedo, el director de la Sociedad de los veteranos, por cuestionar la legitimidad de su gobierno. No sólo había Madiedo denunciado la prisión inconstitucional de Francisco Correa, sino que además había dicho que el Gobernador García del Real solamente ejercía una "autoridad tolerada" porque había sido un miembro de la administración previa, lo que sería debidamente denunciado en la prensa.[41] Las palabras de Madiedo revelan su creencia en que la autoridad del gobierno restaba solamente en la voluntad de los ciudadanos en aceptarla y en su derecho a utilizar la prensa para denunciar a un gobierno ilegitimo. De hecho, era el uso activo de la prensa por parte de los Veteranos lo que más molestaba al gobernador García del Real. Según él, Madiedo "siempre está viendo el modo de injuriar a los magistrados y a los particulares con sus escritos e invenciones."[42] El gobernador García del Real solicito al vicepresidente que tomara alguna medida sobre los veteranos, porque "son hombres perjudiciales a la tranquilidad de esta provincia que tendrán constantemente en inquietud y revuelta" En la versión apocalíptica del gobernador, mientras no se les controlara "no habrá comercio, por la desconfianza que reinará, los honrados ciudadanos siempre estarán insultados, mayormente por la prensa."[43]

Los veteranos, además, representaban una tradición política que no temía denunciar la discriminación en contra de los pardos. Uno de los miembros principales de los veteranos, Calixto Noguera, había sido acusado en 1822 de ser un sedicioso enemigo de los blancos por haber exaltado la memoria del general pardo Manuel Piar.[44] Nuevamente, en 1828, el gobernador acuso a Noguera de ser un enemigo de los blancos por apoyar al general Padilla.[45] Tras la victoria liberal, los pardos continuaron su tradición de denuncia con la publicación de un pasquín en enero de 1832. Su autor, Agustín Martínez, era cuñado del Veterano Julián Figueroa.[46] Este pasquín estaba firmado bajo el pseudónimo de

40/ Lasso (2007), p. 144-148.
41/ *Ibid*.
42/ *Ibid*.
43/ *Ibid*.
44/ *Ibid*.
45/ Montilla a Bolívar, O'Leary (1884, XXIX), p. 243.
46/ AGN, República, Gobernación de Cartagena, 42, fol. 4.

"un pardo honrado" y denunciaba la discriminación en contra de los pardos en un café de la ciudad donde no se permitía que un pardo "artesano honrado, decente y hombre de bien" se sentara. Según la denuncia de este pasquín, "solamente tienen derecho a tomar asiento, tertuliar, jugar los trucos y las barajas, entrar, salir en donde quiera y como gusten los señores de alta categoría; (pues, aquellos que llaman *blancos*)."[47] El Gobernador García del Real trató de quitar legitimidad política a sus opositores pardos acusándolos de promover odio racial. Según él, Juan Madiedo, Julián Figueroa, Manuel Azanza, Pedro Laza y Manuel Vives —todos menos el ultimo eran miembros de los veteranos— eran "hombres turbulentos que bajo la capa de liberales" promovían la rebelión. El gobernador García del Real vaticinaba que, si estos hombres no eran contenidos, "cualquier movimiento de revolución puede degenerar en el de clases [término que se usaba para abreviar la frase "clases de colores"[48]]. Para fortalecer su denuncia, el gobernador asoció a los veteranos con el impreso del "pardo honrado" y con las supuestas conspiraciones raciales en Río Hacha, Santa Marta y Mompox, las cuales resultaron en la ejecución de tres hombres. Así, el gobernador transformaba a los liberales radicales, a menudo pardos, en sediciosos promotores de la guerra de colores y de la rebelión.[49]

Una de las plataformas políticas de los veteranos consistía en reivindicar el papel de los pardos en la construcción de la

---

47/ Para un análisis detallado de este pasquín, ver Lasso (2007), pp. 139-142.

48/ AGN, República, Gobernación de Cartagena, 42, fol. 4; AGN, República, Ministerio de Interior, 1, fol. 158-160-124. AGN, República, Gobernación de Cartagena, 42, fol. 4. Para los nombres de los Veteranos, ver "Sociedad de "Veteranos Defensores de la Libertad," Corrales (N. d., III), pp. 104-105.

49/ En su análisis de los Veteranos y de la revuelta liberal de 1831, Aline Helg sostiene que esta revuelta continuaba un patrón tradicional de ciudadanía jerárquica en el cual las clases populares no gozaban de autonomía política. Ella basa su argumento en el liderazgo de la elite en la rendición de Cartagena a las tropas liberales, en el que la prensa liberal no contenía ninguna mención explícita de los problemas raciales de la ciudad y en la noción de que Restrepo sólo mencionaba una conspiración racial en 1831 basado en sus miedos a la pardocracia. Helg (2004), pp. 232-234. Sin embargo, los documentos del la Secretaría de Interior muestran que aunque la prensa oficial no publicara ningún tema racial en forma explícita, pasquines, como el del pardo honrado, si lo hacían. Además, las conspiraciones de pardos, reales o no, tuvieron consecuencias muy reales ya que resultaron en la prisión, destierro o ejecución de varios pardos. Finalmente, las activa participación política de los pardos representaba por si sola, y era percibida así, un por si ataque al poder tradicional de la elite.

república.[50] Los pardos que pelearon en las guerras empezaron a desarrollar una memoria histórica propia que tenía su propio panteón de líderes patriotas, y que enfatizaba el protagonismo de los pardos en las guerras de independencia. Una de las características de esta memoria era su énfasis en la participación en las guerras del lado patriota, la cual consideraba como una de las máximas virtudes republicanas. Esta virtud distinguía a muchos pardos patriotas de los miembros de la elite que ocupaban posiciones de prestigio y poder, a pesar de haber tenido simpatías realistas durante el transcurso de las guerras. Por ejemplo, ya en 1811, el artesano zambo Buenaventura Pérez declaraba que era mejor ser un patriota pobre y virtuoso que un vecino influyente con inclinaciones realistas.[51] Trece años más tarde, el general pardo José Prudencio Padilla utilizó un argumento similar cuando se vio atacado por la elite criolla de Cartagena, por no mantener un estilo de vida apropiado a su nuevo rango y posición. Padilla se defendió con un pasquín dirigido "al respetable público de Cartagena," en el que denunciaba los valores aristocráticos de sus enemigos y apelaba a nociones modernas de honor y virtud. Según Padilla, sus enemigos no cumplían con la virtud republicana de la igualdad. Ellos buscaban atacar y degradar a la clase de los pardos y restaurar el dominio aristocrático de las viejas familias. Invirtiendo las nociones coloniales de honor, Padilla sugería que las viejas familias deberían estar avergonzadas, no orgullosas, de su pasado, porque descendían de los españoles feroces que habían acumulado riquezas cometiendo atrocidades en contra de los indios. En cambio, continuaba el escrito de Padilla, él se había ganado su posición defendiendo la patria. Sus enemigos eran indiferentes a los principios republicanos y querían socavar el edificio sagrado de la igualdad y la libertad, para así reemplazar las formas republicanas con los viejos privilegios y el dominio de unas cuantas familias sobre la mayoría del pueblo.[52] El escrito de Padilla, al igual que los escritos de otros pardos republicanos, cuestiona las nociones de privilegio y honor basadas en la clase social, y enfatiza la virtud republicana como la verdadera base del honor y la respetabilidad. En forma similar, el nombre "Veteranos defensores de la Libertad" recalcaba la participación de los veteranos liberales en las

50/ Los conservadores continuaron utilizando acusaciones de guerra de razas en contra de los Liberales al menos hasta la década de 1870. Sanders (2004), 164.

51/ Citado por Lasso (2007), p. 95.

52/ Doy un análisis más detallado del republicanismo de Padilla en Lasso (2007), pp. 115-128.

guerras de independencia. Era esta participación, y no su origen o clase social, la que les daba sus derechos políticos.

Otra característica de la memoria histórica de los pardos era la exaltación de los héroes pardos que se destacaron durante las guerras. En 1822, el pardo Calixto Noguera (futuro miembro de los veteranos) fue acusado de manifestar "el mayor disgusto contra el gobierno hasta tocar en el exceso de remover las cenizas del General Piar, para inferir o indicar que si este trastornador del orden público había muerto, no faltarían otros Piares en Cartagena."[53] El caso contra Noguera nos revela la importancia que habían adquirido los generales negros como símbolos de un republicanismo que respondía a los intereses políticos y sociales de los pardos, y muestra que éstos estaban dispuestos a "remover las cenizas" de la memoria para recordar a los héroes pardos que habían muerto, así fuera ejecutados como traidores y promotores del odio racial. Los veteranos formalizarían el recuerdo de los generales pardos al honrar la memoria del general Colombiano José Padilla, quien, en 1824 y de nuevo en 1828, había denunciado públicamente la discriminación que sufrían los pardos. La ceremonia en honor a Padilla y restaurar su gloria le conmemoraba como un mártir de la libertad quien, después de su heroica contribución a la libertad de Colombia, fue víctima de la tiranía de Bolívar y Montilla. El majestuoso funeral de Padilla tuvo lugar en la catedral y fue presidido por el obispo. Aunque no es claro si los veteranos tomaron la iniciativa en la organización de este evento, ellos jugaron un papel crucial y visible. Los veteranos asistieron al funeral vestidos de luto negro y con la insignia roja liberal. Ellos dieron largos discursos y mandaron delegados a expresar condolencias a la familia de Padilla. La conmemoración de la gloria de Padilla tenía un significado simbólico de gran importancia. Padilla representaba el protagonismo de los pardos en la construcción de la patria, un rol que los veteranos querían continuar; él también simbolizaba la conexión entre la igualdad racial y la retórica anti-aristocrática de la revolución. La figura de Padilla como un mártir de la tiranía también proveía una moraleja que expresaba valores políticos apreciados por los veteranos. Su imagen no solo personificaba el papel militar de los pardos en la construcción de la republica, sino que también asociaba la represión de los pardos liberales con la tiranía. En contraste, la lectura conservadora presentaba una imagen muy distinta

53/ AGN, Republica, Secretaria de Guerra y Marina, 14, fol. 116.

del activismo político de los pardos. Según el ex ministro de interior e historiador, José Manuel Restrepo, en Cartagena los pardos eran "temibles."[54] Una de las entradas de su diario personal describe la política de los pardos de esta manera: "en Cartagena hay sus movimientos. El partido demagógico ha querido deponer a las autoridades y nombrar gobernador a un Madiedo [se trataba de Juan Madiedo, presidente de los veteranos] que es loco charlatán." Restrepo concluía, "todo esto anuncia que los ánimos no se hallan tranquilos y que aún existe un espíritu de revolución."[55] La narrativa de Restrepo transformaba a los veteranos en demagogos y a su líder en un "charlatán" sin ninguna legitimidad política. Lo que estaba en juego era si los republicanos pardos serian inmortalizados como héroes de la libertad, o como "demagogos" y "locos charlatanes" que aspiraban a promover el desorden.

Los Afro-descendientes y la historiografía de las guerras de independencia

Retomando la oración de François-Xavier Guerra con la que inicia este ensayo, cabe preguntarse cómo cambia nuestra interpretación general de las guerras de independencia cuando se reconoce la modernidad de los grupos populares afro-descendientes. En este momento parece haber una gran desconexión entre las nuevas monografías escritas en los últimos veinte años sobre la participación de los grupos populares en las guerras, y los resúmenes de las guerras de independencia cuyas generalizaciones no incorporan estos nuevos descubrimientos. Finalmente, son los resúmenes los que suelen determinar la memoria histórica de una región. A modo de ensayo, aquí muestro cómo el reconocimiento de la modernidad política de estos grupos cambia algunos de los temas que organizan la historia de las guerras de independencia.

En primer lugar, la evidencia de la participación política popular moderna cuestiona el caracterizar a las sociedades latinoamericanas de tradicionales, y a su modernidad política de superficial y cosmética. Se vuelve imposible seguir diciendo que "las constituciones republicanas parecían plantas exóticas en el suelo Colombiano o Chileno, alejadas

54/ Restrepo (1954, II), p. 294; AGN, República, Ministerio de Interior, 1, fol. 353; AGN, República, Gobernación de Cartagena, 42, fol. 5.

55/ Restrepo (1954, II), p. 220.

de la experiencia histórica de la gente."[56] Lejos de ser la ausencia de movimientos populares de tipo jacobino lo que caracteriza las guerras, es su presencia la que garantiza la sobrevivencia de los movimientos patriotas durante la reacción realista. Esta evidencia nos obliga a incluir las alianzas entre grupos radicales y los pardos, como uno de los factores que explican la fuerza que toman las iniciativas republicanas en algunas regiones y ciudades. Todo parece indicar que sin esta alianza ni Cartagena, ni Caracas, ni Guerrero se hubieran convertido en bastiones patriotas. Detrás de "la máscara de Fernando XVII" no sólo se escondían los sentimientos autonomistas de los criollos, sino que también se encontraban las aspiraciones de igualdad racial que se remontaban por lo menos al periodo de la Revolución Haitiana.[57] Para entender el impulso detrás de las declaraciones de independencia, no sólo es necesario analizar la historia del autonomismo o identidad criolla de la elite, sino también la historia de las aspiraciones y frustraciones de los pardos.[58]

En segundo lugar, la participación política moderna de los grupos populares nos invita a recobrar voces y tendencias políticas a las que los historiadores no le han dado la importancia que en su momento les dieron los contemporáneos. Además de las bien conocidas divisiones entre patriotas y realistas, así como entre centralistas y federalistas, habían otras divisiones importantes sobre el nivel de participación política popular en los nuevos gobiernos que deben recibir la relevancia que se merecen. Las divisiones entre aceites y vinagres que Peter Guardino ha estudiado en Oaxaca, las divisiones entre piñeristas y toledistas en Cartagena, la creación de una asociación política como los Veteranos defensores de la libertad y la popularidad de la Sociedad Patriótica entre los pardos de Caracas, señalan que la riqueza política de este periodo es mucho más amplia de lo que generalmente se piensa.[59] Los actores del momento no pueden seguir hablando a través de la boca de Simón Bolívar, quien solo representa una versión del pensamiento republicano de esos años. Las bien conocidas invectivas de Bolívar en contra de la pardocracia son parte de un dialogo complejo que seguimos escuchando solamente a través del discurso de Bolívar. Es hora de incorporar a la gran narrativa de las

56/ Chasteen (2008), p. 185. [La traducción es mía].

57/ Para "La máscara de Fernando VII," ver Lynch (1986).

58/ Para un análisis de la identidad racial de los pardos a finales de la colonia, ver Vinson (2001).

59/ Para los vinagres y aceites, ver Guardino (2005), pp. 156-222.

guerras de independencia la voz de sus interlocutores de origen popular. Por ejemplo, los escritos del general pardo José Domingo Espinar revelan una visión de la democracia mucho más radical que la de Bolívar. Al ser acusado de ser "el bien amado del pueblo" y de haber forzado a la minoría respetable de la ciudad de Panamá a aceptar su gobierno debido a su habilidad de controlar las masas, él se defendió diciendo: "vivimos en el siglo de las mayorías y quien no se conforme con sus soberanas decisiones debe dejar el país para siempre."[60]

Estudiar a los pardos como actores políticos modernos también cambia la perspectiva desde la cual se examinan las conexiones Atlánticas. Al igual que Guerra, este ensayo ve la revolución liberal española y las guerras de independencia hispanoamericanas como parte de un de un proceso Atlántico amplio que culminó en los debates constitucionales de Cádiz. Sin embargo, a diferencia de Guerra, este ensayo sostiene que Cádiz fue sólo parte de un debate constitucional más amplio que no puede ser entendido a cabalidad sin tomar en consideración la influencia popular en los debates sobre ciudadanía que tuvieron lugar en las ciudades americanas. No se puede generalizar sobre la ciudadanía en el Atlántico español, como hace Tamar Herzog, basados solamente en los debates y en la constitución de Cádiz. No se puede enfatizar la exclusión de las castas del derecho a la ciudadanía de la constitución de Cádiz, sin examinar cómo esos debates fueron seguidos en Hispanoamérica, y sin notar la enorme diferencia entre la legislación de Cádiz y la legislación patriota que sí daba a las castas el derecho a la ciudadanía. No olvidemos que numerosas constituciones americanas fueron publicadas al mismo tiempo que la de Cádiz, y que algunas fueran aun más radicales que las de Cádiz. Además, tan temprano como en 1810 ya algunos movimientos patriotas habían otorgaron la igualdad legal y política a los descendientes de África. El problema de la igualdad racial permite observar que los cambios en el Mundo Atlántico no siempre viajaban en la misma dirección, y que la América Hispana no sólo fue receptora de cambios políticos, sino también promotora de cambios políticos y legales. En el caso de la igualdad racial es claro que el cambio va de América a España.

Desde el punto de vista de la historia social, la participación moderna de los pardos pone en relieve que la desigualdad también tiene una historia, algo que es evidente cada vez que dejamos de asociar

60/ ESPINAR (1976), p. 97. Para un análisis más detallado de este escrito, ver LASSO (2004), pp. 63-76.

el cambio con el progreso. La negación de la participación moderna de los grupos populares en parte proviene de una perspectiva histórica que examina el origen del periodo republicano, asumiendo su futura incapacidad para eliminar la desigualdad social. Esta perspectiva continúa dominando los resúmenes y generalizaciones de las guerras de independencia, dificultando con ello la comprensión de los cambios sociales y políticos de ese periodo. En lo que concierne a las relaciones raciales, las guerras no sólo inauguraron un nuevo sistema político organizado en torno a la igualdad legal de todas las razas, sino que también abrieron nuevas oportunidades de movilidad social y de participación política para los negros y mulatos libres. Esto no quiere decir que los patrones generales de desigualdad social que mantenían las personas de descendencia africana en los niveles socioeconómicos más bajos se hubieran terminado. Lo que quiere decir es que la ideología que organizaba y daba legitimidad a esa desigualdad había cambiado dramáticamente. No se puede entender la historia social y política de la modernidad, sin poner en relieve la necesidad de historiar la desigualdad, y como ésta cambió en la transición del antiguo régimen a la republica.

Bibliografía

Anderson Benedict (1991), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London.

Andrews George Reid (1980), *The Afro-Argentines of Buenos Aires, 1800-1900*. Madison: University of Wisconsin Press.

Blanchard Peter (2008), *Under the Flags of Freedom: Slave Soldiers & the Wars of Independence in Spanish South America,* Pittsburgh University Press.

Bolívar Simón (1950), *Obras Completas de Bolívar*, 3 vol., Vicente Lecuna (ed.). Habana, Editorial Lex.

Brading David (1991), *The First America: The Spanish Monarchy, Creole Patriots, and the Liberal State*, Cambridge University Press.

Bushnell David (1954), *The Santander Regime in Gran Colombia* (Newark, University of Delaware Press.

Carrera Damas Germán (1969), *El Culto a Bolívar*, Caracas, Instituto de Antropología e historia.

Carrera Damas Germán (1986), *Venezuela: Proyecto Nacional y Poder Social*, Barcelona, Grijalbo.

Caycedo Domingo (1943-1947), *Archivo epistolar del general Domingo Caycedo*, 3 vol., Bogotá, Editorial Cromos.

Corrales Manuel Ezequiel (1887-9), *Efemérides y anales del Estado de Bolívar*, 3 vol., Bogotá, Imprenta de Medardo Rivas.

CASTRO-LEIVA Luis (1985), *La Gran Colombia una ilusión ilustrada*. Caracas, Monte Avila Editores.

CHASTEEN John Charles (2008), *Americanos: Latin America's Struggles for Independence.* Oxford University Press.

CHILDS Matt (2001), "'A Black French General Arrived to Conquer the Island', Images of the Haitian Revolution in Cuba's 1812 Aponte Rebellion", en David P. GEGGUS (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of south Carolina Press, pp. 135-156.

ESPINAR José Domingo (1976), "Resumen histórico que hace el General José Domingo Espinar de los Acontecimientos Políticos Ocurridos en Panamá en el año 1830, Apellidados ahora revolución de Castas por el gobernador José De Obaldia", Revista *Lotería*.

GÓMEZ Alejandro E. (2008), "La revolución de Caracas desde abajo" [en línea], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos Nouveausx mondes mondes nouveaux*, <http://nuevomundo.revues.org/32982>.

GÓMEZ Alejandro E. (2006), "Del *affaire* de los mulatos al asunto de los pardos," en *Las Revoluciones del Mundo Atlántico*, María Teresa CALDERÓN y Clément THIBAUD ed. Bogotá, Taurus, 301-321.

GUARDINO Peter (1996), *Peasants, Politics, and the Formation of Mexico's National State,* Stanford, Stanford University Press.

GUARDINO Peter (2005), *The Time of Liberty: Popular Political Culture in Oaxaca, 1750-1850*, Duke University Press.

GUERRA François-Xavier (1993), *Modernidad e Independencias: Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Fondo de Cultura Económica.

HELG Aline (2004), *Liberty & Equality in Caribbean Colombia: 1770-1835*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.

KRAAY Hendrik (2001), *Race, State, and Armed Forces in Independence-Era Brazil: Bahia, 1790's-1840's*, Stanford, Stanford University Press.

LANGLEY Lester (1996), *The Americans in the Age of Revolution,* New Haven, McMillan Press.

LANGUE Frédérique (1997), "La pardocratie ou l'itineraire d'une 'classe dangereuse' dans le Venezuela des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles," Caravelle, 67, pp. 57-72.

LASSO Marixa (2007), *Myths of Harmony: Race and Republicanism during the Age of Revolution, Colombia 1795-1831*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press.

LASSO Marixa (2004), "La crisis política post-independentista," en Alfredo CASTILLERO-CALVO (ed.), *Historia General de Panama*, vol. 2, Panamá, Comité Nacional del Centenario, pp. 63-76.

LASSO Marixa, "Haiti as an Image of Popular Republicanism in Caribbean Colombia", en David P. GEGGUS (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of south Carolina Press, 2001, pp. 176-192.

LEMAITRE Eduardo (1983), *Historia General de Cartagena*, Bogotá, Banco de la República, 1983.

LEMOINE VILLICAÑA Ernesto (1991), *Morelos: Su vida revolucionaria a través de sus escritos y de otros testimonios de la época*, México, General de Publicaciones.

LYNCH John (1986), *The Spanish American Revolutions 1808-1826*, New York, Norton, 1986.

LYNCH John (2006), *Simón* Bolívar*: A Life*, New Haven, Yale University Press.

MALLON Florencia (1995), *Peasant and Nation: The Making of Postcolonial México and Peru*, Berkeley, University of California Press.

MEISEL Seth (2003), "From Slave to Citizen-Soldier in Early Indpendence Argentina," *Historical Reflections*, 29:1, pp. 65-82.

MENDEZ Cecilia (2005), *The Plebeian Republic: The Huanta Rebellion and the Making of the Peruvian State, 1820-1850*, Durham, Duke University Press.

MÚNERA Alfonso (1998), *El Fracaso de la nación: Región, clase y raza en el Caribe colombiano*, *1717-1821,* Bogotá, Ancora Editores.

O'LEARY Daniel (1884), *Memorias del General O'Leary*, 32 vols., Caracas, Imprenta el Monitor.

PAGDEN Anthony (1990), *Spanish Imperialism and the political imagination 1513-1830,* New Haven, Yale University Press, pp. 133-153.

RESTREPO José Manuel (1954-1955), Diario político y militar, 4 vol., Bogotá, Imprimería Nacional.

RESTREPO José Manuel (1974), *Historia de la revolución de la República de Colombia*, Medellín, Editorial Bedout.

RODRÍGUEZ Jaime E. (1998), *The Independence of Spanish America*, Cambridge, Cambridge University Press.

SALVATORE Ricardo (2003), *Wandering Paysanos: State Order and Subaltern Experience in Buenos Aires during the Rosas Era,* Durham, Duke University Press.

SANDERS James Sanders (2004), *Contentious Republicans: Popular Politics, Race, and Class in Nineteenth-Century Colombia*, Durham, Duke University Press.

THIBAUD Clément (2003), "Coupé têtes, brûlé cazes Peurs et désirs d'Haïti dans l'Amérique de Bolivar," *Annales: Histoire, Sciences Sociales*, 58:2, pp. 305-331.

THURNER Mark (1997), *From Two Republics to One Divided: Contradictions of Postcolonial Nationmaking in Andean Peru,* Durham, Duke University Press.

URIBE-URAN Victor M. (2000), *Honorable Lives: Lawyers, Family, and Politics in Colombia, 1780-1850*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

URIBE VARGAS Diego (comp.) (1985), *Las constituciones de Colombia*, 3 vol., Madrid, Ediciones Cultura Hispánica.

VINSON III Ben (2001), *Bearing the Arms for his Majesty: The Free-Colored Militia in Colonial México*, Stanford, Stanford University Press.

Cecilia Méndez G.

La guerra que no cesa: Guerras civiles, imaginario nacional y la formación del estado en el Perú

A diferencia de otros países americanos, el Perú no recuerda sus guerras civiles del siglo XIX. Los enfrentamientos políticos del Perú decimonónico estuvieron desprovistos de los marcados contornos ideológicos que caracterizaron las guerras civiles en Estados Unidos, Argentina, Colombia, México, o Uruguay, donde la memoria de las luchas del siglo XIX entre unionistas y confederados, unitarios y federales, o liberales y conservadores —según el caso— moldeó las identidades políticas y los imaginarios nacionales de esos países en el siglo XX, y aún en el presente[1]. Las guerras civiles del XIX en el Perú, en cambio, casi ni se recuerdan en la enseñanza escolar. Han sido opacadas por la memoria de la Guerra del Pacífico (1879-1883), una guerra devastadora que el Perú y Bolivia perdieron ante Chile. Así, una guerra internacional, que fue excepcional, ha moldeado el imaginario nacional y la agenda de los historiadores interesados en la guerra y el nacionalismo, más que las guerras civiles, que fueron la norma.

El Perú, en efecto, registra una menor continuidad entre las tradiciones políticas de los siglos XIX y XX, respecto a otros países del continente. En Colombia, los partidos Liberal y Conservador, que se involucraron en guerras recurrentes durante el siglo XIX, continuaron sus enfrentamientos a lo largo del siglo XX. En Argentina, la proverbial

1/ Sobre guerras civiles y revoluciones en América Latina durante el siglo XIX, la literatura es abundante. Para algunos ejemplos véase Zeitlin (1984); Sánchez y Aguilera (2001); López-Alvez (2000); Earle (2000); Paz (2007); Sabato (2008), Pardo Rueda (2004).

rivalidad decimonónica entre unitarios y federales se mantiene viva, especialmente en algunas manifestaciones del peronismo, que ha buscado identificarse con los célebres caudillos federales Facundo Quiroga y Chacho Peñaloza, y con el mismo Juan Manuel de Rosas. Incluso México, no obstante su revolución de 1910, rastrea las raíces de su liberalismo en las guerras civiles de la década de 1850, teniendo en Benito Juárez una figura central. Pero quizá el ejemplo más elocuente lo constituye el propio Estados Unidos, cuya guerra de secesión en la década de 1860 dividió al país en dos en términos raciales, sociales e ideológicos, y lo sigue haciendo en el presente.

La amnesia peruana con respecto a las guerras civiles no se debe a la ausencia de conflicto. Las guerras fueron tantas que carecen de una adecuada periodización. El historiador Jorge Basadre estima que entre 1820 a 1842 el país pasó por catorce años de guerras. Posteriormente, los conflictos retornaron de manera intermitente —pero continua— hasta casi el fin del siglo. Para citar sólo a aquellos que tuvieron un mayor alcance e impacto nacional, cabe mencionar la guerra entre Luis José de Orbegoso contra el golpe de Pablo Bermúdez y Agustín Gamarra entre 1833 y 1834, que Basadre considera la primera guerra civil con participación popular masiva a nivel nacional; las guerras de la Confederación Peruano-Boliviana (1836-1839), un periodo decisivo de la forja de fronteras nacionales, y en que una guerra doméstica se entrecruza con una guerra externa; la guerra civil de 1854-1855, o la revolución popular que llevó al poder al Mariscal Ramón Castilla y trajo consigo la abolición del tributo indígena y la esclavitud negra; y la revolución de 1894-1895 que llevó a la jefatura de Estado a Nicolás de Piérola, el segundo presidente civil del siglo y cuyo gobierno puso fin a la era de las guerras civiles; en medio de ambas estuvo la menos conocida guerra civil de 1865. La lista dista de ser exhaustiva, pero ninguna de estas guerras ha sido estudiada como tal, y menos en conjunto[2]. Más aún, pese a que desde la proclamación de la independencia en 1821

2/ Una excepción es el libro en curso de Nils Jacobsen. Véase también Jacobsen y Diez Hurtado (2002). Por nuestra parte hemos venido investigando desde hace un tiempo la guerra de 1833-34 y la confederación Peru-Boliviana. Véase Méndez G. (1997, 2004, 2005), capítulo 7 y epílogo. Aunque existen varios libros sobre revoluciones del siglo XIX peruano, se trata por lo general de hagiografías de un caudillo realizadas muchas veces por sus descendientes o simpatizantes con el fin de honrar su memoria. Estos libros, sin embargo son bastante útiles como fuentes, especialmente por sus apéndices documentales. Véase por ejemplo San Cristóbal (1941). Para otras fuentes valiosas véase Mc Evoy y Luis Rénique (2010).

hasta 1895 el Perú fue gobernado por militares —con excepción del breve interregno civil de 1872-1876—, la historiografía, hasta hace poco, ha prestado más atención a este breve gobierno civil que a las ocho décadas de administraciones militares marcadas por enfrentamientos armados[3].

¿Por qué las guerras civiles del siglo XIX no se han estudiado en el Perú? ¿Por qué la memoria de un conflicto externo que fue excepcional, ha eclipsado las guerras civiles que fueron la norma? Más allá del razonamiento obvio de que, psicológicamente, es más fácil identificar a un enemigo externo que a uno interno, una respuesta puede estar en el hecho de que la Guerra del Pacífico afectó a todos los sectores sociales y vastas regiones del Perú. Pero esta explicación es insuficiente porque la memoria histórica nunca es meramente espontánea. Para que perdure públicamente exige la intervención del Estado a través de monumentos, conmemoraciones, textos escolares, mapas e iconografía oficial. Por tanto, es posible que la memoria de dicha guerra haya sido especialmente promovida desde el Estado porque se trató de una guerra en que las clases altas, y especialmente la oligarquía de la costa y de Lima, perdieron más que en ningún otro conflicto[4]. Por ello, quizá no deba sorprender que cuando gobernó el Perú el General Juan Velasco Alvarado (1968-1975) bajo una bandera anti-oligárquica y pro-campesina, la memoria de la Guerra del Pacífico pasara a un segundo plano, para priorizar hechos del pasado con mayor contenido social y "anti-imperialista" como la rebelión de Túpac Amaru II ocurrida en el Cuzco entre 1780 y 1781, la más devastadora que afrontó el gobierno español en América antes de las guerras de independencia. Velasco convirtió a Túpac Amaru en ícono oficial del gobierno militar, símbolo de la reforma agraria, el "anti-imperialismo", y la lucha anticolonial. El rebelde cuzqueño adquirió, bajo los militares, una prominencia que hasta entonces nunca había tenido desde el Estado, y que nunca volvió a adquirir de allí en adelante.

Debido a su contenido violento, su composición mayoritariamente indígena y su mensaje antiespañol, la rebelión de Túpac Amaru suscitó

3/ Manuel Pardo, fundador del Partido Civil, llegó al poder en 1872, convirtiéndose en el primer presidente civil del Perú. Existe una abundante literatura sobre Pardo y el civilismo, empezando por los trabajos de Carmen Mc Evoy (2007); (1997); (2004). Para una visión del civilismo que difiere de la de Mc Evoy, véase el sólido estudio de Mücke (2004), traducido del alemán por Katya Andrusz. Ver también Monsalve, (2005).

4/ Méndez G. (2000).

incomodidad entre las clases altas y particularmente entre las élites criollas de Lima, una incomodidad que llevó a silenciar su recuerdo por décadas[5]. No deja de ser significativo que las únicas historias de síntesis decimonónicas que dedican al menos un capítulo a la Gran Rebelión —como se la llamó en su tiempo— fueran escritas por historiadores extranjeros, o militares. Asimismo, los esfuerzos tempranos más significativos por documentar la rebelión y asociarla a la narrativa de la independencia peruana se realizaron fuera de Lima[6]. Dados estos antecedentes, la adopción oficial de Túpac Amaru como símbolo nacionalista en la era de Velasco puede considerarse subversiva, aun cuando fuera oficial. Pero silencio no equivale a olvido. Silenciar no es un acto pasivo, como dijera Michel-Rolph Trouillot; es un proceso activo: "uno se involucra en la práctica de silenciar[7]". Al final, lo que se silencia no desaparece; se hace presente precisamente en la medida en que exige ser silenciado. Túpac Amaru se hizo presente, así, sin ser enunciado,

---

5/ Si bien desde los comienzos de la republica algunos liberales e intelectuales que escribían fuera de Lima como Benito Laso, José Domingo Choquehuana, y José Palacios, buscaron elevar a Tupac Amaru al estatus de precursor, o iniciador, de la independencia, estas iniciativas no fueron acogidas por el Estado peruano sino hasta el siglo XX. La idea oficial, hegemónica, de la independencia es que se trató de un movimiento liderado por los criollos, que vino desde fuera y cuyo héroe supremo es el General San Martín. En las primeras décadas del siglo XX, con el indigenismo, la imagen de Tupac Amaru adquiere nueva resonancia. Pero los indigenistas se cuidaron de establecer una diferenciación entre "las masas indígenas inconscientes" y su líder, como fue la percepción de Uriel García. En las décadas de 1940 y 1950 los trabajos de Boleslao Lewin y Carlos Daniel Valcárcel —significativamente, un cuzqueño y un polaco radicado en Argentina, contribuyeron a consagrar la imagen del cacique cuzqueño como "precursor de la independencia", allanando el camino para su apropiación por Velasco, no sin antes haber depurado la rebelión de sus expresiones más violentas, como sugiere David Cahill. Este autor sostiene que "indigenistas y velasquistas" han dulcificado la imagen del Inca. Ver Cahill (1999).

6/ Entre los extranjeros está el inglés Clements Markham y el español Sebastián Lorente, y entre los militares el Coronel Manuel Odriozola y el General Manuel Mendiburu, para referirnos sólo al siglo XIX. Mendiburu (1890) le dedica un largo artículo a Túpac Amaru en su *Diccionario Historio-biográfico del Perú*, basándose en el recuento que de él hiciera Clements Markham, en Markham (1892). Markham fue probablemente el intelectual foráneo que más impacto ha tenido en los textos escolares del siglo XX y también el que más contribuyó a idealizar Túpac Amaru, presentando una imagen bucólica del héroe y subestimando la violencia del levantamiento. Lorente, en cambio, sí enfatiza la violencia pero minimiza carácter desafiante de la rebelión. Véase Lorente (1871). En el Cuzco sin embargo, existe una larga historia de reivindicación del personaje, que lo asocia a la independencia de España. He tratado estos puntos en Méndez G. (2008).

7/ "One engages in the practice of silencing", Trouillot (1995), p. 48.

en las suspicacias de las élites criollas en torno a la amenaza de una sublevación indígena. Estas suspicacias se han reavivado en tiempos más recientes debido a la asociación que suele hacerse entre la imagen de Túpac Amaru y el hoy anatematizado gobierno de Velasco, y más recientemente, el MRTA, o Movimiento Revolucionario Túpac Amaru, un grupo armado insurgente nacido en la década de 1980. En 2010 se llegó al extremo de arrestar a un joven en el distrito de Miraflores, en Lima, por "sospecha de terrorismo", por el simple hecho de colocar en el balcón de su apartamento una bandera peruana con el rostro de Túpac Amaru, con motivo de la celebración de la Independencia. La imagen del rostro era creación de un conocido artista plástico[8].

En la medida en que la memoria de la Rebelión de Túpac Amaru ha provocado históricamente pasiones, lealtades y controversias que sacan a relucir tensiones regionales y "étnicas", ella pareciera jugar en el Perú un rol análogo al que han jugado las guerras civiles decimonónicas en otros países del continente. Si bien dichas tensiones no se han expresado, hasta antes de Velasco, como ideologías o movimientos políticos, permaneciendo en ámbitos locales, o reproduciéndose en el lenguaje velado de los silencios, este hecho no les resta importancia. Más bien, exige una mayor sutileza para identificar sus trazos en el tiempo y su efecto en el presente. Opacadas, así, por las incómodas memorias de una sublevación indígena de fines del siglo XVIII, por un lado, y por una devastadora invasión externa hacia fines del XIX, por el otro, las guerras civiles del siglo XIX en el Perú parecieran un objeto de estudio irrelevante. Pero no lo son. Su estudio adquiere hoy especial relevancia a la luz del conflicto armado desatado por Sendero Luminoso entre 1980 y 1999 contra el Estado y la sociedad peruana. Esta insurgencia, que provocó posiblemente la guerra más devastadora de la historia republicana, exige replantear el pasado planteándole preguntas que antes hubieran resultado inimaginables. Este ensayo constituye un paso en esa dirección.

La sierra como centro

Con más de 69 000 muertos, la mayor parte de ellos campesinos quechua-hablantes de la sierra sur-central del país, la guerra desatada

8/ Véase el artículo "Policía descolgó de edificio supuesta bandera terrorista que en realidad era obra de arte", en *El Comercio*, 20 de Julio, 2012, edición virtual: http://elcomercio.pe/lima/611284/noticia-policia-descolgo-supuesta-bandera-terrorista-que-realidad-era-obra-arte.

por Sendero Luminoso exhibe sugerentes paralelos con las guerras civiles peruanas del siglo XIX en al menos un aspecto crucial: la alianza que tuvo lugar entre el campesinado y el ejército para derrotar a la insurgencia. Esta alianza, demandada por los campesinos y fomentada (algo tardíamente) por el Estado, fue extraordinaria porque rompió con el monopolio de la violencia legítima que habían ejercido las fuerzas armadas a lo largo del siglo XX, llevando al país a un estado de guerra civil similar al que había experimentado durante el siglo XIX. En aquel entonces, los jefes político militares o caudillos compensaban la insuficiencia del ejército de línea —es decir, el ejército regular— alentando la movilización de poblaciones, principalmente rurales, para formar ejércitos irregulares llamados guerrillas, partidas y montoneras. También se valían de los ya existentes grupos armados para combatir insurgencias y ejercer control social, vale decir, asumir las tareas represivas del Estado[9]. De manera análoga, en la década de 1990, el Estado se apoyó en campesinos armados —los llamados *ronderos*— para derrotar a Sendero.

Esta situación cambiaría con la profesionalización y centralización del ejército que se inició con la administración de Nicolás de Piérola (1895-1899). Con ayuda de una misión militar francesa, Piérola impulsó la profesionalización de las fuerzas armadas, lo que supuso la creación de las escuelas militares que hoy tenemos, y el establecimiento del servicio militar. De allí saldría una plana de oficiales y soldados a tiempo completo, que con el correr del siglo XX vendrían a establecerse en espacios segregados de los civiles, fomentando una "mentalidad militar", como no había existido en el siglo XIX. La monopolización de la violencia estatal por esta fuerza armada profesionalizada trajo como consecuencia la desmovilización de las guerrillas, signando el fin de la era de las guerras civiles. Con ello, las sierras rurales dejarían de ser el teatro definitorio de las contiendas políticas nacionales, un lugar que habían ostentado desde las guerras de independencia. La ironía de este proceso es que el presidente que promovió la profesionalización de las Fuerzas Armadas y la desmovilización de las guerrillas y montoneras, Nicolás de Piérola, llegó al poder impulsado por un movimiento montonero masivo.

El mundo que se formó en la sierra en los años que siguieron a la administración de Piérola, es decir, las primeras décadas del siglo XX, es de alguna manera más fácil de aprehender que aquel que dejó atrás,

9/ Ver Méndez (2004 y (2005), introducción, capítulo 7 y epílogo.

porque nos es más familiar. Las nuevas instituciones y escuelas militares se convirtieron en espacios desde los cuales los militares empezarían a forjar una identidad separada de los civiles y del mundo rural, de los cuales antes dependían estrechamente. Nacía una "mentalidad militar". Con ella, los oficiales empezaron a percibir a los campesinos como personas a las que era necesario civilizar e "integrar" a la nación, ya no mediante la guerrilla, o el pago del tributo indígena, sino a través del servicio militar y de las escuelas que llegaban junto con las carreteras y la modernidad. De este modo, en el transcurso del siglo XX, un Estado más centralizado, en comando efectivo del monopolio de la fuerza, habría de relegar a cualquier guerrilla o montonera que pudiera emerger al reino de la ilegitimidad. Esto sucedió hasta que la insurgencia de Sendero Luminoso revirtió al país a una situación de guerra civil similar a la del siglo XIX[10].

Si bien en el transcurso del siglo XX el Estado tuvo que enfrentar otras rebeliones internas de importancia,[11] ninguna tuvo en jaque al Estado por un tiempo tan prolongado ni se expandió por el territorio nacional como la insurgencia de Sendero Luminoso. Este ataque exigió una respuesta también nacional de parte de las fuerzas armadas, de manera análoga a lo que había ocurrido durante las guerras civiles en el siglo XIX. En la medida en que en aquella centuria la sierra rural andina fue el principal teatro de la guerra, y centro definitorio de las contiendas políticas por el control del Estado, es también el escenario principal de nuestro estudio.

Enfatizo este aspecto porque en el imaginario capitalino la sierra peruana tiende a ser vista como un lugar inmemorialmente postergado y marginal al devenir histórico nacional. Esta imagen es producto de desbalances de poder más recientes y no puede proyectarse a los siglos precedentes. Estudiar las guerras civiles supone, en este sentido, restituir en la historiografía el papel que la sierra tuvo en la historia como centro definitorio de los procesos políticos nacionales[12].

10/ Para más detalles sobre este proceso véase Méndez G. (2009), o una versión anterior de este ensayo, (2006). En el mismo número véase Lourdes Hurtado (2006).

11/ Por ejemplo, la insurrección aprista de Trujillo en 1932, que fue un hecho puntual y más bien circunscrito a focos urbanos. Para el análisis más reciente y pormenorizado de estos episodios, véase Giesecke (2010).

12/ Recientemente, José Matos Mar ha reactualizado el viejo estereotipo según el cual la sierra fue un lugar "inmemorialmente postergado". Véase "Del desborde

¿Quién es el Estado?

En otras oportunidades hemos observado cómo la fragilidad institucional del Estado y el ejército en las décadas posteriores a la independencia promovió la formación de ejércitos irregulares (guerrillas y montoneras), lo que implicaba la movilización de campesinos de comunidades, trabajadores de hacienda, pequeños hacendados, arrieros y bandidos. Estos sectores, a su vez —y por lo que hemos podido probar los campesinos en particular— utilizaron su participación en las guerras civiles para reclamar ciudadanía y compensaciones por haber actuado "en defensa del Estado" y "de las leyes", "la nación" o la "patria" según el caso[13]. En esta oportunidad, quisiera ir un poco más lejos y sugerir que los campesinos no sólo defendían al Estado sino que se *constituían en Estado* al asumir el ejercicio de la violencia que les delegaban los jefes militares en nombre del Estado. Esta visión no es congruente con la idea convencional del Estado, es decir, la de una estructura "acabada" o una red estable de instituciones con fronteras claramente definidas y separadas de la sociedad civil. El Estado en el siglo XIX era frágil y sus fronteras porosas. Por tanto, es importante estudiar la forma cómo en esas fronteras se fue "constituyendo como resultado del ejercicio del poder"[14], a través de la guerra.

En este sentido, la definición del Estado de Max Weber, como la entidad que ejerce el monopolio de la violencia legítima en un determi-

---

popular al Perú moderno de hoy", *El Comercio*, Miércoles 28 de Julio del 2010, p. A8. Hemos cuestionado esa idea también en Méndez G. (2005 y 2011).

13/ Méndez G. (2001), existe edición en castellano (*El Poder del Nombre*, Lima, IEP 2002; 2005; 1997; 2004). No obstante la abundante evidencia en contra, la idea de que los campesinos no participaron en la política nacional sino hasta la guerra con Chile sigue estando tan acendrada que historiadores usualmente citados por sus contribuciones al estudio de la relación entre campesinado y nación la han seguido manteniendo hasta muy recientemente. Por ejemplo, Mallon (2002), p. 24; Walker (1999), Gootenberg (1991). Para una crítica más detallada a estos enfoques véase nuestras publicaciones citados al comienzo de esta nota; especialmente Méndez (2004 y 2005). Ver también (2009 y 2006).

14/ Barragán y Wanderley (2009), p. 22. Su enfoque se inspira parcialmente en una corriente antropológica que ha acuñado el término "etnografía del estado" para referirse a formas cotidianas en que se expresa o se va constituyendo el poder del estatal. Para una discusión de esta literatura en inglés véase Sharma and Gupta (2007); Poole, Joseph y Nugent (1994). Ninguno de estos enfoques —donde el termino "cultura" está muy presente—, sin embargo, presta mucha atención al tema de la guerra en la formación del Estado.,

nado territorio[15] resulta central para nuestro análisis. Pues si bien ninguna de las facciones políticas que pugnaban por el monopolio del fuerza en el siglo XIX pudo poseerlo por un tiempo muy prolongado, ese era precisamente su propósito. Buscaban afirmarse como Estado legítimo en cada guerra, como es evidente en el lenguaje de sus documentos[16]. Afirmar que campesinos quechua-hablantes, en su mayoría iletrados asumieron funciones del Estado puede ser una aserción audaz, dada la estigmatización de que son objeto estos grupos. Pero el fenómeno no es exclusivo del Perú. En Paraguay, el presidente Gaspar Rodríguez de Francia (1816-1840) convirtió a un grupo indígena ribereño tradicionalmente rebelde, los Evueví (conocidos como los Payaguá) en policías fluviales[17]. En Colombia, los grupos Nasa (también llamados Páez) tuvieron una participación militar destacada en las guerras civiles decimonónicas, donde formaron batallones autónomos llegando a producir héroes nacionales y contribuyendo con el ejército en marcha de diversas formas[18].

La documentación contemporánea, por otro lado, revela hasta qué punto los jefes militares del siglo XIX eran conscientes de su dependencia de las poblaciones campesinas andinas con frecuencia llamados "indios": "sin ellos todos nuestros esfuerzos son en vano", decía un oficial[19]. Es decir, sin los campesinos, los oficiales no podían ejercer su propia autoridad como agentes de un Estado en germen. A su turno, testimonios de los propios campesinos dan cuenta de su consciencia de estar ejerciendo autoridad estatal, no obstante la precariedad de sus circunstancias. Por ejemplo, después de la guerra civil de 1833-1834, los pobladores de San Miguel y Chilcas en Ayacucho reclamaban que se les reconozca su contribución a derrotar la rebelión contra la república protagonizada por las comunidades llamadas *iquichanas* en años anteriores, pues se trataba de una hazaña que ni las "tropas veteranas" habían podido lograr, que lo hicieron con recursos propios: "Y nosotros […] que hizimos [*sic*] más de lo que debíamos, es preciso decir militar a nuestra costa, y que habiendo quitado esta piedra [los rebeldes] del escandalo de la nacion [*sic*], *hemos reducido al orden y a sus deberes*

15/ Weber (1978), capítulo "Political Communities", pp. 901-940.

16/ O, como lo ha sugerido Cristóbal Aljovín, las revoluciones se hacían en nombre de las leyes y la constitución, Aljovín (2000).

17/ Harder Horst (2007), p. 9.

18/ Véase Rappaport (1998), pp. 95-99.

19/ Citado en Dúnbar Temple (1971), I, p. XXIX.

á los rebeldes…"[20] Casi dos siglos después, los *ronderos* ayacuchanos vendrían a hacer eco de esas palabras. Como refirió hace poco el alcalde de Chungui, otro pueblo de Ayacucho: "Sendero ha entrado otra vez a Chungui desde Marzo del 2009. Entonces, con los ronderos nos organizamos. Como policía nacional, como ejército estamos actuando"[21].

Guerra y formación del Estado

Desde hace algunos años existe un renovado interés académico por estudiar las guerras, el nacionalismo y la formación del Estado. Sin embargo, pocos investigadores en América Latina se han aventurado a explorar la célebre tesis de Charles Tilly, que afirma la existencia de una interrelación ente guerra y formación del Estado[22]. El estudio más ambicioso al respecto, escrito por el sociólogo Miguel Ángel Centeno, concluye que este esquema no se aplica a América Latina. Es más, de acuerdo a Centeno, "después de las guerras de la independencia el conflicto militar desaparece como fuente de legitimación del estado"[23]. No obstante, un análisis de la lógica política del siglo XIX en Hispanoamérica sugiere precisamente lo contrario. Tras la independencia la guerra fue, en la práctica, no sólo el método más común para tomar el Estado sino una forma legítima de hacer política. Más aún, este factor resulta clave para diferenciar las concepciones políticas del siglo XIX republicano de aquellas vigentes en la era colonial, cuando tomar el Estado mediante una guerra o revolución no estaba en el horizonte de lo posible[24].

Pero también diferenció al Perú republicano decimonónico del Perú republicano en el siglo XX, porque sería en el transcurso de esta

---

20/ Archivo General de la Nación, Lima (AGN), PL 11-96, 1831, f. 4r/v.

21/ Palabras del alcalde de Chungui en la presentación de la segunda edición del libro de Jiménez (2009), presentación realizada en Lima, el 21 de Agosto de 2009. Existe una amplia literatura sobre las rondas en este sentido. Ver por ejemplo Pino (1992 y 1966). Ver también el *Informe de la Comisión de la Verdad y Reconciliación del Perú* (2003).

22/ Tilly (1985). Para Europa, Bruce Porter, discípulo de Samuel Huntington, ha llamado la atención también sobe la relación entre guerra interna in formación del Estado teniendo en cuenta el contexto Europeo y estadounidense: Porter (1994). Para el Perú el único trabajo que conocemos sobre el tema se enfoca en el periodo posterior a la guerra con Chile: Gonzales (2006).

23/ Centeno (2002), p. 191. Para un trabajo un poco más afín a mis propuestas, desde la ciencia política, véase López Alves (2000).

24/ Méndez (2005), epílogo, p. 237.

centuria que un ejército profesional centralizado, ahora en comando del monopolio de la fuerza, iría relegando a cualquier guerrilla o montonera al reino de la ilegitimidad, hasta que la guerra de Sendero revirtió al país a una situación de guerra civil análoga a la del siglo XIX, como ya hemos mencionado. Asimismo, a diferencia de las guerras más modernas, que son libradas por los "especialistas en la guerra", las del siglo XIX exigían el concurso organizado de la población civil, ya que, como referíamos antes, el ejército de línea, es decir el ejército regular, era insuficiente para llevarlas a cabo por su solas fuerzas. Con este universo de comunidades rurales interactuaron los oficiales del ejército, y de él dependían para hacer la guerra desde los niveles más básicos hasta los más estratégicos.

Primera Hipótesis: Guerra y Gobierno

> […] cada día van entrando en ellos [los pueblos de mi jurisdicción] con el maior descaro imponiendo Leyes de Gobierno y nombrando Alcaldes de la Patria.
>
> José de Yrioyen y Centeno, Cuzco, 1820[25].

> Que el Estado Mayor mande comisiones de jefes a vanguardia, es decir, a los pueblos para arreglar su administración y facilitar recursos al ejército.
>
> De Domingo Nieto al General José María Plaza, Huanta, 18 de Agosto, 1842[26].

El Archivo Histórico Militar del Perú guarda un registro documental aún no suficientemente ponderado por los historiadores, consistente en cartas y documentos de guerra intercambiados entre oficiales, ministros y jefes militares regionales, así como entre éstos y las

---

25/ De José de Yrigoyen y Zenteno al "Señor Governador Yntendende y Comandante Militar D. Gabriel de Herboso", Nazca, 10 de julio de 1821, f. 2r. En Archivo Regional del Cuzco (ARC), Intendencia, Gobierno virreinal, leg. 159, cuaderno sin numerar, 1820. "Documentos y comprobantes de la cuenta que presenta D. José de Yrigoyen y Zenteno, por la cobranza de única contribución, en el tiempo que ha corrido a su cargo en el partido de San Juan de Lucanas", 76 ff. Por "ellos" Yrigoyen alude a los cangallinos (gente de Cangallo, hoy departamento de Ayacucho). Agradezco a José Luis Igue por proporcionarme una copia de este documento.

26/ McEvoy y Rénique (2010), p. 651.

autoridades locales civiles tales como gobernadores, tenientes alcaldes y alcaldes hasta de los más remotos pueblos. Nuestro análisis, en lo que sigue, se desprende de una mirada preliminar e "impresionista" a estos documentos. Nos concentramos principalmente en aquellos producidos en la sierra central peruana durante la campaña militar dirigida por el General José de San Martín entre 1821 y 1823, ya que las guerras de independencia sentaron un patrón de lucha que se replicaría en las guerras civiles subsiguientes: la guerra de guerrillas, inspirada en la guerra librada en España contra la invasión napoleónica[27].

De acuerdo a este sistema, el ejército de línea promovía el establecimiento de guerrillas, o "partidas" entre la población civil, principalmente en las zonas rurales (mientras en las zonas urbanas se constituían los llamados "cuerpos cívicos"). Estos grupos armados debían apoyar al ejército de línea en una infinidad de formas: desde logística y avituallamiento hasta la obstrucción de caminos para repeler los avances de las tropas enemigas, impedir que el ejército oponente accediera a recursos, y la lucha propiamente dicha. Por ello, a la guerra de guerrillas, o "partidas", se llamaba también "guerra de recursos" Esta fue la estrategia preferida por el ejército de San Martín. La idea era aprovechar las ventajas del terreno y de la "opinión de sus habitantes" evitando enfrentamientos frontales con un ejército al que se presumía de un mayor poderío bélico. Como escribió San Martín a Francisco de Paula Otero:

> […] por pretexto alguno comprometa una acción formal con los enemigos, y solo debe Vuestra Señoría ceñirse á una *guerra de recursos*, tanto mas ventajosa en un Pais donde se tiene la opinión de sus habitantes, que sabiendolos dirigir con actividad, y juicio, es imposible que el Ejército mas numeroso y aguerrido pueda asistir a ella: partidas cortas, la que mas de cien hombres mandadas por patriotas de alguna inteligencia y con conocimientos del terreno donde hacen la guerra: ostilizando el enemigo con preferencia por sus costados y

27/ Archivo General Militar de Segovia (Segunda Sección 10ª división, Cuerpos en General, guerrillas) legajo 154, 6ff. "Reglamento para la organización de Partidas de guerrillas," Sevilla, 28 de Diciembre, 1808, Agradezco a Carla Granados por proporcionarme una copia del este documento. En América se re imprimieron varios reglamentos y manuales de guerrilla originalmente publicados en España; especialmente popular fue la *Instrucción de Guerrillas por el Sr. Felipe San Juan, compuesta y aumentada por Alonso Balderrábano*, cuya tercera edición se publica en Lima, en 1822, por la imprenta del Río. De acuerdo a Ella Dúnbar este libro fue también publicado en Huancayo en 1824. Existen incluso ediciones posteriores. Véase Dúnbar Temple (1971), tomo V, volumen I. Para otros ejemplos ver Seraylan Leiva (1989); Vergara Arias (1973).

> retaguardia, deben hacerlo sucumbir en el termino/de dos meses: esta especie de guerra se la recomiendo á Vuestra Señoría con el mayor encarecimiento[28].

La correspondencia entre los generales Andrés de Santa Cruz y Domingo Nieto en las décadas de 1830 y 1840 confirma la continuidad de este tipo de estrategia en las primeras décadas republicanas. El 8 de Junio de1837, por ejemplo, Santa Cruz instruía a Nieto para que "se prepare a defender el departamento de su mando haciendo la *guerra de partida y recursos* a ejemplo de lo que hicieron los españoles y rusos a los franceses[29]".

Las guerrillas eran entrenadas por oficiales del ejército pero eran comandadas, en las bases, por autoridades locales, que se constituían en el nexo crucial con los altos jefes militares, y que a menudo recibían responsabilidades como "comandantes de guerrillas". En la sierra central, las autoridades locales eran los alcaldes, tenientes alcaldes y gobernadores de los pueblos, dada la preponderancia de la organización comunal en la zona, mientras en otros lugares de menor tradición comunal, la intermediación de hacendados y "notables" era clave[30]. En las campañas de la sierra central, los más altos jefes militares, tales como San Martín, Álvarez de Arenales y Francisco de Paula Otero, fueron conscientes de asignar la organización de guerrillas a los oficiales que conocieran el área y a la gente. Sus misivas están llenas de admoniciones para salvaguardar la reputación de sus ejércitos ante las

---

28/ De José de San Martín al "Señor Governador Intendente de la Provincia de Tarma Don Francisco de Paula Otero", Cuartel General en Retes. Enero 4 de 1821. En Dúnbar, CDIP), tomo V, volumen I, pp. 186-187. Énfasis añadido.

29/ Santa Cruz agregaba, algo sarcásticamente: "…aunque no cabe comparación alguna entre los elementos respectivos". De Andrés de Santa Cruz a Domingo Nieto, 8 de Junio, 1837. En McEvoy y Rénique (2010), I, p. 547. Énfasis añadido. Esta y la cita anterior confirman la preponderancia de las guerrillas en las guerras civiles de las primeras décadas republicanas, que habíamos podido constatar, mediante otras fuentes, en nuestros trabajos ya citados sobre la provincia de Huanta.

30/ En otras zonas como en la costa de Lima se trató de incorporar a la lucha guerrillera a grupos previamente armados como bandoleros, quizá inspirándose en las disposiciones del estado español dictadas tan temprano como en 1808 para formar guerrillas que repelieran la invasión napoleónica dando incentivos a los contrabandistas y otros personajes fuera de la ley. Ver el ya citado "Reglamento" de 1808, Archivo Militar de Segovia. Las fuentes también mencionan partidas formadas por hacendados. Sobre la politización de los bandidos en este periodo inicial de la república véase también el aporte pionero de Walker (1990).

poblaciones, pues sabían que la guerra no se ganaría "contra la opinión de los pueblos". Por ejemplo, en Julio 1822, Francisco de Paula Otero, en sus instrucciones al capitán José Urbiola para la organización de la partida de Chacapalpa y Huari, le indicaba: "la sagacidad y buen trato con los paisanos debe ser [tal] que le haga distinguir para que la partida tome buen nombre"[31]. Poco antes, San Martín encargaba a Toribio Dábalos el mando militar de la provincia de Canta "a razón de su buena comportación [*sic*] y trato amable que tiene con esos naturales"[32]. Esta preocupación de los oficiales con respecto a al buen trato de los "naturales" no se fundaba sólo en principios abstractos sino en necesidades prácticas: su dependencia de comunidades organizadas.

La primera hipótesis que quisiera plantear, a partir de la documentación revisada, es que la guerra no hubiera sido posible sin gobierno; más específicamente, sin gobierno local. Aunque es común asociar a la guerra con el caos y la anarquía, los oficiales del ejército descansaron abrumadoramente en una población civil organizada. En caso contrario, ¿Cómo en la campaña de San Martín, oficiales que llegaban de lugares tan distantes como Jujuy o Tucumán podrían movilizar a los peruanos para la lucha? Aún Lima podía permanecer en desgobierno y confusión, pero el éxito de las campañas de la independencia dependía de la capacidad del ejército de apoyarse en gobiernos locales. Las autoridades locales, además de cumplir un rol central en la formación de guerrillas, era un nexo esencial en la logística del ejército y su avituallamiento. Soldados que llegaban a acampar, de lugares lejanos, por cientos y a veces miles, necesitaban lugares para dormir, provisiones y comida; sus caballos querían agua y forraje. Si no hubiera sido por una población organizada, ello no podría haberse obtenido. Estos patrones se replicarían después de la independencia.

31/ Carampona, el 29 de Julio 1822, Francisco de Paula al capitán don José Urbiola en Dúnbar (ed.), CDIP, tomo V, vol. 2, p. 343-344. Más tarde, el mismo Coronel Otero, "Comandante General de la Sierra" y ahora "Presidente del Departamento e Tarma", instruye al "Sargento Mayor Don José Fernández Prada, Comandante de las Montañas" que "bajo la mas estrecha responsabilidad, encargará á los oficiales que mande de Partida el que no tomen ganado ninguno/ de los Peruanos, ó vecinos de la Provincia, que lo tengan en las inmediaciones de los campos del enemigo […]." Carampoma, 4 de diciembre de 1822, en Dunbar (1971), tomo V, Volumen 3, p. 184-185.

32/ De José de San Martín al Comandante Militar de la provincia de Canta, Don Toribio Dabalos [*sic*], en Lima, Octubre 25 de 1821, en Dúnbar (1971), tomo V, vol. I, p. 419. En el mismo documento San Martín le indicaba: "espero que continuarán del mismo modo en lo suxesivo (*sic*), pues todos estos infelices son dignos de toda consideración por su patriotismo y constancia en la libertad del país."

Por ejemplo, en algunas zonas como la provincia de Huanta, las guerras civiles fueron financiadas por el producto de los diezmos, que también requerían un despliegue organizativo y autoridades encargadas de su recolección. En el ámbito judicial, los caudillos nacionales legitimaron prácticas locales de administración de justicia y poderes que hasta hacía poco habían sido vistos como subversivos, en sus intentos de ganarse a la población campesina y a sus líderes[33].

En otras palabras, las guerras del siglo XIX requerían poblaciones organizadas. No hubieran podido pelearse en un desierto, como pueden hacerlo las guerras modernas. Los soldados de las guerras más recientes pueden descansar en su propia infraestructura y en comida empacada que les es arrojada desde un helicóptero. En cambio, en el siglo XIX (y en alguna medida hasta inicios del XX), la subsistencia de las tropas requería del abastecimiento de los pueblos. Como hemos visto, los oficiales mejor calificados eran conscientes de la necesidad de estar en buenos términos con las poblaciones. Asimismo, los militares escogían sus rutas y lugares para acampar teniendo en cuenta las necesidades de aprovisionamiento. San Martín por ejemplo, dio órdenes expresas para que los ejércitos acamparan en la sierra central, dados sus ricos recursos agrícolas y ganaderos[34], una estrategia que siguió usándose en años posteriores Alfalfa, agua, granos y ganado fueron algunos de los recursos más apreciados[35]. No es casual que la sierra sur-central se convirtiera en

---

33/ Véase Méndez (2005), capítulo 6. En los inicios de la república, la administración de justicia en vastas zonas de la provincia de Huanta estaba a cargo de magistrados/montoneros cuya autoridad fue legitimada por jefes de Estado como Orbegoso y Santa Cruz. Ver *ibid.*, capítulos 6, 7 y epilogo.

34/ Véase, por ejemplo "Instrucción de San Martín al General Álvarez de Arenales" (Pisco, 4 de Octubre, 1820) en Denegri Luna y Barra (1971), p. 357-358

35/ En 1842, en medio de otro conflicto civil, el General Domingo Nieto aconsejaba al José María Plaza que la caballería vaya a Acobamba por el camino de Huanta, que tenía pasto y "buena alfalfa", pero que la artillería e infantería debían ir por Huamanga para evitar una cuesta y por ser "abundante en granos". Domingo Nieto al "señor general José María Plaza", Huanta 18 de Agosto de 1842 en Mc Evoy y Rénique (2010), t. I, p 650. Seraylan Leiva refiere que en 1842, "por razones de austeridad… [entre otras] se suprimió a la tropa —excepto a la de Lima— el socorro diario con el que pagaba su alimentación". Por tanto, "cuando se movilizaba el ejército, eran los pueblos de tránsito los que proporcionaban los alimentos al ejército, pero sólo hasta finalizar la campaña". Seraylan Leiva (1989), p. 680. Este autor añade que sólo en 1869 se iría a incluir en el presupuesto nacional el costo de la alimentación del soldado. Sin embargo, durante la guerra con Chile, otro momento de intensa formación de guerrillas, la tropa volvería a depender de los pueblos para su subsistencia en campaña.

el teatro decisivo de las campañas de la independencia; esta región fue el granero de Lima y de los centros mineros que alimentaron la economía minera colonial. Tampoco es casual que estas mismas zonas hayan sido el último bastión de resistencia campesina a las tropas invasoras de Chile durante la Guerra del Pacífico, o que hayan sido especialmente codiciadas por Sendero Luminoso en tiempos más recientes.

La interacción entre oficiales del ejército y los pueblos campesinos durante las campañas de la independencia y subsiguientes guerras civiles tuvo que haber afectado la vida de estas comunidades de una manera que aún aguarda ser conocida por los historiadores. Historias de saqueos y abusos por parte de hombres armados abundan en toda narrativa de guerra, y las guerras civiles peruanas no son una excepción. Pero no todo lo que obtuvo el ejército lo obtuvo por la fuerza, y no era esa, en todo caso, la estrategia más buscada. San Martín, a su llegada al Perú, emitió cuidadosas instrucciones prohibiendo terminantemente a sus tropas los saqueos a las poblaciones, incluso a los españoles.[36] Quizá porque en una situación de lealtades volátiles, como lo fue el Perú de entonces, una población adversa era siempre una potencial aliada.

A veces los propios guerrilleros, oficiales subalternos, y alcaldes de los pueblos, eran quienes daban las pautas a los jefes militares de los pasos a seguir en la guerra. Por ejemplo, en octubre de 1821, "los oficiales de Guerrillas Alcaldes Mayores y de la Patria" de los pueblos Huayllay, Huaychao, Cochamarca, y Pari, se quejaban de las ordenes contradictorias que recibían de los comandos militares, con lo que se permitía que el enemigo ganara terreno. En un oficio dirigido al Comandante General de Guerrillas José Dávalos, decían:

> hasta el dia estamos sufriendo unas fatigas aun sin fruto y nada

36/ El Coronel Otero, "Comandante General de la Sierra" y "Presidente del Departamento de Tarma", instruía así al Sargento Mayor Don José Fernández Prada, "Comandante de las Montañas": "Aun en el caso de que los enemigos abandonen los Pueblos desde Jauja hasta la Concepción se abstendrá Usted de ocupar ninguno de ellos á menos de que el enemigo desocupe Huancayo, y se halle quando menos en Acostambo, procurando que cualesquiera Pueblo que ocupe Usted entonces con sus tropas, sehá (sic) tratado con la consideracion devida, y que no se saqueen ni las Casas de los Españoles**,** las que mandará Usted embargar bajo de un exacto Imbentario, quedando los muebles en la misma Casa al cargo de un Depositario honrado, pues lo hago á Usted responzable de cualesquiera exceso que se cometa". Carampoma, 4 de diciembre de 1822, en Dúnbar (1971), tomo V, vol. 3, p. 185 (énfasis añadido).

> equivalente al acierto por cuanto que los muchos Capitanes y Oficiales s nos aflijen con variaciones de ordenes, y diferentes, sin advertir que los enemigos se hallan/posesionados del cerro de Yauricocha en numero de mas de quatrocientos hombres y con datos de/permanecer en aquel punto por lo [sic] no siendonos posible desamparar el sitio de la Ventanilla que se considera ser el punto mas interesante y util, habiamos elegido para los quatro pueblos, recelando vengan los enemigos por esta parte: estando en este estado, somos llamados al de Ondores por los oficiales que se hallan en ese lado esta virtud la sabia direccion de V.S. determinará lo mejor y con acierto deliberará sobre esta solicitud, para con este cosuelo hacer *nuestras fatigas con la voluntad de que las practicamos en obsequio de la patria como debemos*, esperando así del/distinguido celo de V.S.[37]

Los firmantes solicitaban que les nombrara un capitán "a quien se reconozca para el mejor desempeño de nuestros servicios al Estado". La respuesta de Dávalos no tardó en llegar: "se les remitió capitán en 23 a satisfacción de esta comandancia y queden asegurados esos puntos[38]". La descripción detallada de la situación y estrategias propuestas por los firmantes demuestran que la contribución de las autoridades de los pueblos y oficiales de baja graduación no fue sólo física sino intelectual; es decir, estos no se limitaron a acatar órdenes sino que las sugirieron, y exigieron coherencia en el comando para evitar una acefalia que podía ser fatal. Los denunciantes no podían separar "la defensa de la patria" de la defensa de su propia integridad y la de sus pueblos. Es por ello, quizá, que su llamado de atención a los altos oficiales podía resultar tan efectivo. Es también significativo su uso del término "Estado", que sugiere la consciencia de estar luchando por una entidad que trascendía a sus pueblos y no simplemente por un caudillo. En el mismo tenor, cuando años después, en 1854, prendieron focos revolucionarios contra el gobierno de Echenique en muchas partes del Perú —en lo que luego se vino a llamar "la revolución de Castilla"— el ministro de Guerra y Marina en muchos casos se limitó a rubricar disposiciones tomadas por los gobernadores de distritos, subprefectos de las provincias, y en algunos casos oficiales subalternos, como revela la correspondencia enviada

---

37/ El documento fue rubricado por el "Mayor Justo Medrano, Teniente Cayetano Mendizabal, el Sargento Primero Juián Guillén, el Sargento Primero Pablo Berastegui. Por los alcaldes de la patria y Comandante Facundo Anaya" en Huayllay, el 21 de Octubre 1821", en Dúnbar (1971), tomo V, vol. I, *La Acción Patriótica*, p. 409-410. Enfasis añadido.

38/ *Ibid*.

por el Prefecto del Departamento de Ancash al Ministerio de Guerra y Marina[39].

Cuanto más organizados estaban los pueblos, tanto más factible que su voz tuviera un efecto en los mandos supremos. Así sucedió con los habitantes de la "reducción de Huaycán", quienes en noviembre de 1822, a través de su alcalde "suplicar[on] […] a la Suprema Junta Gubernativa […] se les exima de la pension de concurrir á esta capital [Lima] á exercicios militares, proponiendo que mas bien costearán un sargento que vaya a disciplinarlos". El petitorio, que fue remitido por la Secretaría del Congreso del Perú al Secretario del Despacho en el Departamento de Guerra, tuvo una respuesta rápida y afirmativa: "Que se dará puntual cumplimiento y buelva [*sic*] al despacho el oficio y las representaciones[40]".

Por otro lado, el naciente Estado carecía de capacidad coercitiva y dependía de pobladores con destrezas y recursos específicos. Por ejemplo, en la guerra civil de 1834, generales criollos y aristócratas, héroes de la independencia, e incluso un presidente del país, llegaron a implorar a campesinos quechua-hablantes e iletrados —de quienes hace poco se habían mofado como "indios traidores realistas", "borrachos" y "salvajes"—, para que se sumaran al bando liberal en defensa del gobierno del General Luis José de Orbegoso, y contra el golpe de Estado de Pablo Bermúdez y Agustín Gamarra[41]. El propio Gamarra, conocido por su autoritarismo y despotismo, se vio obligado a abolir, a fines de la década de 1830, las requisas obligatorias de caballos y mulas para el ejército, porque daban muy malos resultados, auspiciando, en su lugar, la crianza de ganado caballar y mular[42]. Ya durante las campañas de la independencia, el Ejército Unido Libertador había dado disposiciones para que la entrega de caballos a la que estaban obligados los alcaldes

---

39/ CEHMP-AHM. Correspondencia del Prefecto y Comandante General del Departamento de Ancash, Vicente Morote, al Ministerio de Guerra y Marina, legajo 20 letra M, 1854.

40/ CEHMP-AHM, legajo 34 - Letra S, documento 17, 11 de Noviembre de 1822. Comunicaciones enviadas por José Sánchez Carrión y F. J. Mariátegui Diputados Secretarios del Congreso del Perú al Ministro de Guerra y Marina, 1822.

41/ Méndez G. (2001, 2004 y 2005), especialmente capítulo 7.

42/ Seraylan Leiva (1989), p. 676. En la misma página, refiere este autor que Gamarra "dictó medidas para incentivar el cultivo de forrajes, en ciertos caso anticipándose a las campañas militares por realizar" Y continua: "los granos y forrajes para la alimentación de caballos y mulas fueron proporcionados por los pueblos, previo pago según la modalidad pactada (en potreros o en pesebres) […].".

de los pueblos por donde iba a pasar el ejército se realizara con relevos, "de puesto en puesto[,] para que no se perjudique a los vecinos de los pueblos[43]".

Por tanto, el argumento de que todo en la guerra se obtuvo por la fuerza es tan extremo como el que sostiene que los campesinos colaboraron con los militares por un "natural patriotismo". Ambos paradigmas han obstruido la comprensión del proceso por el cual las poblaciones pudieron otorgar legitimidad a la violencia, así como las razones pragmáticas que las llevaron a aliarse con uno y otro bando, sin desmedro del sentido político que otorgaran a sus actos. El argumento de que "sólo la Guerra con Chile y la crisis de la ocupación abriría la oportunidad para las montoneras indígenas y de los pueblos a participar en defender y redefinir la nación", esgrimido por la historiadora Florencia Mallon, debe pues ser revaluado a la luz de las evidencias[44].

El Khipu patriano

En el poco explorado territorio de la relación cotidiana que los jefes militares de uno y otro bando establecieron con los pobladores rurales durante las guerras de independencia, quisiéramos rescatar un notable hallazgo del antropólogo Frank Salomon. Se refiere a la cuestión del ganado, tan crucial en la guerra. En el pueblo de Rapaz, distrito de Oyón, en la sierra del departamento de Lima, Salomon identificó, entre otros khipus de antigua data aún usados por los pobladores, uno muy distintivo que llevaba colgados dos figurines. Uno de

---

43/ Del Ministro de Guerra y Marina, Bernardo Monteagudo al Teniente Don Baltazar Orrantia, 2 de Febrero de1822, CEHMP, AHM. Libro Copiador MGM 1821-1822, n°6, Documento 42, folio s/n.

44/ Mallon (2002), p. 24. Evidencia documental de que los campesinos peruanos se involucraron en las guerras de independencia con alineamientos políticos consistentes ha sido proporcionada con anterioridad por Serna Rivera (1958); Vergara Arias (1973); Beltrán Gallardo (1977); y Ella Dúnbar Temple en sus estudios preliminares a los volúmenes de la CDIP ya citados. Si bien estos trabajos proporcionan información muy valiosa y de primera mano, tienen la limitación de asumir que la opción por la independencia era tácita para las poblaciones y por tanto no la explican. Para estudios más reciente que sí plantean esta pregunta véase Igue (2008), y Escanilla Huerta (2012). Véase también nuestros trabajos ya citados sobre la provincia de Huanta y la participación del campesinado huantino en la guerra civil de 1834 y las guerras de la Confederación Peruano-boliviana (1835-1839).

ellos representaba lo que parecía ser un uniforme de gala usado por las tropas de San Martín y, luego, por los ejércitos colombianos en el Perú; y el otro un montonero con su poncho. Luego de descartar una variedad de interpretaciones y de cotejar evidencia de testimonios de los militares que sirvieron en la zona durante las campañas de 1821 a 1824 con pruebas de carbono catorce, Salomon concluye que el khipu fue manufacturado en un marco temporal que incluye aquellas campañas[45].

La evidencia documental que da cuenta de la adhesión de los pobladores del distrito de Oyón a los ejércitos de San Martín, primero, y Bolívar y Sucre, después, a los que contribuyeron con recursos y guerrillas a su paso por la zona, respalda su interpretación. Esta lealtad descansaba aparentemente, en parte, en la buena relación establecida por estos pueblos con Álvarez de Arenales, uno de los generales más prestigiosos de San Martín (que era, irónicamente, español) en un momento temprano de las campañas militares y en quien San Martín delegó el comando supremo de la sierra central desde 1820. Entre otras cosas Álvarez de Arenales estableció un hospital y confió a los pobladores "equipos pesados[46]". Salomon sugiere que el khipu de los figurines, que él ha bautizado como el "khipu patriano" (un derivado de patriotas, usado por los pobladores locales), estaría dando cuenta de una forma en que los pobladores de Oyón identificaban el ganado que era entregado a los ejércitos independentistas acantonados en la zona; primero a los ejércitos de San Martín, y luego a los de Bolívar.

Más fascinante aún, Salomon sugiere que el ganado que los pobladores de Oyón habrían retenido en sus quebradas en cantidades tan considerables como 10,000 cabezas provenía de otras comunidades y había sido salvaguardado o "escondido" en Oyón para evitar que sea tomado por los realistas. Confirmando el carácter crucial de la organización y gobierno local para efectos de la guerra, que hemos subrayado hasta aquí, Salomon afirma que:

> En tanto el khipu fue la forma rural característica de llevar la cuenta del ganado es posible que tanto aquellos que dieron ganado a los "patrianos" como quienes estaban encargados de cuidar el ganado "confiscado" guardaran khipus. Una falla en la contabilidad poría ser

45/ Salomon *et al.* (2011).

46/ "Because Alvarez de Arenales wanted his troops to move quickly with light provisions, he left behind in Oyón the army's hospital, commissary, heavy equipment, and accompanying family members. (1832:18). In this way Oyón became something of an *independentista* township", Salomon *et al.* (2011), p. 22.

> una mala situación ya que la muy real posibilidad de que los patriotas no pagaran por el ganado que consumían era una amenaza para todos los partidos. *Cuidar cantidades tan grandes de ganado involucraba el servicio de muchos pueblos y tendría que haber demandado una estricta coordinación entre las autoridades 'indias' y los oficiales patriotas*[47].

Otros testimonios dan cuenta de hasta 40,000 cabezas de ganado que debían ser administradas por los pueblos durante la guerra[48]. Dadas las condiciones extremas para la agricultura en los Andes, tales como una topografía accidentada, extremos climáticos, altitud, y erosión de los suelos, la riqueza agrícola aquí no se da fácilmente sino que depende de capacidad de la sociedad para organizarse colectivamente para el trabajo[49]. Por tanto, la importancia de una administración local para manejar y distribuir los recursos devenía especialmente crucial en tiempos de guerra, como la historia del khipu patriano lo demuestra elocuentemente.

Un Imaginario en Disputa Pero gobierno local y, más ampliamente, gobierno, no fueron sólo una necesidad de la guerra sino un imaginario en disputa; un imaginario que se fue definiendo precisamente en el fragor del conflicto. El lenguaje con el que los alcaldes de los pueblos se identificaban a sí mismos, o en que eran identificados, proporciona algunas pistas para entender los imaginarios en juego y revela también la importancia de estas autoridades en la guerra y sus fuentes de legitimidad.

En este punto nuestro análisis se distancia de Tilly para acercarse a Weber. Pues si bien ambos autores convergen en que el Estado es la entidad que monopoliza la violencia en un determinado territorio, para Weber esta monopolización debía ser "legítima", mientras que para

---

47/ *Ibid.*, p. 23. Enfasis añadido. Traduccción mía.

48/ Un parte sin fecha firmado por el realista Antonio Aliaga, señala: "El 30 de Agosto [de 1822] llegaron los enemigos que fueron al cerro trajeron como cuarentamil cabezas de ganado lanuda (*sic*)…" Este documento es parte de las comunicaciones que los patriotas requisaron a los realistas y fueron enviadas al Ministro de Guerra y Marina por Tadeo Telles, Sargento Mayor del Ejército, Gobernador Político y Militar de Yauyos el 12 de Agosto de1822 (CEHMP-AHM, leg. 35, letra T, documento 110, 1822). Este dato es corroborado por otro documento, que poco después Toribio Dábalos remite al al "Excelentisimo Señor General Don José de San Martín, Protector del Perú" desde Huamantanga, el 21 de Octubre de 1821): "He dispuesto en vista de la necesidad que hay para el Exército de carne salgan quatro mil cabesas de este ganado correspondiente al estado en un numero de cuarenta mil, que existen en estos sitios al cuidado de varios administradores". en Dúnbar (1971), tomo V, vol I, p. 411.

49/ Karen Spalding desarrolla el tema magistralmente en su clásico *Huarochiri: An Andean Society Ander Inka and Spanish Rule* (1984).

Tilly el asunto de la legitimidad resultaba irrelevante pues sólo podía provenir de grupos de la élite interesados en proteger sus intereses[50]. Además, mientras para Tilly la formación de los Estados europeos (en los que basaba sus teorías) estaba directamente relacionada con guerras ultramarinas de conquista cuyo objetivo era la expansión del capital mercantil (siglos XVII al XVIII), en nuestro caso se trata de analizar guerras internas en un momento de contracción de mercados y pérdida gradual de territorios. Por tanto, el factor económico no constituye una explicación suficiente para entender las guerras ni la interrelación entre guerra y formación del Estado. Si bien Weber también reconoció la centralidad de los intereses económicos (sobre todo mercantiles) en el proceso de formación del Estado[51], le interesaba ir más allá. Por un lado, subrayó cómo el Estado, al que también denominó la "comunidad política madura" debía legitimarse través de la legislación; por otro, se refirió a una forma de legitimidad menos racional: el vínculo emocional. "Lo que otorga a la comunidad política su *pathos* específico y sus fundamentos emocionales más duraderos" acotó Weber "es la expectativa de que los individuos estén dispuestos a morir por los intereses del grupo[52]". Con esta afirmación Weber pasaba conceptualmente del Estado a la nación, adelantándose al concepto de nación como "comunidad imaginada" formulado casi un siglo después por Benedict Anderson[53]. Son precisamente estas nociones —nación, patria, gobierno— las que van a definirse en el transcurso de las guerras de independencia y van a redefinirse en cada conflicto armado subsiguiente.

Los alcaldes que tomaron el bando independentista fueron llamados, y se llamaban a sí mismos, "alcaldes de la patria" mientras aquellos que apoyaban al rey eran los "alcaldes constitucionales[54]". Esto ocurría

---

50/ Siguiendo a Stinchcombe, Tilly afirmó que "la legitimidad […] depende poco de un principio abstracto o del consentimiento de los gobernados: la persona sobre la cual se ejerce el poder no es usualmente tan importante como los otros detentadores de poder". TILLY (1985), p. 172 (traducción mía), para un crítica de Tilly afín a la mía véase la introducción de GUARDINO (1996).

51/ WEBER, "Political Communities" (1978), pp. 901-40.

52/ Weber se refería al Estado como la "comunidad política madura". "The individual is expected ultimately to face death in the group interest. This gives the political community its particular pathos and raises its enduring emotional foundations." (1978), vol. 2 p. 903.

53/ ANDERSON (2006).

54/ CEHMP-AHM, legajo 35, 1822, letra T, Comunicaciones enviadas por Tadeo Telles, Sargento Mayor del Ejército, Gobernador Político y Militar de Yauyos al Ministro de Guerra y Marina (buscar fecha).

en 1822, es decir, dos años después del restablecimiento de la constitución liberal de 1812 —también conocida como la Constitución de Cádiz, o de la Monarquía Española— que había sido abrogada por Fernando Séptimo durante su retorno al trono español en 1814. Es muy probable que al llamar a los alcaldes que apoyaban a los españoles "alcaldes constitucionales" los oficiales realistas buscaran fundir sus fuentes de legitimidad con las de las poblaciones que se habían identificado con la Constitución y sobre todo con los decretos liberales dados por las Cortes de Cádiz entre 1811 y 1813. Dichos decretos, que abolían el tributo indígena, las mitas, los servicios personales y el trabajo impago de los indios se difundieron ampliamente en las colonias y fueron apropiados por los revolucionarios. Por ejemplo, la Junta Provisional de las Provincias Unidas del Río de la Plata publicó, en setiembre de 1811, un decreto en castellano y quechua aboliendo el tributo indígena, inspirado en el dado por las Cortes en febrero del mismo año[55].

Dos años después, la misma Junta publicó otro decreto ampliando aquél, con traducciones al quechua, aymara y guaraní, que replicaba varios decretos liberales de Cádiz, y —parafraseando un artículo de la Constitución de Cádiz— declaraba que "indios de todas las provincias unidas" debían ser tenidos por "hombres perfectamente libres, y en igualdad de derechos á todos los demás ciudadanos que las pueblan"[56]. Este decreto llevaba un paso más lejos el artículo de la Constitución de Cádiz que declaraba que todos los "hombres libres" nacidos en los territorios de la monarquía española se convertían en ciudadanos españoles. El tenor de los decretos y su traducción a lenguas nativas no deja duda que los revolucionarios porteños estaban decididos ganarse el apoyo de los llamados indios, tanto como los fidelistas y autoridades de la Corona, que también difundieron, con aparente éxito, proclamas en quechua anunciando la nueva legislación liberal. Por ejemplo, en marzo de 1814, el Obispo de Huamanga, José Vicente, reportaba que una proclama de la Constitución de Cádiz enviada por la Regencia a América se había traducido al "idioma índico" y que "los curas ya se los han leído a los indios en sus curatos"[57].

55/ El decreto está firmado en Buenos Aires el 1 de Setiembre de 1811. Véase Rivet y Créqui-Montfort (1951), p. 240-242.

56/ Citado en Rivet y Créqui-Montfort (1951), p. 245-246.

57/ Archivo General de Indias (AGI), Lima leg. 1577, Cartas del Obispo de Huamanga. De José Vicente, Obispo Electo de Huamanga, al Señor José de Li-

Hoy se sabe con certeza que los decretos liberales de las Cortes y la Constitución de 1812 tuvieron un impacto entre las poblaciones llamadas indígenas[58]. Cuando en 1820 se restableció la Constitución de Cádiz, el liberalismo gaditano volvía a ser oficial y los discursos en él inspirados cobraban nueva legitimidad política en ambos hemisferios. Es a esta legitimidad que los oficiales realistas buscaban aparentemente apelar, en su lucha contra los independentistas, que también habían hecho suyo el lenguaje del liberalismo constitucional.

De esta manera, realistas y revolucionarios buscaron legitimarse ante los pueblos apelando a un mismo lenguaje político durante varios momentos de las guerras de la independencia y, más explícitamente, en los periodos de vigencia de la legislación liberal (1810-1814 y 1820-1823). Con la salvedad de que "patria", hacia 1820, ya había adquirido una connotación fuertemente separatista y, por ende, su propia legitimidad. Ello explicaría que el término "alcaldes constitucionales" fuera adoptado más bien por los pueblos quechua-hablantes que apoyaban a los españoles, quizá los más necesitados de legitimarse políticamente a esas alturas del conflicto. Nótese, por ejemplo, los trazos de fonética quechua en una carta firmada por Santiago Muneves [Munívez], quien se identificaba a sí mismo como "yo, *el alcalde constetuceonal* del pueblo de Santiago de los Chongos[59]", siendo este uno de los tantos ejemplos que podría citarse. Asimismo, al resaltar su identidad como "alcaldes constitucionales", las autoridades de los pueblos realistas de la sierra central muy probablemente intentaban deslegitimar la autoridad de los llamados "alcaldes comisionados", que eran nombrados por los jefes militares del Ejército Libertador. Los alcaldes de este bando, sin embargo, parecían estar más a gusto con el apelativo de "alcaldes de la patria"; lo mismo si se alude a "partidas por la patria", "gobernadores de la patria".

Al momento de las guerras de independencia el puesto de alcalde

---

monta, Ministro de la Gobernación de Ultramar, Huamanga, 8 de Marzo, 1814.

58/ Fuentes oficiales refieren que el virrey Abascal mandó imprimir 4,000 ejemplares de la Constitución en el virreinato del Perú, cifra que quedó corta. Existen evidencias de rituales de la jura de la constitución en varios pueblos andinos. Sobre estos temas ver Méndez (2005), cap. 4. Para un artículo pionero sobre el impacto de la Constitución entre los indios del Perú véase Hunefeldt (1978). Ver también el importante artículo de Sala i Vila (1992-1993); O'Phelan (s. f.) y Peralta Ruiz (2008). Rodríguez Ordóñez (2005) y Rodríguez (2006). Véase también Igue (2008).

59/ 12 de Agosto, 1822, in CEHMP-AHM, Legajo 35, letra T, documento 110, folio 2.

en las comunidades andinas gozaba de gran prestigio y legitimidad. Si bien la legislación liberal de Cádiz disolvió la "república de indios" y la "república de españoles" para crear un gobierno representativo único, acorde con un criterio también unívoco de ciudadanía, los alcaldes de indios sobrevivieron largamente a estas reformas; durante la república, a partir de mediados del siglo XIX aproximadamente, empezaron a ser conocidos como "alcaldes vara" o *varayoq(kuna)*. Sin embargo esta sobrevivencia no fue un simple rezago del ordenamiento corporativo colonial, ya que las guerras de la independencia y subsiguientes enfrentamientos armados tuvieron un efecto de trastrocamiento en el sistema de autoridad en los Andes, que debe aún ser estudiado. Por ejemplo, en la provincia de Huanta entre las décadas de 1820 y 1840, existían "alcaldes indígenas" que no representaban necesariamente a un "pueblo de indios" en la acepción colonial del término, ni a un *ayllu* en la acepción prehispánica, sino a unidades identitarias y territoriales bastante más imprecisas, como se deduce por las denominaciones "alcalde de las punas" o "alcalde de las montañas". Estos alcaldes podían cumplir simultáneamente funciones de montoneros, guerrilleros y jueces de paz[60].Por otro lado, el concepto de "patria", tal como fue usado en el transcurso de las guerras de la independencia, ameritaría un tratamiento aparte. En los documentos que hemos revisado, "patria" transmitía menos la idea un territorio nacional (en su sentido actual) que la de soberanía. Es decir, quienes se declaraban "patriotas" o "patrianos" eran conscientes de estar apoyando una posición de ruptura con España que signaba el comienzo de una entidad política autónoma. Por tanto, el significado de "patria" en su sentido actual de "nación" habría empezado a tomar cuerpo en el campo de batalla, tal como Clément Thibaud ha argumentado también para Venezuela[61]. En otras palabras, los bandos "patriotas" y "realistas" no estaban conceptualmente bien definidos antes de la guerra sino que se fueron demarcando en el proceso de la lucha; y esto no sólo incluía a las bases sino a los propios oficiales. Lo que sí estaba claro es que a partir de 1821 en la sierra

60/ Méndez (2001 y 2005), capítulos 1 y 6.

61/ Thibaud (2003). Las evidencias sobre este uso del término "patria" en el sentido que indicamos abundan en la correspondencia de guerra. A modo de ejemplo véase CEHMP-AHM, Libro Copiador MGM Nº 6 - Años 1821/1822 Correspondencia del Ministro de Guerra y Marina Bernardo Monteagudo con el General en Jefe del Ejército Unido y demás Jefes del Ejército, y Libro Copiador MGM No 7, año 1822, Correspondencia del Ministerio de Guerra y Marina con los Intendentes de los Departamentos, Prefecturas, Presidentes de los Departamentos y correspondencia general con el Ministerio de Guerra y Marina.

central y de 1820 en territorios del virreinato peruano que había proclamado su independencia con anterioridad a Lima, el término "patriota" ya no tenía relación con la adscripción a la monarquía española. Había sido apropiado efectivamente por el bando independentista. Por otra parte, si es que existía un territorio asociado a "la patria" éste no era nacional, en la connotación actual de este término, sino continental: América. "Patriota" y "americano" fueron términos equivalentes en diversas regiones del Perú hacia 1821-1822[62].

El fenómeno había ocurrido antes en los lugares de Hispanoamérica donde la ruptura con España se inició más temprano, como Venezuela y el Río de la Plata y, muy probablemente también en las provincias peruanas que experimentaron insurgencias al calor de la coyuntura revolucionaria de 1809 a 1814, como fueron Tacna, Huánuco, y Cuzco. En Buenos Aires, quienes se alinearon contra los europeos a partir de 1811 se identificaron como "patricios", otro derivado de patria, aunque con una connotación más asociada al suelo: se usaba para enfatizar que "se ha nacido aquí" y para diferenciarse del enemigo político, el extranjero que nació en otro suelo[63]. Así, cuando se proclamó la independencia de las Provincias Unidas de Sudamérica (Río de la Plata) en 1816 ese territorio fue aludido por sus delimitadores como "patria". Todo este proceso de resemantización ocurrió durante la guerra[64].

62/ Además de los citados en la anterior nota véase CEHMP-AHM, Comunicaciones enviadas por Vicente Dupuy, Coronel Presidente del Departamento de la Costa al Ministro de Guerra y Marina, legajo 18, letra D, 1822, entre otros. El historiador John Charles Chasteen ha escrito un libro de divulgación para estudiantes en Estados Unidos dedicado a enfatizar la acepción continental de América como la primera patria de los latinoamericanos en el contexto de guerras de independencia, *Americanos: Latin America's struggle for independence* (2008). El problema con su enfoque es que establece una diferenciación semántica entre *America* y *América*, que el vocablo no tuvo para los americanos en el siglo XIX ni suele tener para los hispanoamericanos hoy. Postular que América es distinto que America puede cumplir una función pedagógica en Estados Unidos, pero en última instancia puede contribuir también, inadvertidamente, a acentuar las brechas que pretende cerrar, al demarcar fronteras semánticas que no existían para los actores del siglo XIX.

63/ Gabriel Di Meglio (2008). Véase especialmente p. 118-123. En la provincia de Huanta, departamento de Ayacucho, se usaba "patricio" con este mismo sentido: "el de este lugar' como opuesto a extranjero, pero más en alusión a las élites de la sociedad.

64/ Di Meglio, "Patria". De manera sugerente, en las provincias del interior del virreinato de Río de La Plata, como La Rioja, hacia la década de 1850, el vocablo "patria" seguía asociándose con las tropas de Buenos Aires únicamente, no con

Segunda Hipótesis: Las Fronteras del Estado

La idea del territorio nos conduce a nuestra segunda hipótesis, que se refiere al papel de los militares la guerra en la articulación del territorio nacional. Es un lugar común describir al Perú de las décadas posteriores a la independencia como un territorio fragmentado e incomunicado a consecuencia del progresivo desmantelamiento de los circuitos mercantiles que habían articulado el virreinato peruano alrededor de la minería de Potosí durante la época colonial. Si bien esta tesis exige matices —ya que luego de la independencia la minería de plata en Cerro de Pasco experimentó un importante repunte—, lo cierto es que las otrora extensas rutas comerciales que vinculaban Lima con Buenos Aires, vía Potosí, se fueron fragmentando en circuitos más pequeños, cuyos contornos aguardan ser mejor conocidos. Pero esta tesis de desarticulación económica no puede trasladarse sin más al ámbito político, como suele hacerse[65], ya que la política y la economía siguen muchas veces caminos contrapuestos. Y eso es lo que parecía estar ocurriendo en las primeras décadas republicanas. Sugerimos, más aún, que durante este periodo la política estaban intentando "re-ensamblar" lo que la economía estaba desintegrando, por decirlo de alguna manera —ese territorio llamado Perú—, y lo hacía mediante la guerra.

Cuando se observa los lugares de los remitentes y destinatarios de las cartas conservadas en el Archivo Histórico Militar del Perú correspondientes al siglo XIX, lo primero que salta a la vista es la amplitud y diversidad de lugares. Las cartas atravesaban un espectro enorme de ciudades y pueblos a lo largo y ancho del territorio que ahora llamamos nacional, lo que sugiere militares acantonados en, o desplazándose por los diferentes distritos y provincias. De hecho, si de lo que se trataba era de ganar una guerra, era menester hacer proselitismo hasta en el último recodo del territorio. Y ya que la guerra exigía gobierno, en estos

---

Argentina. Ver Fuente (2000). Ello resulta comprensible dado que Argentina como concepto nacional nació más tarde que el *Perú* como concepto nacional, debido a que en el Perú el territorio del Estado nacional era casi el mismo que el del virreinato peruano y tenia una identidad territorial colonial más antigua y cimentada.

65/ Por ejemplo Manrique (1995), Gootenberg (1991). Por ejemplo: "Naturally isolated and sheltered by the breakdown in national politics, communications, and markets during the caudillo era, indigenous communities were left mainly to themselves. No army of local officials entered their hamlets, and the local *hacendado* was reduced to first among equals", p. 145.

desplazamientos los militares iban trazando, literalmente, las fronteras del Estado. Recuérdese, además, que en aquel tiempo las autoridades políticas eran también frecuentemente oficiales del ejército. Los prefectos, o jefes de departamento, solían ser generales; y los subprefectos, o jefes de provincia, coroneles. Además de la guerra, sus desplazamientos podían obedecer a razones administrativas.

Todo ello sucedía en un tiempo, parafraseando al novelista Francisco Vegas Seminario, en que "los mariscales combatían"[66]. Para llegar a ser un general o coronel no se precisaban conocimientos académicos o teóricos; el grado o título era más bien (si no una prebenda), una recompensa por una actitud destacada en la guerra. Ello significaba haber recorrido a galope vastos espacios físicos de un territorio que precisamente en este proceso vendría a concebirse como nacional. Parafraseando a Juan Ortiz Escamilla, el ejército no existía antes de la guerra sino que se constituyó como resultado de la misma[67]. En este sentido es difícil separar el nacimiento del ejército republicano del nacimiento del Estado republicano. Y dado que en el Perú, a diferencia de Argentina o Venezuela, el poder de los caudillos no descansaba en la gran propiedad rural, ni tenía necesariamente bases económicas regionales, sus pugnas "por el control de ejército les obligaban a tener una perspectiva nacional", como ha sugerido Cristóbal Aljovín[68]. Es decir, el poder económico de un caudillo no estaba precisamente donde estaba su poder político, sino esparcido a modo de archipiélagos en el territorio nacional. Gamarra es un buen ejemplo: si bien tenía una base política significativa en el Cuzco (su ciudad natal) sus aliados más poderosos estaban en Lima, e incluso en Chile; asimismo, contaba con aliados dispersos en varios puntos del territorio con quienes había cultivado lazos clientelistas, dentro y fuera del ejército[69].

Quizá por ello en cada guerra los caudillos aspirantes a la presidencia sentían que debían conquistar, una y otra vez el territorio nacional. He aquí el desafío inherente al estudio de las guerras civiles peruanas. Estas no pueden entenderse simplemente como enfrentamientos

---

66/ Vegas Seminario (1980). Jorge Basadre ya había notado esta situación tempranamente en sus diversos trabajos y en particular en (1929).

67/ Ortiz Escamilla propuso esta tesis al analizar las respuestas del ejército virreinal de Nueva España frente a la rebelión de Hidalgo (1810-1811), Ortiz Escamilla (1997).

68/ Aljovín (2000), p. 160. Como Basadre sostuvo alguna vez, el poder de los caudillos no descansaba en una base económica, ni necesariamente en la propiedad rural. Aljovín sugiere que una excepción podría ser el caudillo Domingo Elías (p. 159, 160).

69/ Aljovín (2000), p. 160. Méndez (2005), epílogo.

entre "la capital y las provincias", como fue (con matices) la rivalidad entre unitarios y federales en Argentina, ni de una región contra otra (sur/norte) como fue la guerra de secesión en los Estados Unidos. Por ello, no obstante el faccionalismo endémico que caracterizó el siglo XIX —o quizá, paradójicamente, debido a éste— los militares fueron los primeros actores políticos en concebir el Perú como un todo. No tanto en términos doctrinarios, como sus pares civiles, sino en base a su experiencia cotidiana a lo largo y ancho del país. Pero ¿qué tan largo y ancho era el país? Es algo que el estudio de las guerras y los desplazamientos militares puede, precisamente, ayudarnos a perfilar. No me refiero a las líneas fronterizas de los mapas entre país y país, resultantes, en el mejor de los casos, de tratados internacionales y que proyectan una realidad deseable más que existente. Me refiero a las fronteras vivas demarcadas por la acción política y una incipiente autoridad estatal. Así, a juzgar por la correspondencia existente en el Archivo Histórico Militar, tales fronteras incluían, durante las campañas de la independencia de 1820 al 1822, la sierra central, la costa de Lima y la costa norte, mientras que en las dos décadas posteriores se ve más claramente presente el sur andino, e incluso territorios usualmente considerados marginales como la amazonía.

En 1834, en las postrimerías de la guerra civil entre el gobierno de Orbegoso y los ejércitos de Gamarra y Bermúdez, el prefecto del recién creado departamento de Amazonas expresaba, desde Chachapoyas, al Ministro de Gobierno y Relaciones Exteriores "la necesidad imperiosa de una fuerza armada en las fronteras". De esta manera el prefecto daba curso a un oficio elevado por el subprefecto del distrito Maynas que a la vez le pedía instrucciones para hacer frente a una inminente invasión de "las naciones Ynfieles de Aguarini y Putacas" a los "pueblos christianos" de Santiago [de Lagunas] y Borja[70]. Estas tensiones tenían una

70/ CEHMP, AHM, Legajos Varios, documento 961, 1834, sin foliar. Carta de Andrés Muñoz al Subprefecto de Maynas (Barranca, 18 de Abril de 1834); de Andrés Muñoz al Gobernador de Misión Alta (Barranca, 19 de abril, 1834); carta del subprefecto de Maynas Carlos del Castillo al Prefecto Amazonas (Moyobamba , 24 de Julio, 1834); carta del prefecto de Amazonas, M. Mesías al Ministro de Relaciones Exteriores (Chachapoyas, 28 de Julio, 1834). Valga precisar que la magnitud de los acontecimientos se había magnificado en el proceso de ser transmitida de las autoridades locales al Estado central, duplicándose el numero de "pueblos hostiles" y pueblos a ser invadidos. Mientras la fuentes más cercanas al gobernador de los pueblos de Santiago y Barranca decían que "los jívaros de la nación de aguaruni" se preparaban para invadir el pueblo de Santiago, en la carta

larga historia que no es posible describir aquí, pero las misivas que dan cuenta del incidente ejemplifican algunos puntos que hemos estado tratando. Primero, hacen visible una red de comunicaciones que conectaban las más pequeñas instancias de gobierno local con las más altas esferas de gobierno nacional: un *kuraka* con el gobernador de un pueblo; un enviado de éste con el subprefecto, el subprefecto con el prefecto y a éste con el Ministerio de Gobierno y Relaciones Exteriores. El hecho de que la entidad a la que el prefecto solicita refuerzos sea dicho ministerio sugiere que las fronteras internas del Estado —en este caso las de la amazonía— eran también sus fronteras externas. Las "tribus" de la selva demarcaban, así, los límites del Estado de la misma manera en que podía hacerlo otro país[71].

Es muy probable, sin embargo, que los pobladores referidos como "infieles" y "salvajes" entendieran más de las leyes y el catolicismo que quienes con esos epítetos —que buscaban expulsarlos tácitamente de la comunidad nacional y religiosa— estaban dispuestos a aceptar. Dichos grupos no sólo habían sido parte de las misiones jesuitas de Santiago de Lagunas y Borja, sino que cuando estalló la revolución liberal en el mundo hispánico entre 1808 y 1814, las comunidades aguano usaron exitosamente las disposiciones "favorables a los naturales" dadas por las Cortes de Cádiz, logrando ser reubicados en 1815 a sus asentamientos originales, como lo solicitaban[72]. No es de extrañar, por ello, que muchos

---

del prefecto se incluía a los "los infieles de Putacas" y se hablaba también de una invasión al pueblo de Borja.

71/ Esto sucedía en un momento en que la guerra del Perú con Colombia de 1829 estaba fresca en la memoria y las fronteras nacionales en pleno proceso de definición, habiéndose la antigua audiencia de Quito escindido de Colombia para formar la república de Ecuador en 1830. Cabe anotar que las mencionadas misiones jesuitas de Maynas estaban en tiempos coloniales bajo a jurisdicción de la audiencia de Quito. Véase Santa María de Paredes (1910), p. 76-78, y Romero (1983).

72/ En sus propias palabras: "lo que deseamos es trasladarnos a aquel lugar en donde se hallan sepultados los huesos de nuestros abuelos con eficaz deseo de que vuestra señoría nos lo permita en caridad puesto las muchas recomendaciones que nos dispensan *en la actualidad las Cortes Generales y Extraordinarias, que han tenido fundamentos para aliviar las pesadas tareas y trabajos que padecían los indios de otras provincias*", citado en Barletti (1994), p. 16, énfasis nuestro. Es difícil precisar si lo que nuestras fuentes del CEHMP-AHM denominan "aguaruni" corresponde a los "aguano" que describe Barletti, pero el contexto geográfico es en todo caso muy cercano: las misiones de jesuitas nucleadas en torno a Santiago de la Laguna y Borja en la entonces provincia de Maynas. Lo importante aquí es que dichas poblaciones eran conscientes de los beneficios que las "Cortes Generales Extra-

pueblos de aquella zona se alinearan con el bando realista durante las guerras de la independencia, a semejanza de lo que hicieron —aunque por motivos algo distintos— los llamados *iquichanos* de Huanta[73].

Aunque las comunidades nativas de Maynas no estaban tan aisladas en el periodo republicano inicial como se suele asumir, todo hace suponer que los propios militares no llegaron físicamente a aquellas zonas con la misma frecuencia que lo hacían sus misivas. Y hubo aún quien pensaba que su presencia no era necesaria para controlar a los grupos indígenas cuya "sublevación" se temía en abril de 1834. Fue el caso de Andrés Muñoz, aparentemente un gobernador del lugar, quien afirmaba que "para pelear con infieles no es menester ser militar y [de] ellos no es de temer masque su traision [*sic*]". Por ello le pedía al prefecto enviar "siquiera […] cuarenta hombres bien armados aunque no sean militares"[74]. El testimonio revela hasta qué punto las autoridades citadinas —o de "pueblos cristianos", en este caso, —consideraban a los indígenas amazónicos como antagónicos y externos a la nación peruana. Al final, es poco probable que la comitiva de hombres armados o militares que pedía Muñoz llegara. Tenían pocos alicientes para hacerlo, ya que las guerras civiles no se decidían en las fronteras de la selva[75].

Entender cómo las guerras civiles diferían de acuerdo a regiones es parte de nuestra agenda de investigación pendiente. No es lo mismo una zona de predomino de comunidades como la sierra central, que una donde predominaban haciendas; pero tampoco es lo mismo una hacienda costeña que una hacienda de la sierra sur en cuanto regímenes laborales, geografía y recursos. Pero si se trata de adelantar un juicio, sugerimos que las guerras civiles de alcance nacional —o revoluciones, como se las llamó en su momento— eran guerras entre iguales. En ellas el caudillo de turno, o presidente, se enfrentaba a otros

---

ordinarias" , es decir, las Cortes de Cádiz otorgaban a los indígenas, por ejemplo la prohibición de trabajo gratuito y del tributo indígena y la ciudadanía española, como ya hemos afirmado. Al momento de cerrar este artículo no hemos podido consultar el texto clave de Barletti (1982). Para Huanta ver Méndez (2005).

73/ Al momento de cerrar este artículo no hemos podido consultar el texto clave de Barletti (1982). Para Huanta ver Méndez (2005).

74/ CEHMP, AHM, Legajos Varios, documento 961, 1834, sin foliar, Carta de Andrés Muñoz al Subprefecto de Maynas. Barranca, 18 de Abril de 1834.

75/ Ello no descartó viajes militares a la selva, que a decir de Romero fueron incentivados por marinos ingleses interesados en explorar los ríos de la amazonía, buscando una salida al atlántico. Véase, Romero (1983), capítulo 1.

que sentían que tenían la capacidad (y el derecho) de constituirse en gobierno: sus ejércitos y bases de apoyo podían ser socialmente muy similares y, de acuerdo al desenlace, intercambiables. En cambio, la "guerra inminente" de las fronteras de la selva, es decir, aquella que no se traducía en enfrentamientos sino en el temor de que éstos ocurrieran —y en el planeamiento de estrategias de contención— se planteó desde el comienzo como una guerra entre grupos no sólo diferentes sino desiguales. Es decir, entre cristianos y salvajes, como el documento de Maynas citado líneas atrás lo revela con elocuencia. La distancia geográfica, en ese caso, fue también una distancia mental y, quizá, emocional. En cambio, las guerras civiles, es decir, esas que sí ocurrieron, tuvieron el paradójico efecto de llevar a los oficiales del ejército a remontar brechas geográficas, mentales, culturales, y de clase, a costo de perderlas en caso de no hacerlo.

Se ha dicho alguna vez que los únicos que visitaban los más recónditos lugares del interior del país en el siglo XIX eran viajeros extranjeros[76]. Esta imagen pierde de vista que en las décadas posteriores a la independencia los militares eran también viajeros. Pero a diferencia de los viajeros europeos, a quienes animaba la búsqueda de lo exótico y la curiosidad científica (sin desmedro de sus intereses también políticos) los militares se desplazaban fundamentalmente por necesidad política. Sus escritos, que yacen olvidados en el Archivo Histórico Militar, son en su mayoría áridos, como corresponde a documentos burocráticos o escritos al calor de los acontecimientos. Carecen del interés literario de las memorias de los viajeros dirigidas al lector europeo. Están también desprovistos del detalle etnográfico que caracteriza las visitas de los curas doctrineros y los "extirpaciones de idolatrías" coloniales, a quienes los militares irían desplazando como emisarios del Estado y la "civilización" en las comunidades rurales. Leerlos exige no sólo persistencia y determinación, sino la voluntad para imaginar los universos dentro de los cuales, alguna vez, cobraron sentido. Estas pueden ser algunas de las razones por las que dichos documentos han sido subvaluados por la historiografía. Pero no justifican su olvido.

76/ Carlos Iván Degregori, charla dada en el Instituto de Estudios Peruanos, ca. 2008. Esta opinión recoge un sentir muy expandido en la academia de que la sierra era, en el siglo XIX, un mundo "aislado" y ajeno al Estado.

La Guerra que no cesa: a modo de conclusión

Entre 1894 y 1895 tuvo lugar la última guerra civil de un largo ciclo, y de un largo siglo: el de las guerras civiles que se iniciaron con la independencia y el periodo fundacional del Estado nacional. El siglo de las guerras civiles dio paso a un ciclo en que las Fuerzas Armadas obtienen el monopolio de la violencia legítima, y que continúa hasta hoy. Pero este ciclo, llamémosle el de la "paz", tiene una fractura importante en 1980, en que se quiebra dicho monopolio y comienza una nueva guerra. Estos procesos están preñados de paradojas que quisiera comentar brevemente a modo de conclusión.

La guerra civil de 1894-1895 que lleva a Nicolás de Piérola a la presidencia tras derrotar a los ejércitos del Mariscal Andrés Avelino Cáceres, inaugura un periodo continuo de gobiernos civiles que Jorge Basadre denominó "La República Aristocrática" (1895-1919). Se trató del periodo más prolongado de gobiernos civiles y democracia electoral desde que se inició la república, si exceptuamos el golpe de Oscar Benavides contra Billinghurst (1914-1915). A poco de iniciar su gobierno, Piérola, un civil, no sólo desbanda las montoneras que lo llevaron al poder para crear el ejército profesional, deslegitimando así a los grupos de civiles armados que un Estado guerrero había alentado constantemente, sino que consolida, o da curso a una concepción excluyente de la política y de la ciudadanía. Ella queda elocuentemente plasmada en la ley electoral de 1896. Con dicha ley, por primera vez de manera enfática se establece como requisito para la ciudadanía el saber leer y escribir.[77]

En la democracia de la República Aristocrática sólo los letrados —es decir, una minoría— podrá tener derechos políticos. Y así, la marca de la civilización y pertenencia a la comunidad política, que en la colonia estaba dada por la religión católica y en el siglo XIX por la participación en las guerras, elecciones y el tributo indígena, la daría en la República Aristocrática, la educación. Por tanto, al entrar el siglo XX, los iletrados, que eran mayoritarios entre los grupos llamados indígenas y las poblaciones rurales, que constituían, a su vez, el grueso de la población nacional, serían tácitamente expulsados de la comunidad política a la que, con altibajos, habían pertenecido, o que, al menos, habrían podido reclamar en cada guerra. Estos grupos serán

77/ Hemos tratado este tema en Méndez (2006, 2009).

infantilizados por la legislación indigenista que se consolida durante el segundo gobierno de Leguía (1919-1930) y continúa vigente durante las décadas de 1950 y 1950. Esto es, hasta que en 1969 el gobierno de Velasco abolió las "comunidades indígenas" para reemplazarlas por las *comunidades campesinas*, imprimiendo un giro conceptual importante —y poco estudiado— en la noción de ciudadanía en el Perú[78]. Así, después de expulsarlos, el Estado buscaría "incluirlos", pero siempre en sus propios términos; es decir, en los términos de los administradores de una "democracia de casta", tomando en préstamo la expresión de Silvia Rivera Cusicanqui; es decir una democracia de élite, en el sentido más estricto —y también en el más irónico— del término[79] (irónico considerando el significado literal de *democracia* como "poder del pueblo", o el "gobierno del pueblo").

Quizá por ello el fin de las guerras no significó el fin de la guerra. No trajo necesariamente la paz. En palabras de Foucault: "La ley no es pacificación, puesto que debajo de ella la guerra continúa causando estragos en todos los mecanismos de poder, aun los más regulares. La guerra es el motor de las instituciones y el orden: la paz hace sordamente la guerra hasta en el más mínimo de sus engranajes[80]." En el Perú, "esta paz que hace sordamente la guerra" se propuso instaurar una normatividad y una legislación cuya consecuencia fue el reforzamiento de las jerarquías sociales: un lugar para cada cosa y para cada quien. Así, las fronteras antes borrosas del Estado empiezan a fijarse, dando paso a un discurso que determina quien está afuera y quién dentro de la nación; y qué derechos —o, más bien, el derecho de quién— este nuevo Estado, ahora controlado por civiles, va a defender. Los ecos de este discurso son perceptibles hoy día. El Perú vive, desde el año 2000, una etapa de post-guerra comparable a la de la República Aristocrática. Ello, pese que hoy no es más un requisito de ciudadanía

78/ Desde otro ángulo, Paulo Drinot ha desarrollado una hipótesis que es congruente con nuestra interpretación de las primeras décadas del siglo XX. El sostiene que la meta del Estado entonces fue "desindigenizar" la sociedad a través de la legislación y políticas publicas laborales y sanitarias. El concepto de "indígena", sostiene Drinot, no sólo no era compatible con el de "trabajador" sino que le era antitético. Véase Drinot (2011).

79/ Rivera Cusicanqui (1984). Decimos irónico porque democracia significa, literalmente, "el gobierno del pueblo", o el "poder del pueblo".

80/ Michel Foucault (2001), primera edición en francés, 1997, p. 56.

el saber leer y escribir[81]. El discurso hegemónico es instrumental a un modelo económico exportador basado en privatización y explotación ilimitada de los recursos naturales. Este discurso adquirió ribetes de cruzada con el ex-presidente Alan García (2006-2011), quien enfrentó la protesta ciudadana con un lenguaje confrontacional, jerárquico y a menudo racista. García afirmó que los pobladores indígenas de Bagua y los campesinos que se le oponían *no* eran "ciudadanos de primera clase"; los llamó "perros del hortelano", "obstáculos para el "progreso", e hizo escarnio su expresiones culturales y religiosas, tildándolas de "primitivas" y obstáculos para la inversión. Reprimió violentamente la protesta social, con un costo de 130 vidas, promoviendo una legislación permisiva con el uso de armas letales por la policía. Esta política ha seguido vigente en la administración del presidente Ollanta Humala, no obstante la promulgación de la "Ley del Derecho a la Consulta Previa de los Pueblos Indígenas" en setiembre del 2011[82]. Estamos pues a años luz de las guerras de caudillos. Mientras estas eran, como señalábamos, guerras entre iguales, hoy se enfrentan sectores desproporcionadamente desiguales en poder económico, político, y mediático. Nunca más claro que la política, como planteó persuasivamente Foucault, invirtiendo el clásico aforismo de Clausewitz, no es el fin de la guerra

81/ Este requisito fue abolido en la constitución de 1979, bajo el gobierno militar de Francisco Morales Bermúdez.

82/ Durante los primeros 17 meses del gobierno de Ollanta Humala (julio 2011-diciembre 2012) se han registrado c 20 civiles muertos manos de policía en la represión a la protesta sociales, no obstante la promulgación de la Ley de Consulta Previa en el 7 de Setiembre del 2011. En cuanto a García, éste inició su segundo gobierno con un discurso marcadamente autoritario y un llamado a la pena de muerte, que no prosperó. Véase Wilfredo Ardito, "Reflexión Nro 362, "Los Años Letales: El Cruento Gobierno de Alan García", Blog Reflexiones Peruanas, en http://lamula.pe/2011/06/27/rp-362-el-cruento-gobierno-de-alan-garcia/reflexionesperuanas. Las declaraciones de García en cuanto a que los "nativos" de Bagua no son "ciudadanos de primera clase" véase http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=3ekPeb6nMnwlos. Su crítica a la religión de los pueblos andinos y amazónicos como un obstáculo a la inversión en http://nilavigil.wordpress.com/2011/06/18/el-asqueroso-racismo-de-alan-garcia/. Para su clasificación de "razas" y temperamentos de acuerdo a climas ver http://www.youtube.com/watch?v=56Ea1qjiB0s. Su doctrina, conocida como el "Perro del Hortelano" fue plasmada por el propio ex-presidente en varios artículos periodísticos. Véase Alan García, "El Síndrome del Perro del Hortelano", *El Comercio*: Lima, 28 de Octubre del 2007 (http://elcomercio.pe/edicionimpresa/html/2007-10-28/el_sindrome_del_perro_del_hort.html); Alan García, "La Receta para Acabar con el perro del hortelano", *El Comercio* 25 de Noviembre del 2007; Alan García, "A la fe de la inmensa mayoría", *Expreso*, Lima, 28 junio 2009.

—como pretendía la concepción jurídica clásica— sino que es más bien "la continuación de la guerra por otros medios"[83]. Con salvedad de que aún seguimos contando muertos; es decir, los medios no se han modificado completamente.

No se trata de idealizar el siglo de las guerras civiles, sino de entender que a diferencia de la República Aristocrática de Basadre, en la República Plebeya (1820-1850s) los requisitos para participar activamente en la política y reclamar ciudadanía eran mínimos. Los campesinos eran valorados por los militares gobernantes, y los aspirantes al gobierno, porque eran imprescindibles en la dinámica política; porque sin ellos, sus destrezas, sus recursos, su organización, y sus territorios, no se podían pensar en llevar a cabo una sola guerra, menos ganarla; no se podía construir el Estado. Y todo ello acontecía en un tiempo en que hacer la guerra era también evitarla: la guerrilla era una "guerra de recursos", más que una guerra ofensiva con gran maquinaria. Los grandes estrategas andinos eran muy conscientes del costo de atacar. Por eso promovieron aquel tipo de guerra que podía librarse con pocas armas, pero requería, a cambio, mucha organización: la guerra decimonónica, reiteramos, no era posible sin gobierno y, más específicamente, sin gobierno local.

Hoy el Perú vive también una guerra de recursos. Pero se trata de una guerra muy distinta a la del siglo XIX. Hoy se levantan campesinas y campesinos andinos y poblaciones nativas, no para destruir a un Estado, como fue el propósito de Sendero Luminoso, sino para exigir su presencia. Esto ha sucedido en Bagua, en Cajamarca, en Cuzco y muchos otros lugares donde el Estado ha otorgado concesiones privadas para la exploración y explotación de recursos naturales, que las poblaciones reclaman como suyos: agua, tierra, minerales e hidrocarburos. Así pues, los mismos ciudadanos que hace poco tuvieron que defenderse del terror de Sendero, tienen hoy que defenderse de un Estado que recurre con facilidad a la violencia y los sigue considerando "obstáculos[84]". A la larga, esta guerra de recursos podría ser más devas-

---

83/ Foucault (2001), p. 53.

84/ Muchos asháninkas de las riberas del río Ene, en la amazonía peruana, están convencidos que de llevarse a cabo el proyecto de hidroeléctrica de Pakitzapango, aprobado por el estado Peruano en Agosto del 2010, ellos serían sometidos a los mismos a desplazamientos forzados de sus tierras que sufrieron con Sendero Luminoso, tal como lo declararon a un periodista del New York Times. Hoy el proyecto se encuentra temporalmente suspendido. Aaron Nelsen, "Dam Project Threatens a Way of Life in Peru" *New York Times*, 15 de Mayo, 2012. http://www.

tadora que la guerra de recursos decimonónica, o guerrilla. Pues mientras ésta comprometía los recursos para el abastecimiento inmediato de unos soldados, la guerra actual compromete recursos naturales vitales para el presente y futuro la humanidad. Pero este es un tema que exige, sin duda, un tratamiento aparte.

Por todo lo dicho, cabe afirmar que conceptos como "guerra" y "paz" deben ser pensados ocasionalmente fuera de sus definiciones convencionales, al menos para efectos analíticos. Creo que esto es importante para no perder de vista que los enfrentamientos no terminan cuando cesan las balas y para aceptar la posibilidad —teórica y empírica— de que el Estado pueda estar presente en la guerra y ausente en la paz. Dicho de otro modo, la paz no necesariamente supone presencia del Estado así como la guerra no supone necesariamente su ausencia.

Este trabajo expande y desarrolla algunas ideas que fueron planteadas preliminarmente en un artículo que escribí en coautoría con Carla Granados Moya, y que ha sido publicado en Alemania y Brasil. Agradezco el diligente trabajo de investigación de Carla Granados en el Archivo Histórico Militar (AHM) del Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú (CEHMP) y sus invalorables observaciones y sugerencias bibliográficas. Mi gratitud también para Elizabeth Rasmussen quien, en la Universidad de Stanford, contribuyó a destilar los esquivos tesoros que guarda la Colección Documental del independencia del Perú. También agradezco al Academic Senate y el Interdisciplinary Humanities Center de la Universidad de California en Santa Bárbara, que me proporcionaron los recursos necesarios para investigar en Lima y al Stanford Humanities Center de la Universidad de Stanford, que me proporcionó una beca gracias a la cual pudo madurar este proyecto. Algunas ideas que presento aquí fueron tomando cuerpo en presentaciones académicas realizadas a lo largo de los últimos años en los siguientes lugares: FLACSO-Quito, La Universidad de Michigan en Ann Arbor, la Universidad de Washington en Seattle, la Universidad de Ilinois en Urbana-Champagne, LASA-Rio de Janeiro, L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, en Paris, el Centro de Investigaciones Científicas de Madrid (CSIC), La Universidad Nacional de San Cristóbal de Huamanga, La Universidad de Bonn, el Congreso de Ciencias histórico-sociales de Amsterdam, La Universidad de Buenos Aires, la Universidad Tres de Febrero, la Universidad de San Andrés, en Buenos Aires y el Stanford Humanities Center. Mi agradecimiento la hospitalidad, críticas y comentarios recibidos en aquellas oportunidades de Sarah Albiez, Susana Aldana, Roberto Ayala Huataya, Ximena Briceño, Nelly Castro, Julio Cotler, José Deustua, Héctor Hoyos, Eduardo Kingman, Marta Irurozqui, Nils Jacobsen, Bruce Mannheim, Cristina Mazzeo, Karoline Noack, Hilda Sabato, Guillermo Salas, Clément Thibaud, Annnick Lempérière Víctor Peralta, Sergio Serulnikov, Adam Warren, y quien ya no nos acompaña más, Carlos Iván Degregori. Mención especial

---

nytimes.com/2012/05/16/world/americas/dam-project-would-displace-villages-in-jungle-valley-of-peru.html?_r=0, consultado el 17 de Octubre, 2012.

merecen los estudiantes del curso "Las Guerras Olvidadas del Perú" que dicté en el Instituto de Estudios Peruanos, en Julio de 2011, quienes con gran avidez y y entusiasmo acogieron nuestras propuestas e inspiraron la redacción de la recta final de este artículo. En particular, agradezco a Mabel Cueva, Christian Elguera, Gabriela Germaná, Carla Granados, Elizabeh Hernández, Carmen Irizalbe, Catalina Salazar, Jorge Muñoz, Enver Quinteros y Carlos Villanueva. Este texto se inscribe dentro del Proyecto de Investigación HAR10-17580.

Bibliografía

Aljovín Cristóbal (2000), *Caudillos y Constituciones, Peru 1821-1845,* Lima, Fondo de Cultura Económica, Pontificia Universidad Católica, Instituto Riva Agüero.

Anderson Benedict (2006), *Imagined Communities*, Verso, Londres, 3ª ed.

Barletti José (1982), *Cronología de las luchas por la independencia de España en la Selva*, Lima, Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana.

Barletti José (1994), *La Población de Maynas en los Tiempos de la Independencia*, Iquitos, Investigaciones de la Amazonía Peruana.

Barragán Rossana y Fernanda Wanderley (2009), "Etnografías del Estado en América Latina" presentación del Dossier, *Iconos, Revista de Ciencias Sociales* 34, mayo 2009, p. 21-25.

Basadre Jorge (1929), *La iniciación de la República*, Lima, Editorial F. & E. Rosay, 2 vols.

Beltrán Gallardo Ezequiel (1977), *Las guerrillas de Yauyos en la emancipación del Perú, 1820-1824*, Lima, Editores Técnicos Asociados.

Cahill David (1999), *Violencia, represión y rebelión en el sur andino: la sublevación de Túpac Amaru y sus consecuencias,* Lima, IEP Documento de Trabajo 105, Serie Historia.

Centeno Miguel Angel (2002), *Blood and Debt: War and the Nation-State in Latin America*, University Park, The Pennsylvania University Press.

Chasteen John Charles (2008), *Americanos: Latin America's struggle for independence*, Oxford, Oxford University Press.

Denegri Luna Félix et Barra Felipe de la, éd. (1971), *Asuntos militares*, Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario de la Independencia del Perú, tomo VI, vol. 4.

Di Meglio Gabriel (2008), "Patria" en Noemí Goldman (ed.), *Lenguaje y revolución: conceptos políticos clave en el Río de la Plata, 1780-1850*, Buenos Aires, Prometeo, p. 115-130.

Drinot Paulo (2011), *The Allure of Labor: Workers, Race, and the Making of the Peruvian State*, Durham y Londres, Duke University Press.

Dúnbar Temple Ella (1971), investigación, recopilación, y prólogo, *La Acción Patriótica del Pueblo en la Emancipación. Guerrillas y Montoneras*, Colección Documental de la Independencia del Perú, Lima, Comisión del Sesquicentenario (CIDP), 6 vol.

E. Mallon Florencia (2002), "Decoding the parchments of the Latin American Nation-State: Peru, Mexico and Chile in Comparative Perspective," en

Studies in the Formation of the Nation State in Latin America, edited by James Dunkerley, London, Institute of Latin American Studies, 2002.

Earle Rebecca, ed. (2000), *Rumors of War: Civil Conflict in Nineteenth-Century Latin America*, London, Institute of Latin America Studies.

Escanilla Huerta Silvia (2012), "Bandolerismo y guerrillas en los inicios de la participación plebeya en la guerra de la independencia del Perú, 1820-1821", en Daniel Morán Ramos (ed.), *Plebe, Sociabilidad y Revolución. El Perú y el Río de la Plata en el contexto de las guerras de independencia*, Lima, Grupo Gráfico del Piero SAC, 2012, p. 35-63.

Foucault Michel (2001), *Defender la Sociedad*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

Fuente Ariel de la (2000), Children of Facundo: Caudillo and Gaucho Insurgency during the Argentine State-Formation Process (La Rioja, 1853-1870), Durham y Londres, Duke University Press.

Giesecke Margarita (2010), *La insurrección de Trujillo: jueves 7 de julio de 1932*, Lima, Ediciones Congreso de La República.

Gonzales Osmar (2006), *La Guerra y la Construcción del Estado: El Perú en Tres Episodios*, Lima, Editorial Universitaria, Universidad Ricardo Palma.

Gootenberg Paul (1991), "Population and Ethnicity in Early Republican Peru: some revisions", *Latin American Research Review*, vol. 26, n° 3, 1991, p. 109-157.

Guardino Peter (1996), *Peasant Politics, and the Formation of Mexico's National State: Guerrero, 1800-1857*, Stanford, Stanford University Press.

Gustavo Vergara Arias (1973), Montoneras y Guerrillas en la Etapa de la Emancipación del Perú, 1823-1825, Lima, edición del autor.

Harder Horst, René D. (2007), *The Stroessner Regime and Indigenous Resistance in Paraguay*, Gainsville, University Press of Florida.

Hunefeldt Christine (1978), "Los Indios y la Constitución de 1812", *Allpanchis*, XI, 1978, p. 35-58.

Hurtado Lourdes (2006), "Ejército cholificado: reflexiones sobre la apertura del ejército peruano hacia los sectores populares", en *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, 26, Quito, septiembre 2006, p. 59-73, http://www.flacso.org.ec/docs/i26hurtado.pdf.

Igue José Luis (2008), "Bandolerismo, patriotismo y etnicidad postcolonial. Los 'morochuchos' de Cangallo, Ayacucho, en las guerras de la independencia" *Tesis de licenciatura en Historia*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Informe de la Comisión de la Verdad y Reconciliación del Perú (2003), tomo II, primera parte, sección segunda, capitulo1, "Los Actores Armados" Lima, web: http://www.derechos.org/nizkor/peru/libros/cv/ii/15.html

Jacobsen Nils y Alejandro Diez Hurtado (2002), "Montoneras, La Comuna de Chalaco y la revolución de Piérola: La sierra piurana entre el clientelismo y la sociedad civil", en Antonio Escobar Ohmstede, y Romana Falcón, cordinadores, *Los ejes de la disputa: movimientos sociales y actores colectivos en América Latina, siglo xix*, AHILA, Cuadernos de Historia Latinoamericana, nº 10, 2002, Iberoamericana, Vervuert, 2002.

Jiménez Edilberto (2009), *Chungui: Violencia y trazos de memoria*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

López-Alves Fernando (2000), *State formation and democracy in Latin America, 1810-1900*, Durham, Duke University Press.

Lorente Sebastián (1871), *El Perú Bajo los Borbones*, Lima, Librerías Gil y Aubert.

Manrique Nelson (1995), *Historia de la república*, Lima, Fondo Editorial de cofide.

Markham Clements (1892), *The History of Peru*, Chicago, Charles H. Sergel and Company.

Mc Evoy Carmen (1997), La Utopía Republicana : Ideales y Realidades en La Formación De La Cultura Política Peruana, 1871-1919, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Mc Evoy Carmen (2004), La Huella Republicana Liberal en El Perú: Manuel Pardo : Escritos Fundamentales, Lima, Fondo Editorial del Congreso del Perú.

Mc Evoy Carmen (2007), *Homo Politicus: Manuel Pardo, La Política Peruana y Sus Dilemas, 1871-1878*, Lima, Oficina Nacional de Procesos Electorales, ONPE.

Mc Evoy Carmen y José Luis Rénique ed. (2010), *Soldados de la República: Guerra, Correspondencia y Memoria en el Perú (1830-1844)*, Lima, Fondo Editorial del Congreso de la República, 2 t., 2010.

Méndez G. Cecilia (1997), "Pactos sin tributo: Caudillos y campesinos en el Perú post-independiente: el caso de Ayacucho", en Rossana Barragán, Dora Cajías y Seeming Quayum (eds.), *El siglo xix. Bolivia y América Latina*, La Paz, Historias, Coordinadora de Historia, Instituto Francés de Estudios Andinos, 1997, p. 533-559,

Méndez G. Cecilia (2000), "La Tentación del Olvido: Guerra, Nacionalismo e Historia en el Perú", *Diálogos en Historia,* No. 2, 2000, p. 231-248, http://www.cholonautas.edu.pe/modulos/biblioteca2.php?IdDocumento=0113

Méndez G. Cecilia (2001), "The Power of Naming", or the Construction of Ethnic and National Identities in Peru: Myth, History and the Iquichanos", *Past and Present*, 171, 2001, p. 127-160.

Méndez G. Cecilia (2004), "Tradiciones Liberales en los Andes: Militares y campesinos en la formación del estado peruano", *EIAL,* vol. 15, n° 1, enero-junio 2004, pp. 35-63

Méndez G. Cecilia (2005), *The Plebeian Republic: The Huanta Rebellion and the Making of the Peruvian Sate, 1820-1850*, Durham, Duke University Press, 2005.

Méndez G. Cecilia (2006), "Las Paradojas del Autoritarismo: ejército, campesinado y etnicidad en el Perú: siglos xix al xxi", en *Iconos*. *Revista de Ciencias Sociales*, 26, Quito, septiembre 2006, pp. 17-34, disponible en la web http://www.flacso.org.ec/docs/i26_mendez2.pdf.

Méndez G. Cecilia (2008), "The Proscribed Heroe; The Silencing of Tupac Amaru in the Creole Historiography of Peru, Charla dada en el coloquio "Writing the Republic: Historical Writing in Nineteenth-Century Spanish America", Universidad de Warwick, Reino Unido, 6-7 de Noviembre, 2008.

Méndez G. Cecilia (2011), "De Indio a Serrano: Nociones de Raza y Geografía en el Perú, siglos xviii al xxi", *Histórica*, vol. XXXVI, n° 1, 2011, p. 53-102.

Méndez G., Cecilia, (2009), "Militares Populistas: Ejército, Etnicidad y Ciudadanía en el Perú", en Pablo Sandoval (ed), *Repensando la Subalternidad: Miradas críticas desde/sobre América Latina*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, pp. 561-598.

Mendiburu Manuel (1890), *Diccionario Historio-biográfico del Perú*, Lima, Imprenta de Torres Aguirre, tomo 8.

Monsalve Martín (2005), *Civil(ized) Society and Public Sphere in Multiethnic Societies: struggles over citizenship in Lima, Peru (1850-1880)*, PhD. Dissertation, State University of New York at Stony Brook.

Mücke Ulrich (2004), *Political Culture In Nineteenth-century Peru : the Rise of the Partido Civil,* Pittsburgh, Pa., University of Pittsburgh Press.

O'Phelan Scarlett (s. f.), "Ciudadanía y etnicidad en las Cortes de Cádiz", en *Elecciones*, Lima Oficina Nacional de Procesos Electorales p. 165-185.

Ortiz Escamilla Juan (1997), *Guerra y Gobierno. Los pueblos y la independencia de México*, Sevilla, Instituto Mora/Colegio de México/Universidad de Sevilla/ Universidad Internacional de Andalucía.

Pardo Rueda Rafael (2004), *Historia de las Guerras Civiles*, Barcelona, Ediciones B Colombia, 2004.

Paz Gustavo L., ed. (2007), *Las Guerras Civiles 1820-1870*, Buenos Aires, Eudeba.

Peralta Ruiz Víctor (2008), "El Impacto de las Cortes de Cádiz en el Perú: Un Balance Historiográfico", *Revista de Indias*, 2008, vol. LXVIII, n° 242, pp. 67-96.

Pino Ponciano del (1966), "Ayacucho de los Noventa: cambios culturales y nuevos actores", en *Afanes, búsqueda desde Huamanga*, n° 1.

Pino Ponciano del (1992), "Tiempos de guerra y de dioses. Ronderos, evangélicos y senderistas en el valle del río Apurímac", *in* Carlos Iván Degregori, José Coronel, Ponciano del Pino y Orin Starn, *Las rondas campesinas y la derrota del PCP Sendero Luminoso*, Lima, IEP.

Poole Deborah y Joseph, G. M., y Daniel Nugent, ed. (1994), *Everyday Forms of State Formation: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*, Durham, Duke University Press.

Porter Bruce (1994), *War and the Rise of the State,* New York, Free Press.

Rappaport Joanne (1998), *The Politics of Memory: Native Historical Interpretation in the Colombian Andes*, Durham y Londres, Duke University Press.

Rivera Cusicanqui Silvia (1984), *Oprimidos Pero no Vencidos: Las luchas del campesinado aymara y quechua de Bolivia, 1900-1980*, Ginebra, UNRIDS/ CSUTCB.

Rivet Paul y Georges de Créqui-Montfort (1951), *Bibliographie des langues aymará et kicua, 1540-1875*, Paris, Institut d'Ethnologie.

Rodríguez Ordóñez Jaime (2005), "Ciudadanos de la nación española: Los indígenas y las elecciones constitucionales en el reino de Quito" en Marta Irurozqui, ed., *La mirada esquiva: Reflexiones sobre la interacción del Estado y la ciudadanía en los Andes (Bolivia, Ecuador y Perú), siglo XIX*, Madrid, CSIC, p. 41-64.

Rodríguez Jaime (2006), *La Revolución Política Durante la Época de la Independencia: El Reino de Quito 1808-1822*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar/Corporación Editora Nacional.

Romero Fernando, Capitán de Fragata (r) (1983), *Iquitos y la Fuerza Naval de la Amazonia 1830-1933,* Lima, Dirección General de Intereses Marítimos, Ministerio de Marina, 3ra ed.

Sabato Hilda (2008), *Buenos Aires en Armas: la revolución de 1880*, Buenos Aires, Siglo xxi.

Sala i Vila Núria (1992-1993), "La Constitución de Cádiz y su impacto en el gobierno de las comunidades indígenas en el virreinato del Perú", *Boletín Americanista,* 33, 42-43 (1992-1993), p. 51-70.

Salomon Frank, Carrie J. Brezine, Reymundo Chapa, y Víctor Falcón Huayta (2011), "Khipu from Colony to Republic: The Rapaz Patrimony," *in* Elizabeth Boone and Gary Urton, ed., *Scripts, Signs, and Notations in Ancient America*, Washington, Dumbarton Oaks, p. 353-378.

San Cristóval Evaristo (1941), *El Gran Mariscal Luis José De Orbegoso: Su Vida y su Obra*, Lima, Gil, s. a.

Sánchez Gonzalo y Mario Aguilera, ed. (2001), *Memoria de un país en Guerra, los mil días 1899-1902*, Bogotá, Editorial Planeta.

Santa María de Paredes Vicente (1910), *A Study on the question of boundaries between the republics of Peru and Ecuador*, Washington, Press of Bryton S. Adams.

Seraylan Leiva Alejandro (1989), *Historia del Ejército Peruano: Ejército en la República: siglo xix*, vol. I, *La Institucionalización del Ejército: Organización y Doctrina*, Lima, Comisión Permanente de Historia del Ejército del Perú, Lima.

Serna Rivera Raúl (1958), *Los Guerrilleros del Centro en la Emancipación Peruana*, Lima, PL Villanueva.

Sharma Aradhana and Akhil Gupta ed. (2007), *The Anthropology of the State: a Reader*, Hoboken, Blackwell Publishing.

Spalding Karen (1984), *Huarochiri: An Andean Society Ander Inka and Spanish Rule,* Stanford, Stanford University Press.

Thibaud Clément (2003), *Repúblicas en Armas. Los ejércitos bolivarianos en la guerra de Independencia en Colombia y Venezuela*, Bogotá, Planeta/Instituto Francés de Estudios Andinos.

Tilly Charles (1985), "War Making and State Making as Organized Crime", in Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer y Theda Skocpol (ed.), *Bringing the State Back in*, Cambridge, Cambridge University Press.

Trouillot Michel-Rolph (1995), *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press.

Vegas Seminario Francisco (1980), *Cuando los Mariscales Combatían*, Lima, Peisa, 1980.

Walker Charles (1990), "Montoneros, Bandoleros, Malhechores: Criminalidad y política en las primeras décadas republicanas", *in* Carlos Aguirre y Charles Walker (ed.) *Bandoleros, abigeos y montoneros*, Lima, Instituto de Apoyo Agrario, 1990, p. 105-136.

Walker Charles (1999), Smolderig Ashes: Cuzco and the Creation of Republican Peru, 1780-1840, Durham, Duke University Press.

Weber Max (1978), *Economy and Society: an outline of interpretative sociology,* Los Angeles y Londres, University of California, vol. 2, traducción del alemán por Guenther Roth y Claus Wittich.

Zeitlin Maurice (1984), *The Civil Wars in Chile*, Princeton, Princeton University Press.

Nigel Worden

Forgotten Revolutionaries: Slave cultural resistance in the Cape colony, 1760-1808

The Cape Colony, at the southernmost tip of Africa, lay on outer edges of the Atlantic World. It is rare for it to feature in historical studies of the region[1]. It is therefore surprising to find it included in R.Palmer's classic *The Age of the Democratic Revolution* (1959), a work which despite its evident pro-American biases of the Cold War era in which is was published, set the tone for much scholarship on the revolutions of the Atlantic World. Palmer's "A word on the Dutch of South Africa" is concerned to demonstrate that the Dutch settlers of the colony, despite their pretensions to establish an independent Republic in the 1790s, were far from genuine revolutionaries. His conclusion, somewhat dismissively, is that:

> [d]evelopments within South Africa, with its mere 20,000 whites, were of no more than incidental significance on the larger stage, except as a reminder of geographically remote repercussions of movements stirring in the world of western civilization. External implications were more important. The British occupation of the Dutch colonies, made possible by the Batavian revolution, had many international and world-wide ramifications[2].

Palmer's analysis, in keeping with the emphasis of the rest of his monumental study (which makes almost no mention of Haiti), completely ignores those inhabitants of the Cape Colony who were

---

1/ Cape historiography has remained relatively isolated, although more recently there has been a strong argument for its positioning within Indian Ocean studies. See for example Worden, 2007b and most notably, Ward (2009).

2/ Palmer (1959), vol. II, p. 207.

not part of the "20,000 whites". These included the indigenous Khoi and San, who together with Xhosa-speaking pastoralists and farmers of the Eastern Cape regions mounted a major rebellion that rolled back settler occupation for several years[3]. Palmer also omitted mention of almost 30,000 slaves in the colony. This is less surprising since later historians of Cape slavery have also denied the existence of a collective revolutionary spirit among the colony's enslaved. Unlike the slaves of the American and Caribbean colonies, they argued, Cape slaves failed to rise up in collective revolt in the age of Atlantic revolution. Instead mass revolt was inhibited by their varied areas of origin from throughout Asia, the Indian Ocean and Southeastern Africa with consequent linguistic and cultural diversity, their physical scattering across small farmsteads in a vast geographic region and their relative small numbers. When in 1808 an uprising did take place, it was portrayed as short-lived, disorganized, and a demonstration of 'the impossibility of rebellion' rather than as a manifestation of one[4].

I also followed this line of argument in the 1980s[5]. We were at that time concerned to counter the prevailing view that Cape slaves were 'well treated' in comparison to their American and Caribbean counterparts, seemingly confirmed by their lack of revolt. Influenced strongly by North American slave scholars such as Genovese and Aptheker, we argued that lack of open rebellion did not imply lack of resistance which took other forms, and that the structural forces rather than general contentment made rebellion "impossible".

However, as I have argued more recently, "now that historical interests have shifted towards examination of cultural markers of social identity, the 1808 events can be viewed in rather different ways. The revolt may have been brief and ineffectual in bringing about liberty, but it was certainly not random. Examination of features such as language, gesture, dress, use of space and gendered roles reveal militarized patterns and ritualized reversals that were an integral part of the era of war and revolution in the Atlantic world. The early nineteenth century was an age of "cultural revolutionaries" and the Cape slave rebels can be fruitfully considered as part of this process[6]." It is also becoming

3/ For studies of this see especially Newton-King (1999) and Elbourne (2002), chap. 3.

4/ Ross (1983), chap. 8, Harris (1988).

5/ Worden (1985), especially chap. 9.

6/ Worden (2010), p. 121-122 citing Jones and Wahrman (2002), pp. 1-16.

clear that in the early 1790s there was a significant shift in the nature of slave consciousness and an awareness of injustice. The nature and causes of these shifts require explanation.

1760: A Cultural Underground?

In order to demonstrate this it is perhaps useful to consider an example of slave resistance at the Cape that took place several decades earlier, at the very beginning of the era with which this collection is concerned. In 1760 the colony was shaken by the murder of Michiel Smuts, a Dutch East India Company *boekhouder* and his family in their home on the slopes of Table Mountain[7]. The episode had all the characteristics of a colonial nightmare. A group of over twenty runaway slaves had taken refuge on the mountain, from where they resisted attempts at capture by hurling rocks onto their pursuers. They had also obtained guns and ammunition by raiding local farms and proved that they knew how to use them. Seeking food and ammunition, they were led to Smuts's home by one of their number, Achilles van de Westcust[8], who proclaimed "I have long wanted to kill my *baas* and now he will die!" After tipping off the house slaves, who doused the candles, the band invaded the house in the dark and, in the words of the prosecutor at their later trial:

> not only took, in the most gruesome fashion, the lives of the aforementioned Smuts, who had been sitting there writing peacefully, as well as of his wife, who had been sitting next to him on a chair, but also that of their little son, who had been lying asleep on a chair close by and who woke up during the abominable murder of his father and mother and started to scream. Thereafter they… plundered the house and stole, apart from three muskets, lead and powder, from a cabinet: linen, silver spoons, as well as some other silverware and so on. With all of these goods this whole gang of murderers… set out, without returning to the mountain, to the dunes at Blaauwberg, where they kept hidden for some days[9].

7/ For transcriptions of some of the trial evidence from which this material is drawn see Worden and Groenewald (2005), pp. 355-84. On the murders, see Cairns (1980).

8/ I. e. the Mallabar (west) coast of India, a region from which the Dutch drew many slaves.

9/ Worden and Groenewald (2005), p. 372. Translated from the Western Cape Regional Archives, Roeland Street, Cape Town (CA), Council of Justice (CJ)

This however, was not all. The runaways survived for several weeks on food and tobacco provided by fellow slaves at *Platte Kloof*, a farm in the Blaauwberg region, brought to them "usually on Fridays". They also defended themselves against a burgher commando in the course of which two slaves and one of the burghers were killed. One slave, Baatjoe van Boegies, was shot through the hand. The survivors then sought refuge at *Platte Kloof* where Baatjoe's wounds were bandaged by the farm slave September van Boegies, "after he had first purified it in the Bugis fashion[10]." The assembled slaves then plotted to escape under September's leadership beyond the colony's borders "to the Caffers' land[11]." They were betrayed to the authorities by a fellow slave from another farm and brought to trial, following which they were gruesomly executed.

Their fate was not only sealed by the desire of the authorities for retribution for the murder of one of their employees and burgher soldiers. Amongst the possessions of September was found a letter, written in the Bugis language, which was translated first into Malay and then Dutch, for the benefit of the Council[12]. Because it was mistranslated (whether deliberately or not is unclear), it appeared to indicate that there was a underworld network of Bugis slaves who offered solidarity to each other. September was implicated as a ringleader, which explained why the runaways had sought refuge at *Platte Kloof*. He had relatively recently arrived from Batavia, and knew other Cape slaves who had been imported from there. He also possessed medicinal knowledge and greater spiritual powers and was addressed as 'father' by other Indonesian slaves. Although he denied being able to write, evidence was produced that he had ordered others to do so. The Bugis were also Moslem. It was doubtless no coincidence that food had been offered to neighbouring runaways on Fridays.

Although, as Robert Ross has pointed out, the runaways were betrayed by another Bugis slave, the fear of the authorities was that they faced a culturally cohesive and resistant slave sub-community

789, Sententiën 1756-1760, 4 Sept. 1760, f^{vs}268-93.

10/ *Ibid.*, p. 373.

11/ CA, CJ 373, Documents in criminal cases, 1760, testimony of Isaac van Boegies, 4 August 1760.

12/ For details of this and the problems of its translation, see Ross and Koolhof (2005).

from the Bugis-speaking regions of eastern Indonesia[13]. This was an area only conquered recently by the Dutch, and one in which there existed a vibrant written culture (in a unique and distinctive script) and a recent, but deep-rooted, commitment to Islam[14]. Bugis slaves were particularly renowned for their spirited resistance and this episode and the evidence it threw up seemed to demonstrate why[15]. September, although he had played no part in the murders, was executed in a particularly gruesome manner, alongside Achilles van de Westcust, Smuts's killer. In 1767 the Cape Council of Policy complained that despite repeated appeals to the Batavian authorities to stop sending them "Buginese and other Eastern slaves" they were nonetheless continuing to arrive "to the danger of this colony[16]." The proportion of Southeast Asian slaves at the Cape did fall from the 1770s, as the Dutch East India Company lost its capacity to extract forced labour in the region and as Mozambique, Madagascar and Southeast Africa became more viable sources for the Cape traders[17]. Yet as late as 1792, the Cape Town authorities reported with alarm that a gang of Bugis-speaking slaves had "for the past three years brought much unrest to this place through wilful murder, housebreaking and theft, so that the inhabitants no longer feel safe in their own houses, lacking any protection, and all security in this colony is turned upside down[18]."

The events of 1760 were dramatic and unusual in some ways, but in others they typify several features of slave resistance at the Cape during the seventeenth and eighteenth centuries. Running away was a much more prevalent form of resistance than revolt, as was the case for all slave societies. The major goal of almost all slaves who had fallen foul of their owners or who could bear their conditions no longer, was to seek refuge beyond the boundaries of the colony, either to its

13/ Ross (1983), p. 20.

14/ Pelrass (1996), especially chap. 6; Cummings (2002). Opposition of the Cape Dutch authorities to the practice of Islam is well attested, as much because of its spread among slaves as from Christian conviction (there were no missionary movements in the Dutch colony).

15/ Ross, 1983, p. 20.

16/ Resolutions of the Council of Policy, 10 March 1767, http://databases.tanap. net/cgh/ (accessed 18 May 2010).

17/ On trends in the VOC slave trading networks see Vink (2003) and for the rise and fall of the Bugis networks, Jones, 2007, p. 241. For the Cape see Worden (2005).

18/ CA, CJ 796, sententiën in criminal cases, 7 May 1792, f°102r°.

northern and eastern region in the hinterland of Africa or, less usually, stowing away on board ship. Often this was after a dispute with an owner or overseer[19]. Attacks on farms took place, usually by runaways in search of food and ammunition. These forms of slave resistance bear a close parallel to Genovese's characterisation of slave responses prior to the "trans-Atlantic bourgeois-democratic revolutions of the late eighteenth century", which sought to restore the past, preferably away from the world of the slave owners, as runaways or in maroon communities[20]. In 1760 Asian and Islamic cultural traditions served a similar function for at least some Cape slaves.

1790s: "My Right To Speak"

These patterns continued throughout the eighteenth century at the Cape, but at the beginning of the 1790s new forms of slave challenges to the social order also begin to appear in the records. Slaves were reported to be refusing to carry out the ritual signs of subservience to colonists that pervaded personal interactions in such a hierarchical society. In November 1792 the burgher Tielman Roos Jansz met Mentor van Mozambique, a Stellenbosch farm slave belonging to another farmer. According to the court evidence, he greeted Mentor saying, "Good day, *jongen*", while the same did not want to greet him, whereupon [Roos] asked him if he, Mentor, did not greet a Christian? which the slave answered by saying no, because he was not obliged to greet the testifier but only his owner and mistress." Such "insolent behaviour" led Roos to hit Mentor with the *kirrij* he was carrying, in reaction to which Mentor seized him by the throat and a fight ensued[21]. Mentor was sentenced to a public whipping and 25 years hard labour on Robben Island for assaulting a settler. That was not in itself unusual. What is more remarkable is the limitations Mentor set to the verbal and physical acknowledgment he would give to free men. By refusing to obey the conventions of interchange at the demand of a farmer, he challenged the right of settlers to command subservience from him, although reserving that right for his owners.

19/ Worden (1985), chap. 9, PENN 1999.

20/ Genovese (1979), p. 82.

21/ Worden and Groenewald (2005), pp. 607-608. Translated from CA, 1/STB 3/12 Criminele verklaringen, 1786-1793, 22 Nov. 1792, unpaginated.

Not all slaves made such a concession. In early 1794, Abraham van Macassar met his owner Matthiam Hoffmann when returning from a day's work in the fields. Abraham made no greeting. When asked "why he could not say 'Good evening', he replied, 'If I do my work during the day and come home in the evening, that is enough[22]." It was not enough for Hoffmann who beat Abraham with his fists. Abraham retaliated in a more traditional fashion, by setting fire to the house that night.

In the previous year, Cesar van Madagascar made a similar challenge to slaveholder authority. At 8.30 pm on the evening of 14 June 1793, the burgher farmer Daniel Malan went into the farm kitchen where he found some of his slaves, including one Cesar van Madagascar. In the words of the court prosecutor, he asked them "why they had not gone to bed, as they would have to get up again early in the morning to help plough the fields". The prisoner [Cesar], who according to the testimony of his owner has already on several occasions employed outrageous and improper expressions with regard to him, answered him in an impudent way, and indeed, according to the prisoner's own confession, with these words: "I am going to make my bed just now, there is enough time, I will inspan the cattle early tomorrow". The prisoner's owner hereupon ordered the prisoner to be silent; without this order, however, making even the least impression upon the prisoner, since the prisoner, instead of obeying this, continued on the contrary in an insolent fashion: "I was awake early enough, but because the weather was bad, I did not want to get up, and I must have my right to speak.[23]" This was too much for Malan who hit Cesar with his stick.

Cesar's words, repeated in shock to the Fiscal by Malan, and confirmed by Cesar during his interrogation, are perhaps one of the most significant statements made by a slave in the vast surviving corpus of eighteenth-century legal documentation in the Cape archives[24]. A slave asserts his "right to speak" in the face of contrary orders by his owner. Resistance to orders by slaves was commonplace, either by passive means such as slow or inefficient work, or more overt forms

---

22/ *Ibid.,* p. 618. Translated from CA, CJ 449, Criminele process stuken, 1792-1794, 24 Jan. 1794, f^{os}419-21.

23/ *Ibid.,* p. 614. Translated from CA, CJ 796, Sententiën, 1790-1794, 9 Nov. 1793, f^{os} 279-84.

24/ CA, CJ 447, Testimony of Daniel Malan, undated, f^{o}580 and Interrogation of Cesar van Madagascar, 17 July 1793, Article 11, f^{os} 585-586.

such as physical violence or desertion. All slaves recognised however that this was to break the codes of slave law and to risk severe punishment. Now however, Cesar claims the ability to argue against his owner's orders as a *right*.

These three cases thus reveal a new feature of Cape resistance. Physical conflict and violence are still endemic, leading in each case to bodily attack by the owner and retaliation from the slave (who was subsequently brought to justice and duly punished). However the cause of each attack was a refusal of slaves to provide the due cultural markers of deference: a greeting in two of the cases and an assertion of the 'right to speak' in the third. Something new was happening, which the courts found alarming.

There is no way of telling how typical such responses were, since it was not the act of verbal defiance but the violence which followed that led to the recording of these episodes. How many other Cape slaves refused to doff their hats or greet their owners? How many others either asserted their right to speak or merely had such thoughts without saying them aloud? Nonetheless, it is striking that three such cases appeared before the Council of Justice in close proximity, and that after thirty years of working with these records I have yet to find a similar example for the rest of the eighteenth century.

It is of course tempting to conclude that Cape slaves were asserting a new defiance against outward signs of their subservience at precisely the time when slaveholder authority had been severely challenged in Haiti (1791), in its turn fomented by a concepts of human rights that stemmed from the events in Paris. As David Brian Davis has argued, "[t]he Haitian Revolution was indeed a turning point in history. Like the Hiroshima bomb, its meaning could be rationalised or repressed but never really forgotten, since it demonstrated the possible fate of every slaveholding society in the New World[25]." And not only on the western side of the Atlantic. Do these cases reveal the seismic impact of this eighteenth-century Hiroshima on the slaves of the distant Cape?

We have no direct evidence for this. During the late eighteenth and early nineteenth centuries the Cape, in the words of Keletso Atkins, "far from being isolated from the broader Atlantic world during this period of immense events… was strategically positioned at the

25/ Davis (2001).

southernmost end of a great commercial and information highway[26]." Rumours and reports of events in the wider world abounded within the port town in particular, many spread by soldiers employed in the mercenary regiments sent to protect the Dutch Cape and by sailors from Asia, Europe and the newly independent United States. As Geggus reminds us, "the basic facts of the Haitian Revolution appear to have been rapidly disseminated along maritime trade routes by sailors, refugees and proselytizing privateers of diverse origins[27]." We know that sailors from America and Asia were among the many deserters who were recorded as missing in the Cape Town hinterland in 1792[28]. In 1793, the government ordered all prisoners and slaves working on Robben Island to be transferred to the Company works on the mainland because of rumours of war between France and the United States[29].

There can be little doubt that while precise details might have been muddled, the slaves of Cape Town and its hinterland would have been aware that the old order was being challenged. Cesar van Madagascar spoke a language of popular rights that seems directly connected to that spoken in France and Haiti[30]. Yet as the recent debates on the broader impact of Haitian Revolution on the Atlantic World have made clear, this did not necessarily transfer itself into instant revolution. Countering Genovese's assumption that it was Haiti that produced a wave of revolt throughout the region, Drescher has more recently argued that its impact was more symbolic than actual: Haiti was "both unforgettable and unrepeatable[31]." In many parts of the Atlantic World, slave revolt was more directly linked to abolitionism generally than to a direct copy of Haiti[32]. Nonetheless Haiti certainly made both slaves and slave-owners aware of what *could* be done, not only in terms of political overthrow but also as a cultural revolution which overturned the everyday rituals and social norms of a slave-owning society in the ways which Cesar and others had clearly demonstrated.

26/ Atkins (1996).

27/ Geggus (2001), p. xi.

28/ CA, CJ 74, Crimineele regtsrollen, 1792, f^{os}15-18.

29/ CA, CJ 796, Sententiën 1790-1793, 7 Oct. 1793, f^{o}274.

30/ The development of such a discourse is covered in a vast literature. For a recent assessment of its global impact see Bayly (2010), pp. 212-13.

31/ Drescher (2001), p. 13. Genovese (1979), p. 87 argued that Haiti "marked the turning point in the history of slave revolts in the New World".

32/ Geggus (2001), p. 248.

1808: "Everything turned upside down[33]"

This indeed was the case for the Cape Colony. It took over a decade for the kinds of awareness of "rights' expressed by Cesar of Madagascar to take a more overtly political form. In 1808 about 340 slaves marched on Cape Town from the Zwartland and Koeberg hinterland. They planned to "first take a battery and then… write a letter to the Governor, to grant our freedom, and if that was refused we should fight ourselves free[34]."

The 1808 uprising was, in one sense, a fiasco. It lasted less than 48 hours and was swiftly crushed by two dragoon detachments before it could reach the town. Its leaders were executed and its followers sent back to their owners[35]. Later historians dismissed this as chaotic, disorganised and doomed to failure[36]. Few have seen it as part of a wider Atlantic revolutionary consciousness[37]. Yet, as the numerous slave revolts of this era in the Americas and Caribbean illustrate, success à la Haiti did not take place anywhere else. What is more significant than ultimate success, are the forces that catapulted the Cape slaves into action, and the symbolic and cultural significance of their actions.

It is clear that the leaders of the 1808 uprising were influenced by wider developments of the era. The Cape Colony had been much affected by the "first world war" that had been raging since 1792, and had passed backwards and forwards between Dutch and British colonial rule. The latest shift had been in 1806, when British forces

---

33/ "t liep alles zoo door malkander", cited in CA, CJ 516, first examination of Isaac van Mozambique, 9 Nov. 1808, Article 14, f^{o}418.

34/ CA, CJ 516, Documents in cirminal cases, 1808, examination of Louis van Mauriitus, 31 Oct. 1808, f^{o}37

35/ For a brief account of the revolt in the context of broader slave resistance at the Cape, see Worden, 2007a. Another description is Loos, 2004, pp. 69-73, focussing on the role of Louis van Mauritius.

36/ This was reflected in an article published in the Cape's largest-circulation newspaper on the bicentennial anniversary of the uprising by the historian Dan Sleigh, describing it as "lacking logic and misled", Sleigh, 2008.

37/ For example, Harris, 1988. The other key work on the revolt is Ross, 1983, which focuses on the weaknesses of organisation. An earlier dissertation summarizes some of the archival record without commentary (and with major omissions), Joubert (1946). Much more suggestive is the recent undergraduate research essay of De Villiers (2007). Nicole Ulrich (Wiser, University of the Witwatersrand) is currently undertaking a doctoral study of the revolt in the comparative context of underclass resistance in the eighteenth and early-nineteenth century Cape, the initial findings of which are published as Ulrich (2010).

defeated the Batavian military governor General Janssens at Blouberg and established a military-based administration that continued until final confirmation of British rule over the Cape in 1814. Slaves living in the Zwartland and Koeberg areas would have been acutely aware of such upheavals. The battle of Blouberg had only taken place two years before the revolt of 1808 and was within sight of many of the farms that were targeted. Indeed the rebels planned to "join altogether at the place where General Janssens encamped with the Dutch troops" before marching on Cape Town[38].

Moreover in April 1808 Westminster legislation ending the slave trade was implemented at the Cape, despite the objections of local slave owners. Although this did little to alleviate the position of slaves in the colony —indeed in some respects it made their lot worse—it raised expectations that the new government was more sympathetic to the slaves[39].Their principal leader, Louis van Mauritius, ran a small wine shop at the Cape Town harbourside, and it was here that two Irishmen, James Hooper and Michael Kelly, told him that "there were no slaves in our country, neither in England, or in Scotland or in America". Louis responded that "it was a bad thing that there should be slaves here[40]." hey brought welcome confirmation of the hopes of Cape slaves that freedom was in the air.

Hooper and Kelly were typical of the increasingly diverse and transient population of the port city who brought news and experience from the wider world[41]. Hooper, aged 26, had been at the Cape for seven or eight months, having previously worked as a servant to a ship's captain and been in Portsmouth, Spithead (significantly around the time of the naval mutiny) and Calcutta. He claimed he had been stranded in the Cape when he missed his ship, and had drifted between the Cape Town home of a certain "Mr Venables", a "house where there

---

38/ CA, CJ 516, XXX, first examination of James Hooper, 29 Oct. 1808, Article 46, p. 76.

39/ After 1808 a reduced number of slaves bore the labour burden of the expansion of the wine farming sector in the colony. Moreover slaves captured from Portuguese vessels were indentured at the Cape as "prize negroes" for 25 years, Saunders (1994).

40/ CA, CJ 516, ZZZ, first examination of Michael Kelly, 4 Nov. 1808, Art. 29, pp. 201-202.

41/ For the "singular mix" of Cape Town's growing population in the early nineteenth century, see Worden, Van Heyningen and Bickford-Smith (1998), pp. 88-96.

is a billiard table" in Simonstown, the Wynberg military camp, where he remained "sometimes in the canteen and sometimes among the Hottentots" and finally at Louis's wine *tapperij* in Cape Town[42]. Kelly, aged 24, was a soldier in the East India Company army in India who was invalided out and had spent some four or five months at the Cape working as a servant and on board coastal ships. He subsequently lost both his discharge papers and his employment and ended up "of no fixed abode" and sleeping rough in stables. This was a decided downfall for someone who claimed to be "a young man genteely educated" that had "served my King and Country well from my youngest years[43]."

Hooper and Kelly were thus young men who had left the tumultous world of their native Ireland (where rebellion against the English erupted in 1798) and drifted around the British Empire in the Atlantic and Indian Oceans, coming into contact with the diverse social world of soldiers, sailors, servants and slaves. Their ideas about the ending of slavery may not have been strictly accurate, but they did reflect the broadly radical and revolutionary atmosphere of the ships, ports and harbours of the era[44]. Hooper especially made the Cape Town slaves with whom he came into contact aware of such issues. It was his landlord Louis van Mauritius who led the uprising, demanding liberty and the removal of the slave owners to "another country" since "I had heard that in other countries all persons were free, and there were so many black people here who could also be free, and that we ought to fight for our freedom and then *Basta!*[45]" Freedom, he came to believe, belonged to the slaves of the British empire by right and it seemed to him not unreasonable that the new Cape authorities would grant it with a little forceful persuasion.

It is clear that wider ideas about abolitionism, rather than the specific example of the Haitian Revolution, were foremost in the minds of the 1808 rebels. Yet there are clues that some of the symbolism of Haiti was reflected in the plans hatched in Louis of Mauritius's

---

42/ CA, CJ 516, XXX first examination of James Hooper, 29 Oct. 1808, Articles 56-65, pp. 78-81.

43/ CA, CJ 516, ZZZ, first examination of Michael Kelly, 4 November1808, Articles 1-14, pp. 197-99 and Article 75, p. 215.

44/ For which there is now a large literature, the key work being Linebaugh and Rediker (2000). A brief but suggestive account of African American sailor influences at the Cape in the war of 1812-15 is Atkins (1996).

45/ CA, CJ 516, WWW, 1st examination of Louis, 31 Oct. 1808, Article 24, p. 28, HHHH examination of Jacob van Mozambique, 1 Nov.1808, Article 14, p. 412.

wineshop. Most strikingly, the leaders equipped themselves with dress designed to look like regimental uniform. Gold and silver epaulettes and large and small swords presented the wearers as officers. Ostrich feathers were "to be put on the hats of the principal persons[46]." These were not worn straight away, but were intended to be placed on Louis's hat when he was declared as "Governor of the blacks at the Cape[47]." It is tempting to speculate that this apparel was inspired by visions of the revolutionary ex-slave governor of Haiti. Certainly Hooper and Kelly saw their significance. When they ran away from the rebels in alarm as the uprising was getting underway, they took the epaulettes and feathers with them.

A desire for freedom —"to hoist the bloody flag and fight themselves free"— was paramount[48]. But no further plans for social re-organisation were made. Indeed Louis organized some of the slaves of the farms they visited to work as his personal servants. At the subsequent judicial hearings many rebels claimed that they had been misled by Louis into believing that the *groote heeren* (great men) had ordered them to come to Cape Town with their owners in tow or else had intimidated them into joining him by threats of having their "heads chopped off' if they refused[49]". Although the desire to absolve themselves from responsibility at their trial needs to be taken into account, some historians have thus argued that Louis's slave followers were merely continuing their usual practice of following commands. As Geggus has recently commented in relation to Haiti, "far from being driven by "democratic ideals", the revolution that grew out of the slave uprising was authoritarian from beginning to end[50]."

But while the political goals of the 1808 uprising may have been authoritarian and unrealized, a detailed examination of the events that

---

46/ CJ 516, ZZZ, 2nd examination of Michael Kelly, 17 Nov. 1808, Article 6, p. 228.

47 CA, CJ 515, B, notes from Lindor and Coenraad Johannes Gie, 30 Oct. 1808, pp. 11-12, CA, CJ 516, ZZZ, 1st examination of Michael Kelly, 4 Nov. 1808, Article 59, p. 211.

48/ CA,CA, CJ 802, Sententie, p. 759.

49/ For examples of the former , CA,CA, CJ 516, LLLL examination of Francis van Mozambique, 9 Nov.1808, Article 23, p. 441, CA,CA, CJ 516, TTTT, 2nd examination of Jason van de Kaap, 18-19 November1808, Article 19, p. 692 and of the latter, CA,CA, CJ 516, MMMM, examination of Meij van de Kaap, 9 Nov. 1808, Article 14, p. 447.

50/ Geggus (2010), p. 97.

took place on the farms of the Koeburg reveal a different and, I would argue, equally significant kind of revolution. The revolt differed markedly from patterns of slave resistance in the eighteenth century, when slaves attacked owners or their property but then ran away. What was novel in this case was that instead of fleeing, the slave rebels captured the farmers, bound them with bridles or ropes and carried them off as prisoners. They then proceeded to other farms to repeat the process. The result was panic in the district. Men, sometimes with their families, as well as women on their own or with their children, fled their homes as rumours spread of the rebel activities. Godlieb Andreas Willer, after hearing from another farmer about the attacks, hid himself behind the wall of his vineyard, from where:

> at about midnight he saw a troop of about twelve blacks coming to his house who were making a great commotion for a couple of hours and forced their way into his house and after a couple of hours there they went away again; at daybreak a troop of blacks again came on horseback and forced themselves into the house and were there about half an hour before leaving; he came out of his hiding place and returned to his home and found that a mirror and some panes of glass were broken and his desk broken into and its contents strewn about though he couldn't say in what quantity; four of his slaves were missing, Maart, Africa, Simon and America[51].

This represents the world turned completely upside down. The owner of a farmstead runs away and watches helplessly while groups of slaves twice occupy his house and land and his own slaves desert him. Such role reversals were characteristic of the events of 1808 and they represented a new kind of radical challenge to the existing order. Slaves entered the world of the farmstead and took it over.

In so doing, the 1808 rebels challenged and appropriated the cultural markers of their oppression as slaves. This was evident in the first farm they visited. Louis dressed in his Haitian-style uniform, was presented to Jacomina Laubscher, the farmer's wife (the farmer being away) as a visiting Spanish captain with his own personal servants. She offered them accommodation and supper, serving them wine and food[52]. The slave thus became the guest of honour at the table of the master.

51/ CA,CA, CJ 515, , PP, testimonyof Godlieb Andreas Willer, 7 Nov.1808, pp. 251-252.

52/ CA, CJ 515, E, testimony of Jacomina Henrina Laubscher, 6 Nov.1808.

This was a deliberate deception. At the dozen farms that the rebels attacked on the next day there was no such delusion. But their actions continued the cultural reversals of the night before. For example, they hunted down farmers who tried to escape, in a reversal of the hunt for slave runaways. Meij van de Kaap, a farm slave, was ordered by the rebel leader Jonas to "hunt for Nicolaas Mostert, which I did with my horse and gun and captured that man in the veld and brought him to the house… at the farm of Mett van der Spuij we caught a slave in the wheat field and forced him to say where his master was, and we then found him and took him captive, and drove him to the house in front of the horses with his wife[53]." Not only were such farmers and their families captured by slaves, but they were humiliatingly returned to their own farms as captives, on foot, and driven by slaves on horseback. Van der Spuij's wife asked them in outrage "how they dared to drive Christian people in front of the horses like that[54]."

Sometimes slaves gave commands while holding a sjambok, the quintessential symbol of the slave owner or overseer. Jan Basson Albertsz, a farm blacksmith, described how he was captured by three slaves, one of whom had a gun and bandolier but all three of whom carried a sjambok[55]. Hendrick Grijling, an overseer on the farm of Jan Dreijer, was ordered by "a slave unknown to him [actually August van de Kaap], holding a large sjambok in his hand" to give him wine, and when he did so in a small glass said that "if he did not give him a large glass he would take the sjambok to him[56]." His possession of a sjambok was particularly singled out in the sentence at his trial[57].

August's demand for a large glass suggests more than a desire for extra drink. It was an assertion of his authority and a reversal of the norms whereby slaves on wine farms were given tots of wine in amounts and at times chosen by the overseer. It was also an transgression of space. Grijling had been standing on the stoep of the house while the rebels

---

53/ CA, CJ 516, MMMM, examination of Meij van de Kaap, 9 Nov. 1808, p. 446.

54/ CA, CJ 515, testimony of Mett van der Spuij, 5 Nov. 1808, p. 327. On the humiliation (and pain if the horses kicked their heels) of being driven in front of a horse, see Gerard Sekoto's depiction of *Prisoner being led in front of a mounted horse* (ball point on paper, c.1960) reproduced in SEKOTO (1995), p. 26.

55/ CA, CJ 515, O, testimony of Jan Basson Albertsz., 2 Nov. 1808, p. 112.

56/ CA, CJ 515, VV, testimony of Hermanus Grijling, 5 Nov. 1808, p. 286-287,CA, CJ 516, examination of August van de Kaap, 12 Nov. 1808, p. 662.

57/ CA, CJ 514, A, Eijsch en conclusie, 5 Dec. 1808, Articles 1318 and 1320, p. 204;CA, CJ 802, Sententie, p. 803.

had assembled the farm slaves in the werf. August's demand for a wine glass, and a large one at that, required Grijling to break the boundary between the "slave" werf and the "farmer" house and wine cellar.

Such spatial invasions were a source of particular concern to the authorities in the trial records. A frequent pattern was that the rebels assembled all the slaves and their owners in the farmyard, while horses and wagons were commandeered. Orders were given to hand over guns and ammunition, and sometimes cash and food. Some slaves then entered the homestead itself, often (as above) with a standoff on the *stoep* at its entrance[58]. At one level this was a plundering of the houses for food, ammunition, cash and clothing which were of practical use to the rebels[59]. They also rifled through the contents of desks and chests to take or destroy papers and documents which represented the legal powers of property that landowners and slaveholders held over them[60]. But the very passing over the threshold of the settler homestead without permission of the owner was a violation of the spatial order of the farmstead[61]. The court was much concerned with the issue of who entered houses and who remained outside them[62]. For example, Lodewijk van de Kaap stated

58/ The spatial significance of the *stoep* as boundary marker is striking. On the evening of their dinner with Petrus Louw's wife, Hooper and Louis walked in the garden and 'backwards and forwards on the stoep' where she remained sitting before entering the house for supper,CA, CJ 515, E, testimony of Jacomina Laubscher, 6 Nov. 1808, Article 2 and 5, p. 63-4. Abraham van de Kaap defended himself from accusations of plunder by saying that he "stayed on the stoep" rather than entering the house,CA, CJ 516, XXXX, 1st examination of Abraham van de Kaap, 13 Nov. 1808, Article 28, p. 533. August van de Kaap claimed that he "stood on the stoep to stop the volk doing harm in the house",CA, CJ 516, QQQQQ, 1st examination of August van de Kaap, 12 Nov. 1808, Article 10, p. 662.

59/ Robert Ross argues that "property rather than persons suffered most", Ross, 1983, p. 102. For details of the damage to property, made by farmers seeking to regain items seized, seeCA, CJ 515, PPP-UUU, 4 Nov. 1808, pp. 421-36 and VVV, report of Veld Cornet N Mostert, 14 Nov. 1808, p. 439-40. They included in one case, 10 children's *spaarpotten* or savings boxes.

60/ CA, CJ 802, Sententie, p. 749;CA, CJ 515, RR, testimony of Christiaan Storm, 7 Nov. 1808, p. 265;CA, CJ 515, BBB, testimony of Mett van der Spuij, 5 Nov.1808, p. 330.

61/ Slaves of course were an integral part of the households as domestic workers, although Shell suggests that this was more true of women than of men, Shell, 1994, pp. 289-329. Certainly the spatial distinctions of farm/werf/house were more rigid on farms than in Cape Town houses, a feature which continued well into the nineteenth century. See Scully, 1990, pp. 80-2.

62/ For example,CA, CJ 516, VVVVV, 1st examination of Isaac van der Kaap, 9 Nov. 1808, Article 10, p. 699.

in his defence that he "went up to the door of the house to tell the *volk* who were inside it that they should do no wrong", carefully noting that he did not cross the threshold[63]. Particularly outrageous was the invasion of bedrooms, the most private of spaces. Adriaan Louw was lying sick in his room when the slave Geduld burst in, walked twice around his bed and then stood at its foot pointing a gun at him and ordered him to be tied up[64]. Conversely, accusations that Pieter Theron, a Cape Town free burgher, was associated with the rebels were strengthened by the evidence of three farm slaves that he had asked for a glass of water in the back kitchen and had been seen standing on the stoep rather than entering the main part of the house[65]. In this case a freeman was suspect because of his physical location in "slave space".

The rebels also showed no respect for the established hierarchies and conventions of language. Louis rebuked one of Hendrick Albertus van Niekerk's slaves for saying "Good day" to him, with the comment, "What's this with 'Good day', 'Good days' are over now, we are Christians[66]." The time for deferential greeting was over. Abraham van de Kaap told the slave Samina "not to cry for a Christian' since the insurgents the next day would hoist the bloody flag and fight themselves free, and that then the slave girls could in their turn could say *jij* to their mistresses (a disrespectful form in the Dutch language)[67]." Indeed in the testimonies given to the court, several of the farmers reported words uttered by the rebels to them using the familiar *jij* form. For example, it was reported that Geduld van Mozambique had said to one farmer's wife, "dan moest *je* hebben hooren smeeken, op al *jou* praatjes kan *jou* niets helpen" — [my italics] "all your entreaties and prattlings can do nothing to help you now[68]." There were other examples of

63 CA, CJ 516, MMMMM, 1st examination of Lodewijk van de Kaap, 18 Nov. 1808, Article 7-8, p. 630-1.

64 CA, CJ 515, OO, testimony of Hercules Landenberg, 18 Nov. 1808, p. 248.

65/ CA, CJ 516, testimony of Rachel van de Kaap, 4 Nov. 1808, p. 737-8 and of Janna, 5 Nov. 1808, p. 745.

66/ "Wat goede dag, nu is goeden dag uit en nu zijn wij Christenen", CA, CJ 515, GG, testimony of Hendrick Albertus van Niekerk, 4 Nov. 1808, p. 202.

67/ According to the *sententie* (the Fiscal's summary of the case), CA, CJ 802, p. 759, although this is not recorded in the surviving testimonies,CA, CJ 414, article 627, p. 108. The use of *jij* rather than *U* in Dutch is roughly equivalent to the German *du/Sie* or French *tu/vous* distinction. The respectful *U/uw* would be expected from slaves speaking to their owners or to other free people and even, in Dutch, by children addressing their parents, DONALDSON, 1997, pp. 57-8.

68/ CA, CJ 515, LL, testimony of Adriaan de Waal, 14 Nov. 1808, p. 221.

rebels silencing, mocking or subverting farmers' words. Artend de Waal was told (also using the "disrespectful" *jij* form), "Mother fucker, if you speak we'll shoot you[69]." When Pieter van der Westhuisen Gijsbertsz cried out "O God what is happening to me" as he was tied up, Louis hit him with the side of his sword saying (again with *jij*), "Think you now of God?[70]." Verbal ridicule accompanied physical humiliation.

The tying up of the "Christian" prisoners emphasized the reversal of their physical power over the slaves. It was not the only bodily reversal that they experienced. Although Ross has stressed that the uprising was remarkably peaceful, with no deaths and one rape, humbling threats to the bodies of the farmers and their allies were frequent. Adrian Louw was dragged from his bed by the hair. As we have seen, some were marched in prisoner files. Others were prodded with swords, threatened with guns and hit in the face. In one episode which Johannes Augustus Dreijer Gansz related at the inquest, "Abraham did not tie him up but he did hit him with a sword on side of his hat which he was wearing on his head… and that there was a small tear on the rim of his hat which he showed [the court] and there was a very small scratch on it[71]." The most serious blow here was to Dreijer's dignity. Doffing a hat was expected of inferiors in the presence of their betters. It is tempting to speculate that Abraham was aiming to topple Dreijer's hat from his head in order to emphasize his new-found superiority over the farmer.

A major concern of the authorities throughout the hearings was who had been on horseback and who not. Riding, or even just sitting on, a horse was clearly a sign of status and authority. Indeed a key marker of male free burgher identity was the ownership of a horse and gun[72]. Slaves might ride horses, but they did not have the right to do so, and they were not supposed to have guns. However all of the rebel leaders commandeered horses and Louis gave horses and guns to those

---

69/ "Moerneucker, als jij praat zullen wij jou doodschieten", CA, CJ 516, FFF, testimony of Sabina, 19 Nov. 1808, p. 349.

70/ "O God wat komt mij over" and "Denk jij nou om God?", CA, CJ 515, M, testimony of Pieter van der Westhuisen Gijsbertsz., 19 Nov. 1808, p. 103.

71/ CA, CJ 515, UU. testimony of Johannes Augustus Dreijer Gansz., 5 November 1808, pp. 283-4.

72/ This is evident in the annual *opgaaf* census returns for the colony, in which the horses and guns owned by free burghers are recorded. Male burghers in the rural districts, including unmarried sons and landless *eenlopende personen*, are regularly listed as possessing at least one horse and a gun. *Vrijswarten* do not usually possess guns.

he appointed as commanders under him[73]. Louis and Abraham's transition from slaves to free rebel leaders was marked by their progress from their Cape Town hired wagon to horseback. Moreover they rode horses while farmers were forced into the back of wagons. This was another symbolic marker of the world turned upside down. Much was therefore made of slave rebels ordering farmers down from their horses and of demanding that they stay put in the wagons during the journey through the Zwartland[74]. In their subsequent defence some slaves denied that they ridden on horseback, while others insisted they had "been put" on horses in a passive syntax that tried to minimize their active guilt in such a symbolic transgression of the social order[75]. One was more willing to admit to having a gun than to riding a horse[76].

The revolt also overturned the gendered norms of Cape slave society. Cape slave men were emasculated by their status as slaves, unable to assert command in the workplace or patriarchal control within their own families[77]. The male slave rebels of 1808 reversed this by asserting what was for them a new form of gendered power and control. It is tempting, albeit speculative, to particularly interpret Louis's actions in this way. As a slave, Louis's life was controlled by free women. He had been owned by Willem Kirsten, a man whose

---

73/ For example, CA, CJ 516, EEEE, examination of Mossok van Mozambique, 11 Nov. 1808, Article 17, p. 292; VVVV, examination of Anthonij van Madagascar, 12 Nov.1808, Article 11, p. 514, LLLLL, examination of April van Mozambique, Articles 8-10, p. 622.

74/ For exampleCA, CJ 515, DD, testimony of Andries Fockel van Gousch, 2 Nov. 1808, pp. 184-5; CA, CJ 515, AA, testimony of Petrus Laubscher, 12 Nov. 1808, p. 172;CA, CJ 516, FFFF, examination of Tiberius van de Kaap, 10 Nov. 1808, Article 19, p. 300.

75/ For example, CA, CJ 516, JJJJ, 1st examination of Isaac van Mozambique, 9 Nov. 1808, Articles 20-21, p. 419,CA, CJ 516, OOOOO, 1st examination of Cupido van Mozambique, 9 Nov. 1808, Article 17, p. 647 (this was a characteristic court "trick question"): "On which farm did you sit on a horse? To which Cupido replied, "Ik heb en het geheel niet te paard gezeeten". An example of a passive construction is the statement of the 13 year old slave Apollos van de Kaap, "zij hebben mij op een paard geset",CA, CJ 516, RRRRR, examaination of Appoloos van de Kaap, 10 Nov. 1808, Adeticle 10, p. 670.

76/ CA, CJ 516, JJJJ, 2nd examination of Isaac van Mozambique, 15 Nov. 1808, Article 2, p. 423.

77/ Van der Spuy argues that the 1825 Bokkeveld 'uprising' was in no small measure provoked by the grievances of Galant van de Kaap, its leader, at the limitations and loss of his male authority, Spuy (1996). Scully (1997), argues for the assertion of such roles by freed slave men after emancipation.

marriage broke down "as a result of which he became the property of his mistress[78]." He was then hired out to Anna, a free woman who was described as his "wife", although formal marriage was forbidden for slaves[79]. In contrast to the expected gendered role of a free man, Louis the slave's employment, home, family network and relatively independent status in Cape Town was dependent on his free female partner. Ross speculates that he might have been hoping for freedom, but that Anna's illness (and subsequent death during the trial of the rebels) threatened this[80]. To become a military commander and to fight for his own freedom was certainly a marked gendered reversal for Louis.

We lack enough detail to know about the gendered circumstances of the slaves who joined Louis. What is clear is that their actions asserted a particularly clear notion of masculinity which was at odds with their position as slaves. Riding horses, owning guns and giving orders were characteristic markers of burgher men in Cape society and these were the models that the rebels followed. They also targeted burgher men, rather than women, doubtless because they perceived men to be their main opponents as the patriarchs of the farms. It was the men alone who were to be taken prisoner[81]. Burgher women were left behind and, with the notable exception of the rape of Jacoba Baardhuijs, were not harmed. When Pluto van Bengalen threatened one farmer's wife with a knife, his fellow slaves seized him and placed him in the wagon "because they thought I was going to stab the woman[82]."

The absence of the farmer Petrus Louw on the first night of the revolt was cause of particular consternation to Louis and his companions, who had planned to seize him at the first opportunity. They repeatedly asked his wife, Jacomina Laubscher, when her husband was expected home and "walked… backwards and forwards on the stoep"

78/ Loos (2004), p. 70.

79/ In spite of this legal restriction, stable partnerships between slaves were informally described as those of *man* and *vrouw* in the eighteenth and early nineteenth centuries, Worden (1985), pp. 57-58; Mason (1991), p. 119.

80/ Ross (1983), p. 97.

81/ On only one occasion, at the second farm visited by the rebels, there was some dispute amongst them as to whether Elizabeth Laubscher, a woman in charge of the farm during her husband's absence should be taken. She was initially tied up, but was soon after released, CA, CJ 515, G, testimony of Elizabeth Christina Laubscher, 6 Nov. 1808, p. 79.

82/ CA, CJ 516, UUUU, examination of Pluto van Bengalen, 11 Nov. 1808, Article s15 and 19, p. 510-511.

discussing what to do. Kelly late reported that because the master was not at home I said we should not begin and the wife and children would only be frighted to no purpose, and that we therefore ought rather to wait until the master returned[83]."This change of plan may have been the cause of Hooper and Kelly's flight that night. The following morning, when Louw still had not returned, Louis and Abraham ordered the inspanning of the horses, ignoring Jacomina's counter command to her slaves and leaving her behind on the farm when they departed[84].

Slave women seemed not to have actively participated in the rebellion. This may have been deliberate choice by the leaders: Louis and Hooper only informed the male slaves at *Vogelgezang* of their plans in advance[85]. Where women are mentioned they are usually presented as passive, or as loyal to their owners. Spacie, a slave on Dirk Verweij's farm in the Koeberg, for example, hid the guns and ammunition under the bedding when she heard the rebels demanding them, and Janna, a "free Bastaard" accompanied her mistress in their flight from the rebels and helped her to hide when they ran into them again at a neighbouring farm[86]. This might support historian Robert Shell's argument that many slave women worked within the household, unlike the male farm hands, and were bound more closely to their owners (and especially their mistresses) by paternalistic ties[87]. But it also points to the exclusion of women from the masculine business of conducting rebellion.

The rebellion not only changed slave gendered roles, it also overturned the gendered position of the farmers. Word soon got around that men were the targets of attack. As a result, settler males fled or hid, sometimes together with their families but sometimes leaving their wives and daughters behind to face the rebels alone[88]. Several families

---

83/ CA, CJ 515, E, testimony of Jacomina Laubscher, 6 Nov. 1808, Question 2, p. 63; CJ 516, ZZZ, 1st examination of Michael Kelly, 4 Nov. 1808, Article 33, p. 206.

84/ CA, CJ 515, E, testimony of Jacomina Laubscher, 6 Nov. 1808, pp. 61.

85/ CA, CJ 516, YYY, 1st examination of Abraham, 2 Nov. 1808, article 52, p. 164.

86/ CA, CJ 515, WW, testimony of Dirk Verweij, 4 Nov. 1808, p. 295; CJ 516, testimony of Janna, 5 Nov. 1808, p. 745.

87/ SHELL (1994), pp. 289-329.

88/ CA, CJ 515, QQ, testimony of Margaretha Johannes Strijdom, 9 Nov. 1808, p. 255-6. For an example of flight with a family, CJ 516, testimony of Barend Breedenkamp, 3 Nov. 1808, p. 773.

took refuge in the dark away from the homesteads, and some were captured when they were betrayed by their slaves or by the barking of dogs (another role reversal since dogs usually alerted farmers to the presence of strangers or runaway slaves)[89]. Hiding in the bushes was hardly a manly action, as the rebels pointed out. When Mett van der Spuij was driven back to his farmhouse together with his wife and children, he was accosted by Goliath, one of the rebel slaves who told him that skulking in the dark was "the work of a scoundrel and honest people stay in their homes[90]." It took the slave to point out to the farmer his lack of bravery and masculine virtue.

By contrast to this gendered humiliation of male farmers, some of the settler women adopted a more assertive role, perhaps because they had some greater room for manoeuvre since they were not the immediate target of attack. It was Mett van der Spuij's wife who questioned with outrage why the slaves dared to drive her and her husband in front of horses[91]. The elderly Elizabeth Laubscher, on discovering that her son had been taken prisoner, demanded to know which Fiscal it was that Louis claimed had ordered such action, denied that this could be true and insisted that he be released[92]. And when Nicholas Mostert fled his farm together with his family, it was his wife who proposed bribing a slave to hide them in return for money and a silver watch[93]. Slave men were in control and settler women dealt with them while their menfolk fled or lay tied up in the back of wagons.

Although brief and swiftly suppressed, the events of October 1808 had turned the social order upside down. The authorities were concerned that it be swiftly set to tights, by executing the rebel leaders and, even more significantly, returning their followers to their owners, "… to be subject to domestic correction on account of their preparedness to go with the band and to stay with them and to ride with

89/ For example, CJ 515, AAA, testimony of Nicholas Mostert, 9 Nov. 1808, p. 318; CA, CJ 515, BBB, testimony of Mett van der Spuij, 5 Nov. 1808, p. 325-326.

90/ "dat is schelmen werk & brave menschen blijven in haar huis", CA, CJ 515, BBB, testimony of Mett van der Spuij, 5 Nov. 1808, p. 327. As a result, Mett lashed out, threatening to kill Goliath with a knife. At this point another rebel, Fortuijn, stopped him with a gun and with the words, "You motherfucker, you talk of killing? Your time is up", *ibid.*, p. 328.

91/ CA, CJ 515, testimony of Mett van der Spuij, 5 Nov. 1808, p. 327.

92/ CA, CJ 515, G, testimony of Elizabeth Laubscher, 6 Nov. 1808, pp. 77-9.

93/ CA, CJ 515, XX, testimony of Nicholas Mostert, 5 Nov. 1808, pp. 301-2.

them[94]." The hierachy of power and authority on the farms was thus to be re-established, although with what immediate degree of success it is hard to be certain. As Natalie Zemon Davis has commented in a different context, a world turned upside down may be set to rights, but not without undermining assent within the society that experienced it[95]. Certainly the increased willingness of Cape slaves to bring complaints to the authorities and to challenge their owners' authority was evident in the subsequent years leading up to final emancipation in 1838.

Forgotten revolutionaries

The uprising of 1808 was thus, I would argue, a much more significant event in the history of Cape slavery than historians have hitherto realised. When compared to the 1760 episode which this paper has discussed, it reveals a fundamental shift in the character of slave resistance. Then slaves attacked a settler household and murdered its owners, but subsequently ran away and hid, with the ultimate goal of escaping from the colony. In 1808 no-one was killed (until the authorities executed the slave leaders) and instead of escaping the rebels sought to take over the colony, a model case of Genovese's shift from "rebellion" to "revolution". In 1760 the authorities were concerned at cultural manifestations that stemmed from the world the slaves had made and which were outside settler experience, such as Bugis writing and medicinal practices. In 1808 they were faced with slaves appropriating their own markers of authority through clothing, gesture, language and gendered actions. Signs of this were apparent, as we have seen, from the early 1790s. The growing creolisation and Africanisation of the Cape slave population by the early nineteenth century may account for the shift from Asian cultural practices to ones which were more locally derived[96]. But the forms and ideas that underpinned the words and actions of the slave "cultural revolutionaries" of 1808 were also a clear manifestation of newer forces at work within the Atlantic world.

94/ CA, CJ 516, XXXXX, declaration of Fiscal, 29 Nov. 1808, 709-10.
95/ Davis, 1975, p. 131.
96/ Worden (2005), pp. 37-38.

Bibliography

Atkins Kaletso (1996), « The "Black Atlantic communication network": African American sailors and the Cape of Good Hope Connection », *Issue: A Journal of Opinion* 24 (2), pp. 23-25.

Bayly Christopher (2010), «The age of revolutions in a global context: an afterword» in David Armitage and Sanjay Subrahmanyam (eds.), *The age of revolutions in global context, 1760-1840*, Houndmills, pp. 209-217.

Cairns Margaret (1980), «The Smuts family murders», *CABO* 2 (3), pp. 13-16.

Cummings William (2002), *Making blood white: historical transformations in early modern Makassar*, Honolulu.

Davis David Brian (2001), « Impact of the French and Haitian Revolutions » in David Geggus (ed.), *The impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, pp. 3-9.

Davis Natalie Zemon (1975), *Society and culture in early modern France*, Stanford.

De Villiers Hugo (2007), « Commanding the archives — a discourse analysis of the 1808 slave rebellion », *Historical Approaches*, Historical Studies Department, University of Cape Town, 5, pp. 1-8.

Donaldson Bruce (1997), *Dutch: a comprehensive grammar*, London.

Drescher Seymour (2001), « The limits of example », in David Geggus (ed.), *The impact of the Haitian revolution in the Atlantic World*, Columbia, pp. 10-14.

Elbourne Elizabeth (2002), *Blood ground: colonialism, missions and the contest for Christianity in the Cape Colony and Britain, 1799-1853*, Montreal and Kingston.

Geggus David (2001), *The impact of the Haitian Revolution in the Atlantic world,* Columbia.

Geggus David (2010), « The Caribbean in the age of revolution », *in* David Armitage and Sanjay Subrahmanyam (ed.), *The age of revolutions in global context, 1760-1840,* Houndmills, pp. 83-100.

Genovese Eugene (1979), *From rebellion to revolution: Afro-american slave revolts in the making of the New World*, New York.

Harris Karen (1988), « The slave "rebellion" of 1808 », *Kleio* (Pretoria), 20, pp. 54-65.

Jones Colin and Wahrman Dror (2002), *The age of cultural revolutions: Britain and France, 1750-1820*, Berkeley.

Jones Eric (2007), « Fugitive women: slavery and social change in early modern Southeast Asia », *Journal of Southeast Asian Studies* 38 (2), pp. 215-245.

Joubert David (1946), « Die slawe-opstand van 1808 in die Koe-Tygerberge en Swartland-distrikte », unpublished MA thesis, University of South Africa.

Linebaugh Peter and Rediker Marcus (2000), *The many-headed hydra: sailors, slaves, commoners and the hidden history of the revolutionary Atlantic,* London.

LOOS Jackie (2004), *Echoes of slavery: voices from South Africa's past*, Cape Town.

MASON John (1991), « The slaves and their protectors: reforming resistance in a slave society: the Cape Colony, 1826-1834 », *Journal of Southern African Studies,* 17 (1), pp. 103-28.

NEWTON-KING Susan (1999), *Masters and servants on the Cape eastern frontier, 1760-1803*, Cambridge.

PALMER Robert (1959), *The age of democratic revolution: a political history of Europe and America,* 2 vol., Princeton.

PELRAS Christian (1996), *The Bugis*, Oxford.

PENN Nigel (1999), « Fugitives on the Cape frontier, c. 1680-1770 », in Nigel PENN, *Rogues, rebels and runaways: eighteenth-century Cape characters*, Cape Town, pp. 79-81.

ROSS Robert (1983), *Cape of Torments: Slavery and Resistance in South Africa*, London.

ROSS Robert and KOOLHOF Sirtjo (2005), «Upas, September and the Bugis at the Cape», *Archipel* 70, pp. 281-308.

SAUNDERS Christopher (1994), « "Free, yet slaves": Prize Negroes at the Cape revisited », in Nigel WORDEN and Clifton CRAIS (ed.), *Breaking the chains: slavery and its legacy in the nineteenth-century Cape Colony,* Johannesburg, pp. 99-115.

SCULLY Pamela (1990), *The bouquet of freedom: social and economic relations in the Stellenbosch District, c. 1870-1900*, Cape Town.

SCULLY Pamela (1997), *Liberating the family?: gender and British slave emancipation in the rural western Cape, 1823-1853*, Portsmouth, NH.

SEKTO Gerard (1995), *My life and work*, Johannesburg.

SHELL Robert (1994), *Children of bondage: a social history of the slave society at the Cape of Good Hope, 1652-1838*, Hanover.

SLEIGH Dan (2008), « Die slawe se opstand van 1808 », *Die Burger,* 24 Oct. 2008, http://jv.dieburger.com//Stories/Features/By/18.0.1011089532. aspx (accessed 20 May 2010).

SPUY Patricia van der (1996), « Making himself master: Galant's rebellion revisited », *South African Historical Journal,* 34, pp. 1-28.

ULRICH Nicole (2010), « Abolition from below: the 1808 revolt in the Cape Colony », *in* Marcel van der LINDEN (ed.), *"Humanitarian intervention" and changing labour relations: long-term consequences of the British Act on the Abolition of the Slave Trade, 1807*, Leiden.

VINK Marcus (2003), « "The world's oldest trade": Dutch slavery and slave trade in the Indian Ocean in the seventeenth century», *Journal of World History* 14, pp. 131-177.

WARD Kerry (2009), *Networks of Empire: Forced Migration in the Dutch East India Company*, Cambridge.

WORDEN Nigel (1985), *Slavery in Dutch South Africa*, Cambridge.

WORDEN Nigel (2005), « Indian Ocean slavery and its demise in the Cape Colony », *in* Gwyn CAMPBELL (ed.), *Abolition and its aftermath in Indian Ocean Africa and Asia*, London, pp. 29-39.

WORDEN Nigel (2007a), « Revolt in Cape Colony slave society », *in* Edward ALPERS, Gwyn CAMPBELL and Michael SALMAN (ed.), *Resisting bondage in Indian Ocean Africa and Asia*, London, pp. 10-23.

WORDEN Nigel (2007b) « VOC Cape Town as an Indian Ocean port », in Himanshu RAY and Edward ALPERS (ed.), *Cross currents and community networks: the history of the Indian Ocean world*, Delhi, pp. 142-162.

WORDEN Nigel (2010), « "Armed with swords and ostrich feathers": militarism and cultural revolution in the Cape slave uprising of 1808 », *in* Richard BESSEL, Nicholas GUYATT and Jane RENDALL (ed.), *War, empire and slavery, 1770-1830*, London, pp. 121-38.

WORDEN Nigel, VAN HEYNINGEN, Elizabeth and BICKFORD-SMITH Vivian (1998), *Cape Town: the making of a city*, Cape Town.

WORDEN Nigel and GROENEWALD Gerald (2005), *Trials of slavery: selected documents concerning slaves from the criminal records of the Council of Justice at the Cape of Good Hope, 1705-1794*, Cape Town.

Tâmis Parron and Rafael Marquese

Slave revolts and the political foundations of Brazil and Cuba
c. 1790-1825

Slave Revolts and Antislavery in the Age of Revolution

The problem of the political meanings of slave agency during the Age of Revolution, although it has been approached by black militants and historians since the 1930s, only started to be systematically investigated in the 1960s after major innovations in the historiography on New World slavery. The work that had the greatest impact in the field was perhaps Eugene Genovese's *From Rebellion to Revolution*, first published in 1979. Genovese proposes an interpretative model for collective slave resistance between the sixteenth and nineteenth century that distinguishes "restorationist" from "revolutionary" actions. Before the bourgeois-democratic revolutions of the late eighteenth century, as the argument goes, the slave groups who rose in revolt challenging slavery did so against their masters rather than the institution that kept them in captivity, and sought to restore elements of a previous social order.

He adds that the triumph of a bourgeois revolution in France decisively transformed the ideological and economic terrain, as much as to permit that the "… massive revolt in Saint-Domingue could become a revolution in its own right". Henceforth, the success of revolutionary Haitians would set the example for their brethren in other regions of the Americas, by making it possible to associate collective actions of slaves to the overthrow of the institution that kept them subdued. Although Genoveses' arguments have been referred to in works by other historians, such as in the remarkable study about the downfall

of colonial slavery of Robin Blackburn (1988), it can be asserted that objections have prevailed over acceptance.

The criticism ranges from the suggestion of alternative models —like Michael Craton's (1982) formulation of the weight of "creolization" in changing the patterns of slave collective resistance— to empirical criticism resulting from cases in different regions of the New World that do not comply with the chronology proposed by Genovese.[1] His book not only addresses the character of slave revolts during the Age of Revolution, but also the role played by slaves to end slavery in the nineteenth century; a subject studied since the 1930s, namely in the works of W. E. B. du Bois (1992) and C. L. R. James (2000). This controversy has been recently updated in a volume edited by Seymour Drescher and Pieter Emmer, in which different researchers discuss the assertion of Portuguese historian João Pedro Marques (2010, 5), on the difficulty of establishing a correlation between slave uprisings and the emancipation laws enacted in the Western World.

This leads Marques to exclude the Haitian Revolution from the abolitionist processes in the Americas that did not depend on collective action of slave resistance to be successful. It is worth noting that both Marques and those who share the latter postulate—with the exception of Peter Blanchard (2010, 133-144) and Robin Blackburn (2010, 169-178)— adopt the same lines of argument followed by almost everyone who has discussed Genovese's thesis. These are either the employment of a factual empirical argument instead of conforming to a larger analytical framework, or the construction of typologies of collective resistance and processes of abolition. In both cases, New World slavery is treated as if it was a singular historical structure, from a perspective of continuity as illustrated, for example, in the "century of emancipation argument (1794-1888)".

Aiming to avoid the problems still present in the historiographic debates, in an attempt to shed further light onto the political impact of slave agency during the Age of Revolution, we intend to examine Brazil and Cuba from an integrated perspective, and during the period from the outset of the revolution in Saint-Domingue (today's Haiti) in the early 1790s to the granting of Brazilian Constitution and the conferring extraordinary powers (*facultades omnímodas*) on the captain-

1/ Criticism that employs an empirical approach can be read in the articles by Dick Geary and Matthias Röhrig Assunção, both included in the volume edited by LIBBY and FURTADO (2006).

generals of Cuba, in the immediate context following the Hispanic American Independence Wars in the 1820s. In a recent book written in partnership with Márcia Berbel (2010), we pointed out the historical incorporation of Brazil and Cuba in the framework of the nineteenth century capitalist world-economy. This is a process that began in the late eighteenth century, as a result both of the enlightened plans developed to recover the economy of Portugal and Spain, and of how slaveholders of Portuguese America and Cuba reacted to the collapse of Saint-Domingue.

In the first decades of the following century, that process of incorporation strengthened even further. By the 1820s, Brazil and Cuba were the only regions in the Americas that continued to be fed by a thriving transatlantic trade of enslaved Africans. As result, both regions developed a very dynamic economy and rapidly became the world's two largest producers of coffee and sugar. Due to the continuation of the slave trade, Brazilian and Cuban propertied classes had to face an increasingly stronger diplomatic pressure from Great Britain, whilst from a political perspective, in the midst of independent republics from North to South in the Americas, the Empire of Brazil and the Spanish colony of Cuba stood out as exceptional cases.

Studies comparing manifestations of collective slave resistance in nineteenth century Brazil and Cuba have sought to develop, above all, typologies to contrast their respective features (Barcia 2008). We will adopt a different approach here: instead of discussing and typologically classifying different expressions of collective resistance, we intend to study their effect on State policy with the objective of determining to what extent they shaped the political and institutional frameworks of slavery. By doing this, we follow the analytical path opened by authors such as James Oakes (1986), Emilia Viotti da Costa (1998), Gelien Matthews (2006) and Matthew Mason (2006), who sought to explain how "slaves' actions affected politics" and, conversely, how "politics affected slaves' actions" (quoted in Mason 2006, 5-6).

Our hypothesis —which is also the main argument of our book with Márcia Berbel (2010)— is that the particular political paths described by Brazil and Cuba in the nineteenth century resulted, to a great extent, from the distinctive impact of slave collective actions in both regions.

Slave Revolts and the Politics of Slavery, 1791-1817

In the last decade, the bicentennial celebration of Haiti's Independence encouraged the emergence of several publications dedicated to assess the impact of the revolution in Saint-Domingue on black slavery in the Atlantic World (Geggus 2001, Blackburn 2006, Geggus & Fiering 2009, Landers 2010). These studies contributed to the revision of the grand narratives of the Age of Revolution dominant until then, which had in general silenced the importance of the Haitian Revolution in the shaping of Western history (Trouillot 1995). The theme, however, is not exactly new for historians dealing with the particular cases of Cuba and Brazil. The importance of Saint-Domingue's impact on the political dynamics of these two regions fostered the emergence of a series of works renown by their relevance and —mainly regarding the case of Cuba— their longevity.

Cuban loyalty to Spain over the nineteenth century, in strong opposition to independence movements and subsequent building of nation-states in different regions of Spanish America, has been linked to the issue of slavery since the 1820s. In fact, the idea that the expansion of slavery-based agro-export activities was the main obstacle to independence appeared in the writings of the most diverse political groups that were active in the island throughout the nineteenth century (loyalists, supporters of independence, annexationists, autonomists). This interpretation was eventually integrated to the nationalist narratives of the Cuban historiography prior to and after the revolution of 1959 (Venegas Delgado 2005). The most common argument was that the spread of slavery prevented most important local entrepreneurs from supporting a national cause, mainly because they feared the repetition of the revolutionary events and the outbreak of a race war similar to that which gave birth to Haiti.

Historians have not only seen the maintenance of Cuba as a Spanish colony in the light of slavery and fear of slave revolt. According to José Antonio Piqueras' summary, in addition to these two explanations, three others have been offered: first, the weight of Spanish military presence in Cuba due, on the one hand, to reforms promoted after the British assault on Havana in 1762 and, on the other hand, to the island's strategic position in the context of the wars of independence in Spanish America; second, the massive arrival of individuals fleeing the revolution in Saint-Domingue and, later on, the wars in the Hispanic mainland, who shared feelings against independence and were fearful

of the risks associated to black and mulatto political mobilization; and third, Havana oligarchy's belief in Ferdinand VII's reformism as a means to keep on reaping the benefits that had been obtained since the introduction of the Bourbon reforms. Nonetheless, in the correlation between these variables, a priority would still be attributed to enslaved blacks. According to Piqueras (2003, 185-186), Cuban planters feared that a conflict between separatist insurgency and the Spanish colonial forces would threaten the prosperity they had attained, and eventually lead to slave rebellions that would overthrow social order.

Although the scholarship about the impact of collective slave actions in Saint-Domingue on Brazil is more recent than for the case of Cuba, it is already showing that it had similar historical implications. This can be noticed, for example, in two influential essays that were published on the occasion of the 150th anniversary of Brazilian independence. In the first, Kenneth Maxwell aims to explain the similarities between the questioning of the Portuguese colonial rule over America in the 1790s and the project to reconstruct the whole Empire conceived in 1808, when the royal family fled to Rio de Janeiro. According to Maxwell, the vassals of Minas Gerais, who conspired against the Portuguese Crown between 1788 and 1789, intended to establish a republican government following the example of the United States without fearing the slave basis their society was built upon. When the plan failed, the political platform of Luso-Brazilian slaveholders began to change, under the influence of the revolutionary Atlantic events that followed.

While the revolution in Saint-Domingue fostered an upturn in agro-export activities, it also seemed to issue a warning on the risks of adopting republican ideals in a slave society. Slaveholders' fears grew stronger with the conspiracy of 1798 in Bahia, marked by the threat of racial polarization. The chain of events from 1789-1791 to 1798 contributed to strengthen the alliance between slaveholding colonists and the metropolis. Intertwined with the conception of a new project for a Luso-Brazilian empire, formulated by a circle of scholars associated with the Secretary of the Navy and Overseas, D. Rodrigo de Sousa Coutinho, that alliance had the purpose of displacing the centre of imperial power to America, which was eventually achieved in 1808 (Maxwell 1999, 157-207).

Similar interpretation of Saint-Domingue's importance to Luso-Brazilian imperial policy was presented by historian Maria Odila Leite da Silva Dias, who studies the years following 1808. Interested in the

peculiar conditions of Brazil's political emancipation —most particularly its "moderate" nature, characterized by the maintenance of the monarchy, of slavery, its territorial unit, and the absence of larger military conflicts— Silva Dias drew attention to the process of "transformation of the colony into an internalized metropolis." The establishment of D. João's court in Rio de Janeiro and the consequent "rooting of the Portuguese State in the Center-South", offered the propertied classes of this region a safe solution, assured through alliances with groups from other Brazilian provinces in the context of the imperial crisis that followed the Revolution of Porto (1820). The consolidation of this order, according to the author, owed much to the spectre of collective action of Blacks and mulattoes, both free and enslaved, which could endanger its existence and even lay the foundations for a new Haiti (Dias 2005, 23).

After the publication of these two essays, scholars have argued that the fear —aroused by the spectre of Saint-Domingue— of slave collective actions alone, or along with Free Coloureds, played a major role in shaping policy at the time of Brazilian Independence.[2] However, a comparative examination with the case of Cuba suggests that the impact of the events that shook the French colony might not have been so straightforward. Historian Ada Ferrer has shown in several articles (2004, 2008, 2009) how the growing radicalization of the revolution in Saint-Domingue in the 1790s and the early years of the nineteenth century was closely followed members of every social group of the island (masters, slaves and Free Coloureds) both in the cities and the countryside, despite the official efforts to avoid the spreading of information concerning those events.

They still continued to flow through the most diverse means of diffusion, like confidential dispatches sent by colonial authorities that leaked out, personal accounts of soldiers and rebel slaves, testimonies of refugees from the Spanish colony of Santo Domingo,

---

2/ *Focusing on the Province of Bahia*, João José Reis (1989) broadened Maxwell's and Silva Dias' perspectives by analyzing the role played by the so-called "Black Party" in the process of the Brazilian Independence. This approach was also applied in studies about other provinces, such as Maranhão, Minas Gerais and Pernambuco. See, for example, the articles by Matthias Röhrig Assunção, Ana Rosa Cloclet da Silva and Marcus J. M. de Carvalho, included in a volume edited by István Jancsó (2005), *in* Robin Blackburn's *The Overthrow of Colonial Slaver*, the paragraphs regarding the Brazilian Independence (in chap. X) were largely based on Maxwell's and Dias' writings.

and news published in the *Gaceta de Madrid*. The information about what was going on in La Hispaniola was also transmitted by important members of the Havana oligarchy such as the Marquis de Casa Calvo and Francisco de Arango y Parreño, who for different reasons had spent some time in Saint-Domingue. More important still is the fact that news from Haiti passed from mouth to mouth between slaves and freedmen, conforming thus a discursive practice that often represented their confidence in the eventual success of a massive rebellion. According to Ferrer (2009, 233), "both the volume and contents repeated in the testimonies suggest an emerging scene in which the enslaved seem to be almost always conceiving a war and the freedom that would result from it."

It is not easy to identify the precise incidence of the Haitian example on the multiple slave conspiracies that Spanish-Cuban authorities unveiled or violently crushed between 1791 and 1810. On the other hand, we know it favoured the collaborations between enslaved Africans and Free Coloureds (both Blacks and mulattoes), many of whom participated in a movement that embodied both the expectations generated by two decades of political turmoil in the Caribbean. The so-called "Aponte Conspiracy" of 1812 was also characterized, unlike previous forms of slave mobilization in Cuba, by its intersection with the political dynamics of the Spanish Empire, in particular the discussions at the Cortes of Cádiz in early 1811 regarding the emancipation of the slave womb, the immediate abolition of the transatlantic slave trade, and the granting of citizenship rights to "castas" in the New World (Berbel, Marquese & Parron 2010, 117-125).

The abolitionist proposals faced strong opposition by the representative of Havana, Andrés de Jáuregui, who warned his peers about the danger of holding such a debate as it might reach the ears of the slaves in Cuba. Jáuregui's argument, presented in a session in April to oppose a proposal for the immediate suppression of slave trade, exposed the contrast between the stability the island had attained after 1808 and the problems disrupting the Spanish rule in New Granada, New Spain and the River Plate. However, the main topic of Jáureguis' speech focused the consequences that the politicization of the abolition question in France had had in the Caribbean, due to "exaggerated principles" and the "reckless conduct" of the National Assembly ("Documents", 1814, 90).

Backed by slave interests on the island, the captain-general of Cuba, and the most important representative institutions of the island

(*Ayuntamiento*, *Real Consulado* and *Sociedad Económica de Amigos del País*), Jáuregui managed to silence the discussions on the matter in the following months. It is interesting to note that this pro-slavery platform aligned with his position against the burning question of granting citizenship to New World "castas" discussed in the sessions of September 1811, and which had great impact in Spanish America. The racialisation of the issue of citizenship in Cádiz further fostered the independence movements in many Hispanic American colonies, most particularly in regions with large numbers of people of African descent —as in the cases of Caracas and New Granada— in which many pro-independence advocates responded to conservative formulations of peninsular representatives, creating thus their own myths of racial inclusion (Helg, 2001; Lasso, 2003; Thibaud, 2010).

Jáuregui's pro-slavery project,and his position against granting citizenship to blacks and mulattos, were linked to a broader set of forces. In his seminal report of 1792, Francisco de Arango combined the economic opportunities opened up by the great slave revolt in Saint-Domingue with a comprehensive programme of reforms to boost Cuban slave-based production. He also suggested a gradual demobilization of battalions composed by *Pardos* (Browns) and *morenos* (Blacks) as a mean to ensure internal security, bearing in mind the large numbers of African slaves that, according to Arango's project, were to be introduced into the island. He believed that the veterans of those battalions living in distant rural areas were inclined to join slaves, as they shared a common racial identity: "every black have more or less the same complaints and the same reasons to dislike us" (Arango, 2004a, I, 172). Although backed by the Real Consulado, Arango could not immediately convince the slave-owners, neither the colonial authorities in the island. Nevertheless, his proposals contributed to gradually undermine the need for coloured militias and, above all, provided the basis for the arguments adopted by Jáuregui in the debates on "castas" citizenship twenty years later. The pro-slavery platform thus closed files not only in defence of the transatlantic slave trade, but also aiming to harden racial distinctions in Cuba.

The discussions held at the Cortes about slavery and "castas" citizenship did fuel the most serious act of collective slave resistance that had occurred so far in Cuba. On January 1812, slaves belonging to five sugar mills in Puerto Prince rose up against their masters, and three weeks later a rebellion in Bayamo was aborted. Matt Childs (2006), author of the most recent work on the subject, explains that these two

events, which occurred on the eastern side of the island (the heart of Cuba's slave economy), were part of a concerted action. Simultaneously, a plan for a general insurrection was in an advanced stage of preparation in the Havana region by both slaves and Free Coloureds. These seditious connections were coordinated by a group of black and mulatto militiamen, some of whom had had direct family links to previous Caribbean conflicts. The grandfather and father of the main leader, José Antonio Aponte (a mulatto and former captain of militia), had respectively fought the British during the occupation of Havana and the war of American Independence.

The arrival to Havana of the news announcing the rebellions in the East and the information that circulated indicating that similar movements were underway in the West, hastened the insurrectionary plan into execution. Thus, on the evening of March 15, a few days before the date fixed by Aponte for the outbreak of the rebellion, slaves from the sugar mill Peñas-Altas rose up, destroying the property and killing their master, his two sons and two white overseers. They passed on to attack other nearby plantations, but were crushed when attacking a fourth plantation. That night, a declaration of independence of the island was posted up on the external walls of the Captain General's palace. It had been dictated, as it later turned out, by Aponte to Francis Javier Pacheco, another free black who had served as a volunteer in the *moreno* battalion of Havana. Within two months, authorities arrested about 200 individuals (slaves, Free Blacks and mulattoes) involved in the plot to overthrow both slavery and Spanish colonialism in Cuba. Local powers realized then, with great alarm, the wide participation of members of black and mulatto battalions at every stage of the movement, a situation which gave further grounds to the concerns advanced by Arango in 1792.

As Childs warns his readers, there is no conclusive empirical evidence of real links between the events in the East and those of Havana. On the other hand, the plan conceived by Aponte was greatly influenced by the parliamentary sessions of March and April 1811 held at the Cortes of Cádiz. News of these discussions reached Cuba soon after, immediately generating rumours among the slaves, who believed they had been freed by the King of Spain but were maintained in bondage because their owners refused to comply with the royal will. As early as May 23, a letter signed by the *Consulado* of Havana and the *Sociedad Económica de Amigos del País* indicated that the discussions in Cádiz had resulted in "… exciting the slaves" aspirations to obtain

their freedom with the confidence they had already been given to them" (quoted in Childs 2006, 159). Moreover, the interrogations revealed that Aponte had deliberately spread some of those rumours to muster up the slave populations living in the Havana region. It is possible that he was also aware of the constitutional proceedings of previous September, which barred the possibility of becoming citizens to the majority of individuals of African descent living in the kingdoms of Spain.

The most important source of political inspiration for the conspirators came from the example of Haiti. It was used by Aponte as a decisive mean of revolutionary proselytizing, mainly through a curious book he showed to the black and mulatto militia members and slaves who gathered at his house. It contained maps showing streets, the military barracks, and even the residence of Francisco de Arango (regarded by them as one of the greatest enemies of Afro-Cubans). It also contained several drawings with scenes of black soldiers beating whites and portraits of Haitian revolutionary leaders such as Henri Christophe, Toussaint Louverture, Jean-François and Jean-Jacques Dessalines. Some of the conspirators were convinced that some local detachments that had been to Haiti would join the rebellion, and even that the Haitians would support them as soon as they had learned the news about the outbreak of the conspiracy.

On May 23, 1812, the Cuban representatives Jáuregui and Juan Bernardo O'Gavan described before the Cortes the events that had recently occurred in Havana, and handed in a report highlighting once more the arguments about potential risks for the social order and the security of the island if that assembly continued to debate on issues as delicate as slavery and Free Coloureds' citizenship. For them, the biggest threat to Cuba was the free people of colour, as they had "… more ability than the slaves and a certain degree of intelligence that they used to promote the movement" (Childs 2006, 147). For this reason, they argued that exclusion of the "castas" from citizenship would be a very wise resolution. From the slaveholder's perspective, their activism was not restricted to pro-slavery advocacy as it also included actions against the risks incurred by the dissemination of news that would endanger the Spanish rule over the island. Consequently, it could be argued that the measures brought in afterwards aiming to harden racial barriers, the control over the slaves, the press censorship, and the loyalty to Spain (features that would characterized the politics concerning Cuba in the decades that followed) were somehow legacies of the 1811 and 1812 events.

In the same period, there were no collective slave actions in Portuguese America comparable to Aponte's Conspiracy in Cuba in terms of organization, doctrinal proposals, and the effects an event like this had on local macro-politics. Neither can we find any other event in the Southern Atlantic which took such a decisive inspiration from the Haitian revolutionary example, nor one which rivalled the impressive information flow that kept Cubans well aware of virtually everything going on in neighbouring Saint-Domingue. In the case of Brazil, news about revolutionary events in the French Caribbean were known almost exclusively by Portuguese authorities. Kenneth Maxwell's list of sources regarding the impact of the Caribbean slave uprisings on the slaveholders in Portuguese America does not contain any evidence written by the latter, but only correspondence exchanged between Brazil-based and Portugal-based officials of the metropolitan power.

A document, commonly referred by historians to show the concerns about the possible repercussions of the revolution in Saint-Domingue in Brazil, is a letter addressed by the Secretary of the Navy and Oversees, Martinho de Mello e Castro, to several captaincy governors in Portuguese America.[3] Dated from February 1792, this document announced the permission granted to two French ships on scientific expeditions to enter into Brazilian ports, recommending expressly that their crew members should be kept under close surveillance, given that, according to recent rumours in Paris, revolutionary clubs intended to "spread the heinous and destructive principles of Liberty" as they were doing in Europe. According to Mello e Castro, such principles had already sparked off in the French colony of Saint-Domingue in form of a bloody civil war between slaves and their former masters ("Carta" 1924, 449-452). The revolt in Saint-Domingue was thus seen by Portuguese authorities as intrinsically related to the revolutionary process in France, owing to which, among other security measures, the activities of any Frenchmen coming to Brazil had to be closely watched.

There were two other cases through which can be assessed the impact of the revolutionary experience of Saint-Domingue in Portuguese America. The first one is the so-called "Inconfidência Baiana" (Bahian Sedition) of 1798. The scholarship on this event has

3/ See Lara (1988, 35 —correspondence sent to Rio de Janeiro) and Vallim (2007, 31 —correspondence sent to Bahia). Reis and Gomes (2009, 285-286) quote the same document, but dated July 4, 1792.

underlined the implication of numerous members of the coloured subaltern sectors, who, inspired by the French-Antillean events, would have attempted to overthrow the Portuguese rule to establish socio-racial equality as part of the juridical and political framework of a new representative republic. The politico-racial aims of the movement fired the alarms of slave-owners, as for them —according to Kenneth Maxwell (2004, 538)— "the words of Bahian mulattos turned the contagion of Saint-Domingue into a concrete reality".

Historian István Jancsó (1996; 2001) disagrees with this straightforward interpretation, noting that the socio-racial range of participants in the sedition was broader than asserted. It also included young members of the local white elite who contributed to the formulation of the ideas underlying the plot. It was the Portuguese Crown who restricted the original range of the participants, by freeing those from the elites suspected of having been implicated in the movement as a measure associated with the new reformism concerning colonial-metropolitan relations. Only then did metropolitan officials based in Bahia, namely the governor D. Fernando José de Portugal, allude to the spectre of slave revolt, the collapse of social order, and the appearance of a new Saint-Domingue. As Jancsó (2001, 372) explains, "violent repression of those sectors showed colonial elites, who were allured by chimeras, that their true political interests tied them to Lisbon".

The second case also happened in the city of Bahia, during a series of slave outbursts begun in 1807, which, according to Stuart Schwartz, had no equal in the long history of resistance against slavery in Brazil (1996, 373). In spite of their variations, these actions shared certain similarities in terms of organization by ethnic identities shaped by the African Diaspora, in their efforts to free the enslaved Africans, in their plans to organize resistance in rural areas and urban centres, and in their ramifications with several maroon communities in the Recôncavo. The year 1814 was a particularly tense; in February, a Hausa uprising of more than two hundred slaves was sparked off in a whaling shipyard at the north of Salvador. The death toll was seventy -two people (fifty-eight rebels and fourteen on the repression side), not to mention four death sentences and twenty-three deportations to penal colonies in Benguela.

In March, an event of smaller magnitude, but also of high significance, occurred in the sugar mills region of Iguape, where an insurrection reaching different farms was quickly quelled. Finally, in late May, authorities became aware of a large rebellion plotted to take place in

June. After careful investigations, they managed to abort it before the rebels could put their plan into practice (Reis 2003, 68-89; Schwartz 1996, 377-387). This fearful atmosphere motivated some Bahian slaveholders to express their concerns in a report dated February 1814 and addressed to Regent D. João (then based in Rio de Janeiro). Although it has been widely studied by the historiography (Reis 2003, 82-87; Schwartz 1988, 389; 1996, 376; Schultz 2008, 192; Reis & Gomes 2009, 288-289; unabridged transcription in Ott 1957, 103-108, partially published in Silva 1978, 101-103, and translated to English in Conrad 1994, 401-406), it is worth resuming it briefly.

As João José Reis has shown (2003, 82-87), this report expressed the opposition local slave-owners had shown against social control policies brought in by Count dos Arcos (governor and captain general of Bahia since 1810) aiming to change the repressive measures adopted by his predecessor, Count da Ponte. In this report, slaveholders complain about the intention of Count dos Arcos, who, according to them, by allowing public demonstrations and cultural activities of Africans, revealed a certain leniency that could be highly harmful to the established slave order, especially considering the large disproportion between slaves and freemen, white or mulatto, in the city and much more in the fields. ("Representação" 1814; Conrad 1997, 402).

The works available on the subject show that Count dos Arcos' argument indicating that ethnic rivalries would avoid the building of alliances between slaves and freedmen against Whites did not sustain any longer. The slaves involved in the uprising of February 1814 claimed that "the cause of liberty is a common interest" shared by all Africans, for which many members of the Nago and the Calabar nations decided to join the Hausas. In the report, slaveholders were certain that if actions were not undertaken, "the fate of this captaincy will be the same as that of the island of Saint Domingue" ("Representação" 1814; Conrad 1997, 402). Nonetheless, despite using the French colony to express their concerns about Bahia's serious situation, that example was being clearly evoked to counteract the slaveholders' argument regarding the necessity to readopt the Count dos Arcos' predecessor's strategy to rule the Africans with a "rod of iron". As part of the political language of the Age of Revolution, the case of Haiti established a precedent that would be decisive in the orientation of the political debates, as seen previously in the discussion held at the Cortes of Cádiz in 1811.

The demographic argument was also used to convey the image of a Haitian-like revolution. If the white and mulatto population had not

been so inferior in numbers compared to the population of African slaves, the rhetorical use of the example of Saint-Domingue would reduce much of its effectiveness. A census conducted in 1807 —during the government of Count da Ponte— showed a very different picture of the supposed ratio of "24 to 27 blacks for each white or mulatto" in Salvador. With just over 50 000 inhabitants, the city had a proportion of 50 % Blacks, 22 % Browns and 28 % Whites (Schwartz 1996, 375, Kings 2003, 20-22). In 1814, while the masters were trying to manipulate this "game of numbers" to their advantage, African rebels in Bahia moved on according to a platform that did not draw direct inspiration from the experience of their Caribbean brethren (Reis and Gomes 2009, 306). Haiti's history seems to have been followed with greater interest by subaltern groups of Pernambuco involved in the 1817 Revolution, the most serious challenge ever posed to the Portuguese rule over colonial America.

This revolutionary process permitted some occasional discussions about black slavery, such as those that ensued during the provisional government about the interpretation of the legislation on equality of rights, or the quarrels about the proposal for the recruitment of slaves for military purposes, as it was being practiced by the patriots engaged in the wars of independence in Spanish America. Notwithstanding, it is worth noting that during the two months of the revolutionary government in Pernambuco, there were no manifestations of collective slave resistance equivalent to those of Bahia (Mello 2004, 49-50; Mota 1972, 99-100, 154; Silva 2001).

The central point of friction in the societal order of Pernambuco in 1817 was the decisive role played by free men of colour, particularly through their service in military units of Browns and Blacks. As for the case of the main leaders of the Aponte Conspiracy of 1812, these free individuals of African descent were for the most part manual workers in urban areas, and regarded black and mulatto militias as a mean to upward social mobility. Therefore, the reasons behind their revolutionary political engagement were in part motivated by the recent attempts by Spanish-Cuban and Luso-Brazilian masters, as well as by the enlightened authorities, to withdraw certain privileges that, up until then, those military units had enjoyed (Childs 2006, 89-91; Silva 2003, 504-507). Any similarities between free people of colour from Pernambuco and the Spanish island end here, however. In the case of the Cuban plot, black and mulatto militiamen had in addition been pushed by its leaders into seeking alliances with African and Creole enslaved workers.

After the outbreak of the revolution in Saint-Domingue, Spanish-Cuban slaveholders and officials became convinced of the need of enacting strategies to harden social control, especially those aiming to lay down the criteria for social and political exclusion of groups once held in bondage. The Haitian Revolution had a different impact in the Southern Atlantic, causing no such fears among the Luso-Brasilians as those which led to restricting old practices of "segregated incorporation" of emancipated slaves and their descendants within the Spanish Caribbean. Moreover, there was nothing in Portuguese America that resembles the large alliances in Cuba between slaves (Africans and Creoles) and freedmen (Blacks and Browns) against the slave-colonial order. In Pernambuco the main target of subaltern groups of colour implicated in the 1817 Revolution was the *colonial* order, but not the *slave* order. As Luiz Geraldo Silva explains, even if they wanted to learn about the events of Haiti, black and mulatto militiamen in that Brazilian region had a "Baroque perspective of the world", in which their objectives were focused on "… obtaining positions, privileges, exemptions, payments and promotions that could improve their lives or social position according to Old Regime rules" (Silva 2005, 924). From this perspective, it was very difficult to envisage any possibility of political collaboration between Free Coloureds and the Africans kept in captivity.

This observation is relevant inasmuch as, in the wake of Maxwell's essay, several historians have singled out the dread of slave uprising as responsible for the hesitations of Pernambuco slaveholders (as well as those of nearby captaincies) in embarking on a revolution against the Portuguese Crown. In a work which has become a classic, Carlos Guilherme Mota (1972, 119-20, 142-143) associates that concern with the fear of Haiti as "the limit of social conscience". Nonetheless, the few sources he uses do not seem to support this assertion, as they were written by contemporary observers located in other places, such as a letter from the British Commodore William Bowles dated from Buenos Aires on May 26 of that year (Mota 1972, 43), or by officials in charge of crushing the movement, such as a proclamation issued on board the frigate *Pérola* during the blockade of the port of Recife in April 1817. This latter document underlines the loyalty Pernambuco had historically shown towards the Portuguese Empire (especially that of a certain Henrique Dias and the black military units under his command), and makes a use of the "Haitian topic" in a similar fashion to the Bahian slaveholders in 1814 (i.e. as a rhetorical weapon to win over political opponents). According to the commander of that ship,

José Maria Monteiro, "the example of the island of St.-Domingue is so awful, and still so recent, that it alone will be enough to terrify the owners of this continent". Consequently, both slave-owners and landowners would have no choice but to remain loyal to D. João VI and the Portuguese Empire ("Proclamation" 1817; Mota).

All this does not mean that collective slave actions did not have an impact on the political dynamics of Portuguese America from 1791 to 1817. We are rather suggesting that it had a different character from what happened in Cuba, as it does not bear any direct relation with the Haitian Revolution. This revolutionary process transformed the black "repertoire of contention" in the Atlantic World, by making it part of the "horizon of expectations" of most historical actors regardless of their civil, social or ethnic status (Tilly 1993; Koselleck 2006; Pimenta 2004, 225-226). In Brazil, however, it was evoked much more often by official authorities than by slaves. From the government and the slaveholder's perspective, the major risk incurred by the Haitian example was the politicization of Free Blacks and mulattos, who could eventually embrace insurrectionary movements aiming to overthrow the social order and even the Portuguese absolutist rule.

Slave Revolt and the Politics of Slavery, 1820-1825

Brazilian representatives to the Parliament at Lisbon (Cortes de Lisboa, 1821-1822) and to Rio de Janeiro's Constitutional Assembly (1823) showed they had assimilated those lessons. They kept them in mind when redefining political relations at the height of the Portuguese Empire crisis, and when discussing the socio-racial scope of citizenship for the new national order that was about to be created for Brazil. New World deputies in Lisbon expressed how they conceived the risks of a large-scale slave revolt in America when, in the session of 22 July, 1822, Portuguese benches proposed sending more troops to help Brigadier Inácio Luis Madeira de Mello in his struggle against patriot forces in Bahia.

Casting his vote for this, peninsular deputy Ferreira de Moura gave three reasons for doing so: an independence movement was making headway in Bahia; there was an urgent need to reinforce the Portuguese based in Bahia; and finally, local whites had to be protected from "the Blacks who threaten to renew the scenes of Saint-Domingue". To support this last assertion, Moura made use once again

of the "game of numbers" played in Bahia in 1814, arguing that when "… the number of Blacks is larger than that of Whites, a necessary struggle will break out between them" (*Diário,* 1821-1822, 894-895). Some Brazilian representatives from São Paulo and Bahia reacted immediately, attempting to discredit Moura's argument by dismissing the possibility of similar events to those that shattered Saint-Domingue unfolding in Brazil, given the specificity of the Brazilian demography, which consisted of a large amount of free individuals (*Diário* 1821-1822, 897).

The discussions in Lisbon were echoed in Rio de Janeiro, where the demographic argument was also used to refute the supporters of the union between Brazil and Portugal, who were recurring to the Haitian example to bring the independence process to a halt (Youssef 2010; Neves 2000, 385-388). Even in Bahia, epicentre of collective slave resistance, local slaveholders did not get carried away by that rhetoric on Haiti, even though they had recurred to it in 1814. It is worth considering the evidence analysed by João José Reis in his pioneering essay about the "black party" (*partido negro*) in the Independence of Brazil (1989, 79-98); incidentally, it is similar to that used by Mota in his classic study about the Revolution of 1817. Those recurring to the Haitian revolutionary example to warn about the risk of a war, which was beginning to tear apart the unity among Whites, were mostly members of the Portuguese "party" (like Albert Roussin and Francisco de Sierra y Mariscal) or foreigners (such as an anonymous French informant working for the Portuguese Crown).

The only exception remains José Garcez Pinto de Madureira, who briefly mentioned "Saint-Domingue" in a letter addressed to his brother-in-law, Luís Paulino d'Oliveira Pinto da França, a sugar mill owner and Bahian representative in Lisbon (Reis 1989, 94). Garcez Pinto mentions the former French colony, not to establish any parallelism between the revolution that shattered that territory and some particular local case of violent slave resistance, but rather to warn in more abstract terms about the formation of a general state of "anarchy"; a word which, by the way, had diverse semantic meanings in the political language of the time (Assunção 2005, 378). His sister, Maria Bárbara, in a letter of June 28 1822, affirms that "the risks that there may be concerns about the slaves in the province of Bahia" were being clearly manipulated to justify the dispatch of Portuguese troops; a perspective which could be considered representative of the slaveholders' viewpoint.

In this sense, João José Reis (1989, 96) has indicated that "for dona Bárbara, the danger came from free mulattos and creoles, not from African slaves. At this point she disagreed, maybe with reason, with most observers of current events". She disagreed, one might add, with foreign or Portuguese "observers", but not with those who were born or had lived a long time in Brazil and were beginning to see themselves as Brazilians. This point of view becomes clear when considering the criteria chosen for granting citizenship, as inserted in the first constitution of Brazil. The text was conceived as aiming to set up the basis of a new nation-state based upon black slavery, and to clearly define the status of emancipated slaves within a new socio-political order.

In the constitution sanctioned by D. Pedro I in 1824, new-born slaves who were granted freedom would be permitted to have access to citizenship and, consequently, to the full enjoyment of civil rights. In regard to political rights, the Brazilian Constitution followed revolutionary France's distinction between passive citizens, who enjoyed only civil rights, and active citizens, who were allowed to become electors if they filled certain material requirements. Hereafter, in an indirect-election system held in two stages, Brazilian citizens who had an "annual income of more than one hundred thousand réis in state, industry, trade or employment" (except for the clergy, house servants, individuals under the age of 25 and still living with their parents) were allowed to vote in parish Assemblies, where the provincial electors were chosen. In the second stage, freedmen and everyone who did not comply with that annual income, were excluded from voting. The Constitution, however, did not establish any restrictions on the offspring of former slaves making part of the provincial groups of electors, nor on those who might be elected for the National Assembly (see *Constituição Política do Império do Brasil* 1824, tit. II, art. 6.º; tit. IV, cap. VI, art. 90.º to 97.º).[4]

The Brazilian representatives were certain that the transatlantic slave trade towards the Empire of Brazil would not cease, which meant the continuance of a constant and massive inflow of African captives. Bearing in mind the demographic consequences of this situation, and what had happened in Bahia and Pernambuco, they believed it was necessary to adopt firm measures of social control. Among these stands out the distinction made between African-born and Brazilian-

4/ We have studied elsewhere the parliamentary debates on citizenship corresponding to the constitutional text of 1824 (see BERBEL & MARQUESE & PARRON 2010, 163-181).

born freedmen, arguing that the latter, entitled with citizenship rights, would become more attached to the social order than the former. Venâncio Henrique de Rezende, a representative from Pernambuco and veteran of the revolution of 1817, in a speech delivered at the Constitutional Assembly in 1823, explicitly underlined the importance of making such a distinction. For him, popular mobilization in Brazil made necessary the adoption of broader criteria for the granting of citizenship, as "… if one class of Brazilians believed that this title was about to become private for another class, there would be great jealousy and resentments" (*Diário* 1823, III, 93).

The "class" Rezende refers to here was a great mass of Brazilian-born free or freed Blacks and mulattos, who questioned neither slavery nor the slave trade. In addition, its members were increasingly taking part in several political conflicts that were intensifying the crisis of the Portuguese colonial rule over Brazil. In the face of several delicate issues (the dynamics of manumission, the divisions between Africans and Afro-creoles (both mulattoes and Browns), the social status of free people of colour and their demands within the Independence process), representatives in the National Assembly were aware that it would be impossible to establish in Brazil a criteria to politically discriminate against individuals of African descent, lest the whole slave society should collapse. The constitutional norm in question can also be considered as the result of a particular reading of the revolution in Saint-Domingue and other revolutionary events —mainly the independences in Spanish America— as well as of other elements associated with the slave past of Portuguese America.

The contrasts between Brazil and Cuba can also be distinguished with respect to local pro-slavery advocacy, as can be seen in several situations which occurred in that island just after the granting of the Brazilian Constitution in 1824. In December that year, the British frigate *Leon* captured the slave ship *Relámpago* in the surrounding waters of Sagua la Grande. As this was the first seizure after the Anglo-Spanish treaty against the slave trade, signed in 1817 (Rodán de Montaud 2009, 3-5), a mixed Cuban-Spaniard court in Havana addressed a letter to the central government in Madrid. In this communication, they suggested among other things, that all emancipated slaves should be sent out of Cuba, either to Jamaica or back to Africa. They stressed there was nothing to worry about in the "current case" as it involved no more than 150 individuals, but rather about "those others of the same nature who will probably approach to this island";

recognizing thus the imminent intensification of the transatlantic slave trade.

In their letter, the court members also tried to reconcile the rose-colored vision of Iberian slavery with the seemingly endless reality of slave rebellions. They insisted on expressing their concerns about the presence of emancipated slaves, mainly because these could eventually inform the enslaved masses in sugar mills and plantations about the existence of external forces acting against slavery in Cuba. From their perspective, these concerns were justified as there was a precedent in the "terrible insurrection in several sugar mills" which broke out in March 1812, resulting from the circulation of news regarding the discussions held the year before at the Cortes of Cádiz, on the subjects of the prohibition of the slave trade and the abolition of slavery.

This means that, thirteen years later, the impact of the Aponte Conspiracy of 1812 had not faded away and, moreover, it was now intertwined with the new challenges Cuban slaveholders were facing to preserve their interests. The world order had changed in the 1820s: the British were intensifying the pressure against the Atlantic slave trade, the abolitionist movements were gaining ground in the Caribbean, and the Spanish Empire had lost most of its Spanish continental colonies in the Americas. This loss led Madrid to take measures to maintain the colonial rule and the social order in Cuba, which counted with the support of the island's elite, who would not want to see "a jewel so much-appreciated by the Spanish Crown" in danger of being lost.[5]

The "facultades omnímodas" conferred on captain generals in Cuba during this time can be considered then as a mixture of political learning and the concerns about collective slave action. The origins of that system can be traced back to former insurrectionary actions of slaves and free people of colour, but also to the last cycle of independence wars in the Hispanic continent and the troubled liberal period know as the "Trienio Liberal" (from 1820 to 1823). This latter process led to a polarization in Cuba between two local institutions. On the one side were the *Ayuntamiento* of Havana, then dominated by radical constitutionalists and peninsular liberals, and on the other side, the *Deputación Provincial* of Havana, composed by representatives of slaveholders from rural districts.

One of the main disagreements between them was the increasing

---

5/ Archivo Historico Nacional, Madrid, Ultramar, Cuba, Gobierno, Esclavitud Legajo 3547, exp. 15.

politicization of Free Blacks and mulattos, both excluded from electoral processes by the Cádiz Constitution. At the height of their confrontation, a secretary of the captain general denounced some "pernicious citizens" who were in charge of the municipal elections, for having sold "public papers to the populace and people of colour". In accordance with the slave-owners of Havana and Matanzas, the secretary deplored the publicizing of "disorganizing ideas" in a country where "the elements of its population are heterogeneous", and considering that the "awful lesson that took place in Saint-Domingue" was still fresh (Piqueras 2005, 324-326).

The subject returned to the agenda in 1823, when the *Deputación* submitted a petition to the Secretary of Overseas requesting the institutional strengthening of the captain general's powers. Presented by the slave-owner Joaquín Gómez, the text underlined the delicate situation in which the island was placed, considering that it was surrounded by dissident continental colonies who wished to rip it away from the Spanish Empire, and that, in the event of an intervention, the masses of colour would contribute to its loss for Spain. The text also paid attention to the activities of Blacks and mulattos in the public sphere (a situation which had worried Cuban master classes since the time of Aponte), by a reminder that the interests of slaves and free people of colour, who comprised altogether two thirds of Havana's population, "are in clear opposition to Whites". According to the petition, the metropolitan Cortes should grant extraordinary powers to the captain general, as a means to guarantee the union with the metropolis, whenever the *Deputación* might find this measure necessary (Piqueras 2005, 330 *passim*).

It is not difficult to understand why Cuba was so much affected by the wars of independence in the mainland colonies. The island was located midway between the Channel of Yucatan and the Strait of Florida, for which reason it was ideal to serve as logistical platform for the operations of the Spanish forces against Colombia and Mexico, which continued until the last attack ordered against this latter territory by Ferdinand VII in 1829. On the other hand, Cuba's increasing output of sugar and coffee provided the metropolis with significant financial means to meet the expenses of the different military campaigns. Hispanic-American revolutionaries were thus given additional reasons to support local conspiracies against the Spanish rule, such as those known under the names of "La Cadena Triangular" (1823), "Soles y Rayos de Bolívar" (1823) and "Aguila Negra" (1828). In addition, some Cuban slaveholders

exiled for infidelity, such as the Iznaga family, maintained correspondence with Simón Bolívar from 1824 to 1827. Together, they designed a plan to overturn the colonial rule over Cuba by means of a military action concerted between Mexico, Colombia and local patriots (Venegas Delgado 2005; Torres-Cuevas 1994, 335-342; Guerra y Sánchez 1971, 269-299).

After the decisive Spanish defeat at the Plain of Ayacucho (Peru) in December 1824, and given the persistent rumours of an imminent invasion of Cuba, Ferdinand VII's cabinet answered positively to the Cuban slaveholder's demand by issuing a Royal Order in May 1825. Thereby, the Crown invested captain generals with extraordinary powers, similar to those conferred on the highest authority when a town is besieged, in order to maintain social stability and the dependence on Spain. To accomplish these objectives, captain generals were thereby granted "limitless authorization" to dismiss any official without complying with the legal procedure, to ban any individual regardless of his "blood, position, class or condition", and even to suspend any metropolitan order or legislation whatever its field of application (trade, agriculture, jurisprudence, military operations, smuggling etc.).

The concentration of powers in the hands of one person gradually strengthened, in a process closely related to the expansion of slavery and the continuation of the slave trade. The *Consejo de Indias* had stated in 1819 that the implementation of the Anglo-Spanish Treaty of 1817 for the jurisdiction of Cuba would depend entirely on its captain general, which permitted him to assume control early over the effects and limits of its application in Cuba. Many events suggest that, when invested with powers to suspend metropolitan orders in 1825, the captain general made use of this prerogative to shield further the illegal trade of enslaved Africans from potential British pressure on Madrid. Shortly after the arrival of a Royal Order of January 1826, providing that smuggled Africans could report their illegal status and be released, captain general Francisco Dionisio Vives turned its contents upside down.

According to him, the Treaty of 1817 had jurisdiction solely on the high seas, but not on land, for which reason he decided not to pursue and free captives illegally introduced into the island. This deadly blow made the Royal Order fall into oblivion. Four years later, Vives refused to insert into an official gazette of Cuba another Royal Order, issued at the behest of Great Britain, which demanded the enactment of the 1817 Treaty. In the 1830s Miguel Tacón, captain general from

1834 to 1838, decided not to publish in the official newspaper the new convention against the slave trade signed in 1835. This decision deeply annoyed the British representative. Over the years, the relations between captain generals and the planters' elite (comprised of both Cubans and Spaniards) became so close that the latter would sometimes even choose the man to be appointed to the position (Murray 1980, 88-108; Cayuela Fernández 1990, 415-53). The so-called system of "facultades omnímodas" lasted until the end of the Ten Years War (1878), just before the abolition of slavery in 1880 (Cabrera 1891, 235; Fradera 1999, 71-93; Alonso Romero 2002, 20-26).

The captain generals also showed great concern, during this period, about the need of keeping the internal social order. Captain General Vives, as soon as his powers were upgraded in 1825, realized that beyond the threats coming from "the American continent", there were others from "doubly fearsome enemies [who] lived within our houses and at the heart of our families". Not only were the slaves proving to be insubordinate, but also freedmen of colour seemed to wish to follow "the path opened up by that pernicious example and by the language used…" in the French recognition of Haiti's independence in 1825 (Garcia 2004, 297-298). His concerns were not groundless in view of a rebellion that had broken out a month earlier, in June 1825, involving about four hundred slaves who belonged to nearly twenty coffee plantations in Guamacaro (Matanzas). This revolt left a death toll of sixteen whites (women and children included), and the destruction of several properties (facilities, big houses, and part of the crops). The rebellion was brutally crushed by the provincial governor Cecilio Ayllon (future Marquis of Villalba). On the rebels' side, twenty-three captives were sentenced to death, many others submitted to torture, and dozens were slaughtered during the combats or their imprisonment (Barcia Paz 2000; Garcia 2004, 295-298).

That same year, Ayllon made public a project on slave management (*Reglamento de esclavos*), aiming to standardize "the domestic government of the rural properties to enhance the security in the fields". This *Reglamento* was divided into four parts, including security measures, masters' obligations towards slaves, mechanisms of surveillance, and punishments. Ayllon was convinced that the Guamacaro revolt was a sign of a broader plan, involving also free people of colour of Havana and Vuelta Abajo, who had had access to powder and bullets through certain slaves who were allowed to travel around. No wonder that the main point of his *Reglamento*, in the section regarding security

measures, required a complete confinement of the slaves within the plantations.

Likewise, it would be strictly forbidden for Free Blacks to come into the plantations to sell anything to slaves, and these would not be allowed to offer overnight accommodation to strangers. At 9 p.m., the plantation gates would be locked and after that hour slaves would not be allowed to walk around, even within the property, and the overseer would check if they effectively were in their huts (*bohíos*). Within three years, slave-holders who owned more than thirty slaves should replace traditional huts with slave quarters built with bricks and consisting of just one building, separated by sexes, and a single access door (Ayllon 1825, 1-12; Marquese 2005). Ayllon's initiative in a way anticipated the process of gradual hardening of slave regulations that would be experienced in the island in the following decades.

The risk of Cuba being blown up like Saint-Domingue in the 1820s divided opinions regarding which foreign policy Spain should pursue. From the Spanish Crown's perspective, granting extraordinary powers to captain generals and strengthening the security of the island were also means of keeping alive the hope of re-conquering Colombia and Mexico. This aim was not entirely welcomed by the whole of the local slaveholding elite. Soon after leaving the direction of the *Intendencia de Hacienda* (Financial Office), Francisco de Arango judged the system of "facultades omnímodas" insufficient to guarantee safe military expeditions against the rebel colonies in the mainland. In a sort of geopolitical synopsis written in November that year, he stressed several potential threats to the local social order: the vulnerability of the island in case of a naval blockade, the determination of the Hispanic-American patriots to keep their independence, a certain British willingness to recognize the newborn republics, the dangers that might arise from the recognition of Haiti's independence by France, and the strong desire of local radicals and slaves to foster civil war within the Cuban slave society.

In this grim scenario, Spain should forget about the Hispanic-American independences, and adopt France's enlightened model of government designed at the end of the eighteenth century. According to Arango, the ever growing production of Cuba —which by that time was even greater than that of Saint-Domingue before the revolution— would bring to the motherland more than the formerly flourishing French island was able to bring to Louis XVI. Ferdinand VII should, therefore, resign himself to the loss of the continental colonial possessions. At the slightest threat to peace, he adds, "youngsters, adventurers,

beggars, free people of colour, [and] slaves" would immediately cast their lot with the rebellious factions, as was seen in the "deplorable picture presented in Venezuela" (Arango 2004b, II, 229-232).

No less dangerous seemed the potential dissatisfaction among great landowners in the face of the stubborn and dangerous policy conducted by Spain to re-conquer her former possessions. Although he trusted the loyalty of "good vassals", Arango subtly suggested the possibility of them supporting a secession movement, if Madrid did not accept a recent proposal made by Great Britain to guarantee the maintenance of Cuban colonial status, in exchange for a Spanish recognition of the newborn Hispanic-American republics. He considers that this is a matter of the utmost importance as, if the proposal were not to be accepted, "… the useless ruin of this country will be the only possible outcome" (Arango 2004b, II, 229-232).

This proposal to develop the bonds of Cuban political loyalty to Spain, drafted by Arango in the aftermath of Ayacucho, whose main goal was to preserve the social order in the island, was founded on a geopolitical understanding which took seriously into account the crucial role played by slave activism in different places of the Caribbean basin (namely Haiti, Cuba and the circum-Caribbean mainland). For Brazilian slaveholders, living in a geo-historical space apart from the very agitated Caribbean *oikoumene*, such activism was not strong enough to put at risk the gradual construction of a sovereign and independent nation-state, equally based on the expansion of slavery and the continuity of the slave trade. This particularity permitted the doors of the new nation's citizenship to open to the children of Africans.

Bibliographie

Alonso Romero Maria Paz, *Cuba en la España liberal (1837-1898)*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2002.

Arango y Parreño Francisco de (1792), "Discurso sobre la agricultura de la Habana y medios de fomentarla" , in *Obras,* Ed. Gloria García Rodríguez. 2v. Habana, Ediciones Imagen Contemporánea — Casa de Altos Estudios Don Fernando Ortiz (2004a).

Arango y Parreño Francisco de (2004b), "Consulta sobre los riesgos que amenazan a Cuba al terminar 1825", in *Obras,* Ed. Gloria García Rodríguez. 2v. Habana, Ediciones Imagen Contemporánea — Casa de Altos Estudios Don Fernando Ortiz.

Archivo Histórico Nacional, Madrid, Ultramar, Cuba, Gobierno, Esclavitud — Legajo 3547, exp. 17.

Assunção Matthias Röhrig (2005), "Miguel Bruce e os 'horrores da anarquia' no Maranhão, 1822-1827", *in* István Jancsó (org.), *Independência: História e Historiografia,* São Paulo, Hucitec.

Assunção Matthias Röhrig (2006), "A resistência escrava nas Américas: algumas considerações comparativas", *in* Douglas Cole Libby & Júnia Ferreira Furtado (org.) *Trabalho livre, trabalho escravo. Brasil e Europa, séculos XVIII e XIX,* São Paulo, Annablume.

Ayllon Cecílio (1825), *Reglamento de esclavos*, Matanzas, Imprenta del Gobierno de Matanzas.

Barcia Paz Manuel (2000), *La rebelión de esclavos de 1825 en Guamacaro*. Dissertação de mestrado, Havana, Casa de Altos Estudos Fernando Ortiz, Universidade de Habana.

Barcia Manuel (2008), "A Not-So-Common Wind: Slave Revolts in the Age of Revolutions in Cuba and Brazil", in *Review. Fernand Braudel Center,* XXXI (2), 169-193.

Berbel Márcia, Marquese Rafael, Parron Tâmis (2010), *Escravidão e política. Brasil e Cuba, c. 1790-1850,* São Paulo, Hucitec.

Blackburn Robin, *The Overthrow of Colonial Slavery,* London, Verso, 1988.

Blackburn Robin (October 2006), "Haiti, Slavery, and the Age of the Democratic Revolution", in *William and Mary Quarterly*, 3d Series, LXIII (4), 643-674.

Blackburn Robin (2010), "The Role of Slave Resistance in Slave Emancipation", in Seymour Drescher & Pieter Emmer (ed). *Who Abolished Slavery? A Debate with João Pedro Marques,* New York, Berghahn Books.

Blanchard Peter (2010), "The Wars of Independence, Slave Soldiers, and the Issue of Abolition in Spanish South America", in Seymour Drescher & Pieter Emmer (ed), *Who Abolished Slavery? A Debate with João Pedro Marques,* New York, Berghahn Books.

Cabrera Raimundo, *Cuba y sus jueces. (Rectificaciones oportunas),* Filadélfia, Levytype, 1891.

"Carta de Martinho de Mello e Castro [para Bernardo José de Lorena, Governador da Capitania de São Paulo] sobre a expedição para a descoberta de La Perouse, 21 de fevereiro de 1792", in *Documentos interessantes para a história e costumes de São Paulo,* vol. 45, 1924.

Carvalho Marcus J. M., "Os negros armados pelos brancos e suas independências no Nordeste (1817-1848)", *in* István Jancsó (org.). *Independência: História e Historiografia,* São Paulo, Hucitec-Fapesp, 2005.

Cayuela Fernández José G., "Los capitanes generales ante la cuestión de la abolición (1854-1862)", in Francisco de Solano Agustín Guimerá (ed.). *Esclavitud y derechos humanos — la lucha por la libertad del negro en el siglo XIX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1990.

Childs Matt D., *The 1812 Aponte Rebellion in Cuba and the struggle against Atlantic Slavery,* Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2006.

Conrad Robert Edgar (ed.) (1984), *Children of God's Fire: A Documentary History of Black Slavery in Brazil*, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 1997 (doc. 401-406).

Constituição Política do Império do Brasil (1824), in Jorge Miranda, *O constitucionalismo liberal luso-brasileiro*, Lisboa, CNPCDP, 2001.

Costa Emília Viotti da (1998), *Coroas de Glória, Lágrimas de Sangue. A rebelião dos escravos de Demerara em 1823,* trad. port., São Paulo, Companhia das Letras.

Craton Michael (1982), *Testing the Chains. Resistance to Slavery in the British West Indies,* Ithaca, Cornell University Press.

Diário da Assembléia Geral Constituinte e Legislativa do Império do Brasil, 1823, Brasília, Centro Gráfico do Senado Federal, 1973, 3v.

Diário das Cortes Gerais e Extraordinárias da Nação Portuguesa, 1821 e 1822. Disponível em http://debates.parlamento.pt

Dias Maria Odila Leite da Silva (2005), *A interiorização da metrópole e outros estudos,* São Paulo, Alameda.

"Documentos de que hasta ahora se compone el expediente que principiaron las Cortes extraordinarias sobre el tráfico y esclavitud de los negros" (1ª ed. 1814), in Francisco de Arango y Parreño, *Obras,* Ed. Gloria García Rodríguez, 2v. Habana, Ediciones Imagen Contemporánea — Casa de Altos Estudios Don Fernando Ortiz, 2004.

Du Bois W. E. B. (1992; 1ª ed: 1935), *Black Reconstruction in America, 1860-1880*, New York, Atheneum.

Ferrer Ada (2004), "Cuba en la sombra de Haití: noticias, sociedad y esclavitud", *in* M. Dolores González-Ripoll, C. Naranjo, A. Ferrer, G. García, J. Opatrný, *El Rumor de Haití en Cuba: Temor, Raza y Rebeldía, 1789-1844,* Madri, CSIC.

Ferrer Ada (2008), "Cuban Slavery and Atlantic Antislavery", in *Review. Fernand Braudel Center.* XXXI (3), 267-295.

Ferrer Ada (2009), "Speaking of Haiti: Slavery, Revolution, and Freedom in Cuba Slave Testimony", *in* David P. Geggus, N. Fiering (ed.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloominton, Indiana University Press.

Fradera Josep M. (1999), *Gobernar colonias.* Barcelona, Ed. Península.

García Gloria (2004), "Vertebrando la resistencia: la lucha de los negros contra el sistema esclavista, 1790-1845", *in* M. D. Gonzáles-Ripoll, Consuelo Naranjo, Ada Ferrer, Gloria García & Josef Opatrný, *El rumor de Haití en Cuba: temor, raza y rebeldía, 1789-1844*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

Geary Dick (2006), "Europa e o protesto escravo nas Américas, *circa* 1780-1850", in Douglas Cole Libby & Júnia Ferreira Furtado (org.), *Trabalho livre, trabalho escravo. Brasil e Europa, séculos XVIII e XIX,* São Paulo, Annablume.

Geggus David P. (ed.) (2001), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press.

GEGGUS David P., FIERING Norman (ed.) (2009), *The World of the Haitian Revolution*. Bloomington, Indiana University Press.

GENOVESE Eugene, *Da Rebelião à Revolução. As revoltas de escravos negros nas Américas* (1983; 1ª ed: 1979; trad. port.) São Paulo, Global.

GUERRA y SANCHÉZ Ramiro (1971; 1ª Ed. 1938), *Manual de Historia de Cuba*. Havana, Editorial de Ciencias Sociales.

HELG Aline (2001), "A Fragmented Majority: Free 'Off All Colors', Indians, and Slaves in Caribbean Colombia During the Haitian Revolution", in David P. GEGGUS (ed.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina Press.

JAMES C. L. R. (2000; 1ª ed. 1938; trad. port.), *Os jacobinos negros. Tousssaint L'Ouverture e a revolução de São Domingos* São Paulo, Boitempo.

JANCSÓ István (1996), *Na Bahia, contra o império. História do ensaio de sedição de 1798,* São Paulo, Hucitec-EDUFBA.

JANCSÓ István (2001), "Bahia 1798. A hipótese de auxílio francês ou a cor dos gatos", in Júnia Ferreira Furtado (org.). *Diálogos Oceânicos. Minas Gerais e as novas abordagens para uma história do Império Ultramarino Português.* Belo Horizonte, ed. UFMG.

KOSELLECK, Reinhart (2006; 1ª ed. 1979; trad. port.), *Futuro Passado. Contribuição à semântica dos tempos históricos* Rio de Janeiro, Contraponto-Ed., PUC-RJ.

LANDERS Jane G. (2010), *Atlantic Creoles in the Age of Revolutions.* Cambridge, MA, Harvard University Press.

LARA Silvia Hunold (1988), *Campos da Violência. Escravos e Senhores na Capitania do Rio de Janeiro, 1750-1808,* Rio de Janeiro, Paz & Terra.

LASSO Marixa (Spring 2003), "A Republican Myth of Racial Harmony: Race and Patriotism in Colombia, 1810-1812", *in Historical Reflections/ Reflexions Historiques*, 29 (1), 43-63.

MARQUES João Pedro (2010), "Slave Revolts and the Abolition of Slavery: an Overinterpretation", *in* Seymour DRESCHER & Pieter EMMER (ed.), *Who Abolished Slavery? A Debate with João Pedro Marques,* New York, Berghahn Books.

MARQUESE Rafael de Bivar (Jul./Dez. 2005), "Moradia escrava na era do tráfico ilegal: senzalas rurais no Brasil e em Cuba, c. 1830-1860", *in Anais do Museu Paulista. História e Cultura Material,* USP, Nova Série 13 (2), 165-188.

MASON Matthew (2006), *Slavery and Politics in the Early American Republic,* Chapel Hill, The University of North Carolina Press, .

MATTHEWS Gelien (2006), *Caribbean Slave Revolts and the British Abolitionist Movement*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.

MAXWELL Kenneth (1999; 1ª ed. 1973), "A geração de 1790 e a idéia do império luso-brasileiro", *in Chocolates, Piratas e Outros Malandros. Ensaios Tropicais* (trad. port), São Paulo, Paz & Terra.

MAXWELL Kenneth (2004), "The impact of the American Revolution on Spain

and Portugal and their empires", *in* Jack P. Greene & J. R. Pole (ed.). *A Companion to the American Revolution,* Malden, Mass., Blackwell Publ.

Mello Evaldo Cabral de (2004), *A outra Independência. O federalismo pernambucano de 1817 a 1824,* São Paulo, Editora 34.

Mota Carlos Guilherme (1972), *Nordeste 1817. Estruturas e argumentos,* São Paulo, Perspectiva.

Murray David (1980), *Odious Commerce. Britain, Spain and the Abolition of the Cuban Slave Trade,* Cambridge, Cambridge University Press.

Neves Lúcia Maria Bastos Pereira das (2000), "Por detrás dos panos: atitudes antiescravistas e a Independência do Brasil", *in* Maria Beatriz Nizza da Silva (org), *Brasil. Colonização e Escravidão*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.

Oakes James (Autumn 1986), "The Political Significance of Slave Resistance", *in History Workshop* — Special American Issue, 22, 89-107.

Pimenta João Paulo Garrido (2004), *O Brasil e a América espanhola (1808-1822),* Tese de Doutorado, São Paulo, FFLCH/USP.

Pinto da França Antonio d'Oliveira (org.) (1980), *Cartas Baianas, 1821-1824,* São Paulo, Companhia Editora Nacional.

Piqueras José Antonio (2003), "Leales en época de insurrección. La élite criolla cubana entre 1810 y 1814", *in* Izaskun Álvarez Cuartero & Julio Sánchez Gómez (org.), *Visiones y revisiones de la independencia americana,* Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca.

Piqueras José Antonio (2005), "El mundo reducido a una isla. La unión cubana a la metrópoli en tiempos de tribulaciones", J. A. Piqueras (ed.), *Las Antillas en la era de las Luces y la Revolución,* Madri, Siglo XXI.

"Proclamação, a bordo da fragata *Pérola*, pelo comandante José Maria Monteiro, dirigida aos habitantes de Pernambuco", 1817, Coleção Alberto Lamego, Instituto de Estudos Brasileiros — Universidade de São Paulo, Cód. 49.3.

Reis João José (1989), "O jogo duro do Dois de Julho: o 'Partido Negro' na Independência da Bahia", *in* J. J. Reis & E. Silva, *Negociação e conflito. A resistência negra no Brasil escravista,* São Paulo, Companhia das Letras.

Reis João José (2003), *Rebelião escrava no Brasil. A história do levante dos Malês em 1835* (Edição revista e ampliada), São Paulo, Companhia das Letras.

Reis João José, Gomes Flávio dos Santos (2009), "Repercussions of the Haitian Revolution in Brazil, 1791-1850", *in* David P. Geggus, N. Fiering (ed.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press.

"[Representação] do Corpo do Comércio [da] […] praça da Bahia" (1814; 1957), *in* Carlos B. Ott, *Formação e evolução étnica da cidade do Salvador,* 2v. Salvador, Manú Editora.

Roldán de Montaud Inés (agosto de 2009), "En los borrosos confines de la libertad: el caso de los negros emancipados en Cuba, 1817-1870", *Paper* apresentado ao Seminário Internacional *O século XIX e as novas fronteiras da escravidão e da liberdade,* Rio de Janeiro, UNIRIO.

Schultz Kirsten (2008), *Versalhes Tropical. Império, monarquia e a corte real portuguesa no Rio de Janeiro, 1808-1821* (trad. port.), Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

Schwartz Stuart B. (1988), *Segredos Internos. Engenhos e escravos na sociedade colonial, 1550-1835* (trad. port.), São Paulo, Companhia das Letras.

Schwartz, Stuart B. (1996), "Cantos e quilombos numa conspiração de escravos haussás — Bahia, 1814", *in* João José Reis & Flávio dos Santos Gomes (org.), *Liberdade por um fio. História dos quilombos no Brasil.* São Paulo, Companhia das Letras.

Silva Ana Rosa Cloclet da (2005), "Identidades políticas e a emergência do novo Estado nacional: o caso mineiro", *in* István Jancsó (org.), *Independência: História e Historiografia,* São Paulo, Hucitec-Fapesp.

Silva, Luiz Geraldo (2001), "'Sementes da sedição': etnia, revolta escrava e controle social na América portuguesa (1808-1817)", *in Afro-Ásia.* 25-26, 9-60.

Silva Luiz Geraldo (2003), "Negros patriotas. Raça e identidade social na formação do Estado nação (Pernambuco, 1770-1830)", *in* István Jancsó (org.), *Brasil: Formação do Estado e da Nação,* São Paulo, Hucitec-Fapesp-E, Unijuí.

Silva Luiz Geraldo (2005), "Aspirações barrocas e radicalismo ilustrado. Raça e nação em Pernambuco no tempo da Independência (1817-1823)", in István Jancsó (org.), *Independência: História e Historiografia,* São Paulo, Hucitec-Fapesp.

Silva Maria Beatriz Nizza da (1978), *A primeira gazeta da Bahia,* Idade d'Ouro do Brasil, São Paulo, Cultrix/MEC.

Tilly Charles (Summer 1993), "Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834", in *Social Science History,* 17 (2), 253-280.

Torres-Cuevas Eduardo (1994), "De la Ilustración reformista al reformismo liberal", in Instituto de Historia de Cuba. *Historia de Cuba. La Colonia. Evolución socioeconómico y formación nacional,* La Habana, Editora Política.

Thibaud Clément (november 2010), "La ley y la sangre. La 'guerra de razas' y la constitución en la América Bolivariana", in *Almanack Brazilense*, n° 12.

Trouillot Michel-Rolph (1995), *Silencing the Past. Power and the Production of History,* Boston, Beacon Press, .

Vallim Patrícia (2007), *Da Sedição dos Mulatos à Conjuração Baiana de 1798: a construção de uma memória histórica,* Dissertação de Mestrado em História Social, São Paulo, FFLCH/USP.

Venegas Delgado Hernán (dez. 2005), "El fantasma de la Revolución Haitiana y la independencia de Cuba", in *Projeto História*, 31, 25-54.

Youssef Alain el (2010), *Imprensa, política e escravidão: Rio de Janeiro, 1822-1850*. Dissertação de Mestrado em História Social, São Paulo, FFLCH/USP.

António de Almeida Mendes

En finir avec l'esclavage du sang au Portugal

Esclavage et généalogie

Au Portugal, les histoires de l'esclavage, de la race et de l'ordre social n'ont cessé de se recouper depuis cinq siècles. Elles ont contribué à construire un État où les inégalités et les discriminations sont parmi les plus sédimentées d'Europe et une société où les notions de dépendance et d'obéissance ont organisé, jusqu'à très récemment, les relations entre les hommes dans les sphères de la vie domestique comme professionnelle[1]. Les termes *servo* et *raça* ont une généalogie et un sens qui répondent à des enjeux nationaux. Au Portugal, la Loi, la Tradition et les Hommes ont engendré une société asymétrique et hiérarchisée caractéristique des sociétés occidentales mais ici plus qu'ailleurs les élites ibéro-chrétiennes ont très tôt développé, par choix ou par nécessité, un modèle de société qui contenait une ambigüité fondatrice. Réduits à la condition d'« impurs », les maures et juifs ont été très tôt exclus des privilèges que la Loi réservait aux *naturais*[2] et contraints à la captivité sur une base collective, c'est-à-dire en tant que « races » et que « peuples ». De ce fait, la « race », le « sang », l'« esclavage » ont occupé très tôt une place centrale dans l'affirmation d'un discours sur l'infériorisation juridique des identités musulmane et juive, alors

1/ Costa, Louçã, Rosas, Fazenda et Honório (2010). Correia, Brito, Vala, Perez (2005). Barreto et Pontes (2007).

2/ Présent dans le corpus législatif des *Siete Partidas* d'Alphonse X le Sage (1252-1284), le concept de *natural* permet de définir les droits que la naissance confère à un individu et la nature des liens qui unisent cet individu à un lignage, à une famille et à un territoire.

que le nationalisme et la raciologie n'avaient pas encore été inventés[3]. L'acceptation de l'« impureté » des lignages juifs et maures par l'ensemble de la population a permis de maintenir aux Temps modernes maures et juifs dans une identité séparée et dans une condition d'esclave transmissible par le sang de la femme. Sur la longue durée de l'Ancien Régime, les mots ont produit des degrés d'infériorité, de dépendance et d'exclusion sur une base légale et ordonnée. Pour un musulman, être qualifié de *servo* ou d'esclave, de captif *forro* (captif affranchi) ou de maure *forro* (maure affranchi) ne signifie pas la même chose ; de même que pour un homme de couleur, être qualifié de *preto* (noir) ou de *negro* (nègre), d'esclave ou de *criado* ne recouvre pas les mêmes réalités. Il s'agit ici de statuts pour lesquels les individus luttent, pour en sortir comme pour y entrer, de statuts qui classent les individus sur la base de la liberté : liberté de circuler, de choix du conjoint, de son activité, etc. Le critère de la liberté est d'autant plus important qu'il détermine l'appartenance ou non à la *nation*, c'est-à-dire à la collectivité des personnes nées dans le sein du christianisme.

Un cataclysme conduit l'État portugais à reconsidérer la justesse d'un modèle de société généalogique que les États occidentaux modernes ont abandonné depuis des siècles. Le 1er novembre 1755, la ville de Lisbonne est terrassée par un tremblement de terre et un tsunami sans précédent. Le « Désastre » de Lisbonne marque une rupture dans l'histoire politique du Portugal. 1755 amène les philosophes à réfléchir sur les relations entre religion et nature, race et civilisation, liberté et esclavage[4], l'idée de la fin d'un monde amène à penser la manière de préserver ce monde menacé. Les effets politiques de ce catastrophisme entourant le tremblement de terre de 1755 s'inscrivent dans un temps de crises économiques et de doutes, dans une remise en question de l'ordre traditionnel dans lequel vivent les hommes et des hiérarchies dans lesquelles les hommes sont habitués à penser. La catastrophe naturelle est-elle le symptôme d'une décadence de la nation ?

José de Carvalho e Melo (1699-1782), futur Marquis de Pombal et premier ministre du roi José Ier, met à l'ordre du jour des alternatives potentielles à une société en crise. Pour Pombal et pour les

3/ Martinez (2008) ; Hespanha (2010) ; Martinez, Nirenberg, Torres (éd.) (2012).

4/ Pour cette lecture non conventionnelle du tremblement de terre sur Lisbonne je renvoie à la réflexion de Tavares (2009).

juristes[5], le modèle de société agrarienne et patriarcale promue par l'Église a conduit le royaume à l'état de misère dans lequel il se trouve. Il a engendré une société inégalitaire et corrompue. Les projets de modernisation reposent sur le constat que les politiques et les élites font de l'état de la nation : l'assimilation des minorités religieuses et raciales aux structures de la nation — via le baptême, la réduction à l'esclavage et l'intégration à la *familia* — a produit une société et une économie archaïques qui sont dominées par l'obscurantisme, par les capitaux étrangers et sont confrontées à un chômage de masse. Le 19 septembre 1761, Pombal publie un premier édit qui interdit l'entrée sur le territoire national aux esclaves noirs originaires des colonies. Le 16 janvier 1773, un second édit déclare libres les Noirs et les Mulâtres présents dans le royaume du Portugal dont les parents n'ont pas connu l'esclavage depuis quatre générations. Ces deux réformes des statuts des Noirs doivent conduire à l'éradication des « servitudes indécentes » qui se perpétuent selon le « principe que les ventres des mères esclaves ne peuvent produire des enfants libres ». Elles sont complétées par l'abolition du statut de *liberto* (libéré) et par l'abrogation de la distinction entre vieux et nouveaux chrétiens, le 25 mai 1773. Les nouveaux chrétiens et les « vassaux Noirs et Mulâtres […], que leur malheureuse condition d'esclave rendait incompatible avec l'exercice de charges dans la fonction publique, le commerce, l'agriculture et les métiers d'argent », pourront les uns et les autres occuper dorénavant n'importe quel office et prétendre à n'importe quelle dignité[6]. La continuité généalogique avait longtemps été l'étayage de l'idéologie esclavagiste. Y mettre fin revient à condamner l'esclavage.

Les historiens n'ont eu de cesse de mettre en doute l'efficacité de ces lois et les intentions humanistes de Pombal[7]. Il est vrai qu'en plein XIX^e^ siècle des esclaves font encore l'objet d'affranchissements à Lisbonne, que des centaines esclaves arrivent en provenance des colonies et que les clauses de pureté de sang continuent à produire des effets légaux[8]. On se trompe de débat si l'on ne replace pas les réformes de la société et de l'économie dans leur temps, dans cadre d'un État portugais qui cherche

5/ Des débats virulents opposent Pascoal José de Mello Freire (1738-1798), António Ribeiro dos Santos (1745-1818) et António Pereira de Figueiredo (1725-1797).

6/ Les édits de 1761 et de 1773 ont aussi été publiés dans LAHON (1999).

7/ LAHON (2001) et MARQUES (1999).

8/ LAHON (2000).

à préserver l'ordre. Ces lois ne prétendent pas abolir les structures de l'Ancien Régime, mais les réformer pour permettre aux sujets mulâtres, noirs et nouveaux-chrétiens d'intégrer la nouvelle société industrielle. Les gouvernements et les observateurs européens ont été frappés par la multiplication des manufactures, par l'essor des villes et par la l'architecture futuriste de la nouvelle Lisbonne. Pour Louis Sébastien Mercier (1740-1814) Lisbonne cesse d'être, après 1755, « une cité d'Afrique, c'est-à-dire une vaste bourgade, sans ordre, sans proportion où les rues sont étroites et mal distribuées […]; le tremblement des terre abattit en trois minutes ce que la main timide des hommes aurait mis si longtemps à renverser. Le goût déplorable des Maures tomba et la ville se releva pompeuse et superbe[9] ». Le tremblement de terre eut un impact sur la manière de se penser Européen. Les penseurs ont vu dans le tremblement de terre de 1755 l'opportunité pour l'Occident d'éradiquer du paysage européen, de sa culture et de son histoire, les héritages musulmans et africains. À la fin du XVIII^e siècle, les étrangers se pressent à Lisbonne pour vivre la fin de l'inégalité entre Blancs et Noirs.

Comme d'autres aventuriers l'Irlandais James Cavanah Murphy pose ses valises à Lisbonne en 1790 : « Lisbonne ne dégoûte plus aujourd'hui les étrangers par sa malpropreté ; mais il y manque encore beaucoup de choses, tels que des bains publics, des fontaines et des privés. En général, rien n'y est distribué dans l'ordre des convenances[10]. » S'ils sont déconcertés par l'architecture avant-gardiste de la capitale et par l'intégration des dizaines de milliers de personnes de couleur dans l'universalité de la Loi, les étrangers n'en constatent pas moins que les « Nègres » continuent à exercer les tâches domestiques parmi les plus dégradantes, s'adonnent à la mendicité ou à la petite criminalité[11].

En fait l'État portugais a revendiqué le droit de choisir sa propre voie vers le progrès et vers la fin de l'esclavage. Cette voie passe par une abolition contrôlée et graduelle de la condition d'esclave, qui sous-tend la libération du travail et la consécration du marché. Il fallait néanmoins assurer une formation aux Nègres libres et un avenir à leurs enfants, faire adopter le modèle juridique du « sol libre » alors même que dans des espaces proches et familiers (l'Afrique, les îles atlantiques, le Brésil) des dizaines de millions d'esclaves continuaient à être

9/ MERCIER (1999).
10/ MURPHY (1797).
11/ CARRÈRE (1797).

économiquement actifs. Pombal et ses conseillers étaient conscients des conditions misérables d'existence des Noirs du royaume et ils étaient sans doute sincères dans leur volonté de faire accéder les Noirs à la citoyenneté. Mais les réformes n'étaient pas motivées par la défense des Noirs mais par la lutte contre la dégénérescence physique et morale de la race. Abolir les « servitudes indécentes » en 1773, c'était imposer un certain malthusianisme à des classes populaires qui voyaient dans la multiplication des enfants et des dépendants une source de richesse et de revenus accrus, c'était aussi sortir les Noirs de l'économie domestique. Les lois de 1761 et de 1773 ouvraient le chemin à une extinction de l'esclavage des Noirs en Europe, elles permettaient aux Noirs selon la formule consacrée « de vivre et de gagner leur vie comme bon leur semble ». Le principe de liberté pour tous se heurtait à la réalité. Ne plus avoir de maître et être libre quand on était noir et pauvre, c'était courir le risque de se retrouver sans domicile, sans protection et sans ressources, c'était aussi être la première victime de la police d'Ancien Régime. La naissance de la grande misère urbaine, la multiplication du nombre d'errants et de mendiants noirs furent la première conséquence des réformes de Pombal. La seconde fut la montée de l'emprise administrative et policière sur les pauvres, les étrangers et les gens de couleur. À la fin des années 1780, Pina Manique, l'intendant général de la Police du royaume et l'administrateur de la douane de Lisbonne instaura le port de passeports et de fiches signalétiques pour les étrangers et les Noirs. A tout moment, l'homme de couleur devait pouvoir justifier qu'il avait une demeure fixe, exerçait une activité rémunérée et régulière et qu'il avait un patron. Dans le cas contraire, il risquait de finir ses jours derrière les verrous. L'historien Didier Lahon relève dans une note de bas de page d'un article de 2003 que deux tiers des affranchis pris en charge par la Miséricorde de Lisbonne entre 1756 et 1772 étaient au moment de leur décès incarcérés dans l'une des prisons de Lisbonne ; une proportion qui tombe à 8 % pour les esclaves[12]. Voilà qui mérite analyse.

Les lois de 1761 et de 1773 ont libéré les Noirs de la tyrannie du « Sang ». La stratégie d'assimilation en échange de l'émancipation qu'a défendu l'État constitue le terreau sur lequel s'élaborent de nouvelles pratiques d'exclusion fondées sur la couleur de peau. La fin de la transmission de la condition d'esclave est la semence qui a fécondé le champ

12/ LAHON (2003).

du racisme biologique, elle a permis l'invention du Nègre. L'emploi des termes *preto* et *negro*[13] dans le décret de 1773 sous-entend qu'il y a des particularités morales liées aux traits africains qui ne s'atténuent pas avec les métissages, qu'il y a des caractères qui se transmettent par le sang et qui tiennent de la race. La couleur détermine le destin des individus[14]. Dans la société de classes qui se met en place au XVIII^e^ siècle, où tout est désormais soumis à la loi de l'argent et où le prolétaire est une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande, les Nègres exercent les activités déshonorantes naguère réservées aux esclaves noirs. Les Nègres ont la servitude dans le « sang ». D'esclave à *criado*, d'esclave à serviteur, le chemin est tout tracé et il suit la ligne de la couleur. Dans la société capitaliste portugaise, la domesticité échappera aux règles du marché du travail salarié pour être perçue comme une forme moderne de l'esclavage.

Je commencerais mon récit au Moyen Âge, peu après la Reconquête chrétienne des territoires situés au-delà du Tage, pour l'arrêter dans les années 2000. Des milliers de maures captifs, de maures *forros*, de *criados* et d'esclaves noirs ont vécu au Portugal. Il est toujours aussi difficile de dessiner leur parcours et d'expliquer leur disparition de l'histoire de la nation. Les tranches de vies ébauchées par les histoires d'António do Carmo, d'António da Costa, d'Armelinda ou d'Ana Rita rendent compte des vérités du temps, des vérités d'un temps.

D'esclave à *criado* : la servitude dans le sang

Après la *Reconquista* du XIII^e^ siècle, les maures et les juifs, captifs ou libres, ont formé le noyau dur des travailleurs manuels permanents dans les régions situées au Sud du Tage. « Enfermés » dans des domaines ou contraints à la domesticité et aux activités artisanales, les captifs maures ont été massivement intégrés à la communauté des chrétiens alors même que leur qualité d'impurs les excluait des droits sociaux et politiques réservés aux « naturels » : la propriété et la libre circulation. Dans les années 1440, la cohabitation entre les vieux chrétiens et les minorités religieuses juive et musulmane devient conflictuelle. Les élites chrétiennes interdisent aux musulmans et à leurs descendants

13/ Que l'on peut traduire par noir et nègre respectivement.

14/ Pour l'étude d'une réactivation des discours sur la race à la fin du XVIII^e^ siècle on renverra à SCHAUB (2008) ; CANDIDO (2011).

l'exercice de toute juridiction hors des *comunas*[15], leur impose le port d'« habits de leurs nations » (burnous, djellabas, bérets[16]). D'abord réticents, les maures et les juifs du royaume finissent par transformer cette obligation en marqueur d'identité et en facteur de différenciation sociale. Inquiets de ces dérives qui pèsent sur la cohésion de la société, les représentants de la Municipalité de Lisbonne tentent en 1435 d'interdire le port du burnous, devenu un élément trop ostentatoire dans la ville[17]. La construction d'une communauté de *mouros* portugais, sur la base d'une imposition de signes de visibilité (le port de la barbe, les habits, les cheveux longs), n'efface pas le fait que le groupe est loin d'être homogène sur le plan ethnique, religieux et statutaire. La documentation portugaise parle de *mouros*[18], de musulmans et de convertis ; d'individus blancs ou noirs de peau ; de captifs, de libres ou de *mouros forros*. *L'alforria* — où l'on reconnaît le terme arabe *al horria*, la liberté — est à replacer dans une définition ancienne des statuts individuels et de l'exclusion en Méditerranée occidentale[19]. Sa portée est juridique autant qu'économique, l'individu affranchi se retrouve inscrit dans une trame de dépendances et de contraintes, il est confié à un lignage et intégré à une « maison » et à une famille.

À la fin du XV^e^ siècle, la question de l'existence de l'islam et du judaïsme se pose au Portugal[20]. À cette époque les caravelles ont déjà introduit dans les ports de la péninsule Ibérique plusieurs milliers de Guinéens et de Marocains[21]. Les flux d'esclaves et de migrants se poursuivront de façon ininterrompue jusqu'au milieu du XVIII^e^ siècle. Ces migrations atlantiques, de l'Afrique proche vers la Méditerranée occidentale transforment la composition de la société portugaise mais davantage encore les structures de l'économie portugaise[22]. Les Noirs et les Marocains convertis au christianisme entrent dans le marché

15/ Entités administratives où vivent les Maures.

16/ Le désir de distinguer les infidèles par l'apparence est d'origine canonique et est proclamé lors du concile de Latran IV en 1215. Barros (1998).

17/ Boisselier (2000).

18/ Les Portugais font la distinction entre musulmans et populations islamisées, entre Arabes et Berbère. Tolan John (2002).

19/ Barata (2008) ; Alberto (2010) ; Fontenay (2010).

20/ Macedo (2008).

21/ Boucharb (2004).

22/ Plus de 500 000 Africains subsahariens débarquent en Méditerranée entre 1440 et 1700. Les femmes représentent au final près de 70 % des migrants. Mendes (2007) et (2008b).

du travail urbain et rural, fournissant une main-d'œuvre bon marché et qualifiée pour l'économie domestique, l'agriculture et les métiers de l'artisanat[23]. L'intégration des Africains dans la société portugaise est facilitée par le faible nombre d'esclaves par maître et par l'existence de structures religieuses d'accueil (les confréries et les Miséricordes[24]). Au XVI^e^ siècle, la condition des esclaves et des descendants d'esclaves noirs et des *mouriscos*[25] est fortement marquée par une « naturalisation » des rapports : le stigmate de la couleur et l'obligation d'exercer certains métiers jugés impurs enferment les Noirs dans une condition naturelle de non libres[26]. Les travailleurs noirs de Lisbonne occupent une multitude de métiers dans le domaine des services à la personne : domestiques, serviteurs colporteurs, badigeonneurs, porteurs d'eau, rémouleurs, maçons, marins, vendeurs ambulants, lavandières, porteurs de pots de chambre, valets, etc. Leur activité relève d'une condition plutôt que d'un métier[27]. Les recensements menés au milieu du XVI^e^ siècle estiment le nombre de Noirs et de Mulâtres à plus de 10 000 pour une population de Lisbonne évaluée à 100 000 habitants[28]. Entre 1550 et 1600, Lisbonne est la ville de l'esclavage et du métissage en Occident et dans l'Atlantique. Tout ce que l'Europe compte de curieux et de globe-trotters vient découvrir cette capitale de l'exotisme et du changement. L'un d'eux, l'Italien Gianbattista Confalonieri (1561-1648), nous laissera un récit documenté de son séjour dans la ville en 1595-1596 :

> Alors que les Romains ont essayé de conduire Rome par la force des armes, tous les peuples dominés, ou la plus grande partie de ceux-ci, les lisboètes, depuis qu'ils commercent avec les Indes et ont assujetti ces peuples, ont introduit dans cette ville [Lisbonne] une infinité de peuples, qui sont tous noirs. Si bien que l'on peut dire que cette ville est plus noire que blanche, et qu'il n'y a pas de maison où il n'y en ait pas deux, trois voire des familles entières […]. Les plus noirs sont les plus beaux. Parfois ces noires épousent des Blancs et inversement, et leurs enfants portent le nom de Noires, parce qu'ils ne sont pas noirs

---

23/ Les études manquent pour que l'on puisse mesurer l'ampleur de alliances entre Blancs et Noirs au Portugal. Elles semblent cependant banales et de l'ordre du normal. STELLA (2000).

24/ LAHON (2001).

25/ Marocains qui choisissent de se convertir de leur propre chef au christianisme sans renier leur identité nord-africaine. MENDES (2011).

26/ MATTOS (2006).

27/ OLIVEIRA (1991).

28/ SAUNDERS (1982).

> et encore moins blancs, mais noir clair, ou blanc cassé. Ils se font tous chrétiens, ou plutôt, parmi eux beaucoup se considèrent comme tels, et davantage que les nouveaux chrétiens qui descendent du lignage des Juifs, disant qu'ils sont issus de peuples gentils, comme les Chrétiens, et qu'il n'y a pas si longtemps ils ont le feu de la foi. Dans les maisons, les Noirs occupent les tâches les plus viles. Et parce qu'à Lisbonne il y a ce mauvais usage de ne pas utiliser de latrines dans les maisons, et de faire ses besoins dans les seaux, ils ordonnent aux Noirs de transporter ces « parfums » sur leurs têtes dans une sorte de vasque et de les verser dans la mer[29].

Chez Confalonieri cohabitent les images antinomiques d'une capitale centre d'un empire, point de rencontre des cultures issues l'Atlantique, et d'une société précapitaliste confrontée à une arrivée massive des esclaves noirs. Lisbonne évoque Rome et son empire territorial et civilisé qui à force d'intégrer les étrangers et de se mêler aux Sauvages finit par disparaître sous l'effet de la « barbarisation » de sa propre société. La chute de l'Empire romain comme fin de la civilisation et des structures sociales et culturelles d'un monde : voilà le sort funeste qui attend Lisbonne la cosmopolite. La capitale portugaise est aux XVI^e^-XVIII^e^ siècles un laboratoire d'observation de la rationalité moderne. On vient des quatre coins de l'Europe pour assister au spectacle vivant de cette société qui s'écrit en noir et blanc. Une société qui préfigure le monde de demain. Au XVIII^e^ siècle, les personnes de couleur constituent à Lisbonne une catégorie sociale qui va au-delà d'une identité *stricto sensu* pour être identifiée à un style de vie. Dans les représentations collectives, les Noirs sont des individus lascifs, exubérants, querelleurs qui représentent une menace pour l'ordre public. Ils constituent des corps dangereux, leur mobilité, leur fréquentation de la rue et les tâches infamantes qu'ils exercent les rendent susceptibles de transmettre des maladies. Les représentations négatives concernent en premier les hommes, car le destin de beaucoup de femmes esclaves se joue en silence entre les quatre murs des demeures de leurs propriétaires.

En 1798 sort à Paris le *Voyage du duc du Chatelet en Portugal, où se trouvent des détails intéressans sur ce Royaume, ses Habitans, ses Colonies, sur la Cour et M. De Pombal, sur le Tremblement de terre de Lisbonne, etc…* L'ouvrage, qui sert de complément au *Tableau moral, civil, politique, physique et religieux de Lisbonne* publié en 1797 par Joseph Barthélémy

29/ VILLALBA Y ESTAÑA et CONFALIONERI (2002).

François Carrère[30], dresse un portait d'une « race portugaise » « abâtardie » au contact des « nègres, métis et créoles » :

> Le grand nombre de nègres, de métis, de créoles qu'on trouve à Lisbonne est une source de plus des désordres qui concourent à abâtardir et à diminuer la race des Portugais. Leur moindre vice est la fainéantise. Beaucoup d'entre eux sont voleurs et assassins. Presque tous exercent des métiers vils ou ridicules. Ce sont eux qui ordinairement précèdent les processions, en sonnant de la trompette, qui promènent dans les rues ces figures de saints qu'ils présentent aux hommages de la superstition. Cette classe d'hommes, au moins inutile, a singulièrement pullulé. Il s'en est glissé dans l'état ecclésiastique, et ils n'ont pas contribué à le rendre plus respectable. J'ai vu à Lisbonne plusieurs nègres tonsurés, et même quelques-uns revêtus de la prêtrise. Je ne fus pas peu surpris un jour en voyant une procession toute composée de nègres, dans laquelle on porte en grande pompe des saints de leur couleur. Je remarquais, en cette occasion, une chose assez bizarre. La grande rue par laquelle passe la procession est bordée de spectateurs. Pendant tout le temps que défila le pieux cortège, les jeunes filles qui y assistèrent ne cessèrent d'éternuer. Je voulus savoir ce que signifie cet étrange chorus. On me dit qu'il avait pour objet de se moquer de ces pauvres nègres, parce qu'on prétend qu'ils n'éternuent jamais[31].

Penser le statut juridique et politique des « Nègres » dans une société portugaise qui se constitue en tant qu'État-nation moderne et industriel revient à s'interroger sur le passage d'un esclavage subi à un esclavage perçu et vécu. Droits du travail et propriété dessinent des hiérarchies sociales qui traversent les statuts des hommes. La condition de citoyen et d'homme libre est étroitement associée à la capacité de posséder (y compris quelqu'un) et à la définition de ceux qui doivent en être exclus sur la base de critères biologiques. En 1789, sortent des presses de Lisbonne les *Institutiones iuris civilis lusitani*, somme juridique rédigée en latin par Pascoal José de Mello Freire (1738-1798), l'un des chantres de l'absolutisme pombalin. Dans le second volume, Pascoal José de Mello Freire s'attache à la définition du droit des individus dans la société portugaise de son temps :

> § II : … dans le droit romain comme dans le droit national, la première distinction entre les hommes est celle qui sépare les libres

30/ Carrère (1798).
31/ Cormatin (1798).

> des esclaves. § III : Les *servi* (esclaves), par dérivation de *servando* ou de *serviendo* (servir), naissent ou deviennent [esclaves], selon qu'ils naissent de nos esclaves ou qu'ils le deviennent du fait du droit des hommes (par captivité), ou du fait du droit civil. Entre les premiers et les seconds, il n'y aucune différence en droit et en condition, par contre, il y en a des métiers que les premiers peuvent exercer et pas les seconds[32].

Pour Pascoal José de Mello Freire, l'esclavage n'a jamais prospéré au Portugal de la même façon qu'aux colonies. Entre le Portugal, il y a un Océan et un Monde. Ainsi, précise-t-il plus loin dans son œuvre, « les Musulmans et les Juifs ont vécu librement dans le royaume, en pratiquant leurs lois et leurs coutumes. Ils sont toujours traités "avec douceur" par leurs maîtres qui ne peuvent les vendre à n'importe quelle condition, pas plus qu'ils ne peuvent impunément pratiquer sur eux des sévices[33] ». Pour Pascoal José de Mello Freire, au Portugal, ceux-ci ont un statut et des droits, il s'agit de serviteurs, d'individus au service d'autres individus, plus que d'esclaves. Par contre, en Afrique, « il existe des esclaves noirs, dont l'existence légale s'appuie sur on ne sait quel droit, mais les uns et les autres, Noirs d'Afrique et Noirs du Brésil, deviennent libres dès qu'ils foulent le sol européen[34] ». Les définitions juridiques de la liberté, de la nationalité et de la citoyenneté telles qu'explicitées dans le second des trois volumes des *Institutiones iuris civilis lusitani* s'inscrivent dans la continuité du droit romain. Elles relèvent les ambigüités des liens qui unissent alors la métropole et son empire, et l'ambivalence des rapports entre métropolitains et les individus natifs d'outre-mer. Aucune loi n'a jamais officiellement aboli ni condamné l'esclavage au Portugal. La fin combinée de la condition d'esclave et l'abolition des lois de pureté de sang ont permis l'invention du Nègre. Dans la société de classes et du travail salarié qui se met en place au XVIII^e^ siècle, où tout est désormais soumis à la loi de l'argent et où le prolétaire est une marchandise soumis à la loi de l'offre et de la demande, les Nègres vont exercer les activités déshonorantes naguère réservées aux esclaves noirs. Les Nègres ont la servitude dans le « sang ». D'esclave à *criado*, d'esclave à domestique, le chemin est tout tracé et il suit la ligne de la couleur.

32/ Le texte original peut être consulté sur le site IUS LUSITANIAE, http://www.iuslusitaniae.fcsh.unl.pt/index.php.

33/ *Ibid.*

34/ *Ibid.*

Un certain nombre de procès de police conservés aux archives nationales de Lisbonne permettent de retrouver la voix des acteurs noirs de cette nouvelle page de l'histoire des minorités au Portugal. La découverte d'António da Costa et d'António do Carmo ouvre à une lecture critique, à penser des vies en société. Les hommes auxquels nous assignons une identité ethnique ou raciale ne sont pas un peuple ou une race, mais ils ont une couleur.

Les Nègres et la question de la race : une étude de cas

Après 1761, tout homme de couleur qui débarque dans un port de la métropole en provenance de l'outre-mer est dans l'instant déclaré *liberto e forro* (libéré et affranchi[35]). Entre l'Europe, l'Afrique et les Amériques, les allers et venues n'ont jamais été interrompus. En touchant le sol portugais, l'esclave « brésilien » ou « africain » se voit délivrer sur-le-champ un « certificat », rédigé sur une feuille volante par les administrateurs et officiers des Douanes portuaires, sur lequel sont portés leur nom, le port d'embarquement, le nom du navire sur lequel l'esclave a voyagé, le jour, le mois et l'année d'arrivée en métropole. En 1761, le sol portugais libère et affranchit mais il ne fait pas d'un esclave un homme libre mais un homme libéré. En réalité, le certificat de liberté constitue une modalité d'encadrement et d'assignation d'un statut et d'une identité. Seuls les Noirs qui présentent à leur arrivée dans le port de Lisbonne un passeport émis outre-mer, au Brésil ou en Afrique, par les autorités de la colonie dont ils sont originaires, se voient délivrer ledit certificat[36]. Le passeport doit obligatoirement faire mention du sexe, âge et de la *figura*. Derrière ce terme « vague » se cache une description racialisée de l'aspect physique de l'individu où figurent la taille, les nuances de la teinte de peau, l'aspect des cheveux, les yeux, le nez et les dents. Le passeport est un rempart contre les usurpations d'identité. Il doit dire qui l'individu est mais, surtout, éviter les changements de statut juridique qui peuvent surgir du passage d'un individu des colonies portugaises (d'Afrique ou du Brésil) vers la métropole. Les certificats délivrés dans un second temps par les autorités de Lisbonne à

35/ Grinberg et Silva (2011).

36/ Le xviii[e] siècle est le moment où s'articulent et s'élaborent en France des techniques et des instruments d'identification individuelle encore inédits. Voir à ce sujet, Denis (2008).

la vue du passeport d'embarquement permettent à l'homme de couleur de séjourner et de travailler librement au Portugal. Ces certificats ne font que renforcer l'indéfinition statutaire des esclaves libérés et par association de tous les noirs, mulâtres et descendants de noirs nés et résidents en métropole.

La Police d'Ancien Régime fait alors plus que maintenir l'ordre. Les règlements et la surveillance qu'elle exerce façonnent l'urbain et des manières de vivre et d'habiter la ville. Au Portugal, les hommes de couleur sont ainsi les premiers sujets libérés à faire l'objet de mesures ciblées d'identification et de discrimination. Les autorités chargées de la justice et du maintien de l'ordre sont d'autant plus soucieuses d'encadrer l'identité des Noirs qu'il s'agit d'un gage du bon fonctionnement de l'État. Les passeports correspondent aux besoins d'un État moderne de contrôler et de nommer les individus itinérants. En encadrant la mobilité géographique et statutaire des Noirs, l'État portugais introduit une indéfinition dans le statut des Noirs. Elle s'accompagne d'une législation répressive du travail. Les certificats sont une façon déguisée d'orienter les hommes de couleurs vers les professions faiblement rémunérées et assimilées à du travail infamant : les métiers où l'homme se trouve service d'un autre.

Un fait-divers[37] constitue le point de départ de notre enquête de terrain : le vol d'une pèlerine à Benfica, faubourg de Lisbonne, consigné dans un procès verbal daté du 22 juillet 1825. Les principaux protagonistes : deux hommes aux destins parallèles. Le premier, António da Costa, un homme noir qui se revendique une identité brésilienne. Le second António do Carmo Noronha, qui clame haut et fort son identité africaine. Face à eux, les habitants blancs et mulâtres du quartier mais aussi le commissaire royal. Cette source du quotidien permet d'écrire une histoire probable parmi d'autres, à partir de ce que nous croyons vraisemblable. Cette petite histoire possède cependant une valeur indéniable car, en exposant à la lumière des hommes communs, généralement absents des sources conventionnelles, elle permet de travailler dans une perspective comparatiste la vaste question des contraintes, des exclusions et des dépendances à l'époque moderne[38]. Si l'officier royal avait demandé aux deux accusés, António da Costa et António do Carmo Noronha,

37/ Le procès est conservé aux Archives nationales de Lisbonne sous la cote : IANTT, Feitos Findos, Processos crime, escravos, Maço 130.

38/ Pour une formidable reconstitution de la voix du peuple des villes on renverra à FARGE (2009).

pourquoi ils sont pauvres, auraient-ils répondu en invoquant leur statut, leur condition, leurs origines, la couleur de leur peau ou la fatalité ?

Reconstruisons le fil des événements. Vers deux heures de l'après-midi, le 22 juillet 1825, Josefa et sa fille marchent le long de l'estrada da Luz, dans la *freguesia* de Benfica, l'un des faubourgs de Lisbonne. Elles croisent sur le pas de la porte de leur domicile un vieil homme. L'homme, qui exerce la profession de vendeur ambulant de cigarettes, est une vieille connaissance des deux femmes. Il habite à quelques pâtés de maisons de là. Entrent soudain en scène deux Noirs. Le premier des deux individus s'enquiert du prix des cigarettes et quémande une pièce de monnaie auprès du vendeur. Profitant du manège, le second s'introduit chez Josefa, s'empare d'une pèlerine et prend la fuite. Restée sur ses gardes et observant la scène, la fille de Josefa donne aussitôt l'alerte. Les cris de la jeune fille sortent le quartier de sa torpeur. Une véritable chasse à l'homme s'engage alors dans les ruelles tortueuses du bourg. Très vite, on intercepte António da Costa et António do Carmo Noronha. Les deux hommes sont conduits devant les autorités judiciaires. Ils n'habitent pas le quartier. Tout porte à croire qu'il s'agit de deux vagabonds. Aucun des habitants appelés à témoigner n'a assisté à la scène. Mais tous les éléments parlent contre António da Costa et António do Carmo Noronha : ce sont des *pretos* (noirs) — je reprends expressément les termes du texte — sans domicile fixe, et ont été capturés à proximité des lieux… Et puis il y a deux semaines un vol en tout point semblable a été perpétré dans le café tenu par Josefa. Oui, il « ne fait aucun doute que ces crimes sont l'œuvre de deux Noirs qui ont été aperçus tantôt rôdant dans les parages » s'exclame Josefa[39].

Après les accusateurs, vient le tour de la déposition des deux accusés. Les brefs éléments biographiques consignés dans le rapport permettent d'entrevoir quelques étapes de leurs vies. António da Costa est « Brésilien », naturel de l'État du Grand Pará et Maragnon, fils de José da Costa et de Josefa Romeira. Marin au long cours, il a débarqué en métropole à bord de l'un des nombreux navires qui effectuent les voyages transocéaniques entre la péninsule Ibérique, l'Afrique et le Nordeste du Brésil. On ne sait pas si ses parents sont ou étaient esclaves ni d'où ils étaient originaires. Son itinéraire migratoire témoigne d'une vie chaotique et vagabonde, entrecoupée de périodes de prison. António da Costa a profité selon toute probabilité d'une escale en Andalousie

39/ IANTT, Feitos Findos, Processos crime, escravos, Maço 130, fol. 9.

pour rester à terre. Du port d'Algésiras, dans le sud de l'Espagne, il est passé au Portugal en s'arrêtant à Cadix et Séville. Interpellé à la frontière portugaise pour défaut de port de passeport, il a été emprisonné à Vila Real de Santo António. Depuis des mois, António alterne périodes d'inactivité et petits métiers sur le port de Lisbonne ; sans domicile fixe, il dort dans des bâtiments désaffectés, rue de Boavista, dans le quartier africain de la ville. Le jour des faits, il fait, comme à son habitude, l'aumône lorsque des hommes qui poursuivent un autre Noir s'arrêtent à son niveau. Le pauvre hère qui se trouve au mauvais endroit, est saisi brutalement et roué de coups et prié de confesser sa participation au vol.

Le second inculpé, António do Carmo Noronha est âgé d'une vingtaine d'années. Naturel d'Angola il est né de parents *gentios* (non baptisés et christianisés). Sans doute a-t-il été capturé, vendu et déporté au Portugal lors de sa tendre enfance[40]. Il nia toutes les accusations et déclare que la pèlerine se trouvait abandonnée près d'une fenêtre et alors qu'il s'apprêtait à la restituer à sa propriétaire, la fille de Josefa et un groupe d'hommes lui sont tombés dessus et il jura qu'il n'avait jamais pénétré dans la demeure de Josefa. Au moment des faits, António do Carmo Noronha vit rue Suja, une ruelle sombre et malfamée du Bairro Alto qui abrite les principaux bordels de la capitale. *Moço de servir*, c'est-à-dire homme à tout faire, il a exercé le métier de cocher dans une entreprise de location de fiacres située rue des Gáveas. Son patron l'a renvoyé, un mois auparavant, l'accusant d'avoir volé la montre d'un voyageur. Des histoires partagées entre l'Afrique, le Brésil et l'Europe, la pauvreté et enfin l'exclusion sociale, voilà ce qui réunit les deux hommes. Au moment de la lecture finale de l'Acte d'Accusation, António da Costa exigea du fonctionnaire qu'il ajoute dans la marge gauche la note suivante : « *Declaro que as supra dito*, *hé Brazileiro e não preto*. » (« Il déclara comme il l'avait déjà indiqué auparavant qu'il est brésilien et qu'il n'est pas un nègre[41]. ») Que cache ce correctif voulu par António da Costa ? S'agit-il pour António da Costa d'affirmer par sa « brésilianité » un statut d'homme libre et civilisé, une humanité qui n'est pas reconnu à son compagnon d'infortune, António do Carmo Noronha ? S'agit de se poser en homme libre et de ne pas être « portraitisé » comme « l'autre », le nègre africain descendant d'esclave ? Le discours racial est ici évident et circonscrit à un groupe spécifique : les Noirs libres. Les attributs

40/ IANTT, Feitos Findos, Processos crime, escravos, Maço 130, fol. 10.
41/ IANTT, Feitos Findos, Processos crime, escravos, Maço 130, fol. 11.

physiques, la noirceur de la peau, renvoient à une infériorité sociale. La petite histoire ici narrée se déroule sur fond de grande histoire.

L'année 1825, marque la reconnaissance officielle de l'indépendance du Brésil par le Portugal. Le « passage » du Brésilien António da Costa des Amériques au Portugal n'est pas un cas isolé. Des centaines d'esclaves ou de libres de couleurs brésiliens firent ce choix de vie. Cette émigration d'Amérique vers l'Europe va à l'encontre des flux migratoires historiques traditionnels qui ont fait du continent américain le point d'arrivée de nombreux voyages négriers. Alors, pourquoi choisir l'Europe du Sud ? La crise des empires ibériques atlantiques du premier XIX^e^ siècle est un premier élément de réponse. De nombreux esclaves ou libres de couleurs nés et élevés au Brésil font le choix de quitter le continent américain pour l'Europe car cette mobilité représente une échappatoire au système de reproduction sociale et économique de sociétés coloniales américaines nées de l'esclavage[42]. António da Costa est sans doute venu du Brésil en compagnie de son maître après les mutineries et les violences qui ont suivi la proclamation de l'indépendance du Brésil. António da Costa trouva dans cette mobilité géographique vers le Portugal un moyen de s'émanciper de son maître. Les confréries religieuses de Noirs jouèrent ici un rôle central en créant du local. L'affranchissement se traduit le plus souvent pour l'esclave par un passage de la tutelle du maître à la tutelle de la confrérie qui remplace auprès de lui sa famille large. L'hébergement, le travail, le mariage, tout se règle dans la confrérie ou dans les Miséricordes qui constituent dans le contexte de l'exil la patrie itinérante du Noir dans son nouveau monde. À l'opposé, l'Africain António do Carmo Noronha a fait le choix de demeurer au Portugal. Il était capable d'identifier la terre de ses origines, l'Angola, mais la déportation avait agi comme une fracture avec son passé. Vendu comme une marchandise par d'autres Africains, il a conquis au Portugal un nom complexe (prénoms et noms de famille) qui symbolise le lent cheminement vers la liberté et vers la citoyenneté. En Afrique, sa couleur de peau ne lui est d'aucun secours et son statut d'émancipé ne s'accompagne pas de droits dans des sociétés où l'esclavage est la base de l'ordre social[43]. António da Costa et António do Carmo Noronha ont ainsi une perception claire des réalités des mondes américains, africain et européen et surent jouer en leur faveur des différents cadres juridiques et politiques.

42/ Alencastro (2000).

43/ Thioub (2010).

António da Costa et António do Carmo Noronha ont entretenu l'espoir d'une ascension sociale et économique dans la société portugaise du travail. Les qualificatifs de captif, *criado*, domestique, *servo*, esclave, *negro* indistinctement employés, y compris pour désigner la condition dépendante d'une même personne, dénotent une mobilité possible vers le salariat et vers la liberté dans des sociétés marquées par la mobilité géographique. La liberté passe par une première phase d'assimilation forcée des traits culturels de la société, ce qui implique souvent, mais pas toujours, une négation des origines. L'intégration se fit d'abord au niveau de l'homme commun, donc du pauvre et du prolétaire, puisqu'en Méditerranée comme ailleurs, la pauvreté est la condition du plus grand nombre.

Le Portugal et la question noire

Lisbonne, XXI^e^ siècle. Douze coups de minuit retentissent à l'horloge du port de Lisbonne : une armée de porteurs fait alors irruption dans le mercado da Ribeira, le plus important marché au poisson de la capitale, installé à Cais do Sodré sur les marges du Tage. Nœud ferroviaire et fluvial, Cais do Sodré est le point de rencontre des lignes de trains suburbains et des transports fluviaux, qui relie le cœur de la capitale et ses banlieues pauvres nord et sud suivant la trajectoire empruntée par les embarcations qui s'aventurent dans l'Atlantique. Les porteurs sont d'abord des porteuses : un métier longtemps réservé aux femmes venues des espaces ruraux, aujourd'hui des Noires natives de l'archipel atlantique du Cap-Vert. Toute la nuit elles charrient, chargent et déchargent des caisses de poisson frais. À 25 centimes le cageot, et à raison de 10 à 15 clients, elles gagnent en moyenne cinq à sept euros par nuit. Ainsi en est-il de la vie d'Armelinda, d'Ana Rita et de bien d'autres femmes[44]. Les hommes trouvent du travail sur les chantiers, mais tout a toujours été plus difficile pour les femmes. Une vision « machiste » conduit encore les autorités portugaises à percevoir les migrantes comme le simple complément de leurs maris : il s'ensuit une vulnérabilité et discrimination dans l'accès au monde du travail et aux ressources sociales. La plupart des porteuses ne savent ni lire ou écrire, parlent mal la langue portugaise, ce qui les condamne aux métiers de vendeuses de fèves ou de poisson, lavandières, cuisinières, domestiques

44/ Émission Thalassa, le magazine de la mer (2003).

ou nourrices pour lesquels on n'a pas besoin de papiers, de permis de travail ou de formation[45].

L'extrême pauvreté de l'ancienne colonie portugaise, le déclin de l'économie teinturière et de la traite transatlantique, les cycles répétés de sècheresses et de famines ont poussé une grande partie de sa population à émigrer vers les Amériques et surtout vers le Portugal[46]. Cette histoire débute au XVII^e^ siècle et se prolonge jusqu'à aujourd'hui : les deux tiers des Cap-verdiens vivent hors des îles, ce qui en fait une sorte de pays transnational. La nation et l'identité capverdiennes sont nées du choc frontal entre l'Afrique et le Portugal à l'époque des Découvertes. Cinq siècles après, la capitale portugaise accueille la première diaspora capverdienne au monde. Elle rassemble plus qu'elle n'accueille, car les migrants africains sont d'abord parqués dans les banlieues déshéritées de Lisbonne et de la rive sud : Fontainhas, Seixal ou Cova da Moura. Des quartiers improvisés faits de rues étroites, de maisons construites illégalement dans l'urgence après la décolonisation de 1974 par les *retornados portugueses*, les rapatriés, et surtout les Africains. Abandonnés à eux-mêmes, ils sont surnommés les « petits Cap-Vert » où souvent on ne parle que le créole, des faubourgs noirs considérés comme des quartiers de tous les dangers pour les Blancs de Lisbonne qui ne s'y aventurent jamais. Les membres de la diaspora de Lisbonne maintiennent vivace une identité capverdiennes et les manifestations culturelles, à commencer par le créole, dans le cadre quasi privé des banlieues oubliées, sans la partager avec les « Blancs » qui d'ailleurs n'y attachent que peu d'intérêt. Car si Lisbonne, est depuis les années 1980 le cœur de la musique capverdienne, les musiciens et chanteurs de ces îles sont d'abord reconnus au sein de la communauté africaine.

Très peu de couples mixtes se sont formés au cours de ces deux décennies y compris parmi les descendants de la deuxième génération, pour lesquels le créole est souvent la première langue. Et si les partis xénophobes d'extrême droite n'ont aucune expression au Portugal, les relations entre les Noirs et le reste de la population sont marquées d'un racisme « subtil[47] » qui s'exprime dans la séparation des lieux de résidence des uns et des autres, dans des jugements de valeur et des catégorisations. Blancs et Noirs se côtoient mais ne cohabitent pas et n'interagissent pas, au point que les catégories sociales et culturelles sont

45/ LAGES (2006).
46/ CARREIRA (1977).
47/ VALA, BRITO et LOPES (1999).

progressivement devenues synonymes de catégories raciales. Au tournant du XVIII[e] siècle, le mot *preto* s'est substitué à celui de *negro* pour désigner tout individu de couleur[48]. Si *preto* comme *negro* renvoient au phénotype, le second terme (*negro*) charrie une connotation raciale qui ne renvoie pas à un pays d'origine, à une culture, à une identité mais davantage à des stéréotypes hérités de la période esclavagiste et du discours racial de la période coloniale. *Negro* est de plus en plus utilisé au jour le jour comme un discours métonymique qui puise ses référents dans un imaginaire colonial et une image figurée de la « race » : le Noir robuste, oisif, voleur et s'exprimant dans une langue approximative et différente car créole. C'est l'apparent paradoxe d'une nation née de la multiculturalité méditerranéenne et d'une société exposée à la pluralité depuis des siècles : car, si le demi-siècle que dura le régime dictatorial de Salazar peut se résumer à « un peuple, une ethnie, une langue, une culture, une religion et une politique[49] », avant comme après, les Portugais ont appris à vivre avec les Autres et à se mélanger culturellement et ethniquement. Trois paramètres doivent être considérés sur le long terme : la longue histoire expansionniste, coloniale et esclavagiste ; la décolonisation tardive par rapport aux autres puissances coloniales et, enfin, l'arrivée massive d'émigrants à partir des années 1980.

Aujourd'hui, Lisbonne la ville blanche est aussi une ville noire avant d'avoir longtemps été une ville juive, musulmane et africaine. Sans conteste, elle est la capitale européenne la plus marquée par l'Afrique subsaharienne. De ces siècles ininterrompus de contacts économiques, culturels, religieux ou politiques entre Portugais, Arabes et Africains, il reste aujourd'hui de nombreux témoignages et vestiges en Afrique du Nord, de l'Ouest et en Péninsule ibérique. Les noms de villes, de rues, les pratiques alimentaires, culturelles ou religieuses témoignent de ces échanges fructueux, de pratiques de syncrétismes et de métissages. Une histoire qui a été progressivement enfouie dans les abysses de la mémoire nationale. Le Nous collectif, promu par l'État Nouveau, le régime dictatorial mis en place par António Salazar, impliquait une charge rhétorique importante : la « portuguisation » des colonies africaines et des Africains impliquait la « catholicisation » et la « civilisation » des natifs. Les élites portugaises, politiques ou intellectuelles, continuent à défendre l'exceptionnalité de l'expérience impériale portugaise par rapport aux autres expériences coloniales européennes,

48/ TINHORÃO (1988).

49/ BARRETO et PONTES (2007).

qu'illustrent l'empathie des Portugais, leur capacité à échanger avec les peuples de différentes cultures, à promouvoir le métissage ethnique et religieux dans le but de créer des sociétés multiraciales harmonieuses qui s'intègrent dans l'unité nationale. Cette idéologie luso-tropicale popularisée par le régime de Salazar et la pensée coloniale demeurent l'une des marques de l'identité nationale portugaise. Elles sous-entendent l'idée que Portugal entretient une relation spéciale, affective, avec l'Afrique qui s'inscrirait dans son histoire et ses gènes, dont les sources remontent à son passé ethnique et culturel, entre l'Europe et l'Afrique, et à son contact prolongé avec les Arabes. De nos jours, Lisbonne se revendique comme une « ville accueillante et tolérante », une « arche de Noé » et un « théâtre pacifique des rapports entre cultures ». Le maire de la capitale portugaise, António Costa, prétend faire de Lisbonne un modèle d'interculturalité pour le reste de l'Europe occidentale. Selon ses propos, l'histoire de la ville, de ses habitants s'est faite à partir des rencontres séculaires entre les peuples et les cultures, par la diversité ethnique et culturelle qui « se reflètent dans sa multiculturalité et dans sa génétique ». Les initiatives se sont multipliées. Parmi d'autres exemples, le lancement d'un Guide de la Lisbonne interculturelle (Guia da Lisboa intercultural), en novembre 2008, précède les ouvertures imminentes d'un musée d'un centre archéologique consacré à la communauté musulmane dans le château de São Jorge, du musée de la communauté juive dans l'Alfama et, enfin, d'un centre contemporain d'art africain, baptisé Africa.cont, dont l'inauguration est prévue pour 2012. La création d'un musée tourné vers l'Afrique d'aujourd'hui n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques et économiques et vise clairement à renforcer la place de Lisbonne en tant qu'espace euro-africain, bien au-delà du seul espace de l'Afrique lusophone. Lisbonne se pare d'une nouvelle image interculturelle qui valorise les liens du présent et son ouverture au monde, son rôle de pont entre les cinq continents pour ne pas avoir à rouvrir la page douloureuse d'une relation multiséculaire avec l'Afrique marquée par la traite négrière, l'esclavage et le travail forcé. Une histoire plus actuelle qu'il n'y paraît et dont la mise en silence explique comme elle permet de comprendre l'attitude des élites portugaises et le regard que la population actuelle porte sur les hommes de couleur. *Negro* ou *Preto* ?

Le débat sur le sens des mots n'est pas que manie du chercheur, il est au contraire révélateur du fond du débat aujourd'hui comme hier : les désignations intègrent une représentation de la réalité sociale et une classification racialisée des hommes. Le regard porté sur les Africains

et sur leurs descendants nés et fixés au Portugal est façonné par l'expérience du quotidien, en métropole et dans les îles atlantiques sous domination portugaise, mais aussi par celle de leurs parents ; et quant les Noirs n'ont pas revendiqué pas eux-mêmes cet héritage, les « autres » se sont chargés de le faire en les assignant à une humanité particulière. Les éléments du passé esclavagiste et des rapports au travail domestique et servile sont toujours identifiables dans la société portugaise contemporaine pour qui sait les décrypter. En 1981, les domestiques (*serviçais domésticos*) étaient toujours considérés sur le plan juridique comme faisant partie de la famille naturelle ou de la « maison », ils devaient obéissance au *paterfamilias*, au même titre que l'enfant vis-à-vis de son père, ou la femme vis-à-vis de son mari. Le patron, le père et le mari sont responsables de l'éducation de ses domestiques, de ses enfants et de sa femme, tout comme le maître l'était de son esclave deux siècles plus tôt. Entre-temps l'État a imposé un changement de dénomination juridique — la Loi parle désormais d'*empregada doméstica* ou d'*empregada a dias* — censée rendre compte de la fin des liens traditionnels de dépendance et inscrire le travail domestique dans l'univers du travail salarié, rémunéré et non racialisé[50].

Bibliographie

Alberto Edite Maria da Conceição Martins (2010), « Um Negócio Piedoso: o Resgate de Cativos em Portugal na Época Moderna », Thèse de 3e cycle, Université do Minho.

Alencastro Luiz Felipe de (2000), *O Trato dos Viventes: Formação do Brasil no Atlântico Sul, séculos XVI e XVII*, São Paulo, Companhia das Letras.

Almeida Ana Nunes de (coord.) (2011), *História da vida privada em Portugal: os nossos dias*, Maia, Círculo de Leitoires

Balbi Adriano (1822), *Essai statistique sur le royaume de Portugal et d'Algarve, comparé aux autres États de l'Europe et suivi d'un coup d'œil sur l'état actuel des sciences, des lettres et des beaux-arts parmi les Portugais des deux hémisphères…*, Paris, Rey et Gravier.

Barata Filipe Themudo (2008), « Le rachat des captifs. Une affaire d'État au Portugal au XVe siècle », in *Le commerce des captifs : les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, XVe-XVIIIe siècles*, Wolfgang Kaiser (éd.), Rome, École française de Rome, p. 109-122.

50/ Brasão (2012).

BARRETO António et PONTES Joana (2007), « Portugal, um Retrato Social, Portugal uma sociedade plural : nós e os outros », Lisbonne, documentaire.

BARROS Maria Filomena Lopes de (1998), *A Comuna Muçulmana de Lisboa nos Séculos XIV e XV*, Lisbonne, Hugin.

BETHENCOURT Francisco et PEARCE Adrian (coord.) (2012), *Racism and Ethnic Relations in the Portuguese-Speaking World*, Londres, British Academy, Proceedings of the Bristish Academy, n° 179.

BOISSELIER Stéphane (2000), « Les Mudéjares dans le Sud portugais : l'étranger, l'intégration et le quotidien : XIII^e^-XIV^e^ siècle (une approche globale de l'altérité vécue) », in *L'étranger au Moyen Âge. Actes du XXX^e^ congrès de la SHMESP*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 179-190.

BOUCHARB Ahmed (2004), *Os pseudo-mouriscos de Portugal no século XVI : estudo de uma especificidade a partir das fontes inquisitoriais*, Lisbonne, Hugin.

BOXER Charles Ralph (1963), *Race relations in the Portuguese colonial empire, 1415-1825*, Oxford, Clarendon press.

BRASÃO Inês (2012), *O tempo das criadas — A condição servil em Portugal (1940-1970)*, Lisbonne, Tinta da China.

BURBANK Jane et COOPER Frederick (2011), *Empires in world history: power and the politics of différence*, Princeton, Princeton University Press.

CAHEN Michel (2012), « Indigenato Before Race? Some Proposals on Portuguese Forced Labour Law in Mozambique and the African Empire (1926-62) », in R*acism and Ethnic Relations in the Portuguese-Speaking World*, BETHENCOURT Francisco et PEARCE Adrian (coord.). Londres, British Academy, Proceedings of the British Academy, n° 179, p. 149-171.

CANDIDO Mariana P. (2011), « African Freedom Suits and Portuguese Vassal Status : Legal Mechanisms for Fighting Enslavement in Benguela, Angola, 1800-1850 », Slavery and Abolition, 32, 3, p. 447-458.

CARREIRA António (1977), *Cabo Verde. Aspectos sociais. Secas e fomes do século XX*, Lisbonne, Ulmeiro.

CARRÈRE Joseph Barthélémy François (1798), *Voyage en Portugal, et particulièrement a Lisbonne, ou Tableau moral, civil, politique, physique et religieux de cette capitale, etc. ; suivi de plusieurs Lettres sur l'état ancien et actuel de ce royaume*, Paris, Deterville.

CASTELO Claúdia (1998), « O modo português de estar no mundo », O lusotropicalismo e a ideologia colonial portuguesa (1933-1961), Porto, éd. Afrontamento.

CERUTTI Simona (2012), *Étrangers : étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Montrouge, Bayard.

CORMATIN Pierre Dezoteux (1798), *Voyage du ci-devant duc du Chatelet, en Portugal ou se trouvent des détails interessans sur ses colonies, sur le tremblement de terre de Lisbonne, sur M. de Pombal et la cour ; revu, corrigé sur le manuscrit, et augmenté de notes…,* Paris, F. Buisson, imp.-lib. rue Haute-Feuille.

CORREIA Isabelle, BRITO Rodrigo, VALA Jorge, PEREZ Juan (2005), « Normes

Antiracistes et Persistance du Racisme Flagrant : Analyse Comparative dés Attitudes Face aux Tziganes et face aux Noirs au Portugal », *Psihologia Sociala*, n° 15, p. 7-22.

COSTA Jorge, LOUÇÃ Francisco, ROSAS Fernando, FAZENDA Luís et HONÓRIO Cecília (2010), *Os donos de Portugal. Cem anos de poder economico (1910-2010)*, Lisbonne, éd. Afrontamento.

DENIS Vincent (2008), *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon.

FARGE Arlette (2009), *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Bayard.

FONTENAY Michel (2010), *La Méditerranée entre la Croix et le Croissant. Navigation, commerce, course et piraterie (XVIe-XIXe siècle)*, Paris, éditions Classiques Garnier.

GRINBERG Keila et SILVA Cristina Nogueira da (2011), « Soil Free from Slaves : Slave Law in Late Eighteenth- and Early Nineteenth-Century Portugal », *Slavery & Abolition*, v. 32, p. 431-446.

HESPANHA António Manuel (2010), *Imbecillitas — as Bem-aventuranças da Inferioridade nas Sociedades de Antigo Regime*. Belo Horizonte, Annablume.

IUS LUSITANIAE, *Fontes Históricas do Direito Português*, base de données en ligne : http://www.iuslusitaniae.fcsh.unl.pt/index.php.

LAGES Mário Lages (éd.) (2006), « Os Imigrantes e a População Portuguesa. Imagens Recíprocas, Análise de duas sondagens », Observatório da Imigração, n° 21(Dossier en ligne : http://www.oi.acime.gov.pt/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=15).

LAHON Didier (1999), *O Negro no coração do Império. Uma memória a resgatar. Séculos XV-XIX*, Lisbonne, coll. Entreculturas.

LAHON Didier (2000), « Exclusion, intégration et métissage dans les confréries noires au Portugal (XVIe-XIXe siècles) », *Negros, mulatos, zambaigos. Derroteros africanos en los mundos ibéricos*, ARES QUEIJA Berta et STELLA Alessandro (coord.). Séville, CSIC, p. 275-311.

LAHON Didier (2001), « Esclavage et confréries noires au Portugal durant l'Ancien Régime (1441-1830) ». Paris, Thèse de l'EHESS.

LAHON Didier (2003), « Esclavage, confréries noires, sainteté noire et pureté de sang au Portugal (XVIe et XVIIIe siècles) ». *Lusitania Sacra*, 2e série, p. 119-162.

LAURENS Henry, TOLAN John, VEINSTEIN Gilles (2009), L'Europe et l'Islam, quinze siècles d'histoire. Paris, Odile Jacob, 2009.

MACEDO José Rivair (2008), « Os sinais da infâmia e o vestuário dos mouros em Portugal nos séculos XIV e XV ». *Bulletin du Centre d'études médiévales d'Auxerre*, Hors série n° 2, p. 248-262.

MARQUES João Pedro (1999), *Os Sons do Silêncio. O Portugal de Oitocentos e a Abolição do Tráfico de Escravos*. Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais.

MARQUES João Pedro (2008), *Sá da Bandeira e o fim da escravidão*. Lisbonne, ICS.

MARTINEZ Maria Elena, NIRENBERG David, TORRES Max (éd.) (2012), *Race and Blood in the Iberian World*. Berlin, Lit Verlag.

MARTINEZ Maria Elena (2008), *Genealogical Fictions : Limpieza de Sangre, Religion, and Gender in Colonial México*, Stanford CA, Stanford University Press.

MATOS Patrícia Ferraz de (2005), *As Côres do Império. Representações Raciais no Império Colonial Português*, Lisbonne, Instituto de Ciências Sociais.

MATTOS Hebe (2006), « "Pretos" and "Pardos" between the Cross and the Sword : Racial Categories in Seventeenth Century Brazil », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, 80, p. 43-55.

MENDES António de Almeida (2007), « Esclavages et traites modernes : le temps des empires ibériques, entre Moyen Age et Modernité, entre Méditerranée et Atlantique (XV^e^-XVII^e^ siècles). Une histoire globale », Paris, Thèse de l'EHESS.

MENDES António de Almeida (2008a), « Africaines esclaves au Portugal : dynamiques d'exclusion, d'intégration et d'assimilation à l'époque moderne (XV^e^-XVI^e^ siècles) », *Renaissance and Reformation*, K. J. P. LOWE (coord.), 31.2, p. 43-63.

MENDES António de Almeida (2008b), « Les réseaux de la traite ibérique dans l'Atlantique nord. Aux origines de la traite atlantique (1440-1640) », Les Annales, Histoire, Sciences sociales, n° 4, septembre 2008, p. 739-768.

MENDES António de Almeida (2011), « Musulmans et construction d'une identité "mourisca" au Portugal à l'époque moderne (XV^e^-XVI^e^ siècles) », in *Les Musulmans dans l'histoire de l'Europe, tome 1 : Une intégration invisible*, DAKHLIA Jocelyne et VINCENT Bernard (éd.), Paris, Albin Michel, p. 143-158.

MERCIER Louis Sébastien (1999), *Mon bonnet de nuit*, Jean-Claude BONNET (dir.), Paris, Mercure de France.

MURPHY James Cavanah (1797), *Voyage en Portugal… dans les années 1789 et 1790*, Paris, Denné jeune.

NIRENBERG David (1996), *Communities of Violence. Persecution of Minorieties in the Middle Ages*, Princeton, Princeton University Press.

NIRENBERG David (2002), « Mass Conversion and Genealogical Mentalities: Jews and Christians in Fifteenth-Century Spain », *Past and Present.* 174, p. 3-41.

SAUNDERS A. C. de C. M. (1982), *A Social History of Black Slaves and Freedmen in Portugal, 1441-1555*, New York, Cambridge University Press.

SCHAUB Jean-Frédéric (2008), *Oroonoko, prince et esclave : roman colonial de l'incertitude*, Paris, Seuil.

SILVA Cristina Nogueira da (2009), *Constitucionalismo e império. A cidadania no ultramar português*, Lisbonne, Almedina.

STANZIANI Alessandro (2010), Le travail contraint en Asie et en Europe, XVII^e^-XX^e^ siècles, Paris, MSH éditions.

STELLA Alessandro (2000), *Histoires d'esclaves dans la péninsule ibérique*, Paris, éditions de l'EHESS.

THALASSA, le magazine de la mer (2003), « Capverdiennes de Lisbonne », Production France 3. En ligne sur http://www.thalassa.france3.fr/?page=expedition&id=10&rep=220.

TAVARES Rui (2009), *O pequeno livro do Grande terramoto*, Lisbonne, Tinta da China.

TINHORÃO José Ramos (1988), *Os Negros em Portugal*, Lisbonne, Caminho.

THIOUB Ibrahima (2010), « L'esclavage à Saint-Louis du Sénégal aux XVIII^e^-XIX^e^ siècles », Jahrbuch 2008/2009, *Wissenschaftskolleg zu Berlin*, p. 334-356.

TOLAN John (2002), *Saracens : Islam in the medieval European imagination*, New York, Columbia University Press.

VALA Jorge, BRITO Rodrigo et LOPES Diniz (1999), *Expressões dos racismos em Portugal*, Lisbonne, ICS.

VILLALBA Y ESTAÑA Bartolomé de et CONFALIONERI Gianbattista (2002), Por terras de Portugal no século XVI, Lisbonne, Commissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses.

Tulio Halperin Donghi

La historia como oficio
Un testimonio sobre l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

Quiero en primer lugar expresar todo mi agradecimiento por el honor que se ha querido conferirme al invitarme a cerrar la jornada en la que esta institución que me resulta difícil no seguir llamando, como lo hacía hace ya más de medio siglo, la Sexta Sección de la École Pratique ha buscado aportar los elementos para un balance de las modificaciones que los más recientes aportes historiográficos han venido introduciendo en la imagen de las vicisitudes atravesadas por el mundo iberoamericano a lo largo de las diez décadas que separan a 1763 de ese año de 1865 en que a juicio de los organizadores del presente encuentro vino a consumarse el lento y progresivo derrumbe de los dos imperios bajo cuya égida esa región del planeta había sido incorporada por sus conquistadores castellanos y portugueses a la órbita de la Europa romano-germánica.

Imagino que al conferirme ese honor algo abrumador los organizadores de este evento contaban sin duda con que mi contribución al diálogo que en él iba a abrirse se apoyaría en experiencias por mí acumuladas desde que hace casi sesenta años crucé por primera vez el umbral del número 54 de la rue de Varenne, en cuyo tercer piso tenía entonces su sede —mucho más modesta de lo que de lejos la había imaginado— esa Sexta Sección en que me disponía comenzar en serio mi aprendizaje del oficio de historiador. Hay una razón obvia que puede asegurar un cierto interés para esa contribución, y es ésta que es la de quien ha sido, aunque fugazmente, testigo de una etapa decisiva en la trayectoria de la institución que me ha invitado a ofrecerla, que los participantes en estas jornadas sólo conocen de oídas. Es sin embargo otra la que va a gravitar con mayor peso sobre lo que aquí

tengo que decir, y es ésta que mi experiencia es la de quien no buscó ocupar en ella sino un lugar marginal que le permitiría aprender, en el que se le antojaba el centro del mundo, los secretos del oficio que aspiraba a practicar en su remota tierra de origen.

Eso hace que la mirada que dirijo a la trayectoria de la historiografía acerca del tema de estas jornadas sea a la vez más cercana y más distante que la reflejada en las consideraciones que acompañan la invitación a participar en ellas. Más cercana, como se ha indicado ya, porque es la de un testigo directo, pero más distante porque para ese testigo el legado de tradiciones acumulado desde la fundación de la *École*, que ha atravesado incólume los quiebres epistemológicos que se sucedieron desde entonces a lo largo de más de un siglo y fundan hoy los supuestos de un específico *art de faire* que no necesita fundamentar (ni aún explicitar) sus reglas para marcar con su huella los productos de quienes ejercen el oficio de historiador al abrigo de este ya venerable entramado institucional, está lejos de ocupar el lugar central que es el suyo en el mundo de referencia de quienes desde aquí lo practican.

A esa distancia se debe sin duda que al presenciar esos debates no pudiera evitar proyectar la etapa historiográfica aquí explorada sobre un más amplio arco temporal, ubicándola en la historia más extensa de la institucionalización y profesionalización de la comunidad historiadora que a partir de las décadas centrales del siglo XIX iba a reivindicar para sí tareas hasta entonces compartidas por teólogos, juristas, filósofos políticos, hombres de estado y caudillos guerreros, que vino a introducir en la práctica historiadora una radical innovación cuyo eco sólo medio siglo más tarde alcanzó a hacerse oír en la remota América española.

Lo que me ha llevado a concentrar la atención en una dimensión del proceso aquí examinado cuya importancia el lector descubre sin esfuerzo en el trasfondo de los argumentos presentados en estas jornadas, pero que los expositores sólo muy marginalmente han incorporado a su temática, es que para quienes buscábamos introducir esa misma innovación en una tierra entonces marginal que aspiraba ya a dejar de serlo, la narrativa del nacimiento y avance de la historiografía como actividad profesional tiene su punto de partida en ese año de 1910 en que los gobernantes de los estados sucesores del imperio español, desde la ciudad de México hasta Buenos Aires, utilizaron las celebraciones del primer centenario de las revoluciones que les dieron origen para desplegar tanto ante la opinión de las naciones más adelantadas del planeta como ante las masas a las que aspiraban a elevar a los niveles

alcanzados por las de aquéllas, los frutos de sus esfuerzos por implantar en el ingrato suelo de Hispanoamérica un puñado de naciones situadas también ellas, como las que habían tomado por modelo, en la vanguardia de la civilización. La relación que los diminutos núcleos que aspiraban a arraigar en ese mismo ingrato suelo comunidades historiadoras modeladas sobre las que ya habían alcanzado la madurez en la Europa romano-germánica buscaron establecer con éstas, era la inevitablemente sesgada propia de discípulos que a medida que intentaban aplicar las lecciones que le llegaban de sus remotos maestros advertían cada vez más nítidamente todo lo que separaba al contexto en que intentaban replicar su hazaña del que la había hecho posible en el Viejo Mundo. Y advertirlo se hacía particularmente fácil cuando se trataba de una temática como la encarada en las presentes jornadas, en que se extrema la distancia entre quienes desde el Viejo Mundo ven en ella un tópico más en la historia de la expansión europea abierta en el ocaso de la Edad Media, que en 1910 apenas comenzaba a encontrar barreras a su avance, y los que en esas repúblicas en que no habían terminado de cuajar estados-naciones acababan de ser invitados a organizar su narrativa como la de la génesis de nacionalidades que no se habían aún perfilado del todo.

Y esa distancia, que no se ha acortado desde entonces, es la que al recorrer la propuesta con que los organizadores de este encuentro acompañaron la invitación a participar en él, me hizo fijar la atención en un rasgo que sugiere que no sólo en cuanto al tema aquí tratado nuestra disciplina afronta hoy un desafío del todo comparable al que superó mediante la creación de una profesionalizada comunidad historiadora que aspiró a reemplazar en la tarea de narrar la historia a quienes por más de dos milenios habían comenzado por hacerla.

Era éste que esa propuesta, tras proclamar insuficiente el enfoque de quienes elaboraron la versión canónica del tránsito de los imperios a las naciones que subtendió las celebraciones de 1910, al que achacaban haberse apoyado en un paradigma interpretativo muy cercano al que caracterizó y a la vez descalificó en 1931 Herbert Butterfield en su agrio ajuste de cuentas con la que llamó visión *whig* de la historia de la nación inglesa[1]. A esta visión, Butterfield reprochaba haber construido reprochaba haber construido su narrativa a partir de un futuro que desde el momento inicial de ese proceso habría gravitado ya como causa final de ese avance casi milenario. Lejos de promover como

1/ Herbert Butterfield, *The Whig Interpretation of History,* London, G. Bell and sons, 1931.

Butterfield una visión alternativa no menos ambiciosa de ofrecer una clave universal para esa historia, nuestros invitantes han preferido objetarle la presencia en esa Hispanomérica en difícil transición de vastas zonas de realidad que la visión que había inspirado las celebraciones de 1910 había mantenido en la sombra y cuya exploración es abordada en un conjunto, cuya exploración aborda en un conjunto de investigaciones agrupadas en torno a un haz algo disperso de temas; en suma, que tras derribar un paradigma no hayan buscado sustituirlo con otro paradigma sino con una infinitamente ampliable agenda de investigaciones.

Si señalo este hecho evidente no es por cierto para acusar a mis colegas de estar hurtando el cuerpo a una tarea que sería su deber encarar de frente, sino para preguntarme por qué en efecto no han querido afrontarla y si no se debe acaso a que en este mundo en que nos toca vivir les resultaría imposible llevarla adelante con éxito. Si éste es el caso, no sería ésta la primera oportunidad en que la comunidad historiadora encontró una manera de adaptarse a esa imposibilidad: en el siglo XIX el fruto de sus esfuerzos en ese sentido fue la elaboración del que iba a ser reconocido como el método histórico por antonomasia, canonizado al fin de esa centuria por Bernheim en Alemania, y por Langlois-Seignobos en Francia. En sus orígenes alemanes el contexto en que ese método iba a forjarse estaba dominado por el vacío dejado por la abolición del marco imperial que había encuadrado por más de mil años la historia de las tierras alemanas, anticipando para ellas un futuro erizado de conflictos de desenlace imprevisible. Los dilemas que ello planteaba dieron su fruto en la articulación de dos escuelas históricas que —del mismo modo que la *whig* vilipendiada por Butterfield— construían su narrativa a partir del futuro, pero en este caso, a partir de dos futuros entre sí incompatibles; mientras la de la Gran Alemania asignaba al imperio austríaco, sucesor y heredero del Sacro Romano Imperio de la Nación Alemana, el papel de núcleo dominante en la futura ordenación política de las tierras alemanas, la de la Pequeña Alemania, que dejaba fuera de sus confines el patrimonio territorial de la casa de Habsburgo, asignaba ese mismo papel al reino de Prusia, precisamente cuando el dilema frente al cual esos historiadores habían apasionadamente tomado partido se preparaba a ser zanjado por la fuerza de las armas. Puestos a explorar el pasado a partir de esas opuestas premisas, los seguidores de ambas corrientes historiográficas, movilizados por las pasiones que en ellos despertaron los conflictos del presente y les inspiraron sus opuestos proyectos de futuro, no podían sino buscar en él las huellas de dos pasados también ellos divergentes, seleccionando

en el curso de diez siglos de historia romano-germánica dos repertorios también distintos de temas relevantes para cada una de esas dos futuras Alemanias.

Parecía imposible reunir a esos enconados rivales en una cofradía capaz de fijar para sus integrantes criterios de validación profesional universalmente aceptados porque se apoyaban en criterios de verdad tenidos por válidos por todos ellos. Fue ésa sin embargo la hazaña de Ranke, y lo que la hizo posible fue que quien iba a ser en el futuro recusado más de una vez como incapaz, cuando dirigía su mirada al pasado, de elevarse más allá de la constatación empírica de que ciertos hechos habían en efecto ocurrido, había comprendido instintivamente las razones por las cuales quienes se descubrían viviendo en un mundo que había perdido toda certeza acerca del futuro sólo podían hacer historia de esa manera. El desgarramiento que dividía a la cofradía historiadora alemana en el momento mismo en que se constituía en un grupo profesional era sólo un síntoma de un problema más general, reflejado en el *impasse* en que había encerrado a la filosofía de la historia la postulación por parte de Hegel de que con la integración superadora del legado de la Revolución Francesa la entera experiencia histórica de la humanidad, que él mismo había trasmutado en clave filosófica en su propia obra, había alcanzado su punto de llegada, y tropezado con ello contra un límite insuperable. Pero los veinte años de historia que siguieron a la muerte de Hegel en 1831 hicieron cada vez más insostenible la noción de que lo que hacía imposible pero también innecesario recurrir a la guía de una filosofía de la historia era que bajo la égida del orden instaurado por el Congreso de Viena la humanidad hubiera alcanzado la plenitud de los tiempos; para entonces era ya evidente que la historia no se había cerrado en el punto postulado por Hegel, pero también que, aunque quienes habían tomado a su cargo narrarla seguían haciéndolo guiados por variadas visiones del futuro hacia el cual aspiraban a verla encaminarse, era ya imposible seguir vaciando esas visiones en el molde de una filosofía de la historia; entre los discípulos que se disputaban el manto del maestro nadie lo advirtió más claramente que Marx, y la lucidez con que supo advertirlo, debió mucho sin duda la gravitación que su pensamiento iba a retener por más de un siglo.

El curso tomado por las tormentas de 1848, que comenzaron por quebrar las barreras erigidas por el Congreso de Viena contra cualquier retorno ofensivo del espíritu revolucionario que resurgía remozado bajo las banderas del liberalismo, la democracia y el principio de nacionalidad, abrió camino a un desenlace en que el fracaso de las revoluciones de ese

año no les impidió hacer radicalmente imposible cualquier restauración lisa y llana de la situación previa a su estallido, dejando el campo abierto a soluciones antes impensables, en que lo antiguo y lo nuevo se combinaban sobre las pautas más diversas, previsiblemente destinadas, por otra parte, a sufrir en el futuro nuevas e igualmente impredecibles recombinaciones. Estando así las cosas, frente a ese futuro solamente cabía una sincera confesión de ignorancia, y Ranke supo sacar las conclusiones que de ello se imponían en cuanto a la tarea del historiador. Lo hizo en 1854, en el curso de las conferencias que pronunció ante Maximiliano de Baviera, en términos sabiamente escogidos para no alarmar a ese público de elite. La tarea del historiador —proclamó allí— era narrar como propiamente habían ocurrido las cosas y ello los obligaba a considerar a cada época en sí misma "como ante Dios".

Esa fórmula velaba pero no ocultaba la extrema radicalidad de su propuesta: ella no sólo auspiciaba la ruptura con las filosofías de la historia en boga en la primera mitad del siglo, sino con la madre de todas ellas: la tan antigua como el cristianismo que había organizado la entera historia de la humanidad sobre la tierra en un *grand récit* de caída y redención que había tenido su punto de partida en el jardín del Edén y su punto culminante en el Gólgota, y cuyo futuro desenlace debía tener por teatro el valle de Josafat.

De este modo, Ranke renunciaba a caracterizar tanto descriptiva como normativamente la tarea de la comunidad historiadora a partir de los rasgos del sector de realidad que le tocaba explorar; en cuanto a esto último sus integrantes eran libres de sostener las opiniones más variadas, mientras coincidieran en aplicar a la investigación de los hechos de los hombres un método que les permitiera alcanzar conclusiones válidas también para quienes no las compartían. En una época en que las nuevas ciencias humanas aspiraban a ser también ellas ciencias de leyes esa modestia de aspiraciones podía parecer escandalosa, y el escándalo se agravaba cuando se descubría que las descripciones de ese específico *modus operandi* del historiador estaban más cerca de las instrucciones que pueden esperarse de un maestro artesano que de las que en otras disciplinas de más reciente invención daban lugar a intrincados debates epistemológicos. Pere el hecho es que con estos instrumentos y estos criterios en la segunda mitad del siglo XIX, ese modo de hacer historia se trasformó en norma para la entera Europa, y la expansión que nuestra milenaria disciplina conoció bajo su signo, hizo que al cerrarse ese siglo fuese celebrado como el de la historia.

Ese vertiginoso avance incorporó al territorio del historiador la

entera experiencia de la humanidad desde el origen de los tiempos, y logró hacer de ese método que imponía tan toscos criterios de validez la piedra de toque tanto para las conclusiones alcanzadas por las disciplinas teológicas que invocaban a su favor una fuente de autoridad más que humana, cuanto para las propuestas por las nacientes ciencias sociales.

Es en el primero de esos campos donde se percibe mejor el alcance preciso del desafío que el recurso al método histórico significaba para la entera enciclopedia del saber. Hacía ya siglos que la apologética católica había enfrentado los ataques de quienes sencillamente negaban el origen más que humano de los textos sagrados; ahora afrontaba otro muy distinto de parte de los seguidores de un método que, sin entrar a discutir si esos textos eran o no fruto de una inspiración de lo alto, los examinaba con los mismos criterios que aplicaba a los que no aspiraban a un origen tan exaltado. Su primera respuesta fue un rechazo tan cerrado como el que había opuesto a quienes derechamente les negaban ese origen, pero pronto iba a descubrir que para fundamentar de modo convincente ese rechazo necesitaba aplicar también ella esos mismos criterios. Quienes primero avanzaron por ese camino fueron recibidos con escándalo, y los más audaces sufrieron duros castigos, pero unas décadas más tarde se asistiría a la creación por el Vaticano de institutos de investigación histórica acerca del origen de textos cuyo carácter inspirado seguía por otra parte reivindicando. Pero si esa nueva táctica defensiva permitía a la Iglesia seguir reivindicando una autoridad de origen divino para sus textos canónicos, la aplicación de esos mismos métodos al examen de la entera trayectoria de la institución eclesiástica, difícilmente objetable por quienes la habían aceptado ya para lo que su patrimonio ideal tiene de más sagrado, vino a crear crecientes zonas de incertidumbre en cuanto al papel de la Iglesia en el mundo terrenal, reflejadas en discrepancias que la autoridad de los ocupantes del trono pontificio (cuyos alcances habían sido desde la antigüedad tema de vivas disputas, agudizadas desde que las nociones heredadas acerca del pasado de la Iglesia se vieron sometidas a un examen crítico cada vez mas sistemático) no logrará ya eliminar con la antigua eficacia.

En el campo de las nuevas ciencias sociales y humanas, la extrema complejidad de los procesos por ellas estudiados, que la indagación histórica apoyada en ese método había venido a revelar, dio lugar a discrepancias en cuanto a si es posible volcarlas en el molde de las exactas y naturales, o si requieren enfoques totalmente distintos, capaces de captar esos procesos en lo que tienen de más peculiar; de nuevo

la consecuencia fue la creación de zonas de incertidumbre en las cuales la discrepancia se revelaba también ineliminable, pero era aquí aceptada sin escándalo. De este modo la aceptación por parte de esas nuevas ciencias del compromiso de partir de datos rigurosamente pasados por la criba del método histórico puso las bases de una *concordia discors* que hizo posible una constante ampliación de la agenda de temas y problemas que el historiador ahora compartía con los cultores de disciplinas que aspiraban a ir más allá de establecer cómo propiamente habían sucedido las cosas.

Pero pronto se hizo evidente que tampoco para el historiador la adopción de ese método se acompañaba de una rígida adhesión a la consigna de Ranke, que imponía considerar a cada época en sí misma, y en este punto el mismo Ranke dio el ejemplo, cuando proclamó tema central de un milenio de historia romano-germánica la relación conflictiva entre poder temporal y poder espiritual, con lo que venía a proponer una clave capaz de dar cuenta no sólo de las peculiaridades de cada una de las épocas que se sucedieron a lo largo de ese milenio sino de las modalidades de su articulación en un proceso temporal que las abarcaba a todas. Y si ese avance de la mirada del historiador hacia las múltiples dimensiones de la actividad humana que hasta entonces había ignorado lo enfrentaba a un objeto de estudio cuya extrema complejidad le imponía abordarlo en un espíritu distinto del de las nuevas ciencias que estaban compartimentando ese vasto territorio, a su vez los cultores de esas ciencias resistían mal a la tentación de exceder los límites que éstas se habían fijado, con lo que en los hechos se tejió entre unos y otros una red de diálogos en que un temario cada vez más abigarrado era abordado en orden disperso.

En esos diálogos la seguridad acerca del futuro que había inspirado a las filosofías de la historia abrió gradualmente paso a una cada intensa preocupación acerca del futuro. Y se entiende por qué: mientras las tensiones que habían aflorado en 1848 entre las corrientes que impulsaban las hondas trasformaciones en curso se exasperaban peligrosamente cada día, los cambios por ellas inducidos seguían avanzando y profundizándose con ritmo vez más vertiginoso; cuando finalmente ese ciego impulso hacia adelante desembocó en la gran guerra de 1914-1919, hacía ya un cuarto de siglo que los mismos que colaboraban con entusiasmo en una exploración de la experiencia humana en el planeta dispuesta a avanzar en todas las direcciones posibles, eran cada vez más invadidos por los sombríos presagios que esa guerra sin medida común con ninguna del pasado vendría a confirmar con creces.

Y fue precisamente en ese momento, y bajo esos ambiguos auspicios, cuando en las naciones que buscaban emerger en los estados sucesores de la monarquía católica se dieron los primeros pasos en la formación de cofradías historiadoras. Desde esta orilla del Atlántico, la cada vez más alarmada perplejidad que caracterizaba al temple colectivo reinante en el Viejo Mundo no alcanzó a corroer la fe puesta en un programa de construcción de nuevas naciones sobre el modelo de las que no era seguro que no se encaminaran a la catástrofe, pero restó al perfil de ese modelo mucho de su nitidez originaria; y en cuanto a esto, puesto que Francia seguía ocupando el lugar central en la visión hispanoamericana de la Europa sobre la que esas naciones aspiraban a modelarse, fueron las modalidades que esas trasformaciones en el clima colectivo habían desplegado en el ámbito francés las que marcaron con su signo las que habían avanzado en paralelo en Hispanoamérica.

Un par de libros publicados en 1912 y 1913 por el peruano Francisco García Calderón refleja acabadamente el fruto de esas paulatinas modificaciones del clima de ideas en ambas orillas del Atlántico. Mientras los objetivos del programa de construcción de nacionalidades sigue siendo el madurado a mediados del siglo anterior, casi nada sobrevive de la visión de la historia y de la sociedad en que se habían apoyado quienes primero lo habían adoptado. En *Les démocraties latines d'Amérique*[2] los caudillos y las oligarquías que guían a sus pueblos en su avance hacia la civilización moderna son los herederos y continuadores de los conquistadores cuyas sangrientas hazañas, que habían incorporado a la que hasta entonces había sido *terra incognita* a la órbita de la Europa cristiana, el mismo García Calderón evocaría un año más tarde en *La creación de un continente*[3], en que lejos de atribuirles el algo inverosímil papel de héroes culturales abnegadamente consagrados a una empresa civilizadora, los presenta como superhombres nietzscheanos a los que sólo son capaces de hacer justicia quienes se ubican, como ellos mismos instintivamente lo han hecho, más allá del bien y del mal.

Esa trasformación en el perfil de los héroes fundadores se corresponde con el que se ha producido también en la imagen del orden mundial en el que desde hacía ya tres cuartos de siglo Hispanoamérica aspiraba a integrarse; había quedado atrás la ilusión de que el avance de

2/ Francisco García Calderón, *Les démocraties latines d'Amérique,* París, E. Flammarion, 1912.

3/ Francisco García Calderón, *La creación de un continente,* París, Ollendorf, 1913.

la civilización industrial relegara definitivamente al pasado los tiempos en que la guerra había sido el medio por excelencia de modificar las pautas de distribución de prestigio, poder y riqueza entre las naciones; en 1912 aparece ya como inminente el conflicto que ha de decidir en los campos de batalla cuál de las tres razas que se disputan la primacía en Europa ha de prevalecer sobre sus rivales, y en ese marco las perspectivas de futuro de la latina, cuyo pasado predominio ha sufrido ya golpes muy serios como consecuencia del avance científico y tecnológico de la germánica y del demográfico de la eslava, son muy poco tranquilizadoras, pero —tal como arguye Raymond Poincaré, el futuro Presidente de la Victoria, en el prólogo con que presentó *La démocratie* al público francés—, el ingreso en la escena mundial de las naciones latinas del Nuevo Mundo podría modificar radicalmente ese equilibrio de fuerzas cada vez más desfavorable a las naciones herederas de Roma.

Tal el clima colectivo en cuyo marco iban a darse las primeras tentativas anunciadoras de que estaba por alcanzar a Hispanoamérica la profesionalización del oficio de historiador que había sido un aspecto esencial de la metamorfosis comenzada en el Viejo Mundo a mediados de la centuria anterior. La iniciativa partió de esas elites políticas celebradas por García Calderón en el espíritu de los nuevos tiempos, en la Argentina y el Uruguay —países que en medio de un proceso de modernización más avanzado que en el resto del subcontinente habían decidido hacer de la difusión de la enseñanza elemental el medio por excelencia que habría de acelerar la maduración de una alerta conciencia nacional en el seno de las masas populares— con la creación de un mercado inesperadamente amplio para quienes se revelaran capaces de ofrecer una convincente narrativa de la génesis de la nacionalidad a un público infantil y adolescente (en la Argentina los manuales de historia patria del profesor normal Alfredo B. Grosso alcanzaron en cuarenta años a más de un millón de lectores.) Pero en todas esas iniciativas se reclutó expertos capaces de desenterrar de los archivos los documentos que necesitaban esgrimir en los conflictos de límites que se iban a multiplicar desde que los estados sucesores se acercaron a completar la ocupación efectiva de su territorio, cuyo auxilio se hacía imprescindible para esas elites cuando —como ocurría con cada vez mayor frecuencia— los litigantes acudían en busca de esquivar un conflicto armado al arbitraje del soberano inglés o español, o del presidente de los Estados Unidos.

Como había ya ocurrido en Hispanoamérica bajo la égida de la monarquía ilustrada, el Estado venía de este modo a llenar el vacío

dejado por una sociedad civil demasiado pasiva, y así volvería a ocurrir muy pronto, cuando la incorporación de la historia nacional y americana al currículum de las nuevas facultades de humanidades abriera el camino a una nueva etapa en la profesionalización de la tarea de los historiadores, y de nuevo en los años de entreguerras, cuando ese mismo estado creó sobre el modelo de la española academias que conferían a sus miembros una suerte de certificado de competencia en el campo historiográfico, y todavía al abrirse la segunda posguerra, cuando incluyó las ciencias sociales y humanas entre aquéllas cuyo fomento tomarían a su cargo los organismos creados sobre el modelo de los que por entonces centralizaron en Francia, España e Italia la antes dispersa acción del estado en ese terreno.

Para entonces en todo el subcontinente la pasividad de la sociedad civil era ya cosa del pasado, y desde que las fracturas dentro de ella se tradujeron en conflictos políticos que unos estados mal preparados para afrontarlos intentaban zanjar por acto de imperio, las tensiones que esa situación introducía dentro de la naciente comunidad historiadora y entre ésta y los dueños del poder político recordaban las que había afrontado en el Viejo Mundo las surgidas en el siglo XIX; episodios que recuerdan el que culminó en la destitución de los siete profesores de Göttingen por el soberano de Hannover y en la de Jules Michelet por las autoridades del Segundo Imperio han venido sucediéndose en Hispanoamérica hasta el presente, acompañados desde que se ha abierto el nuevo milenio por otros derivados de la imposición por parte de los regímenes neopopulistas en avance en la región de una ideología de estado de líneas mucho menos precisas que la marxista-leninista adoptada en la Cuba socialista desde la década de 1960, pero no menos ambiciosa que ésta en determinar, también aquí por acto de imperio, las líneas de avance de la investigación histórica.

Mientras hasta la segunda posguerra Europa occidental conoció episodios semejantes y aún más graves, a partir de ella la institucionalización de la comunidad historiadora le permitió atravesar con mínimo daño los más fuertes cimbronazos de una etapa que no estuvo libre de fuertes tormentas. En cuanto a esto el ejemplo lo tenemos a la vista: es el del apenas perceptible impacto que alcanzó sobre la EHESS la transición entre la cuarta y la quinta república, pese a que ésta trajo consigo una más profunda trasformación de las instituciones del estado francés que la que había acompañado la metamorfosis de la Segunda República en Segundo Imperio, y avanzó en medio de conflictos que en un par de ocasiones rozaron peligrosamente la guerra civil (así la rebelión de los

generales, que por un momento prometió ofrecer a André Malraux la oportunidad de reverdecer los laureles por él conquistados en la que había devastado a España).

La levedad de ese impacto externo contrasta con la intensidad que iba a alcanzar el de las tormentas del 68, y no tanto porque mientras éstas arreciaron esa institución jerárquica y autoritaria que vivió en estado de asamblea (las huellas de esa inesperada innovación iban a desvanecerse rápidamente) sino porque en esas tormentas comenzaron a hacerse sentir las consecuencias no previstas de la trasformación de las universidades en instituciones de masas, que desde entonces iban a afectar cada vez más profundamente al entero aparato de enseñanza e investigación organizado en la segunda posguerra para encuadrar a esas crecientes muchedumbres.

Así considerada, la deriva proféticamente anunciada para ese aparato por las tormentas del 68 refleja las modalidades que alcanzó en el sector que ese aparato encuadrara la brusca transición entre la etapa abierta por el fin de la segunda gran guerra, esas *trente glorieuses* en que economías y sociedades conocieron avances capaces de inspirar la euforia colectiva reflejada en la consigna *"soyez réalistes, demandez l'impossible"* que conquistó una efímera popularidad en 1968, y la de crecientes perplejidades que vino a sucederla. Es ese viraje de la historia universal el que para quien la contempla desde el punto de mira del año 2010 marca el ingreso en los tiempos actuales, y la consecuencia quizá inevitable es que lo logrado cuando ese avasallador impulso ascendente alcanzó su punto culminante ofrezca el término de referencia para medir todo lo que ha cambiado a partir del momento en que éste comenzó a perder fuerza.

Es del todo normal que así ocurra, y no sería una objeción válida la demasiado obvia de que la noción misma de *trente glorieuses* no es (y no puede ser) sino una construcción retrospectiva, que no toma en cuenta por ejemplo que esa etapa privilegiada incluye un día que hubiera podido ser el último de la historia de la humanidad sobre la tierra. Pero en cuanto al tema que aquí específicamente nos interesa corre el riesgo de dramatizar en exceso la renuncia a construir una narrativa histórica a partir del futuro que —como ocurrió luego de que las tormentas de 1848, alcanzaron un desenlace sin desenlace— expresa en el lenguaje propio de los historiadores la convicción de estar viviendo en un mundo que ha perdido el rumbo. Porque mientras 1848 puso fin a un largo período en que en una sociedad en la que el ciclo revolucionario abierto en 1789 había dejado en herencia una dura frontera

interna, los ubicados a ambos lados de ella podían coincidir en cuanto a la dirección y el sentido de la corriente histórica que arrastraba a unos y otros (François Furet rastreó admirablemente el compartido pronóstico que subtendía las imágenes en otros aspectos divergentes que Guizot y Tocqueville trazaron del momento histórico en que les tocó vivir. Lo que estaba quedando atrás en la década de 1970 era sólo un breve momento en que esa subterránea coincidencia había venido a separar a una etapa en que continuaba teniendo plena vigencia el desconcierto frente al futuro que desde 1848 no había podido ser superado, y otra signada por el todavía más profundo reflejado en el desvanecerse de la imagen del porvenir que había proyectado hasta donde alcanzaba la mirada vuelta hacia él el esplendor del presente.

Fue en el breve espacio que separa el descubrimiento de que se estaba viviendo una etapa excepcionalmente venturosa (y que —como se ha recordado más arriba— sólo maduró cuando la marea ascendente había llegado a su punto más alto) y aquél en que se descubrió que la fuerza impulsora de esa marea se estaba agotando rápidamente, cuando una rama recientemente desgajada de la economía política —la economía del desarrollo— vino en los hechos a ocupar el lugar de una filosofía de la historia. Fue en verdad un momento brevísimo; Albert Hirschman, autor en 1945 del texto precursor que puso las bases de la problemática de esa fugaz subdisciplina[4], en 1980 pudo levantar un balance póstumo de su entera trayectoria en "The Rise and Decline of Development Economics[5]", pero fue preciso esperar hasta 1960 para que W.W. Rostow forjara con los materiales aportados por ella una clave tan ambiciosa de develar los últimos secretos de la historia universal como la que Marx y Engels habían propuesto en 1848 en el manifiesto evocado en el subtítulo del folleto que le ganó súbita celebridad[6].

Esa celebridad recompensaba la fidelidad con que Rostow se hacía eco de la euforia que en ese momento parecía reinar en el entero planeta; se la aseguraba en efecto la presencia de un público que veía confirmadas sus propias seguridades en la audaz reconfiguración de la experiencia atravesada por la humanidad desde sus más remotos

---

4/ Albert Hirschman, *National Power and the Structure of Foreign Trade,* Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1945.

5/ Publicado en Albert Hirschman, *Essays in Trespassing. Economics to politics and beyond,* Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

6/ W.W. Rostow, *The Stages of Economic Growth. A non-Communist Manifesto,* Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

orígenes, que no encontraba ya su punto culminante en el sacrificio del Gólgota sino en el tránsito, fechable con notable precisión hacia 1760, entre una etapa varias veces milenaria en que el género humano, gobernado por las férreas leyes descubiertas por Hobbes, Ricardo y Malthus, había sufrido el destino de un Sísifo colectivo, cuyas fútiles tentativas por escapar de él eran inexorablemente castigadas por un final en catástrofe, y esa otra abierta en el momento en que la revolución industrial había comenzado a forjar los instrumentos que le permitirían por fin evadirse de una servidumbre tan antigua como el mundo, en que sus hazañas iban a ser las propias de un Prometeo que hubiera logrado por fin librarse de sus cadenas[7].

Fue ésa la hazaña de la nueva civilización industrial, que en su cuna en el corazón de Inglaterra necesitó apenas un siglo desde que comenzó a dejar atrás a esa interminable prehistoria para entrar en una etapa de desarrollo autosostenido que aparecía a la vez como el comienzo y el fin de la historia, porque en la imaginación de Rostow a partir de ese momento el futuro no sería sino una versión cada vez más grandiosa de un eterno presente. Puede medirse mejor la fuerza con que el *Zeitgeist* entonces vigente había logrado dominar la imaginación colectiva cuando se recuerda que lo que cuando Rostow escribía era aún el futuro para el Tercer Mundo no lo era para Europa Occidental, de cuya historia económica el autor de *The Stages of Economic Growth* era un eminente estudioso que sin embargo estaba dispuesto a pasar por alto que, por ejemplo (y es un ejemplo de bulto), la historia de Alemania desde que en 1880 ese país alcanzó la etapa de desarrollo autosostenido, había estado muy lejos de seguir un curso tan plácido.

Para entonces la alocada esperanza que hizo de ese erudito profesor de historia económica el inspirado profeta de un deslumbrante futuro ya al alcance de la mano, había arrebatado también la imaginación de

---

7/ Así la representaba David Landes en *The Unbound Prometheus. Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present,* Cambridge, Cambridge University Press, 1970, pero en un clima colectivo que tenía muy poco en común con el de diez años antes, tras constatar que hasta el presente "*the march of science and technology continues"* admitía que "*no one can be sure that mankind will survive this painful course*" para cerrar con la conclusión de que a pesar de ello "*we can be sure that man will take this road and not forsake it; for although he has his fears, he also has eternal hope. This, it will be remembered, was the last item in Pandora's box*" (p. 555), que sabiamente se abstenía de anticipar de qué modo estaba destinada a culminar esa cada vez más desbridada carrera hacia adelante.

las elites gobernantes del entero planeta. Cuando los manifestantes del barrio latino invitaban a ser realistas y pedir lo imposible, hacía ya años que esas elites se habían anticipado a prometer lo que hasta la víspera se había tenido por imposible; mientras en los Estados Unidos el presidente Johnson se proclamaba dispuesto a hacer lo necesario para desmentir que, como se leía en el Evangelio, los pobres siempre estarían entre nosotros, en la URSS el secretario del Partido que era a la vez el Estado, anunciaba el comienzo de la transición al comunismo, porque según creía saber estaba ya cercano el día en que la expansión de las fuerzas productivas haría posible satisfacer plenamente las necesidades de todos sus habitantes. Por su parte, la apuesta, de la Cuba socialista, aunque menos desaforadamente ambiciosa que las de Johnson y Jrúschov, quienes no se contentaban con menos que presidir un cambio más radical que todos los antes atravesados por la humanidad en su historia milenaria, lo era aún más en cuanto, tras fijarse un objetivo sin duda más limitado pero no por eso menos desaforado, no sólo lo cuantificaba con una precisión que faltaba a las simétricas utopías que guiaban a los jefes de las dos potencias rivales sino que establecía de modo igualmente preciso la fecha en que se comprometía a cumplirlo. Como es sabido, el objetivo era producir una zafra de diez millones de toneladas de azúcar y 1970 iba a ser "el año del esfuerzo decisivo" en que se sabría con total certeza si ese objetivo había sido alcanzado o no.

Cuando se descubrió que no se lo había alcanzado Cuba pasó en un instante del clima de exaltación colectiva que sus gobernantes habían logrado mantener en vida por más de una década a una suerte de eterno presente muy distinto del imaginado hasta la víspera, uno de lucha incesante en que cada día iban a poder celebrar una nueva victoria, porque esa victoria consistía en haber sobrevivido por ese día a la derrota sufrida en el cada vez más remoto año del esfuerzo decisivo. Para el resto del mundo, por el contrario, el disiparse de las ilusiones marcó el ingreso en una febril etapa en que la humanidad entera avanza a velocidad creciente hacia una meta desconocida, mientras no cesa de ampliarse el escenario en que vemos desplegarse ante nuestros ojos el cuadro final de un drama comenzado hace un milenio en el marco de la Europa romano-germánica. Se entiende que después de medio siglo de descubrir a cada nueva década que el paisaje del mundo se había tornado irreconocible, ya había ocurrido eso para la de 1960, que no sólo para Cuba había sido la del esfuerzo decisivo; volvió a ocurrir en la de 1970, en que el súbito descubrimiento de que lo imposible había vuelto a ser imposible reorientó ese esfuerzo hacia el objetivo harto más

modesto de salvar lo que todavía podía salvarse del formidable avance económico y social de las *trente glorieuses;* una vez más en la de 1980, en que se hizo súbitamente claro que la "cuestión social" que había ofrecido el tema central para la historia de las sociedades afectadas por la revolución industrial se había resuelto con la victoria total del capital tanto sobre el mundo del trabajo cuanto sobre el Estado que se había creído capaz de ejercer por acto de imperio su arbitraje en ese conflicto; y de nuevo en la de 1990, en que mientras en el bloque en cuyo nombre Jrúschov había lanzado su pacífico desafío al primer mundo capitalista la autoridad del Estado-Partido, no sobrevivió al ya inocultable fracaso de su audaz apuesta y en el mundo anglosajón el Estado puso deliberadamente esa autoridad al servicio de los vencedores, en Europa continental ese mismo Estado siguió usando sus cada vez más limitados recursos para salvar las últimas reliquias sobrevivientes de los ya remotos tiempos en que Konrad Adenauer había gobernado a la Alemania del milagro bajo el lema de prosperidad para todos. Y al concluirse la primera década del nuevo milenio, marcada en su final como en su comienzo por severas crisis económicas, vino a hacerse evidente no sólo que el ciclo de cada vez más audaces revoluciones abierto en el alto Medioevo en la Europa romano-germánica, luego de ofrecer a lo largo de cinco siglos el argumento central para una historia que de local había terminado por hacerse universal, se había cerrado para siempre con el irrevocable fracaso de la más audaz de todas ellas, sino que el protagonismo que en esa historia había correspondido a ese núcleo originario y su prolongación ultramarina surgida de la colonización anglosajona de la América del Norte, se estaba también él trasformando vertiginosamente en cosa del pasado.

Esa incesante trasformación que acompaña la no menos incesante ampliación del escenario de una historia universal que sólo ahora comienza a merecer plenamente ese nombre explica sin duda que la pérdida de cualquier seguridad acerca del rumbo hacia el que en el presente se encamina la historia, inspirara en los participantes de este simposio una reacción más angustiada que la que una pérdida análoga inspiró a los historiadores activos en la etapa abierta en 1848; mientras entonces la perplejidad había surgido de la dificultad de rastrear una nítida línea de avance en el nuevo acto de un drama en que seguían desempeñando los papeles centrales los mismos actores cuyos conflictos en la etapa cerrada en esa fecha habían parecido seguir un rumbo fácilmente previsible, quienes hoy se esfuerzan por encontrar sentido a la historia que transcurre ante sus ojos descubren a cada paso que el

escenario en que ese drama venía representándose se desvanece progresivamente en el aire, sin que alcancen a adivinarse las líneas maestras del mucho más vasto que sin duda está destinado a reemplazarlo.

Pero creo que más aún influye en su angustia la conciencia de que en esa vasta trasformación es la supervivencia misma de la comunidad historiadora tal como comenzó a configurarse hace un siglo y medio la que está, esta vez, en juego. La metamorfosis de la universidad, que estaba ya encaminada en 1968, ha avanzado lo suficiente para que sea ya penosamente claro que ésta ha dejado de ser el lugar en que por más de un siglo esa comunidad se había contado entre las cada vez más escasas que retenían el privilegio de gobernarse de acuerdo con las normas de una corporación medieval en medio del alud modernizador. Mientras pudo creerse que la onda expansiva de la segunda posguerra estaba destinada a prolongarse indefinidamente en el futuro tanto el proceso que estaba trasformando radicalmente la universidad como otros que avanzaban en la misma dirección contaron con la colaboración entusiasta de los integrantes de la cofradía historiadora, persuadidos de que todos esos avances, que estaban poniendo a su disposición instrumentos desconocidos en el pasado y recursos sin medida común con los que habían estado a su alcance hasta entonces, no encerraban amenaza alguna para la venerable trama institucional a la que tenían tantas razones para permanecer apegados. Pese al primer alerta que significaron las tormentas de 1968, iban a seguir colaborando en esos mismos avances en la esperanza de que les ofrecieran nuevas bases de sustentación capaces de atenuar las consecuencias que para ella estaban alcanzando los cambios irreversibles que la masificación había introducido en la universidad. Por dos décadas, mientras esa esperanza se hacía cada vez más tenue, la reemplazaba la convicción de que no les quedaba ya alternativa a seguir adelante por ese camino, hasta que en la primera del nuevo milenio se hizo cruelmente claro que el revés sufrido en la universidad era consecuencia de trasformaciones de mucho más vasto alcance que, con modalidades en cada caso distintas, estaban alcanzando consecuencias igualmente alarmantes en los ámbitos en que habían esperado encontrar compensación por el terreno perdido en la institución que les había dado su principal albergue por más de un siglo.

De nuevo la *École* ofrece un terreno particularmente adecuado para rastrear el rumbo de las trasformaciones que afectan a nuestro campo de estudios, ya que desde su fundación tuvo por objetivo albergar el que era entonces un novísimo modo de encarar el trabajo histórico, que si

en Inglaterra pudo ser introducido por iniciativa del esposo de la reina Victoria en universidades que eran poco más que arcaicos centros de formación de las nuevas promociones de clérigos anglicanos, difícilmente lo hubiera logrado en Francia, donde la comunidad universitaria estaba convencida de que ya había hecho espontáneamente todo lo necesario para colocarse a la altura de los tiempos.

Fue Lucien Febvre quien, en *Face au vent,* el ensayo programático que anunciaba el comienzo de una nueva etapa de *Annales* en la Francia que acababa de dejar atrás la ocupación alemana, propuso una segunda y aún más radical trasformación del estilo de trabajo de la comunidad historiadora, impuesta a su juicio por el legado de una guerra de todos contra todos, que, al unir con un lazo inextricable las experiencias históricas que a partir de ella habría de afrontar la humanidad en los cinco continentes del planeta, enfrentaba a los historiadores con el desafío de desentrañar en sus exploraciones del pasado claves válidas para la comprensión de la etapa histórica radicalmente nueva inaugurada por ese gigantesco cataclismo. Ese desafío les imponía reemplazar a los proyectos en que métodos y objetivos eran definidos por un estudioso individual por otros planeados y ejecutados por equipos de investigadores que sumando sus específicas destrezas serían capaces de abordar las múltiples facetas de los complejos procesos que se trataba de desentrañar, y también de dar mayor precisión a sus conclusiones recurriendo, cuando el carácter de los materiales así lo aconsejaba, a los métodos cuantitativos y estadísticos en uso en las ciencias sociales.

En la intención de Febvre los integrantes de esos equipos pondrían sus esfuerzos al servicio de proyectos orientados a desentrañar un específico problema ("en ciencias del hombre —había sentenciado alguna vez— no hay disciplinas, hay problemas") y con ese criterio había encarado ya en la entreguerra el gran proyecto de la *Encyclopédie Française*. Pero esa visión de una libre y armoniosa colaboración entre estudiosos en que la misma *concordia discors* que había logrado hacer tan productiva la etapa abierta en 1848 en que la disciplina histórica había avanzado a la deriva y lograría reiterar esa hazaña, no preveía que la ola de fondo que en esas décadas de prosperidad en impetuoso avance iba a trasformar a las universidades en instituciones de masas iba a alcanzar consecuencias análogas en cuanto a los nuevos ámbitos creados para albergar proyectos como los que Febvre tenía en mente, haciendo cada vez más difícil que reinara en ellos ese espíritu de genial improvisación que debía asegurarles la creatividad que él esperaba de ese nuevo modo de abordar el trabajo histórico.

Mal hubiera podido reinar ese espíritu en el CNRS, creado para canalizar los recursos cada vez más amplios que el Estado podía ahora volcar en ese campo y distribuirlos con criterios objetivos y mensurables que debían permitirle justificar sus decisiones ante los mecanismos de control de ese mismo Estado (y, como iba a descubrirse bien pronto, en más de una ocasión ante el tribunal de la opinión pública). Sin duda la consecuencia fue que una parte de la energía que en la utópica visión de Lucien Febvre debía volcarse en esos libres y productivos debates era derivada hacia la elaboración de minuciosos comprobantes de que esa productividad estaba rindiendo sus frutos en los plazos previstos en el proyecto originario, pero esta carga pesaba muy poco para estudiosos que en ese nuevo marco podían avanzar en sus exploraciones del pasado hacia los cada vez más anchos horizontes hacia los que los impulsaba su imaginación histórica. Tan poco pesaba, en efecto, que no iban a vacilar en expandir aún más esos horizontes acudiendo a otros apoyos externos que harían aún más rápida esa adecuación de la práctica historiadora a esa etapa histórica radicalmente nueva que aún no era conocida como la de globalización, y al hacerlo iban de nuevo a aceptar las consecuencias que el establecimiento de ese nuevo lazo iba a alcanzar para su estilo de trabajo.

Como es sabido, la gestión de Fernand Braudel al frente de la *École* iba a utilizar al máximo las oportunidades abiertas gracias a esos apoyos. Denunciado como el prototipo del *historien marshallisé* en ese momento en que la guerra fría estaba globalizando el eco de los debates que por más de un siglo habían desgarrado a la historiografía francesa por los antiguos internacionalistas —ahora firmemente envueltos en los colores nacionales, ante el desconcierto de sus atacantes—, el inesperado giro tomado por esa misma guerra fría iba a permitirle gestionar un ambicioso proyecto en que cruzando mares y continentes conjugarían sus esfuerzos la Ford Foundation y el Partido Comunista Polaco; pero la trayectoria de ese proyecto iba a revelar hasta qué punto ese múltiple patrocinio lo tornaba vulnerable a los nuevos giros que sobrevendrían en la trayectoria de las instituciones cuyo auxilio había obtenido. En cuanto al Partido Comunista bastará mencionar que lo había representado en el proyecto originario Bronislaw Geremek, el eminente medievalista que iba a ganar vasta celebridad fuera de la cofradía historiadora como uno de los protagonistas del movimiento que puso fin al dominio de ese partido en Polonia; en cuanto a la Ford Foundation primero la decisión de concentrar sus subsidios a las ciencias sociales en proyectos relacionados con los problemas que en esa

etapa afrontaba la sociedad norteamericana y luego el descubrimiento de que sus fondos no le permitían seguir expandiéndolos como hasta la víspera, vino a revelar que también la contribución de ésta a la esperada expansión de horizontes estaba encontrando sus límites antes de lo previsto.

No era sólo esa modificación en el contexto externo la que estaba haciendo cada vez más difícil a la cofradía historiadora volcar su producción en el molde anticipado por Lucien Febvre. Ocurría a la vez que a medida que sus integrantes avanzaban en sus exploraciones, veían abrirse ante ellos rutas de avance alternativas que excitaban también su curiosidad; ciñéndonos de nuevo al ámbito de la *École,* Emmanuel Le Roy Ladurie nos cuenta en *Paris-Montpellier, PC-PSU (1945-1963)*[8] cómo buscando en los archivos materiales para su gran tesis sobre los campesinos del Languedoc encontró dos expedientes que apartó para su futuro uso, uno sobre el proceso inquisitorial del foco albigense de Montaillou referido a los treinta años allí trascurridos entre 1294 y 1324, y otro sobre los disturbios que entre la Candelaria de 1679 y el Miércoles de Ceniza de 1680 desencadenó en Romans, en Provenza, un tumultuoso festejo de carnaval. Le Roy Ladurie era entonces un militante del comunismo que en su tesis se proponía hacer luz sobre un proceso de larga duración apoyándose en supuestos comparables a los que subtendían por ejemplo el que el equipo de Huguette y Pierre Chaunu habían consagrado a reconstruir los altibajos del tráfico en el Atlántico español en *Seville et l'Atlantique, 1504-1650,* pero sabía ya que estaba maduro para una metamorfosis total de su modo de encarar el trabajo histórico. E iba a tocar a otro historiador, también él militante del comunismo y también él consagrado a un proyecto de ese corte, deducir la conclusión teórica que debía justificar la deriva que Le Roy Ladurie había anticipado en su futuro de historiador. Fue en efecto François Furet quien buscó establecer el grado de convergencia entre los cambios de coyuntura en el terreno de la economía y la sociedad, y en el del imaginario a través del cual éstos eran percibidos por quienes los sufrían para hacer de él el *experimentum crucis* que determinaría de una vez por todas la validez de la premisa —compartida por la visión histórica del marxismo y la de la economía del desarrollo— que postulaba que unos y otros avanzaban de modo solidario. La respuesta que obtuvo fue inequívocamente negativa, y el corolario que implí-

8/ Paris, Gallimard, 1982.

citamente dedujo de ella vino a reemplazar la filosofía de la historia que había subtendido los avances de la historiografía en la etapa que estaba siendo dejada atrás, por otra que como la versión marxista de aquélla se apoyaba en una filosofía de la naturaleza, así fuera ésta infinitamente más desoladora que la que venía a reemplazar. Era ella la que en el siglo anterior había formulado A.A. Cournot, para quien el tema central de la historia lo ofrecían los entrelazamientos entre procesos históricos que avanzaban en paralelo; en la visión de Cournot esos entrelazamientos estaban gobernados por el azar, pero no lo estarían indefinidamente; porque lo que hacía posible ese margen de azarosa libertad era la distribución desigual de la energía en el mundo natural, que estaba destinada a decrecer lenta pero inexorablemente hasta que todo ese mundo se sumiera a la vez en eterna tiniebla y eterna quietud.

El experimento de Furet había así venido a ofrecer la caución para el que iba a ser conocido como giro narrativo, que a la vez que satisfacía una demanda espontáneamente inspirada por la experiencia de trabajo de los historiadores se adaptaba admirablemente a la situación creada por el progresivo agotamiento de los recursos que habían hecho posibles los ambiciosos proyectos de la etapa de auge económico que estaba quedando atrás. De este modo volvía a ocupar el primer plano el vínculo de la cofradía historiadora con el mundo de la edición, que había ya gravitado decisivamente en la etapa abierta en 1848, cuando tanto la obra mayor de Michelet en Francia como en la otra orilla del Rhin aquellas en que los historiadores de la Pequeña Alemania desplegaron sus interpretaciones rivales del proceso histórico que había culminado en la fundación del Segundo Reich, dependieron de la colaboración y en más de un caso se debieron a la iniciativa de un empresario de la industria editorial. De inmediato iba a descubrirse que había un vasto público disponible para la renacida historia narrativa; así, el libro en que Le Roy Ladurie ofreció el relato de los treinta años de tensa convivencia entre católicos y cátaros en Montaillou[9] alcanzó más allá de la cofradía historiadora un eco sin medida común con el que hasta entonces habían logrado suscitar ni aún los que por su tema se supondría más accesibles a un público no especializado. Pero es que aun éstos habían sido escritos por los historiadores para sus pares, así por ejemplo basta recorrer el índice del libro apasionado y aún hoy apasionante que Lucien Febvre dedicó

9/ Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire d'un villaje occitan de 1294 à 1324,* Paris, Gallimard, 1975.

a reconstruir la trayectoria de vida de Lutero, abierto con un capítulo enigmáticamente intitulado "De Köstlin a Denifle", destinado a trazar un balance del estado de la cuestión que se proponía examinar en los nueve siguientes, que sin duda no contribuyó a incitar al lector común a avanzar en su lectura, para entender por qué ese breve volumen, publicado en 1928 y rápidamente agotado, debió esperar a la segunda posguerra para conocer dos reediciones, separadas por siete años, del texto revisado por su autor durante la ocupación[10].

Lo que en este aspecto ha logrado el giro narrativo es retornar a la situación de la etapa abierta en 1848, en que los integrantes de la cofradía historiadora podían escribir a la vez para sus pares y para todos, y era ésta una conquista que no había demandado el sacrificio de nada esencial en su estilo de trabajo, puesto que las innovaciones que la hicieron posible las habían introducido ya en él para adecuarlo más plenamente a un objeto de estudio a cuya complejidad habían descubierto que no habían hecho hasta entonces plena justicia. Pero, como había ya ocurrido con los vastos proyectos de la etapa de loca prosperidad dejada atrás, la resurrecta alianza de la empresa historiográfica con la empresa editorial enlaza su destino con el de un agente externo cuya lógica le impone obedecer en primer lugar al imperativo de sobrevivir (y en lo posible prosperar) en un marco económico cada vez más hostil mientras las vertiginosas trasformaciones en curso en la tecnología de las comunicaciones hace cada vez más problemático el futuro del libro; no debe sorprender entonces que el sostén que de esa alianza recibe la empresa historiográfica sea ya hoy mucho más limitado de lo que pareció posible esperar hace sólo dos décadas.

Me pregunto qué puedo agregar al llegar a este punto a lo que para quienes no la han vivido desde dentro es la historia de una burbuja, de una pompa de jabón que se desvanece en el aire junto con tantas otras en este gigantesco fin de época, pero que es a la vez la de una empresa en la que quienes aquí estamos hemos gastado nuestras vidas. Sólo quizá el testimonio de alguien a quien tras su paso fugaz por la *École* le ha tocado el destino de la *pierre qui roule,* y puede por lo tanto atestiguar hasta qué punto lo que hoy se vive en ella lo está viviendo nuestra cofradía desde la bahía de San Francisco hasta el Río de la Plata; en todas partes la enorme expansión de la que tanto nos

10/ Lucien Febvre, *Un destin: Martin Luther,* Paris, Rieder, 1928, reediciones a cargo de las Presses Universitaires de France. Paris, 1945 y 1952 del texto que su autor había concluido de revisar el 31 de enero de 1944 (*Un destin…,* ed. 1945, p. 6).

habíamos prometido (y que no conviene olvidar que estuvo lejos de decepcionar todas nuestras esperanzas) trajo consigo una quizá inevitable *managerial revolution* que puso nuestro destino en manos de quienes tienen ahora la oportunidad de utilizar la actual penuria para imponer una reestructuración radical de la cofradía historiadora que al precio de hacerla irreconocible concentraría el poder y los recursos en sus manos y en las de sus más inmediatos allegados, y están implacablemente decididos a no dejarla pasar en vano; tal la modalidad con que invade nuestra esfera la ingente trasformación social hoy en curso, en que las herencias de capitalismo y socialismo convergen para empujar en una dirección muy distinta de la imaginada hace medio siglo.

Y se comprende que todo eso que nos circunda haga para mí aún más melancólico este reencuentro otoñal con la institución que conocí tan cerca de sus orígenes. Pero no deja de ser reconfortante verla discutir con los bríos de siempre los temas de siempre, que muestran que no ha desaparecido en quienes los abordan la confianza en que en medio de tanta adversidad el futuro de la empresa en la que todos ellos participan no está irrevocablemente bloqueado.

Liste des auteurs

António de Almeida Mendes, Université de Nantes
Rossana Barragán, Universidad Mayor de San Andrés, La Paz
Matthew Brown, University of Bristol
Sarah C. Chambers, University of Minnesota
Manuel Covo, Université de Bourgogne
Irene Fatacciu, École des Hautes Études en Sciences Sociales
Alejandro E. Gómez Pernía, Université de Lille 3
Margarita González-Ripoll,
Consejo Superior de Investigación Científica, Madrid
Tulio Halperín Donghi, University of Berkeley
Monica Henry, Université Paris-Est Créteil
Marixa Lasso, Case Western Reserve University
Rafael Marquese, Universidade de São Paulo
Cecilia Méndez, University of California, Santa Barbara
Federica Morelli, Università di Torino
Elías José Palti, Universidad de Buenos Aires
Erika Pani, Colegio de México
Tâmis Parron, Universidade de São Paulo
João Paulo Pimenta, Universidade de São Paulo
James E. Sanders, Utah State University
Eric Schnakenbourg, Université de Nantes
Clément Thibaud, Université de Nantes
Johanna Von Grafenstein, Instituto Mora, Mexico
Nigel Worden, University of Cape Town